S FR A 1 (1982) Bis

87e VOLUME

institut national
de la
statistique
et des
études économiques

BIBLIOTHÈQUE
INSEE

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE

insee

RESULTATS DE 1981

1982

Source gallica.bnf.fr / INSEE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
ministère de l'économie et des finances

BIBLIOTHÈQUE INSEE
03 MARS 1983

Institut national de la statistique et des études économiques
18, boulevard A.-Pinard — 75675 PARIS CEDEX 14 — Tél. 540.13.12

03 MARS 1983
S FR 1 (1981) Bis

87e VOLUME
RÉSULTATS DE 1981
Nouvelle série n° 29
ISBN-2-11-064085-5

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE 1982

Avant-propos

Le développement de l'appareil d'observation statistique a entraîné, au cours des vingt dernières années, un accroissement considérable du volume de l'information statistique disponible, laquelle est désormais diffusée par de multiples publications spécialisées et de nouveaux supports de diffusion tels que les microformes ou les bandes magnétiques.

*La conception de l'*Annuaire statistique de la France *s'est progressivement adaptée à cette situation tout en s'efforçant de maintenir une très grande continuité dans le choix et la présentation des séries statistiques.*

*Fournir à l'utilisateur l'essentiel de l'information disponible ainsi que les moyens d'accéder à une information plus détaillée est le but recherché par l'*Annuaire statistique de la France.

Chaque chapitre se compose donc :

— d'un commentaire technique nécessaire à la compréhension des données chiffrées;

— des résultats essentiels;

— de références documentaires permettant l'accès aux publications spécialisées, voire aux services statistiques eux-mêmes lorsqu'il s'agit de questions complexes.

De plus, le lecteur trouvera une liste d'organismes utiles à connaître :

— les observatoires économiques régionaux de l'INSEE, *auxquels il peut s'adresser pour consulter ou se procurer la totalité des résultats élaborés par l'INSEE, mais également les principaux résultats élaborés par les autres services statistiques;*

— les services statistiques spécialisés, *qui possèdent généralement un service d'information du public.*

L'édition 1982 de l'Annuaire statistique de la France *présente les données les plus récentes au moment de la constitution du manuscrit (deuxième trimestre 1982). Les résultats portant sur l'année 1981 représentent le tiers des résultats les plus récents de chaque série. Une grande partie des tableaux (plus des deux tiers) présentent des séries sur 6 ans ou plus. L'annuaire fait l'objet chaque année de modifications dues au progrès ou aux transformations de l'appareil statistique.*

D'une façon générale, l'annuaire fait état de résultats au niveau de la nation dans son ensemble et pour l'année dans son entier. Il est rappelé au lecteur que les résultats régionaux et départementaux se trouvent dans Statistiques et indicateurs des régions françaises (*Les collections de l'INSEE, série R*) *d'une part, et dans les* Cahiers régionaux de l'INSEE *d'autre part, et que les résultats infra-annuels sont régulièrement publiés dans le* Bulletin mensuel de statistique *et dans* Tendances de la conjoncture.

***

L'Institut national de la Statistique et des Études économiques tient à remercier les administrations, les services publics et les organismes professionnels qui apportent régulièrement leur concours à la préparation de l'Annuaire statistique de la France.

Bien qu'il s'efforce constamment d'en accroître la qualité, cet ouvrage comporte encore certainement des lacunes et des imperfections; aussi accueillera-t-il bien volontiers les observations ou les suggestions dont pourraient tirer profit les prochaines éditions.

Recensement général de la population de 1982

Premières estimations *

Population sans doubles comptes des départements et régions

(en milliers)

Ville de Paris	2.168,3
Seine-et-Marne	887,1
Yvelines	1.192,6
Essonne	988,4
Hauts-de-Seine	1.386,7
Seine-Saint-Denis	1.321,0
Val-de-Marne	1.191,5
Val-d'Oise	920,5
Ile-de-France	*10.056,1*
Ardennes	301,9
Aube	289,8
Marne	544,8
Marne (Haute-)	210,5
Champagne – Ardennes	*1.347,0*
Aisne	534,2
Oise	662,2
Somme	543,6
Picardie	*1.740,0*
Eure	462,0
Seine-Maritime	1.191,0
Haute-Normandie	*1.653,0*
Cher	319,0
Eure-et-Loir	362,0
Indre	242,0
Indre-et-Loire	506,0
Loir-et-Cher	296,0
Loiret	537,0
Centre	*2.262,0*
Calvados	589,4
Manche	465,7
Orne	295,3
Basse-Normandie	*1.350,4*
Côte-d'Or	473,2
Nièvre	239,5
Saône-et-Loire	571,5
Yonne	309,5
Bourgogne	*1.593,7*
Nord	2.526,3
Pas-de-Calais	1.412,2
Nord – Pas-de-Calais	*3.938,5*
Meurthe-et-Moselle	715,8
Meuse	200,2
Moselle	1.006,6
Vosges	395,4
Lorraine	*2.318,0*
Rhin (Bas-)	912,0
Rhin (Haut-)	646,4
Alsace	*1.558,4*
Doubs	477,2
Jura	243,0
Saône (Haute-)	232,1
Territoire de Belfort	131,9
Franche-Comté	*1.084,2*
Loire-Atlantique	994,7
Maine-et-Loire	676,1
Mayenne	271,5
Sarthe	500,6
Vendée	483,4
Pays de la Loire	*2.926,3*
Côtes-du-Nord	539,1
Finistère	828,7
Ille-et-Vilaine	745,0
Morbihan	590,9
Bretagne	*2.703,7*
Charente	340,3
Charente-Maritime	512,8
Sèvres (Deux-)	342,5
Vienne	372,0
Poitou - Charentes	*1.567,6*
Dordogne	377,5
Gironde	1.122,4
Landes	297,1
Lot-et-Garonne	298,7
Pyrénées-Atlantiques	551,1
Aquitaine	*2.646,8*
Ariège	135,2
Aveyron	277,8
Garonne (Haute-)	815,0
Gers	173,3
Lot	154,5
Pyrénées (Hautes-)	228,8
Tarn	340,4
Tarn-et-Garonne	190,3
Midi - Pyrénées	*2.315,3*
Corrèze	239,0
Creuse	138,5
Vienne (Haute-)	355,0
Limousin	*732,5*
Ain	418,3
Ardèche	268,4
Drôme	389,2
Isère	935,5
Loire	737,4
Rhône	1.440,9
Savoie	320,6
Savoie (Haute-)	494,7
Rhône – Alpes	*5.005,0*
Allier	369,0
Cantal	162,0
Loire (Haute-)	206,5
Puy-de-Dôme	594,7
Auvergne	*1.332,2*
Aude	281,1
Gard	532,0
Hérault	717,5
Lozère	74,2
Pyrénées-Orientales	339,7
Languedoc - Roussillon	*1.944,5*
Alpes-de-Haute-Provence	118,7
Alpes (Hautes-)	104,5
Alpes-Maritimes	878,6
Bouches-du-Rhône	1.715,9
Var	705,5
Vaucluse	428,9
Provence – Alpes – Côte d'Azur	*3.952,1*
Corse-du-Sud	102,8
Corse (Haute-)	127,2
Corse	*230,0*
FRANCE	**54.257,3**
Départements d'outre-mer	
Guadeloupe	328,4
Guyane	73,0
Martinique	326,5
Réunion	515,8
Saint-Pierre-et-Miquelon	6,0

* Chiffres arrêtés fin juillet 1982.

SOMMAIRE

Chapitre		Page
	TITRE 1. — DONNÉES GÉOGRAPHIQUES ET DÉMOGRAPHIQUES	
1.01	Territoire	5
1.02	Climatologie	15
1.03	État de la population	21
1.04	Mouvement naturel de la population	33
1.05	Mouvements migratoires	57
1.06	Acquisitions et pertes de la nationalité française	63
	TITRE 2. — POPULATION ET CONDITIONS DE VIE	
2.01	Population active, emploi	69
2.02	Santé	93
2.03	Enseignement	107
2.04	Justice	131
2.05	Logement	145
2.06	Environnement	155
2.07	Temps libre — Jeunesse et sports	177
2.08	Culture	187
2.09	Communication	209
2.10	Loisirs divers	219
	TITRE 3. — DONNÉES ÉCONOMIQUES GÉNÉRALES	
3.01	Comptabilité nationale	225
3.02	Entreprises et établissements	237
3.03	Production industrielle	243
3.04	Bilan énergétique	255
3.05	Indices de prix à la production et indices de prix de gros	261
3.06	Indices des prix de détail	273
3.07	Indice de la productivité nationale	287
3.08	Mouvement économique	291
	TITRE 4. — ACTIVITÉS DE PRODUCTION	
4.01	Agriculture	301
4.02	Forêts	327
4.03	Pêche maritime	337
4.04	Charbon	347
4.05	Pétrole	355
4.06	Électricité	363
4.07	Gaz	371
4.08	Minerais de fer et sidérurgie	377
4.09	Minerais, métaux et demi-produits non ferreux	387
4.10	Minéraux divers, matériaux de construction	397
4.11	Verre et chimie	405
4.12	Fonderie et travail des métaux	419
4.13	Construction mécanique, électrique et électronique	427
4.14	Matériel de transport terrestre, construction navale et aéronautique	441
4.15	Industries agricoles et alimentaires	451
4.16	Textiles et cuirs	475
4.17	Bois, papiers, imprimerie	505
4.18	Caoutchouc, matières plastiques et industries diverses	519
4.19	Bâtiment et travaux publics	527
	TITRE 5. — PRESTATIONS DE SERVICES	
5.01	Tourisme et industrie hôtelière	541
5.02	Transports ferroviaires	557
5.03	Transports routiers	567
5.04	Transports de navigation intérieure	581
5.05	Transports maritimes	589
5.06	Transports aériens	603
5.07	Postes et télécommunications	617
5.08	Ingénierie et services informatiques	625
5.09	Crédit-bail	631
5.10	Propriété industrielle	635
	TITRE 6. — CONSOMMATION ET ÉCHANGES	
6.01	Consommation des ménages	643
6.02	Prix	661
6.03	Salaires	675
6.04	Prestations sociales	687
6.05	Assurances	705
6.06	Commerce intérieur	711
6.07	Commerce extérieur	731
	TITRE 7. — FINANCES	
7.01	Balance des paiements	753
7.02	Finances publiques	773
7.03	Renseignements fiscaux sur les entreprises	787
7.04	Monnaie, crédit, épargne	799
7.05	Marché financier, bourse	827

ANNEXES

Page

● *SUR FEUILLETS CHAMOIS :*

Avant-propos III
Recensement général de la population de 1982 IV
Sommaire V
Précisions d'ordre général VII
Signes conventionnels VII
Recherche d'un renseignement dans l'annuaire VII
Organigramme de la direction générale de l'INSEE (au 1-7-82) IX
Antennes régionales de l'INSEE et services statistiques outre-mer X
Principales nomenclatures statistiques utilisées dans cet annuaire XIV

Page

● *SUR FEUILLETS VERTS :*

Liste des tableaux 3*
Index alphabétique 15*
Principaux organismes publics à compétence statistique nationale 21*
Principales publications statistiques internationales 33*
Publications de l'INSEE 39*

PRÉCISIONS D'ORDRE GÉNÉRAL

PÉRIODICITÉ DES RÉSULTATS. — Les résultats sont annuels, sauf exceptions expressément indiquées; la simple indication du millésime correspond à l'année civile, à moins de mention contraire.

CHAMP GÉOGRAPHIQUE. — Sauf indication contraire, les données statistiques de l'annuaire sont relatives à la France métropolitaine (France continentale, y compris territoires insulaires rattachés).

PRÉCISION DES RÉSULTATS.

1. Les données chiffrées de cet ouvrage sont éventuellement des valeurs arrondies au plus près de leurs valeurs réelles, compte tenu de l'unité du dernier ordre exprimé.

2. Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées qui fait intervenir leurs valeurs réelles peut être, de ce fait, différent de ce que donnent leurs valeurs arrondies.

SIGNES CONVENTIONNELS

Signe	Signification
•	Le renseignement ne peut être obtenu ou n'existe pas faute d'enquête.
...	Résultat non disponible.
///	Absence de résultat due à la nature des choses.
–	Résultat rigoureusement nul.
ε	Résultat inférieur à la moitié de l'unité du dernier ordre exprimé.
r	Nombre rectifié par rapport à l'édition précédente de l'annuaire.
p	Nombre provisoire.
e	Évaluation.
»	Indication reportée de la ligne précédente sans modification.
→	Nombre reporté de la colonne précédente sans modification.
■	Séries non comparables de part et d'autre de ce signe.

RECHERCHE D'UN RENSEIGNEMENT DANS L'ANNUAIRE

Elle peut se faire :

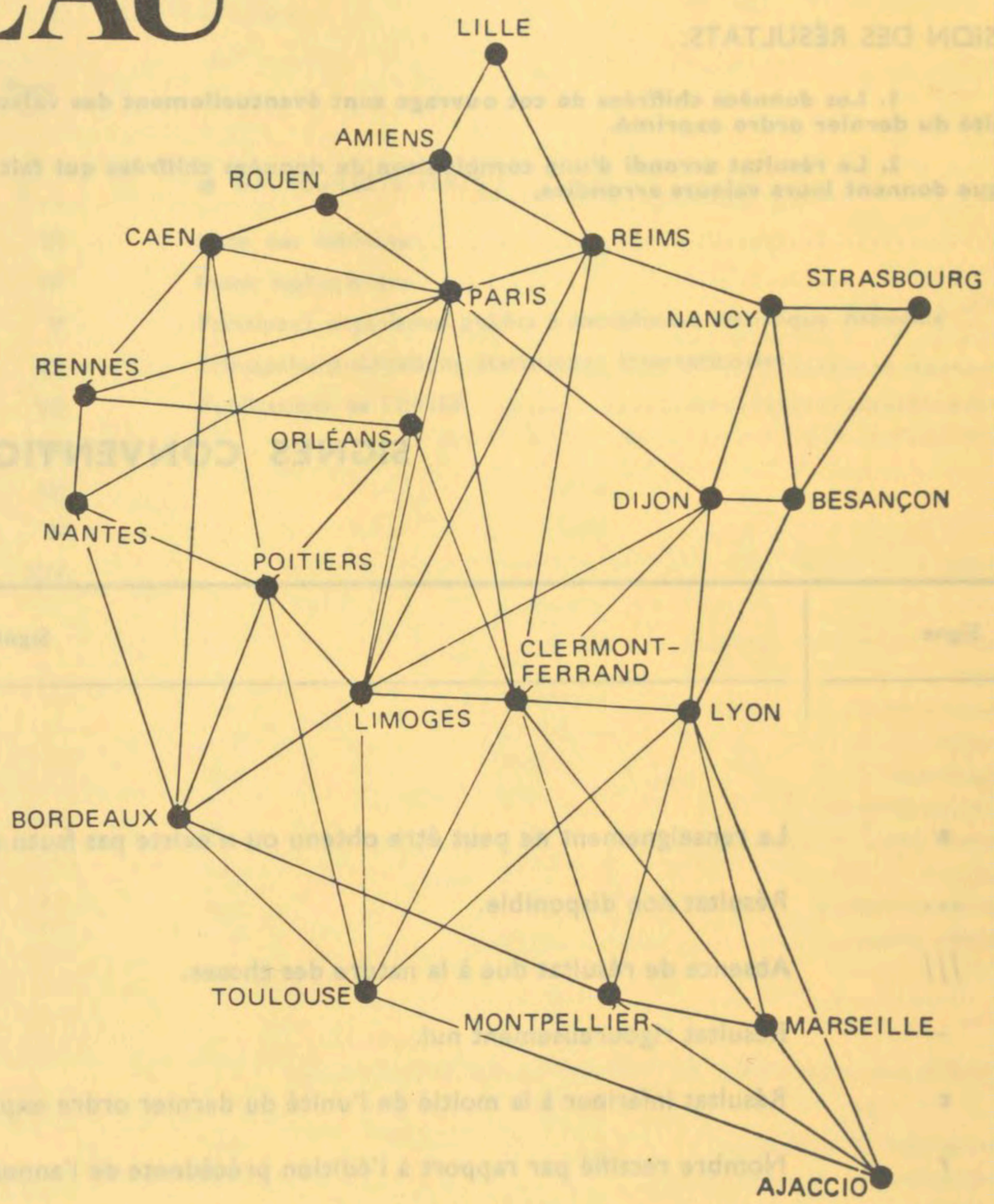
— soit à l'aide du *sommaire*.

— soit à l'aide de la *liste des tableaux* (en annexe).

— soit à l'aide de l'*index alphabétique* (en annexe).

Un service public d'information économique et sociale

LE RESEAU des Observatoires Economiques Régionaux de L'INSEE



Vous êtes à la recherche d'informations économiques et sociales: un **Observatoire Economique, centre public de documentation et d'information,** est à votre disposition dans votre région.

L'Observatoire Economique rassemble et sélectionne pour vous, auprès des principaux détenteurs d'informations locales, régionales, nationales et internationales, les chiffres, les études, les articles, les mémoires et notes diverses qui vont effectivement vous aider.

Parmi les nombreux services rendus :

— consultation gratuite de tous les documents en salle de lecture ;
— reproduction et expédition des documents à la demande ;
— ventes de toutes les publications nationales et régionales de l'INSEE ;
— exploitations informatiques sur mesure des fichiers statistiques de l'INSEE.

Vous pouvez téléphoner, écrire, vous rendre à l'Observatoire Economique. **Une équipe attentive et compétente vous attend.** Elle a pour métier d'informer, elle vous écoute, analyse avec vous **VOTRE PROBLEME,** vous conseille dans l'utilisation de l'information.

Quelle que soit la région sur laquelle porte votre question, votre Observatoire y répondra : les OER travaillent ensemble.

La liste et les adresses des Observatoires Économiques Régionaux figurent page XII.

Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques

SP 620

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES (I.N.S.E.E.) *

Direction générale : 18, bd A.-Pinard, 75675 Paris CEDEX 14
Téléphone : 540.01.12 et 540.12.12

DIRECTEUR GÉNÉRAL : E. MALINVAUD

Cabinet du Directeur général : J. BOUTONNAT

Chargés de mission auprès du Directeur Général :
G. ADER, G. CONSOLO, H. COSTE, P. DELAIN, A. LE THOMAS, J. MERAUD.

Unité « Développement des banques de données » J.-L. BODIN.

● ***Secrétariat général***	R. LÉVY-BRUHL. A. GIOVANINETTI.
Chargés de mission	M. CROZE, F. TURLOT.
Division « Programmes, budget, contrôle »	G. VALENTIN.
Département des services généraux	A. GIOVANINETTI.
Division « Comptabilité générale »	M. MERCIER.
Division « Matériel et immobilier »	P. FABRE.
Département du personnel	L. VERRIÈRE.
Division « Formation et perfectionnement »	P. GERVAISEAU.
Division « Gestion du personnel »	E. DESFORGES.
Département de la coopération et des services statistiques des DOM-TOM	J. THIBAU.
Service de la coopération	G. WINTER.
Division « Programmes de coopération »	A.-M. JAMES.
Division « études et méthodes pour la coopération »	M. BLANC.
Division « D.O.M.-T.O.M. »	A. GODINOT.

● ***Département de la coordination statistique et comptable***	A. VANOLI.
Secrétariat du Conseil national de la statistique (CNS)	C. CHIARAMONTI.
Division « Relations avec les services statistiques »	M. HÉBERT.
Division « Concepts et définitions statistiques et comptables »	.....
Division « Synthèse des comptes nationaux »	M. PERSONNAZ.
Division « Nomenclatures »	P. LESTANG.
Division « Systèmes d'information des administrations »	A. BENEDETTI.
Secrétariat des questions internationales	J. M. NIVLET.

● ***Direction de la production***	G. THÉODORE.
Service « Organisation et méthodes de la production »	J. LORIGNY.
Division « Études et méthodes de la production »	J. C. SEBAG.
Division « Organisation de la production »	J. L. BELLIER.
Département des travaux régionaux	J. M. REMPP.
Division « Collecte »	X. CHAROY.
Division « Plan de charge et suivi des travaux »	F. PASCAUD
Département de l'informatique	A. JEANTET.
Adjoint au chef de département	A. GOY.
Division « Ordinateurs et systèmes »	M. CHARBONNIER.
Division « Coordination des moyens informatiques »	C. BAUDROIT.
Division « Logiciels »	M. EURIAT.

● ***Direction de la statistique générale***	M. FEBVAY.
Département « Population et ménages »	J. DESABIE.
Service de la démographie	J. BOUDOUL.
Chargé de mission	S. HÉMERY.
Division « Mouvement de la population et études démographiques »	J.-C. LABAT.
Division « Recensements de la population »	M. VERNET.
Service « Conditions de vie des ménages, prix de détail »	H. PICARD.
Division « Prix de détail »	G. FRANÇOIS.
Division « Études sur le logement »	F. FABRE.
Division « Conditions de vie des ménages »	Y. LEMEL.
Service « Emploi - Revenus »	B. GRAIS.
Division « Revenus »	J. F. PONSOT.
Division « Emploi »	A. VILLENEUVE.
Division « Synthèses relatives aux ménages »	P. L'HARDY.
Division « Études sociales »	J. BÉGUÉ.
Division « Méthodes des sondages »	F. CHARTIER.

Département « Entreprises »	A. MOTHE.
Division « Agriculture »	M. PETRY.
Division « Statistique des entreprises »	M. QUELENNEC.
Service des activités tertiaires	J. ALBERT.
Division « Statistiques du commerce et des services »	C. HESSE.
Division « Synthèse des biens et services, comptes des entreprises »	P. TEILLET.
Division « Étude des entreprises »	J. C. DUTAILLY.

Département « Répertoires »	J. VACHER.
Division « Répertoires des entreprises et des établissements »	J. GARAGNON.
Division « Répertoire des personnes physiques »	J. MORIN.

Division « Échanges extérieurs et statistiques financières »	R. FABRE.
Division « Statistiques locales »	J. ANFRÉ.

● ***Coordination des études régionales (C.E.S.D.R.)***	A. TIMMEL.

● ***Direction des synthèses économiques***	P. DUBOIS.
Service des programmes	J. M. CHARPIN.
Service de la conjoncture	P. NASSE.
Division « Conjoncture générale »	M. DEVILLIERS.
Division « Comptes trimestriels »	.....
Division « Études régionales »	G. SICHERMAN.
Unité de recherche	P. MAZODIER.
Unité « Banques de données macro-économiques »	M. DAPPE.

● ***Département de la diffusion***	G. NEYRET.
Adjoint au chef du département	R. CUERQ.
Chargé de mission	G. MARC.
Rédaction « Économie et statistique »	C. THELOT.
Division « Animation des relations avec les publics »	P. NARDIN.
Service « Produits de diffusion »	P. MICHAUD.
Division « Plan de diffusion »	.....
Division « Publications »	M. BOËDA.
Diffusion « Systèmes informatiques de diffusion »	F. CAZIN.
Service « Mise à disposition de l'information »	C. ROYNEAU.
Division « Promotion de l'information et animation du réseau des O.E.R. » (1).	T. DE JOUVENCEL.
Division « Documentation »	B. CHEVALIER.
Observatoire économique de Paris	B. GENTIL.

● ***École nationale de la statistique et de l'administration économique (E.N.S.A.E.)*** (2)	J. MAIRESSE.

BUREAU DE PRESSE

J.-F. MOREAUX ..... Téléphone 540-13-18

* Au 1er juillet 1982.

(1) Observatoires économiques régionaux.

(2) 3, avenue Pierre-Larousse, 92240 MALAKOFF — Tél.: 540-12-12.

ANTENNES RÉGIONALES DE L'INSEE ET SERVICES STATISTIQUES D'OUTRE-MER

Ressort territorial (région)	Localisation		Directeur
	Localité	Adresse, téléphone et telex	
I. — FRANCE MÉTROPOLITAINE			
A - *Directions régionales* (D.R.) *et services régionaux* (S.R.)			
Corse	AJACCIO	S.R. INSEE 1, Résidence du Parc Belvédère, 20000 *Ajaccio.* Téléphone : (95) 21.25.80. Télex : 460497 F.	A. VIENOT
Picardie	AMIENS	S.R. INSEE 2, rue Robert-de-Luzarches, 80026 *Amiens Cedex.* Téléphone : (22) 91.31.87. Télex : 140818 INSEE AMIEN.	F. LIMET
Franche-Comté	BESANÇON	S.R. INSEE « Le Major », 83, rue de Dole, 25042 *Besançon Cedex.* Téléphone : (81) 52.42.20. Télex : 360161 INSEE BESAN.	A. BOUVY
Aquitaine	BORDEAUX	D.R. INSEE 41, rue des Sablières, 33076 *Bordeaux Cedex.* Téléphone : (56) 91.02.35. Télex : 570540 INSEE BORDX.	J. HOSSENLOP.
Basse-Normandie	CAEN	S.R. INSEE 93, rue de Geole, 14037 *Caen Cedex.* Téléphone : (31) 85.33.11. Télex : 170332 INSEE CAEN.	Y. GUEGUEN
Auvergne	CLERMONT-FERRAND	D.R. INSEE 52, avenue de Royat, B. P. 120, 63403 *Chamalières Cedex.* Téléphone : (73) 36.03.50. Télex : 392785 INSEE CHAML.	P. DELORME
Bourgogne	DIJON	D.R. INSEE Cité administrative Delaborde - Av. Albert 1er 21033 *Dijon Cedex.* Téléphone : (80) 43.31.45. Télex : 350781 INSEE DIJON.	F. MADINIER
Nord	LILLE	D.R. INSEE 12, rue du Bas-Jardin, B. P. 769, 59034 *Lille Cedex.* Téléphone : (20) 52.65.02. Télex : 820562 INSEE LILLE.	R. NISTRI
Limousin	LIMOGES	D.R. INSEE 29, rue Beyrand, B. P. 1553, 87031 *Limoges Cedex.* Téléphone : (55) 79.26.25. Télex : 580790 INSEE LIMOG.	J. MUGUET
Rhône-Alpes	LYON	D.R. INSEE 165, rue Garibaldi (3e), B. P. 3184, 69401 *Lyon Cedex 03.* Téléphone : (7) 863.25.07. Télex : 340835 INSEE LYON.	J. ROCHAS
Provence - Alpes - Côte d'Azur	MARSEILLE	D.R. INSEE 17, rue Menpenti (10e), 13387 *Marseille Cedex 10.* Téléphone : (91) 79.91.41. Télex : 420618 INSEE MARSL.	P. SOUBIE

×

Ressort territorial (région)	Localisation		Directeur
	Localité	Adresse, téléphone et télex	
Languedoc - Roussillon...	MONTPELLIER	D.R. INSEE 274, allée Henri-II-de-Montmorency - le Polygone, 34064 *Montpellier Cedex.* Téléphone : (67) 65.58.00. Télex : 490739 ORMONT-MONPL.	P. GOUNOT
Lorraine.....	NANCY	D.R. INSEE 15, rue du Général Hulot, Case officielle nº 3846, 54029 *Nancy Cedex.* Téléphone : (8) 327.03.27. Télex : 850834 INSEE NANCY.	M. SZWARC
Pays de la Loire.....	NANTES	D.R. INSEE 76, rue Desaix, 44035 *Nantes Cedex.* Téléphone : (40) 29.44.00. Télex : 711150 INSEE NANTE.	P. JOULIA
Centre.....	ORLÉANS	D.R. INSEE 8, rue Édouard-Branly, 45046 *Orléans Cedex.* Téléphone : (38) 63.01.64. Télex : 760464 INSEE ORLNS.	J. BRÉAS
Ile-de-France.....	PARIS	D.R. INSEE 12, rue Boulitte (14e), 75675 *Paris Cedex* 14. Téléphone : 539.22.77. Télex : 250970 F.	M. LECOLLE.
Poitou - Charentes.....	POITIERS	D.R. INSEE 5, rue Sainte-Catherine, 86020 *Poitiers Cedex.* Téléphone : (49) 88.31.69. Télex : 790588 INSEE POITR.	G. RAULIN
Champagne - Ardenne...	REIMS	D.R. INSEE 1, rue de l'Arbalète, 51084 *Reims Cedex.* Téléphone : (26) 88.24.12. Télex : 830896 INSEE REIMS.	L. MARCINIAK
Bretagne.....	RENNES	D.R. INSEE « Le Colbert », 35-36, place du Colombier, B. P. 17, 35031 *Rennes Cedex.* Téléphone : (99) 30.91.90. Télex : 740756 INSEE RENNE.	L. LAURENT
Haute-Normandie.....	ROUEN	D.R. INSEE 8, quai de la Bourse, 76037 *Rouen Cedex.* Téléphone : (35) 98.43.50. Télex : 180487 INSEE ROUEN.	F. LIMET.
Alsace.....	STRASBOURG	D.R. INSEE Cité administrative, rue de l'Hôpital-Militaire, 67084 *Strasbourg Cedex.* Téléphone : (88) 84.22.62 Télex : 870756 INSEE STRBG.	J. AUBOUIN
Midi - Pyrénées.....	TOULOUSE	D.R. INSEE 36, rue des 36-Ponts, 31054 *Toulouse Cedex.* Téléphone : (61) 25.21.36. Télex : 530151 INSEE TLSE.	L. AMIEL

Ressort territorial (région)	Localisation	
	Localité	Adresse, téléphone et télex
B - *Observatoires économiques régionaux*		
Corse	AJACCIO	1, résidence du Parc Belvédère, 20000 *Ajaccio*. Téléphone : (95) 21.25.80.
Picardie	AMIENS	2, rue Robert-de-Luzarches, 80026 *Amiens Cedex*. Téléphone : (22) 91.31.87. Télex : 140818 INSEE AMIEN.
Franche-Comté	BESANÇON	« Le Major », 83, rue de Dole, 25042 *Besançon Cedex*. Téléphone : (81) 52.42.20. Télex : 360161 INSEE BESAN.
Aquitaine	BORDEAUX	349, boulevard du Président-Wilson, 33200 *Bordeaux*. Téléphone : (56) 08.58.17. Télex : 570507 INSEEOR BORDX.
Basse-Normandie	CAEN	93, rue de Geole, 14037 *Caen Cedex*. Téléphone : (31) 85.35.70. Télex : 170332 INSEE CAEN.
Auvergne	CLERMONT-FERRAND	52, avenue de Royat, B. P. 120, 63403 *Chamalières Cedex*. Téléphone : (73) 36.03.50. Télex : 392785 INSEE CHAML.
Bourgogne	DIJON	Immeuble « Mercure », avenue Albert-1er, 21033 *Dijon Cedex*. Téléphone : (80) 43.31.45. Télex : 350781 INSEE DIJON. Indices courants (80) 45.28.34.
Nord - Pas-de-Calais	LILLE	10-12, boulevard Vauban, 59800 *Lille*. Téléphone : (20) 93.68.86. Télex : 820360 INSEEOR LILLE.
Limousin	LIMOGES	50, av. Garibaldi (B. P. 1553), 87031 *Limoges Cedex*. Téléphone : (55) 79.26.25. Télex : 580790 INSEE LIMOG.
Rhône - Alpes	LYON	165, rue Garibaldi (3e), (B. P. 3196), 69401 *Lyon Cedex 03*. Téléphone : (7) 863.22.02 (indices courants) et 863.23.33. (autres informations). Télex : 380832 INSEE LYON.
Provence - Alpes - Côte d'Azur.	MARSEILLE	343, boulevard Romain Rolland, 13297 *Marseille Cedex* 9. Téléphone : (91) 75.92.55. Télex : 420461 INFORMAT MARSL.
Languedoc - Roussillon	MONTPELLIER	274, allée Henri-II de Montmorency - le Polygone, 34064 *Montpellier Cedex*. Téléphone : (67) 65.58.00. Télex : 490739 ORMONT-MONPL.
Lorraine	NANCY	15, rue du Général Hulot, Case officielle nº 3846, 54029 *Nancy Cedex*. Téléphone : (8) 327.03.27. Telex : 850834 INSEE NANCY.
Pays de la Loire	NANTES	5 et 6, boulevard Louis-Barthou, 44037 *Nantes Cedex*. Téléphone : (40) 47.11.90. Télex : 711125 INSEEOR NANTE.
Centre	ORLÉANS	43, avenue de Paris, 45046 *Orléans Cedex*. Téléphone : (38) 53.71.08. Télex : 760464 INSEE ORLNS.
Ile-de-France	PARIS	Tour Gamma A, 195, rue de Bercy, 75582 *Paris Cedex* 12. Téléphone : (1) 345.70.75 (répondeur-indices) et 345.72.31. Télex : 230541 INSEE OEP.
Poitou - Charentes	POITIERS	1, place Aristide-Briand, 86020 *Poitiers Cedex*. Téléphone : (49) 88.31.69. Telex : 790588 INSEE POITR.
Champagne - Ardenne	REIMS	1, rue de l'Arbalète, 51084 *Reims Cedex*. Téléphone : (26) 88.24.12. Télex : 830896 INSEE REIMS.
Bretagne	RENNES	« Le Colbert », 35-36, place du Colombier, (B. P. 17), 35031 *Rennes Cedex*. Téléphone : (99) 30.91.90. Télex : 740756 INSEE RENNE.
Haute-Normandie	ROUEN	8, quai de la Bourse, 76037 *Rouen Cedex*. Téléphone : (35) 98.43.50. Télex : 180487 INSEE ROUEN.
Alsace	STRASBOURG	14, rue Adolphe-Seyboth, 67084 *Strasbourg Cedex*. Téléphone : (88) 32.03.18. Telex : 870756 INSEE STRBG.
Midi - Pyrénées	TOULOUSE	36, rue des 36-Ponts, 31054 *Toulouse Cedex*. Téléphone : (61) 25.21.36. Télex : 530151 INSEE TLSE.

Ressort territorial	Localisation		Responsable
	Localité	Adresse, téléphone et télex	

II. — DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Antilles-Guyane.....	POINTE-A-PITRE (*Guadeloupe*)	*Service interrégional* Antilles-Guyane : « SIRAG » (*INSEE*). (Boîte postale 863), 97175 *Pointe-à-Pitre Cedex.* Téléphone : (19.590) 83.42.20. Télex : 919912 GL.	L. LORI
Guadeloupe.....	BASSE-TERRE (*Guadeloupe*)	*Service statistique* (*INSEE*). (Boîte postale 96), 97102 *Basse-Terre.* Téléphone : (19.590) 81.17.86. Télex : 919915 GL-SDGUAP.	C. WILM
Martinique.....	FORT-DE-FRANCE (*Martinique*)	*Service statistique* (*INSEE*). (Boîte postale 605), 97261 *Fort-de-France Cedex.* Téléphone : (19.596) 71.71.79. Télex : 912394 MR-SDMART.	M. RAGOT
Guyane.....	CAYENNE (*Guyane*)	*Service statistique* (*INSEE*). 81, rue Christophe-Colomb, (Boîte postale 757), 97305 *Cayenne Cedex.* Téléphone : (19.594) 31.45.87. Télex : INSEGY 910344 FG.	V. MORALES
Réunion.....	SAINTE-CLOTILDE (*Réunion*)	*Service statistique* (*INSEE*). Rue de l'École, 97490 Sainte-Clotilde. Téléphone : (19.262) 28.02.60. Télex : 916405 RE. *Observatoire économique régional* (*INSEE*). Rue de l'École, 97470 Sainte-Clotilde. Téléphone : (19.262) 28.10.98.	C. DURAND

III. — TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Nouvelle-Calédonie.....	NOUMÉA (*Nouvelle-Calédonie*).	*Service statistique.* Boîte postale 823, *Nouméa Cedex.*	P. CLAIRET
Polynésie française.....	PAPEETE-TAHITI. (*Polynésie française*).	*Institut territorial de la statistique.* Boîte postale 395, *Papeete-Tahiti.*	G. BAUDCHON

Principales nomenclatures utilisées dans l'annuaire

Il a paru souhaitable de rassembler ici, pour les utilisateurs de l'Annuaire statistique de la France, quelques informations sommaires sur les nomenclatures utilisées ainsi que leurs références bibliographiques. Ces documents comportent, pour la plupart, une introduction méthodologique et des notes explicatives qui permettent une interprétation plus précise des données publiées.

En effet, l'élaboration d'une nomenclature destinée à structurer des informations économiques ou sociales représente, au-delà de la formulation explicite des principes de base retenus, un double compromis :

— compromis entre l'adaptation parfaite à un objectif déterminé et la nécessité de pouvoir utiliser le même outil pour d'autres usages (nature différente des unités statistiques prises en compte ou des informations quantifiées recueillies, influence des réseaux de collecte des données, etc.);

— compromis entre la finesse et la précision de la description qui conduirait à une multiplication de classes contenant chacune peu d'unités et la nécessité de disposer d'une information synthétique, ce qui pousse souvent à réunir des objets dissemblables dans une même classe parce que leur nombre est relativement faible.

L'I.N.S.E.E. a entrepris depuis quelques années une réorganisation complète des différentes familles de nomenclatures statistiques. Le but recherché est de réduire au maximum le nombre de nomenclatures différentes qui décrivent des domaines voisins et de mieux préciser les relations qui existent entre ces nomenclatures. Actuellement, les nomenclatures d'activités et de produits ont été ainsi révisées.

A. Nomenclatures d'activités

Ces nomenclatures permettent la définition précise des diverses activités économiques et le classement des entreprises et établissements d'après l'activité qu'ils exercent à titre principal.

1. *Nomenclature d'activités*, I.N.S.E.E., 1973. — Version « activités » de la « Nomenclature d'activités et de produits » (N.A.P.) qui remplace, à compter du 1er janvier 1974, la Nomenclature des activités économiques, ainsi que les diverses nomenclatures utilisées en comptabilité nationale. Un index alphabétique la complète ;

— en vente au « Journal officiel », 26, rue Desaix, Paris (15e) et dans les observatoires économiques régionaux.

Cette nomenclature est complétée par deux documents :

« Niveaux 15 et 40 », présentant deux versions agrégées des nomenclatures d'activités et de produits, utilisés entre autre pour les comptes nationaux;

« Table de correspondance N.A.E.-N.A.P. », présentant une correspondance détaillée entre ces deux nomenclatures;

— ces deux documents sont édités dans la collection « Nomenclatures et codes » de l'I.N.S.E.E. et sont disponibles dans les observatoires économiques régionaux.

2. *Nomenclature des activités économiques* (N.A.E.), I.N.S.E.E., 1959. — Comprend un index analytique et un index alphabétique ;

— disponible dans les observatoires économiques régionaux ;

— n'est plus en vigueur depuis le 1er janvier 1974.

3. *Nomenclature de branches* (pour les comptes nationaux), I.N.S.E.E., 1966. — Est utilisée pour l'élaboration du tableau d'échanges interindustriels. Elle est définie par référence à la « Nomenclature générale des produits », pour les biens, et à la N.A.E., pour les services.

4. *Nomenclatures de secteurs* (pour les comptes nationaux), I.N.S.E.E., 1966. — Est utilisée pour la présentation des résultats d'exploitation des entreprises. Elle est définie par référence à la N.A.E.

— ces deux dernières nomenclatures sont publiées dans le volume « Méthodes de la comptabilité nationale » (bases 1959 et 1962);

— disponible dans les observatoires économiques régionaux.

5. « *B.C.N.D.* » *et* « *B.C.N.D.E.* », I.N.S.E.E. — Ces deux nomenclatures sont utilisées pour présenter les données sur l'emploi. Elles se présentent comme des regroupements de postes de la N.A.E., se rapprochant de la nomenclature de branches ;

— peuvent être consultées dans les observatoires économiques régionaux.

B. Nomenclatures de produits

Ces nomenclatures regroupent les biens meubles mis sur le marché en un nombre de groupes variable selon le niveau de détail retenu par chaque nomenclature :

1. *Nomenclature de produits*, I.N.S.E.E., 1973. — Version « produits » de la « Nomenclature d'activités et de produits » (voir plus haut, A 1).

2. Nomenclature du Conseil de coopération douanière (N.C.C.D.) [anciennement Nomenclature de Bruxelles (N.D.B.)]. — Élaborée et tenue à jour par le « Conseil de coopération douanière », sert de base commune aux diverses nomenclatures présentées ci-après; comporte des notes explicatives très détaillées et un index alphabétique;

— en vente à l' « Encyclopédie douanière », 43, rue du Colisée, Paris (8e).

3. *Nomenclature générale des produits.* — Élaborée et tenue à jour par la Direction générale des douanes et des droits indirects;

— en vente au « Service de vente des publications officielles », 82, rue Saint-Honoré, Paris (1er).

4. *Classification type pour le commerce international* (C.T.C.I.) O.N.U., 1974 (2e révision);

— en vente au « Centre d'informations des Nations-Unies », 7, place de Fontenoy, Paris (7e).

5. *Nomenclature uniforme des marchandises pour les statistiques de transports* (N.S.T.), Office statistique des communautés européennes, 2e révision, 1970;

— en vente au « Service d'information des Communautés européennes », 61, rue des Belles-Feuilles, Paris (16e).

6. *Nomenclatures de la consommation des ménages.* — Elles servent à décrire la consommation des ménages :

• « *Fonctions de consommation* », I.N.S.E.E., 1969. — Comprend une correspondance avec la nomenclature de branches;

— brochure interne consultable dans les observatoires économiques régionaux.

• « *Nomenclature de la consommation des ménages* », I.N.S.E.E., 1975. — Adaptation, pour la France, des « fonctions de consommations » établies par l'O.N.U. Comprend une table de correspondance avec la « Nomenclature de produits »;

— brochure éditée dans la collection « Nomenclatures et codes », disponible dans les observatoires économiques régionaux.

C. Nomenclatures des métiers emplois et catégories sociales

Ces nomenclatures permettent le classement des personnes en fonction de caractéristiques professionnelles individuelles :

1. *Nomenclature des métiers et activités individuelles,* I.N.S.E.E., 1954. — Constitue la base des nomenclatures citées ci-après (épuisé).

2. *Code des métiers.* — Utilisé pour l'exploitation des recensements de la population. Comprend un index analytique et un index alphabétique;

— disponible dans les observatoires économiques régionaux;

— code nº 2 : Recensement de 1968;

— code nº 64 : Recensement de 1975, collection « Nomenclatures et codes ».

3. *Nomenclature des emplois,* Ministère du travail, I.N.S.E.E., 1970. — Utilisée pour les diverses statistiques sur les emplois;

— disponible dans les observatoires économiques régionaux.

4. *Code des catégories socio professionnelles,* I.N.S.E.E., 1975 (6e édition). — Publié dans la collection « Nomenclatures et codes »;

— disponible dans les observatoires économiques régionaux.

D. Découpages géographiques

• *Code officiel géographique* (8e édition 1978). — Document officiel présentant la dénomination exacte et la codification des découpages administratifs : communes, cantons, arrondissements et départements;

— en vente dans les observatoires économiques.

• *Découpages d'études ou de gestion.* — Ces découpages sont définis généralement par regroupement de collectivités territoriales. Il n'existe aucune publication d'ensemble présentant ces découpages; les observatoires économiques disposent cependant de quelques documents ronéotés.

E. Nomenclature des maladies et causes de décès

Extrait de la Classification internationale des maladies (8e révision, 1965). — Élaborée par l'Organisation mondiale de la santé;

— en vente à la librairie Arnette, 2, rue Casimir-Delavigne, Paris (6e).

F. Nomenclature des fonctions des administrations

Élaborée conjointement par l'I.N.S.E.E., la Direction du budget du Ministère des finances et le Commissariat au plan, 1975. — Elle permet une présentation de l'ensemble des dépenses des administrations publiques (y compris la Sécurité sociale), en fonction de leur objet;

— publiée dans la collection « Nomenclatures et codes », disponible dans les observatoires économiques régionaux.

G. Méthodes d'élaboration des comptes nationaux

Ces documents regroupent l'ensemble des méthodes d'élaboration et cadres de présentation des comptes nationaux :

• *Méthodes de la comptabilité nationale* (cadres et définition de la base 1959), I.N.S.E.E., 1966;

• *Système élargi de comptabilité nationale* (base 1971), I.N.S.E.E., 1976;

— en vente dans les observatoires économiques régionaux.

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE

TITRE 1

Données géographiques et démographiques

Chapitre 1.01

Territoire

1. Métropole
2. Départements et territoires d'outre-mer

1. *Métropole*

11. VUE D'ENSEMBLE

La France continentale est située entre 42° 20′ et 51° 5′ de latitude nord; en longitude, elle s'étend de 4° 47′ de longitude ouest à 8° 15′ de longitude est.

Ces données essentielles sont complétées par les tableaux du présent chapitre et les indications données :

— au chapitre *climatologie*, en ce qui concerne la situation géographique et l'altitude de certaines stations météorologiques;

— au chapitre *agriculture*, en ce qui concerne la répartition du territoire d'après son utilisation.

12. SUPERFICIE

Pour l'évaluation de la superficie du territoire français, on dispose de deux sources :

— mesures géodésiques et planimétriques effectuées par l'*Institut géographique national* mais ne descendant pas, actuellement, au-dessous de l'arrondissement; la superficie calculée par « planimétrage » de la carte au 1/50.000 pour la métropole est de 549 milliers de kilomètres carrés;

— données de la Direction générale des impôts (*services du cadastre*) disponibles pour chaque commune.

Ce sont ces derniers renseignements qui ont été retenus dans le présent annuaire avec la définition suivante : sont comprises toutes les surfaces du domaine public et privé, cadastrées ou non cadastrées, à l'exception des lacs, étangs et glaciers de plus d'un kilomètre carré ainsi que des estuaires.

13. POPULATION LÉGALE DES CIRCONSCRIPTIONS ADMINISTRATIVES

Les effectifs de population figurant dans les tableaux 1 à 6 du présent chapitre proviennent des résultats officiels du recensement général de la population de 1975. Ces résultats ont été authentifiés, en ce qui concerne la métropole, par les décrets n° 75-1243 du 26 décembre 1975 et n° 76-757 du 11 août 1976.

La population totale d'une commune (personnes ayant leur résidence habituelle dans cette commune) se divise en population *municipale* et en population *comptée à part* (celle qui vit dans certaines collectivités).

La population comptée à part comprend les personnes des catégories suivantes (limitativement définies par le décret n° 73-189 du 23 février 1973 prescrivant l'exécution du recensement de 1975) résidant dans des établissements situés dans la commune :

Catégorie I : Militaires des forces françaises de l'armée de terre, de la marine et de l'armée de l'air logés dans des casernements, camps ou assimilés; élèves internes des lycées, collèges, écoles normales d'instituteurs et d'institutrices, grandes écoles, écoles spéciales, séminaires et tous établissements publics ou privés avec internat;

Personnes en traitement dans les sanatoriums, les préventoriums et les aériums; personnels logés sur des chantiers temporaires.

Catégorie II : Personnes en traitement dans les hôpitaux psychiatriques.

Catégorie III : Détenus dans les maisons d'arrêt et de correction, les maisons centrales et centres pénitentiaires; mineurs confiés à un établissement public ou privé d'éducation surveillée; personnes recueillies dans les centres d'hébergement et centres d'accueil.

Le décret précité du 23 février 1973 spécifie que les personnes de la catégorie I ci-dessus qui ont une *résidence personnelle* doivent être comptées à la fois :

— dans la population comptée à part de la commune où se trouve l'établissement;

— dans la population municipale de la commune où se trouve leur résidence personnelle.

Il s'ensuit que lorsqu'on détermine la population d'une circonscription administrative autre que la commune : canton, arrondissement, département et métropole, obtenue par sommation des populations communales, on introduit des *doubles comptes* (militaires du contingent, élèves internes, etc., comptés deux fois, dans la commune de résidence personnelle et dans celle de leur établissement). Pour éliminer ces doubles comptes, la population comptée à part de chaque commune a été décomposée en deux parties :

a. Les personnes qui sont également comptées dans la population municipale d'autres communes (doubles comptes);

b. Les personnes qui ne sont pas comptées dans la population municipale d'autres communes.

Cette façon d'opérer permet d'obtenir :

— *la population légale* des communes, qui comprend les deux parties *a.* et *b.*; c'est cette population qui figure dans le tableau 2 pour les chefs-lieux de département, dans les tableaux 3 et 5;

— *la population sans doubles comptes*, qui comprend seulement la partie *b.* et qui, par addition, donne notamment la population des départements (tableau 2), des régions (tableau 1) et des zones de peuplement industriel ou urbain (tableaux 4 et 6).

14. DÉTERMINATION DE ZONES GÉOGRAPHIQUES PARTICULIÈRES

En vue de la publication des résultats des recensements de la population et de diverses enquêtes, l'I.N.S.E.E. procède à la délimitation de zones géographiques particulières, constituées d'ensembles de communes.

14.1 *Villes et agglomérations urbaines*

Les villes et agglomérations urbaines, désignées aussi sous le terme unique d'unité urbaine, dont la délimitation est fondée sur le seul critère de continuité de l'habitat, peuvent être constituées :

— de deux ou plusieurs communes, c'est-à-dire d'une ville-centre et de sa banlieue (exceptionnellement de plusieurs villes-centres); une telle unité urbaine porte alors le nom d'agglomération;

— d'une seule commune, dont la population agglomérée compte au moins 2.000 habitants; une telle commune est dite ville isolée ou plus communément ville.

Une première délimitation des villes et agglomérations urbaines a été réalisée à l'occasion du recensement de 1954. De nouvelles unités urbaines ont été constituées lors des recensements de 1962, 1968 et 1975.

14.2 *Zones de peuplement industriel ou urbain*

Les zones de peuplement industriel ou urbain sont constituées par des ensembles de communes dépassant largement le cadre des unités urbaines et où :

— il y a une certaine homogénéité de peuplement, en particulier une faible part de cultivateurs;

— il y a d'importants échanges de main-d'œuvre;

— l'activité industrielle s'est créée ou développée en raison de la proximité d'une grande ville, des richesses du sous-sol ou encore de la présence d'un grand axe de communication.

Une première délimitation des zones de peuplement industriel ou urbain a été réalisée à l'occasion du recensement de 1962. De nouvelles délimitations ont été établies lors des recensements de 1968 et de 1975.

2. *Départements et territoires d'outre-mer*

Les effectifs de population proviennent de recensements effectués à des dates différentes de celui de la métropole : 1974 pour les départements, 1976, 1977 ou 1978 pour les territoires.

TABLEAU 1.01 - 1

Subdivisions, superficie et population des régions. Année 1975

Sources : Direction générale des impôts (Services du cadastre); I.N.S.E.E. (Recensement de la population).

Région	Nombre de :			Superficie (en km²)		Population totale (sans doubles comptes) (en milliers)	Densité au km²
	Arrondissements	Cantons	Communes	Totale	Moyenne par commune		
Ile-de-France (1)	22	242	1.278	12.012,27	9,40	9.878,5	822
Champagne - Ardenne	15	140	1.905	25.605,75	13,44	1.336,8	52
Picardie	13	125	2.294	19.399,46	8,46	1.678,6	87
Haute-Normandie	6	92	1.417	12.317,42	8,69	1.595,7	130
Centre	19	179	1.840	39.150,95	21,28	2.152,5	55
Basse-Normandie	11	129	1.800	17.589,32	9,77	1.306,2	74
Bourgogne	15	169	2.027	31.581,94	15,58	1.570,9	50
Nord - Pas-de-Calais	13	127	1.552	12.414,09	8,00	3.913,8	315
Lorraine	19	140	2.301	23.547,40	10,23	2.330,8	99
Alsace	13	73	897	8.280,20	9,23	1.517,3	183
Franche-Comté	9	107	1.773	16.202,36	9,14	1.060,3	65
Pays de la Loire	17	189	1.501	32.081,77	21,37	2.767,2	86
Bretagne	15	183	1.266	27.207,91	21,49	2.595,4	95
Poitou - Charentes	14	144	1.453	25.809,53	17,76	1.528,1	59
Aquitaine	18	224	2.276	41.308,42	18,15	2.550,3	62
Midi - Pyrénées	22	278	3.018	45.347,94	15,03	2.268,2	50
Limousin	8	95	747	16.942,33	22,68	738,7	44
Rhône - Alpes	25	303	2.881	43.698,23	15,17	4.780,7	109
Auvergne	14	141	1.309	26.012,89	19,87	1.330,5	51
Languedoc - Roussillon	14	170	1.539	27.375,79	17,79	1.789,5	65
Provence - Alpes - Côte d'Azur (2)	17	210	960	31.399,64	32,71	3.675,7	117
Corse	5	49	360	8.679,79	24,11	289,8	33
Ensemble	**324**	**3.509**	**36.394**	**543.965,40**	**14,95**	**52.655,8**	**97**

(1) La région d'Ile-de-France, qui correspond à la circonscription précédemment dépommée « région parisienne », a été créée par la loi n° 76-394 du 6 mai 1976. — (2) Par décret n° 76-722 du 2 août 1976, la région Provence - Côte d'Azur a pris le nom de Provence - Alpes - Côte d'Azur.

LA FRANCE ADMINISTRATIVE

TABLEAU 1.01 - 2

Subdivisions, superficie et population des départements. Population et altitude du chef-lieu

Année 1975

Sources : Direction générale des impôts (Services du cadastre); Bureau des longitudes; I.N.S.E.E. (Recensement de la population).

DÉPARTEMENT		DÉPARTEMENT						CHEF-LIEU		
		Nombre de :			Superficie (en km²)	Population totale (sans doubles comptes) (en milliers)	Densité au km²	NOM DU CHEF-LIEU	Population totale (avec doubles comptes)	Altitude (en mètres)
		Arrondissements	Cantons	Communes						
01	Ain	4	38	419	5.762,44	376,5	65	Bourg-en-Bresse	44.967	227
02	Aisne	5	42	818	7.369,12	534,0	72	Laon	30.168	181
03	Allier	3	33	320	7.340,11	378,4	52	Moulins	26.906	227
04	Alpes-de-Haute-Provence	4	32	199	6.925,22	112,2	16	Digne	16.576	618
05	Alpes (Hautes-)	2	28	175	5.548,68	97,4	18	Gap	29.724	782
06	Alpes-Maritimes	2	41	163	4.298,58	816,7	190	Nice	346.620	46
07	Ardèche	3	33	342	5.528,64	257,1	46	Privas	11.216	322
08	Ardennes	4	36	460	5.229,41	309,3	59	Charleville-Mézières	63.347	217
09	Ariège	3	20	331	4.889,92	137,9	28	Foix	10.235	455
10	Aube	3	32	430	6.004,16	284,8	47	Troyes	75.500	110
11	Aude	3	34	437	6.138,98	272,4	44	Carcassonne	44.623	104
12	Aveyron	3	45	303	8.735,12	278,3	32	Rodez	28.165	633
13	Bouches-du-Rhône	3	44	119	5.087,49	1.633,0	321	Marseille	914.356	162
14	Calvados	4	42	704	5.547,92	561,0	101	Caen	122.794	26
15	Cantal	3	25	258	5.725,98	166,5	29	Aurillac	33.355	622
16	Charente	3	33	405	5.955,99	337,1	57	Angoulême	50.500	96
17	Charente-Maritime	5	43	472	6.863,75	497,9	73	La Rochelle	77.494	8
18	Cher	2	33	290	7.234,99	316,4	44	Bourges	80.379	156
19	Corrèze	3	30	286	5.856,83	240,4	41	Tulle	21.634	214
2A	Corse-du-Sud (1)	2	20	124	4.014,22	128,6	32	Ajaccio	51.770	38
2B	Corse (Haute-) (1)	3	29	236	4.665,57	161,2	35	Bastia	52.000	15
21	Côte-d'Or	3	43	705	8.763,21	456,1	52	Dijon	156.787	338
22	Côtes-du-Nord	4	48	369	6.877,55	525,6	76	Saint-Brieuc	56.282	89
23	Creuse	2	27	260	5.565,37	146,2	26	Guéret	16.147	445
24	Dordogne	4	50	555	9.060,01	373,2	41	Périgueux	37.670	99
25	Doubs	3	31	588	5.233,64	471,1	90	Besançon	126.187	368
26	Drôme	3	35	372	6.529,95	361,8	55	Valence	70.307	128
27	Eure	3	36	676	6.039,74	423,0	70	Évreux	50.358	139
28	Eure-et-Loir	4	27	401	5.879,95	335,2	57	Chartres	41.251	158
29	Finistère	4	48	283	6.733,00	804,1	119	Quimper	60.510	6
30	Gard	3	43	353	5.852,90	494,6	85	Nîmes	133.942	114
31	Garonne (Haute-)	3	50	587	6.309,34	777,4	123	Toulouse	383.176	139
32	Gers	3	31	462	6.256,82	175,4	28	Auch	25.070	166
33	Gironde	5	57	543	10.000,14	1.061,5	106	Bordeaux	226.281	7
34	Hérault	3	45	343	6.101,01	648,2	106	Montpellier	195.603	44
35	Ille-et-Vilaine	4	49	353	6.774,72	702,2	104	Rennes	205.733	54
36	Indre	4	26	247	6.790,64	248,5	37	Châteauroux	55.629	158
37	Indre-et-Loire	3	30	277	6.126,70	478,6	78	Tours	145.441	55
38	Isère	3	50	532	7.431,44	860,4	116	Grenoble	169.740	247
39	Jura	3	34	543	4.999,20	238,9	48	Lons-le-Saunier	23.292	258
40	Landes	2	30	331	9.242,60	288,3	31	Mont-de-Marsan	30.171	43
41	Loir-et-Cher	3	26	291	6.343,44	283,7	45	Blois	51.950	102
42	Loire	3	39	327	4.780,59	742,4	155	Saint-Étienne	221.775	540
43	Loire (Haute-)	3	33	260	4.977,14	205,5	41	Le Puy	29.024	686
44	Loire-Atlantique	4	53	221	6.815,38	934,5	137	Nantes	263.689	19
45	Loiret	3	37	334	6.775,23	490,2	72	Orléans	109.956	116
46	Lot	3	30	340	5.216,53	150,7	29	Cahors	21.903	124
47	Lot-et-Garonne	4	39	311	5.360,91	292,6	55	Agen	35.839	43
48	Lozère	2	24	185	5.166,88	74,8	14	Mende	11.977	739
49	Maine-et-Loire	4	40	364	7.165,60	629,8	88	Angers	142.966	47
50	Manche	4	51	589	5.938,02	451,7	76	Saint-Lô	25.037	33
51	Marne	5	41	621	8.161,58	530,4	65	Châlons-sur-Marne	55.709	151
52	Marne (Haute-)	3	31	394	6.210,60	212,3	34	Chaumont	29.329	324
53	Mayenne	3	29	259	5.175,21	261,8	51	Laval	54.537	75
54	Meurthe-et-Moselle	4	37	587	5.240,95	722,6	138	Nancy	111.493	279
55	Meuse	3	30	482	6.216,40	203,9	33	Bar-le-Duc	20.516	271
56	Morbihan	3	38	261	6.822,64	563,6	83	Vannes	43.507	18
57	Moselle	9	43	716	6.216,27	1.006,4	162	Metz	117.199	262
58	Nièvre	4	30	312	6.816,71	245,2	36	Nevers	47.730	201
59	Nord	6	70	654	5.742,01	2.510,7	437	Lille	177.218	24
60	Oise	4	39	693	5.860,22	606,3	103	Beauvais	56.725	71
61	Orne	3	36	507	6.103,38	293,5	48	Alençon	34.666	136

TABLEAU 1.01 - 2 *(fin)*

Subdivisions, superficie et population des départements. Population et altitude du chef-lieu

Année 1975

Sources : Direction générale des impôts (Services du cadastre); Bureau des longitudes; I.N.S.E.E. (Recensement de la population).

	DÉPARTEMENT	DÉPARTEMENT						CHEF-LIEU		
		Nombre de :			Superficie (en km²)	Population totale (sans doubles comptes) (en milliers)	Densité au km²	NOM DU CHEF-LIEU	Population totale (avec doubles comptes)	Altitude (en mètres)
	DÉPARTEMENT	Arrondissements	Cantons	Communes						
62	Pas-de-Calais	7	57	898	6.672,08	1.403,0	210	Arras	50.386	67
63	Puy-de-Dôme	5	50	471	7.969,66	580,0	73	Clermont-Ferrand	161.203	407
64	Pyrénées-Atlantiques	3	48	536	7.644,76	534,7	70	Pau	85.860	207
65	Pyrénées (Hautes-)	3	32	476	4.464,04	227,2	51	Tarbes	57.765	312
66	Pyrénées-Orientales	3	24	221	4.116,02	299,5	73	Perpignan	107.971	60
67	Rhin (Bas-)	7	43	519	4.755,03	882,1	186	Strasbourg	257.303	284
68	Rhin (Haut-)	6	30	378	3.525,17	635,2	180	Colmar	67.410	261
69	Rhône	2	41	294	3.249,12	1.429,6	440	Lyon	462.841	225
70	Saône (Haute-)	2	29	544	5.360,08	222,3	41	Vesoul	20.081	235
71	Saône-et-Loire	5	56	571	8.574,67	569,8	66	Mâcon	40.490	184
72	Sarthe	3	36	376	6.205,99	490,4	79	Le Mans	155.245	77
73	Savoie	3	34	304	6.028,25	305,1	51	Chambéry	56.788	269
74	Savoie (Haute-)	4	33	291	4.387,80	447,8	102	Annecy	54.954	454
75	Ville de Paris	1	20	1	105,40	2.299,8	21.820	Paris	2.317.227	60
76	Seine-Maritime	3	56	741	6.277,68	1.172,7	187	Rouen	118.332	22
77	Seine-et-Marne	3	30	513	5.915,29	755,8	128	Melun	38.996	70
78	Yvelines	4	31	261	2.284,43	1.082,3	474	Versailles	97.133	184
79	Sèvres (Deux-)	3	33	302	5.999,35	335,8	56	Niort	63.965	29
80	Somme	4	44	783	6.170,12	538,5	87	Amiens	135.992	36
81	Tarn	2	42	324	5.757,89	338,0	59	Albi	49.456	169
82	Tarn-et-Garonne	2	28	195	3.718,28	183,3	49	Montauban	50.420	96
83	Var	3	41	153	5.972,54	626,1	105	Toulon (2)	185.050	10
84	Vaucluse	3	24	151	3.567,13	390,4	109	Avignon	93.024	55
85	Vendée	3	31	281	6.719,59	450,6	67	La Roche-sur-Yon	48.053	73
86	Vienne	3	35	274	6.990,44	357,4	51	Poitiers	85.466	118
87	Vienne (Haute-)	3	38	201	5.520,13	352,1	64	Limoges	147.406	287
88	Vosges	3	30	516	5.873,78	398,0	68	Épinal	42.810	365
89	Yonne	3	40	439	7.427,35	299,9	40	Auxerre	39.955	122
90	Belfort (Territoire de)	1	13	98	609,44	128,1	210	Belfort	57.317	429
91	Essonne	3	27	195	1.804,39	923,1	512	Évry	15.585	65
92	Hauts-de-Seine	3	40	36	175,62	1.438,9	8.193	Nanterre	96.004	40
93	Seine-Saint-Denis	2	34	40	236,20	1.322,1	5.597	Bobigny	43.189	48
94	Val-de-Marne	3	33	47	245,03	1.215,7	4.961	Créteil	59.248	45
95	Val-d'Oise	3	27	185	1.245,91	840,9	675	Pontoise	28.241	52
	Ensemble	**324**	**3.509**	**36.394**	**543.965,40**	**52.655,8**	**97**			

(1) La loi n° 75-356 du 15 mai 1975 a remplacé le département de la Corse par deux départements : Corse-du-Sud et Haute-Corse. — (2) Par décret n° 74-1028 du 4 décembre 1974, le chef-lieu du département du Var a été transféré de Draguignan à Toulon.

RÉSULTATS DU RECENSEMENT DE LA POPULATION DE 1982

Le chiffre officiel de population légale, tiré de l'exploitation du recensement général de la population de 1982, sera fixé par décret à la fin de l'année 1982.

Les tableaux publiés dans ce chapitre, présentant les principaux résultats du recensement, seront actualisés dans l'édition 1983. L'ensemble des résultats sera progressivement mis à la disposition du public en 1983 dans les Observatoires économiques régionaux de l'I.N.S.E.E.

Les premières estimations du Recensement Général de la population sont publiées dans les pages jaunes (p. IV) de cet annuaire.

TABLEAU 1.01 - 3

Communes de plus de 50.000 habitants

Année 1975

Source : I.N.S.E.E. (Recensement de la population).

Numéro d'ordre	Département	COMMUNES	Population totale (avec doubles comptes)	Densité au km² (1)
1	75	Paris	2.317.227	21.820
2	13	Marseille	914.356	3.776
3	69	Lyon	462.841	9.541
4	31	Toulouse	383.176	3.160
5	06	Nice	346.620	4.790
6	44	Nantes	263.689	3.938
7	67	Strasbourg	257.303	3.238
8	33	Bordeaux	226.281	4.520
9	42	Saint-Étienne	221.775	2.753
10	76	Le Havre	219.583	4.658
11	35	Rennes	205.733	3.935
12	34	Montpellier	195.603	3.364
13	83	Toulon	185.050	4.244
14	51	Reims	183.610	3.793
15	59	Lille	177.218	7.799
16	29	Brest	172.176	3.370
17	38	Grenoble	169.740	9.158
18	63	Clermont-Ferrand	161.203	3.677
19	21	Dijon	156.787	3.754
20	72	Le Mans	155.245	2.884
21	87	Limoges	147.406	1.858
22	37	Tours	145.441	4.094
23	49	Angers	142.966	3.243
24	80	Amiens	135.992	2.658
25	30	Nîmes	133.942	790
26	25	Besançon	126.187	1.850
27	14	Caen	122.794	4.647
28	69	Villeurbanne	119.438	8.026
29	68	Mulhouse	119.326	5.276
30	76	Rouen	118.332	5.358
31	57	Metz	117.199	2.667
32	13	Aix-en-Provence	114.014	595
33	54	Nancy	111.493	7.189
34	45	Orléans	109.956	3.878
35	59	Roubaix	109.797	8.281
36	66	Perpignan	107.971	1.563
37	92	Boulogne-Billancourt	103.948	16.787
38	95	Argenteuil	103.141	5.954
39	59	Tourcoing	102.543	6.731
40	78	Versailles	97.133	3.596
41	93	Saint-Denis	96.759	7.778
42	93	Montreuil	96.684	10.828
43	92	Nanterre	96.004	7.796
44	84	Avignon	93.024	1.401
45	94	Vitry-sur-Seine	88.023	7.476
46	64	Pau	85.860	2.650
47	34	Béziers	85.677	880
48	86	Poitiers	85.466	1.942
49	59	Dunkerque	83.759	2.691
50	92	Colombes	83.518	10.677
51	94	Saint-Maur-des-Fossés	81.117	7.193
52	94	Champigny-sur-Marne	80.482	7.137
53	18	Bourges	80.379	1.125
54	62	Calais	79.369	2.353
55	93	Aulnay-sous-Bois	78.271	4.823
56	17	La Rochelle	77.494	2.741
57	92	Asnières-sur-Seine	75.679	15.650
58	10	Troyes	75.500	5.463
59	69	Vénissieux	74.751	4.850
60	93	Aubervilliers	72.997	12.669
61	56	Lorient	71.923	4.005
62	06	Cannes	71.080	3.595
63	26	Valence	70.307	1.870
64	44	Saint-Nazaire	69.769	1.480
65	02	Saint-Quentin	69.153	2.981
66	68	Colmar	67.410	973
67	92	Neuilly-sur-Seine	66.095	17.690
68	93	Drancy	64.494	8.303
69	92	Rueil-Malmaison	64.429	4.267
70	79	Niort	63.965	913
71	08	Charleville-Mézières	63.347	1.900
72	94	Ivry-sur-Seine	63.131	10.321
73	29	Quimper	60.510	663
74	71	Chalon-sur-Saône	60.451	3.823
75	94	Créteil	59.248	5.164
76	03	Montluçon	58.824	2.732
77	65	Tarbes	57.765	3.581
78	92	Antony	57.652	6.013
79	90	Belfort	57.317	3.207
80	73	Chambéry	56.788	2.592
81	60	Beauvais	56.725	1.621
82	42	Roanne	56.498	3.428
83	06	Antibes	56.309	2.113
84	22	Saint-Brieuc	56.282	2.402
85	51	Châlons-sur-Marne	55.709	2.007
86	94	Villejuif	55.644	10.413
87	36	Châteauroux	55.629	2.092
88	95	Sarcelles	55.177	6.510
89	74	Annecy	54.954	3.902
90	19	Brive-la-Gaillarde	54.766	1.068
91	92	Courbevoie	54.578	13.067
92	94	Maisons-Alfort	54.552	10.064
93	53	Laval	54.537	1.506
94	49	Cholet	54.017	606
95	92	Meudon	53.413	5.334
96	92	Clamart	53.361	6.038
97	92	Levallois-Perret	52.731	21.794
98	33	Mérignac	52.234	1.052
99	20	Bastia	52.000	2.617
100	41	Blois	51.950	1.329
101	20	Ajaccio	51.770	618
102	83	La Seyne-sur-Mer	51.669	2.307
103	33	Pessac	51.444	1.323
104	16	Angoulême	50.500	2.167
105	82	Montauban	50.420	355
106	62	Arras	50.386	3.994
107	27	Évreux	50.358	1.793
108	13	Arles	50.345	66
109	92	Gennevilliers	50.326	4.320

(1) La densité a été calculée à partir de la population sans doubles comptes.

TABLEAU 1.01 - 4

Villes et agglomérations urbaines de plus de 50.000 habitants. Délimitations et populations de 1975

Source : I.N.S.E.E. (Recensement de la population).

Numéro d'ordre	Département (1)	Code de l'unité urbaine	Nombre de communes	NOM DE L'UNITÉ URBAINE	Population en 1975 (sans doubles comptes)	Densité au km²
1	*	851	310	Paris	8.549.898	4.037
2	*	752	73	Lyon	1.170.660	1.641
3	13	701	22	Marseille	1.070.912	1.533
4	59	702	55	Lille - partie française	935.882	2.434
5	33	701	35	Bordeaux	612.456	821
6	31	701	36	Toulouse	509.939	1.107
7	44	701	19	Nantes	453.500	997
8	06	702	17	Nice	437.566	1.958
9	38	701	32	Grenoble	389.088	1.294
10	76	702	29	Rouen	388.711	1.574
11	83	701	18	Toulon	378.430	815
12	67	701	16	Strasbourg - partie française	365.323	2.136
13	59	701	52	Valenciennes - partie française	350.599	868
14	42	701	15	Saint-Étienne	334.846	1.580
15	62	701	33	Lens	328.741	1.327
16	54	701	24	Nancy	280.569	1.365
17	76	701	13	Le Havre	264.422	1.828
18	06	701	23	Grasse - Cannes - Antibes	258.479	757
19	63	701	17	Clermont-Ferrand	253.244	1.401
20	37	701	17	Tours	245.631	827
21	35	701	8	Rennes	229.310	1.338
22	68	701	17	Mulhouse	218.743	1.129
23	34	701	6	Montpellier	211.430	2.085
24	*	751	31	Douai	210.508	1.044
25	45	701	19	Orléans	209.234	723
26	21	701	11	Dijon	208.432	1.558
27	51	601	5	Reims	197.021	2.467
28	72	601	10	Le Mans	192.057	1.027
29	29	601	5	Brest	190.812	1.358
30	49	601	10	Angers	188.695	977
31	*	656	13	Dunkerque	186.314	1.006
32	14	601	14	Caen	181.390	1.637
33	57	602	17	Metz	181.191	1.373
34	87	601	7	Limoges	167.664	840
35	*	655	12	Avignon	162.562	582
36	78	602	21	Mantes-la-Jolie	154.988	1.064
37	80	601	9	Amiens	152.997	1.407
38	*	654	37	Béthune	145.155	703
39	57	601	11	Thionville	141.881	999
40	*	653	23	Hagondange-Briey	133.853	770
41	25	602	21	Montbéliard	132.343	943
42	30	601	3	Nîmes	131.638	682
43	64	601	13	Pau	126.859	818
44	10	601	13	Troyes	126.611	1.273
45	25	601	7	Besançon	126.349	1.302
46	*	652	12	Bayonne	121.474	693
47	44	601	9	Saint-Nazaire	119.418	599
48	66	601	4	Perpignan	117.689	1.139
49	62	603	22	Bruay-en-Artois	116.340	741
50	78	601	15	Trappes	112.353	935
51	13	601	1	Aix-en-Provence	110.659	595
52	56	601	4	Lorient	105.797	1.277
53	*	651	5	Valence	104.330	1.023
54	74	601	9	Annecy	103.543	924
55	17	601	6	La Rochelle	100.649	1.360
56	62	602	9	Boulogne-sur-Mer	100.581	1.183
57	16	601	14	Angoulême	100.528	655
58	62	601	7	Calais	100.327	735
59	86	501	6	Poitiers	98.554	834
60	57	501	14	Forbach - partie française	97.970	1.094
61	59	503	14	Maubeuge - partie française	97.494	984
62	34	502	3	Béziers	88.619	708
63	73	501	13	Chambéry	88.081	730
64	18	501	3	Bourges	86.041	742
65	42	502	7	Roanne	83.561	845
66	68	501	6	Colmar	83.435	653
67	50	501	6	Cherbourg	82.539	1.204
68	22	501	6	Saint-Brieuc	82.148	698
69	42	501	9	Saint-Chamond	81.767	649
70	62	501	12	Arras	79.783	987
71	65	501	8	Tarbes	78.645	1.070
72	77	502	8	Melun	77.272	1.500
73	60	503	11	Creil	77.225	944
74	90	501	12	Belfort	75.795	1.117
75	02	501	4	Saint-Quentin	75.056	1.839
76	71	502	6	Chalon-sur-Saône	72.407	1.157
77	28	501	8	Chartres	72.246	1.115
78	03	502	6	Montluçon	71.988	610
79	08	501	7	Charleville-Mézières	69.124	972
80	13	501	3	Martigues	68.397	597
81	30	501	11	Alès	67.513	364
82	36	501	4	Châteauroux	66.836	387
83	*	553	13	Genève (CH) - partie française	65.678	719
84	79	501	2	Niort	64.128	683
85	51	501	5	Châlons-sur-Marne	63.407	847
86	*	552	6	Brive-la-Gaillarde	61.930	504
87	58	501	5	Nevers	59.424	561
88	41	501	4	Blois	59.248	786
89	03	501	7	Vichy	59.062	611
90	81	501	6	Albi	58.924	616
91	24	501	6	Périgueux	57.830	521
92	06	501	9	Menton - Monaco - partie française	57.567	781
93	60	502	10	Compiègne	57.210	504
94	60	501	4	Beauvais	57.186	816
95	20	502	4	Bastia	56.984	1.148
96	53	501	2	Laval	56.441	851
97	29	501	1	Quimper	55.977	663
98	47	501	8	Agen	55.632	422
99	27	501	4	Évreux	54.688	933
100	34	501	3	Sète	54.453	843
101	88	501	6	Épinal	53.522	555
102	59	502	6	Armentières - partie française	53.380	654
103	49	501	1	Cholet	52.976	606
104	01	501	4	Bourg-en-Bresse	52.147	526
105	54	501	7	Longwy - partie française	51.862	1.498
106	*	551	2	Arles	51.673	65
107	71	501	6	Montceau-les-Mines	51.385	275
108	59	501	6	Cambrai	51.357	1.171
109	20	501	1	Ajaccio	50.726	618
110	77	501	5	Meaux	50.239	1.131
111	45	501	7	Montargis	50.200	446

(1) Le signe * dans la colonne indique que l'unité urbaine s'étend sur plusieurs départements.

TABLEAU 1.01 - 5

Les communes par tranche de population
Année 1975

Source : I.N.S.E.E. (Recensement de la population).

TRANCHE DE POPULATION (Population totale avec doubles comptes)	Nombre de communes	%	Population correspondante (avec doubles comptes)	%
1.000.000 d'habitants et plus	1	0,1	2.317.227	4,3
500.000 à moins de 1.000.000 habitants	1		914.356	1,7
200.000 — 500.000 —	9		2.587.001	4,8
100.000 — 200.000 —	28		3.848.518	7,2
50.000 — 100.000 —	70	0,2	4.589.888	8,5
30.000 — 50.000 —	120	0,3	4.570.797	8,5
20.000 — 30.000 —	157	0,4	3.804.960	7,1
10.000 — 20.000 —	381	1,0	5.242.414	9,8
9.000 — 10.000 —	62	0,2	587.281	1,1
6.000 — 9.000 —	403	1,1	2.956.153	5,5
5.000 — 6.000 —	263	0,7	1.426.244	2,7
4.000 — 5.000 —	355	1,0	1.576.025	2,9
3.500 — 4.000 —	238	0,7	888.712	1,7
3.000 — 3.500 —	346	1,0	1.120.112	2,1
2.500 — 3.000 —	475	1,3	1.299.151	2,4
2.000 — 2.500 —	739	2,0	1.635.676	3,0
1.500 — 2.000 —	1.153	3,2	1.978.405	3,7
1.000 — 1.500 —	2.408	6,6	2.916.313	5,4
700 — 1.000 —	2.677	7,4	2.214.351	4,1
500 — 700 —	3.777	10,4	2.210.403	4,1
400 — 500 —	2.445	6,7	1.081.872	2,0
300 — 400 —	3.736	10,3	1.291.755	2,4
200 — 300 —	5.344	14,7	1.313.159	2,4
100 — 200 —	7.204	19,8	1.063.298	2,0
50 — 100 —	3.006	8,3	228.573	0,4
Moins de 50 habitants	996 (1)	2,7	34.126	0,1
Ensemble	**36.394**	**100**	**53.696.770**	**100**

(1) Dont 4 communes inhabitées.

TABLEAU 1.01 - 6

Zones de peuplement industriel ou urbain de plus de 100.000 habitants. Délimitations et population de 1975

Source : I.N.S.E.E. (Recensement de la population).

Numéro d'ordre	Zone de peuplement industriel ou urbain	Départements	Nombre de communes	Population en 1975 (sans doubles comptes)
1	Paris	Ville de Paris, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Yvelines, Essonne, Val - d'Oise, Seine-et-Marne, Oise, Loiret	1.049	9.942.717
2	Lyon	Rhône, Isère, Ain	220	1.450.307
3	Marseille	Bouches-du-Rhône, Var	34	1.133.988
4	Lille	Nord	112	1.099.189
5	Côte d'Azur	Alpes-Maritimes	79	793.645
6	Bordeaux	Gironde	115	755.030
7	Bassin houiller Ouest	Pas-de-Calais, Nord	133	632.296
8	Toulouse	Haute-Garonne	111	592.090
9	Strasbourg	Bas-Rhin	116	560.648
10	Bassin sidérurgique de Lorraine du Nord.	Moselle, Meurthe-et-Moselle, Meuse	239	542.563
11	Rouen	Seine-Maritime, Eure	127	523.475
12	Saint-Étienne	Loire, Haute-Loire	70	522.588
13	Nantes	Loire-Atlantique	38	498.696
14	Nancy	Meurthe-et-Moselle, Moselle, Meuse	254	490.490
15	Grenoble	Isère, Savoie	115	471.247
16	Bas-Escaut	Nord	128	454.881
17	Toulon	Var	29	403.310
18	Mulhouse	Haut-Rhin	196	396.452
19	Clermont-Ferrand	Puy-de-Dôme	92	354.732
20	Bassin houiller lorrain	Moselle, Bas-Rhin	171	309.723
21	Rennes	Ille-et-Vilaine	48	308.451
22	Tours	Indre-et-Loire	37	280.169
23	Caen	Calvados	133	276.641
24	Le Havre	Seine-Maritime	21	272.060
25	Avignon	Vaucluse, Bouches - du - Rhône, Gard	40	270.372
26	Montpellier	Hérault	36	264.724
27	Brest	Finistère	24	254.409
28	Dijon	Côte-d'Or	84	254.017
29	Amiens	Somme	132	253.980
30	Scarpe	Nord, Pas-de-Calais	71	251.927
31	Choletais	Maine-et-Loire, Vendée, Loire-Atlantique, Deux-Sèvres	101	235.572
32	Orléans	Loiret	41	235.453
33	Dunkerque	Nord, Pas-de-Calais	38	233.015
34	Metz	Moselle	98	224.111
35	Le Mans	Sarthe	33	222.976
36	Montbéliard	Doubs, Territoire de Belfort, Haute-Saône	145	217.515
37	Reims	Marne	40	215.745
38	Angers	Maine-et-Loire	25	207.878
39	Étang de Berre	Bouches-du-Rhône	23	201.504
40	Bayonne-Côte basque	Pyrénées-Atlantiques, Landes	43	197.686
41	Limoges	Haute-Vienne	16	186.774
42	Valence	Drôme, Ardèche	45	186.680
43	Sambre	Nord	93	184.812
44	Saint-Nazaire	Loire-Atlantique, Morbihan.	32	178.620
45	Haute vallée de la Moselle.	Vosges, Meurthe-et-Moselle.	93	175.963
46	Besançon	Doubs, Jura, Haute-Saône	95	174.383
47	Perpignan	Pyrénées-Orientales	31	171.911
48	Lorient	Morbihan	22	171.300
49	Charleville-Mézières	Ardennes	98	170.485
50	Nîmes	Gard	18	163.481
51	Colmar	Haut-Rhin	75	157.774
52	Troyes	Aube	69	157.200
53	Pau	Pyrénées-Atlantiques	40	154.374
54	Cambrésis	Nord, Aisne, Pas-de-Calais	82	152.373
55	Roanne	Loire, Rhône	51	142.031
56	Compiègne-Noyon	Oise, Aisne	108	136.552
57	Poitiers	Vienne	32	136.008
58	Belfort	Territoire de Belfort, Haute-Saône, Haut-Rhin	100	133.346
59	Boulogne-sur-Mer	Pas-de-Calais	27	131.380
60	Angoulême - La Rochefoucauld.	Charente	38	130.411
61	Saint-Quentin	Aisne	81	129.433
62	Chambéry	Savoie	33	128.669
63	La Rochelle	Charente-Maritime	24	124.695
64	Bourges	Cher	31	124.306
65	Le Creusot	Saône-et-Loire	34	124.114
66	Aix-en-Provence	Bouches-du-Rhône	10	122.527
67	Alès	Gard, Ardèche, Lozère	53	121.487
68	Béziers	Hérault	20	119.250
69	Nevers	Nièvre, Cher	53	116.754
70	Genève (Suisse), partie française.	Haute-Savoie, Ain	57	116.693
71	Annecy	Haute-Savoie	20	112.269
72	Saint-Brieuc	Côtes-du-Nord	17	109.715
73	Calais	Pas-de-Calais	15	108.667
74	Castres-Mazamet	Tarn, Hérault	32	102.833

TABLEAU 1.01 - 7

Superficie des principales îles et des principaux lacs

Sources : Direction générale des impôts (services du cadastre) ou Bureau des longitudes — *Unité :* km²

Ile	Superficie	Lac	Superficie
Corse	8.720	Le Bourget (Savoie)	45
Oléron	175	Grand-Lieu (Loire-Atlantique)	37
Belle-Ile	90	Annecy (Haute-Savoie)	27
Ré	85	Aiguebelette (Savoie)	5,4
Noirmoutier	48	Saint-Point (Doubs)	4,0
Yeu	23	Gérardmer (Vosges)	1,2
Ouessant	15		
Groix	14		

TABLEAU 1.01 - 8

Altitude des principaux sommets de plus de 2.500 mètres (1)

Source : Bureau des longitudes — *Unité :* mètre

Massif et sommet	Altitude
Alpes	
Zone des massifs centraux :	
Sommet du Mont Blanc	4.807
Dôme du Goûter (signal)	4.331
Aiguille des Grandes-Jorasses	4.208
Barre des Écrins (Pelvoux)	4.102
Aiguille du Géant	4.013
Grande Meije (Pelvoux)	3.983
Pelvoux (signal)	3.955
Mont Dolent	3.823
Crête des Grandes Rousses	3.468
Aiguille d'Olan (Pelvoux)	3.383
Pic de Rochebrune	3.324
Le Vieux Chaillol (Champsaur)	3.163
Les Grands Mulets (hôtellerie)	3.051
Mont Clapier	3.045
Tinibras	3.031
Le Roignais	3.001
Grand Pic de Belledonne	2.981
Brévent	2.525
Alpes (suite)	
Régions intra-alpines :	
Pointe de la Grande-Casse (Vanoise)	3.850
Mont Pourri ou Thuria (Vanoise)	3.779
Aiguille de la Grande Sassière	3.747
Les Trois Becs (Levanna)	3.640
Grandes Pareis ou la Bessanese	3.615
Aiguille d'Arves	3.510
Aiguille de Chambeyron	3.411
Grand Mont Cenis	3.320
Mont Thabor (pic)	3.204
Chaberton	3.130
Mont Pelat	3.051
Visoulet	3.030
Euchastrayes	2.956
Perron des Encombres	2.828
Préalpes :	
Mont Buet	3.099
Mont Mounier	2.817
Tête de l'Obiou	2.793
Pointe Percée	2.752
Corse	
Mont Cinto	2.706
Mont Rotondo	2.622
Pyrénées	
Pic de Vignemale	3.298
Pic de Marboré	3.253
Pic Long	3.132
Pic d'Aubert (Néouvielle)	3.091
Pic de Montcalm	3.080
Pic Carlitte	2.921
Puigmal	2.910
Pic du Midi d'Ossau	2.884
Pic du Midi (de Bagnères ou de Bigorre)	2.872
Pic de Montvallier	2.839
Mont Canigou	2.784
Pic de Ger	2.612
Pic d'Anie	2.504

(1) Le Massif central culmine au puy de Sancy à 1.886 mètres.

TABLEAU 1.01 - 9

Altitude des principaux cols

Source : Bureau des longitudes — *Unité :* mètre

Massif et col	Altitude
Alpes	
Zone des massifs centraux :	
Col du Géant (cabane)	3.369
Col du Galibier	2.645
Col de la Seigne	2.513
Col du Bonhomme	2.483
Col de Balme	2.205
Col de Tende (route)	1.870
Régions intra-alpines :	
Tunnel de la Traversette (chemin)	2.950
Col de l'Iseran	2.762
Col d'Agnel	2.699
Col de la Vanoise	2.527
Régions intra-alpines (suite) :	
Col de Fréjus	2.450
Col du Mont-Cenis	2.083
Col du Lautaret	2.058
Col de Larche	1.991
Col de la Madeleine	1.984
Col du Mont-Genèvre	1.849
Col de l'Échelle	1.790
Sillon alpin :	
Col Bayard	1.248
Préalpes :	
Col des Aravis	1.498
Col de la Croix-Haute	1.177
Pyrénées	
Brèche de Roland	2.804
Col du Tourmalet	2.115
Col de Puymorens	1.915
Col de la Perche	1.577
Col de Roncevaux	1.090
Jura	
Col de la Faucille	1.320
Col de Saint-Cergue	1.232
Col de Jougne	1.010
Vosges	
Col du Ballon	1.178
Col de la Schlucht	1.139

TABLEAU 1.01-10

Longueur des principaux cours d'eau (1)

Source : Bureau des longitudes — *Unité :* km

Bassin et cours d'eau	Longueur
Bassin de l'Escaut	
Escaut	430
Lys	214
Scarpe	100
Bassin de la Garonne	
Garonne	575
Ariège	170
Tarn	375
Aveyron	250
Lot	480
Dordogne	472
Adour	335
Charente	360
Sèvre Niortaise	150
Bassin de la Loire	
Loire	1.020
Allier	410
Cher	350
Indre	265
Vienne	350
Creuse	255
Mayenne (avec Maine)	195
Sarthe	285
Vilaine	225
Blavet	140
Rance	110
Vire	120
Orne	152
Bassin de la Meuse	
Meuse	950
Sambre	190
Bassin du Rhin	
Rhin (frontière)	190
Ill	208
Moselle	550
Meurthe	170
Bassin du Rhône	
Rhône	812
Ain	200
Saône	480
Doubs	430
Ardèche	120
Isère	290
Drôme	110
Durance	305
Bassin du Rhône (suite)	
Argens	115
Var	120
Hérault	160
Aude	220
Têt	120
Bassin de la Seine	
Seine	776
Aube	248
Marne	525
Oise	302
Aisne	280
Yonne	293
Loing	166
Eure	225
Rille (ou Risle)	140
Somme	245

(1) A l'exception du Rhin (fleuve frontière), c'est la longueur totale du cours d'eau qui est indiquée, même dans le cas où il ne coule pas entièrement sur le territoire français.

TABLEAU 1.01-11

Subdivisions, superficie et population des départements et territoires d'outre-mer

Sources : Bureau des longitudes; I.N.S.E.E.

Département ou territoire	Nombre d'arrondissements	Superficie en km²	Population			Chef-lieu	Population	
			Année de recensement	Effectifs (milliers)	Densité au km²		Année de recensement	Effectifs (milliers)
DÉPARTEMENTS								
Guadeloupe	3	1.780	1974	324,5	182,3	Basse-Terre	1974	15,5
Guyane	2	91.000	1974	55,1	0,6	Cayenne	1974	30,5
Martinique	3	1.100	1974	324,8	295,3	Fort-de-France	1974	98,8
Réunion	4	2.510	1974	476,6	189,8	Saint-Denis	1974	103,5
Saint-Pierre-et-Miquelon	///	242	1974	5,8	24,0	Saint-Pierre	1974	5,2
TERRITOIRES								
Mayotte	///	374	1978	47,2	126,2	Dzaoudzi	1978	4,1
Nouvelle-Calédonie	///	19.058	1976	133,2	7,0	Nouméa	1976	56,1
Polynésie française (1)	///	4.000	1977	137,4	34,4	Papeete	1977	23,5
Wallis et Futuna	///	255	1976	9,2	36,1	Mata-Utu	1976	0,6

(1) Polynésie française, îles habitées 3.265 km², densité : 36,5.

SOURCES DE DOCUMENTATION

- Annuaire du Bureau des longitudes.
- Recensement général de la population de 1975 :

  (les ouvrages mentionnés ci-dessous portent sur les chiffres de la population légale et certaines données qui leur ont été associées)

— volume *Population de la France : départements, arrondissements, cantons, communes.*

— brochure *Tableaux statistiques de population légale. Population légale des communes de plus de 2.000 habitants.*

— fascicules départementaux *Population légale et statistiques communales complémentaires* (*évolutions démographiques 1968-1975 et 1962-1968*). Dans ces fascicules figurent notamment la superficie et la densité de population de chaque commune, canton et arrondissement de la métropole.

— volume *Villes et agglomérations urbaines, délimitation 1975* (*évolutions démographiques 1968-1975 et 1962-1968*).

— volume *Les zones de peuplement industriel ou urbain, délimitation 1975* (*évolutions démographiques 1968-1975 et 1962-1968*).

Chapitre 1.02

Climatologie

Définitions

Température. — La température indiquée est celle prise sous abri à 1,80 m au-dessus du sol. La *température minimum quotidienne* est la plus basse qui ait été observée entre 18 heures T.U. (1) la veille et 18 heures le jour. La *température maximum quotidienne* est la plus haute température entre 6 heures T.U. le jour et 6 heures le lendemain.

Gelée. — Jour de gelée : toute journée au cours de laquelle la température minimum a été inférieure ou au plus égale à — 0° C sous abri.

Durée d'insolation. — La durée d'insolation (ombres portées au sol) [100 watts par mètre carré] exprimée en heures, est mesurée au moyen d'un héliographe Campbell.

Jour de précipitations. — Est considérée comme jour de précipitations toute journée où la quantité d'eau de précipitations recueillie dans le pluviomètre correspond à une hauteur d'au moins 0,1 mm. Ne sont pas considérés comme précipitations les brouillards et condensations entraînant un dépôt d'eau dans le pluviomètre.

Précipitations. — Les précipitations sont mesurées de 6 heures T.U. le jour à 6 heures le lendemain, au moyen du pluviomètre plastique à lecture directe dont la surface de réception a 4 dm^2 et est placée à 1,5 m au-dessus du sol. Une hauteur d'eau d'un millimètre équivaut pratiquement à 1 litre par mètre carré, ou 10 m^3 à l'hectare.

Humidité relative. — Rapport de la tension de la vapeur d'eau à la tension maximum correspondant à la température au moment de l'observation. L'humidité relative moyenne est la moyenne des rapports ainsi observés quotidiennement.

---

1. On donne le nom de temps universel (T.U.) au temps civil du méridien de Greenwich; ce temps civil est compté de 0 heure à 24 heures à partir de minuit.

Le temps légal en France est celui du temps universel + 1 heure; à la Réunion, + 4 heures; à la Guadeloupe, à la Martinique et à Saint-Pierre-et-Miquelon, — 4 heures; à la Guyane, — 3 heures; à Mayotte, + 3 heures; en Nouvelle-Calédonie, + 11 heures; en Polynésie, — 10 heures; à Wallis et Futuna, — 12 heures.

TABLEAU 1.02-1

Principales caractéristiques météorologiques (Métropole)

Source : Météorologie nationale.

Unités { Température : degré C / Hauteur de pluie : millimètre / Insolation : heure

		Normale (1)	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
AUXERRE (Aérodrome) Lat. 47° 48′ N — Long. 3° 33′ E — Alt. 207 m													
Température	Moyenne (2)	10,8	10,5	10,6	10,2	10,5	11,2	10,8	11,4	11,1	10,4	10,5	10,2
	Minimum absolu	///	– 10,3	– 13,5	– 10.0	– 11,1	– 3,5	– 7,8	– 8,9	– 7,0	– 6,9	– 11,8	– 9,9
	Maximum absolu	///	31,7	33,5	31,0	34,3	38,8	36,8	36,8	29,5	33,4	32,6	34,0
Gelée (nombre de jours)		67	58	74	42	81	28	62	65	43	54	65	67
Précipitations	Hauteur	643	651	551	647	645	716	607	480	874	696	847	677
	Nombre de jours	159	180	160	163	158	204	171	142	202	179	193	187
Insolation (durée totale)		1.842	1.576	1.941	1.677	1.836	1.632	1.801	2.047	1.586	1.623	1.524	1.561
BORDEAUX (Mérignac) Lat. 44° 50′ N — Long. 0° 42′ W — Alt. 47 m													
Température	Moyenne (2)	12,5	12,4	12,3	12,1	12,2	12,6	12,7	13,1	12,8	12,6	12,6	12,2
	Minimum absolu	///	– 6,9	– 9,9	– 4,4	– 6,8	– 3,6	– 8,9	– 5,2	– 5,2	– 6,4	– 5,0	– 6,3
	Maximum absolu	///	33,5	34,1	33,9	34,9	35,3	38,3	36,8	30,0	33,3	32,9	32,4
Gelée (nombre de jours)		44	48	53	30	65	24	38	50	27	27	31	43
Précipitations	Hauteur	900	801	930	791	788	922	780	1.018	960	892	1.185	916
	Nombre de jours	162	184	172	181	171	206	148	165	173	176	191	174
Insolation (durée totale)		2.076	2.067	2.010	1.914	2.235	1.952	2.119	2.261	2.048	2.133	1.926	2.032
CLERMONT-FERRAND (Aulnat) Lat. 45° 48′ N — Long. 3° 09′ E — Alt. 329 m													
Température	Moyenne (2)	11,0	11,2	10,6	10,7	10,7	10,9	10,4	10,8	10,8	10,3	10,7	10,0
	Minimum absolu	///	– 13,7	– 23,1	– 9,4	– 10,1	– 6,2	– 13,5	– 10,1	– 9,6	– 13,2	– 14,1	– 14,2
	Maximum absolu	///	34,1	32,8	32,0	34,6	39,5	35,7	34,4	29,4	34,1	32,4	36, 3
Gelée (nombre de jours)		74	62	78	50	92	50	86	84	59	77	72	77
Précipitations	Hauteur	563	562	762	631	507	618	545	705	782	473	765	583
	Nombre de jours	132	163	146	153	145	175	151	141	167	164	172	164
Insolation (durée totale)		1.899	1.912	2.028	1.893	2.085	1.818	1.919	2.202	1.682	1.818	1.859	1.845
DIJON (Longvic) Lat. 47° 16′ N — Long. 5° 05′ E — Alt. 222 m													
Température	Moyenne (2)	10,6	10,3	10,4	10,4	10,6	11,1	10,7	11,4	11,1	10,2	10,7	10,0
	Minimum absolu	///	– 9,6	– 15,8	– 11,0	– 12,7	– 5,0	– 8,9	– 10,0	– 8,3	– 7,1	– 11,3	– 9,3
	Maximum absolu	///	31,8	34,0	30,9	33,0	34,7	34,0	34,9	29,3	32,2	33,2	32,0
Gelée (nombre de jours)		69	84	79	55	92	34	63	63	39	61	55	69
Précipitations	Hauteur	739	745	497	564	528	703	782	610	1.041	663	868	639
	Nombre de jours	147	181	144	152	144	198	168	139	197	162	184	172
Insolation (durée totale)		1.934	1.630	2.025	1.832	1.956	1.729	1.841	2.152	1.632	1.759	1.746	1.709
LILLE (Lesquin) Lat. 50° 34′ N — Long. 3° 06′ E — Alt. 44 m													
Température	Moyenne (2)	9,9	9,0	9,9	9,4	9,8	10,3	10,2	10,5	10,0	9,5	9,2	9,6
	Miminum absolu	///	– 9,8	– 17,0	– 9,0	– 9,2	– 3,5	– 6,6	– 9,8	– 4,5	– 12,4	– 16,4	– 8,8
	Maximum absolu	///	29,7	30,2	29,5	31,9	30,7	35,0	35,8	30,2	29,6	29,8	30,8
Gelée (nombre de jours)		61	62	55	40	61	21	49	63	45	59	74	52
Précipitations	Hauteur	637	596	546	697	534	899	774	481	754	643	784	789
	Nombre de jours	171	185	154	173	167	217	188	151	207	191	203	188
Insolation (durée totale)		1.641	1.478	1.693	1.601	1.794	1.645	1.641	1.940	1.604	1.468	1.488	...

(1) Moyennes calculées d'après les observations de la période 1931-1960 (1951-1970 pour l'insolation). — (2) La moyenne de température est égale à la moyenne arithmétique des 2 moyennes : T*n*, moyenne des minima quotidiens et T*x*, moyenne des maxima quotidiens.

TABLEAU 1.02 - 1 (*suite*)

Principales caractéristiques météorologiques (Métropole)

Source : Météorologie nationale.

Unités { Température : degré C / Hauteur de pluie : millimètre / Insolation : heure

		Normale (1)	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
LYON (Bron) Lat. 45° 43′ N — Long. 4° 57′ E — Alt. 200 m													
Température	Moyenne (2)	11,5	11,1	10,8	11,1	10,8	11,8	11,5	11,8	11,5	11,0	11,5	10,9
	Minimum absolu	///	– 11,8	– 22,4	– 4,8	– 10,0	– 3,5	– 7,9	– 10,0	– 7,5	– 9,0	– 9,6	– 10,1
	Maximum absolu	///	35,0	34,2	33,3	33,2	37,1	35,6	35,8	29,9	33,8	35,8	34,1
Gelée (nombre de jours)		63	62	78	53	79	25	53	63	36	59	60	64
Précipitations	Hauteur	813	973	697	818	679	799	941	754	1.170	681	914	562
	Nombre de jours	145	186	142	155	141	179	158	137	194	160	196	158
Insolation (durée totale)		2.036	1.821	2.055	1.869	2.109	1.866	1.886	2.264	1.831	1.899	1.943	1.850
MONTPELLIER (Fréjorgues) Lat. 43° 35′ N — Long. 3° 58′ E — Alt. 5 m													
Température	Moyenne (2)	13,8	14,0	14,0	13,8	14,0	14,0	14,0	14,1	14,2	14,0	14,5	13,8
	Minimum absolu	///	– 6,2	– 10,2	– 3,3	– 8,0	– 2,0	– 5,4	– 6,5	– 3,6	– 4,9	– 4,8	– 6,2
	Maximum absolu	///	35,0	34,5	34,0	34,8	34,0	33,7	34,1	31,6	33,5	33,7	35,6
Gelée (nombre de jours)		38	35	39	19	52	18	30	28	17	18	30	29
Précipitations	Hauteur	709	536	967	1.004	531	707	610	1.001	681	733	914	520
	Nombre de jours	88	77	102	126	69	103	92	106	109	108	90	89
Insolation (durée totale)		2.709	2.785	2.771	2.507	2.964	2.575	2.675	2.722	2.442	2.692	2.768	2.669
NANCY (Tomblaine) Lat. 48° 42′ N — Long. 6° 13′ E — Alt. 212 m													
Température	Moyenne (2)	9,6	9,3	9,4	8,8	9,4	10,2	9,9	10,1	10,1	9,1	9,4	9,0
	Minimum absolu	///	– 14,4	– 20,2	– 11,6	– 19,0	– 4,1	– 8,7	– 19,0	– 8,8	– 11,6	– 14,7	– 12,3
	Maximum absolu	///	31,0	33,0	30,1	32,2	33,5	32,4	35,2	29,5	31,9	31,5	31,0
Gelée (nombre de jours)		82	87	96	89	104	34	71	85	54	77	74	79
Précipitations	Hauteur	712	950	570	733	624	781	643	536	953	703	954	773
	Nombre de jours	161	199	149	161	175	214	180	145	203	182	181	182
Insolation (durée totale)		1.633	1.520	1.852	1.633	1.811	1.502	1.659	1.953	1.423	1.496	1.495	1.429
NANTES (Aérodrome) Lat. 47° 10′ N — Long. 1° 37′ W — Alt. 26 m													
Température	Moyenne (2)	11,8	11,8	11,9	11,3	11,8	11,9	11,9	12,5	11,8	11,6	11,3	11,0
	Minimum absolu	///	– 8,0	– 7,7	– 6,8	– 4,5	– 3,2	– 4,8	– 5,6	– 5,3	– 7,8	– 7,1	– 8,2
	Maximum absolu	///	33,4	35,0	30,3	33,4	34,1	36,5	36,7	30,4	28,4	32,2	31,0
Gelée (nombre de jours)		44	44	41	21	43	22	36	37	31	36	51	43
Précipitations	Hauteur	782	763	635	764	553	815	660	669	879	763	941	769
	Nombre de jours	168	191	162	186	142	192	160	150	191	163	189	175
Insolation (durée totale)		1.901	1.937	2.042	1.738	2.026	2.017	1.979	2.142	1.806	1.999	1.864	1.832
NICE (Aérodrome) Lat. 43° 39′ N — Long. 7° 12′ E — Alt. 5 m													
Température	Moyenne (2)	15,0	15,1	15,2	14,9	14,4	14,9	15,1	15,0	15,2	15,1	15,4	14,8
	Minimum absolu	///	– 2,1	– 5,0	– 1,6	– 2,7	2,4	1,2	– 0,1	2,1	0,0	– 0,3	– 0,2
	Maximum absolu	///	33,1	32,0	30,5	31,1	31,3	31,1	29,9	28,0	32,5	30 8	30,5
Gelée (nombre de jours)		3	1	6	–	1	–	–	2	–	1	1	–
Précipitations	Hauteur	862	576	841	1.090	710	761	1.024	939	968	795	1.204	538
	Nombre de jours	86	59	88	117	73	93	110	117	104	85	99	77
Insolation (durée totale)		2.779	2.834	2.651	2.443	2.982	2.804	2.691	2.562	2.592	2.631	2.682	2.619

(1) Moyennes calculées d'après les observations de la période 1931-1960 (1951-1970 pour l'insolation). — (2) La moyenne de température est égale à la moyenne arithmétique des 2 moyennes : T*n*, moyenne des minima quotidiens et T*x*, moyenne des maxima quotidiens.

TABLEAU 1.02 - 1 (*suite et fin*)

Principales caractéristiques météorologiques (Métropole)

Source : Météorologie nationale

Unités { Température : degré C / Hauteur de pluie : millimètre / Insolation : heure

		Normale (1)	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
PARIS (Montsouris) Lat. 48° 49′ N — Long. 2° 20′ E — Alt. 75 m													
Température	Moyenne (2)	11,5	11,6	11,8	10,8	11,7	12,0	11,8	12,5	11,8	11,1	11,1	11,2
	Minimum absolu	///	– 6,5	– 8,6	– 7,2	– 4,2	– 0,4	– 4,5	– 6,2	– 3,7	– 8,0	– 12,7	– 5,1
	Maximum absolu	///	31,2	31,6	30,1	32,7	34,0	35,7	35,4	29,0	30,1	32,1	31,3
Gelée (nombre de jours)		41	34	27	15	23	5	18	27	23	34	39	30
Précipitations	Hauteur	619	631	508	740	579	668	659	417	717	743	729	690
	Nombre de jours	162	193	159	286	155	195	159	144	184	178	182	170
Insolation (durée totale)		1.814	1.510	2.010	1.780	1.961	1.762	1.832	2.043	1.755	1.629	1.621	1.639
RENNES (Aérodrome) Lat. 48° 04′ N — Long. 1° 43′ W — Alt. 35 m													
Température	Moyenne (2)	11,3	11,3	11,3	10,8	11,2	11,5	11,5	12,0	11,5	11,2	10,9	10,7
	Minimum absolu	///	– 7,8	– 7,4	– 6,4	– 4,7	– 3,9	– 4,1	– 5,0	– 4,8	– 7,7	– 7,9	– 7,1
	Maximum absolu	///	32,1	33,7	30,1	33,8	31,2	36,1	36,3	30,5	29,6	31,1	30,8
Gelée (nombre de jours)		42	37	43	21	57	17	32	37	32	39	57	44
Précipitations	Hauteur	669	643	625	599	568	704	556	550	634	700	711	622
	Nombre de jours	168	173	162	188	166	195	160	153	197	182	196	183
Insolation (durée totale)		1.835	1.801	1.970	1.689	1.960	1.808	1.972	2.129	1.903	1.838	1.809	1.785
ROUEN (Rouvray) Lat. 49° 23′ N — Long. 1° 11′ E — Alt. 68 m													
Température	Moyenne (2)	10,3	9,7	9,9	9,4	9,7	9,9	9,9	10,5	9,8	9,3	9,2	9,3
	Minimum absolu	///	– 10,2	– 10,4	– 10,3	– 7,3	– 4,7	– 8,0	– 8,9	– 5,8	– 10,1	– 12,2	– 9,1
	Maximum absolu	///	29,8	29,8	27,7	31,6	30,9	33,3	34,4	28,2	26,3	30,5	28,7
Gelée (nombre de jours)		61	58	57	38	76	29	50	59	43	58	71	63
Précipitations	Hauteur	680	790	551	688	610	988	732	480	807	772	926	930
	Nombre de jours	167	211	152	176	209	230	176	154	147	199	207	190
nsolation (durée totale)		1.694	1.565	1.851	1.597	1.783	1.637	1.761	1.979	1.583	1.526	1.497	1.563
TOURS (Aérodrome) Lat. 47° 27′ N — Long. 0° 43′ E — Alt. 108 m													
Température	Moyenne (2)	11,2	10,9	10,7	10,6	10,8	11,2	11,1	11,8	11,2	10,9	11,1	10,9
	Minimum absolu	///	– 12,2	– 13,0	– 8,0	– 7,2	– 3,7	– 4,8	– 5,0	– 4,7	– 5,0	– 6,7	– 7,2
	Maximum absolu	///	31,2	32,0	31,1	33,9	35,8	37,6	36,7	29,1	30,8	32,1	32,5
Gelée (nombre de jours)		52	49	60	32	75	25	46	49	39	47	45	45
Précipitations	Hauteur	670	629	583	519	528	606	636	550	776	725	808	757
	Nombre de jours	157	171	151	165	149	197	162	134	186	164	183	179
Insolation (durée totale)		1.859	1.740	1.980	1.718	2.003	1.961	1.863	2.150	1.728	1.755	1.712	1.701

(1) Moyennes calculées d'après les observations de la période 1931-1960 (1951-1970 pour l'insolation). — (2) La moyenne de température est égale à la moyenne arithmétique des 2 moyennes : T*n*, moyenne des minima quotidiens et T*x*, moyenne des maxima quotidiens.

TABLEAU 1.02 - 2

Principales caractéristiques météorologiques (Outre-mer)

Unités { Température : degré C / Hauteur de pluie : millimètre / Humidité relative : en % / Insolation : heure

		(1)	(2)	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Départements d'outre-mer														
GUADELOUPE (Raizet) Lat. 16° 16′ N — Long. 61° 31′ W — Alt. 7 m														
Température	Mini (3)	*h*	13,0	15,2	15,7	15,5	16,0	16,7	15,8	14,8	16,8	16,0	15,8	15,9
	Maxi (4)	*h*	32,8	32,4	32,2	32,8	33,0	32,9	33,0	33,0	33,0	33,6	32,8	33,3
Précipitations	Hauteur	*f*	1.874	2.509	1.189	1.971	995	1.806	1.614	1.656	1.626	1.735	2.236	1.559
	Nombre de jours	*f*	242	250	249	271	245	263	251	258	261	251	234	247
Humidité relative moyenne		*h*	81	81	78	79	77	78	80	80	77	82	83	81
Insolation (5)		*h*	2.721	2.573	2.841	2.687	2.769	2.784	2.756	2.733	2.771	2.825	2.641	2.865
GUYANE (Cayenne-Rochambeau) Lat. 4° 50′ N — Long. 52° 22′ W — Alt. 8 m														
Température	Mini (3)	*h*	17,2	19,8	19,2	20,0	20,0	20,0	19,2	18,3	19,6	18,5	20,0	19,5
	Maxi (4)	*h*	34,6	33,2	32,6	32,9	32,7	33,1	32,6	33,7	32,8	32,6	33,0	33,5
Précipitations	Hauteur	*f*	3.583	4.468	4.936	3.896	4.060	4.011	3.576	5.429	3.731	3.500	3.615	3.618
	Nombre de jours	*f*	251	272	279	283	289	277	286	271	286	271	262	271
Humidité relative moyenne		*h*	86	87	88	88	87	87	87	87	82	87	87	87
Insolation (5)		*k*	2.277	2.144	2.090	2.080	2.071	2.100	2.134	2.114	2.162	2.144	2.229	2.185
MARTINIQUE (Fort-de-France-Desaix) Lat. 14° 37′ N — Long. 61° 04′ W — Alt. 144 m														
Température	Mini (3)	*h*	17,3	19,8	18,9	19,3	19,0	19,1	18,4	17,9	20,0	20,0	19,0	19,0
	Maxi (4)	*h*	32,8	32,2	30,9	31,5	32,6	32,2	32,5	31,8	31,7	32,6	32,6	32,0
Précipitations	Hauteur	*d*	1.950	2.620	1.692	2.036	976	1.553	1.794	1.691	1.630	1.807	2.075	1.911
	Nombre de jours	*d*	262	261	270	301	239	264	280	291	281	281	258	257
Humidité relative moyenne		*h*	81	82	79	81	78	81	80	83	79	84	84	81
Insolation (5)		*h*	2.905	2.784	3.054	2.865	2.970	3.025	3.050	2.988	3.012	3.115	2.857	2.970
RÉUNION (Saint-Denis-Gillot) Lat. 20° 54′ S — Long. 55° 31′ E — Alt. 10 m														
Température	Mini (3)	*i*	12,8	14,3	14,0	15,2	14,6	14,5	14,6	15,3	15,0	15,0	14,0	14,8
	Maxi (4)	*i*	33,8	33,0	32,0	32,3	32,8	31,0	31,9	31,7	33,5	32,3	32,7	32,7
Précipitations	Hauteur	*i*	1.541	1.510	1.253	2.117	1.418	2.153	1.308	1.964	1.824	1.452	1.749	2.541
	Nombre de jours	*i*	183	179	160	183	180	216	167	170	185	172	154	175
Humidité relative moyenne		*i*	73	72	72	77	75	75	74	75	72	72	73	75
Insolation (5)		*i*	2.652	2.720	2.795	2.510	2.688	2.504	2.673	2.734	2.695	2.800	2.646	2.755
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON (Saint-Pierre) Lat. 46° 46′ N — Long. 56° 10′ W — Alt. 3 m														
Température	Mini (3)	*b*	– 18,4	– 11,3	– 14,8	– 17,4	– 12,2	– 15,6	– 18,7	– 13,3	– 12,2	– 11,8	– 15,1	– 13,6
	Maxi (4)	*b*	28,4	24,0	23,2	21,8	22,0	22,3	21,9	22,0	23,1	22,7	21,4	23,0
Précipitations	Hauteur	*b*	1.394	1.450	1.049	1.220	1.309	1.181	1.003	1.207	1.036	1.131	1.261	1.430
	Nombre de jours	*b*	195	240	219	211	190	185	184	197	199	197	206	224
Humidité relative moyenne		*h*	83	84	85	84	85	82	83	83	82	83	85	82
Insolation (5)		*f*	1.470	1.401	1.254	1.412	1.411	1.404	1.484	1.380	1.535	1.512	1.346	1.363

(1) Période de référence des observations, soit : *a.* 1903-1970; *b.* 1933-1970; *c.* 1936-1970; *d.* 1941-1970; *e.* 1948-1970; *f.* 1949-1970; *g.* 1950-1970; *h.* 1951-1970; *i.* 1953-1970; *j.* 1958-1970; *k.* 1961-1970. — (2) Nouvelles statistiques établies, depuis 1973, sur les périodes de la colonne 1. — (3) Minimum absolu. — (4) Maximum absolu. — (5) Durée annuelle de l'insolation en heures.

TABLEAU 1.02 - 2 (*suite et fin*)

Principales caractéristiques météorologiques (Outre-mer)

Unités { Température : degré C / Hauteur de pluie : millimètre / Humidité relative : en % / Insolation : heure

		(1)	(2)	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Collectivités territoriales et territoires d'outre-mer														
MAYOTTE (Dzaoudzi-Pamanzi) Lat. 12° 49′ S — Long. 45° 17′ E — Alt. 5 m														
Température	Mini (3)	*h*	15,6	18,4	16,6	17,7	15,8	16,6	17,0	18,0	18,8	17,4	16,7	18,5
	Maxi (4)	*h*	35,0	31,6	31,8	32,9	32,2	32,2	32,4	32,0	33,0	32,0	32,9	32,0
Précipitations	Hauteur	*h*	1.235	•	1.451	1.221	1.480	1.434	1.016	1.269	1.235	1.472	1.113	1.487
	Nombre de jours	*h*	114	•	135	120	128	140	112	115	122	140	125	140
Humidité relative moyenne		*h*	83	82	80	81	81	83	81	80	82	81	76	82
Insolation (5)		*k*	2.886	2.829	2.377	2.893	2.957	2.879	3.025	3.037	3.078	2.837	2.972	2.895
NOUVELLE-CALÉDONIE (Nouméa) Lat. 22° 17′ S — Long. 166° 27′ E — Alt. 70 m														
Température	Mini (3)	*e*	13,2	15,3	14,6	14,7	15,6	15,0	15,3	14,6	14,5	13,8	14,0	14,1
	Maxi (4)	*e*	35,3	34,4	34,1	33,5	35,3	33,7	33,2	34,1	32,2	35,7	33,8	35,2
Précipitations	Hauteur	*a*	1.056	739	1.038	1.197	729	1.108	1.295	1.022	765	937	972	894
	Nombre de jours	*c*	135	169	159	180	139	153	171	165	172	169	157	173
Humidité relative moyenne		*g*	75	76	76	76	74	75	78	76	76	76	76	75
Insolation (5)		*h*	2.562	2.450	2.540	2.591	2.913	2.596	2.391	2.491	2.515	2.627	2.542	2.656
POLYNÉSIE (Papeete-Faa) Lat. 17° 33′ S — Long. 149° 37′ W — Alt. 1,4 m														
Température	Mini (3)	*j*	14,9	17,7	16,7	16,1	17,5	16,0	16,3	16,1	16,4	17,5	17,2	17,9
	Maxi (4)	*j*	33,3	32,4	32,3	32,4	32,8	31,8	32,6	31,8	33,4	32,4	34,0	32,3
Précipitations	Hauteur	*j*	1.795	2.085	1.987	941	1.321	1.774	1.271	1.134	1.110	1.688	2.052	1.726
	Nombre de jours	*j*	135	153	141	115	141	166	148	123	115	143	142	155
Humidité relative moyenne		*j*	78	77	77	80	78	77	76	75	76	77	80	80
Insolation (5)		*j*	2.627	2.655	2.766	2.816	2.727	2.594	2.730	2.922	2.745	2.661	2.583	2.773
WALLIS ET FUTUNA (6) (Hihifo) Lat. 13° 14′ S — Long. 176° 10′ W — Alt. 26 m														
Température	Mini (3)	•	•	17,1	■ 19,5	18,8	20,5	18,5	20,4	19,8	19,0	18,4	18,8	20,3
	Maxi (4)	•	•	33,4	■ 31,3	31,6	32,0	31,5	32,0	31,5	32,0	31,8	31,7	32,1
Précipitations	Hauteur	•	•	3.223	■ 2.861	4.049	3.506	2.751	3.490	3.381	2.905	3.520	3.558	3.464
	Nombre de jours	•	•	260	■ 257	246	286	247	271	241	225	264	262	260
Humidité relative moyenne		•	•	84	■ 82	83	85	84	84	84	83	84	84	85
Insolation (5)		•	•	•	■ 2.762	2.545	2.525	2.863	2.700	2.567	2.394	2.288	2.596	2.377

(1) Période de référence des observations soit : *a.* 1903-1970; *b.* 1933-1970; *c.* : 1936-1970; *d.* 1941-1970; *e.* 1948-1970; *f.* 1949-1970; *g.* 1950-1970; *h.* 1951-1970; *i.* 1953-1970; *j.* 1958-1970; *k.* 1961-1970. — (2) Nouvelles statistiques établies, depuis 1973, sur les périodes de la colonne 1. — (3) Minimum absolu. (4) Maximum absolu. — (5) Durée annuelle de l'insolation en heures. — (6) Précédemment Aka-Aka (lat. 13° 16' S — long. 176° 08' W — alt. 11 m; la station a été transférée Hihifo, depuis 1971.

SOURCES DE DOCUMENTATION

— Ministère des Transports; Direction de la météorologie; Service météorologique métropolitain; Division documentation, 2, avenue Rapp, 75340 Paris Cedex 07. Tél. : 555.95.02, poste 2062.

Publications

— Bulletin quotidien de renseignements.
— Bibliographie signalétique hebdomadaire sélectionnée.
— Résumé mensuel du temps en France.

Comprenant :

— 36 bulletins décadaires d'observations quotidiennes pour 100 stations françaises;
— 12 bulletins mensuels fournissant les caractéristiques météorologiques du mois;
— 1 bulletin annuel.

— Bulletin pluviométrique mensuel.
— Mét. Mar. (études de météorologie marine) trimestriel.
— Bibliographie météorologique (annuel).

Divers :

— Annales météorologiques de la France d'outre-mer (période 1961-1970) :

Tome 1. — Départements et territoires français de l'Amérique;
Tome 2. — Départements et territoires français de l'océan Indien et de l'Antarctique;
Tome 3. — Territoires français de l'océan Pacifique.

— Mémorial.
— Monographies.
— Atlas climatiques de la France.
— Le climat de la France, par R. Arlery.

Chapitre 1.03

État de la population

1. Recensements
2. Évaluations annuelles
3. Population des régions et des départements
4. Ménages-Familles
5. Départements et territoires d'outre-mer

1. *Recensements* (1)

Les principales statistiques concernant l'état de la population (répartition géographique et structure démographique) sont fournies par les recensements généraux de la population (2).

Les derniers résultats publiés sont ceux du recensement du 20 février 1975. Les premiers résultats relatifs à la *population légale* (3) des divisions administratives du pays résultent d'un simple décompte des bulletins recueillis. Ils font l'objet des publications suivantes :

- *Recensement général de la population de 1975. Population de la France. Départements, arrondissements, cantons, communes* (un volume, également détaillé en 95 fascicules départementaux);

- *Recensement général de la population de 1975. Tableaux statistiques de population légale. Communes de plus de 2.000 habitants* (un volume);

- *Recensement général de la population de 1975. Population légale et statistiques communales complémentaires* [94 fascicules départementaux (3)];

- *Recensement général de la population de 1975. Villes et agglomérations urbaines* (un volume);

- *Recensement général de la population de 1975. Les zones de peuplement industriel ou urbain* (un volume).

Dans une seconde phase, une exploitation statistique d'un échantillon de 1/5 des bulletins recueillis fournit divers résultats de structure en matière de *population totale, population active, ménages, familles, logements, immeubles,* pour la France entière, les régions, les départements et les unités urbaines importantes. Sous le titre « Principaux résultats du recensement de la population de 1975 », une sélection de ces tableaux est parue dans les collections de l'INSEE, série D nº 52.

Des résultats plus détaillés portant essentiellement sur la France entière et les régions ont également été produits à partir d'un échantillon au 1/20.

L'ensemble des tableaux des exploitations statistiques peut être consulté dans les observatoires économiques régionaux de l'INSEE.

Les tableaux « France entière » font l'objet d'une publication détaillée dans les volumes spécialisés : *population totale, population active, formation, logements-immeubles, ménages-familles, nationalité.* Les tableaux produits par département sont publiés en 94 fascicules départementaux, 21 fascicules régionaux (4) et un fascicule France entière.

(1) Le dernier recensement a été effectué en mars 1982, les premières estimations (chiffres arrêtés fin juillet 1982) figurent page IV des annexes.

(2) Les résultats annotés des recensements de 1851 à 1962 sur la population par sexe, âge et état matrimonial de la France (territoire du moment) ont été publiés dans le volume *Études et documents démographiques,* nº 10 (INSEE, Paris, 1968).

(3) La *population légale* de la France comprend toutes les personnes (françaises et étrangères) *résidant habituellement* en France métropolitaine au moment du recensement, y compris les militaires français de carrière ou du contingent stationnés hors métropole ayant une résidence personnelle en France.

(4) Il n'a pas été établi de fascicule pour la Corse.

Dans une troisième phase, une *exploitation exhaustive* des bulletins fournit des renseignements à des niveaux géographiques plus fins. Ces renseignements sont disponibles dans les Observatoires économiques de l'INSEE.

* * *

Certaines statistiques démographiques ne sont élaborées qu'au moment des recensements. Cependant, pour certaines données importantes, et lorsque cela est possible, on procède entre les recensements à des évaluations périodiques, de façon à mettre à jour les résultats du dernier recensement; c'est le cas, en particulier, de la population totale du pays et de sa répartition par sexe, âge et état matrimonial, ainsi que de sa répartition géographique. Dès que sont connus les résultats du recensement suivant, on procède à certaines réévaluations. Dans la présente édition de l'annuaire par exemple, tous les chiffres relatifs aux états de la population de 1968 à 1975 ont été révisés.

2. *Évaluations annuelles*

21. RÉSULTATS D'ENSEMBLE

21.1 *Évaluation de la population totale aux 20 février et 1er janvier 1975*

La population recensée le 20 février 1975 (population légale) dans les 95 départements métropolitains était de 52.656.000 habitants, y compris les militaires (de carrière ou du contingent) stationnés hors métropole qui avaient une résidence personnelle en France. A cette population, il convient d'ajouter 44.000 militaires stationnés hors métropole qui, n'ayant pas de résidence personnelle en France, n'ont pu être rattachés à aucun département. D'autre part, diverses corrections doivent être apportées pour tenir compte de certaines imperfections du recensement (surestimation de la population de la Corse).

Le bilan de ces corrections est le suivant :

Population légale recensée....	52.656.000
Corrections :	
Militaires.....	+ 44.000
Corse.....	— 70.000
Population totale évaluée.....	52.630.000

La population totale de la France métropolitaine au 20 février 1975, y compris tous les militaires français (de carrière ou du contingent) stationnés hors métropole, peut donc être évaluée à 52.630.000 habitants.

A partir de l'évaluation, à la date du recensement, de la population totale définie ci-avant, on peut calculer une *évaluation de la population totale au 1er janvier* au moyen des éléments suivants :

— l'excédent des naissances sur les décès, connu par les statistiques de l'état civil;

— une estimation des migrations extérieures.

21.2 *Évaluation de la population à chaque 1er janvier*

En se fondant sur les résultats des deux recensements on a procédé à une réévaluation de la population à chaque 1er janvier de 1968 à 1975 (1).

On rappelle au tableau 1 les composantes de l'évolution de cette population : mouvement naturel et mouvement migratoire.

L'évaluation de *la population totale* de la France pour les années 1976 à 1982 est fondée sur le recensement de 1975 seul.

La population *moyenne* d'une année donnée est prise égale à la moyenne arithmétique des populations à deux premiers janvier successifs, ce qui revient à supposer que la variation de cette population est régulière dans le temps.

22. ÉVALUATION PAR SEXE, ÂGE ET ÉTAT MATRIMONIAL

Le sondage au 1/5 du recensement de 1975 a fourni une répartition de la population par sexe, âge et état matrimonial qu'on a corrigée pour prendre en compte d'une part, les diverses rectifications affectant l'effectif global de la population (voir paragraphe 21.1), d'autre part, certaines imperfections propres à l'âge et à l'état matrimonial déclarés. A partir de cette répartition, on évalue l'état à chaque 1er janvier au moyen des éléments suivants :

— statistiques des naissances, décès, mariages, divorces provenant du dépouillement des bulletins d'état civil;

— estimation par sexe, âge et état matrimonial des migrations extérieures.

Le tableau 4 donne la répartition par sexe, âge et état matrimonial de la population au 1er janvier 1981.

En raison des nombreux accidents qui affectent la répartition par âge de la population, pour étudier celle-ci et son évolution dans le temps, il est nécessaire de se référer à la répartition détaillée par année de naissance ou par groupe quinquennal.

(1) La répartition par sexe et âge de la population totale réévaluée à chaque 1er janvier de 1968 à 1975 a été publiée dans le n° 10, octobre 1977, du *Bulletin mensuel de statistique*.

Cependant, pour résumer la structure par âge, on peut procéder à un regroupement en trois grands groupes d'âge — *moins de 20 ans, 20 à 64 ans, 65 ans ou plus* — qui permet de séparer (très approximativement) la population en âge d'activité (adultes) de la partie inactive (jeunes et vieux) qui est à la charge de la première. Ceci fait l'objet du tableau 2 où l'on a également rappelé les effectifs et les proportions des groupes *moins de 15 ans* et *60 ans ou plus.*

3. *Population des régions et des départements*

A l'aide des statistiques d'état civil et d'une évaluation des mouvements migratoires (intérieurs et extérieurs), on évalue, par département et région, la population totale au 1er janvier de l'année courante fondée sur la population totale retenue au dernier recensement. Le tableau 3 reproduit les évaluations provisoires aux 1er janvier des années 1975 et 1979 à 1981.

4. *Ménages-Familles*

41. MÉNAGES ORDINAIRES

41.1 *Définitions*

Un *ménage ordinaire* est constitué par l'ensemble des occupants d'un logement d'habitation utilisé comme résidence principale, quel qu'en soit le nombre et quels que soient les liens qui les unissent (une personne vivant seule constitue un ménage d'une seule personne). Les membres du ménage qui séjournent à l'époque du recensement dans un établissement de *population comptée à part* et qui y ont été recensés (militaires du contingent, élèves internes, personnes en traitement dans un sanatorium, ouvriers logés dans un baraquement de chantier temporaire) font également partie du ménage : en effet, les bulletins de recensement recueillis dans les établissements de population comptée à part où séjournent de telles personnes ont été « réintégrés » dans la feuille de logement du ménage.

Le *chef de ménage* est la personne qui s'est déclarée telle à l'agent recenseur.

41.2 *Évaluation annuelle du nombre de ménages*

En dehors des années de recensement, on évalue le nombre de ménages ordinaires à chaque 1er janvier en appliquant à la population totale — classée par sexe, âge et état matrimonial — le taux de chef de ménage correspondant (rapport nombre de chefs de ménage/population). Le tableau 5 reproduit l'évolution du nombre de ménages ordinaires ainsi évalué de 1946 à 1982. Les taux de chef de ménage retenus sont fonction de la période considérée :

— sur une période intercensitaire écoulée, les taux annuels relatifs à chaque catégorie par sexe, âge et état matrimonial sont interpolés entre les taux correspondants déduits des recensements encadrants (périodes 1946-1954, 1954-1962, 1962-1968 et 1968-1975);

— pour les années postérieures au dernier recensement (1976 à 1982), ils résultent de l'extrapolation de ceux connus dans le passé.

42. FAMILLES

A l'intérieur d'un ménage ordinaire, une *famille* est constituée :

— soit d'un couple (légitime ou non) ainsi que, le cas échéant, de ses enfants célibataires de moins de 25 ans;

— soit d'une personne non mariée (veuve par exemple), ayant au moins un enfant célibataire de moins de 25 ans vivant avec elle.

Une famille comporte donc toujours au moins deux personnes liées entre elles par les liens « conjoint » ou « enfant ». Les membres du ménage ne faisant pas partie d'une famille sont qualifiés d'*isolés*. Une famille est dite famille principale si son chef est également chef de ménage. Dans le cas contraire elle est dite famille secondaire.

Le nombre des ménages ordinaires et celui des familles, ainsi que leur répartition suivant diverses caractéristiques, ne sont connus qu'à l'occasion d'un recensement général de la population.

De nombreux autres tableaux concernant les ménages et les familles ont été établis. Une partie d'entre eux a été publiée dans les annuaires précédents. Leur liste globale est disponible auprès des observatoires économiques régionaux.

5. *Départements et territoires d'outre-mer*

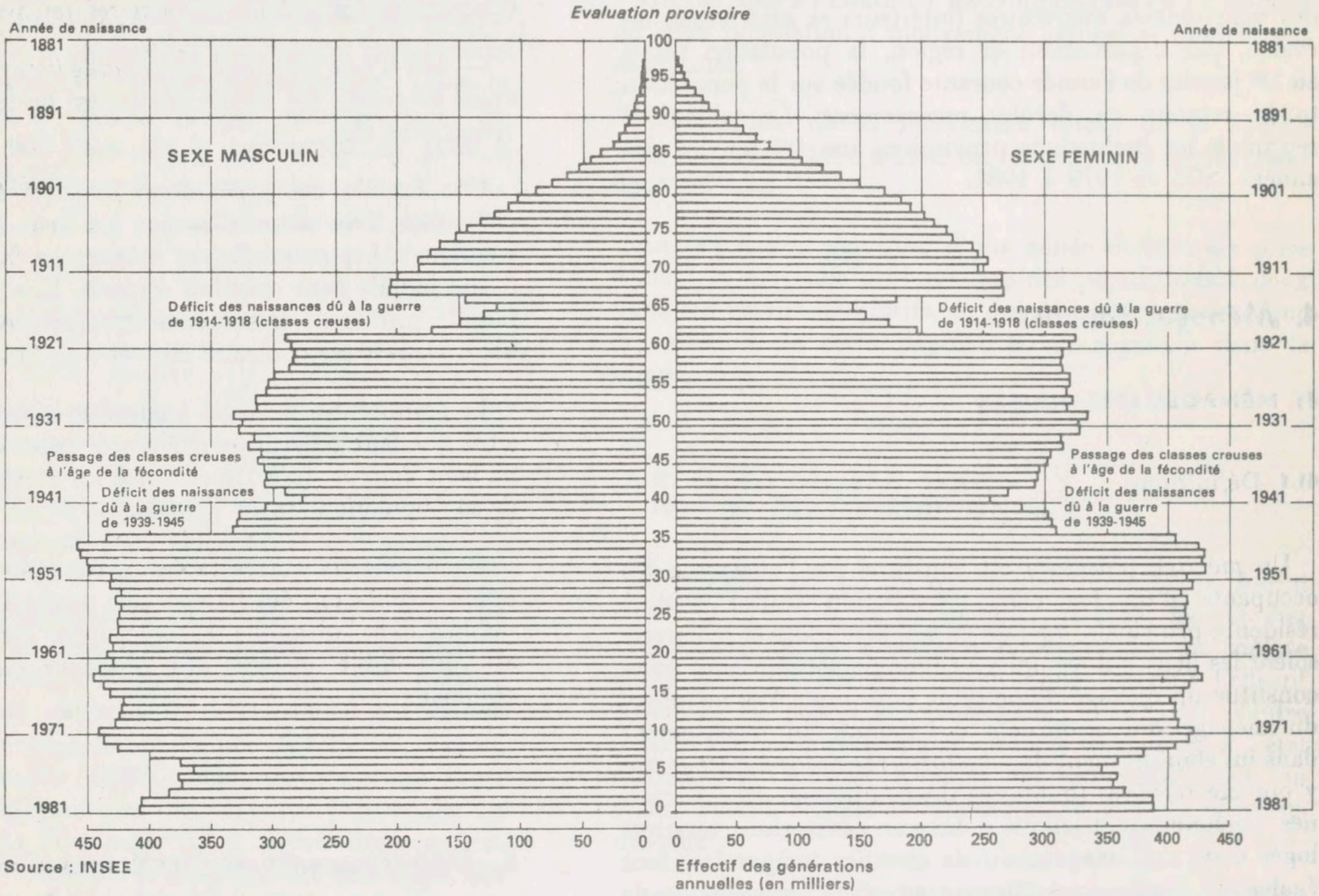
Les trois derniers recensements effectués dans les départements d'outre-mer ont eu lieu en octobre 1961, octobre 1967 et octobre 1974. Les définitions retenues alors pour la population totale municipale et comptée à part des communes ont été celles retenues pour la population des communes de France métropolitaine lors des trois derniers recensements.

Évaluation de la population totale

Les estimations ont été calculées à partir des résultats du recensement de 1974, compte tenu du mouvement naturel de la population et des mouvements migratoires. L'accroissement naturel est déterminé avec précision à partir des statistiques de l'état civil, sauf en ce qui concerne la Guyane où il y a encore quelques lacunes. Le solde migratoire est connu avec une approximation suffisante pour le département de la Réunion, mais les données concernant les autres départements sont insuffisantes.

Pyramide des âges de la population au 1er janvier 1982

Evaluation provisoire



Source : INSEE

TABLEAU 1.03 - 1

Évaluations annuelles de la population totale (1)

(Evaluations fondées sur les recensements de 1968 et 1975)

Source : I.N.S.E.E.

Unité : millier

Année	Population au 1er janvier	Mouvement naturel			Solde des mouvements migratoires	Variation totale	Population moyenne (2)
		Naissances	Décès	Excédent naturel			
1968	49.723	835	553	+ 282	+ 103	+ 385	49.915
1969	50.108	842	573	+ 269	+ 151	+ 420	50.318
1970	50.528	850	542	+ 308	+ 180	+ 488	50.772
1971	51.016	881	554	+ 327	+ 143	+ 470	51.251
1972	51.486	878	550	+ 328	+ 102	+ 430	51.701
1973	51.916	857	559	+ 298	+ 107	+ 405	52.118
1974	52.321	801	553	+ 248	+ 31	+ 279	52.460
1975	52.600	745	560	+ 185	+ 25	+ 210	52.705
1976	52.810	720	557	+ 163	–	+ 163	52.891
1977	52.973	745	536	+ 209	–	+ 209	53.077
1978	53.182	737	547	+ 190	–	+ 190	53.277
1979	53.372	757	542	+ 215	–	+ 215	53.479
1980	53.587	800	547	+ 253	–	+ 253	53.714
1981 *p*	53.840	803	558	+ 245	–	+ 245	53.962
1982 *p*	54.085	...	...	...	...	...	...

(1) Y compris les militaires de carrière ou du contingent stationnés hors métropole. — (2) Moyenne des populations à deux 1er janvier successifs. — *p :* évaluation provisoire.

TABLEAU 1.03 - 2

Population par groupe d'âge. Situation au 1er janvier

Source : I.N.S.E.E.

Année	Population au 1er janvier (en milliers)						Proportions pour 100				
	Total	Moins de 20 ans	20 à 64 ans	65 ans ou plus	*dont* Moins de 15 ans	*dont* 60 ans ou plus	Moins de 20 ans	20 à 64 ans	65 ans ou plus	*dont* Moins de 15 ans	*dont* 60 ans ou plus
1901 (1)	38.486	13.168	22.064	3.254	9.889	4.906	34,2	57,3	8,5	25,7	12,7
1931	41.257	12.398	24.915	3.944	9.340	5.871	30,0	60,4	9,6	22,6	14,2
1936	41.194	12.336	24.728	4.130	10.067	6.144	30,0	60,0	10,0	24,4	14,9
1946	40.125	11.838	23.847	4.440	8.592	6.438	29,5	59,4	11,1	21,4	16,0
1954	42.885	13.165	24.792	4.928	10.251	6.963	30,7	57,8	11,5	23,9	16,2
1962	46.422	15.382	25.571	5.469	12.238	7.932	33,1	55,1	11,8	26,4	17,1
1963	47.573	15.904	26.050	5.619	12.393	8.169	33,4	54,8	11,8	26,1	17,2
1964	48.059	16.211	26.139	5.709	12.439	8.301	33,7	54,4	11,9	25,9	17,3
1965	48.562	16.511	26.205	5.846	12.482	8.465	34,0	54,0	12,0	25,7	17,4
1966	48.954	16.759	26.230	5.965	12.486	8.602	34,2	53,6	12,2	25,5	17,6
1967	49.374	16.814	26.445	6.115	12.525	8.753	34,0	53,6	12,4	25,4	17,7
1968	49.723	16.789	26.680	6.254	12.524	8.877	33,8	53,6	12,6	25,2	17,9
1969	50.108	16.757	26.981	6.370	12.556	9.005	33,4	53,9	12,7	25,1	18,0
1970	50.528	16.748	27.306	6.474	12.582	9.110	33,1	54,1	12,8	24,9	18,0
1971	51.016	16.772	27.646	6.598	12.627	9.242	32,9	54,2	12,9	24,8	18,1
1972	51.486	16.851	27.922	6.713	12.692	9.334	32,7	54,3	13,0	24,7	18,1
1973	51.916	16.902	28.190	6.824	12.730	9.463	32,6	54,3	13,1	24,5	18,2
1974	52.321	16.942	28.441	6.938	12.740	9.571	32,4	54,3	13,3	24,3	18,3
1975	52.600	16.888	28.663	7.049	12.656	9.672	32,1	54,5	13,4	24,1	18,4
1976	52.810	16.778	28.883	7.149	12.538	9.579	31,8	54,7	13,5	23,7	18,1
1977	52.973	16.636	29.113	7.224	12.387	9.418	31,4	55,0	13,6	23,4	17,8
1978	53.182	16.518	29.320	7.344	12.273	9.293	31,1	55,1	13,8	23,1	17,5
1979	53.372	16.398	29.531	7.443	12.131	9.195	30,7	55,3	14,0	22,7	17,2
1980	53.587	16.286	29.766	7.535	12.002	9.145	30,4	55,6	14,1	22,4	17,1
1981	53.840	16.225	30.156	7.459	11.936	9.338	30,1	56,0	13,9	22,2	17,3
1982 *p*	54.085	16.160	30.618	7.307	11.884	9.500	29,9	56,6	13,5	22,0	17,6

(1) 87 départements. — *p :* évaluation provisoire.

TABLEAU 1.03 - 3

Population totale par département et région au 1er janvier des années 1975, 1979 à 1981

Évaluation provisoire fondée sur le recensement de 1975

Source : I.N.S.E.E.

Unité : millier

Département et région	1er janvier 1975	1er janvier 1979	1er janvier 1980	1er janvier 1981 (1)
Paris	2.309,2	2.104,2	2.052,4	2.001,3
Seine-et-Marne	753,2	858,0	889,2	922,0
Yvelines	1.078,3	1.212,0	1.247,5	1.283,6
Essonne	918,6	1.050,0	1.087,7	1.127,4
Hauts-de-Seine	1.440,1	1.373,5	1.350,0	1.326,0
Seine-Saint-Denis	1.321,5	1.299,2	1.292,3	1.287,1
Val-de-Marne	1.214,8	1.223,8	1.224,9	1.228,0
Val-d'Oise	838,3	902,7	921,1	941,8
Ile-de-France	*9.874,0*	*10.023,4*	*10.065,1*	*10.117,2*
Ardennes	309,8	302,5	300,7	299,2
Aube	285,1	286,6	286,9	287,4
Marne	530,1	548,4	553,2	558,6
Haute-Marne	212,7	207,0	205,7	204,4
Champagne - Ardenne	*1.337,7*	*1.344,5*	*1.346,5*	*1.349,6*
Aisne	534,5	528,7	527,1	526,1
Oise	605,8	634,2	642,0	649,8
Somme	538,6	544,5	545,5	547,1
Picardie	*1.678,9*	*1.707,4*	*1.714,6*	*1.723,0*
Eure	422,7	439,6	444,4	449,6
Seine-Maritime	1.173,0	1.189,5	1.194,5	1.200,7
Haute-Normandie	*1.595,7*	*1.629,1*	*1.638,9*	*1.650,3*
Cher	316,6	318,5	318,8	319,4
Eure-et-Loir	334,9	348,6	352,6	356,7
Indre	248,9	244,1	243,0	241,8
Indre-et-Loire	478,4	494,9	498,5	502,7
Loir-et-Cher	283,8	287,7	288,8	290,0
Loiret	489,7	515,2	522,5	529,8
Centre	*2.152,3*	*2.209,0*	*2.224,2*	*2.240,4*
Calvados	560,9	575,2	579,2	583,8
Manche	452,3	445,1	444,6	444,4
Orne	293,8	290,7	290,2	290,0
Basse-Normandie	*1.307,0*	*1.311,0*	*1.314,0*	*1.318,2*
Côte-d'Or	456,0	470,3	474,1	478,2
Nièvre	245,7	240,5	239,5	238,5
Saône-et-Loire	570,2	568,7	569,0	569,6
Yonne	299,9	305,5	307,0	308,8
Bourgogne	*1.571,8*	*1.585,0*	*1.589,6*	*1.595,1*
Nord	2.511,7	2.519,7	2.521,2	2.524,6
Pas-de-Calais	1.404,9	1.397,7	1.399,1	1.401,7
Nord	*3.916,6*	*3.917,4*	*3.920,3*	*3.926,3*
Meurthe-et-Moselle	723,0	718,1	717,1	716,3
Meuse	204,4	198,1	196,6	195,2
Moselle	1.006,8	1.001,8	1.001,0	1.001,6
Vosges	398,4	397,8	398,0	398,4
Lorraine	*2.332,6*	*2.315,8*	*2.312,7*	*2.311,5*
Bas-Rhin	882,2	899,0	904,3	910,5
Haut-Rhin	634,9	651,4	655,7	660,0
Alsace	*1.517,1*	*1.550,4*	*1.560,0*	*1.570,5*
Doubs	470,7	487,9	492,5	495,9
Jura	239,2	237,7	237,9	238,0
Haute-Saône	222,5	223,0	223,4	223,9
Territoire de Belfort	128,3	131,2	132,0	133,0
Franche-Comté	*1.060,7*	*1.079,8*	*1.085,8*	*1.090,8*
Loire-Atlantique	934,1	968,7	977,8	987,2
Maine-et-Loire	629,8	647,7	652,8	658,2
Mayenne	262,0	263,9	264,6	265,4
Sarthe	490,5	497,8	499,5	501,5
Vendée	450,6	463,1	466,4	469,9
Pays de la Loire	*2.767,0*	*2.841,2*	*2.861,1*	*2.882,2*

Département et région	1er janvier 1975	1er janvier 1979	1er janvier 1980	1er janvier 1981 (1)
Côtes-du-Nord	526,0	529,8	531,5	532,8
Finistère	804,5	815,0	817,8	820,3
Ille-et-Vilaine	702,0	725,0	731,5	737,9
Morbihan	564,0	569,2	571,6	574,2
Bretagne	*2.596,5*	*2.639,0*	*2.652,4*	*2.665,2*
Charente	337,6	334,8	334,2	334,0
Charente-Maritime	498,2	499,0	499,7	500,8
Deux-Sèvres	336,1	336,8	337,8	339,1
Vienne	357,4	363,4	365,4	367,8
Poitou - Charentes	*1.529,3*	*1.534,0*	*1.537,1*	*1.541,7*
Dordogne	373,7	367,1	365,6	364,2
Gironde	1.061,7	1.083,1	1.089,3	1.096,6
Landes	288,6	291,4	291,9	292,5
Lot-et-Garonne	293,0	288,6	287,9	287,3
Pyrénées-Atlantiques	535,1	540,6	542,1	543,8
Aquitaine	*2.552,1*	*2.570,8*	*2.576,8*	*2.584,4*
Ariège	138,1	136,0	135,4	135,0
Aveyron	278,9	270,4	268,3	266,1
Haute-Garonne	777,1	809,0	816,5	825,2
Gers	175,7	168,9	167,2	165,3
Lot	150,9	148,8	148,2	147,8
Hautes-Pyrénées	227,5	223,3	222,1	221,2
Tarn	338,3	335,7	335,0	334,2
Tarn-et-Garonne	183,6	180,0	179,1	178,1
Midi - Pyrénées	*2.270,1*	*2.272,1*	*2.271,8*	*2.272,9*
Corrèze	240,7	238,9	238,6	238,4
Creuse	146,7	139,7	138,1	136,7
Haute-Vienne	352,5	356,2	356,7	357,2
Limousin	*739,9*	*734,8*	*733,4*	*732,3*
Ain	376,3	393,7	398,1	402,7
Ardèche	257,4	252,8	252,1	251,2
Drôme	362,0	365,4	366,6	368,2
Isère	859,8	895,5	904,0	912,6
Loire	743,0	736,3	735,3	735,0
Rhône	1.429,1	1.468,8	1.479,5	1.492,5
Savoie	305,1	310,8	312,4	314,3
Haute-Savoie	446,9	476,3	483,3	490,9
Rhône - Alpes	*4.779,6*	*4.899,6*	*4.931,3*	*4.967,4*
Allier	379,2	367,8	365,8	364,3
Cantal	166,8	161,6	160,2	158,9
Haute-Loire	205,9	200,3	199,0	197,8
Puy-de-Dôme	580,1	590,8	594,6	599,0
Auvergne	*1.332,0*	*1.320,5*	*1.319,6*	*1.320,0*
Aude	272,9	266,3	265,2	265,1
Gard	494,9	498,1	500,0	501,6
Hérault	648,1	677,4	685,5	694,9
Lozère	74,9	72,8	72,3	71,7
Pyrénées-Orientales	299,7	306,8	309,0	311,4
Languedoc - Roussillon	*1.790,5*	*1.821,4*	*1.832,0*	*1.844,7*
Alpes-de-Haute-Provence	112,2	115,0	115,6	116,4
Hautes-Alpes	97,4	99,2	99,6	100,2
Alpes-Maritimes	815,9	854,0	862,5	871,1
Bouches-du-Rhône	1.632,0	1.702,0	1.715,0	1.728,6
Var	625,8	659,3	667,4	676,4
Vaucluse	390,3	408,1	412,2	417,0
Provence - Alpes - Côte d'Azur	*3.673,6*	*3.837,6*	*3.872,3*	*3.909,7*
Corse-du-Sud	100,0	102,0	102,4	102,8
Haute-Corse	125,0	126,7	126,9	127,3
Corse	*225,0*	*228,7*	*229,3*	*230,1*
France	**52.600,0**	**53.372,5**	**53.588,8**	**53.843,5**

(1) Les populations départementales au 1er janvier 1981 ont été établies à partir d'une estimation du mouvement naturel domicilié fondée sur les résultats provisoires du mouvement enregistré (cf. *B.M.S.* n° 3, mars 1981) et d'une évaluation provisoire des soldes migratoires de l'année 1980. Cette estimation sera revue en 1982 comme l'a été cette année l'estimation de la population au 1er janvier 1980 publiée dans le *B.M.S.* n° 10, octobre 1980.

TABLEAU 1.03 - 4

Population totale par sexe, âge et état matrimonial au 1er janvier 1981

(Évaluation fondée sur les résultats du recensement de 1975)

Source : I.N.S.E.E.

Année de naissance	Age en années révolues	Les deux sexes	Sexe masculin					Sexe féminin				
			Total	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés	Total	Célibataires	Mariées	Veuves	Divorcées
1980	0	793.566	406.507	406.507	–	–	–	387.059	387.059	–	–	–
1979	1	749.366	383.999	383.999	–	–	–	365.367	365.367	–	–	–
1978	2	728.346	373.248	373.248	–	–	–	355.098	355.098	–	–	–
1977	3	735.046	376.686	376.686	–	–	–	358.360	358.360	–	–	–
1976	4	709.916	363.315	363.315	–	–	–	346.601	346.601	–	–	–
1980-1976	0–4	3.716.240	1.903.755	1.903.755	–	–	–	1.812.485	1.812.485	–	–	–
1975	5	733.338	375.032	375.032	–	–	–	358.306	358.306	–	–	–
1974	6	778.008	398.444	398.444	–	–	–	379.564	379.564	–	–	–
1973	7	831.479	425.691	425.691	–	–	–	405.788	405.788	–	–	–
1972	8	853.215	436.685	436.685	–	–	–	416.530	416.530	–	–	–
1971	9	861.874	440.365	440.365	–	–	–	421.509	421.509	–	–	–
1975-1971	5–9	4.057.914	2.076.217	2.076.217	–	–	–	1.981.697	1.981.697	–	–	–
1970	10	834.915	427.228	427.228	–	–	–	407.687	407.687	–	–	–
1969	11	829.996	423.758	423.758	–	–	–	406.238	406.238	–	–	–
1968	12	829.748	423.017	423.017	–	–	–	406.731	406.731	–	–	–
1967	13	823.584	421.004	421.004	–	–	–	402.580	402.580	–	–	–
1966	14	844.026	431.380	431.380	–	–	–	412.646	412.632	14	–	–
1970-1966	10–14	4.162.269	2.126.387	2.126.387	–	–	–	2.035.882	2.035.868	14	–	–
1965	15	853.627	437.014	437.014	–	–	–	416.613	416.352	245	14	2
1964	16	873.204	446.182	446.182	–	–	–	427.022	425.402	1 606	6	8
1963	17	865.902	441.321	441.226	95	–	–	424.581	417.908	6.598	24	51
1962	18	843.236	429.619	428.148	1.468	3	–	413.617	391.122	22.261	35	199
1961	19	853.148	434.631	427.565	7.032	5	29	418.517	361.631	56.070	110	706
1965-1961	15–19	4.289.117	2.188.767	2.180.135	8.595	8	29	2.100.350	2.012.415	86.780	189	966
1960	20	843.751	429.593	408.845	20.551	19	178	414.158	312.686	99.578	161	1.733
1959	21	852.103	433.710	379.876	53.132	43	659	418.393	264.294	150.286	319	3.494
1958	22	838.148	425.224	328.949	94.565	48	1.662	412.924	214.806	191.737	529	5.852
1957	23	842.544	426.965	280.955	142.571	106	3.333	415.579	176.008	230.513	700	8.358
1956	24	839.107	425.048	233.080	186.361	137	5.470	414.059	144.742	257.389	946	10.982
1930-1956	20–24	4.215.653	2.140.540	1.631.705	497.180	353	11.302	2.075.113	1.112.536	929.503	2.655	30.419
1955	25	838.197	423.833	190.970	224.565	204	8.094	414.364	120.816	279.091	1.013	13.444
1954	26	843.609	428.075	161.799	255.180	363	10.733	415.534	103.283	294.658	1.409	16.184
1953	27	833.372	423.575	135.073	274.784	439	13.279	409.797	85.896	303.983	1.661	18.257
1952	28	852.789	432.986	118.016	299.026	466	15.478	419.803	77.751	319.780	2.042	20.230
1951	29	844.238	429.862	100.626	311.522	596	17.118	414.376	66.094	324.711	2.245	21.326
1955-1951	25–29	4.212.205	2.138.331	706.484	1.365.077	2.068	64.702	2.073.874	453.840	1.522.223	8.370	89.441
1950	30	879.350	448.964	91.788	338.514	755	17.907	430.386	59.086	346.911	2.791	21.598
1949	31	880.911	452.230	80.828	353.182	773	17.447	428.681	51.054	353.501	3.123	21.003
1948	32	888.371	457.412	74.484	364.622	946	17.360	430.959	48.573	357.448	3.634	21.304
1947	33	884.148	457.764	66.749	373.417	1.057	16.541	426.384	44.562	357.468	4.014	20.340
1946	34	843.069	436.355	57.599	361.130	1.273	16.353	406.714	37.801	345.129	4.470	19.314
1950-1946	30–34	4.375.849	2.252.725	371.448	1.790.865	4.804	85.608	2.123.124	241.076	1.760.457	18.032	103.559
1945	35	641.559	332.584	41.856	273.855	1.020	15.853	308.975	26.957	260.226	3.909	17.883
1944	36	637.048	330.941	40.340	274.528	1.114	14.959	306.107	25.062	259.344	4.286	17.415
1943	37	630.653	328.194	38.353	274.398	1.126	14.317	302.459	23.307	256.795	4.802	17.555
1942	38	589.958	308.245	34.830	258.053	1.226	14.136	281.713	20.908	238.721	5.060	17.024
1941	39	534.141	278.823	31.320	232.718	1.381	13.404	255.318	18.411	215.907	5.035	15.965
1945-1941	35–39	3.033.359	1.578.787	186.699	1.313.552	5.867	72.669	1.454.572	114.645	1.230.993	23.092	85.842
1940	40	563.380	292.465	32.447	245.169	1.587	13.262	270.915	19.556	229.219	6 044	16.096
1939	41	601.946	308.936	33.413	260.464	1.706	13.353	293.010	20.496	248.707	7.518	16.289
1938	42	601.904	308.284	32.398	260.252	2.058	13.576	293.620	20.219	248.178	8.684	16.539
1937	43	604.715	308.397	32.934	259.545	2.398	13.520	296.318	20.338	250.224	9.514	16.242
1936	44	617.736	314.286	34.299	263.885	2.592	13.510	303.450	20.801	255.197	11.013	16.439
1940-1936	40–44	2.989.681	1.532.368	165.491	1.289.315	10.341	67.221	1.457.313	101.410	1.231.525	42.773	81.605
1935	45	615.442	311.434	34.250	260.775	3.021	13.388	304.008	20.835	253.788	12.711	16.674
1934	46	639.082	322.963	34.951	271.259	3.397	13.356	316.119	22.249	262.482	14.697	16.691
1933	47	630.787	317.252	33.438	266.420	3.889	13.505	313.535	22.043	258.488	16.651	16.353
1932	48	657.832	329.638	34.573	277.378	4.439	13 248	328.194	23.380	269.854	18.852	16.108
1931	49	655.243	327.529	34.506	275.508	4.919	12.596	327.714	23.886	266.399	21.357	16.072
1935-1931	45–49	3.198.386	1.608.816	171.718	1.351.340	19.665	66.093	1.589.570	112.393	1.311.011	84.268	81.898
1930	50	668.824	334.264	36.071	279.982	5.568	12.643	334.560	24.972	268.846	24.734	16.008
1929	51	635.122	315.607	32.675	265.042	5.822	12.068	319.515	24.498	253.553	26.274	15.190
1928	52	639.992	316.834	32.848	265.758	6.345	11.883	323.158	24.780	253.719	29.785	14.874
1927	53	627.306	309.022	30.637	260.172	6.807	11.406	318.284	24.889	246.930	31.971	14.494
1926	54	628.602	306.919	30.199	258.872	7.365	10.483	321.683	25.735	245.992	35.536	14.420
1930-1926	50–54	3.199.846	1.582.646	162.430	1.329.826	31.907	58.483	1.617.200	124.874	1.269.040	148.300	74.986

TABLEAU 1.03 - 4 *(suite et fin)*

Population totale par sexe, âge et état matrimonial au 1er janvier 1981

(Évaluation fondée sur les résultats du recensement de 1975)

Source : I.N.S.E.E.

Année de naissance	Age en années révolues	Les deux sexes	Sexe masculin					Sexe féminin				
			Total	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés	Total	Célibataires	Mariées	Veuves	Divorcées
1925	55	625.822	303.791	30.858	254.224	8.165	10.544	322.031	26.198	242.068	39.655	14.110
1924	56	605.821	290.942	28.875	244.114	8.530	9.423	314.879	25.715	233.274	42.227	13.663
1923	57	603.258	289.076	26.755	243.848	9.116	9.357	314.182	25.744	229.167	46.277	12.994
1922	58	603.402	287.363	26.045	242.802	9.945	8.571	316.039	25.625	226.642	51.075	12.697
1921	59	613.543	290.842	24.945	246.636	11.289	7.972	322.701	25.382	226.834	57.625	12.860
1925-1921	55–59	3.051.846	1.462.014	137.478	1.231.624	47.045	45.867	1.589.832	128.664	1.157.985	236.859	66.324
1920	60	623.731	296.117	23.732	252.021	12.619	7.745	327.614	25.182	224.887	64.684	12.861
1919	61	372.486	175.863	14.160	148.283	8.142	5.278	196.623	15.510	129.911	42.941	8.261
1918	62	327.589	152.970	12.412	128.439	7.568	4.551	174.619	13.664	112.016	41.480	7.459
1917	63	287.448	132.559	10.836	110.583	6.941	4.199	154.889	12.185	96.438	39.556	6.710
1916	64	267.853	122.686	10.181	101.445	7.132	3.928	145.167	11.522	87.075	40.253	6.317
1920-1916	60–64	1.879.107	880.195	71.321	740.771	42.402	25.701	998.912	78.063	650.327	228.914	41.608
1915	65	330.584	149.568	12.686	122.950	9.630	4.302	181.016	14.679	105.008	53.825	7.504
1914	66	484.679	215.156	17.808	176.238	15.456	5.654	269.523	21.749	153.285	84.115	10.374
1913	67	483.169	214.840	17.525	174.594	17.206	5.515	268.329	21.784	147.126	89.477	9.942
1912	68	479.837	210.852	17.700	169.620	18.115	5.417	268.985	22.238	140.327	96.368	10.052
1911	69	440.098	190.547	15.901	150.762	18.789	5.095	249.551	20.878	124.154	95.248	9.271
1915-1911	65–69	2.218.367	980.963	81.620	794.164	79.196	25.983	1.237.404	101.328	669.900	419.033	47.143
1910	70	449.884	192.547	15.949	150.577	21.326	4.695	257.337	21.991	121.003	105.092	9.251
1909	71	431.524	181.550	14.872	140.287	21.838	4.553	249.974	21.456	111.271	108.402	8.845
1908	72	420.430	174.219	13.938	132.913	23.295	4.073	246.211	21.885	101.786	114.111	8.429
1907	73	393.564	160.998	12.756	120.716	23.746	3.780	232.566	21.022	90.521	113.085	7.938
1906	74	380.450	152.850	11.779	112.438	25.040	3.593	227.600	21.073	81.688	117.486	7.353
1910-1906	70–74	2.075.852	862.164	69.294	656.931	115.245	20.694	1.213.688	107.427	506.269	558.176	41,816
1905	75	361.708	143.190	10.865	103.343	25.670	3.312	218.518	20.602	71.864	119.252	6.800
1904	76	340.754	130.926	10.003	92.485	25.621	2.817	209.828	20.145	63.672	119.787	6.224
1903	77	319.603	120.666	8.893	83.409	25.985	2.379	198.937	19.348	54.587	119.499	5.503
1902	78	305.174	112.544	8.025	73.701	28.671	2.147	192.630	18.893	47.666	121.013	5.058
1901	79	279.064	99.426	7.036	64.183	26.415	1.792	179.638	18.115	39.216	117.577	4.730
1905-1901	75–79	1.606.303	606.752	44.822	417.121	132.362	12.447	999.551	97.103	277.005	597.128	28.315
1900	80	243.210	84.353	5.837	51.983	25.114	1.419	158.857	16.217	29.843	108.722	4.075
1899	81	216.725	72.559	4.673	43.543	23.152	1.191	144.166	15.024	24.674	101.064	3.404
1898	82	190.405	60.514	3.838	34.425	21.372	879	129.891	13.994	18.925	94.088	2.884
1897	83	166.641	50.444	3.094	27.273	19.382	695	116.197	12.849	14,354	86.534	2.460
1896	84	146.137	41.554	2.478	21.868	16.650	558	104.583	12.066	11.318	79.208	1.991
1900-1896	80–84	963.118	309.424	19.920	179.092	105.670	4.742	653.694	70.150	99.114	469.616	14.814
1895	85	117.517	30.561	1.842	15.005	13.311	403	86.956	9.744	8.185	67.320	1.707
1894	86	101.853	25.365	1.472	11.875	11.795	223	76.488	8.783	6.093	60.268	1.344
1893	87	86.125	21.067	1.317	9.308	10.160	282	65.058	7.123	4.118	52.677	1.140
1892	88	67.719	15.763	867	6.825	7.918	153	51.956	5.845	2.917	42.300	894
1891	89	54.503	12.959	831	5.187	6.842	99	41.544	4.689	1.362	34.827	666
1895-1891	85–89	427.717	105.715	6.329	48.200	50.026	1.160	322.002	36.184	22.675	257.392	5.751
1890	90	42.316	9.552	591	3.238	5.681	42	32.764	3.634	850	27.712	568
1889	91	34.926	7.659	576	2.688	4.369	26	27.267	3.140	999	22.690	438
1888	92	27.891	5.749	377	1.681	3.645	46	22.142	2.512	1.061	18.243	326
1887	93	18.399	3.881	376	1.001	2.450	54	14.518	468	204	13.698	148
1886	94	13.012	2.488	225	416	1.803	44	10.524	501	61	9.879	83
1890-1886	90–94	136.544	29.329	2.145	9.024	17.948	212	107.215	10.255	3.175	92.222	1.563
1885	95	10.125	1.861	253	162	1.415	31	8.264	385	27	7.824	28
1884	96	6.993	1.434	146	178	1.101	9	5.559	635	214	4.667	43
1883	97	4.192	797	33	104	646	14	3.395	410	127	2.843	15
1882	98	3.285	613	42	133	429	9	2.672	358	92	2.190	32
1881	99	2.427	521	2	38	476	5	1.906	299	88	1.515	4
1885-1881	95–99	27.022	5.226	476	615	4.067	68	21.796	2.087	548	19.039	122
1880 et avant	100 ou plus	4.085	1.305	149	113	1.013	30	2.780	369	137	2.259	15
Population Totale		**53.840.480**	**26.372.426**	**12.116.023**	**13.023.405**	**669.987**	**563.011**	**27.468.054**	**10.734.869**	**12.728.681**	**3.208.317**	**796.187**
Moins de 20 ans		16.225.540	8.295.126	8.286.494	8.595	8	29	7.930.414	7.842.465	86.794	189	966
20 ans à 64 ans		30.155.932	15.176.422	3.604.774	10.909.550	164.452	497.646	14.979.510	2.467.501	11.063.064	793.263	655.682
65 ans ou plus		7.459.008	2.900.878	224.755	2.105.260	505.527	65.336	4.558.130	424.903	1.578.823	2.414.865	139.539
Moins de 15 ans		11.936.423	6.106.359	6.106.359	–	–	–	5.830.064	5.830.050	14	–	–
60 ans ou plus		9.338.115	3.781.073	296.076	2.846.031	547.929	91.037	5.557.042	502.966	2.229.150	2.643.779	181.147
75 ans ou plus		3.164.789	1.057.751	73.841	654.165	311.086	18.659	2.107.038	216.148	402.654	1.437.656	50.580

TABLEAU 1.03 - 5

Ménages ordinaires
Situation au 1er janvier

Source : I.N.S.E.E. *Unité :* millier

Année	Nombre de ménages ordinaires	Année	Nombre de ménages ordinaires
1946 (*)	12.656	1965	15.249
1947	12.748	1966	15.382
1948	12.861	1967	15.555
1949	12.965	1968 (*)	15.732
1950	13.037	1969	15.957
1951	13.142	1970	16.245
1952	13.225	1971	16.553
1953	13.319	1972	16.853
1954 (*)	13.392	1973	17.154
1955	13.489	1974	17.453
1956	13.610	1975 (*)	17.720
1957	13.749	1976 (1)	17.997
1958	13.916	1977 (1)	18.274
1959	14.085	1978	18.553
1960	14.245	1979	18.826
1961	14.371	1980	19.103
1962 (*)	14.562	1981 (*)	19.343
1963	14.933	1982	19.576
1964	15.081		

* Année de recensement.
(1) Ces chiffres diffèrent de ceux publiés dans l'annuaire de 1980 : de nouvelles évaluations ont été faites à partir d'enquêtes statistiques effectuées depuis 1975.

TABLEAU 1.03 - 6

Familles selon le sexe, l'âge du chef de famille et la présence d'un conjoint
(Recensement de 1975, sondage au 1/20)

Source : I.N.S.E.E. *Unité :* millier

Caractéristiques du chef de famille	Age du chef de famille												Ensemble des familles	Nombre de personnes	
	Moins de 25 ans	25 à 29 ans	30 à 34 ans	35 à 39 ans	40 à 44 ans	45 à 49 ans	50 à 54 ans	55 à 59 ans	60 à 64 ans	65 à 69 ans	70 à 74 ans	75 ans ou plus		total	par famille
Ensemble des chefs de famille :															
Effectifs	534,9	1.572,0	1.315,2	1.330,6	1.474,4	1.495,9	1.422,4	882,3	993,4	889,9	666,5	598,6	13.176,0	43.074,7	3,27
%	4,1	11,8	10,0	10,1	11,2	11,4	10,8	6,7	7,5	6,8	5,1	4,5	100,0		
Chefs de famille avec conjoint :															
Effectifs	505,2	1.503,4	1.243,7	1.242,7	1.357,4	1.368,9	1.306,0	817,2	948,2	867,7	654,3	585,2	12.399,8	40.880,1	3,30
%	4,1	12,1	10,1	10,1	10,9	11,0	10,5	6,6	7,6	7,0	5,3	4,7	100,0		
Chefs de famille (hommes) :															
Effectifs	494,4	1.498,4	1.246,3	1.249,0	1.367,5	1.383,1	1.315,7	822,0	949,0	864,6	649,7	580,7	12.420,3	40.960,7	3,30
%	4,0	12,1	10,0	10,1	11,0	11,1	10,6	6,6	7,6	7,0	5,2	4,7	100,0		
Chefs de famille (femmes) :															
Effectifs	40,6	73,6	68,9	81,6	107,0	112,7	106,7	60,3	44,4	25,2	16,7	17,9	755,7	2.114,0	2,80
%	5,4	9,7	9,1	10,8	14,2	14,9	14,1	8,0	5,9	3,3	2,2	2,4	100,0		

TABLEAU 1.03 - 7

Population totale des départements d'outre-mer
(*estimation en milieu d'année*) (1) (2)

Source : I.N.S.E.E. *Unité :* millier

Année	Guadeloupe	Guyane	Martinique	Réunion	Saint-Pierre-et-Miquelon
1974	324,6	54,7	325,3	473,2	5,8
1975	324,5	56,3	323,6	475,7	5,9
1976	323,4	57,9	321,0	478,3	5,9
1977	320,8	59,7	317,7	484,7	5,9
1978	315,4	61,6	313,9	490,7	5,9
1979	311,4	63,5	310,2	497,4	6,0
1980	...	...	...	501,2	6,0
1981	...	...	...	...	6,0

(1) Population en milier d'année estimée, compte tenu du solde migratoire avec l'extérieur, d'après le recensement de 1974. Cette série sera recalculée depuis 1974 dès que les résultats du recensement de 1982 seront disponibles, Pour S[t] Pierre-et-Miquelon ce nouveau calcul a déjà été fait ce qui explique les divergences avec la précédente édition.

(2) La population *légale sans doubles comptes* établie d'après le recensement d'octobre 1974 est donnée au chapitre 1.01 (tableau 11) pour chaque département.

TABLEAU 1.03 - 8

Population légale (1) des principales communes des départements d'outre-mer (*Recensements*)

Source : I.N.S.E.E.

	1961	1967	1974
Guadeloupe :			
Basse-Terre :			
Commune	13.980	15.690	15.457
Pointe-à-Pitre :			
Commune	27.969	33.107	27.181
Guyane :			
Cayenne : commune	18.500	24.518	30.461
Martinique :			
Fort-de-France :			
Commune	85.219	96.943	98.807
Réunion :			
Saint-Denis : commune	65.314	85.444	103.512
Saint-Pierre-et-Miquelon :			
Saint-Pierre	(2) 4.362	4.565	5.232

(1) Population sans doubles comptes.
(2) 1962.

TABLEAU 1.03 - 9

Population totale des départements d'outre-mer par groupe d'âge (*Recensement*)

Source : I.N.S.E.E.

Département	Année	Population (en milliers)				Proportions pour 100		
		Total	Moins de 20 ans	20 à 64 ans	65 ans ou plus	Moins de 20 ans	20 à 64 ans	65 ans ou plus
Guadeloupe	1974	324	171	134	19	53	41	6
Guyane	1974	55	27	26	2	48	48	4
Martinique	1974	325	169	136	20	52	42	6
Réunion	1974	477	258	201	18	54	42	4
Saint-Pierre-et-Miquelon	1982 (1)	6,1	2,4	3,2	0,5	39	49	12

(1) Décomptes provisoires.

TABLEAU 1.03 - 10

Ménages ordinaires (1) des départements d'outre-mer. *(Recensement d'octobre 1974)*

Source : I.N.S.E.E.

Age des chefs de ménage	Ensemble des chefs de ménages			Chefs de ménage du sexe masculin			Chefs de ménage du sexe féminin		
	Nombre de ménages	Population totale	Enfants de moins de 15 ans	Nombre de ménages	Population totale	Enfants de moins de 15 ans	Nombre de ménages	Population totale	Enfants de moins de 15 ans
GUADELOUPE									
Moins de 30 ans.....	9.082	28.926	12.311	6.679	21.362	8.160	2.403	7.564	4.151
30-39 ans.....	15.597	74.183	41.569	11.910	56.883	31.095	3.687	17.300	10.474
40-49 ans.....	16.630	90.026	42.606	11 986	68.216	32.976	4.644	21.810	9.630
50-59 ans.....	14.595	65.727	21.216	9.946	49.512	16.504	4.649	16.215	4.712
60 ans ou plus.....	19.810	58.694	12.761	11.139	37.796	7.955	8.671	20.898	4.806
Non déclaré.....	1.038	3.122	1.065	559	1.768	601	479	1.354	464
Total.....	**76.752**	**320.678**	**131.528**	**52.219**	**235.537**	**97.291**	**24.533**	**85.141**	**34.237**
GUYANE									
Moins de 30 ans.....	3.166	9.755	4.108	2.332	7.226	2.715	834	2.529	1.393
30-39 ans.....	3.532	14.519	7.303	2.805	11.637	5.675	727	2.882	1.628
40-49 ans.....	3.174	13.914	5.475	2.440	10.918	4.303	734	2.996	1.172
50-59 ans.....	2.300	8.190	2.340	1.677	6.288	1.808	623	1.902	532
60 ans ou plus.....	2.654	6.602	1.333	1.610	4.456	882	1.044	2.146	451
Non déclaré.....	821	1.435	266	453	896	196	368	539	70
Total.....	**15.647**	**54.415**	**20.825**	**11.317**	**41.421**	**15.579**	**4.330**	**12.994**	**5.246**
MARTINIQUE									
Moins de 30 ans.....	7.365	24.532	9.979	5.513	18.240	6.755	1.852	6.292	3.224
30-39 ans.....	14.415	69.783	37.557	11.085	54.084	28.552	3.330	15.699	9.005
40-49 ans.....	16.234	89.823	39.591	12.015	69.020	30.931	4.219	20.803	8.660
50-59 ans.....	14.456	66.961	19.887	10.069	50.663	15.427	4.387	16.298	4.460
60 ans ou plus.....	20.153	60.286	11.659	11.448	38.915	7.366	8.705	21.371	4.293
Non déclaré.....	3.512	9.938	2.233	2.055	6.107	1.191	1.457	3.831	1.042
Total.....	**76.135**	**321.323**	**120.906**	**52.185**	**237.029**	**90.222**	**23.950**	**84.294**	**30.684**
RÉUNION									
Moins de 30 ans.....	17.840	61.314	24.407	15.164	53.023	20.529	2.676	8.291	3.878
30-39 ans.....	25.274	127.421	70.798	21.650	110.431	61.054	3.624	16.990	9.744
40-49 ans.....	21.692	127.202	58.415	17.533	107.024	49.994	4.159	20.178	8.421
50-59 ans.....	17.140	84.179	25.010	12.495	66.634	20.831	4.645	17.545	4.179
60 ans ou plus.....	17.677	57.248	10.272	9.881	38.316	7.091	7.796	18.932	3.181
Non déclaré.....	4.339	18.168	4.280	2.509	10.338	2.144	1.830	7.830	2.136
Total.....	**103.962**	**475.532**	**193.182**	**79.232**	**385.766**	**161.643**	**24.730**	**89.766**	**31.539**

(1) Pour la définition des ménages voir § 41.1.

TABLEAU 1.03 - 11

Population totale des territoires d'outre-mer selon l'origine
(Recensement ou estimation)

Source : I.N.S.E.E. — *Unité :* millier

Territoire	Date	Population		
		Originaire	Non originaire	Totale
Mayotte (Collectivité)	1978	41,6	5,4	47,0
Nouvelle-Calédonie	1976	55,6	77,6	133,2
Polynésie française	1977	(1) 113,9	(1) 23,5	137,4
Wallis et Futuna	1976	9,0	0,2	9,2

(1) Population originaire = maoris et demis ; non originaires : asiatiques, européens et autres.

TABLEAU 1.03 - 12

Population des chefs-lieux des territoires d'outre-mer
(Recensements)

Source : I.N.S.E.E.

Territoire et chef-lieu	Avant-dernier recensement		Dernier recensement	
	Année	Population	Année	Population
Mayotte :				
Dzaoudzi	1966	2.968	1978	4.147
Nouvelle-Calédonie :				
Nouméa	1974	59.052	1976	56.078
Polynésie française :				
Papeete	1971	25.342	1977	*r* 22.967
Papeete + Faaa + Pirae	1971	47.744	1977	*r* 51.987
Wallis et Futuna :				
Mata Utu	1969	(1) 566	1976	558

(1) Pour 1969, personnes appartenant à des ménages dont le chef est né sur le territoire.

TABLEAU 1.03 - 13

Population totale des territoires d'outre-mer par groupe d'âge. *(Recensement)*

Source : I.N.S.E.E.

Territoire	Année de recensement	Population				Proportion en %		
		Total	Moins de 20 ans	20 à 64 ans	65 ans ou plus	Moins de 20 ans	20 à 64 ans	65 ans ou plus
Mayotte	1978	46.965	27.514	17.553	1.898	58,6	37,4	4,0
Nouvelle-Calédonie	1976	133.233	64.993	63.267	4.973	48.8	47,5	3,7
Polynésie française	1976	137.382	72.606	60.778	3.998	52,9	44,2	2,9
Wallis et Futuna	1976	9.192	5.281	3.611	300	57,4	39,3	3,3

SOURCES DE DOCUMENTATION

— Principaux résultats du recensement de 1975, *Les Collections de l'INSEE*, série D, nº 52.
— Recensement général de la population de 1975 : « Ménages- familles », *Les Collections de l'INSEE*, série M, nº 78.
— Résultats du recensement général de la population des départements d'outre-mer 1974.
— Population née dans les départements ou les territoires d'outre-mer et originaires des DOM ou TOM résidant en métropole (recensement de la population 1975).

Chapitre 1.04

Mouvement naturel de la population

1. Généralités
2. France métropolitaine
3. Départements et territoires d'outre-mer

1. *Généralités*

11. STATISTIQUES DE L'ÉTAT CIVIL

Les statistiques du mouvement naturel de la population (mariage, naissance, décès) sont dressées à partir des *bulletins statistiques de l'état civil,* établis par les maires au moment, et dans la commune, où ont lieu les mariages, les naissances et les décès.

Le dépouillement des bulletins, effectué par l'I.N.S.E.E., donne lieu à trois séries de publications :

— *Résultats trimestriels provisoires* par département et région (du lieu d'enregistrement), dans le *Bulletin mensuel de statistique* (numéros de juin, septembre et décembre pour les 3 premiers trimestres de l'année, numéro de mars de l'année suivante pour le 4e trimestre et la récapitulation annuelle) ; ces statistiques sont arrêtées lorsque la population des communes manquantes ne représente plus qu'une faible proportion de la population totale de chaque département (0,5 % en moyenne) ;

— *Principaux résultats annuels définitifs,* publiés dans l'étude *La situation démographique en 19...*

— *Ensemble des résultats annuels* avec commentaires détaillés, dans le volume *Mouvement de la population.* Le dernier ouvrage paru se rapporte à l'année 1968.

D'autres statistiques se rapportant au mouvement naturel de la population sont établies par divers ministères : le Ministère de la justice pour les divorces, celui de la santé pour les interruptions volontaires de grossesses.

12. DÉFINITIONS

Un certain nombre de caractéristiques démographiques intervenant dans plusieurs tableaux sont définies ci-après. On trouvera, par contre, en cours de chapitre, les explications nécessaires à la compréhension de tableaux particuliers.

Nés vivants et mort-nés. — D'après les règles de l'état civil, les enfants nés vivants mais décédés avant la déclaration de leur naissance à l'état civil, qui doit avoir lieu dans les trois jours suivant la naissance, sont enregistrés comme *enfants déclarés sans vie* (mort-nés et enfants décédés avant la déclaration à l'état civil).

Jusqu'en 1974, la statistique des naissances portait en fait sur les enfants déclarés vivants et celle des mort-nés sur l'ensemble des enfants déclarés sans vie.

Pour permettre d'évaluer les nombres réels d'enfants nés vivants et d'enfants mort-nés, on a reclassé, à partir de 1975, dans les statistiques de naissances et de décès, les enfants nés vivants mais décédés avant la déclaration de naissance (faux mort-nés). La rubrique des « mort-nés » ne couvre plus désormais que les enfants effectivement morts à la naissance.

Taux de mortalité infantile. — Parmi les enfants décédés avant l'âge d'un an au cours d'une année donnée, les uns sont nés au cours de la même année, les autres au cours de l'année précédente. Le taux de mortalité infantile est la somme des taux partiels relatifs aux deux générations d'enfants.

13. RÉSULTATS BRUTS ET RÉSULTATS ÉLABORÉS

Les résultats bruts — nombre de mariages, de naissances et de décès, taux bruts de nuptialité, de natalité, de mortalité (proportion pour 1.000 habitants) — ne sont pas suffisants pour analyser convenablement l'évolution réelle de la situation démographique, car ils dépendent non seulement du comportement de la population et des conditions sanitaires existantes, mais aussi, d'une façon très étroite, de la structure démographique de la population, tout particulièrement de sa composition par âge. C'est ainsi que, toutes choses égales d'ailleurs, si une population comprend une plus forte proportion de vieillards qu'une autre, elle

comptera relativement moins de mariages, moins de naissances et plus de décès; de même, si la fécondité ne varie pas, le nombre des naissances varie en fonction du nombre de femmes en âge d'avoir des enfants.

Pour étudier les caractéristiques démographiques réelles de la population, en éliminant l'influence de la structure par âge, divers résultats élaborés sont calculés à partir des résultats bruts : taux de fécondité : tableau 5; taux de reproduction : tableau 6; taux de nuptialité : tableau 9; taux de mortalité : tableau 11; tables de mortalité : tableaux 12 et 13.

2. *France métropolitaine*

21. NAISSANCES

En période normale, les taux de fécondité par âge analogues à ceux du tableau 5 sont des indices satisfaisants pour suivre l'évolution de la fécondité. Mais, si des perturbations importantes comme les guerres ou des modifications permanentes du comportement de la population se produisent, dans la nuptialité par exemple, les taux de fécondité par âge n'expliquent qu'imparfaitement l'évolution de la fécondité.

C'est pourquoi on établit d'autres statistiques relatives à la fécondité des couples qui font intervenir la durée du mariage et le rang des naissances.

Le nombre moyen d'enfants nés vivants par couple et par durée de mariage calculé sur l'ensemble des promotions de 1947 à 1977 est donné dans le tableau 7.

22. TAUX DE REPRODUCTION ET TAUX DE LOTKA
(Tableau 6)

Les taux de reproduction relatifs à une année *n* donnée sont définis de la façon suivante :

Si une génération (fictive) de 100 femmes, supposées non soumises à l'effet de la mortalité, avait à chaque âge (entre 15 et 50 ans) la fécondité observée pendant l'année *n*, ces 100 femmes mettraient au monde au cours de leur vie un nombre de filles qui est par définition le *taux brut de reproduction* (relatif à l'année *n*). Ce taux est un indice de fécondité de l'année *n*, indépendant de la structure actuelle par âge et permettant donc des comparaisons dans le temps et dans l'espace (à la différence du taux de natalité, qui dépend à la fois de la fécondité et de la structure de la population). *Exemple :* une génération de 100 femmes mettrait au monde 96 filles, si cette génération avait à chaque âge les taux de fécondité observés en 1980.

Considérons maintenant une génération (fictive) de 100 femmes depuis leur naissance jusqu'à la fin de la période féconde de leur vie; supposons que cette génération, d'une part soit soumise à chaque âge (à partir de la naissance) à la mortalité observée pendant l'année *n*, d'autre part ait à chaque âge (à partir de 15 ans) la fécondité observée pendant l'année *n*. Cette génération (dont l'effectif, réduit par la mortalité, serait inférieur à 100 à 50 ans) mettrait au monde un nombre de filles qui est par définition le *taux net de reproduction* (relatif à l'année *n*). Cet indice indique dans quelle mesure une génération serait remplacée par la suivante dans les conditions de mortalité et de fécondité de l'année considérée : si le taux est supérieur à 100, la génération serait remplacée par une génération plus nombreuse, la population a tendance à augmenter — s'il est inférieur à 100, la génération serait remplacée par une génération moins nombreuse, la population a tendance à diminuer. *Exemple :* une génération de 100 femmes suivant les lois de mortalité et de fécondité par âge de l'année 1980 serait remplacée par 94 filles, ce qui correspond à une diminution de 6 % d'une génération à la suivante.

Remarque :

Il ne faut pas perdre de vue que les taux utilisés dans le calcul sont ceux qui ont été observés *au cours d'une année donnée* dans l'ensemble de la population féminine (composée de plusieurs générations) et *ne représentent donc pas le taux d'une génération réelle de femmes;* il est probable qu'aucune génération réelle n'aura à chaque âge les taux observés; les taux de reproduction servent donc uniquement à caractériser d'une façon synthétique la situation démographique au cours d'une année donnée, sans qu'on puisse en tirer des conclusions certaines sur l'avenir de la population.

En outre, dans les périodes perturbées comme celles qui suivent les guerres, les taux de fécondité par âge ont des valeurs anormales, de sorte que les taux de reproduction qui en sont déduits ne donnent pas une description correcte de la tendance réelle de l'évolution à long terme.

Le taux de Lotka est le taux annuel d'accroissement de la population de structure stable vers laquelle tendrait la population française si les conditions actuelles de fécondité et de mortalité restaient constantes; exemple : avec les caractéristiques de 1980, cette population diminuerait annuellement de 0,23 %.

23. TABLES DE MORTALITÉ
(Tableau 12)

Une table de mortalité relative à une période donnée, 1973-1977 par exemple, est destinée à caractériser le *régime de mortalité au cours de cette période; elle ne représente pas l'incidence réelle de la mortalité pour une génération particulière* qui, au cours de sa vie, aura été en fait soumise aux régimes de mortalité des différentes périodes qu'elle aura traversées.

Une table de mortalité est calculée à partir des données de base suivantes :

— d'une part, la répartition, au cours de la période considérée, des décédés suivant le sexe, l'année de naissance et l'âge;

— d'autre part, la répartition de la population totale au cours de la période suivant le sexe, l'année de naissance et l'âge.

Au moyen des données précédentes, on calcule d'abord les *quotients de mortalité à chaque âge :* le quotient de mortalité à l'âge *n* est la proportion des personnes ayant atteint l'âge *n* qui décèdent avant d'avoir atteint l'âge $n + 1$; *autrement dit* c'est, d'après le régime de mortalité de l'époque, la probabilité de décès dans un délai d'un an d'une personne d'un âge donné.

On calcule ensuite le nombre de survivants à chaque âge d'un ensemble initial de 10.000 ou 100.000 personnes, par exemple, soumises depuis leur naissance et à tous les âges de la vie aux probabilités de décès exprimées par les quotients de mortalité calculés précédemment.

Enfin, on détermine *l'espérance de vie à chaque âge,* qui est le nombre d'années qu'aurait à vivre chacun des individus de cet âge si la somme des années que tous les individus de cet âge ont encore à vivre était également répartie entre eux. L'espérance de vie à la naissance (âge 0) s'appelle aussi la *vie moyenne.*

On définit aussi la *vie probable,* âge auquel l'effectif initial est réduit de moitié; autrement dit, c'est l'âge atteint par un individu sur deux.

Exemples de renseignements tirés de la table 1973-1977 (tableau 12) :

— à 60 ans, le nombre de survivants sur 100.000 hommes pris à la naissance est 77.772; le nombre de survivants à 70 ans étant 57.981, la probabilité de survie à 70 ans des hommes de 60 ans est $\frac{57.981}{77.772} = 0{,}75$ ou 75 %, ou encore la probabilité de décès entre 60 et 70 ans est 0,25 ou 25 %;

— les hommes de 60 ans ont en moyenne 16,6 années à vivre ;

— l'âge auquel il ne reste que 50.000 hommes survivants sur l'effectif initial de 100.000 à la naissance est compris entre 72 et 73 ans; c'est, approximativement, 72,9 ans.

L'évolution de la mortalité d'après les tables de mortalité est décrite par le tableau 13.

24. DONNÉES DE DÉMOGRAPHIE RÉGIONALE VERS 1975

Les taux bruts de nuptialité, de natalité et de mortalité ne sont pas suffisants pour analyser convenablement l'évolution réelle de la situation démographique, tant en ce qui concerne la France entière qu'à l'échelle de la région.

Mais le calcul d'indices démographiques régionaux élaborés nécessite une connaissance précise de la population de chaque région; or, du fait d'une connaissance imparfaite des migrations tant intérieures qu'extérieures, cette condition n'est réalisée qu'au voisinage des recensements de la population.

Les indices publiés ici (tableau 14) sont le résultat du rapprochement des données du recensement de 1975 et des statistiques de l'état civil des années 1974, 1975. Les mêmes indices avaient déjà été calculés à l'occasion des recensements de 1954, 1962 et 1968.

Les principales définitions, pour certaines déjà données par ailleurs, sont rappelées ci-après.

Le *taux brut de reproduction* est ainsi défini : si une génération de femmes, *qu'on suppose non soumise à l'effet de la mortalité,* avait à chaque âge la fécondité observée pendant la période considérée (1974-1976), elle mettrait au monde un certain nombre d'enfants; le nombre moyen de filles par femme que l'on en déduit est, par définition, le taux brut de reproduction; c'est donc un indice de fécondité.

La *durée moyenne de vie* (ou *espérance de vie à la naissance*) est la moyenne des durées de vie (c'est-à-dire des âges au moment du décès) des personnes d'une génération soumise à chaque âge aux conditions de mortalité de l'époque considérée (1974-1976).

Le *taux de mortalité infantile* est le nombre de décédés de moins d'un an pour 1.000 nés vivants (taux *rectifié* pour tenir compte des enfants nés vivants mais morts avant leur déclaration à l'état civil).

La *proportion de célibataires* à 50 ans, âge après lequel les mariages sont peu nombreux, est un indice de nuptialité plus satisfaisant que le taux brut de nuptialité.

Le *taux d'accroissement naturel* (excédent des naissances sur les décès pour 1.000 habitants) est également influencé par la structure par âge, puisqu'il est la différence entre les taux de natalité et de mortalité; un pays à faible natalité peut ainsi avoir un taux d'accroissement nettement positif si sa structure est jeune (c'est le cas de la ville de Paris, dont la population se renouvelle essentiellement par immigration). Cet indice est cependant plus utile que les autres taux bruts, car il constate un fait intéressant en lui-même : le taux annuel d'accroissement.

Le *taux net de reproduction* sert au contraire à caractériser les tendances de l'évolution de la population indépendamment de la structure par âge; il est ainsi défini : si une génération de femmes avait à chaque âge la mortalité et la fécondité de la période étudiée, elle mettrait au monde un certain nombre de filles; le nombre moyen de filles par femme que l'on en déduit est par définition le taux net de reproduction.

Ce tableau est extrait du volume « Données de démographie régionale 1975 », publié dans *Les Collections de l'I.N.S.E.E.,* série D, nº 82, où l'on trouvera également des résultats concernant les principales agglomérations urbaines et les catégories de commune intrarégionales.

3. *Départements et territoires d'outre-mer*

Les statistiques du mouvement de la population dans les départements d'outre-mer sont établies régulièrement par l'I.N.S.E.E. depuis 1951 à partir des bulletins statistiques de l'état civil identiques à ceux utilisés en Métropole et remplis en principe dans les mêmes conditions. La qualité des renseignements s'est améliorée récemment, sauf en Guyane, où la collecte reste incomplète.

Les définitions relatives aux faits démographiques, (mariages, divorces, nés vivants et mort-nés, décédés) et aux taux (taux de mortalité infantile, taux bruts et rectifiés) sont les mêmes que celles retenues pour les statistiques métropolitaines.

Dans l'appréciation des taux, en particulier des taux de mortalité, et dans leur comparaison avec les taux métropolitains, il ne faut pas perdre de vue que les répartitions par âge des populations des départements d'outre-mer et de la population métropolitaine sont très différentes.

Le tableau 15, en particulier, donne l'évolution du mouvement naturel de la population dans chaque département d'outre-mer. Les populations en milieu d'année ont été estimées à partir du recensement de 1974.

TABLEAU 1.04 - 1

Mouvement naturel de la population : aperçu d'ensemble

Sources : I.N.S.E.E.; Ministère de la justice

Année (ou moyenne annuelle)	Population au milieu de la période	Mariages	Divorces prononcés	Nombre (en milliers)						
				Nés vivants (1)		Mort-nés (1)		Décédés au total (1)	Décédés de moins d'un an (1)	Excédent des naissances sur les décès
				Total	Légitimes	Total	Ayant respiré (1)			
1935-1937	41.200	279,8	25,3	629,8	587,8	21,6	3,4	643,4	42,3	– 13,6
1946-1950	41.100	397,4	48,3	860,1	795,7	21,9	3,9	537,2	49,8	+ 322,9
1951-1955	42.800	313,8	31,8	810,4	756,6	18,6	3,7	534,9	31,7	+ 275,5
1956-1960	44.800	311,4	30,7	813,2	763,1	17,8	3,7	518,0	22,1	+ 295,2
1961-1965	47.700	333,0	32,4	853,2	802,8	17,2	3,5	529,1	17,4	+ 324,1
1966-1970	49.900	363,3	37,5	843,6	790,0	15,1	2,9	545,2	14,1	+ 298,4
1970	50.772	393,7	*r* 40,6	847,8	789,9	14,1	2,6	539,7	12,8	+ 308,1
1971	51.251	406,4	*r* 50,3	878,6	816,9	14,1	2,6	551,5	12,5	+ 327,2
1972	51.701	416,5	*r* 50,9	875,1	809,3	13,4	2,4	547,5	11,7	+ 327,6
1973	52.118	400,7	*r* 51,0	854,9	784,9	12,8	2,3	556,5	10,9	+ 298,4
1974	52.460	394,8	*r* 59,5	799,2	731,7	11,4	2,0	550,5	9,8	+ 248,7
1975	52.705	387,4	*r* 62,3	745,1	681,6	8,3	///	560,4	10,3	+ 184,7
1976	52.891	374,0	*r* 64,7	720,4	658,9	7,5	///	557,1	9,0	+ 163,3
1977	53.077	368,2	*r* 74,9	744,7	679,3	7,4	///	536,2	8,5	+ 208,5
1978	53.277	354,6	*r* 83,5	737,1	667,8	7,1	///	546,9	7,9	+ 190,2
1979	53.479	340,4	*r* 90,2	757,4	679,5	7,0	///	541,8	7,6	+ 215,6
1980	53.714	334,4	91,8	800,4	709,3	6,9	///	547,1	8,0	+ 253,3

(1) Jusqu'en 1974, les enfants nés vivants et décédés avant leur déclaration de naissance sont comptés comme « faux-mort-nés » dans la statistique des mort-nés. A partir de 1975, ils sont reclassés dans la statistique des naissances d'une part, des décès d'autre part. En conséquence, la catégorie mort-nés ne comprend plus que les vrais mort-nés.

TABLEAU 1.04 - 2

Mouvement naturel de la population : taux de nuptialité, natalité, mortalité
(proportion pour 1.000 habitants)

Source : I.N.S.E.E.

Année (ou moyenne annuelle)	Taux pour 1.000						
	Nuptialité (nombre de mariages pour 1.000 habitants)	Natalité (nés vivants pour 1.000 habitants)	Mortalité (décédés pour 1.000 habitants)	Accroissement naturel (excédent de naissances pour 1.000 habitants)	Mortalité infantile (1) (décédés de moins d'un an pour 1.000 nés vivants)		
					Totale	dont	
						Mortalité néonatale (2)	Mortalité post-néonatale (3)
1935-1937	6,8	15,3	15,6	– 0,3	71,4	26,0	45,4
1946-1950	9,7	20,9	13,1	+ 7,8	63,4	26,0	37,4
1951-1955	7,3	18,9	12,5	+ 6,4	43,3	19,8	23,5
1956-1960	9,0	18,2	11,6	+ 6,6	31,7	18,9	12,6
1961-1965	7,0	17,9	11,1	+ 6,8	24,5	16,2	8,2
1966-1970	7,3	16,9	10,9	+ 6,0	20,1	14,0	6,1
1970	7,8	16,7	10,6	+ 6,1	18,2	12,6	5,5
1971	7,9	17,1	10,7	+ 6,5	17,2	12,0	5,1
1972	8,1	16,9	10,6	+ 6,4	16,0	11,2	4,8
1973	7,7	16,4	10,7	+ 5,7	15,4	10,6	4,9
1974	7,5	15,3	10,5	+ 4,8	14,6	9,9	4,8
1975	7,3	14,1	10,6	+ 3,5	13,6	9,2	4,7
1976	7,1	13,6	10,5	+ 3,1	12,5	8,1	4,4
1977	6,9	14,0	10,1	+ 3,9	11,5	7,4	4,1
1978	6,7	13,8	10,3	+ 3,6	10,6	6,7	4,0
1979	6,4	*r* 14,1	10,1	+ 4,0	10,1	6,0	4,0
1980	6,2	14,9	10,2	+ 4,7	10,1	5,8	4,3

(1) Taux rectifié, c'est-à-dire y compris les enfants nés vivants, mais morts avant leur déclaration à l'état civil. — (2) Décédés âgés de 0 à 28 jours. — (3) De 29 à 365 jours.

TABLEAU 1.04 - 3

Nés vivants et mort-nés par sexe ou légitimité

Source : I.N.S.E.E.

	1979					1980				
	Ensemble	Garçons	Filles	Enfants Légitimes	Enfants naturels	Ensemble	Garçons	Filles	Enfants Légitimes	Enfants naturels
Nés vivants	757.354	388.604	368.750	679.521	77.833	800.376	410.547	389.829	709.261	91.115
Mort-nés	6.994	3.647	3.347	5.960	1.034	6.942	3.645	3.297	5.906	1.036
Total	**764.348**	**392.251**	**372.097**	**685.481**	**78.867**	**807.318**	**414.192**	**393.126**	**715.167**	**92.151**
Proportion (%)	100	51,3	48,7	89,7	10,3	100	51,3	48,7	88,6	11,4

TABLEAU 1.04 - 4

Nés vivants par âge de la mère et légitimité

Source : I.N.S.E.E.

Âge de la mère (1)	1979			1980		
	Ensemble	Enfants Légitimes	Enfants naturels	Ensemble	Enfants Légitimes	Enfants naturels
Moins de 20 ans	38.335	25.552	12.783	38.079	23.642	14.437
20 à 24 ans	249.125	219.536	29.589	254.398	220.140	34.258
25 à 29 ans	285.352	265.492	19.860	301.220	277·567	23.653
30 à 34 ans	140.804	129.966	10.838	159.658	146.338	13.320
35 à 39 ans	35.079	31.493	3.586	38.402	34.145	4.257
40 à 44 ans	7.955	6.872	1.083	7.932	6.827	1.105
45 ans ou plus	704	610	94	687	602	85
Total	**757.354**	**679.521**	**77.833**	**800.376**	**709.271**	**91.115**
Age moyen (en années)	26,41			26,57		

(1) L'âge indiqué n'est pas l'âge en années révolues mais celui atteint dans l'année de la naissance (différence entre le millésime de l'année 1979 ou de l'année 1980 et celui de l'année de naissance de la mère).

TABLEAU 1.04 - 5

Taux de fécondité des femmes par âge (*nombre annuel d'enfants nés vivants pour 100 femmes de chaque groupe d'âge*)

Source : I.N.S.E.E.

Année (ou moyenne annuelle)	Ensemble des femmes de 15 à 49 ans	Moins de 20 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 34 ans	35 à 39 ans	40 à 44 ans	45 à 49 ans
Nombre d'enfants nés vivants légitimes pour 100 femmes mariées de chaque groupe d'âge :								
1935-1937	8,9	45,1	26,8	15,7	9,53	5,23	1,88	0,173
1946-1947	12,6	36,8	32,6	25,0	16,0	9,26	3,12	0,286
1953-1955	11,6	43,7	32,4	20,9	12,6	7,18	2,36	0,215
1956-1960	11,6	43,7	33,5	21,8	12,2	6,54	2,13	0,177
1961-1965	11,7	44,3	33,7	22,2	12,3	6,01	2,03	0,165
1966-1970	10,5	45,6	31,0	19,7	11,1	5,29	1,62	0,149
1971-1975	9,67	44,1	27,6	17,3	8,90	4,07	1.21	0,102
1971 (1)	10,5	48,9	30,2	19,1	10,2	4,85	1,47	0,128
1972 (1)	10,3	48,3	29,5	18,5	9,62	4,51	1,38	0,113
1973 (1)	9,88	45,5	28,2	17,8	9,03	4,13	1,24	0,102
1974 (1)	9,14	41,0	25,9	16,4	8,21	3,62	1,06	0,090
1975 (2) ■	8,47	37,4	23,9	15,3	7,45	3,09	0,85	0,077
1976 (2)	8,17	36,6	23,1	15,2	7,18	2,65	0,68	0,060
1977 (2)	8,41	39,1	24,2	16,0	7,45	2,55	0,62	0,054
1978 (2)	8,28	38,3	23,8	16,1	7,48	2,49	0,57	0,051
1979 (2)	8,46	37,8	24,4	17,1	7,77	2,60	0,54	0,045
1980 (2)	8,90	38,8	25,8	18,4	8,32	2,77	0,55	0,046
Nombre d'enfants nés vivants naturels pour 100 femmes célibataires, veuves ou divorcées de chaque groupe d'âge :								
1935-1937	1,09	0,651	1,97	2,01	1,67	1,09	0,400	0,030
1946-1947	1,67	0,615	2,87	3,98	3,24	2,01	0,726	0,060
1953-1955	1,44	0,534	2,30	3,08	2,92	2,06	0,642	0,052
1956-1960	1,45	0,528	2,17	3,33	3,04	1,99	0,706	0,049
1961-1965	1,36	0,558	2,24	3,37	3,12	2,05	0,785	0,064
1966-1970	1,28	0,576	2,18	3,20	2,87	1,98	0,708	0,058
1971-1975	1,51	0,701	2,50	3,43	3,07	2,01	0,707	0,054
1971 (1)	1,44	0,677	2,46	3,34	2,79	1,92	0,677	0,057
1972 (1)	1,52	0,713	2,56	3,47	3,06	2,04	0,719	0,056
1973 (1)	1,61	0,719	2,68	3,67	3,33	2,23	0,766	0,060
1974 (1)	1,54	0,708	2,49	3,51	3,15	2,04	0,722	0,052
1975 (2) ■	1,43	0,675	2,29	3;14	2,96	1,78	0,630	0,042
1976 (2)	1,37	0,624	2,20	3,02	2,74	1,59	0,531	0,045
1977 (2)	1,43	0,613	2,30	3,21	2,83	1,60	0,507	0,040
1978 (2)	1,49	0,603	2,35	3,35	3,00	1,59	0,497	0,034
1979 (2)	1,63	0,629	2,51	3,70	3,28	1,74	0,491	0,034
1980 (2)	1,86	0,708	2,80	4,16	3,65	1,93	0,499	0,031
Nombre d'enfants nés vivants légitimes ou naturels pour 100 femmes de chaque groupe d'âge :								
1935-1937	6,04	2,39	13,3	12,0	7,93	4,39	1,54	0,133
1946-1947	8,23	2,19	14,9	18,6	13,3	7,87	2,63	0,230
1953-1955	7,97	2,18	15,6	16,8	11,0	6,28	2,03	0,180
1956-1960	8,13	2,20	15,9	17,4	10,7	5,80	1,86	0,151
1961-1965	8,08	2,46	17,4	18,2	11,0	5,46	1,83	0,145
1966-1970	7,23	2,67	16,2	16,5	9,96	4,84	1,48	0,132
1971-1975	6,78	2,80	14,8	14,4	8,09	3,80	1,13	0,094
1971 (1)	7,28	2,82	16,1	15,9	9,29	4,46	1,35	0,115
1972 (1)	7,19	2,93	15,8	15,9	8,71	4,20	1,28	0,103
1973 (1)	6,96	2,92	15,2	14,8	8,24	3,89	1,17	0,094
1974 (1)	6,45	2,76	13,9	13,7	7,50	3,41	1,01	0,083
1975 (2) ■	5,97	2,53	12,7	12,7	6,80	2,92	0,82	0,071
1976 (2)	5,74	2,30	12,2	12,5	6,52	2,51	0,66	0,057
1977 (2)	5,89	2,22	12,5	13,0	6,72	2,42	0,61	0,052
1978 (2)	5,79	1,99	12,1	13,0	6,76	2,37	0,56	0,048
1979 (2)	5,91	1,83	12,0	13,6	7,03	2,47	0,53	0,043
1980 (2)	6,21	1,81	12,3	14,5	7,52	2,64	0,54	0,043

(1) Taux révisés à la suite de la réévaluation des effectifs par âge et par état matrimonial des années 1968 à 1974 consécutive au recensement de 1975. -- (2) A partir de 1975, les taux tiennent compte du reclassement des faux mort-nés dans la statistique des naissances.

TABLEAU 1.04-6

Taux de reproduction et taux de Lotka

Source : I.N.S.E.E.

Année (ou moyenne annuelle)	Taux de reproduction pour 100 femmes		Taux d'accroissement de Lotka pour 100 habitants
	Taux brut	Taux net	
1935-1937	100	87	– 0,50
1946-1950	145,2	132,0	+ 0,985
1951-1955	132,9	125,2	+ 0,809
1956-1960	132,5	127,0	+ 0,865
1961-1965	139,0	134,5	+ 1,088
1966-1970	127,0	123,5	+ 0,777
1970	120,6	117,2	+ 0,574
1971	121,4	117,9	+ 0,605
1972	117,1	114,1	+ 0,485
1973	112,3	109,1	+ 0,313
1974	102,7	99,8	– 0,013
1975	93,9	91,7	– 0,324
1976	89,1	87,2	– 0,521
1977	90,9	89,0	– 0,440
1978	89,2	87,4	– 0,505
1979	91,1	89,4	– 0,418
1980	95,8	93,9	– 0,233

TABLEAU 1.04-7

Nombre moyen d'enfants nés vivants par couple et durée du mariage

Moyenne des promotions 1947-1977

Source : I.N.S.E.E.

Durée du mariage (en années)	Nombre moyen d'enfants nés vivants
1	0,39
2	0,69
3	0,94
4	1,16
5	1,34
6	1,50
7	1,63
8	1,74
9	1,83
10	1,91
11	1,97
12	2,02
13	2,07
14	2,11
15	2,14
16	2,16
17	2,18
18	2,20
19	2,21
20	2,22
21	2,22
22	2,23
23	2,23
24	2,23
25	2,23
26	2,23
27	2,23
28	2,23
29	2,23
30	2,23

TABLEAU 1.04-8

Mariages par âge et état matrimonial antérieur. Année 1980

Source : I.N.S.E.E.

Âge (1)	Époux				Épouses			
	Ensemble	Célibataires	Veufs	Divorcés	Ensemble	Célibataires	Veuves	Divorcées
Moins de 20 ans	6.865	6.859	1	5	52.564	52.525	7	32
20 à 24 ans	157.964	157.188	29	747	171.663	168.921	165	2.577
25 à 29 ans	97.642	91.316	195	6.131	60.899	52.413	501	7.985
30 à 34 ans	35.354	25.052	431	9.871	23.781	14.503	697	8.581
35 à 39 ans	12.505	5.824	401	6.280	8.782	3.616	550	4.616
40 à 49 ans	12.594	4.287	1.114	7.193	9.127	2.499	1.429	5.199
50 à 59 ans	7.093	1.495	1.816	3.782	5.316	1.216	1.501	2.599
60 ans et plus	4.360	502	2.367	1.491	2.245	447	1.028	770
Total	**334.377**	**292.523**	**6.354**	**35.500**	**334.377**	**296.140**	**5.878**	**32.359**
Âge moyen (en années)		25,16	54,88	38,05		23,02	46,78	35,18

(1) Âge atteint dans l'année du mariage (différence entre le millésime de l'année de mariage et celui de l'année de naissance des époux).

TABLEAU 1.04 - 9

Taux de nuptialité par âge et état matrimonial antérieur

(nombre annuel de nouveaux mariés pour 100 personnes mariables (1) de chaque groupe d'âge)

Source : I.N.S.E.E.

Année (ou moyenne annuelle)	Sexe masculin								
	Ensemble	*18 à 59 ans*	18 et 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 ans ou plus
Ensemble des célibataires, des veufs et des divorcés (2)									
1935-1937	6,38	*7,80*	0,754	8,55	15,3	7,80	3,97	2,14	0,473
1946-1947	9,84	*11,4*	1,13	12,0	25,0	17,2	6,50	3,43	0,795
1953-1955	6,71	*7,93*	0,983	10,1	16,7	8,85	3,62	2,26	0,683
1961-1965	6,93	*8,29*	1,55	12,8	17,0	6,90	3,26	1,91	0,722
1966-1970	6,86	*8,17*	1,51	13,9	15,8	5,80	2,79	1,81	0,667
1971-1975	7,41	*8,89*	1,66	14,4	16,2	6,36	2,65	1,88	0,609
1971	7,56	*9,09*	1,68	15,1	17,0	6,09	2,66	1,93	0,655
1972	7,74	*9,30*	1,76	15,3	17,1	6,26	2,72	1,97	0,640
1973	7,42	*8,92*	1,69	14,6	16,2	6,28	2,61	1,88	0,596
1974	7,26	*8,73*	1,64	14,0	15,9	6,48	2,58	1,79	0,573
1975	7,91	*9,74*	1,52	13,2	15,3	6,73	2,68	1,84	0,584
1976	6,71	*8,00*	1,37	12,4	14,4	6,81	2,62	1,72	0,549
1977	6,51	*7,67*	1,16	11,6	14,0	6,97	2,68	1,78	0,589
1978	6,14	*7,24*	0,96	10,7	13,5	6,97	2,71	1,67	0,541
1979	5,76	*6,76*	0,84	9,85	12,6	6,68	2,60	1,52	0,496
1980	5,52	*6,46*	0,80	9,18	12,1	6,52	2,53	1,47	0,459
Célibataires (2)									
1946-1947	10,9	*11,4*	1,10	11,9	24,5	15,7	4,30	1,45	0,800
1953-1955	7,64	*8,03*	0,984	10,1	16,6	7,99	2,24	0,908	0,355
1961-1965	7,97	*8,46*	1,55	12,7	16,8	6,08	1,94	0,805	0,353
1966-1970	7,83	*8,32*	1,51	13,9	15,6	5,06	1,58	0,783	0,318
1971-1975	8,35	*8,97*	1,66	14,4	16,0	5,25	1,42	0,686	0,260
1971	8,61	*9,19*	1,67	15,1	16,8	5,16	1,45	0,772	0,291
1972	8,77	*9,40*	1,76	15,3	16,9	5,21	1,46	0,749	0,286
1973	8,38	*9,00*	1,69	14,6	16,0	5,19	1,41	0,696	0,254
1974	8,16	*8,77*	1,64	14,0	15,7	5,32	1,40	0,608	0,234
1975	7,85	*8,45*	1,52	13,2	15,1	5,41	1,40	0,619	0,236
1976	7,46	*8,00*	1,37	12,4	14,2	5,52	1,36	0,641	0,247
1977	7,13	*7,63*	1,16	11,6	13,9	5,71	1,40	0,614	0,261
1978	6,72	*7,17*	0,96	10,7	13,4	5,68	1,38	0,552	0,225
1979	6,29	*6,70*	0,84	9,84	12,5	5,44	1,30	0,488	0,186
1980	6,03	*6,43*	0,80	9,18	12,1	5,37	1,26	0,492	0,164

(1) Sont considérés comme mariables les célibataires de 18 ans ou plus pour les hommes, ainsi que les personnes veuves ou divorcées. — (2) Les taux relatifs aux années 1969 à 1974 ont été révisés (Recensement de 1975).

TABLEAU 1.04 - **9** (*suite et fin*)

Taux de nuptialité par âge et état matrimonial antérieur

(*nombre annuel de nouveaux mariés pour 100 personnes mariables* (1) *de chaque groupe d'âge*)

Source : I.N.S.E.E.

Année (ou moyenne annuelle)	Sexe féminin								
	Ensemble	*15 à 49 ans*	15 à 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 ans ou plus
Ensemble des célibataires, des veuves et des divorcées (2)									
1935-1937	4,00	*7,09*	3,32	17,2	13,7	5,30	1,66	0,524	0,0668
1946-1947	6,22	*11,1*	3,98	23,2	24,0	10,3	3,19	0,897	0,102
1953-1955	4,29	*8,29*	3,30	18,4	15,1	6,42	2,18	0,829	0,0964
1961-1965	4,40	*8,72*	3,74	23,0	16,9	6,37	2,34	0,883	0,112
1966-1970	4,50	*8,50*	3,89	21,0	14,8	5,63	2,22	0,853	0,110
1971-1975	4,89	*9,01*	4,09	20,6	14,7	5,67	2,11	0,931	0,103
1971	4,93	*9,23*	3,99	21,7	15,6	5,62	2,14	0,938	0,108
1972	5,03	*9,43*	4,19	21,8	15,7	5,72	2,20	0.966	0,104
1973	4,83	*9,06*	4,13	20,7	15,3	5,60	2,09	0,926	0,100
1974	4,72	*8,82*	4,17	19,9	14,2	5,65	2,02	0,907	0,0927
1975	4,92	*8,55*	4,02	19,0	13,4	5,76	2,09	0,917	0,114
1976	4,39	*8,13*	3,71	18,0	12,8	5,77	2,02	0,867	0,087
1977	4,28	*7,85*	3,49	17,1	12,5	5,92	2,08	0,892	0,086
1978	4,06	*7,43*	3,11	16,1	12,1	5,89	2,03	0,831	0,081
1979	3,84	*6,98*	2,82	14,8	11,2	5,67	1,96	0,745	0,073
1980	3,70	*6,65*	2,58	14,0	10,7	5,56	1,85	0,695	0,067
Célibataires (2)									
1946-1947	9,65	*11,6*	4,00	23,3	24,3	9,80	2,55	0,695	0,115
1953-1955	7,07	*8,74*	3,30	18,4	14,9	5,85	1,49	0,523	0,105
1961-1965	7,34	*9,05*	3,74	23,0	16,7	5,77	1,74	0,575	0,120
1966-1970	7,40	*8,85*	3,89	21,0	14,7	4,96	1,64	0,605	0,122
1971-1975	7,90	*9,42*	4,09	20,7	14,8	5,03	1,42	0,646	0,109
1971	8,11	*9,67*	3,99	21,7	15,8	4,97	1,52	0,659	0,126
1972	8,27	*9,86*	4,19	21,9	15,8	5,01	1,49	0,677	0,113
1973	7,92	*9,45*	4,13	20,8	15,0	5,00	1,39	0,656	0,103
1974	7,73	*9,22*	4,11	20,0	14,4	5,05	1,33	0,638	0,99
1975	7,48	*8,91*	4,01	19,1	13,6	5,11	1,36	0,603	0,103
1976	7,12	*8,46*	3,71	18,1	12,9	5,21	1,33	0,609	0,103
1977	6,85	*8,11*	3,48	17,2	12,6	5,32	1,37	0,627	0,114
1978	6,48	*7,65*	3,11	16,1	12,1	5,24	1,31	0,575	0,097
1979	6,09	*7,16*	2,82	14,9	11,4	5,03	1,21	0,520	0,099
1980	5,84	*6,84*	2,58	14,1	10,9	4,96	1,16	0,477	0,087

(1) Sont considérées comme mariables les célibataires de 15 ans ou plus pour les femmes, ainsi que les personnes veuves ou divorcées. — (2) Les taux relatifs aux années 1969 à 1974 ont été revisés (Recensement de 1975).

TABLEAU 1.04 - 10

Décédés par sexe, âge (1) et état matrimonial. Année 1980

Source : I.N.S.E.E.

Année de naissance	Âge (1) en années	Les deux sexes	Sexe masculin				
			Ensemble	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés
1980-1979	Moins d'un an	8.010	4.728	4.728	–	–	–
1979-1975	1 à 4	1.699	962	962	–	–	–
1975-1971	5 à 9	1.223	747	747	–	–	–
1970-1966	10 à 14	1.210	749	749	–	–	–
1965-1961	15 à 19	3.657	2.622	2.607	12	1	2
1960-1956	20 à 24	5.173	3.942	3.503	416	10	13
1955-1951	25 à 29	4.564	3.325	1.966	1.232	20	107
1950-1946	30 à 34	5.239	3.616	1.231	2.130	30	225
1945-1941	35 à 39	5.137	3.504	936	2.225	45	298
1940-1936	40 à 44	8.113	5.613	1.404	3.604	122	483
1935-1931	45 à 49	14.190	10.074	2.222	6.697	317	838
1930-1926	50 à 54	21.681	15.427	2.859	10.787	674	1.107
1925-1921	55 à 59	29.024	20.324	2.961	15.101	1.173	1.089
1920-1916	60 à 64	25.346	17.558	2.133	13.229	1.334	862
1915-1911	65 à 69	45.809	30.298	3.427	22.445	3.412	1.014
1910-1906	70 à 74	69.481	42.226	4.281	29.786	7.039	1.120
1905-1901	75 à 79	89.654	47.556	4.067	30.874	11.688	927
1900-1896	80 à 84	92.312	39.449	2.625	21.845	14.417	562
1895-1891	85 à 89	68.411	21.209	1.152	9.320	10.539	198
1890-1886	90 à 94	35.703	9.155	470	3.032	5.583	70
1885 ou avant	95 ans ou plus	11.471	2.397	129	498	1.756	14
Ensemble		**547.107**	**285.481**	**45.159**	**173.233**	**58.160**	**8.929**
Âge moyen au décès (en années)			67,01				

(1) Les décédés de moins d'un an et de 1 à 4 ans sont classés par âge en années révolues. A partir de 5 ans, les décédés sont classés par année de naissance; l'âge indiqué n'est donc plus l'âge en années révolues, mais l'âge atteint dans l'année du décès (différence entre le millésime de l'année de décès et celui de l'année de naissance).

TABLEAU 1.04 - 10 *(suite et fin)*

Décédés par sexe, âge (1) et état matrimonial. Année 1980

Source : I.N.S.E.E.

Année de naissance	Âge (1) en années	Les deux sexes	Sexe féminin				
			Ensemble	Célibataires	Mariées	Veuves	Divorcées
1980-1979	Moins d'un an	8.010	3.282	3.282	–	–	–
1979-1975	1 à 4	1.699	737	737	–	–	–
1975-1971	5 à 9	1.223	476	476	–	–	–
1970-1966	10 à 14	1.210	461	461	–	–	–
1965-1961	15 à 19	3.657	1.035	1.002	27	5	1
1960-1956	20 à 24	5.173	1.231	879	329	13	10
1955-1951	25 à 29	4.564	1.239	503	650	20	66
1950-1946	30 à 34	5.239	1.623	375	1.075	42	131
1945-1941	35 à 39	5.137	1.633	252	1.191	53	137
1940-1936	40 à 44	8.113	2.500	350	1.839	121	190
1935-1931	45 à 49	14.190	4.116	502	2.976	341	297
1930-1926	50 à 54	21.681	6.254	635	4.479	777	363
1925-1921	55 à 59	29.024	8.700	945	5.694	1.633	428
1920-1916	60 à 64	25.346	7.788	787	4.573	2.062	366
1915-1911	65 à 69	45.809	15.511	1.486	7.780	5.614	631
1910-1906	70 à 74	69.481	27.255	2.586	10.744	13.024	901
1905-1901	75 à 79	89.654	42.098	4.293	11.209	25.411	1.185
1900-1896	80 à 84	92.312	52.863	5.632	7.939	38.149	1.143
1895-1891	85 à 89	68.411	47.202	5.355	3.578	37.361	908
1890-1886	90 à 94	35.703	26.548	2.826	911	22.333	478
1885 ou avant	65 ans ou plus	11.471	9.074	982	161	7.797	134
Ensemble		**547.107**	**261.626**	**34.346**	**65.155**	**154.756**	**7.369**
Âge moyen au décès (en années)			75,74				

(1) Les décédés de moins d'un an et de 1 à 4 ans sont classés par âge en années révolues. A partir de 5 ans, les décédés sont classés par année de naissance; l'âge indiqué n'est donc plus l'âge en années révolues, mais l'âge atteint dans l'année du décès (différence entre le millésime de l'année de décès et celui de l'année de naissance).

TABLEAU 1.04 - **11**

Taux de mortalité par âge et sexe (*Nombre annuel de décédés pour 1.000 personnes de chaque groupe d'âge*) (1)

Source : I.N.S.E.E.

Année (ou moyenne annuelle)	Tous âges	Moins d'un an (1)	1 à 4 ans	5 à 9 ans	10 à 14 ans	15 à 19 ans	20 à 24 ans
Les deux sexes :							
1935-1937	15,6	71,5	5,90	1,74	1,39	2,57	4,25
1946-1947	13,3	74,4	4,42	1,24	0,93	1,64	2,55
1953-1955	12,3	40,4	1,86	0,481	0,409	0,779	1,20
1961-1965	11,1	24,4	1,06	0,406	0,334	0,710	1,05
1966-1970	11,0	20,1	0,847	0,401	0,345	0,804	1,13
1971-1975	10,7	15,4	0,749	0,389	0,337	0,896	1,21
1971	10,8	17,2	0,794	0,411	0,359	0,900	1,21
1972	10,6	16,0	0,754	0,400	0,347	0,918	1,27
1973	10,7	15,4	0,765	0,399	0,336	0,928	1,26
1974	10,5	14,6	0,756	0,374	0,329	0,890	1,17
1975	10,6	13,7	0,674	0,362	0,312	0,847	1,16
1976	10,5	12,5	0,620	0,343	0,300	0,877	1,22
1977	10,1	11,4	0,624	0,345	0,308	0,852	1,20
1978	10,3	10,6	0,617	0,343	0,289	0,831	1,15
1979	10,1	10,1	0,553	0,327	0,291	0,856	1,19
1980	10,2	10,0	0,582	0,331	0,291	0,852	1,23
Sexe masculin :							
1935-1937	17,0	80,4	6,24	1,83	1,38	2,59	4,55
1946-1947	14,0	82,8	4,75	1,36	1,04	1,82	2,86
1953-1955	13,0	45,6	1,99	0,542	0,489	1,01	1,55
1961-1965	11,7	27,6	1,15	0,478	0,407	0,961	1,43
1966-1970	11,6	22,7	0,934	0,468	0,419	1,10	1,59
1971-1975	11,3	17,4	0,837	0,454	0,412	1,25	1,77
1971	11,4	19,4	0,854	0,484	0,436	1,26	1,74
1972	11,3	18,0	0,861	0,455	0,415	1,27	1,86
1973	11,3	17,2	0,855	0,457	0,409	1,30	1,83
1974	11,2	16,5	0,868	0,434	0,411	1,24	1,72
1975	11,3	15,3	0,748	0,438	0,388	1,19	1,65
1976	11,2	14,2	0,678	0,391	0,363	1,22	1,83
1977	10,8	13,2	0,683	0,406	0,374	1,19	1,76
1978	11,0	12,0	0,719	0,397	0,354	1,17	1,70
1979	10,8	11,3	0,642	0,370	0,360	1,20	1,78
1980	10,9	11,6	0,642	0,395	0,352	1,20	1,84
Sexe féminin :							
1935-1937	14,3	62,2	5,56	1,65	1,40	2,54	3,95
1946-1947	12,6	65,5	4,09	1,12	0,830	1,46	2,25
1953-1955	11,7	34,9	1,72	0,422	0,326	0,541	0,836
1961-1965	10,5	21,1	0,966	0,331	0,258	0,447	0,649
1966-1970	10,3	17,4	0,756	0,330	0,268	0,494	0,654
1971-1975	10,1	13,4	0,656	0,322	0,258	0,529	0,638
1971	10,2	14,9	0,732	0,335	0,280	0,526	0,649
1972	10,0	14,0	0,642	0,343	0,276	0,553	0,666
1973	10,2	13,5	0,671	0,338	0,259	0,543	0,678
1974	9,94	12,5	0,639	0,312	0,243	0,526	0,592
1975	10,0	11,9	0,596	0,282	0,233	0,496	0,604
1976	9,89	10,7	0,560	0,294	0,234	0,517	0,594
1977	9,43	9,7	0,562	0,282	0,238	0,499	0,629
1978	9,59	9,2	0,510	0,286	0,221	0,482	0,575
1979	9,46	8,7	0,458	0,282	0,219	0,499	0,579
1980	9,55	8,4	0,519	0 263	0,226	0,493	0,593

(1) Taux révisés pour prendre en compte l'intégration des " faux " mort-nés dans les statistiques de décès d'une part, la réévaluation des effecti

à 29 ans	30 à 34 ans	35 à 39 ans	40 à 44 ans	45 à 49 ans	50 à 54 ans	55 à 59 ans	60 à 64 ans	65 à 69 ans	70 à 79 ans	80 ans ou plus
4,45	5,11	6,14	7,62	9,85	13,4	18,2	26,6	39,3	75,8	185
2,92	3,11	3,53	4,52	6,38	8,76	13,0	19,7	30,7	72,2	162
1,51	1,91	2,64	3,82	6,00	9,20	13,2	19,0	29,3	61,3	164
1,23	1,56	2,19	3,16	4,98	7,68	11,8	18,0	26,4	52,9	149
1,18	1,44	2,11	3,19	4,84	7,44	11,2	17,3	26,5	50,3	141
1,09	1,35	1,95	3,14	4,81	7,05	10,5	15,7	24,4	47,7	137
1,14	1,38	2,05	3,20	4,82	7,07	10,8	16,2	25,2	48,4	140
1,16	1,45	2,05	3,20	4,85	7,04	10,8	15,9	24,9	47,7	135
1,08	1,35	1,93	3,16	4,78	6,94	10,5	15,6	24,3	47,8	139
1,05	1,32	1,86	3,07	4,79	7,10	10,4	15,3	23,7	47,1	135
1,04	1,24	1,86	3,07	4,83	7,15	10,1	15,3	23,8	47,3	136
1,07	1,23	1,86	2,98	4,83	7,12	10,1	15,2	23,0	46,4	134
1,07	1,20	1,79	2,85	4,70	6,83	9,71	14,6	21,6	44,1	125
1,03	1,17	1,71	2,78	4,68	6,68	9,70	14,7	21,3	44,2	128
1,06	1,20	1,71	2,75	4,47	6,87	9,70	14,0	20,7	42,8	125
1,08	1,20	1,69	2,71	4,43	6,75	9,47	13,4	20,4	42,3	125
4,83	6,05	7,57	9,80	12,6	17,1	23,3	33,2	48,2	88,4	208
3,26	3,45	4,02	5,46	8,00	11,5	16,8	25,1	38,2	73,7	182
1,89	2,33	3,19	4,74	7,74	12,1	17,9	26,2	39,0	76,6	187
1,67	2,05	2,86	4,14	6,57	10,5	16,7	25,5	37,5	69,6	174
1,61	1,92	2,79	4,26	6,52	10,1	15,9	25,0	38,2	67,5	168
1,51	1,78	2,60	4,26	6,60	9,81	15,0	22,8	35,3	64,7	163
1,58	1,84	2,69	4,33	6,50	9,70	15,3	23,5	36,2	65,3	166
1,60	1,94	2,71	4,30	6,60	9,70	15,4	23,0	36,1	64,6	160
1,51	1,81	2,53	4,30	6,56	9,86	15,0	22,4	35,1	64,5	166
1,45	1,69	2,54	4,18	6,62	9,82	14,7	22,5	34,4	64,1	160
1,43	1,62	2,50	4,22	6,74	10,1	14,3	22,5	34,7	64,8	163
1,49	1,67	2,47	4,08	6,77	10,1	14,5	22,4	33,8	63,9	160
1,47	1,62	2,35	3,95	6,64	9,78	14,0	21,5	31,9	61,2	150
1,45	1,55	2,23	3,81	6,61	9,68	14,0	21,8	31,6	61,8	154
1,53	1,63	2,24	3,75	6,35	9,86	14,1	20,6	30,8	60,0	149
1,55	1,60	2,22	3,66	6,24	9,70	13,8	19,8	30,4	59,3	148
4,06	4,15	4,71	5,83	7,59	10,4	13,9	20,9	32,1	66,5	172
2,59	2,78	3,04	3,58	4,80	6,97	10,1	15,7	25,2	54,2	151
1,12	1,48	2,10	2,90	4,30	6,39	9,25	14,0	22,7	51,6	152
0,757	1,05	1,50	2,20	3,44	5,00	7,32	11,4	18,6	43,3	137
0,715	0,927	1,40	2,11	3,20	4,89	6,87	10,6	17,3	40,2	130
0,645	0,881	1,27	1,98	3,02	4,40	6,47	9,52	15,6	36,8	126
0,671	0,892	1,38	2,04	3,15	4,53	6,72	9,91	16,3	38,1	130
0,678	0,973	1,35	2,07	3,10	4,47	6,64	9,84	15,9	37,1	124
0,636	0,859	1,30	1,99	3,01	4,32	6,42	9,54	15,7	37,2	128
0,621	0,904	1,14	1,92	2,94	4,40	6,34	9,14	15,0	36,0	125
0,628	0,830	1,18	1,89	2,92	4,32	6,15	9,14	15,1	35,7	126
0,630	0,759	1,21	1,84	2,88	4,24	5,96	8,95	14,4	34,8	123
0,648	0,751	1,18	1,71	2,73	3,97	5,71	8,65	13,4	32.6	115
0,589	0,771	1,13	1,70	2,73	3,96	5,72	8,55	13,0	32,4	118
0,581	0,746	1,14	1,70	2,57	3,96	5,64	8,24	12,6	31,2	115
0,597	0,764	1,12	1,71	2,59	3,86	5,46	7,77	12,5	30,9	115

r sexe et âge des années 1969 à 1974, d'autre part.

TABLEAU 1.04 - **12** (*suite et fin*)

Table de mortalité 1973-1977.

Mortalité générale, faux mort-nés inclus)

Q(*x*) Quotient de mortalité de l'âge *x* à l'âge *x* + 1 pour 100.000 survivants à l'âge *x*.
S (*x*) Survivants à l'âge *x* pour 100.000 nés vivants.
E (*x*) Espérance de vie à l'âge *x* (en années).

Source : I.N.S.E.E.

Âge exact *x*	Sexe masculin			Sexe féminin			Les deux sexes		
	S (*x*)	Q (*x*, *x* + 1)	E (*x*)	S (*x*)	Q (*x*, *x* + 1)	E (*x*)	S (*x*)	Q (*x*, *x* + 1)	E (*x*)
0	100.000	1.529	69,10	100.000	1.168	77,00	100.000	1.353	72,95
1	98.471	112	69,17	98.832	97	76,91	98.647	105	72,94
2	98.361	80	68,25	98.737	60	75,98	98.544	70	72,02
3	98.282	63	67,30	98.678	46	75,03	98.474	55	71,07
4	98.220	53	66,34	98.632	39	74,06	98.421	46	70,11
5	98.168	48	65,38	98.594	34	73,09	98.375	41	69,14
6	98.121	45	64,41	98.560	32	72,11	98.334	38	68,17
7	98.077	42	63,44	98.528	30	71,14	98.297	36	67,19
8	98.036	39	62,46	98.499	27	70,16	98.261	33	66,22
9	97.997	36	61,49	98.472	25	69,18	98.228	31	65,24
10	97.962	35	60,51	98.447	24	68,19	98.198	29	64,26
11	97.928	36	59,53	98.424	23	67,21	98.169	29	63,28
12	97.893	38	58,55	98.402	23	66,22	98.141	30	62,30
13	97.856	43	57,57	98.379	25	65,24	98.111	34	61,32
14	97.814	53	56,60	98.354	30	64,26	98.077	42	60,34
15	97.762	71	55,63	98.325	38	63,28	98.036	55	59,36
16	97.692	100	54,67	98.287	48	62,30	97.982	74	58,39
17	97.595	138	53,72	98.240	58	61,33	97.909	99	57,44
18	97.460	174	52,79	98.182	64	60,36	97.812	120	56,49
19	97.291	191	51,89	98.119	65	59,40	97.694	129	55,56
20	97.105	189	50,98	98.055	63	58,44	97.568	127	54,63
21	96.922	182	50,08	97.993	61	57,48	97.443	123	53,70
22	96.745	174	49,17	97.933	60	56,51	97.323	118	52,77
23	96.577	163	48,26	97.874	60	55,55	97.208	113	51,83
24	96.420	155	47,33	97.815	60	54,58	97.009	108	50,89
25	96.270	149	46,41	97.756	61	53,61	96.994	105	49,94
26	96.127	144	45,47	97.697	61	52,65	96.891	104	48,99
27	95.989	145	44,54	97.637	63	51,68	96.791	105	48,04
28	95.850	149	43,60	97.575	67	50,71	96.690	109	47,09
29	95.707	154	42,67	97.509	71	49,74	96.585	113	46,15
30	95.560	160	41,73	97.440	74	48,78	96.475	118	45,20
31	95.407	163	40,80	97.368	79	47,81	96.361	122	44,25
32	95.251	167	39,86	97.291	85	46,85	96.244	127	43,30
33	95.092	179	38,93	97.209	91	45,89	96.122	136	42,36
34	94.921	197	38,00	97.120	98	44,93	95.992	148	41,41
35	94.734	212	37,07	97.025	105	43,98	95.850	160	40,47
36	94.533	230	36,15	96.923	114	43,02	95.697	173	39,54
37	94.316	254	35,23	96.812	125	42,07	95.531	190	38,61
38	94.076	283	34,32	96.692	135	41,12	95.350	209	37,68
39	93.811	313	33,42	96.561	147	40,18	95.150	231	36,76
40	93.517	347	32,52	96.419	161	39,24	94.930	255	35,84
41	93.192	382	31,63	96.263	175	38,30	94.687	280	34,93
42	92.836	426	30,75	96.095	192	37,36	94.422	310	34,03
43	92.441	480	29,88	95.910	212	36,44	94.130	347	33,13
44	91.997	536	29,02	95.707	232	35,51	93.803	385	32,25
45	91.503	586	28,18	95.485	252	34,59	93.442	420	31,37
46	90.967	632	27,34	95.245	274	33,68	93.050	454	30,50
47	90.392	684	26,51	94.984	300	32,77	92.627	492	29,64
48	89.773	745	25,69	94.699	327	31,87	92.171	536	28,78
49	89.104	812	24,88	94.389	352	30,97	91.677	581	27,93

TABLEAU 1.04 - **12** *(suite et fin)*

Table de mortalité 1973-1977.

Mortalité générale, faux mort-nés inclus)

Q(*x*) Quotient de mortalité de l'âge *x* à l'âge *x* + 1 pour 100.000 survivants à l'âge *x*.
S (*x*) Survivants à l'âge *x* pour 100.000 nés vivants.
E (*x*) Espérance de vie à l'âge *x* (en années).

Source : I.N.S.E.E.

Âge exact *x*	Sexe masculin			Sexe féminin			Les deux sexes		
	S (*x*)	Q (*x*, *x* + 1)	E (*x*)	S (*x*)	Q (*x*, *x* + 1)	E (*x*)	S (*x*)	Q (*x*, *x* + 1)	E (*x*)
50	88.381	878	24,08	94.057	377	30,08	91.144	626	27,09
51	87.605	944	23,29	93.703	406	29,19	90.574	673	26,26
52	86.778	1.020	22,50	93.322	441	28,31	89.964	727	25,43
53	85.893	1.112	21,73	92.911	479	27,43	89.310	791	24,62
54	84.938	1.211	20,97	92.465	517	26,56	88.603	859	23,81
55	83.910	1.307	20,22	91.987	553	25,70	87.842	923	23,01
56	82.813	1.399	19,48	91.478	590	24,84	87.031	985	22,22
57	81.654	1.493	18,75	90.938	630	23,98	86.174	1.050	21,44
58	80.435	1.602	18,03	90.365	676	23,13	85.269	1.124	20,66
59	79.147	1.737	17,31	89.754	722	22,28	84.311	1.211	19,89
60	77.772	1.898	16,61	89.106	773	21,44	83.290	1.312	19,13
61	76.296	2.083	15,92	88.418	840	20,60	82.197	1.432	18,37
62	74.707	2.275	15,25	87.675	926	19,77	81.020	1.564	17,63
63	73.007	2.464	14,59	86.863	1.019	18,95	79.753	1.698	16,91
64	71.208	2.676	13,95	85.978	1.119	18,14	78.399	1.845	16,19
65	69.303	2.924	13,32	85.016	1.234	17,34	76.952	2.015	15,48
66	67.276	3.195	12,71	83.966	1.367	16,55	75.402	2.204	14,79
67	65.127	3.487	12,11	82.819	1.518	15,78	73.740	2.410	14,11
68	62.856	3.791	11,53	81.561	1.692	15,01	71.963	2.633	13,45
69	60.473	4.121	10,96	80.181	1.898	14,26	70.068	2.882	12,80
70	57.981	4.504	10,41	78.660	2.132	13,53	68.048	3.170	12,17
71	55.370	4.925	9,88	76.982	2.394	12,81	65.891	3.485	11,55
72	52.643	5.371	9,37	75.139	2.687	12,11	63.595	3.827	10,95
73	49.815	5.876	8,87	73.121	3.016	11,44	61.161	4.212	10,36
74	46.888	6.431	8,39	70.915	3.401	10,78	58.585	4.646	9,80
75	43.872	7.008	7,93	68.503	3.856	10,14	55.863	5.126	9,25
76	40.798	7.622	7,49	65.861	4.372	9,52	53.000	5.656	8,72
77	37.688	8.300	7,07	62.982	4.944	8,94	50.002	6.242	8,21
78	34.560	9.024	6,67	59.868	5.585	8,38	46.881	6.886	7,73
79	31.441	9.788	6,28	56.524	6.280	7,84	43.653	7.577	7,26
80	28.364	10.622	5,90	52.974	7.038	7,33	40.345	8.331	6,82
81	25.351	11.546	5,55	49.246	7.884	6,85	36.984	9.172	6,39
82	22.424	12.585	5,20	45.363	8.844	6,39	33.592	10.126	5,99
83	19.602	13.701	4,88	41.351	9.903	5,97	30.191	11.168	5,60
84	16.916	14.882	4,58	37.256	10.995	5,57	26.819	12.253	5,25
85	14.399	16.219	4,29	33.160	12.134	5,19	23.533	13.417	4,91
86	12.064	17.613	4,02	29.136	13.411	4,84	20.375	14.687	4,59
87	9.939	18.963	3,78	25.229	14.815	4,51	17.383	16.032	4,30
88	8.054	20.449	3,54	21.491	16.340	4,21	14.596	17.504	4,02
89	6.407	22.176	3,33	17.980	17.998	3,93	12.041	19.139	3,77
90	4.986	23.979	3,13	14.744	19.611	3,69	9.737	20.759	3,54
91	3.791	25.628	2,96	11.852	21.004	3,47	7.715	22.169	3,34
92	2.819	26.949	2,81	9.363	22.242	3,26	6.005	23.376	3,15
93	2.059	28.072	2,66	7.280	23.470	3,04	4.601	24.527	2,96
94	1.481	29.236	2,50	5.572	24.793	2,82	3.473	25.766	2,75
95	1.048	30.462	2,33	4.190	26.190	2,59	2.578	27.081	2,54
96	729	31.741	2,13	3.093	27.634	2,33	1.880	28.452	2,29
97	498	33.060	1,89	2.238	29.141	2,03	1.345	29.885	2,00
98	333	34.424	1,58	1.586	30.729	1,66	943	31.399	1,65
99	218	35.843	1,14	1.099	32.394	1,18	647	32.992	1,17

TABLEAU 1.04-13

Évolution de la mortalité d'après les tables de mortalité

Source : I.N.S.E.E.

Année (ou moyenne annuelle)	Âge en 0	1	2	3	4	5	10	15	20	25

nnées											
30	35	40	45	50	55	60	65	70	75	80	85
OUR 10.000 NÉS VIVANTS (1)											
asculin											
8.310	8.058	7.748	7.372	6.909	6.328	5.608	4.722	3.665	2.487	1.348	519
8.785	8.645	8.475	8.238	7.895	7.423	6.791	5.939	4.841	3.484	2.047	872
9.247	9.136	8.896	8.767	8.418	7.901	7.188	6.270	5.107	3.688	2.161	907
9.469	9.369	9.234	9.039	8.738	8.272	7.579	6.633	5.446	4.039	2.502	1.165
9.516	9.421	9.284	9.079	8.769	8.316	7.647	6.702	5.474	4.044	2.546	1.227
9.556	9.473	9.352	9.150	8.838	8.391	7.777	6.930	5.798	4.387	2.836	1.440
9.550	9.462	9.336	9.130	8.822	8.384	7.762	6.900	5.739	4.308	2.768	1.376
9.567	9.484	9.358	9.154	8.844	8.403	7.779	6.916	5.774	4.349	2.804	1.425
9.563	9.483	9.360	9.154	8.836	8.384	7.768	6.912	5.762	4.348	2.789	1.395
9.569	9.487	9.366	9.166	8.846	8.392	7.764	6.927	5.799	4.398	2.843	1.446
9.583	9.502	9.387	9.193	8.880	8.439	7.832	7.021	5.936	4.557	3.009	1.592
9.601	9.523	9.412	9.223	8.910	8.473	7.871	7.038	5.959	4.580	3.004	1.549
9.601	9.521	9.409	9.226	8.924	8.480	7.882	7.052	6.016	4.662	3.099	1.633
9.593	9.514	9.404	9.225	8.929	8.488	7.901	7.102	6.065	4.708	3.151	1.651
éminin											
8.557	8.378	8.178	7.938	7.630	7.239	6.728	6.035	5.084	3.835	2.406	1.123
9.028	8.916	8.790	8.636	8.427	8.134	7.723	7.123	6.242	4.971	3.368	1.744
9.459	9.386	9.285	9.146	8.941	8.649	8.239	7.653	6.784	5.501	3.776	1.981
9.652	9.600	9.525	9.413	9.251	9.017	8.676	8.169	7.394	6.210	4.523	2.579
9.700	9.653	9.582	9.477	9.318	9.087	8.763	8.283	7.548	6.407	4.791	2.870
9.744	9.703	9.642	9.549	9.406	9.199	8.911	8.502	7.866	6.850	5.297	3.316
9.739	9.696	9.630	9.531	9.384	9.171	8.876	8.441	7.768	6.704	5.113	3.138
9.755	9.710	9.652	9.555	9.410	9.198	8.899	8.486	7.832	6.794	5.233	3.256
9.750	9.708	9.648	9.553	9.408	9.201	8.902	8.489	7.839	6.817	5.254	3.260
9.757	9.718	9.658	9.565	9.422	9.216	8.930	8.530	7.909	6.911	5.354	3.369
9.765	9.726	9.667	9.581	9.445	9.252	8.977	8.593	8.007	7.047	5.560	3.608
9.780	9.740	9.682	9.597	9.461	9.269	8.993	8.607	8.029	7.075	5.597	3.601
9.786	9.747	9.691	9.605	9.477	9.285	9.015	8.635	8.076	7.151	5.712	3.727
9.784	9.747	9.690	9.604	9.476	9.288	9.028	8.658	8.111	7.201	5.764	3.772
AUX ÂGES INDIQUÉS (1)											
ux personnes qui atteignent l'âge indiqué)											
asculin											
35,5	31,6	27,7	24,0	20,4	17,1	13,9	11,1	8,5	6,3	4,6	3,3
39,4	35,0	30,7	26,5	22,5	18,8	15,3	12,1	9,3	6,9	5,0	3,6
39,7	35,1	30,7	26,4	22,4	18,7	15,2	12,1	9,3	6,8	4,9	3,4
40,7	36,1	31,6	27,3	23,1	19,3	15,8	12,7	9,9	7,5	5,4	3,9
40,8	36,2	31,7	27,4	23,3	19,4	15,8	12,7	10,0	7,6	5,6	4,0
41,7	37,1	32,5	28,2	24,1	20,2	16,6	13,3	10,4	7,9	5,9	4,3
41,5	36,9	32,3	28,0	23,9	20,0	16,4	13,1	10,3	7,8	5,8	4,2
41,6	37,0	32,5	28,1	24,0	20,1	16,5	13,3	10,4	7,9	5,9	4,3
41,6	36,9	32,4	28,0	24,0	20,1	16,5	13,2	10,3	7,8	5,8	4,3
41,7	37,1	32,5	28,1	24,1	20,2	16,7	13,4	10,4	7,9	5,9	4,3
42,2	37,5	33,0	28,6	24,5	20,7	17,1	13,7	10,7	8,2	6,2	4,5
42,2	37,5	32,9	28,6	24,5	20,6	17,0	13,7	10,7	8,1	6,0	4,4
42,4	37,8	33,2	28,8	24,7	20,8	17,2	13,9	10,9	8,3	6,2	4,5
42,6	37,9	33,3	28,9	24,8	20,9	17,3	14,0	10,9	8,3	6,2	4,5
éminin											
40,5	36,3	32,1	28,0	24,0	20,2	16,5	13,1	10,1	7,5	5,5	4,0
43,9	39,4	35,0	30,6	26,2	22,1	18,1	14,4	11,1	8,3	6,0	4,2
44,8	40,2	35,6	31,1	26,7	22,6	18,5	14,8	11,3	8,3	6,0	4,1
46,8	42,1	37,4	32,8	28,3	24,0	19,8	15,9	12,3	9,1	6,5	4,6
47,5	42,7	38,0	33,4	28,9	24,6	20,4	16,4	12,8	9,6	6,9	4,9
48,8	44,0	39,2	34,6	30,1	25,7	21,4	17,3	13,5	10,1	7,3	5,2
48,3	43,5	38,8	34,2	29,6	25,3	21,0	17,0	13,2	9,9	7,1	5,0
48,6	43,8	39,0	34,4	29,9	25,5	21,3	17,2	13,4	10,1	7,3	5,2
48,6	43,8	39,1	34,5	29,9	25,6	21,3	17,2	13,4	10,1	7,3	5,1
48,9	44,1	39,3	34,7	30,2	25,8	21,5	17,4	13,6	10,2	7,4	5,2
49,5	44,7	39,9	35,2	30,7	26,3	22,0	17,9	14,0	10,6	7,7	5,4
49,5	44,7	39,9	35,3	30,7	26,3	22,0	17,9	14,0	10,5	7,6	5,4
49,8	44,9	40,2	35,5	31,0	26,6	22,3	18,1	14,2	10,7	7,7	5,5
49,9	45,1	40,3	35,7	31,1	26,7	22,4	18,2	14,3	10,7	7,7	5,5

TABLEAU 1.04 - 14

Données de démographie régionale 1975

Source : I.N.S.E.E.

	Répartition par âge		Fécondité	Mortalité				Nuptialité		Évolution naturelle	
				Durée moyenne de vie (1974-1976)				Proportion de célibataires au 1-1-75			
	Moins de 20 ans %	65 ans et plus %	Taux brut de reproduction 1974-1976	Les deux sexes (ans)	Hommes (ans)	Femmes (ans)	Taux de mortalité infantile 1974-1976 °/₀₀	Hommes de 50 ans °/₀₀	Femmes de 50 ans °/₀₀	Taux d'accroissement naturel 1974-1976 °/₀₀	Taux net de reproduction 1974-1976
11 Région parisienne	**29,5**	**11,4**	**0,88**	**73,6**	**70,0**	**77,4**	**11,8**	**87**	**107**	**+ 6,3**	**0,86**
75 Ville de Paris	19,9	17,0	0,78	73,4	69,8	77,2	12,1	151	200	+ 2,2	0,76
77 Seine-et-Marne	34,8	11,4	0,96	72,9	69,3	76,7	11,9	77	56	+ 5,7	0,94
78 Yvelines	34,7	8,4	0,99	74,1	70,7	77,7	11,5	59	75	+ 9,6	0,97
91 Essonne	35,6	8,1	0,92	74,2	70,6	78,0	11,5	57	61	+ 9,3	0,91
92 Hauts-de-Seine	27,3	11,4	0,85	74,0	70,4	77,8	11,1	80	96	+ 5,8	0,83
93 Seine-Saint-Denis	32,5	9,2	0,95	72,6	69,0	76,3	13,7	71	68	+ 7,8	0,92
94 Val-de-Marne	30,5	10,4	0,88	73,6	70,0	77,3	11,0	71	79	+ 6,6	0,86
95 Val-d'Oise	35,0	8,7	0,92	73,6	70,1	77,3	11,0	52	62	+ 8,1	0,90
21 Champagne - Ardenne	**35,0**	**12,7**	**1,02**	**72,0**	**68,1**	**76,2**	**14,9**	**100**	**66**	**+ 5,1**	**0,99**
08 Ardennes	36,6	12,3	1,10	70,9	66,9	75,1	15,2	94	45	+ 4,7	1,07
10 Aube	32,5	14,9	0,97	72,9	68,9	77,0	13,6	96	80	+ 3,3	0,95
51 Marne	35,1	11,5	0,98	72,2	68,3	76,3	15,4	100	70	+ 6,8	0,95
52 Haute-Marne	35,7	13,3	1,06	72,2	68,2	76,3	14,4	116	65	+ 4,1	1,03
22 Picardie	**35,8**	**12,6**	**1,05**	**71,6**	**67,7**	**75,7**	**14,1**	**95**	**60**	**+ 5,1**	**1,03**
02 Aisne	35,5	13,3	1,06	71,5	67,6	75,6	14,2	100	56	+ 4,2	1,03
60 Oise	36,4	11,2	1,04	71,6	67,5	76,0	12,1	93	58	+ 6,2	1,01
80 Somme	35,3	13,5	1,07	71,7	68,0	75,6	16,1	92	66	+ 4,8	1,04
23 Haute-Normandie	**35,3**	**11,7**	**1,01**	**72,2**	**68,1**	**76,5**	**13,5**	**79**	**73**	**+ 6,0**	**0,98**
27 Eure	35,7	12,4	1,03	72,1	68,1	76,4	13,8	98	72	+ 5,2	1,00
76 Seine-Maritime	35,2	11,5	1,00	72,2	68,1	76,5	13,4	73	73	+ 6,3	0,97
24 Centre	**32,3**	**15,3**	**0,96**	**73,7**	**70,1**	**77,4**	**12,1**	**112**	**67**	**+ 2,7**	**0,93**
18 Cher	30,8	17,0	0,93	73,1	69,3	77,1	11,9	139	71	- 0,3	0,91
28 Eure-et-Loir	33,9	13,7	1,02	73,1	69,8	76,7	12,7	100	62	+ 4,7	1,00
36 Indre	29,7	18,9	0,96	73,5	70,1	77,0	13,0	154	67	- 1,2	0,94
37 Indre-et-Loire	33,4	14,1	0,92	74,2	70,4	78,1	11,9	93	70	+ 4,2	0,91
41 Loir-et-Cher	31,9	16,9	0,99	74,0	70,3	77,9	13,0	108	68	+ 2,1	0,97
45 Loiret	32,5	13,8	0,94	73,7	70,4	77,3	11,2	99	65	+ 4,0	0,92
25 Basse-Normandie	**35,5**	**12,4**	**1,05**	**72,4**	**68,1**	**76,8**	**12,4**	**98**	**85**	**+ 5,3**	**1,02**
14 Calvados	36,1	11,2	1,00	72,3	67,9	77,1	10,6	79	86	+ 6,9	0,98
50 Manche	34,7	13,4	1,10	72,3	68,0	76,8	13,9	111	86	+ 3,9	1,07
61 Orne	35,4	13,2	1,07	72,4	68,6	76,5	14,0	109	84	+ 4,3	1,04
26 Bourgogne	**32,0**	**16,0**	**0,98**	**72,9**	**68,9**	**77,0**	**13,7**	**129**	**73**	**+ 1,5**	**0,95**
21 Côte-d'Or	33,4	12,9	0,94	73,1	69,2	77,2	14,0	112	78	+ 5,0	0,92
58 Nièvre	30,1	19,1	0,93	72,9	69,1	77,0	12,8	142	68	- 2,5	0,90
71 Saône-et-Loire	32,1	15,8	1,01	72,9	68,9	77,2	13,8	130	75	+ 1,6	0,99
89 Yonne	31,0	18,2	1,01	72,3	68,2	76,7	13,7	140	66	- 0,4	0,98
31 Nord - Pas-de-Calais	**36,4**	**11,5**	**1,12**	**69,8**	**65,7**	**74,1**	**18,3**	**75**	**62**	**+ 5,9**	**1,09**
59 Nord	36,1	11,5	1,12	69,9	65,9	74,0	18,5	74	66	+ 6,3	1,09
62 Pas-de-Calais	36,7	11,5	1,12	69,8	65,3	74,4	17,8	76	56	+ 5,2	1,08
41 Lorraine	**35,3**	**11,1**	**0,98**	**71,3**	**67,2**	**75,6**	**17,1**	**94**	**70**	**+ 5,1**	**0,96**
54 Meurthe-et-Moselle	34,3	11,2	0,95	71,7	67,6	76,0	17,9	94	77	+ 5,6	0,93
55 Meuse	34,5	14,3	1,05	71,3	67,1	75,8	15,4	122	69	+ 2,7	1,03
57 Moselle	36,7	9,3	0,97	70,8	66,9	75,0	17,6	84	57	+ 5,8	0,95
88 Vosges	34,2	13,7	1,04	71,5	67,3	76,0	15,3	103	93	+ 3,7	1,02
42 Alsace	**33,6**	**12,4**	**0,92**	**71,1**	**67,0**	**75,3**	**15,0**	**83**	**94**	**+ 3,5**	**0,90**
67 Bas-Rhin	33,7	12,5	0,90	71,1	67,0	75,4	15,0	81	92	+ 3,3	0,88
68 Haut-Rhin	33,4	12,4	0,96	71,0	67,0	75,2	15,0	86	96	+ 3,7	0,93
43 Franche-Comté	**34,7**	**12,2**	**1,03**	**72,8**	**69,2**	**76,6**	**15,1**	**121**	**92**	**+ 5,7**	**1,01**
25 Doubs	36,2	9,5	1,03	73,1	69,6	76,7	16,3	103	91	+ 9,1	1,00
39 Jura	33,0	15,2	1,02	73,1	69,4	76,9	11,6	153	94	+ 2,0	1,00
70 Haute-Saône	34,1	15,1	1,09	72,1	68,4	76,1	17,2	139	99	+ 2,5	1,06
90 Territoire de Belfort	33,6	11,6	1,00	72,3	68,6	76,2	13,0	88	76	+ 5,5	0,98
52 Pays de la Loire	**35,7**	**12,8**	**1,11**	**72,8**	**68,9**	**76,9**	**12,6**	**102**	**91**	**+ 6,4**	**1,09**
44 Loire-Atlantique	35,2	11,8	1,07	71,7	67,2	76,4	12,1	106	90	+ 6,5	1,05
49 Maine-et-Loire	37,0	12,6	1,16	73,6	70,1	77,3	12,6	103	99	+ 7,9	1,14
53 Mayenne	35,3	13,0	1,15	72,3	68,1	76,7	12,0	104	95	+ 5,5	1,13
72 Sarthe	35,6	13,3	1,06	73,8	70,3	77,4	13,0	67	71	+ 5,7	1,04
85 Vendée	34,9	14,3	1,16	73,4	69,7	77,3	13,8	129	98	+ 5,5	1,13

TABLEAU 1.04 - **14** *(suite et fin)*

Données de démographie régionale 1975

Source : I.N.S.E.E.

	Répartition par âge		Fécondité	Mortalité				Nuptialité		Évolution naturelle	
				Durée moyenne de vie (1974-1976)			Taux de mortalité infantile 1974-1976	Proportion de célibataires au 1-1-75			
	Moins de 20 ans	65 ans et plus	Taux brut de reproduction 1974-1976	Les deux sexes (ans)	Hommes (ans)	Femmes (ans)	‰	Hommes de 50 ans ‰	Femmes de 50 ans ‰	Taux d'accroissement naturel 1974-1976 ‰	Taux net de reproduction 1974-1976
	%	%									
53 Bretagne	**33,5**	**13,7**	**1,05**	**71,1**	**66,4**	**76,0**	**13,3**	**153**	**94**	**+ 2,9**	**1,02**
22 Côtes-du-Nord	32,6	15,3	1,06	71,1	66,4	76,0	14,0	171	89	+ 0,9	1,04
29 Finistère	32,6	14,5	1,02	71,3	66,2	76,6	11,7	171	104	+ 1,4	0,99
35 Ille-et-Vilaine	34,6	12,1	1,02	71,8	67,7	76,0	14,3	107	82	+ 6,0	1,00
56 Morbihan	34,5	13,1	1,12	70,1	65,2	75,2	13,4	164	101	+ 2,8	1,09
54 Poitou - Charentes	**32,5**	**15,7**	**0,97**	**73,9**	**70,5**	**77,5**	**13,5**	**113**	**64**	**+ 2,3**	**0,94**
16 Charente	31,7	15,9	0,97	73,4	69,8	77,2	16,4	115	58	+ 1,7	0,94
17 Charente-Maritime	31,9	16,1	0,95	73,5	69,9	77,4	14,0	104	62	+ 1,2	0,92
79 Deux-Sèvres	34,0	15,1	1,07	74,4	71,1	77,8	13,1	118	65	+ 3,7	1,04
86 Vienne	32,5	15,3	0,91	74,5	71,3	77,8	10,6	120	70	+ 2,9	0,89
72 Aquitaine	**30,0**	**16,2**	**0,87**	**73,3**	**69,6**	**77,3**	**13,6**	**130**	**79**	**+ 0,3**	**0,85**
24 Dordogne	28,0	18,9	0,85	73,2	69,6	76,9	13,4	155	58	- 3,6	0,83
33 Gironde	30,3	14,9	0,88	73,2	69,4	77,1	14,5	90	75	+ 2,2	0,85
40 Landes	30,1	17,2	0,89	73,0	68,9	77,4	11,9	157	73	- 1,2	0,87
47 Lot-et-Garonne	29,5	16,9	0,87	73,8	70,2	77,5	13,4	121	72	- 0,7	0,85
64 Pyrénées-Atlantiques	30,9	15,8	0,88	73,7	70,0	77,7	12,6	179	111	+ 0,6	0,86
73 Midi - Pyrénées	**29,3**	**16,4**	**0,83**	**74,0**	**70,7**	**77,4**	**14,4**	**142**	**82**	**- 0,2**	**0,81**
09 Ariège	26,9	21,1	0,86	74,1	71,3	77,1	18,9	171	81	- 4,5	0,83
12 Aveyron	28,8	18,6	0,94	74,4	70,9	78,0	14,5	192	104	- 1,4	0,92
31 Haute-Garonne	29,9	13,3	0,77	74,1	70,8	77,5	14,0	101	74	+ 3,0	0,76
32 Gers	28,4	18,5	0,82	74,5	71,4	77,7	12,0	198	76	- 2,8	0,79
46 Lot	28,0	19,0	0,87	73,4	70,4	76,5	13,8	182	72	- 3,8	0,85
65 Hautes-Pyrénées	29,6	16,0	0,79	72,7	69,1	76,4	17,1	170	102	- 2,0	0,77
81 Tarn	29,6	17,1	0,92	74,4	71,2	77,7	13,9	108	80	+ 0,1	0,90
82 Tarn-et-Garonne	29,8	17,2	0,90	73,6	70,0	77,3	14,2	144	75	- 0,9	0,87
74 Limousin	**26,9**	**19,8**	**0,83**	**73,8**	**70,1**	**77,6**	**12,4**	**163**	**74**	**- 3,3**	**0,82**
19 Corrèze	27,3	19,3	0,88	73,5	69,9	77,3	13,5	171	64	- 3,2	0,86
23 Creuse	25,6	24,0	0,90	73,0	69,0	77,2	13,2	214	97	- 7,9	0,88
87 Haute-Vienne	27,2	18,4	0,79	74,3	70,8	78,0	11,5	136	70	- 1,5	0,77
82 Rhône - Alpes	**32,5**	**12,4**	**0,94**	**73,1**	**69,2**	**77,1**	**12,3**	**122**	**92**	**+ 4,6**	**0,92**
01 Ain	32,2	13,5	0,95	73,5	69,9	77,3	12,0	147	88	+ 3,6	0,93
07 Ardèche	30,9	16,9	0,94	73,0	68,8	77,3	11,6	210	109	- 0,7	0,92
26 Drôme	32,4	14,3	0,94	73,4	69,7	77,3	13,0	132	74	+ 2,5	0,92
38 Isère	33,2	11,4	0,94	73,4	69,8	77,2	12,2	109	83	+ 5,7	0,92
42 Loire	32,2	13,6	1,00	72,5	68,5	76,8	14,4	110	81	+ 3,4	0,98
69 Rhône	32,4	11,3	0,93	73,2	69,4	77,2	11,1	95	103	+ 6,2	0,91
73 Savoie	32,9	12,3	0,92	72,3	68,2	76,5	12,0	146	95	+ 3,2	0,90
74 Haute-Savoie	33,2	10,5	0,90	72,6	68,4	76,9	13,4	151	99	+ 6,0	0,88
83 Auvergne	**30,4**	**16,0**	**0,91**	**72,6**	**68,6**	**76,8**	**14,0**	**167**	**91**	**+ 0,0**	**0,89**
03 Allier	29,3	18,1	0,89	73,0	69,2	77,0	12,0	160	81	- 2,4	0,87
15 Cantal	31,4	16,9	0,99	72,6	68,5	76,9	15,6	208	113	- 0,5	0,96
43 Haute-Loire	30,3	18,3	1,01	72,9	68,8	77,1	12,9	209	113	- 1,7	0,98
63 Puy-de-Dôme	30,9	13,6	0,89	72,2	68,1	76,5	15,1	145	84	+ 2,3	0,86
91 Languedoc - Roussillon	**29,0**	**17,2**	**0,84**	**74,0**	**70,5**	**77,7**	**14,6**	**117**	**78**	**- 0,7**	**0,82**
11 Aude	27,2	20,3	0,84	74,6	71,3	78,0	14,4	121	63	- 3,6	0,82
30 Gard	29,9	15,8	0,85	73,6	69,9	77,5	15,3	108	66	- 0,1	0,83
34 Hérault	29,4	16,2	0,80	74,4	70,9	78,1	14,1	100	95	+ 0,9	0,79
48 Lozère	29,7	18,5	0,96	72,8	69,0	76,7	17,1	337	153	- 2,1	0,93
66 Pyrénées-Orientales	28,0	18,4	0,88	73,5	70,0	77,2	14,2	105	64	- 2,2	0,86
93 Provence - Côte d'Azur	**28,8**	**15,4**	**0,83**	**73,7**	**70,0**	**77,6**	**13,3**	**104**	**83**	**+ 0,8**	**0,81**
04 Alpes-de-Haute-Provence	29,2	16,7	0,83	74,2	70,8	77,9	12,2	166	93	- 1,3	0,81
05 Hautes-Alpes	30,2	14,9	0,90	73,5	69,9	77,2	9,6	236	126	+ 1,2	0,88
06 Alpes-Maritimes	24,2	20,5	0,73	74,4	70,8	78,1	13,5	96	97	- 3,2	0,71
13 Bouches-du-Rhône	30,5	13,0	0,84	73,4	69,6	77,2	13,8	99	79	+ 2,8	0,82
83 Var	28,6	15,9	0,88	73,4	69,5	77,6	12,7	91	68	+ 0,1	0,86
84 Vaucluse	31,4	14,0	0,91	73,6	70,1	77,3	12,3	106	81	+ 2,5	0,88
94 Corse	**20,9**	**16,4**	**0,94**	**73,9**	**70,1**	**77,9**	**17,6**	**165**	**126**	**- 0,5**	**,91**
France entière	**32,1**	**13,4**	**0,95**	**72,7**	**68,9**	**76,8**	**13,7**	**108**	**85**	**+ 3,8**	**0,93**

TABLEAU 1.04 - 15

Départements d'outre-mer : mouvement naturel de la population

Source : I.N.S.E.E.

Année	Population moyenne (en milliers) (1)	Nombre							
		Mariages	Divorces	Nés vivants (2)	Mort-nés		Décédés	Décédés de moins d'un an	Excédent des naissances sur les décès
					Total	Ayant respiré			
GUADELOUPE									
1971	320,8	1.733	170	10.078	413	57	2.367	387	7.711
1972	322,8	1.768	173	9.915	388	46	2.491	405	7.424
1973	324,2	1.739	157	9.398	357	45	2.503	330	6.895
1974	324,7	1.677	132	8.846	348	58	2.401	284	6.445
1975	324,5	1.668	199	8.257	272	35	2.316	261	5.940
1976	323,4	1.524	237	6.926	232	32	2.363	170	4.563
1977	320,8	1.426	285	6.321	199	23	2.274	163	4.047
1978	315,4	1.417	375	5.640	136	10	2.153	115	3.487
1979	311,4	1.409	399	5.818	146	7	2.147	82	3.671
1980	...	1.603	450	6.425	141	18	2.125	100	4.300
1981	...	1.597	413	6.514	115	12	2.158	114	4.356
GUYANE									
1971	49,9	243	15	1.701	71	10	443	81	1.258
1972	51,6	203	20	1.670	62	17	399	72	1.271
1973	53,2	241	25	1.473	44	13	405	78	1.068
1974	54,7	220	21	1.529	46	11	424	54	1.105
1975	56,3	219	26	1.476	43	5	403	54	1.073
1976	57,9	176	39	1.439	36	7	408	37	1.031
1977	59,7	200	55	1.476	25	9	454	48	1.022
1978	61,6	218	53	1.568	49	3	467	50	1.101
1979	63,5	234	56	1.704	43	16	438	48	1.266
1980	...	205	27	1.933	67	11	457	53	1.476
1981	...	195	67	2.056	56	14	416	59	1.640
MARTINIQUE									
1971	325,6	1.658	159	9.230	278	46	2.218	250	7.012
1972	326,5	1.543	200	8.656	284	46	2.280	244	6.376
1973	326,3	1.604	257	7.683	265	47	2.335	243	5.348
1974	325,3	1.440	410	7.317	277	36	2.391	228	4.926
1975	323,6	1.453	349	6.741	179	24	2.281	166	4.460
1976	321,0	1.261	380	5.873	175	19	2.325	146	3.548
1977	317,7	1.235	387	5.409	146	17	2.156	102	3.253
1978	313,9	1.283	397	5.065	110	18	2.170	75	2.895
1979	310,2	1.253	418	5.439	123	16	2.104	67	3.335
1980	...	1.190	396	5.363	118	25	2.139	82	3.224
1981	...	1.199	386	5.406	105	21	2.041	68	3.365
RÉUNION									
1971	455,2	2.847	166	14.432	650	49	3.494	635	10.938
1972	461,9	3.084	196	13.740	555	51	3.391	564	10.349
1973	469,8	3.150	204	13.287	592	46	3.377	481	9.910
1974	473,2	3.230	254	13.423	541	29	3.090	410	10.333
1975	475,7	3.346	352	13.301	523	30	3.182	318	10.119
1976	478,3	3.272	272	12.828	464	37	3.076	291	9.752
1977	484,7	3.136	355	12.517	366	27	3.092	229	9.425
1978	490,7	3.191	379	11.946	330	18	3.098	200	8.848
1979	497,4	3.275	483	12.411	319	19	2.982	194	9.429
1980	501,2	3.057	369	12.271	286	14	3.221	179	9.050
1981	...	2.814	...	11.800	242	9	3.135	145	8.665
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON									
1971	5,6	42	...	124	3	...	51	3	73
1972	5,7	48	...	139	–	...	55	3	84
1973	5,8	47	...	131	1	...	55	1	76
1974	*r* 5,8	36	...	97	2	...	53	–	44
1975	*r* 5,9	50	...	99	3	...	32	1	67
1976	*r* 5,9	50	...	107	1	...	50	1	57
1977	*r* 5,9	44	...	106	3	...	35	–	71
1978	*r* 5,9	46	...	103	2	...	45	–	63
1979	6,0	39	1	85	–	–	38	–	47
1980	6,0	32	–	90	–	–	39	–	51
1981	6,0	39	–	109	1	–	50	1	59

(1) Population en milieu d'année estimée, compte tenu du solde migratoire avec l'extérieur, d'après le recensement de 1974. Cette série (et les taux qui en découlent) sera recalculée depuis 1974 dès que les résultats du recensement de 1982 seront disponibles. Pour Saint-Pierre-et-Miquelon ce nouveau calcul a déja été fait, ce qui explique les divergences avec la précédente édition. — (2) Y compris les mort-nés ayant respiré.

TABLEAU 1.04 - **15** (*suite et fin*)

Départements d'outre-mer : mouvement naturel de la population

Taux pour 1.000 habitants

Source : I.N.S.E.E.

Année	Taux pour 1.000 habitants				Mortalité infantile (décédés de moins d'un an pour 1.000 nés vivants)	
	Nuptialité (nouveaux mariés)	Natalité (nés vivants)	Mortalité (décédés)	Accroissement naturel (excédent de naissances)	Taux non rectifié (1)	Taux rectifié (2)
GUADELOUPE						
1970	12,0	29,4	7,8	21,6	44	47
1971	10,8	31,3	7,3	24,0	39	44
1972	10,9	30,6	7,7	22,9	40	45
1973	10,7	29,0	7,7	21,3	35	40
1974	10,3	27,3	7,4	19,9	32	39
1975	10,3	25,4	7,1	18,3	31	36
1976	9,5	21,5	7,3	14,2	23	29
1977	8,9	19,7	7,0	12,7	26	29
1978	9,0	17,9	6,8	11,1	20	22
1979	9,0	18,7	6,9	11,8	14	15
GUYANE						
1970	11,3	32,8	7,8	25,0	44	52
1971	9,7	34,1	8,9	25,2	48	53
1972	7,9	32,3	7,7	24,6	43	53
1973	9,1	27,7	7,6	20,1	53	61
1974	8,0	28,0	7,8	20,2	35	42
1975	7,8	26,2	7,2	19,0	37	40
1976	6,1	24,9	7,1	17,8	26	30
1977	6,7	24,7	7,6	17,1	33	38
1978	7,1	25,5	7,6	17,9	32	34
1979	7,4	26,8	6,9	19,9	28	37
MARTINIQUE						
1970	10,9	28,6	7,9	20,7	34	39
1971	10,2	28,3	6,8	21,5	27	32
1972	9,5	26,5	7,0	19,5	28	33
1973	9,8	23,5	7,1	16,4	32	38
1974	8,9	22,5	7,4	15,1	32	37
1975	9,0	20,8	7,0	13,8	26	29
1976	7,9	18,3	7,2	11,1	25	28
1977	7,8	17,0	6,8	10,2	19	22
1978	8,2	16,1	6,9	9,2	15	18
1979	8,1	17,5	6,8	10,7	12	15
RÉUNION						
1970	13,5	30,2	8,2	22,0	50	55
1971	12,5	31,7	7,7	24,0	44	47
1972	13,3	29,7	7,3	22,4	41	45
1973	13,4	28,3	7,2	21,1	36	40
1974	13,7	28,4	6,5	21,9	31	33
1975	14,1	28,0	6,7	21,3	24	26
1976	13,7	26,8	6,4	20,4	23	25
1977	12,9	25,8	6,4	19,5	18	20
1978	13,0	24,3	6,3	18,0	17	18
1979	13,2	25,0	6,0	19,0	16	17
1980	6,1	24,5	6,4	18,1	15	16
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON (3)						
1971	15,0	22,1	9,1	13,0	•	•
1972	16,8	24,4	9,6	14,8	•	•
1973	16,2	22,6	9,5	13,1	•	•
1974	*r* 12,3	*r* 16,6	9,0	*r* 7,6	•	•
1975	*r* 17,0	*r* 16,9	*r* 5,4	*r* 11,5	•	•
1976	*r* 17,0	*r* 18,1	*r* 8,5	*r* 9,6	•	•
1977	*r* 14,6	*r* 17,9	*r* 5,9	*r* 12,0	•	
1978	*r* 15,5	17,4	*r* 7,6	*r* 9,8	•	•
1979	13,1	14,2	6,4	7,8	•	•
1980	10,1	15,0	6,5	8,5	•	•
1981	13,0	18,1	8,3	9,8	•	•

(1) Le taux non rectifié n'inclut pas les faux mort-nés. — (2) Le taux rectifié inclut les faux mort-nés. — (3) Les populations moyennes (donc les taux) 1974 à 1981 ont été rectifiées au vu des résultats du recensement de 1982. de Saint-Pierre-et-Miquelon. Dans ce département le faible nombre de décès de moins d'un an enlèverait toute signification au calcul d'un taux de mortalité infantile.

TABLEAU 1.04 - 16

Départements d'outre-mer : évolution de la mortalité d'après les tables de mortalité

Source : I.N.S.E.E.

Période et département		Âge 0	1	2	3	4	5	10	15	20
		SURVIVANTS AUX ÂGES INDIQU								
		Se								
1951-1955	Antilles	10.000	9.365	9.140	9.037	8.990	8.963	8.887	8.829	8.737
	Réunion	10.000	8.663	8.301	8.131	8.047	8.001	7.889	7.813	7.713
1959-1963	Antilles	10.000	9.530	9.397	9.343	9.317	9.303	9.260	9.233	9.176
	Réunion	10.000	9.085	8.872	8.794	8.753	8.728	8.666	8.629	8.553
1963-1967	Guadeloupe	10.000	9.469	9.386	9.342	9.316	9.303	9.253	9.219	9.163
	Martinique	10.000	9.521	9.411	9.383	9.363	9.351	9.310	9.283	9.235
	Réunion	10.000	9.165	9.040	8.991	8.965	8.941	8.888	8.847	8.770
		Se								
1951-1955	Antilles	10.000	9.481	9.282	9.184	9.132	9.102	9.037	8.989	8.895
	Réunion	10.000	8.835	8.419	8.253	8.177	8.131	8.026	7.957	7.871
1959-1963	Antilles	10.000	9.610	9.485	9.432	9.407	9.391	9.354	9.333	9.290
	Réunion	10.000	9.188	8.987	8.903	8.863	8.840	8.786	8.756	8.705
1963-1967	Guadeloupe	10.000	9.566	9.472	9.432	9.408	9.392	9.355	9.332	9.292
	Martinique	10.000	9.612	9.511	9.477	9.453	9.440	9.410	9.385	9.354
	Réunion	10.000	9.267	9.138	9.084	9.057	9.038	8.990	8.961	8.921
		ESPÉRANCE DE V								
		(Nombre moyen d'années restant à viv								
		Se								
1951-1955	Antilles	55,4	58,1	56,5	58,2	57,5	56,7	52,1	47,5	42,8
	Réunion	47,5	53,8	55,1	55,2	54,8	54,1	49,8	45,3	40,8
1959-1963	Antilles	62,5	64,6	64,5	63,9	63,0	62,1	57,4	52,6	47,9
	Réunion	54,1	58,6	58,9	58,4	58,7	56,8	52,2	47,4	42,8
1963-1967	Guadeloupe	62,5	65,0	64,6	63,8	63,0	62,1	57,4	52,9	47,8
	Martinique	63,3	65,5	65,2	64,4	63,5	62,6	57,9	53,0	48,3
	Réunion	55,8	59,8	59,6	59,0	58,2	57,3	52,6	47,9	43,3
		Se								
1951-1955	Antilles	59,2	61,4	61,7	61,4	60,7	59,9	55,4	50,6	46,1
	Réunion	53,4	59,3	61,2	61,5	61,0	60,4	56,1	51,6	47,1
1959-1963	Antilles	66,5	68,1	68,0	67,4	66,6	65,7	61,0	56,1	51,3
	Réunion	60,6	64,9	65,4	64,9	64,7	63,4	58,8	54,0	49,3
1963-1967	Guadeloupe	67,3	69,4	69,0	68,3	67,5	66,6	61,9	57,0	52,3
	Martinique	67,4	69,1	68,9	68,1	67,3	66,4	61,6	56,7	51 9
	Réunion	62,4	66,3	66,2	65,6	64,8	64,0	59,3	54,6	49,7

nnées

25	30	35	40	45	50	55	60	65	70	75	80

OUR 10.000 NÉS VIVANTS

asculin

8.604	8.424	8.174	7.832	7.369	6.782	6.076	5.255	4.336	3.325	2.249	1.255
7.553	7.338	7.070	6.739	6.338	5.837	5.187	4.378	3.455	2.498	1.570	797
9.074	8.964	8.821	8.612	8.302	7.864	7.302	6.586	5.705	4.644	3.473	2.281
8.417	8.241	8.023	7.740	7.362	6.851	6.162	5.273	4.216	3.067	1.971	1.065
9.081	8.971	8.796	8.585	8.293	7.858	7.330	6.618	5.728	4.618	3.309	2.062
9.152	9.058	8.942	8.750	8.448	8.021	7.459	6.775	5.903	4.841	3.596	2.300
8.038	8.483	8.269	7.997	7.658	7.099	6.434	5.499	4.507	3.293	2.078	1.122

éminin

8.744	8.536	8.268	7.936	7.455	7.094	6.595	6.026	5.303	4.403	3.355	2.193
7.717	7.510	7.220	7.027	6.747	6.424	6.031	5.538	4.912	4.121	3.100	2.015
9.224	9.126	8.984	8.786	8.514	8.161	7.723	7.196	6.538	5.690	4.635	3.383
8.606	8.465	8.274	8.033	7.756	7.454	7.086	6.577	5.873	4.919	3.721	2.454
9.225	9.133	9.000	8.831	8.620	8.332	7.947	7.492	6.860	6.016	4.878	3.507
9.306	9.227	9.112	8.922	8.651	8.306	7.871	7.326	6.695	5.875	4.841	3.599
8.852	8.751	8.583	8.368	8.109	7.799	7.422	6.905	6.221	5.230	4.008	2.548

AUX ÂGES INDIQUÉS

ux personnes qui atteignent l'âge indiqué)

nasculin

38,4	34,2	30,2	26,4	22,9	19,6	16,6	13,8	11,2	8,8	6,8	5,4
36,7	32,7	28,8	25,1	21,5	18,1	15,1	12,4	10,0	7,9	6,1	4,4
43,4	38,9	34,5	30,3	26,3	22,6	19,0	15,6	12,5	10,0	7,5	5,5
38,5	34,2	30,1	26,1	22,3	18,8	15,6	12,8	10,2	8,0	6,2	4,4
43,2	38,7	34,4	30,2	26,1	22,4	18,6	15,3	12,3	9,7	7,5	5,5
43,7	39,2	34,6	30,3	26,3	22,6	19,1	15,8	12,8	10,0	7,6	5,5
38,9	34,6	30,4	26,3	22,4	19,0	15,7	12,9	10,2	8,0	6,2	4,4

Féminin

41,9	37,9	34,0	30,3	26,8	23,3	19,9	16,5	13,4	10,6	8,1	6,1
43,0	39,1	35,3	31,4	27,6	23,9	20,2	16,6	13,1	10,1	7,4	5,3
46,7	42,2	37,8	33,6	29,6	25,7	22,0	18,5	15,1	12,0	9,0	6,3
44,8	40,5	36,4	32,4	28,5	24,5	20,2	16,6	13,1	10,1	7,4	5,3
47,6	43,1	38,7	34,4	30,1	26,1	22,2	18,3	14,9	11,8	8,8	6,3
47,2	42,6	38,1	33,8	29,8	25,9	22,2	18,7	15,2	12,0	9,0	6,3
45,1	40,6	36,3	32,2	28,1	24,1	20,2	16,6	13,1	10,1	7,4	5,3

TABLEAU 1.04 - 17

Départements d'outre-mer : taux quinquennaux de fécondité
(Taux pour 100 femmes de chaque groupe d'âge)

Source : I.N.S.E.E.

Moyenne annuelle	15 à 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 34 ans	35 à 39 ans	40 à 44 ans	45 à 49 ans
			GUADELOUPE				
1965-1969	6,63	22,49	28,23	24,15	16,90	8,54	1,09
1970-1974	6,96	23,00	22,03	18,79	12,87	5,66	0,79
1975-1979 (1)	5,13	16,41	19,70	11,55	5,82	2,58	–
			MARTINIQUE				
1965-1969	5,26	20,98	26,53	23,16	16,77	8,21	1,13
1970-1974	5,68	20,72	23,29	16,57	10,79	4,94	0,63
1975-1979 (1)	4,48	13,99	16,45	10,60	4,33	2,15	–
			GUYANE				
1965-1969	11,06	21,53	24,60	18,21	12,22	5,42	0,67
1970-1974	12,04	27,59	20,34	15,42	9,80	4,21	0,48
1975-1979 (1)	9,92	20,78	16,67	8,47	6,11	2,63	–

(1) Estimations.

TABLEAU 1.04 - 18

Départements d'outre-mer
Taux de reproduction
(Taux pour 100 femmes)

Source : I.N.S.E.E.

Année	Guadeloupe		Martinique		Réunion	
	Taux brut	Taux net	Taux brut	Taux net	Taux brut	Taux net
1963	286	258	274	254	336	292
1964	274	247	274	254	335	291
1965	278	251	287	266	337	292
1966	289	261	265	245	320	278
1967	269	243	253	233	303	263
1968	269	243	252	234	292	253
1969	248	224	219	203	266	231
1970	236	209	228	210	226	196

TABLEAU 1.04 - 19

Polynésie française : mouvement naturel de la population

Source : I.N.S.E.E.

Année (ou moyenne annuelle)	Population en milieu de période (en milliers)	Nombre				Taux pour 1.000			
		Nés vivants	Décédés au total	Décédés de moins d'un an	Excédent des naissances sur les décès	Natalité	Mortalité	Accrois-sement naturel	Mortalité infantile (non rectifié)
1949-1953	63,5	2.607	1.126	...	1.481	41,1	17,7	23,3	...
1954-1958	74,2	3.233	867	...	2.366	43,2	11,7	31,5	..
1959-1963	82,8	3.664	896	316	2.768	44,2	10,8	33,4	86
1964-1968	95,2	4.380	995	223	3.385	46,0	10,5	35,5	51
1969	112,0	4.597	977	235	3.620	41,0	8,7	32,3	51
1970	110,0	4.390	1.065	207	3.325	37,8	9,2	28,6	47
1971	120,5	4.368	1.023	196	3.345	36,2	8,5	27,7	45
1972	124,0	4.334	958	...	3.376	35,0	7,7	27,3	...
1973	127,5	4.202	940	...	3.262	33,0	7,4	25,6	...
1974	131,5	4.307	897	...	3.410	32,8	6,8	25,9	...

TABLEAU 1.04 - 20

Nouvelle-Calédonie : bilan démographique

Source : I.N.S.E.E.

Année	Population en milieu de période	Nombre			Taux pour 1000		
		Nés vivants	Décédés au total	Décédés de moins d'un an	Natalité	Mortalité	Mortalité infantile (non rectifiée)
1971	120.000	4.126	1.044	131	34,4	8,7	31,7
1972	125.500	4.383	1.185	227	34,9	9,4	51,8
1973	128.500	4.393	999	172	34,2	7,8	39,2
1974	131.000	4.202	1.045	176	32,1	8,0	41,9
1975	133.000	4.115	923	142	30,9	6,9	34,5
1976	134.500	3.902	1.052	135	29,0	7,8	34,6
1977	136.000	3.928	923	112	28,9	6,8	28,5
1978	137.500	3.698	916	110	26,9	6,7	30,2
1979	138.800	3.754	1.026	93	27,0	7,4	...
1980	...	3.668	1.008	99	...	...	...
1981	...	3.843	866	...	...	...	...

SOURCES DE DOCUMENTATION

1. PUBLICATIONS DE L'I.N.S.E.E.

Les Collections de l'I.N.S.E.E., série D :

— n° 23 : « Données de démographie régionale vers 1968 »;
— n° 31 : « Données de démographie générale. Population. Mortalité. 1931-1971 »;
— n° 41 : « Données de démographie générale. Nuptialité. 1931-1973 »;
— n° 49 : « Tables de mortalité de la population de la France pour la période 1966-1970 »;
— n° 75 : « Mortalité infantile des générations 1961-1970 »;
— n° 77 : « La situation démographique. Années 1977-1978 ».
— n° 82 : « Données de démographie régionale vers 1975 »;
— n° 88 : « La situation démographique en 1979 ».

Bulletin mensuel de statistique (numéros de mars, juin, septembre et décembre) : statistiques de l'état civil.

— Annuaire statistique de la Martinique 1973-1976.
— Annuaire statistique de la Guadeloupe 1971-1976.

2. AUTRES PUBLICATIONS

— « 9e rapport sur la situation démographique de la France », *Population,* 1980, n° 3.
— « Le mariage dans la société française », I.N.E.D., *Travaux et documents,* cahier n° 73.
— « Le divorce en France », La documentation française, Paris 1973.
— « Statistiques démographiques 1978 » *Eurostat.*

Chapitre 1.05

Mouvements migratoires

1. Migrations intérieures

2. Migrations extérieures

1. *Migrations intérieures*

Les migrations intérieures sont difficiles à appréhender et, bien qu'on ait beaucoup plus d'informations depuis 1962, on ne possède pas de statistiques complètes sur ce sujet.

Lors du recensement de la population de 1962, on a posé une question sur la résidence au 1er janvier 1954. Au recensement de 1968, la même question a été posée concernant la résidence au 1er janvier 1962. Au dernier recensement de 1975, il en a été de même pour la résidence au 1er janvier 1968.

On peut donc, par comparaison des résidences à chacune de ces dates, étudier les résultats des migrations intérieures pour les trois périodes intercensitaires. Les enfants nés entre deux recensements ont reçu comme résidence antérieure fictive celle de leur mère.

Dans l'édition 1978 de l'Annuaire, on a reproduit les premiers résultats du recensement de 1975 sur les migrations interrégionales de population totale (tableau 1, p. 55) et de population active (tableau 2, p. 57) entre le 1er janvier 1968 et le 20 février 1975 et personnes en provenance de hors métropole, ainsi que les bilans migratoires régionaux de population totale entre le 1er janvier 1968 et le 20 février 1975 (tableau 3, p. 58).

Le tableau 1 ci-après, tiré également des résultats du recensement de 1975, donne les principales caractéristiques des migrations selon les régions. Le tableau 2 décrit les migrations entre catégories de commune au recensement de 1975.

On trouvera dans les diverses éditions de l'annuaire les principaux résultats des périodes intercensitaires précédentes : l'annuaire de 1967 pour la période 1954-1962, l'annuaire de 1970-1971 pour la période 1962-1968. La bibliographie indiquée à la fin de ce chapitre contient quelques titres d'ouvrages spécialisés consacrés aux migrations intercensitaires.

D'autres informations relatives aux migrations sont disponibles dans les services de documentation des observatoires économiques régionaux.

2. *Migrations extérieures*

Les données proviennent essentiellement de deux sources :

— le recensement de la population, par dépouillement des réponses à la question sur la résidence au 1er janvier de l'année du précédent recensement;

— les statistiques obtenues par enregistrement des entrées d'étrangers et, pour ce qui est des Algériens et des ressortissants d'Afrique noire francophone, des entrées et des sorties.

21. MIGRATIONS EXTÉRIEURES D'APRÈS LE RECENSEMENT

La question sur la résidence au 1er janvier 1968 a permis de déterminer le nombre de personnes qui, recensées le 20 février 1975 sur le territoire métropolitain, y sont arrivées depuis le 1er janvier 1968, soit 1.677.110, dont 1.137.450 étrangers. Le détail par sexe et nationalité de ces immigrants a été fourni dans le tableau 4, p. 66 de l'édition 1978. D'autres renseignements sont disponibles. On se reportera aux publications spécialisées signalées dans la bibliographie.

22. MIGRATIONS ENTRE LA FRANCE ET L'ALGÉRIE
(Tableau 3)

La *Direction des renseignements généraux* du Ministère de l'intérieur effectue un comptage des arrivées et départs de passagers civils algériens dans les ports et aéroports de la France continentale et de la Corse. Les hommes de plus de 16 ans (17 ans jusqu'en 1970) sont comptés à part.

Cette statistique fait la distinction entre porteurs de carte O.N.A.M.O. (carte délivrée par l'Office national algérien de la main-d'œuvre après contrôle médical), titulaires de la carte de résidence et titulaires de passeport (1). Le gouvernement algérien a décidé le 20 septembre 1973 d'interrompre l'entrée en France de travailleurs algériens porteurs d'une carte O.N.A.M.O. En conséquence, les mouvements ne concernent plus que les titulaires d'un certificat de résidence et les porteurs de passeport.

23. MIGRATIONS ENTRE LA FRANCE ET L'AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE
(Tableau 4)

Les entrées et les sorties du territoire national des ressortissants des pays d'Afrique noire francophone donnent lieu également à un comptage aux principaux points de débarquement aérien et maritime assurant les liaisons directes avec l'Afrique. Le solde annuel de ces mouvements est indiqué dans le tableau 4.

(1) Le décret n° 69-243 du 18 mars 1969 porte publication de l'accord du 27 décembre 1968, complété par un protocole d'accord, signé à Alger entre les gouvernements français et algérien, relatif à la circulation, à l'emploi et au séjour en France des ressortissants algériens.

24. AUTRES MIGRATIONS ÉTRANGÈRES
(Tableaux 5 à 8)

Pour celles-ci, il n'existe pas de statistiques complètes étant donné, notamment, l'impossibilité de connaître les sorties de France. On ne dispose donc que de statistiques partielles.

L'Office national d'immigration (O.N.I.) est chargé d'introduire et de placer les travailleurs salariés étrangers autres qu'algériens.

En principe, tous les étrangers venant chercher un emploi en France, sauf les commerçants, doivent passer par l'intermédiaire de l'O.N.I.; mais y échappent, notamment, les personnes non actives, les étudiants, les touristes.

En outre, un certain nombre d'étrangers entrent clandestinement en France, mais leur situation est régularisée par la suite, toujours par l'intermédiaire de l'O.N.I., et, pour cette raison, les tableaux 5 à 8 concernent l'ensemble des travailleurs introduits ou contrôlés (réguliers ou régularisés) et les membres de leurs familles.

Le gouvernement français a décidé en juillet 1974 de suspendre provisoirement l'introduction des travailleurs étrangers et des familles (hormis quelques exceptions justifiées); mais depuis le 1er juillet 1975, l'immigration familiale est de nouveau autorisée. Ces mesures ne s'appliquent pas aux travailleurs et aux familles originaires des pays membres de la Communauté Économique Européenne non plus qu'aux travailleurs saisonniers.

Depuis le 9 novembre 1968, date de la mise en application du règlement nº 1612/68 du 15 octobre 1968 de la Communauté Économique Européenne relatif à la libre circulation, les employeurs français et les salariés italiens sont libres de recourir, ou non, à l'intervention de l'O.N.I. Pour les pays du Marché Commun autres que l'Italie, l'O.N.I. n'intervient pas. Toutefois, la délivrance d'une carte de séjour étant soumise à une visite médicale préalable, l'O.N.I. peut, par ce biais, établir des statistiques d'entrées de travailleurs salariés en provenance des pays du Marché Commun.

TABLEAU 1.05 - 1

Principales caractéristiques des migrations selon les régions

Source : I.N.S.E.E.

Région	Population en 1975	Proportion de personnes qui, en 1968, habitaient : Un autre logement	Une autre commune	Une autre région française *	Un pays étranger	Taux d'émigration intérieure	Proportion de migrants Venus d'une région voisine	Partis pour une région voisine
Ile-de-France	9.876.665	55,3	42,0	9,2	6,0	10,9	28,2	31,7
Champagne - Ardenne	1.337.460	51,3	29,6	8,7	2,7	11,1	73,1	59,9
Picardie	1.680.505	50,4	31,5	10,8	2,3	10,7	77,7	65,2
Haute-Normandie	1.598.350	51,9	32,2	8,8	1,6	8,8	60,3	53,4
Centre	2.150.800	51,2	34,5	12,9	2,7	10,0	72,9	65,9
Basse-Normandie	1.305.885	49,8	33,0	8,9	1,0	10,8	39,8	42,4
Bourgogne	1.574.540	49,4	31,6	10,8	2,7	10,1	74,9	69,4
Nord - Pas-de-Calais	3.913.250	45,5	27,0	3,1	1,6	6,5	25,5	18,6
Lorraine	2.325.435	48,3	30,4	5,5	3,0	9,1	32,9	22,6
Alsace	1.519.525	45,8	26,9	6,3	4,0	4,9	39,1	25,1
Franche-Comté	1.060.850	50,1	31,3	7,7	4,0	9,9	54,1	51,7
Pays de la Loire	2.768.125	48,2	28,1	7,9	1,2	7,4	41,4	40,5
Bretagne	2.594.925	46,5	26,8	7,8	1,0	6,9	22,7	26,8
Poitou - Charentes	1.526.595	47,0	29,6	9,2	1,4	10,0	40,7	43,9
Aquitaine	2.547.645	48,3	32,1	9,1	2,3	8,1	28,5	29,5
Midi - Pyrénées	2.264.725	46,2	28,3	8,8	2,3	8,1	39,6	38,4
Limousin	741.285	43,1	25,2	9,6	1,6	9,4	43,9	49,2
Rhône - Alpes	4.795.820	53,4	34,4	7,5	3,8	5,9	42,3	52,6
Auvergne	1.333.285	46,2	28,5	7,8	2,4	8,9	49,6	51,4
Languedoc - Roussillon	1.788.425	50,1	28,7	11,3	3,1	9,7	46,1	56,4
Provence - Alpes - Côte d'Azur	3.676.210	55,4	32,4	12,8	3,9	7,0	24,4	33,2
France entière (1)	**52.599.430**	**50,5**	**32,6**	**8,7**	**3,2**	**8,7**	**41,0**	**41,0**

* Ou taux d'immigration intérieure. — (1) Y compris les résultats de la Corse.

TABLEAU 1.05 - 2

Migrations entre catégories de commune au recensement de 1975

Source : I.N.S.E.E.

Catégories de commune	Population en 1975	Immigrants	Émigrants	Solde migratoire	Taux d'immigration (1)	Taux d'émigration (1)	Solde migratoire relatif (1)
Communes rurales :							
Hors Z.P.I.U. (2)	8.663.180	1.142.910	1.656.205	- 513.295	13,2	19,1	- 5,9
Appartenant à des Z.P.I.U.	5.548.205	1.425.395	1.090.070	+ 335.325	25,7	19,7	+ 6,0
ommunes urbaines de :							
Moins de 5.000	2.869.380	753.130	646.210	+ 106.920	26,3	22,5	+ 3,7
5.000 à 9.999	2.588.950	646.875	592.615	+ 54.260	25,0	22,9	+ 2,1
10.000 à 19.999	2.464.225	617.560	547.065	+ 70.495	25,1	22,2	+ 2,9
20.000 à 49.999	3.622.070	826.860	785.055	+ 41.805	22,8	21,7	+ 1,2
50.000 à 99.999	3.541.415	781.730	699.930	+ 81.800	22,1	19,8	+ 2,3
100.000 à 199.999	4.434.645	903.830	802.920	+ 100.910	20,4	18,1	+ 2,3
200.000 à 1.999.999	10.319.735	1.431.895	1.310.475	+ 121.420	13,9	12,7	+ 1,2
Agglomération parisienne	8.547.625	849.885	1.249.525	- 399.640	9,9	14,6	- 4,7
Ensemble	**52.599.430**	**9.380.070**	**9.380.070**	**-**	**17,8**	**17,8**	**-**

(1) Immigrants, émigrants et solde migratoire sont rapportés à la population de 1975 dans chaque catégorie de commune. — (2) Z.P.I.U. : « Zones de peuplement industriel ou urbain ».

TABLEAU 1.05 - 3

Mouvements de passagers civils algériens entre la France et l'Algérie

Source : Ministère de l'intérieur (Direction des renseignements généraux)

Années	Arrivées en France				Départs vers l'Algérie	
	Total	dont : hommes de plus de 16 ans	dont : titulaires de la carte de résidence	dont : porteurs de carte O.N.A.M.O.	Total	dont : hommes de plus de 16 ans
1971	409.317	356.232	306.270	41.373	372.476	321.269
1972	409.146	343.810	307.053	21.599	385.372	327.618
1973	476.016	396.498	349.125	21.392	434.814	367.717
1974	549.890	446.934	428.442	///	541.767	446.572
1975	592.458	473.498	453.756	///	595.986	480.192
1976	609.811	472.958	462.922	///	646.857	496.578
1977	775.907	596.817	533.921	///	774.430	570.541
1978	821.478	602.854	552.137	///	819.845	577.752
1979	970.244	696.378	546.239	///	913.373	641.341
1980	1.185.280	835.057	581.967	///	1.098.879	749.942
1981	1.338.674	931.513	439.892	///	1.239.550	829.173

TABLEAU 1.05 - 4

Mouvements migratoires entre la France et l'Afrique noire francophone

(Soldes des entrées et des sorties)

Source : Ministère du travail

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Solde global	+ 16.581	+ 24.579	+ 23.281	+ 29.285	– 6.167	+ 26.109	+ 48.053
Répartition par catégorie :							
Africains résidant en France	+ 331	+ 2.989	+ 3.518	+ 5.355	– 15.449	– 8.396	– 2.074
Nouveaux immigrants(1)	+ 1.556	+ 686	+ 865	+ 1.376	+ 1.000	+ 602	+ 622
Touristes	+ 4.067	+ 4.364	+ 4.799	+ 3.705	+ 2.604	+ 17.921	+ 30.513
Catégories diverses (2)	+ 10.627	+ 16.540	+ 14.099	+ 18.849	+ 5.678	+ 15.982	+ 18.992

(1) Travailleurs et membres de famille entrant pour la première fois en France, en possession des documents requis par les accords de circulation ou d'établissement pour exercer une activité salariée et accompagner ou rejoindre un chef de famille. — (2) Diplomates, fonctionnaires et assimilés, étudiants et leurs familles.

TABLEAU 1.05 - 5

Étrangers et travailleurs salariés de la Communauté économique européenne introduits par l'O.N.I., par nationalité

Source : O.N.I.

Nationalité	Travailleurs permanents et membres de leurs familles						Travailleurs saisonniers
	Nombre de familles (1)	Nombre total de personnes (1)	Travailleurs	Membres des familles (1)			
				Total (2)	dont		
					Conjoints	Enfants	
Allemande	–	1.278	1.278	–	–	–	–
Belge	–	1.019	1.019	–	–	–	193
Espagnole	447	718	114	604	290	187	93.751
Italienne	–	2.760	2.760	–	–	–	32
Marocaine	5.891	14.106	504	13.602	5.490	7.886	12.923
Portugaise	3.322	5.138	274	4.864	2·496	2.077	10.666
Tunisienne	1.985	3.543	163	3.380	1.915	1.429	1.605
Turque	2.203	8·457	1.373	7.084	2.011	5.009	–
Yougoslave	237	·982	620	362	198	154	275
Autres	5.944	21.389	9.265	12.124	5.375	6.481	991
Total année 1980	**20.029**	**59.390**	**17.370**	**42.020**	**17.775**	**23.223**	**120.436**
Année 1979	*19.865*	*56.695*	*17.395*	*39.300*	*17.547*	*20.730*	*124.715*
Année 1978	*21.099*	*58.479*	*18.356*	*40.123*	*18.458*	*20.525*	*122.658*
Année 1977	*26.958*	*75.074*	*22.756*	*52.318*	*23.843*	*26.997*	*112.116*
Année 1976	*29.071*	*84.326*	*26.949*	*57.377*	*25.071*	*30.628*	*121.474*
Année 1975	*27.911*	*77.415*	*25.591*	*51.824*	*22.862*	*27.097*	*124.126*
Année 1974	*35.284*	*132.499*	*64.461*	*68.038*	*28.082*	*36.947*	*131.783*
Année 1973	*37.748*	*204.702*	*132.055*	*72.647*	*30.068*	*38.881*	*142.458*
Année 1972	*37.660*	*173.029*	*98.074*	*74.955*	*30.882*	*30.412*	*144.492*
Année 1971	*39.798*	*217.500*	*136.004*	*81.496*	*33.233*	*44.802*	*137.197*
Année 1970	*37.145*	*255.192*	*174.240*	*80.952*	*31.563*	*46.027*	*135.058*

(1) A partir du 1er janvier 1975, les familles des travailleurs C.E.E. ne figurent plus dans la statistique.
(2) Y compris les ascendants et collatéraux.

TABLEAU 1.05 - 6

Travailleurs de la Communauté et étrangers permanents introduits par l'O.N.I. par âge, sexe et état matrimonial

Source : O.N.I.

Age	Ensemble des travailleurs	Hommes		Femmes	
		Total	dont : mariés	Total	dont : mariées
Moins de 20 ans	1.095	765	16	330	16
20 à 24 ans	4.618	2.851	372	1.767	236
25 à 29 ans	4.471	3.208	1.268	1.263	382
30 à 34 ans	2.967	2.320	1.475	647	243
35 à 39 ans	1.620	1.307	988	313	145
40 à 44 ans	1.109	902	740	207	115
45 ans et plus	1.490	1.205	1.043	285	141
Total année 1980	**17.370**	**12.558**	**5.902**	**4.812**	**1.278**
Année 1979	*17.395*	*12.197*	*5.713*	*5.198*	*1.392*
Année 1978	*18.356*	*13.158*	*5.825*	*5.198*	*1.452*
Année 1977	*22.756*	*16.389*	*7.098*	*6.367*	*1.706*
Année 1976	*26.949*	*19.802*	*8.429*	*7.147*	*1.917*
Année 1975	*25.591*	*18.116*	*7.725*	*7.475*	*1.817*
Année 1974	*64.461*	*52.653*	*27.179*	*11.808*	*3.779*

TABLEAU 1.05 - 7

Travailleurs de la Communauté et étrangers permanents introduits par l'O.N.I., par activité économique, profession et nationalité

Source : O.N.I.

Situation professionnelle	1975	1976	1977	1978	1979	1980									
						Allemands	Espagnols	Italiens	Marocains	Portugais	Tunisiens	Turcs	Yougo-slaves	Autres	Total
Activité économique (1)															
Forêts	474	204	126	47	49	3	1	14	–	6	–	3	–	9	36
Agriculture, pêche	890	1.054	511	266	297	28	5	36	21	25	1	4	1	134	255
Combustibles minéraux solides	1.479	818	564	57	11	1	–	3	–	–	–	–	2	–	6
Autres industries extractives	68	43	32	21	19	–	–	5	–	–	–	–	–	6	11
Production et transformation des métaux (2)	1.996	3.392	3.115	2.803	2.343	183	22	326	13	13	4	18	3	1.273	1.855
Verre et matériaux de construction	202	239	174	109	117	7	3	14	–	1	–	3	–	70	98
Bâtiment et travaux publics	3.656	4.008	2.643	1.573	1.345	38	6	755	21	66	12	14	6	388	1.306
Autres industries	2.560	3.502	3.317	3.198	3.144	130	9	259	291	29	73	1.283	590	2.204	4.868
Commerce	6.132	6.215	5.498	4.651	4.377	365	18	786	52	30	31	30	8	2.507	3.827
Services	3.532	3.189	2.391	1.326	9		4	128	26	71	6	2	–	417	697
Autres activités (3)	4.602	4.285	4.385	4.305	4.738	480	46	434	80	33	36	16	10	3.276	4.411
Total	**25.591**	**26.949**	**22.756**	**18.356**	**17.395**	**1.278**	**114**	**2.760**	**504**	**274**	**163**	**1.373**	**620**	**10.284**	**17.370**
Profession															
Manœuvres	6.028	6.136	4.481	2.768	1.686	35	4	277	38	34	9	16	1	681	1.095
Ouvriers spécialisés	9.768	12.321	11.378	8.903	8.097	417	23	1.377	405	178	118	1.313	604	5.315	9.750
Ouvriers professionnels	6.267	6.190	4.965	3.806	4.476	530	18	905	31	38	12	11	6	1.973	3.524
Cadres et techniciens	3.528	2.302	1.932	2.879	3.136	296	69	201	30	24	24	33	9	2.315	3.001
Total	**25.591**	**26.949**	**22.756**	**18.356**	**17.395**	**1.278**	**114**	**2.760**	**504**	**274**	**163**	**1.373**	**620**	**10.284**	**17.370**

(1) D'après la nomenclature utilisée par l'O.N.I. — (2) Y compris : sidérurgie, fonderie et travail des métaux, construction mécanique, automobile, électrique, navale, aéronautique et armement. — (3) Transports, banques, assurances, professions libérales et administrations.

TABLEAU 1.05 - 8

Travailleurs étrangers saisonniers introduits par l'O.N.I., par métier et nationalité

Source : O.N.I.

Métier	1975	1976	1977	1978	1979	1980					
						Belges	Espagnols	Italiens	Marocains	Portugais	Toutes nationalités (1)
Ouvriers agricoles :											
Betteraviers	4.802	2.833	2.079	1.462	1.155	2	485	23	152	231	894
Vendangeurs	80.307	75.688	68.918	72.508	72.009	–	66.531	–	3	895	67.429
Riziculteurs	114	45	42	34	28	–	28	–	–	–	28
Forestiers	902	885	1.074	1.200	1.586	–	414	–	344	1.265	2.031
Autres	32.691	36.601	34.530	42.643	44.442	34	24.558	–	11.419	7.333	44.698
Non agricoles	5.310	5.422	5.473	4.811	5.495	157	1.735	9	1.005	942	5.356
Ensemble	**124.126**	**121.474**	**112.116**	**122.658**	**124.715**	**193**	**93.751**	**32**	**12.923**	**10.666**	**120.436**

(1) Y compris les nationalités non mentionnées dans les colonnes précédentes.

SOURCES DE DOCUMENTATION

— *Recensement de 1962. Migrations 1954-1962*, I.N.S.E.E., Paris 1973.

— « Les migrations entre régions et au niveau catégories de communes de 1954 à 1962 », *Les Collections de l'I.N.S.E.E.*, série D, nº 4.

— « Les migrations intercensitaires de 1962 à 1968 », *Les Collections de l'I.N.S.E.E.*, série D, nº 39.

— « L'immigration en France en 19.. », supplément annuel au *Bulletin mensuel des statistiques du travail*, publié par le Ministère du travail et de la participation (Direction de la population et de l'émigration).

— « La politique de l'immigration », Conseil économique et social. *Avis et rapports*, nº 6 du 23 mai 1975.

— « L'immigration étrangère en France de 1945 à 1973 », I.N.E.D., *Travaux et documents*, cahier nº 71.

— *Statistiques de l'immigration*, publication annuelle de l'O.N.I.

— *Les étrangers en France*, publication annuelle du Ministère de l'intérieur (Direction de la réglementation et du contentieux).

— Principaux résultats du recensement de 1975, *Les Collections de l'I.N.S.E.E.*, série D, nº 52.

— Les étrangers au recensement de 1975, *La documentation française*, Paris 1977.

— *Le dossier de l'immigration*, Ministère du travail et de la participation, Secrétariat d'État à la condition des travailleurs immigrés, Paris, novembre 1978.

— « Les migrations intérieures entre 1968 et 1975 », *Économie et statistique*, nº 107, janvier 1979.

— « Démographie, immigration, naturalisation », *La documentation française*, Paris, juin 1980.

— Recensement général de la population de 1975 : nationalité, *Les Collections de l'I.N.S.E.E.*, série D, nº 83.

— L'immigration en France en 1980, Rapport du S.O.P.E.M.I., O.C.D.E. Paris, juillet 1981.

Chapitre 1.06

Acquisitions et pertes de la nationalité française

1. Actes juridiques recensés
2. Acquisitions de la nationalité française
3. Pertes et refus d'acquisition de la nationalité française

1. Actes juridiques recensés

Les actes juridiques relatifs à la nationalité française faisant l'objet des présentes statistiques concernent uniquement les acquisitions et pertes contrôlées par le *Ministère du travail* (Direction de la population et des migrations).

La législation sur la nationalité a fait l'objet, ces dernières années, de modifications importantes.

La loi nº 73-42 du 9 janvier 1973 qui a complété et modifié *le Code de la nationalité française* tel qu'il résultait de l'ordonnance nº 45-244 du 19 octobre 1945 et la loi nº 74-631 du 5 juillet 1974 fixant à 18 ans l'âge de la majorité, qui a modifié certaines dispositions de ce Code, règlent actuellement les questions d'acquisition et de perte de la nationalité française.

2. Acquisitions de la nationalité française

Les acquisitions de la nationalité française contrôlées comprennent les acquisitions par décret et les déclarations de nationalité, à l'exclusion des acquisitions accordées de plein droit dans certaines circonstances (atteinte de la majorité, incorporation dans l'armée, adoption plénière).

Les acquisitions par décret.

Elles concernent des étrangers qui en font la demande et remplissent certaines conditions, mais le Gouvernement est toujours libre d'accorder ou de refuser cette faveur. Elles se divisent en trois catégories :

— les naturalisations proprement dites;
— les réintégrations de certains Français ayant perdu la nationalité française;
— les enfants mineurs bénéficiant des décrets de naturalisation ou de réintégration de leurs parents.

Les déclarations de nationalité.

Elles sont souscrites par des étrangers remplissant certaines conditions; c'est un droit accordé à ces personnes et le Gouvernement ne peut s'y opposer que pour un motif explicitement prévu par la loi. On distingue :

— les déclarations en vue d'acquérir la nationalité française : enfant né en France de parents étrangers et résidant depuis cinq ans en France; enfant adopté ou recueilli et élevé en France; conjoint d'un Français; personne ayant joui de la possession d'état de Français pendant les dix dernières années;
— les déclarations de réintégration réservées à certains Français d'origine ayant perdu la nationalité française et qui ont conservé ou acquis avec la France des liens manifestes;
— les déclarations de réintégration visant les originaires des territoires d'outre-mer ayant accédé à l'indépendance;
— les déclarations en vue de renoncer à la faculté de répudier la nationalité française : certains enfants d'étrangers naissent français mais ont le droit de répudier la nationalité française dans les six mois qui précèdent leur majorité; cependant ils peuvent renoncer par avance à user de ce droit.

3. Pertes et refus d'acquisition de la nationalité française

Les pertes et refus d'acquisition de la nationalité française contrôlés se divisent en trois catégories :

— les pertes de la nationalité française résultant d'une demande des intéressés : déclarations de perte souscrites par des Français qui vont acquérir ou ont acquis une nationalité étrangère, déclarations de répudiation (enfants français dans certaines conditions; conjoint français d'un étranger), options suisses, décrets de perte de la nationalité française (libération de l'allégeance française);
— les pertes de la nationalité française prononcées par le Gouvernement : retraits d'office, déchéances;
— les refus d'acquisition de la nationalité française : déclarations pour décliner la nationalité française, décrets d'opposition à l'acquisition.

Il faut noter que depuis la mise en vigueur de la loi du 9 janvier 1973, il n'y a plus de perte automatique de la nationalité française par acquisition d'une nationalité étrangère, sauf exception prévue par la Convention du Conseil de l'Europe du 6 mai 1963.

TABLEAU 1.06-1

Acquisitions de la nationalité française par nature juridique

Source : Ministère du travail

Année	Ensemble des résidences (1)						dont France métropolitaine					
	Ensemble des acquisitions	Acquisitions par décret				Acquisitions par déclaration	Ensemble des acquisitions	Acquisitions par décret				Acquisitions par déclaration
		Total	Naturalisés	Réintégrés	Mineurs (2)			Total	Naturalisés	Réintégrés	Mineurs (2)	
1971	39.989	32.554	20.531	952	11.071	7.435	39.029	31.714	20.035	944	10.735	7.315
1972	35.254	27.851	17.235	823	9.793	7.403	34.370	27.122	16.770	814	9.538	7.248
1973	33.616	26.651	17.434	761	8.456	6.965	32.990	26.216	17.140	753	8.323	6.774
1974	35.983	24.028	16.241	711	7.076	11.955	34.671	23.652	15.994	701	6.957	11.019
1975	41.400	26.674	18.006	1.021	7.647	14.726	39.666	26.120	17.644	1.007	7.469	13.546
1976	(3) 45.203	30.667	20.140	1.538	8.989	(3) 14.536	43.078	29.915	19.691	1.508	8.716	13.163
1977	(4) 48.082	32.906	21.610	1.676	9.620	(4) 15.176	45.631	32.056	21.069	1.654	9.333	13.575
1978	(4) 50.938	34.105	22.439	1.670	9.996	(4) 16.833	48.656	33.407	22.064	1.552	9.791	15.249
1979	(3) 46.896	30.982	20.164	1.562	9.256	(3) 15.914	44.486	30.194	19.651	1.553	8.990	14.292
1980	(3) 52.123	31.504	20.203	1.977	9.324	(3) 20.619	49.168	30.750	19.714	1.968	9.068	18.418
1981	(3) 54.015	34.400	21.541	2.811	10.048	(3) 19.615	53.159	33.561	20.997	2.800	9.764	19.598

(1) France métropolitaine et autres pays de résidence. — (2) Compris aux décrets des parents. — (3) Non compris les déclarations en vue de renoncer à la faculté de répudier la nationalité française. — (4) Non compris les déclarations en vue de renoncer à la faculté de répudier la nationalité française te les déclarations de reconnaissance de la nationalité française.

TABLEAU 1.06-2

Acquisitions de la nationalité française par nationalité antérieure
[*Ensemble des résidences*] (1)

Source : Ministère du travail

Nationalité antérieure	1976		(3) 1977		(3) 1978		1979		1980		1981	
	Ensemble des acquisitions	dont par décret	Ensemble des acquisitions	dont par décret	Ensemble des acquisitions	dont par décret	Ensemble des acquisitions	dont par décret	Ensemble des acquisitions	dont par décret	Ensemble des acquisitions	dont par décret
Algériens	1.239	824	1.387	921	1.613	987	1.908	1.198	2.789	1.688	...	2.499
Allemands	614	240	683	355	630	281	495	217	506	171	...	233
Américains des U.S.A.	110	24	161	41	126	30	120	22	126	22	...	19
Arméniens	121	121	96	96	157	157	118	118	110	110	...	127
Autrichiens	84	42	54	16	69	41	57	30	47	20	...	25
Belges	667	325	692	353	663	344	601	276	622	271	...	255
Britanniques	461	218	500	230	532	255	479	240	475	230	...	323
Bulgares	77	49	78	36	66	35	70	38	53	23	...	47
Chinois	233	152	315	230	346	228	352	224	365	206	...	191
Égyptiens	151	51	163	64	148	45	145	48	190	61	...	46
Espagnols	9.924	7.122	9.544	6.826	9.371	6.269	8.263	5.465	8.448	5.191	...	5.672
Grecs	324	182	279	155	326	180	322	181	355	156	...	126
Hongrois	278	192	289	212	278	180	228	164	181	111	...	93
Italiens	9.372	6.322	9.602	6.513	9.922	6.916	7.684	5.200	7.031	4.479	...	3.866
Libanais	475	301	807	605	540	311	740	521	972	679	...	653
Luxembourgeois	21	4	30	8	23	12	31	20	20	4	...	10
Marocains	1.955	1.445	1.998	1.478	1.728	1.080	1.977	1.249	2.394	1.446	...	1.889
Néerlandais	89	50	87	52	123	75	85	46	80	30	...	16
Polonais	1.864	1.276	1.923	1.351	2.023	1.469	1.591	1.125	1.614	946	...	1.025
Portugais	5.552	4.197	6.224	4.615	8.603	6.762	7.769	6.064	8.452	6.315	...	6.135
Roumains	286	213	281	185	260	154	234	155	199	122	...	109
Russes	158	89	202	128	208	135	144	85	178	80	...	116
Suisses	538	148	576	155	570	110	527	102	565	89	...	106
Syriens	253	176	293	220	269	159	223	134	305	174	...	245
Tchécoslovaques	185	125	204	151	170	106	157	120	158	88	...	70
Tunisiens	1.822	1.404	2.012	1.620	1.912	1.432	1.887	1.368	2.038	1.395	...	1.340
Turcs	189	135	240	185	277	172	301	210	389	250	...	340
Vietnamiens	2.648	2.493	2.681	2.394	2.416	2.050	1.890	1.621	1.836	1.560	...	2.007
Yougoslaves	1.364	978	1.452	1.098	1.384	977	1.273	960	1.379	983	...	1.020
Divers	4.149	1.769	8.492	2.613	9.345	3.153	7.225	3.781	9.348	4.604	...	5.797
Ensemble	**(2)45.203**	**30.667**	**(2)51.345**	**32.906**	**(2)54.098**	**34.105**	**46.896**	**30.982**	**(4) 52.123**	**31.504**	**54.015**	**34.400**

(1) France métropolitaine et autres pays de résidence. — (2) Non compris les acquisitions par déclaration en vue de renoncer à la faculté de répudier la nationalité française. — (3) Y compris les déclarations de reconnaissance de la nationalité française (personnes françaises qui veulent le rester : 3.263 en 1977 et 3.160 en 1978, comprises dans les nationalités « Algériens » et « divers »). — (4) Y compris 898 acquisitions par déclarations, non réparties par nationalité.

TABLEAU 1.06 - 3

Naturalisés et réintégrés (1) par sexe et âge

(*France métropolitaine*)

Source : Ministère du travail

Groupe d'âge	1975		1976		1977		1978		1979		1980	
	Ensemble	dont sexe masculin	Ensemble	dont sexe masculin	Ensemble	dont sexe masculin	Ensemble	dont sexe masculin	Ensemble	dont sexe masculin	Ensemble	dont sexe masculin
Moins de 21 ans	1.884	1.039	2.358	1.319	2.181	1.229	2.347	1.257	2.120	1.126	2.121	1.074
21 à 24 ans	1.298	677	1.532	775	1.654	797	1.768	814	1.646	720	1.929	799
25 à 29 ans	1.633	975	1.767	947	1.895	1.001	1.859	896	1.797	799	2.056	887
30 à 34 ans	2.288	1.542	2.574	1.646	2.871	1.808	3.077	1.844	2.748	1.611	3.064	1.758
35 à 39 ans	2.815	1.869	2.945	1.869	3.098	1.948	3.162	1.948	2.798	1.681	2.977	1.767
40 à 49 ans	4.728	3.028	5.259	3.333	5.642	3.559	5.779	3.644	5.098	3.148	4.999	3.121
50 à 59 ans	2.427	1.521	2.789	1.753	3.228	1.957	3.367	2.052	2.963	1.812	2.750	1.737
60 à 69 ans	1.167	670	1.425	793	1.516	847	1.490	834	1.319	697	1.185	656
70 ans et plus	411	235	550	319	638	352	767	404	715	368	601	327
Total	**18.651**	**11.556**	**21.199**	**12.754**	**22.723**	**13.498**	**23.616**	**13.693**	**21.204**	**11.962**	**21.682**	**12.126**
dont : naturalisés	17.644	10.907	19.691	11.916	21.069	12.591	22.064	12.870	19.651	11.143	19.714	11.121

(1) A l'exclusion des mineurs compris aux décrets des parents.

TABLEAU 1.06 - 4

Naturalisés et réintégrés (1) par sexe et situation de famille

(*France métropolitaine*)

Source : Ministère du travail

Situation de famille	1976		1977		1978		1979		1980		1981	
	Ensemble	dont sexe masculin	Ensemble	dont sexe masculin	Ensemble	dont sexe masculin	Ensemble	dont sexe masculin	Ensemble	dont sexe masculin	Ensemble	dont sexe masculin
Célibataires	5.827	3.259	5.985	3.318	6.275	3.332	5.844	3.020	6.360	3.248	8.030	4.005
Mariés dont le conjoint :												
— est Français	4.341	4.114	4.391	4.189	4.261	4.045	3.380	3.176	3.251	3.046	2.901	2.669
— devient Français	9.605	4.858	10.864	5.336	11.153	5.647	10.204	5.150	10.397	5.228	10.909	5.492
— reste étranger	170	103	260	163	365	220	313	180	287	160	398	204
Veufs	639	118	790	134	847	156	806	155	690	126	613	123
Divorcés ou séparés	617	302	433	358	715	293	657	281	697	318	946	373
Total	**21.199**	**12.754**	**22.723**	**13.498**	**23.616**	**13.693**	**21.204**	**11.962**	**21.682**	**12.126**	**23.797**	**12.866**
dont : naturalisés	19.691	11.916	21.069	12.591	22.064	12.870	19.651	11.143	19.714	11.121	20.997	11.531

(1) A l'exclusion des mineurs compris aux décrets des parents.

TABLEAU 1.06 - 5

Acquisitions de la nationalité française par déclaration de nationalité

[*Ensemble des résidences*] (1)

Source : Ministère du travail

Nature des déclarations	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Déclarations en vue d'acquérir la nationalité française :						
Souscrites par des conjoints de nationalité française (art. 37-1 du Code de la nationalité française)	9.181	9.885	10.849	10.044	13.767	13.209
Souscrites par des personnes étant en possession d'état de Français (art. 57-1 du Code de la nationalité française)	294	240	298	284	345	355
Souscrites par des mineurs (art. 52 et 55 du Code de la nationalité française)	4.107	4.198	4.623	4.245	4.836	4.600
Souscrites en vertu d'articles divers	954	853	1.063	1.341	1.671	1.451
Total	**14.536**	**15.176**	**16.833**	**15.914**	**20.619**	**19.615**
Déclarations en vue de renoncer à la faculté de répudier la nationalité francaise (art. 19, 24 et 30 du Code de la nationalité française)	43	53	39	20	26	19
Ensemble des déclarations de nationalité	**14.579**	**15.229**	**16.872**	**15.934**	**20.645**	**19.634**

(1) France métropolitaine et autres pays de résidence.

TABLEAU 1.06 - 6

Pertes et refus d'acquisition de la nationalité française

[*Ensemble des résidences*] (1)

Source : Ministère du travail

Nature des actes juridiques	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Pertes et refus d'acquisition prononcés à la demande des intéressés :						
Déclarations en vue de décliner ou de répudier la nationalité française	551	734	856	931	1.263	1.720
Déclarations de perte de la nationalité française (art. 87 du Code de la nationalité française)	144	126	138	109	150	126
Options suisses (convention franco-suisse du 23 juillet 1879)	7	6	7	35	25	6
Libérations de l'allégeance française (art. 9 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 — art. 91 du Code de la nationalité française)	966	895	225	350	461	253
Pertes prononcées par le Gouvernement :						
Dechéances de la nationalité française (art. 98 et suivants du Code de la nationalité française)	–	–	–	–	*r* 1	–
Retraits d'office de la nationalité française (art. 96 et 97 du Code de la nationalité française)	–	–	–	–	–	–
Oppositions en vertu des articles 39, 46 et 57 du Code de la nationalité française	14	23	21	–	*r* 11	39
Total	**1.682**	**1.784**	**1.247**	**1.425**	***r* 1.911**	**2.144**

(1) France métropolitaine et autres pays de résidence.

SOURCES DE DOCUMENTATION

— Ministère du travail, Service des études et de la statistique, Direction de la population et des migrations, Sous-direction des naturalisations, 1, place de Fontenoy, 75700 Paris. Tél. : 567.55.44.

Publications diverses :

— «La réforme du droit de la nationalité, loi du 9 janvier 1973», *Notes et études documentaires*, nº 4115. du 30 septembre 1974, édité par La documentation française.

TITRE 2

Population et Conditions de vie

Chapitre 2.01

Population active Emploi

1. Évaluation annuelle de la population active
2. Agents de l'Etat et des collectivités locales
3. Le Travail intérimaire
4. Durée du travail de la main-d'œuvre
5. Marché du travail, grèves
6. Accidents du travail
7. Départements d'outre-mer

1. Évaluation annuelle de la population active

(tableaux 1 et 2)

Selon les conventions adoptées depuis le recensement de 1954, la population active comprend les personnes employées, c'est-à-dire celles qui déclarent exercer une activité professionnelle rémunérée et les personnes disponibles à la recherche d'un emploi. Le tableau 1 montre l'évolution depuis 1971 de la participation à l'activité économique des personnes en âge de travailler.

11. LA POPULATION EMPLOYÉE

(tableaux 3 et 4)

Ce chapitre fournit les dernières estimations disponibles concernant la population employée, par groupe d'activités économiques (secteur d'établissements).

La prise en compte du recensement de population de mars 1975 comme nouvelle base des séries d'emploi et le changement de nomenclature d'activité économique ont entraîné une procédure de révision des séries publiées jusqu'à présent. Les séries d'emploi présentées, constituent les résultats définitifs de la rétropolation en nomenclature N.A.P. 40.

Les séries publiées sont établies à partir des résultats du sondage au 1/5 tirés du recensement de la population de mars 1975 auxquels sont appliqués des indicateurs d'évolution issus essentiellement des statistiques de l'U.N.E.D.I.C. (1) [Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce].

L'U.N.E.D.I.C. produit depuis 1961, au 31 décembre de chaque année, des statistiques d'effectifs de salariés relevant du régime des A.S.S.E.D.I.C. (1) [Associations pour l'emploi dans l'industrie et le commerce], classés par activité économique et par sexe. Le champ d'application de ce régime est assez vaste pour que les indications statistiques ainsi fournies soient utilisables pour l'estimation de l'emploi. Aussi les principales données concernant l'emploi se répartissent-elles de la façon suivante :

- Statistiques des A.S.S.E.D.I.C. permettant d'obtenir des estimations de l'emploi à la fin de chaque année;
- Statistiques fournies par le *Ministère du travail*, en particulier par son enquête trimestrielle sur l'activité de la main-d'œuvre. Cette enquête de conjoncture permet, d'une part de compléter le champ des activités relevant du régime A.S.S.E.D.I.C., d'autre part de calculer les évaluations, en moyenne annuelle, qui sont utilisées par la Comptabilité nationale;
- Statistiques de source I.N.S.E.E. provenant principalement des recensements de la population de mars 1962, mars 1968, et mars 1975.

(1) En mai 1959, un régime d'allocation spéciale aux travailleurs sans emploi a été instauré. Des organismes paritaires, les A.S.S.E.D.I.C., fédérés dans l'Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (U.N.E.D.I.C), sont habilités à verser les allocations à certains chômeurs dont le contrat de travail doit, en général, avoir été rompu du fait de l'employeur.

Les recensements de la population fournissent, notamment, une répartition de la population employée (par conséquent, chômeurs et militaires du contingent exclus) suivant le sexe et l'activité économique principale des établissements employeurs, dont le regroupement constitue dans ce paragraphe les *secteurs d'établissements.*

La Comptabilité nationale utilise pour ses travaux, en particulier dans le *Rapport sur les comptes de la Nation,* un cadre légèrement différent : celui des branches dont la définition a été donnée dans « Présentation de la Comptabilité nationale française » (*Collections de l'I.N.S.E.E.,* 1976, nº 51, série C); alors que le secteur d'établissements regroupe les établissements ayant la même activité principale, la branche est l'activité qui élabore un produit et un seul parmi une nomenclature de biens et services.

La nomenclature par secteur d'établissements constitue, sur le plan statistique, le point de passage obligé pour toute estimation dans le cadre des branches. La répartition de la population employée par branche résultant d'un passage secteur-branche à travers une matrice fixe sur plusieurs années, les résultats sont moins précis que ceux établis dans le cadre des secteurs. La répartition de la population employée par secteur résulte d'une ventilation de la population selon le numéro d'activité économique de l'établissement dans lequel chaque travailleur est occupé.

La méthode utilisée pour établir l'estimation de la population salariée suivant le sexe et le secteur d'établissements au 31 décembre de chaque année repose essentiellement sur :

— les évolutions annuelles fournies par l'U.N.E.D.I.C.;

— les enquêtes sur l'emploi et certaines statistiques de caisses de prévoyance et assurances sociales, d'entreprises publiques, pour estimer les salariés non couverts par l'U.N.E.D.I.C. : secteur public, agriculture, services non marchands.

Par ailleurs, les non-salariés sont estimés à partir des indications fournies par des caisses de retraite, des statistiques des caisses d'assurances sociales agricoles et de l'enquête emploi.

12. LE NIVEAU DE CHÔMAGE

Jusqu'en 1975, la mesure du chômage retenue était la *Population disponible à la recherche d'un emploi,* ensemble des individus qui se déclaraient, à l'enquête sur l'emploi ou au recensement, être sans emploi et en rechercher un. La réalisation régulière de l'enquête sur l'emploi et les progrès réalisés quant à la fiabilité de ses résultats permettent maintenant de retenir la définition du chômage recommandée par le *Bureau international du travail.* Pour être classé comme chômeur, quatre conditions sont essentielles :

— être dépourvu d'emploi;
— être à même de travailler;
— chercher un travail rémunéré;
— être en quête de ce travail.

L'enquête sur l'emploi dénombre les chômeurs répondant à ces critères, traduits en pratique dans le questionnaire de la façon suivante : ne pas avoir travaillé pendant la semaine de référence, être disponible pour travailler immédiatement, chercher un travail salarié, avoir fait un acte de recherche pendant le mois précédant l'enquête. Le principe de cette mesure est décrit dans le nº 73 d'*Économie et Statistique :* « Le chômage d'après l'enquête emploi d'avril 1975 », par B. Seys.

Outre l'intérêt de permettre les comparaisons internationales, la mesure du chômage au sens de la définition du *Bureau international du travail* présente l'avantage d'être fondée sur des critères factuels, de ne pas faire appel à l'appréciation personnelle des individus sur leur situation et de ne pas dépendre directement de la réglementation et des institutions en matière sociale. Il n'en est pas de même de la série des demandeurs d'emploi inscrits à l'*Agence nationale pour l'emploi* et de celle des bénéficiaires de l'Aide publique ou de l'Assurance-chômage qui dépendent en effet du comportement des personnes en chômage et de la législation sociale. Ces dernières ont cependant le mérite d'apporter des informations plus fines, notamment au niveau régional et local, et de permettre le suivi conjoncturel grâce à leur périodicité mensuelle.

2. *Agents de l'État et des collectivités locales* *(tableaux 5 à 9)*

Le dernier recensement général des agents de l'État et des collectivités locales, réalisé par voie de questionnaires, date de mars 1969. Depuis cette date, un système d'information statistique utilisant les fichiers automatisés de paie des administrations a été mis en place pour les personnels de l'État et des établissements publics nationaux.

Les données sont collectées tous les deux ans et concernent à la fois l'emploi et les salaires. Outre les renseignements sur les rémunérations, les principales informations étudiées sont : l'affectation (ministère, service), le lieu de travail, le sexe, l'âge et le lieu de naissance, le statut (titulaire, contractuel, auxiliaire, militaire...); la catégorie statutaire (A, B, C, D) le grade et la catégorie socio-professionnelle. Les derniers résultats disponibles portent sur l'année 1978.

Les personnels des collectivités locales sont étudiés à travers diverses enquêtes réalisées à des dates différentes par l'I.N.S.E.E., le Ministère de l'intérieur et le Ministère de la santé. Le tableau 9 présente la synthèse de ces différentes sources pour une date moyenne de 1976 : certaines données sont plus anciennes (hôpitaux généraux), d'autres plus récentes (communes). Les enquêtes du Ministère de la santé sont annuelles, celles de l'I.N.S.E.E. et du Ministère de l'intérieur (Paris, personnels communaux et départementaux et divers) ont une fréquence (variable) plus faible (de 3 à 5 ans). Toutes ces enquêtes sont limitées à la connaissance de l'emploi : elles n'apportent aucune information sur les salaires.

3. *Le travail intérimaire*

31. DÉFINITION

L'opération de travail intérimaire consiste à mettre à la disposition provisoire d'entreprises clientes des salariés que, en fonction d'une qualification convenue, l'entreprise de travail intérimaire embauche et rémunère à cet effet.

Le travail intérimaire est temporaire à deux titres :

— la durée du travail chez l'utilisateur est convenue à l'avance, limitée dans le temps et, selon la loi, la « mission » doit avoir une durée inférieure à six mois;

— le contrat de travail liant le salarié intérimaire à l'entreprise de travail intérimaire est également temporaire et d'une durée égale à celle de la « mission ».

L'entreprise de travail temporaire s'engage vis-à-vis de l'entreprise cliente sur une durée du travail et une qualification du personnel intérimaire et non sur la fourniture d'une prestation précise de biens ou services. Le personnel intérimaire effectue le travail sous la direction et la responsabilité de l'entreprise utilisatrice.

Ces caractéristiques jointes à la durée temporaire du contrat de travail permettent de distinguer le travail intérimaire des autres formes de mise à disposition de personnel : travail en régie (par exemple pour l'entretien, le nettoyage, le gardiennage...), délégation de personnel (une entreprise met un de ses salariés « permanents » à la disposition, temporaire ou permanente, d'une autre entreprise appartenant en général au même groupe)...

32. LES ENTREPRISES DE TRAVAIL TEMPORAIRE

Le travail intérimaire n'a pris un développement important en France qu'à la fin des années soixante. La progression de ce type d'emplois a été depuis très forte. D'après les statistiques de l'U.N.E.D.I.C., les entreprises de travail intérimaire employaient, au 31 décembre 1980, près de 200.000 personnes.

Devant ce développement, les pouvoirs publics ont réagi en réglementant la profession par la loi du 3 janvier 1972 (complétée par le décret de janvier 1973) puis par l'ordonnance du 5 février 1982 (complétée par les décrets nº 82-197 et nº 82-198 du 26 février 1982 relatifs aux formalités administratives et au taux de l'indemnité de précarité d'emploi) prévue pour une durée de trois ans. Ces mesures ont pour but de limiter le recours aux emplois temporaires, de protéger les salariés intérimaires, de moraliser la profession.

La loi spécifie que l'activité de travail temporaire est exclusive, « toute activité de travail temporaire s'exerçant en dehors d'une telle entreprise est interdite ».

L'ordonnance limite les cas de recours au travail temporaire dans les cas suivants :

— absence temporaire ou suspension du contrat de travail d'un salarié (maternité, formation...);

— survenance de la fin d'un contrat de travail à durée indéterminée, dans l'attente de l'entrée en service effectif du salarié appelé à remplacer celui dont le contrat a pris fin;

— travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents;

— surcroît exceptionnel et temporaire d'activité excluant les travaux saisonniers amenés à se répéter chaque année (tourisme, industries agricoles et alimentaires) et les augmentations cycliques d'activité sur de courtes périodes (réparation navale par exemple).

La loi de 1972 a entraîné la disparition de certaines entreprises. Depuis, leur nombre a de nouveau progressé. On dénombre ainsi dans le fichier des entreprises de travail temporaire tenu par le Ministère du travail (1), 1.614 entreprises gérant 3.793 établissements au 31 décembre 1979. La plupart des entreprises n'ont qu'un seul établissement. L'activité du travail temporaire est le fait, d'une part, d'un grand nombre de petites entreprises, souvent à durée d'existence relativement courte, gérant un ou deux établissements, d'autre part, d'un nombre restreint de grosses entreprises possédant un rayonnement important, de par la multiplicité de leurs agences; les 39 entreprises ayant au moins 10 établissements regroupent 1.320 agences. Les régions Ile-de-France, Rhône-Alpes et Provence, Alpes, Côte d'Azur regroupent les trois quarts des entreprises; notamment 48 % des entreprises et 37 % des établissements ont leur siège social à Paris.

Les établissements de travail temporaire se concentrent dans les zones très industrialisées ou les grands centres urbains.

Près de la moitié des contrats sont destinés à des établissements industriels et 20 % à des établissements du bâtiment.

La durée des missions prévue par les agences de travail temporaire est en moyenne de 3,8 semaines depuis 1975. Une enquête réalisée en avril 1977 par le Ministère du travail a montré que la durée effective était nettement supérieure (5,9 semaines en moyenne en 1976).

33. LES TRAVAILLEURS INTÉRIMAIRES

Le travail temporaire a connu ses premiers développements dans les années 60 en offrant aux entreprises gênées à l'époque par la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, le personnel rare qu'elles recherchaient. Le personnel intérimaire géré par les entreprises de travail temporaire était alors un personnel de techniciens, ouvriers qualifiés et employés de bureau. L'évolution de la demande des entreprises s'est traduite par un accroissement de la part des ouvriers dans la population des intérimaires, notamment des ouvriers non qualifiés. Ceux-ci représentent en 1979 près des trois quarts du travail fourni, ce qui constitue une fréquence beaucoup plus grande que pour l'ensemble des salariés. Inversement, on constate un développement moindre de l'intérim parmi les employés et cadres. Il est difficile d'apprécier l'importance de la qualification des travailleurs intérimaires et particulièrement des employés, les agences d'intérim ayant tendance à surestimer la qualification du personnel envoyé dans les entreprises.

La représentation des femmes parmi les intérimaires diminue et devient inférieure à ce qu'elle est pour l'ensemble des actifs. Cette évolution est parallèle au moindre développement de l'intérim parmi la catégorie très féminisée des employés.

---

(1) Fichier entaché d'incertitude : les cessations d'activité ne sont pas toujours signalées et certains mouvements sont parfois connus avec retard.

4. *Durée du travail de la main-d'œuvre*

Les tableaux 14 à 16 sont établis à partir de l'enquête trimestrielle du *Ministère du travail* sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre dans les établissements occupant plus de dix salariés. La durée du travail relevée dans ces enquêtes est la durée hebdomadaire moyenne constatée pendant la première semaine du trimestre et jugée « normale », c'est-à-dire notamment sans jours fériés; cette durée moyenne prend en considération les horaires divers éventuellement pratiqués, quels qu'en soient les motifs : heures supplémentaires exceptionnelles, chômage partiel ou chômage total provisoire. La durée du travail est relevée, d'une part, pour l'ensemble du personnel « ouvriers et employés » et, d'autre part, pour le personnel « ouvriers », comme il est indiqué aux tableaux 14 à 16.

Seules figurent les données brutes : ce sont celles qui correspondent à la réalité économique vécue par les agents. Cependant, la durée du travail de la main-d'œuvre est, comme la plupart des phénomènes économiques, affectée de variations saisonnières systématiques qui peuvent être d'une plus ou moins grande ampleur. Il est bien connu que l'hiver détermine un ralentissement de l'activité du bâtiment. L'appréciation de la situation économique impose de bien distinguer dans une variation ce qui est le simple effet de la saison de ce qui est véritablement un changement dans la situation économique. La compréhension des tendances de l'économie ne peut donc se faire que par la prise en considération des données corrigées des variations saisonnières.

Le lecteur intéressé se reportera au *Bulletin mensuel de statistique* (I.N.S.E.E.) de février 1967 et aux bulletins ultérieurs dans lesquels des données, corrigées des variations saisonnières, ont été publiées pour la période 1956-1981.

5. *Marché du travail - Grèves* (1)

En dehors du nombre de bénéficiaires des allocations de chômage établi par l'U.N.E.D.I.C., les autres données ayant servi à établir les tableaux ci-après sont recueillies par les *Directions départementales du travail et de la main-d'œuvre* qui regroupent les renseignements des différentes agences locales pour l'emploi; ces renseignements sont centralisés et exploités sur le plan national par la *Division de la statistique et des études du Ministère du travail.*

Le tableau 17 présente, pour les dernières années, les principaux résultats sur le chômage et les demandes et offres d'emploi. Des résultats plus détaillés sont repris dans les tableaux 18 à 20.

Les *demandes d'emploi en fin de mois* concernent les travailleurs sans emploi recensés dans les agences locales pour l'emploi à la fin de chaque mois; les travailleurs pourvus d'un emploi mais désireux de changer d'employeur sont exclus. Le développement de l'*Agence nationale pour l'emploi* permet, depuis 1968, de mieux recenser les personnes recherchant un emploi. Il en est résulté une « dérive statistique » de l'indicateur du chômage que constitue la série des demandes d'emploi dont l'effet s'est fait sentir jusqu'au début 1975.

Les *offres d'emploi en fin de mois* sont les offres déposées par les employeurs dans les agences locales pour l'emploi et qui, au dernier jour du mois, n'ont pas encore été satisfaites. Comme la série des demandes d'emploi, celle des offres d'emploi a été l'objet d'une dérive statistique jusqu'au début 1975.

Ces statistiques sont publiées, en données corrigées des variations saisonnières, dans le *Bulletin mensuel de statistique* (I.N.S.E.E.) depuis avril 1967.

Les statistiques du chômage indemnisé présentées dans le tableau 17 correspondent, jusqu'en 1978, au système d'indemnisation du chômage existant jusqu'au 1er juillet 1979.

Dans ce système, l'aide publique était versée aux travailleurs sans emploi, inscrits comme demandeurs d'emploi, satisfaisant à certaines conditions d'âge, d'aptitude au travail, d'activité préalable et de privation d'emploi, et ne disposant pas de ressources supérieures à un certain barème.

Les *associations pour l'emploi dans l'industrie et le commerce* (A.S.S.E.D.I.C.) sont habilitées à verser des allocations à certains salariés dont le contrat de travail vient à être rompu. Dans l'ancien système d'indemnisation, les bénéficiaires devaient être âgés de moins de 65 ans, être inscrits à l'A.N.P.E., et avoir travaillé pendant trois mois au moins au cours des douze mois précédant la cessation d'activité, dans une ou plusieurs entreprises relevant du régime assurance-chômage des A.S.S.E.D.I.C. Quelques cas particuliers étaient prévus, notamment pour les personnes n'ayant jamais été salariées dans une entreprise relevant du régime des A.S.S.E.D.I.C. ou n'ayant été salariées que pendant une durée insuffisante (ainsi les jeunes gens libérés du service militaire légal depuis moins de six mois).

Ce régime qui couvrait déjà la presque totalité des entreprises de l'industrie et du commerce, à l'exception de certaines entreprises nationales, a été étendu, à partir du 1er janvier 1968, à l'ensemble des entreprises soumises à la fiscalité sur les salaires (mises à part les entreprises agricoles et les professions domestiques).

A partir du 1er juillet 1979, un nouveau mode d'indemnisation du chômage a été instauré et a entraîné une rupture des séries publiées jusqu'à présent. Dans ce nouveau régime, les travailleurs privés d'emploi, âgés de moins de 65 ans, peuvent prétendre à l'une des prestations suivantes servies par les A.S.S.E.D.I.C. :

— allocation de base : elle est versée aux salariés licenciés pour motif non économique, ou ayant démissionné pour raisons légitimes, recherchant un emploi et physiquement aptes. Elle comprend une partie proportionnelle au salaire (42 %) et une partie fixe (32 F par jour en avril 1982); elle ne peut être inférieure à 86 F par jour (avril 1982).

---

(1) Les définitions précises et les éléments de méthodologie relatifs au marché du travail et aux grèves sont exposés de façon plus complète dans le supplément méthodologique au Bulletin mensuel de statistique de l'I.N.S.E.E. (édition décembre 1965), chapitre : Emploi de la main-d'œuvre. Un nouveau supplément a été publié en octobre 1975.

— allocation spéciale : elle est attribuée aux salariés licenciés pour motif économique recherchant un emploi et physiquement aptes. Comme pour l'allocation de base, la recherche d'emploi est justifiée jusqu'en 1982 par l'inscription à l'A.N.P.E. Elle comprend une partie proportionnelle au salaire, dégressive chaque trimestre et une partie fixe (32 F par jour en avril 1982). Elle ne peut être inférieure à 75 % du salaire antérieur le premier trimestre, puis 70 %, 65 % et 60 % les trois trimestres suivants et dans tous les cas, ne peut être inférieure à 107 F par jour (avril 1982).
— allocation de fin de droits. Elle est versée lorsque le chômeur indemnisé ne reçoit plus les allocations précédentes, le cas échéant prolongées par une décision des A.S.S.E.D.I.C. Elle est de 32 F par jour (avril 1982) et peut être versée dans la limite de la durée maximale d'indemnisation (3 ans pour les moins de 50 ans et 5 ans à partir de 50 ans).
D'autre part, une allocation forfaitaire est versée à certaines catégories de personnes qui ne réunissent pas les conditions pour obtenir les allocations précédentes (jeunes et femmes seules notamment). Son montant varie de 32 F à 65 F par jour (avril 1982) selon les catégories.

Le Fonds national pour l'emploi créé le 18 décembre 1963 et financé sur fonds publics a pour mission de faciliter l'adaptation des travailleurs salariés aux nouveaux emplois créés par l'économie.

Outre des allocations d'aide à la reconversion, le Fonds verse, depuis 1969, des « allocations spéciales » qui sont destinées aux salariés de 60 à 65 ans déclarés inaptes au reclassement. Elles permettent de maintenir 80 à 90 % de la rémunération antérieure. Il s'agit donc d'une préretraite ou retraite anticipée accordée dans les zones en déséquilibre d'emploi ou lors de licenciements collectifs.

De plus, l'accord national interprofessionnel du 27 mars 1972 instituant une « garantie de ressources » pour les chômeurs licenciés âgés de plus de 60 ans est entré en application le 22 mai 1972. Le bénéfice de cette allocation a été étendu en juin 1977 aux personnes âgées de « 60 ans et plus » démissionnant de leur emploi. Les bénéficiaires de ce régime ne sont plus comptabilisés avec les demandeurs d'emploi en fin de mois. Aussi sont-ils désormais exclus de la statistique des demandeurs d'emploi en fin de mois ainsi que de celle du chômage indemnisé (aide publique et assurance-chômage des A.S.S.E.D.I.C.). Les bénéficiaires étaient au nombre de 314.900 fin décembre 1981.

Le tableau 20 est établi à l'aide des fiches dressées par les Directions départementales du travail et de la main-d'œuvre lors de l'octroi aux établissements d'indemnités de *chômage partiel.*

Le tableau 21 présente la situation des conflits du travail. Il est établi à l'aide de renseignements recueillis par les inspecteurs du travail ou par les personnes qui en remplissent les fonctions. La statistique porte sur l'ensemble des activités en Métropole, à l'exclusion de l'agriculture et des agents de l'État et des Collectivités locales.

6. *Accidents du travail*

Le tableau 22 indique la répartition des accidents du travail et des maladies professionnelles par comité technique. Celui-ci est un organisme paritaire chargé des problèmes de tarification et de prévention des accidents du travail.

Chaque comité technique national a compétence, en ce qui concerne les accidents du travail et les maladies professionnelles, dans une des quinze catégories d'activités économiques. Celles-ci correspondent à un regroupement des activités économiques de l'I.N.S.E.E.

7. *Départements d'outre-mer* *(tableau 23)*

Les taux d'activité sont calculés en rapportant dans chaque groupe d'âges les actifs (employés ou non) à l'effectif total du groupe d'âge. Les personnes n'ayant pas répondu, si elles sont actives ou non (activité non déclarée) sont donc exclues du calcul des taux d'activité. Les effectifs d'activité non déclarée ont cependant été fournis comme test de qualité des réponses.

Ont été considérées comme actives, les personnes qui, la *semaine précédant leur recensement :*

— ont exercé une activité rémunératrice (même si la personne était en congé annuel payé ou en congé maladie).
— ont cherché du travail.

TABLEAU 2.01 - 1

Taux d'activité (1), au sens du recensement, par sexe et groupe d'âge quinquennal

Situation à la date de l'enquête

Source : I.N.S.E.E. (enquête emploi)

Unité : en %

Âge en années révolues au 1er janvier	1971		1972		1973		1974 (2)		1975		1976		1977		1978		1979		1980		1981	
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
De 15 à 19 ans.....	34,8	24,4	32,3	23,3	29,8	22,7	29,3	21,8	29,6	23,0	27,5	21,3	27,1	20,9	25,2	18,9	25,9	19,4	25,7	18,1	24,2	17,1
De 20 à 24 ans.....	81,0	64,0	81,8	65,1	82,7	65,2	82,3	65,8	81,3	65,7	81,9	67,3	80,9	67,5	80,1	66,9	80,2	67,6	80,2	66,9	78,1	66,9
De 25 à 29 ans.....	95,4	56,5	96,4	58,1	95,9	61,0	96,3	62,4	95,6	63,3	95,2	63,9	95,4	66,7	95,2	67,4	95,4	68,7	95,2	69,5	95,0	69,0
De 30 à 34 ans.....	98,6	48,6	98,9	51,0	99,0	52,7	98,8	55,8	98,7	58,0	98,3	58,8	98,4	60,6	98,5	62,8	98,5	65,1	98,3	65,3	98,3	66,5
De 35 à 39 ans.....	98,9	46,8	99,0	49,0	99,0	51,0	98,6	52,8	98,5	55,3	98,5	56,1	98,3	58,1	98,2	59,8	98,4	61,7	98,5	63,0	98,3	65,1
De 40 à 44 ans.....	98,0	49,2	98,2	49,1	98,1	50,4	97,8	52,2	97,9	54,2	97,9	55,7	97,4	56,4	97,9	57,2	97,9	59,2	97,8	60,7	97,9	62,8
De 45 à 49 ans.....	96,9	50,6	97,0	51,9	97,0	52,0	97,0	53,7	96,5	54,1	96,5	54,9	96,4	56,3	95,9	56,2	95,9	57,3	96,8	57,7	96,7	57,9
De 50 à 54 ans.....	94,4	48,6	93,8	50,1	93,7	51,2	93,6	50,9	93,6	51,5	93,5	50,9	93,6	51,4	93,2	51,2	93,2	52,7	93,2	54,3	92,8	56,0
De 55 à 59 ans.....	82,0	44,5	82,0	45,0	82,3	42,9	82,0	43,6	82,9	43,3	82,5	44,2	83,5	45,8	82,1	45,3	82,0	45,8	80,9	46,8	79,8	46,5
De 60 à 64 ans.....	64,7	32,7	63,4	32,7	61,8	32,5	60,4	31,2	54,5	29,4	50,3	27,1	47,6	27,2	43,6	23,9	43,7	23,9	46,9	27,1	42,4	24,9
De 65 à 69 ans.....	25,3	12,5	24,9	12,9	22,8	11,8	21,6	11,4	19,3	10,6	18,2	10,5	16,7	9,2	16,0	8,7	13,6	7,8	11,9	6,0	10,7	5,4
De 70 à 74 ans.....	11,0	6,0	9,5	5,4	8,5	4,7	8,2	4,0	8,2	3,7	7,7	3,5	6,6	3,1	6,5	2,8	5,2	3,2	4,8	2,2	4,9	2,3
De 75 ans et plus.....	4,3	2,1	4,4	1,9	3,7	2,0	3,4	1,7	3,6	1,8	2,9	1,5	2,9	1,5	2,9	1,4	2,1	1,3	2,3	1,3	2,0	1,2
Ensemble.....	**73,2**	**38,6**	**72,7**	**39,1**	**72,1**	**39,6**	**71,8**	**40,2**	**72,2**	**40,8**	**71,8**	**41,2**	**71,3**	**42,1**	**70,8**	**42,1**	**70,8**	**43,1**	**70,8**	**43,4**	**70,2**	**43,7**

(1) Rapport de la population employée + population disponible à la recherche d'un emploi (niveau comparable au niveau du chômage aux différents recensements) sur la population totale. — (2) Changement de méthode de l'enquête emploi.

TABLEAU 2.01 - 2

Population active : actifs occupés et chômeurs

Source : I.N.S.E.E.

Unité : millier

Année	r Salariés (1)			Chômeurs (2)			Non salariés (1)	r Population active totale
	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble	Ensemble	Ensemble
1970.....	10.498,2	5.702,0	16.200,2	193,3	316,9	510,2	4.388,4	21.098,8
1971.....	10.589,8	5.868,4	16.458,2	215,0	354,0	569,0	4.237,0	21.264,2
1972.....	10.675,4	6.045,8	16.721,2	229,5	365,8	595,3	4.084,3	21.400,8
1973.....	10.847,8	6.254,5	17.102,3	213,2	363,2	576,4	3.966,2	21.644,9
1974.....	10.956,2	6.411,2	17.367,4	226,4	388,5	614,9	3.867,3	21.849,6
1975.....	10.789,2	6.449,3	17.238,5	389,0	513,0	902,0	3.775,5	21.916,0
1976.....	10.829,4	6.610,8	17.440,2	402,3	591,0	993,3	3.720,6	22.154,1
1977 (3)..... *a*)	10.882,4	6.774,5	17.656,9	450,8	653,7	1.104,5	3.684,5	22.445,9
b)				■ 432,5	■ 641,1	■ 1.073,4	3.684,5	22.414,8
1978.....	10.857,4	6.905,8	17.763,2	497,2	685,3	1.182,5	3.654,6	22.600,3
1979.....	10.813,7	6.981,6	17.795,3	567,5	787,1	1.354,6	3.626,8	22.776,7
1980.....	10.789,2	7.047,8	17.837,0	582,4	869,4	1.451,8	3.594,2	22.883,0

(1) *Effectifs d'ensemble :* somme de moyennes arithmétiques pondérées des résultats au 1er janvier, 1er avril, 1er juillet, 1er octobre (secteurs marchands non agricoles) et de moyennes arithmétiques simples des résultats au 31 décembre de l'année $(n - 1)$ et au 31 décembre de l'année n (secteur agricole et secteurs non marchands). *Effectifs par sexe :* moyennes arithmétiques simples des résultats au 31 décembre de l'année $n - 1$ et au 31 décembre de l'année n, calées sur les effectifs d'ensemble obtenus par la méthode décrite précédemment. — (2) Chômage au sens de la définition du Bureau international du travail. Moyennes arithmétiques pondérées des résultats au 1er janvier, 1er avril, 1er juillet, 1er octobre de l'année n et au 1er janvier de l'année $(n + 1)$, obtenus en appliquant les variations des demandes d'emploi en fin de mois par sexe, au niveau du chômage au sens de la définition du Bureau international du travail observé aux différentes enquêtes sur l'emploi. — (3) Rupture de la série en 1977 en raison de la prise en compte des enquêtes sur l'emploi d'octobre pour l'estimation du chômage (série *b*).

TABLEAU 2.01 - 3

Population employée au 31 décembre *(Estimations avec rappel du recensement de 1975)*

Source : I.N.S.E.E. — *Unité :* millier

Numéro du secteur	Intitulé du secteur		Recensement de la population	31 décembre					
			Mars 1975	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
T 01	Agriculture, sylviculture, pêche	Salariés	439,9	447,9	425,3	406,0	387,9	379,2	373,1	361,6
		Non salariés	1.668,8	1.698,0	1.649,6	1.605,8	1.567,8	1.534,2	1,504,9	1.459,4
		Total	*2.108,7*	*2.145,9*	*2.074,9*	*2.011,8*	*1.955,7*	*1.913,4*	*1.878,0*	*1.821,0*
T 02	Industrie de la viande et du lait	Salariés	156,7	158,5	157,7	157,8	160,8	161,4	162,9	162,1
		Non salariés	6,3	6,3	6,1	6,0	5,9	5,8	5,7	5,5
		Total	*163,0*	*164,8*	*163,8*	*163,8*	*166,7*	*167,2*	*168,6*	*167,6*
T 03	Industrie des autres produits alimentaires	Salariés	347,4	351,6	348,6	347,3	352,8	350,4	349,8	346,8
		Non salariés	92,9	93,5	89,5	86,7	87,7	84,7	80,4	81,1
		Total	*440,3*	*445,1*	*438,1*	*434,0*	*440,5*	*435,1*	*430,2*	*427,9*
T 04	Production de combustibles minéraux solides et cokéfaction.	Salariés	85,7	86,2	84,8	80,3	74,9	69,7	64,5	61,3
		Non salariés	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
		Total	*86,0*	*86,5*	*85,1*	*80,6*	*75,2*	*70,0*	*64,8*	*61,6*
T 05	Production de pétrole et de gaz naturel	Salariés	44,5	44,9	44,1	43,7	43,6	43,0	42,5	42,7
		Non salariés	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
		Total	*44,7*	*45,1*	*44,3*	*43,9*	*43,8*	*43,2*	*42,7*	*42,9*
T 06	Électricité, gaz et eau	Salariés	170,3	170,1	171,6	173,7	175,7	179,2	182,5	185,2
		Non salariés	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8
		Total	*171,1*	*170,9*	*172,4*	*174,5*	*176,5*	*180,0*	*183,3*	*186,0*
T 07	Minerais et métaux ferreux, première transformation de l'acier.	Salariés	227,5	230,1	224,1	222,7	208,7	193,3	174,9	165,1
		Non salariés	0,9	0,9	1,0	1,1	1,1	1,2	1,3	1,4
		Total	*228,4*	*231,0*	*225,1*	*223,8*	*209,8*	*194,5*	*176,2*	*166,5*
T 08	Minerais, métaux et demi-produits non ferreux.	Salariés	66,6	67,5	65,1	66,9	76,8	78,2	79,2	79,5
		Non salariés	0,7	0,7	0,7	0,8	0,9	1,0	1,1	1,2
		Total	*67,3*	*68,2*	*65,8*	*67,7*	*77,7*	*79,2*	*80,3*	*80,7*
T 09	Production de matériaux de construction et minéraux divers.	Salariés	215,6	213,4	205,4	202,9	199,0	193,5	189,9	188,3
		Non salariés	10,6	10,7	10,6	10,7	10,7	10,8	10,6	10,6
		Total	*226,2*	*224,1*	*216,0*	*213,6*	*209,7*	*204,3*	*200,5*	*198,9*
T 10	Industrie du verre	Salariés	75,0	75,2	73,7	73,4	72,6	71,3	68,5	67,1
		Non salariés	1,3	1,3	1,3	1,4	1,4	1,5	1,5	1,6
		Total	*76,3*	*76,5*	*75,0*	*74,8*	*74,0*	*72,8*	*70,0*	*68,7*
T 11	Chimie de base, fibres artificielles et synthétiques.	Salariés	193,5	195,2	189,7	187,6	187,7	184,1	182,2	176,6
		Non salariés	1,5	1,5	1,5	1,5	1,4	1,5	1,5	1,5
		Total	*195,0*	*196,7*	*191,2*	*189,1*	*189,1*	*185,6*	*183,7*	*178,1*
T 12	Parachimie et industrie pharmaceutique	Salariés	160,6	161,6	161,5	160,9	162,7	162,6	161,9	161,2
		Non salariés	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3
		Total	*162,9*	*163,9*	*163,8*	*163,2*	*165,0*	*164,9*	*164,2*	*163,5*
T 13	Fonderie et travail des métaux	Salariés	531,0	539,7	511,6	514,7	503,5	490,2	490,2	485,3
		Non salariés	29,9	29,9	29,9	29,1	28,2	27,3	26,4	25,8
		Total	*560,9*	*569,6*	*541,5*	*543,8*	*531,7*	*517,5*	*516,6*	*511,1*
T 14	Construction mécanique	Salariés	587,0	594,7	571,6	569,2	558,3	540,4	533,8	525,2
		Non salariés	24,9	24,9	24,3	24,5	24,8	25,4	25,8	26,5
		Total	*611,9*	*619,6*	*595,9*	*593,7*	*583,1*	*565,8*	*559,6*	*551,7*
T 15 A	Construction électrique et électronique, matériels électriques et électroniques professionnels.	Salariés	472,1	475,7	463,6	469,7	470,6	466,3	462,8	459,3
		Non salariés	4,5	4,5	4,5	4,7	4,9	5,2	5,3	5,5
		Total	*476,6*	*480,2*	*468,1*	*474,4*	*475,5*	*471,5*	*468,1*	*464,8*
T 15 B	Biens d'équipement ménager	Salariés	114,8	115,9	106,7	108,2	105,5	102,1	99,6	95,6
		Non salariés	1,2	1,2	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1
		Total	*116,0*	*117,1*	*107,8*	*109,3*	*106,6*	*103,2*	*100,7*	*96,7*
T 16	Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre.	Salariés	495,6	505,3	507,4	534,3	535,3	534,1	523,5	503,0
		Non salariés	3,5	3,5	3,0	3,1	3,1	3,2	3,3	3,3
		Total	*499,1*	*508,8*	*510,4*	*537,4*	*538,4*	*537,3*	*526,8*	*506,3*
T 17	Construction navale et aéronautique, armement.	Salariés	236,1	234,7	238,1	235,7	228,1	221,3	223,0	225,5
		Non salariés	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7
		Total	*237,8*	*236,4*	*239,8*	*237,4*	*229,8*	*223,0*	*224,7*	*227,2*
T 18	Industrie textile et habillement	Salariés	649,2	659,3	619,4	611,9	587,8	560,3	550,9	513,7
		Non salariés	37,6	38,5	35,7	34,2	32,5	31,1	28,6	27,0
		Total	*686,8*	*697,8*	*655,1*	*646,1*	*620,3*	*591,4*	*579,5*	*540,7*
T 19	Industrie du cuir et de la chaussure	Salariés	131,0	131,4	124,7	121,0	118,4	113,0	113,7	109,4
		Non salariés	7,1	7,3	6,9	6,3	5,9	5,9	5,5	5,3
		Total	*138,1*	*138,7*	*131,6*	*127,3*	*124,3*	*118,9*	*119,2*	*114,7*

TABLEAU 2.01 - 3 *(suite)*

Population employée au 31 décembre *(Estimations avec rappel du recensement de 1975)*

Source : I.N.S.E.E. — *Unité :* millier

Numéro de secteur	Intitulé du secteur		Recensement de la population	31 Décembre					
			Mars 1975	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
T 20	Bois, meubles, industries diverses	Salariés	343,1	350,0	334,9	340,1	340,1	333,2	331,8	322,5
		Non salariés	39,8	40,1	39,2	39,2	39,0	39,6	39,4	39.6
		Total	*382,9*	*390,1*	*374,1*	*379,3*	*379,1*	*372,8*	*371,2*	*362,1*
T 21	Industrie du papier et du carton	Salariés	143,2	145,2	138,1	137,5	132,9	128,0	126,0	122,1
		Non salariés	2,5	2,4	2,5	2,6	2,6	2,7	2,8	2,5
		Total	*145,7*	*147,6*	*140,6*	*140,1*	*135,5*	*130,7*	*128,8*	*124,6*
T 22	Imprimerie, presse, édition	Salariés	209,6	212,5	204,7	206,6	208,6	208,8	209,1	207,1
		Non salariés	12,8	12,8	12,7	12,9	13,1	13,4	13,5	13,7
		Total	*222,4*	*225,3*	*217,4*	*219,5*	*221,7*	*222,2*	*222,6*	*220,8*
T 23	Industrie du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques.	Salariés	225,4	227,9	218,7	225,7	226,3	223,3	225,2	220,4
		Non salariés	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4
		Total	*228,8*	*231,3*	*222,1*	*229,1*	*229,7*	*226,7*	*228,6*	*223,8*
T 24	Bâtiment, génie civil et agricole	Salariés	1.616,0	1.620,7	1.573,0	1.576,5	1.558,3	1.511,3	1.504,9	1.486,0
		Non salariés	290,1	290,2	286,7	292,7	300,9	311,2	317,4	326,5
		Total	*1.906,1*	*1.910,9*	*1.859,7*	*1.869,2*	*1.859,2*	*1.822,5*	*1.822,3*	*1.812,5*
T 25	Commerce de gros alimentaire	Salariés	233,2	234,2	234,5	237,7	240,1	240,7	242,1	241,0
		Non salariés	37,0	37,2	39,8	38,4	35,1	33,6	28,0	29,0
		Total	*270,2*	*271,4*	*274,3*	*276,1*	*275,2*	*274,3*	*270,1*	*270,0*
T 26	Commerce de gros non alimentaire	Salariés	520,8	523,3	526,6	540,9	551,6	552,7	565,1	573,5
		Non salariés	40,7	40,9	41.6	40,6	40,7	38,7	34,6	31,1
		Total	*561,5*	*564,2*	*568,2*	*581,5*	*592,3*	*591,4*	*599,7*	*604,6*
T 27	Commerce de détail alimentaire	Salariés	351,1	352,3	360,4	375,2	388,7	396,4	403,1	414,0
		Non salariés	207,5	208,7	208,2	199,2	189,6	191,2	191,6	190,4
		Total	*558,6*	*561,0*	*568,6*	*574,4*	*578,3*	*587,6*	*594,7*	*604,4*
T 28	Commerce de détail non alimentaire	Salariés	649,0	650,9	667,0	681,4	696,6	697,7	704,5	700,4
		Non salariés	314,6	316,5	314,3	321,6	320,5	318,3	316,9	319,9
		Total	*963,6*	*967,4*	*981,3*	*1.003,0*	*1.017,1*	*1.016,0*	*1.021,4*	*1.020,3*
T 29	Réparation et commerce de l'automobile	Salariés	'284,8	286,4	293,2	308,4	322,2	324,9	330,0	328,8
		Non salariés	73,1	73,2	75,7	72,6	74,4	82,4	83,7	82,4
		Total	*357,9*	*359,6*	*368,9*	*381,0*	*396,6*	*407,3*	*413,7*	*411,2*
T 30	Hôtels, cafés, restaurants	Salariés	337,3	339,5	345,9	355,1	369,1	376,8	386,7	396,0
		Non salariés	225,0	225,2	224,3	221,6	207,0	206,3	202,8	207,1
		Total	*562,3*	*564,7*	*570,2*	*576,7*	*576,1*	*583,1*	*589,5*	*603,1*
T 31	Transports	Salariés	807,0	812,0	802,1	814,9	818,9	820,7	825,6	825,5
		Non salariés	62,9	63,0	54,9	57,9	59,5	56,3	62,2	59,6
		Total	*869,9*	*875,0*	*857,0*	*872,8*	*878,4*	*877,0*	*887,8*	*885,1*
T 32	Télécommunications et postes	Salariés	401,2	399,8	408,4	415,3	438,5	454,1	455,5	458,8
		Non salariés	0,7	0,7	0,7	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
		Total	*401,9*	*400,5*	*409,1*	*415,9*	*439,1*	*454,7*	*456,1*	*459,4*
T 33	Services marchands rendus principalement aux entreprises.	Salariés	645,6	649,7	653,9	701,2	735,3	763,4	812,0	835,2
		Non salariés	145,6	145,8	141,0	140,8	148,0	159,1	157,5	169,0
		Total	*791,2*	*795,5*	*794,9*	*842,0*	*883,3*	*922,5*	*969,5*	*1.004,2*
T 34	Services marchands rendus principalement aux particuliers.	Salariés	1.147,0	1.153,6	1.255,9	1.342,8	1.416,6	1.482,9	1.512,0	1,534,8
		Non salariés	300,6	301,1	302,9	314,4	331,1	320,5	331,1	321,1
		Total	*1.447,6*	*1.454,7*	*1.558,8*	*1.657,2*	*1.747,7*	*1.803,4*	*1.843,1*	*1.855,9*
T 35	Location, crédit bail, immobilier	Salariés	51,6	51,4	51,0	51,8	54,5	55,1	57,2	57,1
		Non salariés	4,6	4,6	4,7	4,8	4,8	4,9	5,0	5,1
		Total	*56,2*	*56,0*	*55,7*	*56,6*	*59,3*	*60,0*	*62,2*	*62,2*
T 36	Assurances	Salariés	123,3	122,4	126,5	127,5	130,4	132,3	133,5	134,8
		Non salariés	4,3	4,2	4,5	4,8	5,1	5,4	5,8	6,1
		Total	*127,6*	*126,6*	*131,0*	*132,3*	*135,5*	*137,7*	*139,3*	*140,9*
T 37	Organismes financiers	Salariés	376,7	374,1	384,7	392,6	401,2	407,5	412,5	416,2
		Non salariés	1,6	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
		Total	*378,3*	*375,6*	*386,2*	*394,1*	*402,7*	*409,0*	*414,0*	*417,7*
T 38	Services non marchands	Salariés	3.303,2	3.285,8	3.371,0	3.431,6	3.475,3	3.528,1	3.535,2	3.584,6
		Non salariés	111,3	111,5	110,4	109,3	108,2	107,1	106,1	105,0
		Total	*3.414,5*	*3.397,3*	*3.481,4*	*3.540,9*	*3.583,5*	*3.635,2*	*3.641,3*	*3.689,6*
		Salariés	**17.169,2**	**17.250,6**	**17.245,2**	**17.550,7**	**17.715,9**	**17.731,5**	**17.801,4**	**17.773,0**
T 01 à T 38	**Total général**	**Non salariés**	**3.775,1**	**3.811,0**	**3.740,0**	**3.701,2**	**3.667,8**	**3.641,4**	**3.612,2**	**3.576,0**
		Total	**20.944,3**	**21.061,6**	**20.985,2**	**21.251,9**	**21.383,7**	**21.372,9**	**21.413,6**	**21.349,0**

TABLEAU 2.01 - 3 *(suite et fin)*

Population employée au 31 décembre *(Estimations avec rappel du recensement de 1975)*

Source : I.N.S.E.E. *Unité :* millier

Numéro de secteur	Intitulé du secteur		Recensement de la population	31 décembre						
			Mars 1975	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
	Regroupements particuliers									
T 02, T 03	Industries agricoles et alimentaires.....	Salariés	504,1	510,1	506,3	505,1	513,6	511,8	512,8	508,9
		Non salariés	99,2	99,8	95,6	92,7	93,6	90,5	86,1	86,6
		Total	*603,3*	*609,9*	*601,9*	*597,8*	*607,2*	*602,3*	*598,9*	*595,5*
T 04 à T 06	Énergie.....	Salariés	300,5	301,2	300,5	297,7	294,2	291,9	289,5	289,2
		Non salariés	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3
		Total	*301,8*	*302,5*	*301,8*	*299,0*	*295,5*	*293,2*	*290,8*	*290,5*
T 07 à T 11 T 13, T 21 T 23	Industrie des biens intermédiaires.....	Salariés	1.677,8	1.694,2	1.626,3	1.631,4	1.607,4	1.561,9	1.536,1	1.504,0
		Non salariés	50,8	50,8	50,9	50,6	49,7	49,4	48,6	48,3
		Total	*1.728,6*	*1.745,0*	*1.677,2*	*1.682,0*	*1.657,1*	*1.611,3*	*1.584,7*	*1.552,3*
T 14 à T 17	Industrie des biens d'équipement.....	Salariés	1.905,5	1.926,3	1.887,4	1.917,1	1.897,8	1.864,0	1.842,7	1.808,6
		Non salariés	35,7	35,8	34,6	35,1	35,6	36,6	37,2	38,1
		Total	*1.941,2*	*1.962,1*	*1.922,0*	*1.952,2*	*1.933,4*	*1.900,6*	*1.879,9*	*1.846,7*
T 12, T 18 à T 20, T 22	Industrie des biens de consommation.....	Salariés	1.493,5	1.514,8	1.445,2	1.440,6	1.417,5	1.377,9	1.367,2	1.314,0
		Non salariés	99,6	101,0	96,8	94,9	92,8	92,3	89,3	87,9
		Total	*1.593,1*	*1.615,8*	*1.542,0*	*1.535,5*	*1.510,3*	*1.470,2*	*1.456,5*	*1.401,9*
T 02 à T 23	Industrie non compris le bâtiment.....	Salariés	5.881,4	5.946,6	5.765,7	5.791,9	5.730,4	5.607,4	5.548,4	5.424,6
		Non salariés	286,6	288,7	279,2	274,6	273,0	270,1	262,5	262,2
		Total	*6.168,0*	*6.235,3*	*6.044,9*	*6.066,5*	*6.003,4*	*5.877,5*	*5.810,9*	*5.686,8*
T 02 à T 24	Industrie y compris le bâtiment.....	Salariés	7.497,4	7.567,3	7.338,6	7.368,3	7.288,7	7.118,7	7.053,2	6.910,6
		Non salariés	576,7	578,9	565,9	567,3	573,9	581,3	579,9	588,7
		Total	*8.074,1*	*8.146,2*	*7.904,5*	*7.935,6*	*7.862,6*	*7.700,0*	*7.633,1*	*7.499,3*
T 25 à T 28	Commerces.....	Salariés	1.754,0	1.760,7	1.788,4	1.835,2	1.876,9	1.887,4	1.914,8	1.928,9
		Non salariés	599,8	603,3	603,9	599,8	585,9	581,8	571,1	570,4
		Total	*2.353,8*	*2.364,0*	*2.392,3*	*2.435,0*	*2.462,8*	*2.469,2*	*2.485,9*	*2.499,3*
T 31, T 32	Transports et télécommunications.....	Salariés	1.208,3	1.211,8	1.210,5	1.230,2	1.257,3	1.274,7	1.281,1	1.284,3
		Non salariés	63,6	63,7	55,6	58,5	60,1	56,9	62,8	60,2
		Total	*1.271,9*	*1.275,5*	*1.266,1*	*1.288,7*	*1.317,4*	*1.331,6*	*1.343,9*	*1.344,5*
T 29, T 30 T 33, T 34	Services marchands.....	Salariés	2.414,7	2.429,2	2.549,0	2.707,5	2.843,2	2.947,9	3.040,6	3.094,7
		Non salariés	744,3	745,3	743,9	749,4	760,5	768,3	775,1	779,6
		Total	*3.159,0*	*3.174,5*	*3.292,9*	*3.456,9*	*3.603,7*	*3.716,2*	*3.815,7*	*3.874,3*
T 25 à T 37	Transports, services, commerces.....	Salariés	5.928,6	5.949,6	6.110,3	6.344,8	6.563,5	6.705,0	6.839,8	6.915,9
		Non salariés	1.418,2	1.422,6	1.414,1	1.418,8	1.417,9	1.418,8	1.421,3	1.422,9
		Total	*7.346,8*	*7.372,2*	*7.524,4*	*7.763,6*	*7.981,4*	*8.123,8*	*8.261,1*	*8.338,8*
T 02 à T 37	Secteurs marchands non agricoles.....	Salariés	13.426,0	13.516,9	13.448,9	13.713,1	13.852,2	13.823,7	13.893,0	13.826,6
		Non salariés	1.994,9	2.001,5	1.980,0	1.986,1	1.991,8	2.000,1	2.001,2	2.011,6
		Total	*15.420,9*	*15.518,4*	*15.428,9*	*15.699,2*	*15.844,0*	*15.823,8*	*15.894,2*	*15.838,2*

TABLEAU 2.01 - 4

Population salariée ayant un emploi au 31 décembre
(*estimations*)

Source : I.N.S.E.E. *Unité :* millier de salariés

Numéro de secteur	Intitulé du secteur	1976		1977		1978		1979		1980	
		Ensemble	*dont :* Femmes	Ensemble	*dont :* Femmes	Ensemble	*dont :* Femmes	Ensemble	*dont :* Femmes	Ensemble	*dont :* Femmes
T 01	Agriculture, sylviculture, pêche	406,0	61,6	387,9	60,4	379,2	60,5	373,1	61,0	361,6	60,0
T 02	Industrie de la viande et du lait	157,8	45,0	160,8	46,5	161,4	47,0	162,9	48,1	162,1	48,3
T 03	Industrie des autres produits alimentaires.	347,3	119,3	352,8	123,5	350,4	122,3	349,8	122,8	346,8	122,0
T 04	Production de combustibles minéraux solides et cokéfaction	80,3	2,7	74,9	2,8	69,7	2,7	64,5	2,5	61,3	2,4
T 05	Production de pétrole et de gaz naturel	43,7	7,7	43,6	7,7	43,0	7,4	42,5	7,4	42,7	7,5
T 06	Électricité, gaz et eau	173,7	30,9	175,7	31,3	179,2	32,2	182,5	32,7	185,2	33,4
T 07	Minerais et métaux ferreux. Première transformation de l'acier	222,7	18,1	208,7	17,4	193,3	16,5	174,9	15,0	165,1	14,7
T 08	Minerais, métaux et demi-produits non ferreux	66,9	11,3	76,8	14,3	78,2	14,2	79,2	14,1	79,5	14,5
T 09	Production de matériaux de construction et minéraux divers	202,9	30,6	199,0	31,0	193,5	30,7	189,9	30,3	188,3	30,4
T 10	Industrie du verre	73,4	14,4	72,6	14,3	71,3	13,9	68,5	13,3	67,1	13,1
T 11	Chimie de base, fibres artificielles et synthétiques	187,6	43,6	187,7	44,2	184,1	43,4	182,2	43,8	176,6	43,2
T 12	Parachimie et industrie pharmaceutique	160,9	66,7	162,7	67,5	162,6	66,9	161,9	66,7	161,2	66,4
T 13	Fonderie et travail des métaux	514,7	102,1	503,5	101,3	490,2	98,0	490,2	97,0	485,3	94,7
T 14	Construction mécanique	569,2	104,1	558,3	104,7	540,4	102,0	533,8	100,5	525,2	98,5
T 15 A	Construction électrique et électronique	469,7	173,6	470,6	172,3	466,3	169,1	462,8	165,7	459,3	161,7
T 15 B	Biens d'équipement ménager	108,2	48,6	105,5	46,9	102,1	44,6	99,6	43,7	95,6	41,2
T 16	Construction de véhicules automobiles	534,3	98,6	535,3	97,5	534,1	97,8	523,5	96,3	503,0	92,2
T 17	Construction navale et aéronautique, armement	235,7	28,2	228,1	27,5	221,3	27,1	223,0	27,9	225,5	29,3
T 18	Industrie textile et habillement	611,9	417,9	587,8	401,8	560,3	384,4	550,9	378,9	513,7	350,1
T 19	Industrie du cuir et de la chaussure	121,0	70,4	118,4	68,8	113,0	66,5	113,7	67,5	109,4	65,4
T 20	Bois, meubles, industries diverses	340,1	109,2	340,1	110,4	333,2	107,1	331,8	106,3	322,5	103,0
T 21	Industrie du papier et du carton	137,5	45,6	132,9	44,3	128,0	42,4	126,0	41,4	121,8	39,7
T 22	Imprimerie, presse, édition	206,6	70,5	208,6	72,0	208,8	72,8	209,1	73,2	207,1	73,2
T 23	Industrie du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques	225,7	71,6	226,3	71,7	223,3	70,4	225,2	69,9	220,4	67,8
T 24	Bâtiment, génie civil et agricole	1.576,5	92,5	1.558,3	97,1	1.511,3	96,3	1.504,9	99,2	1.486,0	101,2
T 25	Commerce de gros alimentaire	237,7	73,2	240,1	75,3	240,7	75,7	242,1	76,9	241,0	77,5
T 26	Commerce de gros non alimentaire	540,9	180,0	551,6	184,8	552,7	186,1	565,1	190,3	573,5	194,0
T 27	Commerce de détail alimentaire	375,2	187,9	388,7	195,8	396,4	200,2	403,1	204,6	414,0	212,3
T 28	Commerce de détail non alimentaire	681,4	414,4	696,6	426,7	697,7	429,2	704,5	434,6	700,4	434,0
T 29	Réparation et commerce de l'automobile	308,4	47,0	322,2	50,7	324,9	51,3	330,0	53,2	328,8	54,0
T 30	Hôtels, cafés, restaurants	355,1	185,4	369,1	193,2	376,8	196,1	386,7	200,7	396,0	205,3
T 31	Transports	814,9	122,0	818,9	126,5	820,7	129,2	825,6	133,4	825,5	136,9
T 32	Télécommunications et postes	415,3	162,9	438,5	177,3	454,1	190,5	455,5	191,4	458,8	194,1
T 33	Services marchands rendus principalement aux entreprises	701,2	322,9	735,3	340,8	763,4	352,4	812,0	370,0	835,2	387,4
T 34	Services marchands rendus principalement aux particuliers	1.342,8	948,5	1.416,6	1.007,4	1.482,9	1.060,4	1.512,0	1.086,1	1.534,8	1.107,3
T 35	Location, crédit-bail, immobilier	51,8	23,7	54,5	25,4	55,1	25,9	57,2	27,3	57,1	27,5
T 36	Assurances	127,5	71,0	130,4	72,9	132,3	74,4	133,5	74,9	134,8	76,2
T 37	Organismes financiers	392,6	192,8	401,2	197,1	407,5	200,3	412,5	203,1	416,2	205,3
T 38	Services non marchands	3.431,6	1.867,6	3.475,3	1.895,3	3.528,1	1.926,6	3.535,2	1.934,2	3.584,6	1.964,0
T 01 à T 38	**Ensemble des activités**	**17.550,7**	**6.684,1**	**17.715,9**	**6.846,3**	**17.731,5**	**6.934,5**	**17.801,4**	**7.005,9**	**17.773,0**	**7.050,1**
	Regroupements particuliers										
T 02, 03	Industries agricoles et alimentaires	505,1	164,3	513,6	169,9	511,8	169,3	512,8	170,9	508,9	170,3
T 04 à 06	Énergie	297,7	41,3	294,2	41,8	291,9	42,3	289,5	42,7	289,2	43,4
T 07 à 11-13 21-23	Industrie des biens intermédiaires	1.631,4	337,3	1.607,4	338,4	1.561,9	329,4	1.536,1	324,8	1.504,0	318,1
T 14 à 17	Industrie des biens d'équipement	1.917,1	453,2	1.897,8	449,0	1.864,0	440,6	1.842,7	434,1	1.808,6	422,9
T 12, 18, 19, 20, 22	Industrie des biens de consommation	1.440,6	734,8	1.417,5	720,6	1.377,9	697,6	1.367,2	692,6	1.314,0	658,1
T 02 à 23	Industrie non compris le bâtiment	5.791,9	1.730,9	5.730,4	1.719,6	5.607,4	1.679,2	5.548,4	1.665,0	5.424,6	1.612,8
T 02 à 24	Industrie y compris le bâtiment	7.368,3	1.823,4	7.288,7	1.816,7	7.118,7	1.775,5	7.053,2	1.764,3	6.910,6	1.714,0
T 25 à 28	Commerces	1.835,2	855,5	1.876,9	882,6	1.887,4	891,3	1.914,8	906,4	1.928,9	917,8
T 31-32	Transports et télécommunications	1.230,2	285,0	1.257,3	303,8	1.274,7	319,6	1.281,1	324,8	1.284,3	331,0
T 29, 30, 33, 34	Services marchands	2.707,5	1.503,9	2.843,2	1.592,2	2.947,9	1.660,3	3.040,6	1.710,0	3.094,7	1.754,5
T 25 à 37	Transports, services, commerces	6.344,8	2.931,8	6.563,5	3.073,9	6.705,0	3.171,8	6.839,8	3.246,5	6.915,9	3.312,3
T 02 à 37	Services marchands non agricoles	13.713,1	4.755,1	13.852,2	4.955,3	13.823,7	4.947,3	13.893,0	5.010,8	13.826,6	5.026,3

N.B. — La cohérence comptable des chiffres n'est pas toujours assurée à la décimale près en raison d'arrondis effectués sur les résultats fournis par l'ordinateur.

TABLEAU 2.01 - 5

Agents civils et militaires de l'État. — Métropole, D.O.M. T.O.M. et services à l'étranger
(tous budgets réunis) (1)

Sources { I.N.S.E.E. (recensements des agents de l'État de 1969)
Exploitation des fichiers informatisés de paie 1976 et 1978

Unité : agent

Ministère (2)	Agents effectuant un service à temps complet					Agents à temps partiel		
			1978					
	1969	1976	Titulaires	Non titulaires	Ensemble	1969	1976	1978
Affaires étrangères	13.254	26.009	12.772	12.299	25.071	97	972	380
Agriculture	40.113	52.168	27.021	27.273	54.294	2.573	6.734	8.307
Anciens combattants	7.436	6.685	5.884	953	6.837	149	341	326
Coopération	13.781	15.758	7.543	7.854	15.397	24	218	254
Culture	7.766	11.384	6.203	6.467	12.670	504	1.521	2.455
Défense	413.451	442.733	300.457	141.472	441.929	1.992	1.112	1.561
D.O.M.-T.O.M.	4.040	4.365	3.920	623	4.543	62	38	38
Économie et Budget	153.171	180.851	164.283	24.061	188.344	9.557	9.607	18.611
Éducation et Universités	671.804	923.329	773.787	172.210	945.997	31.316	54.985	69.549
Environnement, cadre de vie, transports	93.054	110.671	78.950	33.691	112.641	2.636	4.986	5.415
Industrie et commerce	22.503	33.343	3.977	26.073	30.050	284	657	1.040
Intérieur	111.759	131.993	126.521	4.614	131.135	1.102	1.121	2.164
Justice	21.155	33.087	33.248	3.447	36.695	1.106	2.113	2.405
Postes et télécommunications	314.573	383.313	399.300	30.997	430.297	31.124	41.385	36.927
Jeunesse, sports et loisirs	16.232	26.203	24.997	3.583	28.580	214	1.788	2.623
Santé et travail	34.869	39.386	21.903	20.564	42.467	1.120	7.461	7.240
Services du Premier ministre	5.850	3.164	1.556	2.798	4.354	93	113	296
Ensemble	**1.944.811**	**2.424.442**	**1.992.322**	**518.979**	**2.511.301**	**83.953**	**135.152**	**159.591**

(1) Budget général, budgets annexes et budgets propres; non compris certains établissements considérés comme entreprises publiques (aéroport, de Paris, B.R.G.M., I.N.A., T.D.F., ports autonomes, S.E.I.T.A., etc.). — (2) D'après structures ministérielles de 1978.

TABLEAU 2.01 - 6

Effectifs des agents de l'État et des établissements publics au 31 décembre 1978 par statut

Source : Exploitation des fichiers informatisés de paie

Unité : agent

	Titulaires	Non titulaires	Ouvriers	Militaires (1)	Ensemble	Dont temps partiel
Métropole :						
État	1.676.840	329.891	108.013	273.516	2.388.260	139.062
dont : Ministère de la défense	*29.967*	*10.733*	*92.940*	*272.577*	*406.217*	*1.284*
Établissements publics nationaux (2)	29.910	125.429	1.624	538	157.501	17.003
Ensemble	1.706.750	455.320	109.637	274.054	2.545.761	156.065
D.O.M.-T.O.M. (tous budgets)	36.288	13.967	3.146	9.630	63.031	2.869
Étranger (tous budgets)	18.160	21.790	4.064	24.253	68.267	657
TOTAL :						
État	1.729.938	361.201	115.223	307.260	2.513.622	142.142
dont : Ministère de la défense	*30.651*	*13.208*	*99.788*	*300.878*	*444.525*	*1.312*
Établissements publics nationaux	31.260	129.876	1.624	677	163.437	17.449
Ensemble (3)	**1.761.198**	**491.077**	**116.847**	**307.937**	**2.677.059**	**159.591**

(1) Non compris les militaires appelés servant pendant la durée légale (P.D.L.) mais y compris les engagés P.D.L. et les coopérants et assistants techniques P.D.L. — (2) Y compris Office national des forêts (classé en entreprise par la comptabilité nationale). — (3) Pour les effectifs à temps partiel : dont 55.138 à moins de mi-temps (45.985 pour l'État).

TABLEAU 2.01 - 7

Agents de l'État par ministère, grand service et statut en 1976 et 1978 (1)

Source : Exploitation des fichiers informatisés de paie — *Unité :* agent

Ministères (classés par importance numérique décroissante)	Titulaires et militaires de carrière			Autres personnels			Ensemble			Variation annuelle en %		
	1976	1978	1978 Temps partiel	1976	1978	1978 Temps partiel	1976	1978	1978 Temps partiel	Titulaires	Non titulaires	Ensemble
Éducation	714.804	753.099	27.722	127.096	132.309	21.575	841.900	885.408	49.297	2,7	2,1	2,6
Universités	42.480	43.873	431	22.233	24.575	1.300	64.713	68.448	1.731	1,6	5,3	2,9
Éducation et Universités	757.284	796.972	28.153	149.329	156.884	22.875	906.613	953.856	51.028	2,6	2,9	2,6
dont :												
Enseignement du 1er degré	265.292	274.324	7.272	18.404	12.645	398	283.696	286.969	7.670	1,7	– 15,7	0,6
Enseignements du 2e degré	352.964	384.804	18.075	95.792	107.557	19.829	448.756	492.361	37.904	4,5	6,4	4,9
Enseignements supérieurs	51.634	53.727	762	23.518	25.739	1.427	75.152	79.466	2.189	2,0	4,7	2,9
Postes et Télécommunications	331.187	403.912	4.909	73.393	44.726	13.897	404.580	448.638	18.806	11,0	– 19,5	5,5
dont :												
Postes	218.544	257.375	2.843	50.062	33.227	12.567	268.606	290.602	15.410	8,9	– 16,8	4,1
Télécommunications	109.121	142.237	1.972	22.315	10.844	1.264	131.436	153.081	3.236	15,2	– 25,7	8,2
Défense	296.970	299.963	661	142.622	144.555	651	439.592	444.518	1.312	0,5	0,7	0,6
dont :												
Délégation générale à l'armement	11.379	12.345	103	60.269	59.365	319	71.648	71.710	422	4,2	– 0,7	–
Air (militaires)	56.157	55.720	–	2.748	2.148	–	58.905	57.868	–	– 0,4	– 10,9	– 0,9
Terre (militaires)	94.581	95.226	–	14.324	14.914	–	108.905	110.140	–	0,3	2,1	0,6
Mer (militaires)	36.588	37.822	–	16.193	13.365	–	52.781	51.187	–	1,7	– 8,7	– 1,5
Gendarmerie (militaires)	70.296	71.152	–	24	9	–	70.320	71.161	–	0,6	•	0,6
Économie et Budget	154.238	163.579	4.920	25.389	26.983	6.857	179.627	190.562	11.777	3,0	3,1	3,0
dont :												
Services extérieurs des impôts (2)	72.071	76.435	2.243	8.549	11.827	3.997	80.620	88.262	6.240	3,0	•	4,7
Services extérieurs du trésor	47.555	51.499	2.245	9.002	8.044	2.456	56.557	59.543	4.701	4,1	– 5,3	2,6
Services extérieurs des douanes	18.886	18.837	81	245	300	47	19.131	19.137	128	– 0,2	11,2	–
I.N.S.E.E.	5.659	6.308	198	1.515	1.267	224	7.174	7.575	422	5,7	– 8,2	2,8
Intérieur	126.281	127.040	519	6.696	5.842	1.233	132.977	132.882	1.752	0,3	– 6,4	–
dont :												
Police nationale	104.682	105.037	57	5.330	4.555	1.109	110.012	109.592	1.166	0,2	– 7,3	– 0,2
Services des préfectures	17.041	17.541	420	721	769	95	17.762	18.310	515	1,5	3,3	1,5
Environnement et cadre de vie	63.954	66.642	525	26.514	25.490	1.332	90.468	92.132	1.857	2,1	– 1,9	0,9
Justice	28.803	32.904	279	4.686	4.338	910	33.489	37.242	1.189	7,1	– 3,7	5,6
dont :												
Services judiciaires	13.111	15.518	191	2.716	2.368	596	15.827	17.886	787	9,2	– 6,4	6,5
Services pénitentiaires	10.075	11.875	24	351	407	135	10.426	12.232	159	8,7	8,0	8,7
Education surveillée	4.101	3.785	45	1.016	1.009	101	5.117	4.794	146	– 3,7	–	– 3,2
Agriculture	16.100	17.556	254	14.231	13.244	1.109	30.331	30.800	1.363	4,5	– 3,5	0,8
dont :												
Services extérieurs	9.478	10.199	118	7.813	7.319	700	17.291	17.518	818	3,8	– 3,2	0,7
Enseignement agricole	5.623	6.222	115	5.760	5.210	362	11.383	11.432	477	5,3	– 4,8	0,2
Jeunesse, sports et loisirs	23.364	25.492	542	3.566	4.197	718	26.930	29.689	1.260	4,6	8,8	5,1
Travail et santé	17.122	18.983	405	6.826	6.559	3.438	23.948	25.542	3.843	5,4	– 2,0	3,3
dont :												
Services extérieurs de la santé	10.795	11.980	255	1.781	2.431	1.013	12.576	14.411	1.268	5,5	18,2	7,3
Services extérieurs du travail	4.194	4.666	121	1.268	2.369	1.172	5.462	7.035	1.293	5,6	43,4	14,4
Affaires étrangères	15.050	12.384	25	10.763	12.110	217	25.813	24.494	242	– 8,9	6,3	– 2,6
Transports	10.896	11.232	46	3.678	3.590	145	14.574	14.822	191	1,5	– 1,2	0,9
Coopération	6.505	6.966	–	6.765	5.868	4	13.270	12.834	4	3,5	– 6,6	– 1,6
Culture	5.542	6.238	128	3.360	4.032	740	8.902	10.270	868	6,3	10,0	7,7
Anciens combattants	4.554	4.573	93	656	785	68	5.210	5.358	161	0,2	9,8	1,4
Industrie et commerce	3.097	3.330	45	1.784	1.841	261	4.881	5.171	306	3,8	1,6	3,0
D.O.M.-T.O.M.	3.464	3.924	4	748	645	22	4.212	4.569	26	6,6	– 6,9	4,2
Services du Premier ministre (3)	784	799	17	1.701	2.841	155	2.485	3.640	172	1,0	•	0,5
Tous ministères	**1.865.195**	**2.002.489**	**41.525**	**482.707**	**464.530**	**54.632**	**2.347.902**	**2.467.019**	**96.157**	**3,7**	**– 1,9**	**2,5**

(1) Métropole, départements d'outre-mer, territoires d'outre-mer et étranger; non compris personnels des établissements publics et agents à moins de mi-temps. — (2) En 1978, autres personnels, y compris 2.522 expéditionnaires non recensés en 1976. — (3) La recherche, 1.204 agents en 1978, dépendait en 1976 du Ministère de l'Industrie; en 1978, elle est rattachée aux services du Premier ministre.

TABLEAU 2.01 - 8

Agents de l'État (effectifs féminins) en 1976 (1) et 1978 (non compris ministère de la Défense)

Source : Exploitation des fichiers informatisés de paie — *Unité :* agent

Ministères (classés par effectifs totaux décroissants)	Titulaires				Non titulaires et ouvrières				Ensemble		
	Temps complet 1978	Temps partiel (≥ mi-temps) 1978	% de femmes 1978	% de femmes 1976	Temps complet 1978	Temps partiel (≤ mi-temps) 1978	% de femmes 1978	% de femmes 1976	Temps complet 1978	% de femmes 1978	% de femmes 1976
Éducation	454.538	26.438	63,9	63,9	65.541	14.910	60,8	60,9	520.079	63,4	63,5
P.T.T.	135.278	4.676	34,6	32,0	17.513	10.697	63,1	58,2	152.791	37,5	36,7
Économie et budget	86.570	4.833	55,9	54,4	12.671	5.066	65,7	64,6	99.241	57,3	55,7
Intérieur	17.260	456	13,9	12,0	1.670	1.048	46,5	48,4	18.930	15,4	13,8
Environnement	12.039	451	18,7	18,2	5.476	956	25,2	24,3	17.515	20,5	19,9
Universités	12.576	352	29,5	29,5	10.442	766	45,6	42,9	23.018	35,3	34,0
Justice	13.497	256	41,8	36,8	2.183	695	66,3	63,6	15.680	44,7	40,6
Jeunesse et sports	9.851	449	40,4	40,5	1.558	468	48,3	40,9	11.409	41,5	40,5
Agriculture	5.367	233	31,9	29,9	5.719	578	47,5	50,0	11.086	38,6	39,3
Travail et santé	13.659	392	74,0	73,3	2.213	2.524	72,2	76,0	15.872	73,6	73,7
Affaires étrangères	4.648	22	38,4	38,7	4.447	166	38,1	37,5	9.095	38,3	38,2
Transports	2.124	35	19,5	18,8	908	85	27,7	27,3	3.032	21,5	20,7
Coopération	1.588	–	27,8	23,7	1.393	2	23,8	24,4	2.981	25,8	23,7
Culture	2.550	94	42,4	41,9	1.321	459	44,1	39,0	3.871	43,1	40,8
Anciens combattants	2.892	87	65,1	64,3	300	33	42,4	41,0	3.192	61,8	61,1
Industrie-Commerce	1.314	33	40,5	39,7	789	164	51,8	49,7	2.103	44,5	43,5
D.O.M.-T.O.M.	1.042	2	32,0	•	222	15	38,0	•	1.264	32,9	•
Premier ministre	409	14	52,9	52,2	1.367	114	52,1	54,1	1.776	52,3	53,4
Ensemble	**777.202**	**38.823**	**48,0**	**47,3**	**135.733**	**38.746**	**54,5**	**53,6**	**912.935**	**49,0**	**48,3**

(1) En 1976, non compris les agents en fonction dans les D.O.M.-T.O.M.

TABLEAU 2.01 - 9

Agents des collectivités locales. Année 1976 (sauf hôpitaux généraux)

Source : I.N.S.E.E.; Ministère de l'intérieur; Ministère de la santé — *Unité :* agent

Budget et service	Agents à temps complet			Agents à temps partiel			Ensemble
	Titulaires	Non titulaires	Ensemble	Titulaires	Non titulaires	Ensemble	
1. France métropolitaine							
paris :							
Préfecture de Paris (1)	26.554	9.175	35.729	832	4.171	5.003	40.732
Préfecture de police (2)	8.798	2.177	10.975	33	270	303	11.278
Assistance publique (3)	55.631	8.179	63.810	25	11.676	11.701	75.511
Total	*90.983*	*19.531*	*110.514*	*890*	*16.117*	*17.007*	*127.521*
Services départementaux et interdépartementaux : (non compris les établissements hospitaliers)	*35.019*	*41.942*	*76.961*	*649*	*9.195*	*9.844*	*86.805*
Services communaux et intercommunaux (non compris les établissements hospitaliers) :							
Communes	311.989	89.929	401.918	47.637	93.626	141.263	543.181
Syndicats de communes (4)	2.620	1.120	3.740	1.100	1.760	2.860	6.600
Districts	2.214	587	2.801	59	230	289	3.090
Communautés urbaines	12.618	1.929	14.547	20	92	112	14.659
Total (5)	*329.441*	*93.565*	*423.006*	*48.816*	*95.708*	*144.524*	*567.530*
Établissements hospitaliers publics (non compris l'assistance publique de Paris) :							
Hôpitaux généraux (6)	249.661	65.375	315.036	–	38.372	38.372	353.408
Hôpitaux psychiatriques	61.774	7.711	69.485	326	2.163	2.489	71.974
Établissements de cure	4.665	1.396	6.061	27	283	310	6.371
Maisons de retraite (6)	15.117	6.941	22.058	–	3.101	3.101	25.159
Total (3)	*331.217*	*81.423*	*412.640*	*353*	*43.919*	*44.272*	*456.912*
Établissements publics divers (7)	*14.814*	*14.113*	*28.927*	*113*	*5.976*	*6.089*	*35.016*
Ensemble	**801.474**	**250.574**	**1.052.048**	**50.821**	**170.915**	**221.736**	**1.273.784**
2. Départements d'outre-mer							
Services départementaux	2.670	2.438	5.108	1	675	676	5.784
Services communaux	2.985	12.840	15.825	23	6.513	6.536	22.361
Hôpitaux	6.923	1.558	8.481	5	305	310	8.791
Ensemble	**12.578**	**16.836**	**29.414**	**29**	**7.493**	**7.522**	**36.936**

(1) Y compris le bureau d'aide sociale de Paris. — (2) Y compris sapeurs-pompiers de Paris. — (3) Y compris personnel médical et étudiants hospitaliers. — (4) Non compris syndicats à vocation simple. — (5) Janvier 1975. — (6) Janvier 1975. — (7) Offices publics d'H.L.M., Caisses de crédit municipal, Services départementaux de lutte contre l'incendie.

TABLEAU 2.01 - 10

Nombre d'établissements de travail temporaire et effectifs salariés

Situation au 31 décembre

Source : Fichier des établissements de l'U.N.E.D.I.C.

	1974	1975	1976	1977	1978	r 1979	1980
Nombre d'établissements	1.881	2.129	2.596	2.742	2.993	3.373	3.664
Effectifs salariés (1) [en miliers] :							
Ensemble	105,0	108,3	146,2	154,4	178,3	203,3	195,8
Hommes	73,1	75,0	104,5	110,4	127,9	149,2	140,3
Femmes	31,9	33,3	41,7	44,0	50,4	54,1	55,5

(1) Y compris le personnel des agences de travail intérimaire (environ 6 %).

TABLEAU 2.01 - 11

Contrats conclus avec les utilisateurs de personnel intérimaire

Source : Ministère du travail

	1975	1976	1977	1978	1979
1er trimestre	221.985	299.570	329.429	359.128	422.265
2e trimestre	240.523	363.323	364.178	416.839	513.169
3e trimestre	297.140	396.502	432.628	486.126	617.733
4e trimestre	245.176	309.667	353.390	407.743	519.835
Contrats conclus sur l'ensemble de l'année	**1.004.824**	**1.369.062**	**1.479.625**	**1.669.836**	**2.073.002**
Équivalent en Personnes-Années-Travail (1)	97.819	140.150	158.438	189.637	205.176

(1) Obtenu en divisant le nombre de « semaines-travail » par 45, nombre moyen de semaines de travail permanent effectif dans l'année.

TABLEAU 2.01 - 12

Importance du recours à la main-d'œuvre intérimaire selon la branche d'activité

Source : Ministère du travail

Activité économique	Effectifs salariés recensés par l'UNEDIC au 31-12-1979	Répartition en pourcentage de ces effectifs	Répartition des semaines-travail correspondant aux contrats conclus : (1) en 1975	en 1976	en 1977	en 1978	en 1979
Pêches, forêts, agriculture	(2)	(2)	*0,1*	*0,2*	*0,1*	*0,2*	*0,3*
Combustibles minéraux solides	(2)	(2)	0,4	1,4	0,4	r 0,3	0,5
Pétrole, gaz naturel	39.450	0,3	1,2	0,9	0,5	1,5	1,5
Eau, gaz, électricité	28.372	0,2	0,8	0,7	0,6	0,7	0,9
Extraction de minéraux divers	18.899	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2
Énergie, industries extractives	*86.721*	*0,6*	*2,5*	*3,1*	*2,7*	*r 2,7*	*3,1*
Sidérurgie, première transformation des métaux	235.364	1,8	2,9	3,0	1,7	r 1,9	1,4
Verre, céramique, matériaux de construction	249.904	1,9	1,1	1,1	1,4	2,0	2,0
Industrie chimique	332.264	2,5	6,1	6,3	5,3	4,8	4,4
Fonderie et travail des métaux	496.811	3,7	5,8	7,3	6,6	r 5,3	6,3
Construction mécanique	544.339	4,1	10,1	8,2	9,7	9,8	8,6
Construction de véhicules automobiles et autres matériels de transport terrestre	522.709	3,9	4,1	4,7	4,7	4,8	6,1
Construction navale et aéronautique, armement	162.538	1,2	5,7	2,4	2,0	2,1	2,0
Construction électrique et électronique	586.669	4,4	9,2	9,2	8,2	r 7,3	6,4
Industries agricoles et alimentaires, boissons, tabac	488.253	3,7	3,4	3,9	3,5	3,3	3,4
Industrie textile	319.441	2,4	1,5	2,0	1,4	r 1,2	1,4
Fils et fibres artificiels et synthétiques	13.623	0,1	–	–	–	–	–
Industrie du cuir et de la chaussure	118.794	0,9	0,1	0,1	–	–	0,1
Industrie de l'habillement	271.808	2,0	0,4	0,3	0,5	0,5	0,4
Papier-carton	128.897	1,0	0,9	1,8	0,6	0,8	0,9
Imprimerie, édition	215.656	1,6	1,4	1,2	1,7	2,1	2,1
Industrie du caoutchouc	119.455	0,9	0,5	0,5	0,3	0,3	0,3
Transformation des matières plastiques	121.628	0,9	1,2	2,9	1,2	1,0	1,6
Bois, ameublement	213.785	1,6	1,0	0,9	0,3	0,5	0,5
Industries diverses	118.296	0,9	0,6	0,5	0,5	0,8	0,7
Industries de transformation	*5.260.234*	*39,5*	*56,0*	*56,3*	*49,6*	*48,5*	*48,6*
Bâtiment, travaux publics	*1.563.233*	*11,7*	*14,3*	*15,6*	*21,7*	*r 21,3*	*22,2*
Transports	479.150	3,6	3,4	3,7	5,6	6,1	5,9
Postes et télécommunications	(2)	(2)	0,2	0,1	0,3	0,1	0,1
Transports, télécommunications	*479.150*	*3,6*	*3,6*	*3,8*	*5,9*	*6,2*	*6,0*
Commerces de gros	884.245	6,6	2,6	2,8	2,7	2,7	2,4
Récupération, intermédiaires du commerce	95.158	0,7	0,5	0,5	0,4	r 0,5	0,6
Commerces de détail	1.205.697	9,2	1,6	1,2	1,5	r 1,4	1,4
Réparation et commerce de l'automobile	343.449	2,6	0,7	0,7	0,5	0,4	0,6
Restauration, hébergement	401.271	3,0	0,8	1,4	0,9	1,0	0,6
Services fournis aux entreprises	970.425	7,3	7,1	6,0	5,2	5,9	4,3
Hygiène, services domestiques	357.651	2,7	0,4	0,7	0,7	0,6	0,5
Assurances, organismes financiers	469.528	3,5	3,7	2,4	2,7	2,5	3,3
Enseignement, recherche, santé, spectacles	1.203.599	9,0	3,6	2,9	3,1	2,8	2,3
Commerces banques services	*5.931.023*	*44,6*	*21,0*	*18,6*	*17,7*	*17,8*	*16,0*
Activités exercées hors territoire	(2)	(2)	*2,5*	*2,4*	*2,3*	*3,3*	*3,8*
Ensemble des activités	**13.320.361**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(1) Le nombre de semaines-travail est obtenu en multipliant le nombre de contrats par la durée prévue des missions. — (2) Secteurs non couverts ou couverts partiellement par l'U.N.E.D.I.C.

TABLEAU 2.01 - 13

Structure comparée, par catégories d'emplois, de la main-d'œuvre intérimaire et des effectifs salariés permanents

Source : Ministère du travail

Catégories d'emplois	Répartition des effectifs salariés permanents (1) (situation au 31 mars)					Répartition des semaines-travail conclues :				
	1975	1976	1977	1978	1979	en 1975	en 1976	en 1977	en 1978	en 1979
Métiers de l'agriculture, de la pêche, de la sylviculture	*0,5*	*0,5*	*0,5*	*0,2*	*0,2*	*ε*	*ε*	*ε*	*ε*	*ε*
Ingénieurs et cadres	*7,3*	*7,6*	*7,7*	*8,1*	*8,3*	*0,5*	*0,2*	*0,1*	*0,1*	*0,1*
Techniciens et agents techniques de la production	3,3	3,4	3,4	3,7	3,6	1,7	1,8	1,1	0,6	0,7
Agents de maîtrise	3,9	3,9	3,8	4,0	3,9	0,2	0,1	0,3	0,2	0,1
Dessinateurs	1,2	1,1	1,0	1,0	1,0	4,3	3,0	1,9	2,1	2,3
Techniciens-dessinateurs personnel d'encadrement	*8,4*	*8,4*	*8,2*	*8,7*	*8,5*	*6,2*	*4,9*	*3,3*	*2,9*	*3,1*
Ouvriers qualifiés de la maçonnerie	3,0	2,7	2,6	2,5	2,4	3,8	3,4	6,8	7,2	7,5
Ouvriers qualifiés de la soudure, de la serrurerie	1,2	1,2	1,1	1,1	1,1	5,3	4,1	4,5	3,8	3,3
Ouvriers qualifiés de la chaudronnerie et de la charpente en fer	1,2	1,2	1,1	1,1	1,1	5,3	4,4	6,6	5,1	6,0
Ouvriers qualifiés de la mécanique (mécanique générale entretien et réglage)	3,4	3,3	3,2	3,2	3,2	4,7	3,6	3,1	4,3	2,5
Ouvriers qualifiés sur machines-outils	2,2	2,2	2,2	2,1	2,1	2,1	1,3	1,1	1,1	1,4
Ouvriers qualifiés en électricité et électronique	2,4	2,4	2,4	2,6	2,5	5,1	4,8	5,9	5,7	4,6
Ouvriers qualifiés du travail du bois	1,0	0,9	0,9	0,9	0,9	1,2	1,3	0,8	0,7	1,1
Autres ouvriers qualifiés	11,4	11,3	11,4	11,3	11,6	5,2	4,7	5,5	5,6	7,5
Ouvriers spécialisés	14,2	14,0	14,1	13,3	12,9	13,0	23,9	19,8	20,8	20,6
Manœuvres	5,3	4,9	4,7	4,3	3,9	4,9	4,6	5,3	5,6	5,8
Personnel qualifié de la manutention	2,4	2,5	2,5	2,7	2,6	2,8	2,2	1,9	2,1	1,8
Manutentionnaires	3,8	3,7	3,6	3,6	3,6	7,3	9,6	9,9	10,2	9,6
Ouvriers	*51,5*	*50,3*	*49,8*	*48,7*	*47,9*	*60,7*	*67,9*	*71,2*	*72,2*	*71,7*
Métiers des transports	*4,0*	*4,0*	*4,1*	*4,2*	*4,3*	*1,7*	*1,7*	*2,5*	*2,3*	*2,2*
Secrétaires, sténodactylos, dactylos	4,2	4,2	4,4	4,4	4,4	13,9	11,1	9,9	9,6	10,7
Comptables, caissiers	2,2	2,3	2,2	2,2	2,3	3,9	2,8	2,5	2,5	2,2
Standardistes	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	1,0	0,8	0,8	0,8	1,1
Autre personnel administratif qualifié	5,5	5,6	5,7	5,8	5,8	0,9	0,9	1,4	1,3	1,3
Emploi de bureau non qualifiés	1,9	1,9	1,8	1,7	1,7	3,5	2,5	2,2	1,9	2,6
Programmeurs, opérateurs mécanographes, perforeuses	1,1	1,1	1,1	1,1	1,2	3,2	2,4	1,8	2,1	1,7
Personnel de service non qualifié	4,4	4,6	5,0	5,2	5,3	2,3	2,8	2,6	2,2	2,1
Employés	*19,6*	*20,0*	*20,6*	*20,8*	*21,1*	*28,7*	*23,3*	*21,2*	*20,4*	*21,7*
Professionnels des activités para-médicales et auxiliaires médicaux diplomés	*0,8*	*0,9*	*1,0*	*1,0*	*1,1*	*1,6*	*1,5*	*1,3*	*1,3*	*0,6*
Métiers divers	*7,9*	*8,3*	*8,1*	*8,3*	*8,6*	*0,6*	*0,5*	*0,4*	*0,8*	*0,6*
Ensemble	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(1) Enquête sur la structure des emplois dans les établissements de plus de 10 salariés.

TABLEAU 2.01 - **14**

Durée moyenne (1) de la semaine de travail des ouvriers et employés

(établissements occupant plus de 10 salariés)

Source : Ministère du travail — *Unité :* heure

Secteur d'activité (2)	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Combustibles minéraux solides	39,6	39,3	39,3	39,3	39,3	39,3	39,3	39,3	39,3
Pétrole	40,3	40,3	40,2	40,4	40,2	40,1	40,2	40,0	39,9
Gaz et électricité	40,6	40,0	40,0	40,0	40,0	40,0	40,0	40,0	40,0
Extraction de minéraux divers	45,3	44,8	44,1	43,0	42,2	41,5	41,5	41,3	40,8
Production et première transformation des métaux.	43,5	42,7	41,5	41,4	40,5	40,6	40,7	40,7	40,6
Industrie des produits minéraux non métalliques	43,5	43,1	42,0	41,8	41,3	41,0	40,9	40,7	40,4
Industrie chimique	41,0	40,3	40,0	40,1	40,1	40,1	40,1	40,1	40,0
Fabrication d'ouvrages en métaux	44,3	43,6	42,4	42,3	41,8	41,4	41,2	41,0	40,6
Construction de machines et de matériel mécanique.	43,7	43,0	41,7	41,7	41,2	40,9	40,7	40,6	40,4
Construction électrique et électronique	42,7	42,1	41,3	41,2	40,9	40,6	40,3	40,3	40,1
Construction d'automobiles et de pièces détachées	43,1	42,2	41,6	41,4	41,2	41,1	40,9	40,7	40,3
Construction d'autre matériel de transport	43,4	42,9	42,2	41,7	41,3	40,8	40,6	40,7	40,4
Fabrication d'instruments de précision, d'optique et similaires	43,2	42,6	41,4	41,7	41,4	40,9	40,6	40,4	40,2
Industries des produits alimentaires, des boissons et du tabac	44,6	44,0	43,1	42,5	42,0	41,6	41,2	41,0	40,8
Industrie textile	42,5	41,7	40,2	40,8	40,5	40,4	40,4	40,1	39,8
Industrie du cuir	43,0	42,8	42,1	41,7	41,2	40,8	40,7	40,3	40,3
Industries des chaussures et de l'habillement	41,5	41,2	40,8	40,8	40,6	40,5	40,4	40,3	40,1
Industrie du bois et du meuble en bois	45,5	44,7	42,6	42,9	42,3	41,8	41,4	41,2	40,6
Industrie du papier et fabrication d'articles en papier.	43,4	42,3	40,3	40,4	40,2	40,2	40,2	40,1	39,9
Imprimerie et édition	42,5	42,3	41,5	41,4	41,2	41,0	40,6	40,5	40,2
Industrie du caoutchouc	43,1	42,4	41,5	41,6	41,2	40,9	40,8	40,8	40,5
Transformation des matières plastiques	43,7	42,8	41,5	41,7	41,3	40,7	40,3	40,2	40,1
Autres industries manufacturières	42,8	42,2	41,3	41,1	40,7	40,4	40,4	40,0	39,9
Bâtiment et génie civil	47,1	46,6	45,4	44,3	43,1	42,4	42,0	41,9	41,5
Commerce de gros alimentaire	44,4	44,0	43,4	42,9	42,4	41,9	41,7	41,4	41,1
Commerce de gros non alimentaire	42,3	42,1	41,8	41,4	41,2	40,9	40,7	40,5	40,4
Commerce de gros interindustriel	43,6	43,2	42,5	42,4	42,0	41,6	41,4	41,2	41,0
Récupération et intermédiaires du commerce	41,7	41,5	41,2	41,7	41,4	41,2	41,0	41,0	40,8
Commerce de détail alimentaire	43,3	42,8	42,3	41,7	41,3	40,9	40,7	40,7	40,7
Commerce de détail non alimentaire	41,5	41,4	41,1	41,3	41,1	40,9	40,8	40,6	40,5
Réparation et commerce de l'automobile	45,2	44,7	44,1	43,7	43,0	42,4	42,0	41,7	41,4
Restauration et hébergement	45,1	44,6	44,1	43,2	43,0	43,0	42,7	42,4	42,2
S.N.C.F.	41,0	40,4	40,0	40,0	40,0	40,0	40,0	40,0	40,0
R.A.T.P.	40,0	40,0	40,0	40,0	40,0	40,0	40,0	40,0	40,0
Transports terrestres et auxiliaires	46,4	45,8	44,6	45,0	44,3	43,9	43,6	43,2	42,9
Autres transports et activités connexes	42,3	41,4	41,2	41,2	41,0	40,8	40,7	40,7	40,5
Institutions de crédit et assurances	40,1	40,0	40,0	40,0	40,0	40,0	39,9	39,9	39,8
Services fournis aux entreprises	41,6	41,4	41,3	41,2	41,1	40,9	40,8	40,7	40,7
Hygiène	43,3	42,7	42,3	41,8	41,5	40,9	40,5	40,1	39,6
Enseignement privé, recherche, spectacle, santé	41,2	40,8	40,6	40,2	40,1	40,1	40,1	40,0	40,0
Regroupements particuliers									
Énergie	40,1	39,7	39,7	39,8	39,8	39,7	39,7	39,7	39,7
Industries de transformation (non compris le bâtiment)	43,2	42,6	41,6	41,5	41,1	40,8	40,7	40,6	40,3
Industries de transformation (y compris le bâtiment).	44,0	43,4	42,4	42,1	41,5	41,2	41,0	40,8	40,5
Transports (y compris S.N.C.F. et R.A.T.P.)	42,8	42,1	41,4	41,9	41,6	41,4	41,3	41,2	41,0
Commerces	43,4	43,0	42,5	42,3	41,9	41,6	41,4	41,2	41,0
Services	41,2	41,0	40,8	40,6	40,5	40,3	40,3	40,2	40,1
Toutes activités	**43,4**	**42,9**	**42,1**	**41,8**	**41,4**	**41,1**	**40,9**	**40,8**	**40,5**

(1) Moyenne arithmétique pondérée des résultats au 1er janvier, 1er avril, 1er juillet, 1er octobre de l'année n et au 1er janvier de l'année n + 1. — (2) Nomenclature du Ministère du travail.

TABLEAU 2.01 - 15

Personnel « ouvrier » suivant la durée du travail

(toutes activités réunies)

Source : Ministère du travail — En pour mille

Année et mois	Moins de 40 heures	40 heures	Plus de 40 heures, moins de 48 heures	48 heures et plus
1971. Janvier.....	18	130	558	294
1972. »	11	138	584	267
1973. » (1).....	■ 8	■ 128	■ 654	■ 210
1974. »	8	187	607	198
1975. »	36	279	554	131
1976. » (2)(*a*)	47	316	542	95
(*b*)	■ 46	■ 319	■ 542	■ 93
1977. »	33	370	553	44
1978. »	46	426	499	29
1979. »	32	471	475	22
1980. »	34	509	438	19
1981. »	53	577	354	16

(1) En octobre 1972, l'enquête sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre a été rénovée. La durée du travail est relevée avec une plus grande précision, ce qui entraîne une discontinuité, dans la série, à partir de janvier 1973. — (2) [*a*] Résultats selon l'ancien échantillon de l'enquête; [*b*] Résultats selon le nouvel échantillon de l'enquête.

TABLEAU 2.01 - 16

Durée hebdomadaire (1) du travail des ouvriers

(établissements occupant plus de 10 salariés)

Source : Ministère du travail — *Unité :* heure

Secteur d'activité (2)	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Combustibles, minéraux solides.....	39,2	39,2	39,2	39,2	39,2	39,2	39,2	39,2
Pétrole.....	40,3	40,2	40,5	40,2	40,1	40,2	40,1	40,0
Gaz et électricité.....	40,0	40,0	40,0	40,0	40,0	40,0	40,0	40,0
Extraction de minerais divers.....	45,3	44,5	43,5	42,4	41,6	41,6	41,4	40,9
Production et première transformation des métaux.	42,7	41,4	41,3	40,4	40,5	40,7	40,7	40,5
Industrie des produits minéraux non métalliques..	43,4	42,2	42,0	41,5	41,0	41,0	40,8	40,4
Industrie chimique.....	40,5	40,1	40,2	40,2	40,2	40,1	40,1	40,1
Fabrication d'ouvrages en métaux	44,0	42,6	42,6	42,1	41,5	41,3	41,1	40,6
Construction de machines et de matériel mécanique.	43,4	41,9	42,0	41,4	40,9	40,9	40,7	40,4
Construction électrique et électronique.....	42,4	41,3	41,3	41,0	40,6	40,3	40,3	40,1
Construction d'automobiles et de pièces détachées..	42,2	41,6	41,4	41,2	41,1	40,9	40,7	40,3
Construction d'autre matériel de transport.....	43,1	42,2	41,9	41,3	40,8	40,5	40,5	40,2
Fabrication d'instruments de précision, d'optique et similaires.....	43,0	41,7	41,9	41,6	41,0	40,7	40,5	40,2
Industries des produits alimentaires, des boissons et du tabac.....	44,6	43,6	42,9	42,4	41,8	41,5	41,2	41,0
Industrie textile.....	41,8	40,1	40,8	40,5	40,3	40,4	40,0	39,7
Industrie du cuir.....	43,1	42,2	41,8	41,2	40,7	40,7	40,3	40,2
Industries des chaussures et de l'habillement.....	41,2	40,7	40,7	40,6	40,4	40,4	40,2	40,1
Industrie du bois et du meuble en bois.....	45,1	42,9	43,2	42,5	41,9	41,5	41,3	40,6
Industrie du papier et fabrication d'articles en papier	42,6	40,3	40,5	40,3	40,2	40,2	40,1	39,9
Imprimerie et édition.....	43,2	42,1	41,9	41,7	41,3	41,0	40,7	40,2
Industrie du caoutchouc.....	42,6	41,7	41,7	41,4	41,0	41,0	40,8	40,5
Transformation des matières plastiques.....	43,1	41,5	42,0	41,4	40,7	40,4	40,2	40,0
Autres industries manufacturières.....	42,5	41,4	41,2	40,8	40,4	40,4	40,0	39,9
Bâtiment et génie civil.....	47,2	45,8	44,6	43,3	42,5	42,2	42,0	41,6
Commerce de gros alimentaire.....	45,1	44,3	43,7	42,9	42,4	42,1	41,8	41,4
Commerce de gros non alimentaire.....	43,9	43,3	42,7	42,2	41,6	41,4	41,2	40,8
Commerce de gros inter-industriel.....	45,2	44,1	44,0	43,3	42,7	42,4	42,2	41,9
Récupération et intermédiaires du commerce.....	45,0	44,4	43,9	43,1	42,7	42,2	42,1	41,9
Commerce de détail alimentaire.....	43,5	43,0	42,3	41,7	41,3	40,8	41,2	41,1
Commerce de détail non alimentaire.....	43,4	43,1	43,4	42,8	42,4	42,1	41,8	41,6
Réparation et commerce de l'automobile.....	45,6	44,9	44,4	43,5	43,0	42,4	42,1	41,7
Restauration et hébergement.....	43,6	43,6	43,4	43,1	43,0	42,7	42,4	42,1
S.N.C.F.....	40,4	40,0	40,0	40,0	40,0	40,0	40,0	40,0
R.A.T.P.....	40,0	40,0	40,0	40,0	40,0	40,0	40,0	40,0
Transports terrestres et auxiliaires.....	47,0	45,6	46,3	45,4	45,0	44,6	44,3	43,9
Autres transports et activités connexes.....	42,4	42,3	42,8	42,2	41,9	41,8	41,7	41,4
Institutions de crédit et assurances.....	///	///	///	///	///	///	///	///
Services fournis aux entreprises.....	44,8	44,9	43,5	43,2	42,7	42,3	42,2	42,2
Hygiène.....	42,8	42,4	41,9	41,5	40,9	40,5	40,0	39,5
Enseignement privé, recherche, spectacle, santé....	41,2	41,1	40,6	40,6	40,4	40,3	40,3	40,3
Regroupements particuliers								
Énergie.....	39,5	39,5	39,6	39,5	39,5	39,5	39,5	39,5
Industries de transformation (non compris le bâtiment).....	42,9	41,7	41,6	41,3	40,9	40,8	40,6	40,3
Industries de transformation (y compris le bâtiment)	43,9	42,6	42,4	41,8	41,3	41,1	40,9	40,6
Transports (y compris S.N.C.F. et R.A.T.P.).....	42,8	42,2	42,6	42,2	42,0	41,9	41,8	41,5
Commerces.....	44,7	44,0	43,6	42,9	42,4	42,1	41,9	41,6
Services.....	43,0	42,8	42,2	41,9	41,5	41,2	40,9	40,7
Toutes activité	**43,7**	**42,7**	**42,4**	**41,8**	**41,4**	**41,2**	**41,0**	**40,7**

(1) Moyenne arithmétique pondérée des résultats au 1er janvier, 1er avril, 1er juillet, 1er octobre de l'année n et au 1er janvier de l'année n + 1. — (2) Nomenclature du Ministère du travail.

TABLEAU 2.01 - 17

Chômage et placement de la main-d'œuvre

Moyennes annuelles (1)

Source : Ministère du travail — *Unité* : millier

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Chômage complet. — Nombre de bénéficiaires de l'aide publique (2) (3) (5) (7) (*a*) (*b*) (*).....	127,8	141,2	136,0	160,8	325,6	432,7	(*a*) 526,4 (*b*) 491,7	597,2	•	•	•
Bénéficiaires des allocations spéciales A.S.S.E.D.I.C. (2) (3) (5).....	124,6	135,1	127,7	151,8	297,2	364,0	435,8	518,3	•	•	•
Bénéficiaires des aides.....	///	///	///	///	///	///	///	///	///	762,6	1031,1
soit : allocation de base.....	///	///	///	///	///	///	///	///	///	470,7	631,1
allocation spéciale.....	///	///	///	///	///	///	///	///	///	127,9	177,1
allocation forfaitaire et de fin de droit.....	///	///	///	///	///	///	///	///	///	164,0	222,9
Chômage partiel indemnisé : (8)											
Effectif.....	23,1	11,9	15,1	88,5	299,4	132,5	202,6	177,5	113,1	179,4	320,3
Journées ouvriers indemnisées.....	103,7	48,1	69,0	325,7	1.245,2	583,2	843,9	710,4	422,1	845,1	1.466,5
Demandes d'emploi en fin de mois (4) (5) (6).....	338,2	383,5	393,9	497,7	839,7	933,5	1.072,8	1.163,0	1.349,8	1.450,6	1.772,9
Offres d'emploi en fin de mois (4).....	125,8	166,5	251,7	204,6	109,2	123,9	103,9	87,0	88,2	89,0	69,2
Rapport des offres aux demandes (4).....	*0,4*	*0,4*	*0,6*	*0,4*	*0,1*	*0,1*	*0,1*	*0,1*	*0,1*	*0,1*	*0,04*
Placements (4).....	45,4	51,1	56,1	49,3	51,5	45,1	40,1	37,2	40,5	43,1	42,4

(1) Moyennes arithmétiques simples des 12 valeurs mensuelles de l'année. — (2) Y compris les saisonniers. — (3) Depuis 1969, non compris les bénéficiaires des allocations spéciales du Fonds national pour l'emploi. — (4) Intervention de l'Agence nationale pour l'emploi, depuis 1968. — (5) Non compris, depuis juin 1972, les bénéficiaires de la garantie de ressources. — (6) Rupture de la série en 1978 du fait de la radiation des demandeurs d'emploi après une absence non justifiée à un seul pointage (et non plus deux pointages comme par le passé). En janvier 1978, premier mois de la réforme, cette mesure a touché 38 000 personnes). — (7) Rupture de la série en 1977 : série *a*) nombre d'ayants droit; série *b*) nombre de paiements effectués. Il existe un décalage dans le temps entre l'ouverture du droit à l'allocation d'aide publique et le paiement de l'allocation. — (8) A la suite d'erreurs de transcriptions enregistrées au cours du 2e trimestre 1980, de nouvelles instructions relatives au calcul des données statistiques du chômage partiel ont été mises en place à partir du mois d'avril 1980; la continuité entre anciennes et nouvelles séries n'est donc pas parfaite.

* Les séries concernant d'une part les bénéficiaires de l'aide publique et d'autre part les bénéficiaires des allocations spéciales A.S.S.E.D.I.C. étant arrêtées depuis juillet 1979, il n'est pas possible pour les années 1979 et 1980 de fournir des données en moyenne annuelle.

TABLEAU 2.01 - 18

Demandes et offres d'emploi en fin de mois

Moyennes annuelles (1)

Source : Ministère du travail — *Unité* : millier

Métiers regroupés	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Demandes d'emploi en fin de mois (3) (4) (5)											
Métiers primaires.....	6,8	6,7	6,2	6,8	11,7	14,2	16,4	17,9	21,0	22,9	29,1
Métiers secondaires (2).....	155,3	168,8	160,9	201,8	358,5	373,3	450,7	470,1	501,7	529,2	664,3
Métiers du bâtiment et des travaux publics....	23,1	21,8	17,1	21,5	55,2	53,8	60,1	72,5	78,1	76,1	112,2
Métiers tertiaires.....	152,9	186,2	209,7	267,6	414,3	492,3	544,2	602,5	749,0	822,4	967,3
Ensemble.....	**338,2**	**383,5**	**393,9**	**497,7**	**839,7**	**933,5**	**1.071,4**	**1.163,0**	**1.349,8**	**1.450,6**	**1.772,9**
Offres d'emploi en fin de mois (3)											
Métiers primaires.....	1,5	2,6	5,2	4,3	1,9	1,6	1,5	1,1	1,1	1,1	0,8
Métiers secondaires (2).....	78,8	98,0	146,9	115,7	53,5	66,7	53,6	43,6	41,2	42,2	30,2
Métiers du bâtiment et des travaux publics...	15,6	25,1	40,7	29,2	13,1	18,8	14,7	12,1	13,6	13,2	8,0
Métiers tertiaires.....	29,9	40,8	58,9	55,4	40,7	36,8	34,1	30,2	32,3	32,5	30,2
Ensemble.....	**125,8**	**166,5**	**251,7**	**204,6**	**109,2**	**123,9**	**103,9**	**87,0**	**88,2**	**89,0**	**69,2**

(1) Moyennes arithmétiques simples des 12 valeurs mensuelles de l'année. — (2) Non compris les métiers du bâtiment et des travaux publics. — (3) Intervention de l'Agence nationale pour l'emploi depuis 1968. — (4) Non compris, depuis septembre 1972, les bénéficiaires de la garantie de ressources. — (5) Rupture de la série en 1978 du fait de la radiation des demandeurs d'emploi après une absence non justifiée à un seul pointage et non plus deux pointages comme par le passé). En janvier 1978, premier mois de la réforme, cette mesure a touché 38.000 personnes.

TABLEAU 2.01 - **19**

Demandes d'emploi en fin de mois par qualification professionnelle

Moyennes annuelles (1)

Source : Ministère du travail — *Unité :* millier

Qualification professionnelle	1971	■ 1972 (2)	1973 (2)	1974 (2)	1975 (2)	1976 (2)	1977 (2)	1978 (2) ■ (3)	1979 (2) (3)	1980 (2) (3)	1981 (2) (3)
Manœuvre ordinaire.....	70,4	72,9	69,0	84,2	128,0	112,4	116,9	116,6	130,6	135,8	118,4
Personnel spécialisé.....	126,2	139,3	141,6	174,7	284,7	321,4	366,2	389,9	455,7	494,8	884,3
Personnel qualifié.....	114,9	137,1	147,0	193,7	353,6	415,0	493,1	555,6	652,2	709,1	597,8
Agent de maîtrise, technicien ingénieur et cadre.....	26,9	34,2	36,2	45,1	73,4	84,7	95,5	100,9	111,3	110,9	172,4
Ensemble.....	**338,2**	**383,5**	**393,9**	**497,7**	**839,7**	**933,5**	**1.071,7**	**1.163,0**	**1.349,8**	**1.450,6**	**1.772,9**

(1) Moyennes arithmétiques simples des 12 valeurs mensuelles de l'année. — (2) Non compris, depuis septembre 1972, les bénéficiaires de la garantie de ressources. — (3) Rupture de la série en 1978 du fait de la radiation des demandeurs d'emploi après une absence non justifiée à un seul pointage (et non plus à deux pointages comme par le passé). En janvier 1978, premier mois de la réforme, cette mesure a touché 38.000 personnes.

TABLEAU 2.01 - **20**

Chômage partiel indemnisé

Moyennes annuelles (1)

Source : Ministère du travail — *Unité :* millier

Code (2)	Activité économique	1973		1974		1975		1976		1977		1978		1979		■ 1980 (3)		1981	
		Effectifs	Journées ouvriers indemnisées	Effectifs	Journées ouvriers indemnisées	Effectifs	Journées ouvriers indemnisées	Effectifs	Journées ouvriers indemnisées	Effectifs	Journées ouvriers indemnisées	Effectifs	Journées ouvriers indemnisées	Effectifs	Journées ouvriers indemnisées	Effectifs	Journées ouvriers indemnisées	Effectifs	Journées ouvriers indemnisées
19 à 29	Métaux.....	1,4	6,6	48,6	133,2	159,2	625,3	74,2	300,9	144,5	534,1	113,4	402,3	80,4	259,1	117,4	525,4	203,6	842,7
47-48	Industries textiles.....	5,1	18,4	15,1	69,4	48,9	230,6	17,8	88,5	21,2	97,5	18,4	84,2	6,8	31,3	18,5	97,0	28,0	152,0
49	Habillement.....	4,8	24,3	6,6	32,8	9,2	41,8	2,9	15,4	5,0	23,7	4,5	18,9	2,5	10,4	6,0	32,8	7,0	39,2
51-52	Industrie du cuir et chaussures.....	2,5	12,1	2,8	14,0	5,9	29,6	4,5	26,7	4,0	20,5	3,7	22,4	2,3	13,7	4,4	25,4	6,2	40,6
///	Autres activités.....	1,3	7,6	15,4	76,3	76,2	317,9	33,1	151,7	27,9	168,1	37,5	182,6	21,1	107,6	33,1	164,5	75,5	375,6
	Ensemble.....	**15,1**	**69,0**	**88,5**	**325,7**	**299,4**	**1.245,2**	**132,5**	**583,2**	**202,6**	**843,9**	**177,5**	**710,4**	**113,1**	**422,1**	**179,4**	**845,1**	**320,3**	**1.450,1**

(1) Moyennes arithmétiques simples des 12 valeurs mensuelles de l'année. — (2) Nomenclature des activités économiques du Ministère du travail. (3) A la suite d'erreurs de transcription enregistrées au cours du 2e trimestre 1980, de nouvelles instructions relatives au calcul des données statistiques de chômage partiel ont été mises en place à partir du mois d'avril 1980, la continuité entre anciennes et nouvelles séries n'est donc pas parfaite.

TABLEAU 2.01 - 21

Conflits du travail

Moyennes annuelles (1)

(à l'exception des salariés de l'agriculture et des administrations publiques)

Source : Ministère du travail

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Nombre de conflits observés	400	289	310	274	323	440	333	267	351,4	252,8	253,8
Nombre d'établissements concernés	6.786	6.184	3.025	413	542	504	464	301	471,8	320,0	308,8
Effectifs en grève (en milliers)	269,5	242,6	195,2	142,7	87,0	89,4	56,3	41,4	62,3	33,3	32,9
Pourcentage de participation	40,3	32,6	33,6	34,6	32,4	36,2	35,5	35,0	36,1	29,4	28,8
Nombre de journées perdues (en milliers)	377,4	312,9	326,2	281,4	292,1	337,9	202,9	173,4	264,4	125,9	120,2

(1) Moyennes arithmétiques simples des 12 valeurs mensuelles de l'année.

TABLEAU 2.01 - 22

Accidents du travail et maladies professionnelles

Source : Caisse nationale de Sécurité sociale

Unités { Journées perdues : millier
Prestations et capitaux : million de F

Comités techniques nationaux	Nombre d'accidents (1) ayant entraîné un arrêt de travail de plus de 24 heures	Nombre de maladies professionnelles déclarées	Nombre d'incapacités permanentes		Nombre de décès		Nombre de journées perdues		Prestations d'indemnités temporaires versées à l'ensemble des accidentés (3)	Capitaux constitués pour le paiement des rentes aux accidentés graves (3) (4) (5)
			Accidents du travail	Maladies professionnelles	Accidents du travail	Maladies professionnelles (6)	Accidents du travail	Maladies professionnelles		
Métallurgie	259.030	871	22.694	500	187	9	6.102	48,5	832,4	1.099,4
Bâtiments travaux publics	237.526	1.155	28.523	489	522	7	8.137	126,6	1.086,6	1.549,1
Bois	40.582	84	4.035	34	28	2	1.049	10,5	124,6	183,5
Chimie	20.911	93	2.350	44	30	5	574	10,7	88,2	130,3
Pierres - terres à feu	29.276	209	3.054	167	39	2	835	10,8	114,2	187,8
Caoutchouc - papier cart.	20.007	58	1.881	46	17	–	533	2,2	68,7	100,8
Livre	9.966	18	1.235	8	10	–	281	1,5	41,2	65,9
Textiles	17.728	37	1.422	29	8	1	433	2,0	49,7	60,4
Vêtements	10.640	10	767	2	4	–	227	2,7	24,9	30,8
Cuirs et peaux	5.270	29	428	5	3	–	122	3,6	14,0	18,9
Alimentation	90.484	166	7.978	49	108	–	2.219	20,0	282,4	384,4
Transp. - manutention	53.838	25	6.671	11	218	–	1.360	1,8	269,5	412,5
Eau, gaz-électricité	3.543	2	443	–	6	–	92	0,1	13,7	22,0
Commerces	53.784	76	6.463	30	111	2	1.513	6,2	209,0	327,6
Interprofessionnel	126.993	894	14.778	182	193	6	3.607	77,7	477,3	690,3
Autres (2)	●	368	●	371	●	2	●	4,4	–	–
Total année 1979	**979.578**	**4.095**	**102.722**	**1.967**	**1.484**	**36**	**27.584**	**329,3**	**3.696,4**	**5.263,7**
Année 1978	*1.014.051*	*4.103*	*103.962*	*1.780*	*1.567*	*43*	*29.086*	*326,8*	*3.403,0*	*4.849,0*
Année 1977	*1.025.968*	*4.111*	*110.437*	*1.822*	*1.709*	*34*	*28.497*	*291,5*	*3.092,9*	*4.574,0*
Année 1976	*1.072.345*	*4.703*	*114.743*	*1.899*	*1.907*	*35*	*29.920*	*350,2*	*2.841,0* ■	*4.108,3*
Année 1975	*1.113.124*	*4.579*	*117.010*	*1.686*	*1.986*	*18*	*30.792*	*363,2*	*2.526,3*	*2.824,1*
Année 1974	*1.154.371*	*4.658*	*117.679*	*1.720*	*2.117*	*25*	*30.414*	*355,4*	*2.171,1*	*2.548,6*
Année 1973	*1.137.804*	*4.580*	*113.355*	*1.681*	*2.246*	*18*	*29.010*	*330,5*	*1.821,9*	*2.269,1*
Année 1972	*1.125.134*	*4.330*	*115.427*	*1.771*	*2.406*	*21*	*28.855*	*340,4*	*1.635,9*	*2.157,0*
Année 1971	*1.115.245*	*4.349*	*111.531*	*1.628*	*2.383*	*28*	*28.077*	*342,7*	*1.443,2*	*1.914,5*
Année 1970	*1.110.173*	*3.972*	*106.812*	*1.627*	*2.268*	*21*	*27.598*	*322,0*	*1.299,2*	*1.505,1*

(1) Non compris les accidents du trajet. — (2) Maladies non imputables au dernier employeur et hors comités techniques. — (3) Y compris les maladies professionnelles. — (4) Ayant subi un accident entraînant soit l'attribution d'une rente d'incapacité permanente, soit le décès. — (5) Rupture de la série en 1976, du fait de la revalorisation des capitaux versés. — (6) Nombre de décès survenus à la suite d'une maladie professionnelle pour laquelle n'avait pas été encore fixé un taux d'incapacité permanente, ni liquidé une rente. Il convient d'ajouter aux 36 décès de 1979, 148 décès survenus à la suite d'une maladie professionnelle pour laquelle une rente avait été attribuée (dont 124 consécutifs à la silicose).

TABLEAU 2.01 - 23

Population totale et population active

(ayant un emploi ou non) de 15 ans ou plus par sexe et âge au recensement de 1974
(Départements d'outre-mer)

Source : I.N.S.E.E. (Recensement de la population de 1974. Résultats définitifs).

	Ensemble	Âge							
		Non déclaré	Moins de 15 ans	15 à 19 ans	20 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 ans et plus
				GUADELOUPE					
Les deux sexes									
Population totale	323.786	2.039	131.934	37.211	42.041	31.224	28.514	22.596	28.227
dont : *actifs*	103.483	258	–	11.939	29.839	22.288	19.547	14.136	5.476
activité non déclarée	5.450	1.618	–	1.674	1.071	327	264	204	292
Taux d'activité	–	–	–	32,1	71,0	71,4	68,6	62,6	19,4
Sexe masculin									
Population totale	158.377	1.030	66.168	19.061	20.436	14.749	13.626	10.981	12.326
dont : *actifs*	62.862	160	–	7.003	16.695	13.801	12.453	9.145	3.605
activité non déclarée	2.779	817	–	889	709	116	90	66	92
Taux d'activité	–	–	–	36,7	81,7	93,6	91,4	83,3	29,2
Sexe féminin									
Population totale	165.409	1.009	65.766	18.150	21.605	16.475	14.888	11.615	15.901
dont : *actifs*	40.621	98	–	4.936	13.144	8.487	7.094	4.991	1.871
activité non déclarée	2.671	801	–	785	362	211	174	138	200
Taux d'activité	–	–	–	27,2	60,8	51,5	47,6	43,0	11,8
				GUYANE					
Les deux sexes									
Population totale	57.348	1.460	21.380	5.776	9.672	6.544	5.135	3.491	3.890
dont : *actifs*	20.233	211	–	1.033	6.599	4.989	3.878	2.398	1.125
activité non déclarée	2.837	1.192	–	495	339	259	200	184	168
Taux d'activité	–	–	–	17,9	68,2	76,2	75,5	68,7	28,9
Sexe masculin									
Population totale	29.621	776	10.689	2.960	5.364	3.415	2.730	1.874	1.813
dont : *actifs*	12.859	154	–	587	3.962	3.233	2.562	1.615	746
activité non déclarée	1.357	605	–	249	135	114	86	93	75
Taux d'activité	–	–	–	19,8	73,9	94,7	93,8	86,2	41,1
Sexe féminin									
Population totale	27.727	684	10.691	2.816	4.308	3.129	2.405	1.617	2.077
dont : *actifs*	7.374	57	–	446	2.637	1.756	1.316	783	379
activité non déclarée	1.480	587	–	246	204	145	114	91	93
Taux d'activité	–	–	–	15,8	61,2	56,1	54,7	48,4	18,2
				MARTINIQUE					
Les deux sexes									
Population totale	323.790	15.534	121.263	38.236	39.240	29.163	28.189	22.604	29.561
dont : *actifs*	98.552	383	–	12.260	28.502	21.294	18.990	13.296	3.827
activité non déclarée	16.938	14.915	–	626	388	211	187	187	424
Taux d'activité	–	–	–	32,1	72,6	73,0	67,4	58,8	12,9
Sexe masculin									
Population totale	156.821	8.029	60.570	19.200	18.741	13.440	13.291	10.883	12.667
dont : *actifs*	57.518	225	–	7.045	15.011	12.497	11.809	8.510	2.421
activité non déclarée	8.585	7.702	–	294	177	78	62	96	176
Taux d'activité	–	–	–	36,7	80,1	93,0	88,8	78,2	19,1
Sexe féminin									
Population totale	166.969	7.505	60.693	19.036	20.499	15.723	14.898	11.721	16.894
dont : *actifs*	41.034	158	–	5.215	13.491	8.797	7.181	4.786	1.406
activité non déclarée	8.353	7.213	–	332	211	133	125	91	248
Taux d'activité	–	–	–	27,4	65,8	55,9	48,2	40,8	8,3
				RÉUNION					
Les deux sexes									
Population totale	480.152	18.365	193.905	53.582	66.613	51.689	39.244	28.570	28.184
dont : *actifs*	127.291	179	–	16.184	41.076	31.210	22.302	13.585	2.755
activité non déclarée	23.853	18.017	–	2.831	1.301	621	427	326	330
Taux d'activité	–	–	–	30,2	61,7	60,4	56,8	47,5	9,8
Sexe masculin									
Population totale	233.227	9.501	96.721	26.146	31.529	25,169	19.208	13.635	11.318
dont : *actifs*	86.192	121	–	9.207	26.107	22.533	16.332	9.884	2.008
activité non déclarée	12.025	9.326	–	1.403	679	262	151	96	108
Taux d'activité	–	–	–	35,2	82,8	89,5	85,0	72,5	17,7
Sexe féminin									
Population totale	246.925	8.864	97.184	27.436	35.084	26.520	20.036	14.935	16.866
dont : *actifs*	41.099	58	–	6.977	14.969	8.677	5.970	3.701	747
activité non déclarée	11.828	8.691	–	1.428	622	359	276	230	222
Taux d'activité	–	–	–	25,4	42,7	32,7	29,8	24,8	4,4

SOURCES DE DOCUMENTATION

1. Publications de l'I.N.S.E.E.

Économie et statistique, I.N.S.E.E. :

— N° 54, mars 1974 : « La mesure du chômage dans l'enquête emploi » (R. Salais).
— N° 65, mars 1975 : « Méthodes et sources utilisées pour la mesure du chômage » (B. Grais).
— N° 69, juillet-août 1975 : « Une analyse des liens entre l'emploi et le chômage » (F. Eymard-Duvernay et R. Salais).
— N° 78, mai 1976 : « Les sources statistiques sur l'emploi » (J. Vacher).
— N° 90, juin 1977 : « Les 40 heures : 1936 ou ...1980? » (F. Eymard-Duvernay).
— N° 91, juillet-août 1977 : « Les catégories sociales en 1975 : l'extension du salariat » (L. Thevénot).
— N° 93, octobre 1977 : « L'Analyse des mécanismes de détermination du chômage » (R. Salais).
— N° 94, novembre 1977 : « Emploi et activité entre 1968 et 1975 » (M. Huet).
— N° 112, juin 1979. Dossier Emploi.
— N° 115, octobre 1979 « Combien d'actifs d'ici l'an 2000? » (F. Eymard Duvernay).
— N° 121, avril-mai 1980 « Chômeurs : embauche difficile mais situations variées » (N. Coeffic).
— N° 123, juillet 1980 « Le chômage : un phénomène de file d'attente » (R. Salais).
— N° 130, février 1981 « Emploi et chômage : bilan fin 1980 » (O. Marchand et J.P. Revoil).
— N° 131, mars 1981 : « Les contraintes de temps dans le travail », (A.F. Molinié et S. Volkoff).
— N° 134, juin 1981 : Dossier sur le thème : « L'entrée des jeunes dans la vie active ».
— N° 137, octobre 1981 : « Chômage et sous-emploi dans les D.O.M. », (H. Domenach et J.P. Guingant).
— N° 138, novembre 1981 : « Les secteurs de l'industrie et leurs ouvriers », (F. Eymard Duvernay).
— N° 145, juin 1982 : « La progression de l'activité féminine est-elle irréversible? », (M. Huet).

Les collections de l'I.N.S.E.E., série D :

— N° 32 : « L'enquête formation-qualification professionnelle de 1970 » (R. Pohl, C. Thélot et M.-F. Jousset).
— N° 42 : « Enquête sur l'emploi de 1975 » (premiers résultats) [B. Seys, P. Laulhé].
— N^{os} 45-46 : « Recensement des agents de l'État et des collectivités locales au 1er mars 1969 » (R. Pohl, C. Thelot, E. Ramaroson, C. Marseille).
— N° 48 : « Enquête sur l'emploi de 1976 » (résultats provisoires) (B. Seys, P. Laulhé).
— N^{os} 53-58 : « Enquête sur l'emploi de mars et d'octobre 1977 ».
— N° 54 : « Structure des emplois en 1975 et en 1976 ».
— N^{os} 55-56 et n° 57 : « Enquête sur l'emploi de 1973-1974 » — « de 1975-1976 » (résultats détaillés).
— N° 59 : « Bilan formation-emploi 1973 ».
— N° 60 : « Emploi salarié par région aux 31 décembre 1974, 1975 et 1976 ».
— N° 61 : « Enquête sur l'emploi de mars 1978 ».
— N° 62 : « « Structure des emplois en 1977 ».
— N° 66 : « Enquête sur l'emploi d'octobre 1978 ».
— N° 67 : « RP 75 - Population active ».
— N° 68 : « Enquêtes sur l'emploi de 1968 à 1975, série redressée.
— N° 69 : « Emploi salarié par région au 31 décembre 1977. Rétropolation de 1954 à 1977 des données nationales en nouvelle base ».
— N° 70 : « Enquête sur l'emploi de mars 1979 ».
— N° 72 : « Structure des emplois en 1978 ».
— N° 74 : « Emploi salarié par région au 31 décembre 1978 ».
— N° 76 : « Enquête sur l'emploi de mars 1980 ».
— N° 78 : « Bilan formation-emploi 1977 ».
— N° 79 : « Enquête sur l'emploi d'octobre 1979 ».
— N° 81 : « Enquête sur l'emploi d'octobre 1980 ».
— N° 84 : « Structure des emplois en 1979 ».
— N° 87 : « Enquête sur l'emploi de mars 1981 ».

Archives et Documents :

— N° 28 : « Emploi salarié par région au 31 décembre 1979 ».
— N° 34 : « Les agents de l'État au 31 décembre 1976 ».
— N° 38 : « Les catégories socio-professionnelles et leur repérage dans les enquêtes ».

2. Publications du Ministère du travail et du Ministère de la santé.

— *Statistiques du travail,* bulletin mensuel et ses suppléments.
— *Santé-Sécurité sociale,* Statistiques et commentaires, bulletin bimestriel (Ministère de la santé).
— *Revue française des affaires sociales,* publication trimestrielle (sous double timbre du Ministère du travail et du Ministère de la santé).
— Tableaux statistiques sur le travail et l'emploi, édition 1980.
— Observations sociales publiées depuis 1980. Sondages d'opinion.
— Travail et emploi, publié depuis 1980. Études sur les problèmes du travail et d'emploi.
— Pour une politique du travail. Ensemble de rapports de constat et proposition présentés à Monsieur le ministre du travail sur les différents domaines d'intervention de l'État en faveur de l'emploi, 1980.

● *Travail temporaire.*

La loi du 3 janvier 1972 fait obligation aux entreprises de travail intérimaire de faire un certain nombre de déclarations concernant les contrats à l'Inspection du travail.

A partir de ces documents le service des études et de la statistique du Ministère du travail réalise et publie régulièrement un certain nombre d'exploitations statistiques.

Chaque année ce ministère publie deux documents de synthèse sur le travail temporaire :

— « Les entreprises de travail temporaire au 31 décembre 19.. »;
— « Le travail temporaire au cours de l'année 19.., branches utilisatrices, qualification des emplois offerts ».

Le Ministère du travail a réalisé en avril 1977 une enquête sur le travail temporaire et les contrats à durée indéterminée. Résultats parus dans *Statistiques du travail* supplément n° 76, 1980.

3. Autres publications.

— Rapport du groupe de travail « Emploi-Formation », Commissariat général du Plan, préparation du VIII^{e} Plan.
— Rapport de la commission « Emploi et relations du travail », Commissariat général du Plan, préparation du VIII^{e} Plan.
— « Chômage et politiques », 1980, Collection *Les cahiers français* n° 180, édité par La documentation française.

Pour prendre la mesure
de la réalité sociale

Données sociales 1981

Une information sur mesure...
Population, famille, étrangers, morbidité, travail, grèves, chômage, logement, automobile, éducation,... les données chiffrées concernant ces thèmes sont dispersées ou difficiles d'accès. C'est le mérite de Données Sociales de rassembler toute l'information disponible, et d'en organiser la présentation afin d'aider le lecteur à mieux comprendre les liaisons qui existent entre les phénomènes économiques et sociaux. De ce fait, Données Sociales constitue un véritable manuel pédagogique.

... Pour le spécialiste comme pour le profane. Données Sociales constitue un vivier d'informations pour le spécialiste. Il pourra y puiser en permanence toute donnée de nature à faire progresser ses travaux ou enrichir sa réflexion en matière de « Comptabilité sociale ».
Mais les données sont présentées de façon claire et les analyses restent accessibles au plus grand nombre.

Vous avez besoin d'un chiffre,
d'une explication,
d'une hypothèse de travail,
ouvrez
Données Sociales.

Un volume broché, format 21 × 29,7, 384 pages, 75 F.

CONSULTATION, VENTE : **P 348**

Dans les Observatoires économiques régionaux de l'INSEE.

insee **Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques.**

Chapitre 2.02

Santé

1. Professions sanitaires et sociales
2. État sanitaire
3. Mouvement et équipement hospitalier
4. Aide sociale
5. Consommation médicale

1. *Professions sanitaires et sociales*
(tableaux 1 et 2)

Dans le cadre des travaux de démographie médicale réalisés par le Ministère de la santé paraît chaque année une statistique des professions sanitaires et sociales.

Dressée grâce aux informations recueillies à partir des documents administratifs élaborés par les Directions départementales des affaires sanitaires et sociales, elle recense, au 31 décembre 1978, près d'un demi-million de personnes en activité dans le domaine sanitaire et social.

Les professions recensées sont celles réglementées par le Code de la santé publique, mise à part celle d'audio-prothésiste.

La répartition des effectifs, à cette date, ainsi que leur rapport à la population totale figurent dans le tableau 1.

La disponibilité de données de même source pour les six dernières années permet de donner un aperçu de l'évolution enregistrée par ces diverses professions depuis le 31 décembre 1972.

C'est ainsi qu'entre cette date et le 31 décembre 1978, les professions sanitaires et sociales ont connu un taux d'accroissement annuel moyen d'environ 7 %, taux nettement supérieur à celui enregistré pour l'ensemble de la population pendant la même période (0,4 %), ce taux étant légèrement plus élevé dans le secteur des professions sanitaires que dans celui des professions sociales.

2. *État sanitaire*
(tableaux 3 à 8)

Les statistiques concernant l'état sanitaire de la population sont réduites aux données fondamentales systématiquement connues et suffisamment générales (1).

21. MORBIDITÉ *(tableau 3)*

Les données exhaustives ou fiables concernant la morbidité de la population sont très rares. Le ministère de la Santé établit chaque année depuis 1969 une enquête de morbidité dans les établissements hospitaliers publics. Les questionnaires sont adressés à tous les services des hôpitaux à l'exception des quartiers psychiatriques, des sections d'hospice et des sections annexes. Les participations à cette enquête restent encore irrégulières et incomplètes : environ 50 % de l'ensemble des sorties des hôpitaux sont ainsi exploitées.

22. MORBIDITÉ DES ASSURÉS SOCIAUX (ET DE LEURS AYANTS DROIT) POUR LES AFFECTIONS DE LONGUE DURÉE OU AYANT EXIGÉ DES SOINS DEPUIS PLUS DE SIX MOIS *(tableau 4)*

Ces résultats sont extraits de l'*État annuel des maladies ayant fait l'objet de l'examen prévu à l'article L. 293 du Code de la sécurité sociale*. Cette statistique fait connaître les nombres annuels de maladies et de traumatismes constituant des affections de longue durée ou ayant exigé des soins depuis plus de six mois. Cette statistique porte sur l'ensemble des bénéficiaires (et de leurs ayants droit) du régime général de Sécurité sociale (y compris les régimes *fonctionnaires, étudiants, grands invalides, veuves et orphelins de guerre*).

● Ce chapitre a été établi avec la collaboration du département des statistiques de la santé et de l'action sociale du Ministère de la santé et de la sécurité sociale.

(1) D'autres résultats utiles plus particuliers ont été publiés dans le *Bulletin de l'I.N.S.E.R.M.* jusqu'à l'année 1971, puis dans le *Bulletin de Statistiques*, dans les *Tableaux santé et sécurité sociale* et dans l'*Annuaire de statistiques sanitaires et sociales* du Ministère de la santé (notamment les statistiques des dispensaires antituberculeux, des dispensaires antivénériens, des centres anticancéreux, des établissements psychiatriques, etc.). Voir aussi les publications annuelles de l'I.N.S.E.R.M. : *Rapport sur l'état de santé de la population française ; Statistiques médicales des établissements psychiatriques.*

23. MALADIES PROFESSIONNELLES *(tableau 5)*

Ces résultats sont extraits des statistiques établies par la « Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés » (1). La statistique porte sur l'ensemble des assujettis au régime général de la Sécurité sociale (2). Ces relevés comportent les réserves d'usage tenant essentiellement au fait que les cas de maladies ne remplissant pas les conditions légales de réparation ne sont pas comptés.

24. CAUSES DE DÉCÈS *(tableaux 6 à 8)*

La statistique des causes de décès (3) résulte de l'exploitation des déclarations faites par les médecins qui constatent les décès (4). La proportion des causes qui restent indéterminées (mal définies ou non déclarées) est encore notable étant de l'ordre de 8 %; les décès qui ne sont attribués qu'à la sénilité représentent moins de 2 % (5).

Malgré ces motifs d'imprécision et à la condition de ne pas attacher une signification rigoureuse aux nombres, cette statistique fournit de précieuses indications sur l'état et l'évolution des causes de mortalité.

Le tableau 6 (tous âges) est complété par le tableau 7 qui fait connaître les principales causes de mortalité infantile (enfants âgés de moins d'un an) et le tableau 8 qui rappelle les diverses composantes de la mortalité infantile.

3. *Mouvement et équipement hospitalier* *(tableaux 9 et 10)*

La *statistique du mouvement hospitalier* porte sur l'ensemble des personnes traitées dans les établissements publics ainsi que dans les établissements privés agréés pour le traitement des malades mentaux. Les autres établissements privés font l'objet d'une statistique officielle de mouvement, avec une périodicité annuelle depuis 1972 (tableau 9).

Les établissements sanitaires et sociaux récapitulés dans le tableau 10 constituent un panorama pratiquement exhaustif de l'équipement public et privé dont on dispose actuellement. Il comporte à la fois le nombre d'établissements et, le cas échéant, le nombre de lits ou de places dont ceux-ci disposent.

4. *Consommation médicale* *(tableau 11)*

La consommation médicale finale donne en valeurs, prix, volume, la consommation nationale telle qu'elle résulte des comptes de la Santé que dresse chaque année le C.R.E.D.O.C. pour le compte du Ministère de la santé et de la sécurité sociale.

5. *Aide sociale* *(tableau 12)*

Les principaux régimes d'aide sociale légale (6) comprennent :

— *l'aide médicale*, complétée par *l'aide aux tuberculeux* et *l'aide aux malades mentaux*; cette aide comporte principalement la prise en charge des frais d'hospitalisation ou de soins de « ville » que ne peuvent supporter en totalité ou en partie les malades privés de ressources suffisantes (couverts ou non par la Sécurité sociale) ainsi que le paiement des cotisations d'assurance maladie de certaines personnes non couvertes autrement (handicapés adultes notamment);

— *l'aide aux infirmes, aveugles et grands infirmes;* jusqu'à la loi d'orientation dont les premiers effets se sont fait sentir en 1977, elle consistait essentiellement dans le versement d'allocations aux parents d'enfants handicapés ou aux handicapés eux-mêmes et dans la prise en charge des frais d'hébergement des handicapés adultes en établissement spécialisé et de placement en milieu de travail protégé. Depuis la nouvelle loi, les caisses d'allocations familiales versent l'ensemble des allocations pour enfants et les allocations de base des adultes;

— *l'aide sociale aux personnes âgées* (de 65 ans au moins) dépourvues de ressources suffisantes qui fournit une aide financière à domicile ou le placement dans un établissement ou une famille;

— *l'aide sociale à l'enfance* qui confie à la charge de l'État les enfants (pupilles de l'État) trouvés, abandonnés, moralement abandonnés, orphelins pauvres, et assure la protection d'autres enfants (non pupilles placés sous la protection du service de l'aide sociale à l'enfance) qui sont recueillis temporairement, placés en garde, surveillés ou dont les parents (ou tuteurs) bénéficient d'une allocation pour aider à l'entretien de l'enfant.

---

(1) Publiées dans les *Statistiques nationales d'accidents du travail* (Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés).

(2) Y compris de plus les Mines et la S.N.C.F.

(3) Les données démographiques sur la mortalité figurent dans le chapitre 1.04 du présent annuaire.

(4) Des statistiques provisoires mensuelles sommaires sont diffusées par l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (I.N.S.E.R.M.) et publiées dans le *Bulletin de statistiques* du ministère de la Santé (depuis *l'année 1975*, ce bulletin est intitulé : *Santé, sécurité sociale, statistiques et commentaires*, édité par les ministères de la Santé et du Travail) ainsi que, sous une forme abrégée, dans le *Bulletin mensuel de statistique* de l'I.N.S.E.E. Les statistiques définitives détaillées sont publiées par l'I.N.S.E.R.M. : *Causes médicales de décès*, un volume annuel (avant 1968, voir les volumes de l'INSEE : *Statistique des causes de décès*).

(5) Proportions évaluées pour les résultats définitifs. Il importe de noter que la nomenclature internationale nosologique est appliquée dans toute sa rigueur, sans procéder à des interprétations probables des causes de décès insuffisamment définies et des diagnostics simplement symptomatiques.

(6) Décrets : 29 novembre 1953 (législation sur l'aide sociale); 2 septembre 1954 (aide sociale aux personnes âgées et infirmes); 15 novembre 1954 (aide sociale); 30 novembre 1954 (aide médicale).

TABLEAU 2.02 - 1

Professions sanitaires et sociales : effectif et densité

Situation au 31 décembre 1979

Source : M.S. (Ministère de la santé)

Professions	Effectif	Densité (pour 100 000 habitants)	Nombre d'habitants par praticien
PROFESSIONS MÉDICALES			
Médecin en activité (1)	104.073	194,2	515
dont : exerçant en clientèle privée	69.963	130,6	766
Chirurgien-dentiste (2)	30.321	56,6	1.767
Pharmacien	36.491	68,1	1.469
Sage-femme	9.382	85,0	1.176
PROFESSIONS PARAMÉDICALES			
Infirmier	245.994	459,0	218
dont : Diplômé d'État	176.889	330,1	303
Autorisé, auxiliaire, sanatorial	15.655	29,2	3.423
Psychiatrique	53.450	99,7	1.003
Masseur-kinésithérapeute	34.572	64,5	1.550
Pédicure	6.822	12,7	7.855
Orthophoniste	7.492	14,0	7.152
Audioprothésiste	1.050	2,0	51.037
Orthoptiste	1.133	2,1	47.298
PROFESSION SOCIALE			
Assistant de service social	28.700	53,6	1.867

(1) Ensemble des médecins en activité figurant sur les listes établies par les directions départementales des Affaires sanitaires et sociales qu'ils soient ou non inscrits à l'Ordre. Non compris les médecins militaires.
(2) Non compris les stomatologistes docteurs en médecine classés avec les médecins.

TABLEAU 2.02 - 2

Professions sanitaires dans les hôpitaux généraux publics et les établissements d'hospitalisation privés

Source : M.S.

	31 décembre 1972					31 décembre 1979					Taux d'accroissement annuel moyen (en °/₀)		
		Dont exerçant dans les hôpitaux publics		Dont exerçant dans les cliniques privées			Dont exerçant dans les hôpitaux publics		Dont exerçant dans les cliniques privées				
	Ensemble	Effectifs	Pourcentage par rapport à l'ensemble	Effectifs	Pourcentage par rapport à l'ensemble	Ensemble	Effectifs	Pourcentage par rapport à l'ensemble	Effectifs	Pourcentage par rapport à l'ensemble	Ensemble	Hôpitaux publics	Cliniques privées
PROFESSIONS MÉDICALES ET PHARMACEUTIQUES													
Médecin	70.711 (1)	13.408	19,0	21.443	30,3	104.073 (1)	20.527	19,7	28.493	27,3	5,7	6,3	4,1
Pharmacien	27.835	754	2,7	1.370	4,9	36.491	750	2,1	1.477	4,0	3,9	– 0,1	1,1
Sage-femme	(2) 8.374	2.699	32,2	2.664	31,8	9.382	3.985	42,5	2.594	27,6	1,6	5,7	– 0,4
Ensemble	*106.920*	*16.861*	*15,8*	*25.477*	*23,8*	*149.946*	*25.262*	*16,8*	*32.564*	*21,7*	*5,0*	*5,9*	*3,6*
PROFESSIONS PARAMÉDICALES													
Infirmière	(3)135.735	63.964	47,1	25.521	18,8	245.994	105.778	43,0	31.243	12,7	8,9	7,5	2,9
Masseur kinésithérapeute.	24.831	1.981	8,0	2.929	11,8	34.572	4.251	12,3	5.280	15,3	4,8	11,5	8,8
Ensemble	*160.566*	*65.945*	*41,1*	*28.450*	*17,7*	*280.566*	*110.029*	*39,2*	*36.523*	*13,0*	*8,3*	*7,6*	*3,6*
PROFESSIONS AUXILIAIRES													
Aide-soignant	80.705	62.758	77,8	17.947	22,2	135.713	106.978	78,8	28.735	21,1	7,7	7,9	7,0
Agent de service hospitalier (4)	86.336	78.605	91,0	7.731	9,0	108.679	96.015	88,3	12.664	11,7	3,3	2,9	7,3
Ensemble	*167.041*	*141.363*	*84,6*	*25.678*	*15,4*	*244.392*	*202.993*	*83,1*	*41.399*	*16,9*	*5,6*	*5,3*	*7,1*
Ensemble des professions de santé	**434.527**	**224.169**	**51,6**	**79.605**	**18,3**	**674.904**	**338.284**	**50,1**	**110.486**	**16,4**	**6,5**	**6,1**	**4,8**

(1) Non compris les attachés.
(2) Effectif recensé au 31 décembre 1973. L'effectif des listes départementales au 31 décembre 1972 était surestimé (9.195).
(3) Diplômés d'État, autorisés et auxiliaires.
(4) Dans le cas des hôpitaux privés, il s'agit des brancardiers, femmes de salle, etc.

TABLEAU 2.02 - 3

Répartition de 100 malades sortis (1) des hôpitaux généraux publics (y compris les décès)

Source : M.S.

En % du total

Principales affections	Sexe masculin						Sexe féminin					
	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1973	1974	1975	1976	1977	1978
Maladies infectieuses	3,5	3,6	3,5	2,8	2,6	2,6	3,2	3,3	3,2	2,4	2,2	2,1
Tumeurs malignes	5,4	5,7	5,7	6,0	6,6	6,7	4,2	4,5	4,2	4,6	5,0	5,2
Tumeurs bénignes et non spécifiées	0,8	0,7	0,7	1,0	1,1	1,1	1,4	1,4	1,4	1,7	1,9	1,9
Maladies endocriniennes et métaboliques	1,9	1,9	1,8	1,9	2,0	2,0	3,2	3,1	3,3	3,0	3,2	3,4
Maladies du sang	0,9	0,9	0,8	0,7	0,7	0,7	1,1	1,2	1,0	0,9	0,8	0,8
Troubles mentaux	2,5	2,4	2,1	2,1	1,9	2,1	4,2	4,3	3,7	3,7	2,1	3,5
Maladies du système nerveux	3,7	3,6	3,5	3,2	3,2	3,4	3,2	3,1	3,0	2,6	3,6	2,8
Maladies de l'œil	1,4	1,3	1,1	1,1	1,2	1,3	1,4	1,3	1,2	1,1	1,4	1,4
Maladies de l'oreille	0,9	0,9	0,8	0,7	0,8	0,9	0,8	0,8	0,7	0,7	0,8	0,7
Maladies de l'appareil circulatoire	11,0	11,5	11,7	11,9	12,3	12,6	11,9	12,7	12,3	12,3	12,4	12,4
Affections respiratoires	9,3	9,3	8,9	8,6	8,4	8,5	6,8	6,7	6,2	6,1	5,8	5,9
Alcoolisme et cirrhose du foie	4,3	4,5	4,4	4,5	4,1	4,1	1,7	1,6	1,5	1,5	1,4	1,4
Affections digestives	9,1	9,2	9,3	9,1	8,9	8,9	9,2	9,1	9,2	9,1	8,7	8,6
Maladies de l'appareil urinaire	3,4	3,3	3,8	3,7	3,6	2,9	3,1	2,9	3,2	3,2	2,9	2,4
Maladies des organes génitaux	1,8	1,8	2,0	1,9	1,9	1,9	3,6	4,0	4,0	4,1	4,4	4,3
Complications de la grossesse et de l'accouchement	///	///	///	///	///	///	8,3	7,4	9,4	10,1	10,3	10,1
Affections de la peau	2,0	2,0	2,0	1,9	1,9	1,8	1,7	1,7	1,6	1,6	1,5	1,5
Maladies du système ostéo-musculaire	2,0	2,0	2,2	2,1	2,4	2,4	2,4	2,6	2,6	2,6	3,0	3,1
Anomalies congénitales	1,0	0,9	0,8	0,9	1,2	1,4	0,8	0,7	0,6	0,7	10	1,0
Autres maladies spécifiées	3,2	2,8	2,6	2,2	2,2	2,2	2,6	2,1	2,0	1,7	1,6	1,6
Sénilité, symptômes et états mal définis	9,9	10,4	10,0	9,9	10,1	10,4	10,4	10,9	10,5	10,3	10,2	10,5
Traumatismes	22,0	21,3	22,2	23,8	22,9	22,1	14,8	14,6	15,2	16,0	15,8	15,4
Total (toutes causes)	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**

(1) Non compris les accouchements normaux.

TABLEAU 2.02 - 4

Affections de longue durée ou ayant exigé des soins depuis plus de six mois

[*nouveaux cas annuels* (1) *concernant les assurés sociaux et leurs ayants droit* (2)]

Source : C.N.A.M.T.S.

Classification internationale des maladies (3)	Nature de l'affection	1975 (6)	1976	1977	1978	1979	1980
4	Tuberculose de l'appareil respiratoire	21.774	18.208	15.839	14.926	13.597	12.283
5	Autres formes de tuberculose et séquelles	4.536	3.776	3.494	3.579	3.272	3.174
013*	soit : *méningée*	*303*	*211*	*207*	*245*	*165*	*174*
014*	*intestinale*	*347*	*323*	*264*	*307*	*254*	*250*
015*	*ostéo-articulaire*	*651*	*606*	*502*	*495*	*396*	*447*
016*	*génito-urinaire*	*1.207*	*1.031*	*1.028*	*978*	*905*	*858*
017*-018*	*autres ou à foyers multiples*	*1.528*	*1.260*	*1.188*	*1.211*	*1.175*	*1.131*
019*	*séquelles*	*500*	*345*	*305*	*343*	*377*	*314*
12	Encéphalites virales	113	94	88	83	74	84
13	Hépatite infectieuse	764	704	635	815	694	731
16	Syphilis et séquelles	162	161	187	195	246	212
19 (partie:040*-044*)	Poliomyélite et séquelles	1.350	1.251	1.223	1.572	1.349	1.271
19 (partie : 135*)	Sarcoïdose	772	702	779	954	1.057	1,160
1, 2, 3, 6-11, 14, 15, 17-19 (reste)	Autres maladies infectieuses et parasitaires	1.893	2.245	2.612	2.863	2.604	2.395
20	Tumeurs malignes	85.996	84.008	85.777	88.028	92.329	92.801
140*-149*	soit : *cavité buccale et pharynx*	*7.247*	*7.315*	*6.934*	*7.347*	*7.767*	*7.718*
150*-159*	*appareil digestif et péritoine*	*19.346*	*18.785*	*19.075*	*19.027*	*19.481*	*19.691*
160*-163*	*appareil respiratoire*	*10.755*	*10.366*	*11.041*	*11.493*	*12.390*	*12.613*
174*	*seins*	*14.132*	*13.522*	*13.948*	*14.466*	*15.386*	*15.190*
180*-182*	*utérus*	*6.403*	*6.165*	*6.128*	*6.410*	*6.638*	*6.684*
183*-189*	*autres localisations génito-urinaires*	*9.718*	*9.404*	*9.844*	*10.120*	*10.647*	*10.801*
191*-192*	*cerveau et autres parties du système nerveux.*	*1.964*	*1.842*	*1.964*	*2.053*	*2.051*	*2.031*
170*-173*, 190*, 193*-199*	*sièges autres ou non spécifiés*	*10.335*	*10.584*	*10.513*	*10.520*	*11.015*	*10.860*
200*-209*	*leucémie, tumeurs, tissus lymphatiques et hématopoïétiques*	*6.096*	*6.025*	*6.330*	*6.592*	*6.954*	*7.213*
21	Tumeurs bénignes ou de nature non précisée	1.620	1.663	1.801	2.079	2.101	1.989
225*-238.1*	soit : *tumeurs cérébrales (non spécifiées malignes)*	*368*	*463*	*508*	*536*	*569*	*591*
210*-224*, 226*-228*	*tumeurs bénignes*	*993*	*932*	*1.025*	*1.214*	*1.243*	*1.163*
230-238.0*,238.2*-239*	*tumeurs de nature non précisée*	*259*	*268*	*268*	*329*	*289*	*235*
22	Thyréotoxicose	1.089	1.088	1.223	1.492	1.738	1.687
23	Diabète sucré	54.981	47.198	46.120	49.778	45.304	43.719
26	Anémies	1.879	1.888	1.850	1.986	1.833	1.702
65 (partie : 286*-289*)	Autres maladies du sang et organes hématopoïétiques.	1.000	1.056	1.107	1.226	1.149	1.155
27, C 65 (partie : 310*-315*)	Troubles mentaux	143.845	130.983	122.496	134.826	129.969	125.436
290*-299*	soit : *psychoses*	*25.483*	*22.840*	*22.093*	*23.917*	*24.102*	*23.555*
303*	*alcoolisme*	*7.441*	*7.149*	*6.631*	*7.544*	*7.858*	*7.922*
304*	*dépendance à l'égard des drogues*	*372*	*374*	*492*	*437*	*465*	*509*
300*-302*, 305*-309*	*autres troubles mentaux non psychotiques*	*94.923*	*86.922*	*81.765*	*89.416*	*85.369*	*82.598*
310*-315*	*arriération mentale*	*15.606*	*13.698*	*11.515*	*13.512*	*12.175*	*10.852*
31 (partie : 320*-358*)	Maladies du système nerveux	19.748	18.124	18.329	21.025	20.114	20.342
320*-324*	soit : *maladies inflammatoires du système nerveux central*	*727*	*672*	*704*	*819*	*676*	*721*
330*	*myopathies, amyotrophies*	*1.270*	*1.169*	*1.177*	*1.330*	*1.194*	*1.112*
340*	*sclérose en plaques*	*1.844*	*1.555*	*1.681*	*1.883*	*1.735*	*1.848*
342*	*maladie de Parkinson*	*3.886*	*3.288*	*3.298*	*3.664*	*3.509*	*3.596*
344*	*hémiplégies, paraplégies* (4)	*4.247*	*4.033*	*4.039*	*4.224*	*3.937*	*4.039*
345*	*épilepsie*	*2.587*	*2.464*	*2.613*	*3.332*	*3.491*	*3.475*
331*-333*, 341*, 343* 346*-358*	*autres maladies du système nerveux*	*5.187*	*4.943*	*4.817*	*5.773*	*5.572*	*5.551*
29	Cataracte	912	839	843	899	871	855
28, 31 (partie : 370*-373*, 375*-379*)	Maladies de l'œil	3.017	2.961	2.903	3.059	3.090	2.894

N.B. — Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU 2.02 - **4** *(fin)*

Affections de longue durée ou ayant exigé des soins depuis plus de six mois

[*nouveaux cas annuels* (1) *concernant les assurés sociaux et leurs ayants droit* (2)]

Source : C.N.A.M.T.S.

Classification internationale des maladies (3)	Nature de l'affection	1975 (6)	1976	1977	1978	1979	1980
30	Otite moyenne et mastoïdite	356	341	377	441	443	441
31 (380*, 384*-389*)	Autres maladies de l'oreille	1.314	1.282	1.393	1.424	1.446	1.403
32	Rhumatisme articulaire aigu	1.340	1.166	1.158	936	846	885
33	Cardiopathies rhumatismales chroniques	1.904	1.761	1.773	1.981	2.094	2.244
34	Maladies hypertensives	22.709	23.308	25.224	31.798	29.668	27.566
35	Maladies ischémiques du coeur	57.165	51.854	53.025	54.762	51.541	54.203
36	Maladies cérébro-vasculaires (5)	46.958	46.096	48.322	55.054	51.985	48.513
37, 38	Autres maladies de l'appareil circulatoire	47.641	45.275	48.952	55.367	52.076	50.073
440*	soit : *artériosclérose*	*16.163*	*15.865*	*17.994*	*21.324*	*20.738*	*19.278*
37	*embolies et thromboses veineuses*	*1.727*	*1.883*	*2.211*	*2.688*	*2.795*	*2.661*
420*-429*, 441*-448*, 454*-458*	*autres maladies des veines et lympathiques*	*29.751*	*27.527*	*28.747*	*31.355*	*28.543*	*28.134*
42	Bronchite, emphysème, asthme	21.093	18.137	18.694	22.089	20.917	20.384
44	Pneumoconiose et maladies apparentées	103	84	214	121	119	112
39-41, 43, 45	Autres maladies de l'appareil respiratoire	8.300	7.809	7.806	8.954	7.438	6.000
47	Ulcère de l'estomac et du duodénum	4.538	3.926	3.897	5.614	6.631	6.506
50	Lithiase biliaire et cholécystite	1.646	1.473	1.441	1.400	1.286	1.120
51 (partie : 576*)	Autres maladies de la vésicule et voies biliaires	729	727	669	653	543	438
51 (partie : 571*)	Cirrhose du foie	3.984	3.957	3.979	4.282	4.120	4.167
51 (partie : 570*, 572* 573*)	Autres maladies du foie	907	915	760	880	815	633
49	Hernies	1.001	901	942	887	1.000	955
46, 48, 51 (reste)	Autres maladies de l'appareil digestif	6.634	6.088	6.343	6.947	6.817	6.576
52	Néphrites, néphroses	4.349	4.106	4.242	4.554	4.026	3.867
53	Lithiase urinaire	983	953	1.076	1.039	1.020	984
55 (partie : 590*, 591*, 593*, 595*-599*)	Autres maladies de l'appareil urinaire	2.113	2.038	2.115	2.170	2.277	2.236
54	Hypertrophie de la prostate	505	488	511	481	434	443
55 (partie : 601*-607*)	Autres maladies des organes génitaux de l'homme	458	446	495	606	2.515	2.542
55 (reste)	Maladies des organes génitaux de la femme	2.330	2.080	2.154	2.738	6.867	7.358
56, 57, 58	Complications grossesses, accouchement, état puerpéral	3.986	4.371	4.600	5.408	4.925	3.999
59, 60	Affections de la peau et du tissu cellulaire sous-cutané.	2.082	2.261	2.686	2.938	3.030	2.983
61	Arthrite, spondylite	37.514	34.619	36.324	40.366	48.634	37.103
62	Autres maladies du système ostéo-musculaire, et tissus conjonctifs	12.785	11.970	12.506	14.232	15.342	16.064
63	Anomalies congénitales	8.838	8.258	8.631	9.797	9.990	9.907
Reste : 24, 25, 64	Autres maladies spécifiées	5.006	5.149	4.978	6.127	5.938	6.061
65 (reste : 780*-796*)	États morbides mal définis	10.846	10.456	10.615	12.211	13.696	11.076
66	Fractures	11.021	11.029	11.533	12.584	12.749	12.799
67	Traumatismes internes et intracrâniens	1.326	1.339	1.585	1.543	1.564	1.601
68	Brûlures	369	314	337	467	469	446
69, 70	Autres traumatismes et atteintes externes	2.084	2.286	2.447	2.904	3.008	3.359
	Total	**680.368**	**634.212**	**639.110**	**703.145**	**687.354**	**666.861**

(1) Maladies ayant fait l'objet, pour la première fois, de l'examen médical prévu à l'article 293 du Code de sécurité sociale. — (2) Régime général y compris les régimes rattachés, pour les soins de santé (fonctionnaires, étudiants, invalides, veuves et orphelins de guerre). — (3) Révision de 1965 : liste C complétée par plusieurs numéros signalés par un astérisque de la liste détaillée. — (4) Cette rubrique ne comprend pas les effets des lésions vasculaires cérébrales récentes (n° 36). — (5) Cette rubrique ne comprend pas les séquelles des lésions vasculaires cérébrales (n° 334*). — (6) Les augmentations des nombres de nouveaux malades en 1974 résultent en grande partie des conséquences du décret du 2 mai 1974 qui a supprimé la clause de coût résiduel; antérieurement les malades qui n'avaient à leur charge qu'un coût résiduel (non remboursé par la Sécurité sociale) minime étaient exclus des avantages du régime de la longue maladie. — Ce décret n'a son plein effet qu'à partir de 1975.

TABLEAU 2.02 - **5**

Principales maladies professionnelles déclarées : nombre de cas (1)

Source : C.N.A.M.T.S. *Unité :* **maladie** (1)

N° (2)	Nature des maladies professionnelles	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
1	Saturnisme	170	238	189	199	164	129	125	91	87	51
2	Hydrargyrisme	3	2	3	2	9	5	8	4	2	4
4	Benzolisme	83	85	98	85	108	108	68	68	76	64
6	Affections provoquées par les rayons X	14	18	18	16	19	12	11	15	18	18
8	Affections causées par les ciments	1.983	1.969	1.827	1.593	1.508	1.422	1.371	1.115	964	833
10	Ulcérations causées par l'action de l'acide chromique	167	169	170	151	167	136	129	124	71	66
11	Intoxication par le tétrachlorure de carbone	5	1	3	1	1	5	3	3	3	3
12	Affections dues aux dérivés chlorés de l'éthylène	140	145	140	210	171	156	156	133	136	118
13	Intoxication par les dérivés nitrés et chloronitrés des carbures benzéniques	13	4	11	4	14	4	9	6	6	7
15	Affections provoquées par les amines aromatiques	92	142	122	103	111	102	107	98	115	101
16	Affections provoquées par le brai de houille	11	2	4	19	6	13	14	5	5	11
19	Leptospiroses	11	10	13	6	8	14	11	8	13	5
20	Maladies causées par l'arsenic et dérivés	2	3	5	3	5	3	3	4	1	4
24	Brucellose	82	97	92	121	133	127	144	135	140	158
25	Silicose	521	563	588	607	594	616	671	629	591	643
29	Lésions osseuses provoquées par l'air comprimé	9	3	4	2	4	1	2	2	2	4
30	Affections provoquées par les poussières d'amiante	6	12	22	24	41	37	54	77	100	127
35	Affections ostéo-articulaires par l'emploi des marteaux pneumatiques	13	10	19	22	31	26	27	30	26	39
36	Dermatoses par lubrifiants	210	235	209	230	230	182	166	163	227	184
37	Maladies causées par les sels et oxydes de nickel	17	21	21	15	19	18	26	16	11	11
38	Maladies engendrées par la chlorpromazine	2	2	1	9	1	1	5	–	1	3
40	Affections dues aux bacilles tuberculeux	4	3	3	18	28	30	25	10	15	24
41	Maladies engendrées par la pénicilline	5	5	8	8	11	10	16	6	5	11
42	Affections provoquées par les bruits	65	95	125	147	133	168	223	217	184	256
43	Ulcérations causées par l'aldéhyde formique	72	47	67	38	48	50	42	34	36	38
44	Sidérose	17	4	5	9	6	4	13	14	20	24
45	Hépatites virales	199	414	505	533	653	740	746	581	483	597
46	Dermatophyties d'origine animale	5	7	7	14	7	10	12	6	8	8
47	Maladies provoquées par les bois exotiques	28	26	30	39	42	39	32	38	50	45
48	Troubles angioneurotiques provoqués par les travaux de meulage	4	2	5	5	2	5	6	6	15	8
49	Affections provoquées par les amines aliphatiques et alicycliques	•	•	1	20	29	20	21	19	15	29
51	Maladies provoquées par les résines époxydiques	•	•	1	100	82	98	108	108	108	95
52	Affections causées par la polymérisation du chlorure de vinyle	•	•	•	4	2	–	9	3	4	7
57	Hygromas du genou	•	•	1	174	209	212	282	248	283	266
60	Intoxication par le pentachlorophénol	•	•	•	3	4	6	9	6	6	1
62	Affections provoquées par les isocyanates organiques	•	•	•	8	19	25	16	30	44	53
63	Affections provoquées par les enzymes protéolytiques	•	•	•	2	5	7	14	9	10	9
64	Intoxications par l'oxyde de carbone	•	•	•	•	1	13	4	12	4	8
65	Dermites eczématiformes de mécanisme allergique	•	•	•	•	•	•	•	19	59	84
66	Affections respiratoires de mécanisme allergique	•	•	•	•	•	•	•	4	39	54
—	Autres maladies	19	15	13	38	33	25	15	15	20	24
	Nombre total de maladies constatées	**3.972**	**4.349**	**4.330**	**4.580**	**4.658**	**4.579**	**4.703**	**4.111**	**4.003**	**4.095**

(1) Nombre de maladies professionnelles pour lesquelles un avantage financier (indemnité ou rente) a été versé pour la première fois au cours de l'année considérée (régime général et régimes spéciaux de Sécurité sociale, y compris les Mines et la S.N.C.F.). Il s'agit de l'année du premier versement, qui peut ne pas correspondre exactement à l'année de la première constatation de la maladie, ce qui contribue à expliquer les fluctuations annuelles. — Les maladies n^{os} 49 à 63 n'ont été rendues à déclaration obligatoire que depuis l'année 1973, les maladies 19, 29, 30 et 40 à 48, que depuis l'année 1969, la maladie 64 que depuis l'année 1974, les maladies 65 et 66 que depuis l'année 1977. — (2) Liste annexée au décret du 31 décembre 1946 et complétée par les décrets subséquents.

TABLEAU 2.02 **6**

Décès de tous âges par causes principales

Sources : I.N.S.E.E., I.N.S.E.R.M. (Institut national de la santé et de la recherche médicale)

Classification internationale des maladies (8e révision)	Principales causes de décès	1975	1976	1977	1978	1979	1980		
		Les deux sexes	Les deux sexes	Les deux sexes	Les deux sexes	Les deux sexes	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin
010-019	Tuberculose toutes formes	2.893	2.774	2.527	2.415	1.686	1.604	1.080	524
010-012	*dont : tuberculose de l'appareil respiratoire*	*2.373*	*2.221*	*1.915*	*1.716*	...	...	...	...
001-009, 020-136	Autres maladies infectieuses et parasitaires	5.137	5.469	5.413	5.640	...	...	...	...
140-209	Tumeur maligne, y compris les tumeurs des tissus lymphatiques et hématopoïétiques	116.927	119.243	119.516	120.293	...	...	...	...
150-159	*dont : tumeur maligne de l'appareil digestif et du péritoine*	*41.030*	*40.996*	*40.695*	*40.801*	...	...	...	...
160-163	*tumeur maligne de l'appareil respiratoire*	*19.408*	*20.323*	*20.781*	*21.434*	...	...	...	...
180-189	*tumeur maligne des organes génito-urinaires*	*18.285*	*18.998*	*18.813*	*19.067*	...	...	...	...
204-207	*leucémie*	*4.198*	*4.264*	*4.407*	*4 432*	*4.451*	*4.561*	*2.431*	*2.130*
210-239	Tumeur bénigne ou de nature non précisée	4.378	4.073	4.078	4.097	...	...	...	...
250	Diabète sucré	8.739	8.939	8.454	8.442	7.117	7.051	2.705	4.346
280-289	Maladies du sang et des organes hématopoïétiques	1.885	1.889	2.115	2.140	...	...	...	...
291-303	Alcoolisme et psychose alcoolique	4.248	3.913	3.701	3.554	...	...	...	...
344	Paralysie cérébrale sans autre indication	4.837	5.129	5.116	5.090	...	...	...	...
320-343, 345-389	Autres maladies du système nerveux et des organes des sens	5.623	5.727	5.529	5.564	...	...	...	...
390-429	Cardiopathies et maladies hypertensives	116.529	114.155	108.882	110.846	...	...	...	...
410-414	*dont : maladies ischémiques du cœur*	*50.483*	*49.834*	*48.617*	*50.707*	...	...	...	...
430-438	Maladies cérébro-vasculaires	77.200	74.586	68.755	68.796	66.228	67.586	28.663	38.923
440-458	Autres maladies de l'appareil circulatoire	20.492	20.980	20.657	21.484	...	...	...	...
460-519	Maladies de l'appareil respiratoire	36.250	37.796	33.396	36.841	...	...	...	...
470-474	*dont : grippe*	*4.861*	*5.381*	*2.558*	*3.502*	...	...	...	...
480-486	*pneumonie*	*8.803*	*8.986*	*8.343*	*8.330*	*5.140*	*4.817*	*2.260*	*2.557*
490-493	*bronchite chronique, emphysème et asthme*	*7.096*	*7.241*	*6.867*	*7.241*	*6.733*	*6.875*	*4.330*	*2.545*
571	Cirrhose du foie	17.754	17.418	16.728	16.398	...	...	...	...
520-570, 572-577	Autres maladies de l'appareil digestif	17.513	17.604	17.092	16.881	...	...	...	...
580-629	Maladies des organes génito-urinaires	8.372	8.353	7.919	8.174	...	...	...	...
740-759	Anomalies congénitales	2.846	2.814	2.776	2.545	...	...	...	...
760-778	Causes de mortalité périnatale	3.085	2.475	2.321	1.990	...	...	...	...
000-999 non compris les nos indiqués	Autres maladies spécifiées	11.722	12.391	12.312	15.654	...	...	...	...
794	Sénilité sans mention de psychose	10.385	9.382	8.721	9.747	...	...	...	...
780-793, 795-796	Symptômes et autres états morbides mal définis	27.465	26.524	25.134	24.337	...	...	...	...
E 800-E 999	Accidents et morts violentes	48.145	49.203	49.016	48.262	50.633	50.506	30.485	20.021
E 810-E 819 E 825-E 827	*dont : accidents de la circulation routière*	*11.554*	*12.198*	*11.565*	*10.863*	*10.949*	*11.002*	*8.029*	*2.973*
E 950-E 959	*suicides*	*8.323*	*8.358*	*8.741*	*9.158*	*9.993*	*10.406*	*7.362*	*3.044*
	Causes non déclarées	7.928	6.267	6.063	7.276	...	...	...	...
	Total (toutes causes)	**560.353**	**557.114**	**536.221**	**546.916**	**541.805**	**547.107**	**285.481**	**261.626**

BIBLIOTHÈQUE
INSEE

TABLEAU 2.02 - 7

Décès des enfants de moins d'un an par causes principales (1)

Sources : I.N.S.E.E., I.N.S.E.R.M.

Classification internationale des maladies (8e révision)	Causes de décès	1975	1976	1977	1978	1979	1980
000-136	Maladies infectieuses et parasitaires	701	641	548	516	...	...
004, 006, 008, 009	dont : *maladies diarrhéiques*	*159*	*157*	*135*	*112*	...	...
038	*septicémies*	*235*	*198*	*202*	*184*	*41*	*26*
320, 323	Méningite, encéphalite, myélite et encéphalomyélite (2)	232	184	143	119	...	...
470-474	Grippe	15	18	8	12	...	...
480-486	Pneumonie	146	112	95	79	...	...
740-759	Anomalies congénitales	1.947	1.811	1.820	1.755	1.565	1.782
740-743	dont : *anomalies congénitales du système nerveux*	*276*	*256*	*288*	*215*	...	...
746, 747	*anomalies congénitales de l'appareil circulatoire*	*1.046*	*980*	*929*	*953*	...	...
760-779	Causes de mortalité périnatale	3.085	2.475	2.321	1.990	2.154	2.173
764-768, 772	dont : *accouchements dystociques et lésions obstétricales du nouveau-né*	*436*	*336*	*289*	*303*	...	...
774, 775	*maladies hémolytiques du nouveau-né*	*62*	*43*	*34*	*23*	...	...
776	*affections anoxémiques non classées ailleurs*	*1.698*	*1.376*	*1.242*	*1.057*	...	...
777	*prématurité et débilité sans autre indication*	*401*	*303*	*292*	*297*	...	...
796 (partie)	Toxicose infantile	42	54	20	14	...	...
000-999 non compris les nos indiqués	Autres maladies spécifiées	767	709	639	553	...	...
700-796 (reste)	Symptômes et autres états morbides mal définis	630	664	567	721	...	...
E 800-E 999	Accidents et morts violentes	781	758	817	670	679	718
	Causes non déclarées	1.931	1.603	1.544	1.423	...	...
	Total (toutes causes)	**10.277**	**9.029**	**8.522**	**7.852**	**7.582**	**8.010**

(1) Non compris les décès d'enfants, nés vivants, décédés avant la déclaration de naissance à l'état civil (faux mort-nés). — (2) Non compris les méningites et les encéphalites survenant au cours d'une maladie classée comme infectieuse ou parasitaire (C.I.M. nos 000-136). Non compris également les encéphalites post-vaccinales (C.I.M., no 934).

TABLEAU 2.02 - 8

Mortalité infantile et ses diverses composantes

Source : I.N.S.E.E.

En °/₀₀

Taux de :	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Mortalité néo-natale précoce (1)	10	10	9	8	8	7,3	6,4	5,8	5,2	4,7	4,4
Mortalité néo-natale (2)	13	12	11	11	10	9,2	8,1	7,4	6,6	6,0	5,8
Mortalité infantile (3)	18	17	16	15	15	14,0	12,5	11,5	10,6	10,0	10,1
Mortinatalité (4)	13	13	12	12	12	10,9	10,3	9,9	9,6	9,2	8,6
Mortalité périnatale (5)	23	23	21	20	19	18,0	16,7	15,6	14,7	13,8	12,9
Mortalité fœto-infantile (6)	31	30	28	27	26	24,6	22,7	21,2	20,1	19,1	18,5

(1) Décès d'enfants de 0 à 6 jours (y compris les faux mort-nés) pour mille naissances vivantes, y compris les faux mort-nés. — (2) Décès d'enfants de 0 à 27 jours (y compris les faux mort-nés) pour mille naissances vivantes, y compris les faux mort-nés. — (3) Décès d'enfants de moins d'un an (y compris les faux mort-nés) pour mille naissances, y compris les faux mort-nés. — (4) Mort-nés pour mille naissances totales (vivants et mort-nés). — (5) Ensemble de la mortalité néo-natale précoce et de la mortinatalité. — (6) Ensemble de la mortalité infantile et de la mortinatalité.

TABLEAU 2.02 - 9

Mouvement hospitalier

Sources : M.S.; I.N.S.E.E.

Établissement et catégorie d'hospitalisés	Année	Nombre d'hospitalisés						Nombre de journées d'hospitalisation (en milliers)
		Existants au 1er janvier (*a*)	Admis dans l'année (*b*)	Soignés dans l'année (*c*)	Sortis dans l'année (*d*)	Décédés dans l'année (*e*)	Restants au 31 décembre (*f*)	
A. HÔPITAUX ET HOSPICES PUBLICS (1) :								
1. Secteur hôpital (2)	1962	144.520	2.609.961	2.754.481	2.492.294	108.701	153.486	56.273
	1967	154.857	3.240.133	3.394.990	3.107.713	131.902	155.375	61.877
	1973	181.306	4.588.781	4.770.087	4.430.677	163.864	175.546	69.081
	1974	175.546	4.787.500	4.963.046	4.621.714	158.600	182.732	68.284
	1975	182.732	5.016.576	5.199.308	4.832.884	191.083	175.341	69.383
	1976	175.341	5.399.200	5.574.541	5.206.440	196.291	171.810	69.832
	1977	171.810	5.804.400	5.976.210	5.608.805	200.123	167.282	76.061
	1978	167.282	6.171.600	6.239.529	5.818.086	253.443	168.000	79.774
	1979	168.000	6.366.000	6.534.000	6.074.082	262.118	197.800	84.972
2. Secteur hospice (3)	1962	172.154	116.311	288.465	73.983	28.516	185.966	65.419
	1967	212.959	116.161	329.120	84.354	28.091	216.675	77.541
	1973	238.634	152.971	391.602	111.017	28.725	251.860	85.810
	1974	251.860	155.668	407.528	120.591	26.937	260.000	87.404
	1975	260.000	162.268	422.268	124.075	28.193	270.000	87.341
	1976	270.000	157.200	427.200	157.852	28.748	240.600	87.399
	1977	240.600	169.353	409.953	139.251	30.102	240.600	86.712
	1978	240.600	174.697	415.227	143.023	32.204	240.000	85.370
	1979	240.000	168.900	408.900	160.287	27.871	220.742	80.682
B. ÉTABLISSEMENTS SANITAIRES PRIVÉS (4)	1962	65.000	1.943.614	2.008.614	1.937.359	6.244	65.211	25.908
	1967	88.000	2.456.460	2.544.460	2.447.316	7.234	89.910	31.202
	1973	118.719	3.231.275	3.349.994	3.216.589	13.186	120.219	52.871
	1974	120.219	3.279.467	3.399.686	3.264.003	14.364	121.319	53.561
	1975	121.319	3.472.819	3.594.138	3.454.999	15.820	122.663	54.462
	1976	122.663	3.491.483	3.614.146	3.478.735	17.414	117.997	54.686
	1977	117.997	3.596.154	3.714.151	3.571.197	22.954	120.000	55.533
	1978	120.000	3.721.596	3.841.596	3.693.597	27.999	120.000	58.826
	1979	120.000	3.800.703	3.920.703	3.799.203	28.114	121.500	56.998
	1980	121.500	3.928.394	4.049.894	3.926.644	27.912	123.250	57.361
C. ÉTABLISSEMENTS PSYCHIATRIQUES (5)	1962	112.587	79.880	192.467	71.715	7.322	113.430	41.132
	1967	117.760	119.375	237.135	109.212	8.887	119.036	43.200
	1973	112.176	155.000	267.176	150.722	7.161	109.293	40.895
	1974	109.293	155.000	264.293	147.742	6.551	110.000	40.500
	1975	110.000	228.249	338.249	221.077	6.463	110.709	39.762
	1976	110.709	252.148	362.857	249.460	5.897	107.500	38.949
	1977	107.500	266.092	363.592	239.506	5.648	117.613	33.508
	1978	117.613	280.000	397.613	276.140	6.473	115.000	35.000
	1979	104.241	284.851	389.092	268.136	6.855	114.101	36.695

Colonnes : (*a*), (*c*), (*f*) Pour les établissements psychiatriques : y compris les malades en sortie d'essai qui restent inscrits sur les contrôles de l'établissement. — (*b*) Non compris les admissions par transfert. Pour les établissements psychiatriques : non compris les réintégrations après sorties d'essai ou après évasion. — (*c*) Ensemble des existants au 1er janvier (*a*) et des admis dans l'année (*b*). — (*d*) Non compris les décédés (*e*) et les sorties par transfert. Pour les établissements psychiatriques : non compris les sorties d'essai; y compris les sorties d'essai transformées en sorties définitives et les évasions non suivies de réintégration. — (*e*) Pour les établissements psychiatriques : y compris les décès de malades en sortie d'essai. — (*f*) Soignés dans l'année (*c*) moins sortis dans l'année (*d*) et décédés dans l'année (*e*).

(1) Établissements civils publics. — (2) Non compris les services hospitaliers de psychiatrie (ex-quartiers psychiatriques) classés à C, et les secteurs annexes (services d'hébergement non retenus dans le présent mouvement). — (3) Y compris les maisons de retraite et hospices publics non rattachés à un hôpital général. — (4) Y compris les établissements de santé mentale et non compris les maisons de retraite. Y compris également, de 1973 à 1978, les établissements anti-tuberculeux. — (5) Hôpitaux psychiatriques, services hospitaliers de psychiatrie (ex-quartiers psychiatriques), établissements privés faisant fonction d'hôpitaux psychiatriques publics.

TABLEAU 2.02 - 10

Établissements sanitaires civils par catégorie d'établissement

Situation à la fin de l'année indiquée

Source : M. S.

Établissement	Nombre d'établissements	Nombre de lits
1. *HÔPITAUX ET HOSPICES PUBLICS* (1, 2) [1980].		
Catégorie d'établissement :		
Centres hospitaliers régionaux	29	121.133
Centres hospitaliers C.H. général / Hôpitaux C.H. de secteur	494	260.975
Hôpitaux ruraux	365	57.902
Hospices et maisons de retraite	1.145	102.147
Total (tous établissements)	*2.033*	*542.157*
Lits par secteur :		
A. *Secteur « hôpital »* (2)		*305.524*
Discipline :		
Médecine et spécialités médicales		124.798
Chirurgie et spécialités chirurgicales		71.086
Gynécologie-obstétrique		18.613
Psychiatrie		17.467
Autres		73.560
B. *Secteur « hospice »* (hospice et maison de retraite)		*227.550*
En hôpital		125.403
En hospice		102.147
C. *Sections « annexes » des hôpitaux*		*8.353*
A + B + C. Ensemble des lits		**541.457**
2. *HÔPITAUX PRIVÉS, CLINIQUES, MAISONS DE SANTÉ PRIVÉES* (1980).		
A. Hôpitaux privés, cliniques privées	(*) 1.585	116.051
Discipline :		
Médecine et spécialités médicales	755	34.706
Chirurgie et spécialités chirurgicales	1.181	68.070
Maternité	590	13.175
B. Maisons de convalescence, de repos, de régime,	476	23.790
C. Maisons privées de retraite et hospices privés (1979)	2.100	132.000
D. Centres privés de réadaptation fonctionnelle	171	15.348
Total	*4.545*	*313.626*
3. *ÉTABLISSEMENTS PSYCHIATRIQUES* (1979).		
A. Hôpitaux psychiatriques publics	96	88.050
B. Services de psychiatrie des hôpitaux publics (3)	100	17.467
C. Hôpitaux psychiatriques privés faisant fonction d'hôpitaux publics	24	19.834
D. Établissements de lutte contre les maladies mentales (privés)	275	17.563
Total	*495*	*142.914*
4. *ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS POUR LA LUTTE ANTITUBERCULEUSE* [1980] (4).		
A. Sanatoriums pour tuberculose pulmonaire	61	3.223
B. Sanatoriums pour tuberculose extrapulmonaire	10	1.078
C. Hôtels de cure (agréés)	10	718
D. Établissements de post-cure et de réadaptation	17	974
E. Préventoriums	10	480
F. Aériums	29	1.899
G. Cliniques phtisiologiques	11	300
Total	(*) *136*	*8.672*

Établissement	Nombre d'établissements	Nombre de lits
5. *CENTRES ANTICANCÉREUX* (5) [1980]	20	4.476
6. *INSTITUTIONS POUR LA PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE* (1979).		
A. Pouponnières (6) :		
— à caractère social (7)	90	3.119
— à caractère sanitaire (8)	62	3.023
— à sections multiples (9)	14	752
B. Crèches (1980) :		
— collectives (10)	1.375	69.292
— familiales (11)	554	34.129
C. Garderies, jardins d'enfants (12) [1979]	338	15.044
D. Haltes garderies (13) [1979]	1.170	23.400
E. Maisons d'enfants à caractère social	600	32.000
Centres de consultations :		
— prénatales et postnatales (14)	413	///
— infantiles (15)	6.774	///
Maisons maternelles (16)	83	1.980
F. Hôtels maternels (17)	29	626
G. Foyers de l'aide sociale à l'enfance (18)	143	10.495
7. *ÉTABLISSEMENTS SOCIAUX EN FAVEUR DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE* (1979).		
A. Établissements d'éducation spéciale pour l'enfance handicapée	1.900	145.000
B. Foyers de jeunes travailleurs	579	56.313
8. *ÉTABLISSEMENTS SOCIAUX EN FAVEUR DES ADULTES ET DE LA FAMILLE* (1979).		
A. Ateliers protégés	81	4.300
B. Centres d'aide par le travail	610	42.000
C. Centres d'hébergement et de réadaptation sociale agréés	188	7.558
D. Maisons familiales de vacances	710	77.020
E. Logements foyers	1.200	63.000
9. *CENTRES ET POSTES DE TRANSFUSION SANGUINE* (1981)	178	///
dont :		
Centres	99	///
Postes	82	///

(1) Les établissements de l'Assistance publique à Paris, Lyon et Marseille, les centres hospitaliers régionaux étant respectivement comptés pour une seule unité. — (2) Y compris les lits des services de psychiatrie des hôpitaux généraux (ex-quartiers psychiatriques, § 3 B). — (3) Ex-quartiers psychiatriques des hôpitaux généraux; non compris les services de neurologie et de neuropsychiatrie des hôpitaux généraux (§ 1 A). — (4) Établissements publics et privés agréés. — (5) Les quatre centres de traitement des tumeurs de l'Assistance publique à Paris étant comptés pour une seule unité. — (6) Institution assurant la garde de jour et de nuit d'enfants âgés de moins de 3 ans et qui ne peuvent ni rester au sein de leur famille, ni bénéficier d'un placement familial surveillé (y compris les pouponnières des hôpitaux, § 1 C). — (7) Pour enfants sains. — (8) Pour enfants hypotrophiques (débilité physique) notamment. — (9) Pouponnières mixtes, pour enfants sains ou débiles, mais avec services distincts. — (10) Établissements destinés à garder, pendant la journée, durant le travail de leur mère, des enfants bien portants âgés de moins de 3 ans. — (11) Placements de jour pour enfants en bonne santé de moins de 3 ans chez des assistantes maternelles par les services départementaux de l'Action sanitaire et sociale. Le nombre de lits est en fait le nombre d'enfants inscrits. — (12) Établissements ayant pour objet de garder, pendant la journée, des enfants bien portants âgés de 3 à 6 ans; les jardins d'enfants assurent en outre le développement des capacités physiques et mentales des enfants par des exercices et des jeux. — (13) Les haltes-garderies reçoivent des enfants de 3 mois à 5 ans, pendant la journée, pour une durée limitée et de façon occasionnelle. — (14) Les centres de consultations reçoivent les futurs conjoints pour la pratique de l'examen prénuptial, les femmes enceintes ainsi que les mères après leur accouchement. — (15) Ces centres assurent la surveillance de la croissance et du développement des enfants depuis la naissance jusqu'à l'âge de 6 ans. — (16) Établissements accueillant sans formalité des femmes enceintes (non compris les maisons maternelles dépendant des hôpitaux, § 1 C); nombre de lits pour les mères. — (17) Établissements accueillant sans formalité des mères avec leur nouveau-né (non compris les hôtels maternels dépendant des hôpitaux); nombre de lits pour les mères. — (18) A l'exclusion des pouponnières et sections d'établissements recevant des enfants de moins de 3 ans.

(*) Ces chiffres sont inférieurs à la somme des nombres figurant dans les diverses disciplines, un certain nombre d'établissements dispensant des soins dans deux, voire plusieurs des disciplines indiquées.

TABLEAU 2.02 - 11

Consommation médicale finale : valeurs, prix, volume

Sources : M.S., I.N.S.E.E., C.R.E.D.O.C.

A. Valeurs (millions de F)

Poste de consommation	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	r 1979	1980 (1)	1981 (2)
Hospitalisation	19.946	22.909	26.314	32.133	42.069	52.966	61.639	73.144	86.895	103.585	122.253
Frais séjour publics	12.026	13.876	15.824	19.569	26.286	33.814	39.666	47.804	57.531	69.366	83.081
Honoraires publics	1.095	1.257	1.423	1.685	1.870	2.180	2.401	2.629	2.945	3.352	3.496
Frais séjour privés	4.774	5.425	6.347	7.739	10.082	12.534	14.633	17.000	19.715	23.181	26.927
Honoraires privés	1.717	1.973	2.251	2.537	3.072	3.558	3.845	4.460	5.098	5.812	6.556
Transport de malades	334	378	469	603	759	880	1.094	1.251	1.606	1.874	2.193
Soins ambulatoires	16.177	18.531	21.754	25.027	30.479	35.020	38.910	46.275	53.840	61.097	70.917
Soins de médecins	8.200	9.302	10.808	12.326	15.133	17.495	19.139	22.292	25.693	29.401	33.979
Analyses	1.226	1.431	1.637	1.963	2.479	2.945	3.274	4.022	4.283	4.732	5.658
Soins d'auxiliaires	1.518	1.886	2.270	2.702	3.310	3.852	4.276	4.949	5.698	6.420	7.711
Cures	335	368	418	454	577	688	755	955	1.020	1.082	1.357
Soins de dentistes	4.898	5.544	6.621	7.582	8.980	10.040	11.466	14.107	17.146	19.462	22.212
Commerce de détail de biens médicaux	14.446	16.000	17.862	20.543	24.312	25.490	26.631	31.979	35.915	41.733	50.184
Pharmacie	13.535	14.997	16.774	19.186	22.502	23.495	24.390	29.204	32.350	37.668	45.258
Lunetterie, orthopédie	911	1.003	1.088	1.357	1.811	1.995	2.241	2.775	3.565	4.065	4.926
Divers non ventilables	307	306	222	340	363	289	258	238	250	–	–
Total consommation médicale finale	**50.876**	**57.746**	**66.152**	**78.043**	**97.223**	**113.765**	**127.438**	**151.636**	**176.900**	**206.415**	**243.354**

B. Indices

Poste de consommation	Valeur			Prix			Volume		
	1980/ 1979	1980/ 1970	1980/ 1970 (moy. ann.)	1980/ 1979	1980/ 1970	1980/ 1970 (moy. ann.)	1980/ 1979	1980/ 1970	1980/ 1970 (moy. ann.)
Hospitalisation	119,2	605,3	119,7	112,1	277,7	110,8	106,3	218,0	108,1
Frais séjour publics	120,6	683,6	121,2	113,0	299,8	110,5	106,7	228,0	108,6
Honoraires publics	115,7	373,0	114,1	100,4	102,7	100,3	115,3	363,2	113,8
Frais séjour privés	117,5	553,7	118,7	113,0	299,8	111,6	103,9	184,7	106,3
Honoraires privés	113,5	374,9	114,1	105,7	187,5	106,5	107,4	199,9	107,2
Transport de malades	116,8	527,2	119,9	113,0	252,2	109,7	103,4	209,0	109,3
Soins ambulatoires	113,7	429,3	115,7	109,4	238,1	109,1	103,9	180,3	106,1
Soins de médecins	114,1	402,9	115,0	108,6	240,1	109,2	105,1	167,8	105,3
Analyses	110,7	473,5	116,8	106,7	148,2	104,0	103,8	319,5	112,3
Soins d'auxiliaires	114,1	490,4	117,2	109,2	217,8	108,1	104,5	225,2	108,5
Cures	104,1	381,3	114,3	114,7	254,0	109,8	90,7	150,1	104,1
Soins de dentistes	114,2	391,8	116,2	110,9	260,7	110,1	103,0	150,3	105,6
Commerce de détail et biens médicaux	116,8	323,3	112,4	109,5	155,2	104,5	106,7	208,3	107,6
Pharmacie	115,9	312,8	112,1	109,3	152,3	104,3	106,0	205,4	107,5
Lunetterie, orthopédie	126,4	440,0	116,7	111,8	195,9	107,0	113,1	224,6	109,2
Divers non ventilables	100,0	286,7	111,1	113,5	251,3	109,7	89,1	114,1	101,3
Total consommation médicale finale	**117,0**	**466,2**	**116,6**	**110,8**	**229,4**	**108,7**	**105,6**	**203,2**	**107,4**

(1) Semi-définitif. — (2) Provisoire.

TABLEAU 2.02 - 12

Principaux régimes d'aide sociale : bénéficiaires et dépenses à la charge des collectivités publiques (*a*)

Source : M.S.

Nature de l'aide	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
BÉNÉFICIAIRES										
A. Aide médicale (1)	1.095.926	1.070.600	1.060.875	1.047.684	1.073.485	1.035.310	1.033.157	939.368	1.041.541	985.890
soit : *à domicile*	*581.429*	*600.954*	*585.163*	*585.308*	*599.459*	*542.086*	*568.202*	*568.871*	*590.859*	*583.178*
hospitalière	*514.497*	*469.646*	*475.712*	*462.376*	*474.026*	*493.224*	*464.955*	*430.497*	*450.682*	*402.712*
B. Aide médicale aux tuberculeux (1) (*)	20.650	16.834	15.380	13.834	11.850	10.738	9.613	8.497	6.740	5.917
C. Aide médicale aux malades mentaux (1)	50.926	41.606	37.240	31.760	32.143	31.342	28.641	27.183	28.932	27.172
D. Aide sociale aux personnes âgées hébergées (2) (3) (*)	174.269	187.388	189.333	193.485	194.398	185.987	202.840	199.942	195.899	194.888
E. Aide sociale aux infirmes et aveugles (2)	322.266	325.006	335.635	336.772	346.853	351.248	330.492	273.652	261.452	230.936
soit : *à domicile*	*255.806*	*257.279*	*263.470*	*262.322*	*269.953*	*269.026*	*240.356*	*181.224*	*170.398*	*130.590*
hébergés ou placés (4)	*66.460*	*67.727*	*72.175*	*74.450*	*76.900*	*82.222*	*90.136*	*92.428*	*91.054*	*100.346*
F. Aide sociale à l'enfance (2) (7)	619.522	625.938	628.143	596.727	555.763	566.949	546.523	536.526	507.112	468.975
soit : *pupilles de l'État*	*43.955*	*42.447*	*41.152*	*38.051*	*32.436*	*28.358*	*26.490*	*25.110*	*23.258*	*21.657*
non pupilles protégés (7)	*575.567*	*583.491*	*586.991*	*558.676*	*523.327*	*611.521*	*520.033*	*511.416*	*483.754*	*447.318*
Enfants surveillés (5) (7)	162.483	166.487	171.803	157.586	164.171	161.458	158.014	150.141	147.450	144.528
Enfants secourus (6) (7)	231.297	231.344	228.577	214.678	179.912	210.250	204.811	209.480	191.595	164.131
Enfants recueillis temporairement	73.910	76.803	75.475	72.611	68.797	69.545	65.991	63.707	60.553	58.176
Enfants en garde	107.887	108.857	111.136	113.801	110.447	97.368	91.217	88.088	84.156	80.483
DÉPENSES RESTANT A LA CHARGE DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES (en millions de francs)										
A. Aide médicale :										
État	375,92	433,62	495,51	576,70	647,23	782,44	907,99	1.021,81	1.150,25	1.153,29
Départements	405,61	465,40	487,43	550,38	648,77	653,99	782,89	880,94	941,98	999,58
Communes	252,58	278,14	310,68	355,60	411,02	486,29	577,53	618,85	649,89	617,23
Total	**1.034,11**	**1.177,16**	**1.293,62**	**1.482,68**	**1.707,02**	**1.922,72**	**2.268,41**	**2.521,60**	**2.742,12**	**2.770,10**
B. Aide médicale aux tuberculeux :										
État	69,67	70,00	67,66	64,21	63,97	69,26	74,54	77,64	82,40	71,81
Départements	26,64	28,21	27,11	25,13	24,50	25,74	26,86	27,97	28,89	26,44
Communes	6,87	6,69	6,53	6,13	6,38	6,64	7,23	6,12	5,97	5,22
Total	**103,18**	**104,90**	**101,30**	**95,47**	**94,85**	**101,64**	**108,63**	**111,73**	**117,26**	**103,47**
C. Aide médicale aux malades mentaux :										
État	308,37	208,81	230,87	170,24	525,97	787,76	850,72	887,11	984,27	556,72
Départements	123,64	80,37	118,08	60,19	184,91	288,66	278,24	322,05	363,43	234,35
Communes	26,73	16,73	17,65	11,46	52,39	77,55	85,10	86,00	94,54	44,66
Total	**458,74**	**305,91**	**366,60**	**241,89**	**763,27**	**1.153,97**	**1.214,06**	**1.295,16**	**1.442,24**	**835,73**
D. Aide sociale aux personnes âgées :										
État	321,62	375,69	439,48	473,66	555,31	683,59	836,61	976,14	1.085,39	1.271,99
Départements	341,65	373,17	456,49	493,73	573,41	720,43	874,75	1.035,23	1.188,86	1.390,49
Communes	225,64	259,33	312,92	332,23	393,61	495,91	609,24	702,66	796,14	928,75
Total	**888,91**	**1.008,19**	**1.208,89**	**1.299,62**	**1.522,33**	**1.899,93**	**2.320,60**	**2.714,03**	**3.070,39**	**3.591,23**
E. Aide sociale aux infirmes, aveugles et grands infirmes :										
État	485,73	554,54	623,46	677,16	797,27	993,23	1.234,68	1.331,30	1.485,14	1.719,23
Départements	409,50	453,42	517,82	576,70	683,08	850,28	1.091,72	1.226,71	1.369,34	1.577,51
Communes	341,70	383,02	435,30	477,89	570,52	714,82	904,81	957,85	1.094,08	1.255,10
Total	**1.236,93**	**1.390,98**	**1.576,58**	**1.731,75**	**2.050,87**	**2.558,33**	**3.231,21**	**3.515,86**	**3.948,56**	**4.551,84**
F. Aide sociale à l'enfance :										
État	1.481,63	1.734,16	2.028,91	2.380,54	2.857,98	3.510,53	4.222,55	4.797,73	5.802,46	6.957,87
Départements	345,66	396,40	465,22	550,37	659,59	797,66	961,41	1.085,63	1.327,77	1.495,75
Total	**1.827,29**	**2.130,56**	**2.494,13**	**2.930,91**	**3.517,57**	**4.308,19**	**5.183,96**	**5.883,36**	**7.130,23**	**8.453,62**

(1) Ensemble des inscrits au début de l'année et des inscrits en cours d'année. — (2) Effectifs au 31 décembre. — (3) Y compris les placements chez des particuliers ou en logement-foyers. — (4) Y compris les placements en centres de rééducation professionnelle ou en centre d'aide par le travail. — (5) Y compris les enfants « sous protection » et les enfants « suivis » dont l'action éducative est confiée à un organisme privé habilité. — (6) Non compris les bénéficiaires d'une autre forme d'aide sociale à l'enfance. — (7) Ces chiffres ne sont donnés qu'à titre indicatif, leur valeur étant affectée par des remises en ordre de fichiers; seule l'évolution ici retracée est pertinente pour les pupilles de l'État, les enfants recueillis temporairement et les enfants en garde.

(*) Non compris les bénéficiaires de l'assurance volontaire.

N.B. — Voir le chapitre « L'Aide sociale » des « Tableaux Santé et Sécurité sociale », édition 1973-1974. Ministère de la santé, Ministère du travail

(a) France métropolitaine seulement.

SOURCES DE DOCUMENTATION

Ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale. Ministère de la santé.
Service études, Statistiques et systèmes d'informations 14, avenue Duquesne, 75007 Paris, Tél. : 567-55-44.

— *Santé et sécurité sociale, statistiques et commentaires* (numéros bimestriels faisant suite au bulletin mensuel de statistiques sociales, paru jusqu'en 1971, et au bulletin de statistiques de 1972 à 1974).
— Revue *Économie et santé* supplément à statistiques et commentaires (périodicité irrégulière).
— *Annuaire des statistiques sanitaires et sociales* (5e édition, décembre 1981).
— *Tableaux santé et sécurité sociale* (arrêtés en 1976).
— *Chiffres repères de la santé* (semestriels).
— *Répertoire des établissements d'hospitalisation publics et privés* (1re édition en 1978).
— *Comptes de la santé* (volume annuel) publication conjointe entre *Les collections de l'I.N.S.E.E.*, série C et « *Économie et santé* ».

Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) :

— *Statistiques des causes médicales de décès* (volume annuel depuis 1968; pour les résultats antérieurs à 1968, voir les volumes de la statistique des causes de décès de l'I.N.S.E.E.).
— *Statistique médicale des établissements psychiatriques* (annuel).
— *Rapport sur l'état de santé de la population française* (annuel).

Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés :

— *Revue médicale de l'assurance maladie* (trimestrielle).
— *Indicateur statistique* (annuel).
— *Statistiques nationales d'accidents du travail.* Ces statistiques font également connaître les maladies professionnelles (annuelles) [voir aussi titre 2, chapitre « Population active, emploi », § « Accidents du travail » — et titre 6, chapitre « Prestations sociales », § « Les prestations accidents du travail et maladies professionnelles » — du présent annuaire].

Union des caisses centrales de la mutualité agricole :

— *La Mutualité sociale agricole, statistiques annuelles.*
— *Accidents du travail et des maladies professionnelles des salariés agricoles* (annuel).

Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs non salariés :

— *Bulletin de statistiques* (trimestriel).

Ministère de la défense :

— *Statistique médicale de l'armée de terre, de l'armée de l'air et de l'armée de mer* (trois volumes annuels).

Ministère de l'équipement :

— *Les accidents corporels de la circulation routière* (volume annuel publié par le Service d'études techniques des routes et autoroutes, SETRA) [voir aussi titre 5, chapitre « Transports routiers », § « Accidents de la circulation » du présent annuaire].

Ministère de l'intérieur :

— *Statistiques des interventions des sapeurs-pompiers* (annuel).

Centre de sociologie et de démographie médicales :

— *Les cahiers de sociologie et de démographie médicales* (trimestriels)

Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (C.R.E.D.O.C.) :

— Consommation (trimestriel);
— Monographies.

Chapitre 2.03

Enseignement

1. Tableaux d'ensemble
2. Enseignement du 1er degré
3. Enseignement du second degré
4. Enseignement supérieur
5. Enseignements dépendant des Ministères de l'agriculture, de la santé et de la solidarité nationale
6. Formation professionnelle continue

Les données de ce chapitre ne constituent qu'un résumé des documents statistiques disponibles au Service de l'informatique de gestion et des statistiques (S.I.G.E.S.), du *Ministère de l'éducation nationale.*

1. *Tableaux d'ensemble*

Les tableaux 1 à 7 récapitulent les statistiques sur la scolarisation, les effectifs scolaires, les sorties de l'appareil de formation et les enseignants, statistiques ensuite détaillées dans les différentes parties de ce chapitre et accompagnées d'une description du système d'enseignement tel qu'il se présente pour l'année scolaire 1980-1981.

2. *Enseignements préélémentaire, élémentaire et spécial*

21. ENSEIGNEMENT PRÉÉLÉMENTAIRE OU MATERNEL NON OBLIGATOIRE

Destiné aux enfants âgés de 2 à 5 ans, il est dispensé dans les écoles maternelles et dans les classes ou sections maternelles rattachées à une école primaire.

22. ENSEIGNEMENT ÉLÉMENTAIRE

Pour les enfants de 6 à 11 ans, il est donné dans les écoles primaires.

Il comprend trois cycles :

— cycle préparatoire (durée : un an).. de 6 à 7 ans
— cycle élémentaire (durée : deux ans) de 7. à 9 ans
— cycle moyen (durée : deux ans)... de 9 à 11 ans

A l'issue du cours moyen 2e année, les élèves entrent dans le 1er cycle du second degré.

Des classes de soutien sont destinées à assurer la réinsertion d'élèves momentanément retardés dans leur scolarité : classes d'*initiation* (pour étrangers) et d'*adaptation.*

23. ENSEIGNEMENT SPÉCIAL

Réservé aux enfants qui, pour des raisons physiques ou psychologiques, ne peuvent recevoir la formation du 1er degré dans des conditions normales, l'enseignement spécial est dispensé dans des établissements spécialisés ou dans des classes spéciales rattachées à une école primaire ou maternelle.

Une bonne part des enfants handicapés bénéficient par ailleurs d'un enseignement dans le cadre d'établissements sous tutelle des Ministères de la santé et de la solidarité, établissements médicaux, médico-éducatifs et socio-éducatifs.

3. *Enseignement du second degré*

Il comprend :

— un premier cycle de quatre ans (classes de 6e à 3e), subdivisé en deux périodes d'égale durée, assuré dans les collèges (qui en 1977-1978 ont remplacé les C.E.S., C.E.G. et premiers cycles des lycées);

— deux sortes d'enseignements de second cycle, court et long.

31. LE PREMIER CYCLE DU SECOND DEGRÉ

Au terme de l'enseignement du 1er degré, les élèves entrent en 6e dans une filière unique; des *programmes de soutien* sont prévus pour les élèves en difficulté, tandis que les élèves suivant particulièrement bien participent à des activités « d'approfondissement ».

A l'issue d'une période de deux ans (« cycle d'observation »), trois voies sont offertes.

31.1 *La voie générale*

A partir de la 4e, en plus de l'enseignement des disciplines fondamentales, les élèves des classes à programme normal doivent obligatoirement choisir l'un des cinq enseignements suivants : latin ou grec ou deuxième langue vivante ou première langue renforcée ou technologie. En outre, ils ont la possibilité de choisir un enseignement facultatif parmi l'un des quatre enseignements à option non retenus comme obligatoires.

En 1980-1981 les classes de 3e dites aménagées ont été supprimées.

En fin de classe de 3e, les élèves peuvent se présenter aux épreuves du *brevet des collèges* (B.C.), délivré désormais automatiquement à ceux qui sont admis en seconde, et, éventuellement, à certains concours administratifs.

31.2 *La voie professionnelle*

Certains élèves quittent le premier cycle dès la fin de la 5e pour entrer en 1re année de préparation au C.A.P. en 3 ans (voir ci-après § 32).

31.3 *La voie pré-professionnelle*

Durant deux ans, elle accueille certains élèves des anciennes classes de 5e à programme allégé, et donne une place importante aux activités manuelles. L'enseignement a un caractère concret qui a pour but de faciliter l'acquisition ultérieure d'un métier.

Les classes pratiques ont disparu à partir de 1980-1981. Elles ont été remplacées progressivement, depuis 1973, par les classes « nouvelles », classes préprofessionnelles de niveau (C.P.P.N.) recevant surtout des élèves sortant de 5e à programme allégé, et les classes préparatoires à l'apprentissage (C.P.A.) qui accueillent les jeunes sortant à 15 ans des mêmes 5es ou de C.P.P.N. et qui désirent entrer en apprentissage l'année suivante.

31.4 *Enseignement spécial*

Dans le second degré les *sections d'éducation spéciale* (S.E.S.) et les groupes de *classes ateliers* (C.A.) assurent le prolongement de l'enseignement spécial du 1er degré. Des *écoles nationales de perfectionnement* (E.N.P.) regroupent les enseignements du 1er et du 2e degré.

32. LE SECOND CYCLE COURT (*enseignement professionnel*)

L'*enseignement court* se caractérise par une durée normale de deux années d'études au-delà du premier cycle.

Il est constitué par l'enseignement diffusé dans les lycées d'enseignement professionnel et préparant, soit aux brevets d'études professionnelles (B.E.P.), soit aux certificats d'aptitude professionnelle (C.A.P.) pour les spécialités pour lesquelles il n'existe pas de B.E.P. Cet enseignement est également organisé dans les sections professionnelles qui subsistent dans des collèges, ainsi que dans les sections d'enseignement professionnel court de certains lycées.

La préparation aux certificats d'aptitude professionnelle demeure aussi organisée à l'issue d'un cycle de trois années d'études, l'entrée en première année s'opérant à la sortie de la classe de 5e du premier cycle. Cette survivance des anciennes structures représente encore, en 1980-1981, l'essentiel de la formation professionnelle courte.

Les élèves sortant des classes préprofessionnelles de niveau (C.P.P.N.) peuvent entrer :

— soit dans une section de formation en un an, sanctionnée par un *certificat d'éducation professionnelle* (C.E.P.), prévue pour permettre l'entrée dans la vie active comme ouvrier de fabrication dans quelques spécialités;

— soit en première année d'une préparation au *certificat d'aptitude professionnelle* (C.A.P.);

— soit en classe préparatoire à l'apprentissage (C.P.A.).

Des séquences éducatives en entreprises offrent à ces élèves une première expérience dans le milieu professionnel.

33. LE SECOND CYCLE LONG

L'enseignement de second cycle long dispensé dans les lycées peut être général ou professionnel.

33.1 *L'enseignement long général*

D'une durée normale de trois ans, il se présente ainsi :

• Pour la première année du 2e cycle (classe de seconde), trois sections :

— la *section littéraire* « *A* » où prédomine l'enseignement du français et des langues anciennes ou modernes. L'option A (B) permet l'orientation vers les sciences économiques et sociales;

— la *section scientifique* « *C* » caractérisée par un enseignement des mathématiques et des sciences physiques, assorti d'une formation complémentaire, en partie facultative, permettant d'associer des cultures littéraire et scientifique;

— la *section industrielle* « *T* » où prédomine un enseignement des sciences et techniques industrielles fondamentales (filière commune à l'enseignement général et à l'enseignement professionnel).

• Pour chacune des deux dernières années du 2e cycle (classe de première et classe terminale), cinq sections aboutissant chacune à l'une des séries du baccalauréat :

— la *section* « *A* » orientée vers les études littéraires;

— la *section* « *B* » orientée vers les sciences économiques et sociales;

— la *section* « *C* » orientée vers les mathématiques et les sciences physiques;

— la *section* « *D* » orientée vers les sciences naturelles;

— la *section* « *E* » associant à un enseignement scientifique, un enseignement technique industriel (aboutissant au baccalauréat « mathématiques et technique »).

Les élèves de l'enseignement long général, titulaires du baccalauréat ou d'un titre équivalent, peuvent poursuivre leurs études dans l'enseignement supérieur : universités, classes préparatoires aux grandes écoles ou concours d'entrée aux écoles normales d'instituteurs.

33.2 *L'enseignement long professionnel*

De même que pour l'enseignement long général, sa durée normale est de trois années d'études au-delà du premier cycle (seconde, première et classe terminale).

Il s'effectue en général par spécialisation en première des élèves issus de seconde.

— la *section « F »* prépare au baccalauréat de technicien industriel; elle suit une seconde T et se subdivise en de nombreuses options selon les spécialités industrielles;

— la *section « G »* prépare au baccalauréat de technicien économique; elle suit en général une seconde A (B) et comporte 3 options : secrétariat, comptabilité, techniques commerciales;

— la *section « H »* prépare le baccalauréat de technicien en informatique; elle suit une seconde A (B), C ou T;

— des *sections spécialisées*, dans certains lycées, préparent aux brevets de techniciens subsistants. Elles commencent dès la seconde et ne concernent que quelques spécialités;

— des classes dites *spéciales* ou *d'adaptation* permettent à un petit nombre d'élèves du 2e cycle court de rejoindre l'enseignement long (par exemple les meilleurs parmi les titulaires du B.E.P. peuvent entrer en 1re d'adaptation).

Les élèves de l'enseignement long professionnel titulaires d'un baccalauréat de technicien ou d'un brevet de technicien et les élèves de l'enseignement général titulaires d'un baccalauréat technique qui n'entrent pas directement dans une activité professionnelle ont accès à la formation des techniciens supérieurs en fréquentant, soit les sections de techniciens supérieurs fonctionnant dans les lycées, soit les I.U.T. (Instituts universitaires de technologie) [cf. ci-après 41 et 43]. Ils peuvent aussi dans certains cas avoir accès à des écoles d'ingénieurs ou à l'Université.

4. *Enseignement supérieur*

41. LES SECTIONS DE TECHNICIENS SUPÉRIEURS

Elles fonctionnent dans quelques établissements du second degré et préparent en deux ans au-delà du baccalauréat ou du brevet de technicien aux brevets de technicien supérieur.

42. LES CLASSES PRÉPARATOIRES AUX GRANDES ÉCOLES

Elles fonctionnent dans certains lycées et établissements publics et dans certains établissements secondaires privés et préparent, le plus souvent en deux ans, aux différents concours d'entrée dans les grandes écoles.

43. LES UNIVERSITÉS

La loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 a redéfini les activités et le fonctionnement des universités. Celles-ci sont maintenant constituées par association d'unités d'enseignement et de recherche (U.E.R.) qui déterminent elles-mêmes leurs activités d'enseignement, leurs programmes de recherche, les procédés de vérification des connaissances. Pour les 2e et 3e cycles, une réglementation nationale permet à chaque université d'obtenir des *habilitations* du Ministère de l'éducation nationale pour délivrer des *diplômes nationaux* et recevoir les subventions des préparations correspondantes. Elle reste libre par ailleurs de délivrer tout *diplôme d'université* dont elle détermine et finance elle-même (ou avec les instances régionales) la préparation.

Bien que de nombreuses universités associent plusieurs spécialités, les statistiques universitaires sont toujours présentées par discipline.

Depuis 1967 fonctionnent, au sein des universités, des *Instituts universitaires de technologie* (I.U.T.) destinés à préparer en deux ans des *techniciens supérieurs* et conduisant aux *diplômes universitaires de technologie* (D.U.T.). Les titulaires de certains D.U.T. peuvent avoir accès, sous certaines conditions, au 2e cycle des universités à dominante scientifique ou juridique et économique.

En lettres, sciences, droit et sciences économiques, l'organisation des études comporte un *premier cycle* de deux ans, aboutissant à un diplôme, le D.E.U.G. (diplôme d'études universitaires générales).

Le *deuxième cycle* se déroule normalement en deux ans et conduit à la *maîtrise*. Cependant un diplôme intermédiaire, la *licence*, peut être obtenu à l'issue de la première année du deuxième cycle. Beaucoup des futurs professeurs se présentent en outre aux concours du C.A.P.E.S., du C.A.P.E.T. (*Certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement secondaire ou technique*), éventuellement à ceux de l'*agrégation*.

Un *troisième cycle* permet aux étudiants de poursuivre des recherches et études sanctionnées notamment par le *doctorat de troisième cycle* ou par le *doctorat d'Etat*.

Les études de *médecine* comportent deux années de premier cycle (P.C.E.M.), puis quatre années de deuxième cycle (D.C.E.M.) suivies d'un an de stage avant la thèse permettant d'obtenir le diplôme de docteur en médecine. Pour exercer une spécialité (ophtalmologie, gynécologie, cardiologie, etc.), des études complémentaires sont nécessaires.

Les études de *chirurgie dentaire* étaient sanctionnées jusqu'en 1971-1972 par un diplôme d'État obtenu après cinq ans d'études, suivi éventuellement d'un doctorat d'État obtenu deux ans après. A compter de l'année scolaire 1972-1973, les étudiants doivent soutenir une thèse au terme de la cinquième année et après avoir satisfait aux examens qui la sanctionnent. Dans certaines conditions, les titulaires de l'ancien diplôme d'État peuvent postuler pour le nouveau diplôme d'État de docteur en chirurgie dentaire.

En pharmacie, le diplôme d'État s'obtient après cinq années d'études, le *doctorat d'État* trois ans au moins après le diplôme de pharmacien.

La plupart des universités possèdent des instituts rattachés (instituts d'université) qui sont des établissements de spécialisation ou de recherche, accueillant en particulier des personnes qui reprennent des études en formation postscolaire.

44. LES GRANDES ÉCOLES

Elles sont soit publiques, dépendant du Ministère de l'éducation nationale ou d'un autre ministère (agriculture, défense, etc.), soit privées.

Elles comprennent les écoles d'ingénieurs (École polytechnique, Institut national agronomique, École centrale des arts et manufactures...) mais aussi des écoles commerciales (H.E.C., écoles supérieures de commerce...), les écoles normales supérieures, les Beaux-Arts, etc.

5. *Enseignements dépendant des ministères de l'agriculture, de la santé et de la solidarité nationale*

51. ENSEIGNEMENT TECHNIQUE AGRICOLE

Les formations de cycle court, de cycle long et du cycle supérieur de l'enseignement technique agricole sont mises en place dans des centres de formation professionnelle agricole pour jeunes (C.F.P.A.J.), des lycées d'enseignement professionnel agricole (L.E.P.A.) ainsi que dans des lycées agricoles pour le secteur public.

Des formations semblables existent dans des établissements privés.

51.1 *Le cycle court*

Organisé dans les L.E.P.A., C.F.P.A.J. et autres établissements de même niveau, le cycle court conduit les élèves issus :

— de la classe de 5e, en trois années d'études au certificat d'aptitude professionnelle agricole (C.A.P.A.);

— de la classe de 3e, en deux années d'études au brevet d'études professionnelles agricoles (B.E.P.A.).

51.2 *Le cycle long*

Organisé dans les lycées agricoles et autres établissements de même niveau, le cycle long conduit en trois ans les jeunes issus du cycle d'orientation des collèges :

— soit vers le brevet de technicien agricole (B.T.A.);

— soit vers le baccalauréat sciences agronomiques et techniques (D').

51.3 *Le cycle supérieur*

Les titulaires du brevet de technicien agricole option « générale » (B.T.A.G.) et sous certaines réserves les titutaires du brevet de technicien agricole à options (B.T.A.O.), ainsi que les bacheliers des séries D', C, D, E (pour les autres séries une dérogation est nécessaire) ont la possibilité d'accéder :

— au cycle supérieur de l'enseignement agricole qui prépare en deux ans à l'obtention du brevet de technicien supérieur agricole (B.T.S.A.);

— aux classes préparatoires aux concours d'entrée dans les écoles nationales d'ingénieurs des travaux agricoles (un an de préparation, trois ans de formation), les écoles nationales supérieures agronomiques (deux ans de préparation, trois ans de formation), les écoles nationales vétérinaires (un an de préparation, trois ans de formation).

52. FORMATIONS SOUS TUTELLE DES MINISTÈRES DE LA SANTÉ ET DE LA SOLIDARITÉ NATIONALE

La formation aux carrières sanitaires et sociales s'étend sur une à trois années à partir de niveaux de base variés (C.E.P., brevet ou baccalauréat) et peut se prolonger, après quelques années d'activité professionnelle, par l'acquisition d'une spécialisation.

On ne présente ici que les formations initiales relevant directement des Ministères de la santé et de la solidarité nationale.

52.1 *Les préparations scolaires courtes*

Elles forment en un ou deux ans aux professions d'auxiliaire de puériculture et de moniteur-éducateur.

52.2 *Les écoles conduisant à un diplôme d'État*

A l'issue du second cycle long de l'enseignement secondaire, des écoles conduisent après deux ou trois ans d'études à un diplôme d'État (par exemple : infirmiers, assistants de service social, masseurs-kinésithérapeutes).

52.3 *Les études supérieures*

Les études de médecine, pharmacie et chirurgie dentaire relèvent du Ministère de l'éducation nationale.

6. *Formation professionnelle continue*

L'organisation de la formation professionnelle continue découle d'une série de lois et en particulier de celle du 16 juillet 1971.

Cette organisation laisse une grande place à toutes sortes d'initiatives de telle manière que le système a une structure assez complexe.

Il comporte deux types d'intervenants principaux : l'État et les entreprises.

61. FORMATION PROFESSIONNELLE AVEC L'AIDE DE L'ÉTAT

L'État finance tout ou partie d'une série de formations, les financements correspondants étant réunis au sein d'une enveloppe dite de la *Formation professionnelle continue* qui comprend des crédits inscrits au budget du Premier ministre (notamment le *Fonds de la formation professionnelle*), des Ministères de l'éducation nationale et du travail. Cette enveloppe ne comprend pas les crédits inscrits aux budgets des différents ministères pour la formation de leur propre personnel.

Les formations financées par cette enveloppe ont des caractéristiques assez diverses :

61.1 *Les conventions de formation professionnelle comportant une aide de l'État*

Elles sont financées par le Fonds de la formation professionnelle. Elles sont passées entre un ministère ou un préfet de région et un centre public ou privé de formation. Elles concernent des actions de formation dites prioritaires : stages de formation pour des demandeurs d'emploi, pour des femmes désirant reprendre une activité professionnelle, jeunes sans qualification, travailleurs migrants, formation à la gestion pour les artisans et les commerçants, formations agricoles (préparation au B.P.A. ou au B.A.A., stages pour l'installation des jeunes agriculteurs), cours de promotion sociale (cours du soir préparant au C.A.P., au B.E.P. ou au B.P., cours des centres associés au C.N.A.M.), etc.

Par les conventions, le formateur s'engage à organiser les actions de formation, et l'État à les subventionner dans les limites prévues à la convention.

61.2 *Les jeunes du contingent*

Ils peuvent bénéficier d'actions de formation, essentiellement de rattrapage au niveau du premier ou du deuxième degré, actions qui sont financées également par le Fonds de la formation professionnelle.

61.3 *L'Association pour la formation professionnelle des adultes (A.F.P.A.)*

C'est une association régie par la loi de 1901, entièrement financée sur le budget du Ministère du travail qui organise des formations longues (en général 6 mois à temps plein, soient 1.040 heures) pour des demandeurs d'emploi au niveau C.A.P.

61.4 *Le Fonds national de l'emploi (F.N.E.)*

Il est financé par le Ministère du travail; il intervient pour former, dans les entreprises en difficulté, les salariés susceptibles soit de changer de fonction dans l'entreprise, soit d'être licenciés.

61.5 *Le Conservatoire national des arts et métiers de Paris (C.N.A.M.)*

Il est financé par le Ministère de l'éducation nationale; il prépare, au moyen de cours du soir ou du samedi, à des diplômes supérieurs, en plusieurs années.

61.6 *Le Centre national d'enseignement par correspondance (C.N.E.C.)*

Il est financé par le Ministère de l'éducation nationale; il organise des cours par correspondance, préparant, essentiellement, aux diplômes de l'enseignement technique et à divers concours administratifs.

62. FORMATION PROFESSIONNELLE FINANCÉE PAR LES ENTREPRISES

Les entreprises de plus de 10 salariés ont l'obligation de consacrer au minimum 0,9 % de leur masse salariale à la formation de leur personnel. Elles s'acquittent de cette obligation, soit en organisant elles-mêmes des cours (ex : le centre de formation de la régie Renault), soit en envoyant leurs salariés suivre des stages dans des centres publics ou privés de formation avec lesquels elles passent des conventions.

Ces stages sont, en général, des formations de perfectionnement assez courtes, mais certains, aussi, sont des stages longs préparant les salariés à une promotion professionnelle.

De plus, les entreprises versent (depuis 1978) 0,2 % de leur masse salariale au Trésor public pour financer la formation des jeunes demandeurs d'emploi dans le cadre du Plan avenir-jeunes. Leur obligation se monte donc globalement à 1,1 %.

ENSEIGNEMENT
sous tutelle du Ministère de l'Education nationale
Année scolaire 1980-1981

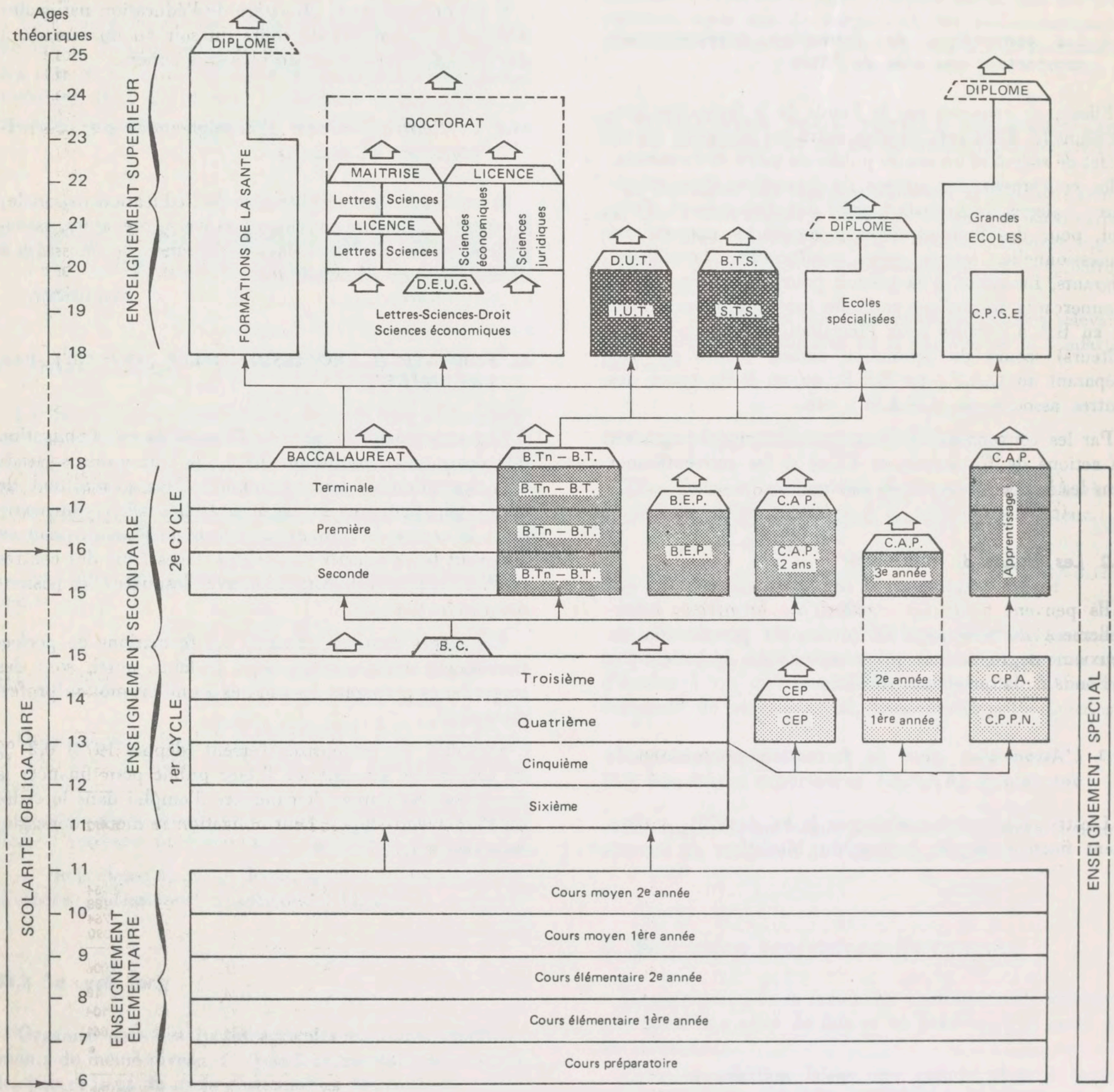
SIGLES

Enseignement du second-degré

C.E.P. : certificat d'éducation professionnelle (1 an)
C.P.P.N. : classe pré-professionnelle de niveau
C.P.A. : classe préparatoire à l'apprentissage
B.C. : brevet des collèges
C.A.P. : certificat d'aptitude professionnelle (2 à 3 ans)
B.E.P. : brevet d'études professionnelles (2 ans)
B.T n : baccalauréat de technicien (séries F, G, H)
B.T. : brevet de technicien

Enseignement supérieur

D.E.U.G. : diplôme d'études universitaires générales (1er cycle universitaire)
I.U.T. : institut universitaire de technologie
D.U.T : diplôme universitaire de technologie
S.T.S. : section de technicien supérieur
B.T.S. : brevet de technicien supérieur
C.P.G.E. : classes préparatoires aux grandes écoles



B.E.P. 17
B.E.P. 16
Année de formation initiale avec examen terminal

→ Principaux flux de passage

⌂ Principaux flux de sortie

TABLEAU 2.03 - 1

Évolution du taux de scolarisation de la population âgée de 2 à 25 ans

[Rapport entre les effectifs scolarisés à plein temps (1) dans l'enseignement public et privé, en France métropolitaine, et la population totale]

Source : S.I.G.E.S. et I.N.S.E.E. — En % (4)

Âge (2)	Tous enseignements à plein temps (3)			Année scolaire 1979-1980				
	Année scolaire			Enseignement à plein temps				Tous enseignements à plein temps
	1964-1965	1967-1968	1978-1979	préscolaire	primaire élémentaire	second degré 1er et 2e cycles	supérieur (3)	
2 ans	10,4	13,5	30,6	33,9	ε	–	–	33,9
3 ans	42,2	50,9	87,2	88,1	ε	–	–	88,1
4 ans	72,3	79,4	101,2	100,2	ε	–	–	100,2
5 ans	96,1	99,0	104,6	101,5	2,8	–	–	104,3
6 ans	100,7	101,4	103,9	1,5	102,1	–	–	103,6
7 ans	100,3	101,5	102,2	–	103,0	–	–	103,0
8 ans	99,6	101,0	102,1	–	102,2	–	–	102,2
9 ans	99,5	100,5	101,9	–	102,1	–	–	102,1
10 ans	100,0	100,7	101,0	–	97,2	4,2	–	101,2
11 ans	99,4	100,1	101,2	–	40,2	60,3	–	100,5
12 ans	100,0	99,9	101,3	–	14,7	86,8	–	101,5
13 ans	98,3	98,5	99,9	–	4,5	96,5	–	101,0
14 ans	71,9	84,6	97,5	–	0,1	98,0	–	98,1
15 ans	57,8	62,1	92,2	–	ε	92,7	ε	92,8
16 ans	50,0	54,4	71,5	–	ε	72,9	ε	73,0
17 ans	36,7	39,7	55,9	–	–	54,6	2,3	56,9
18 ans	24,4	27,9	36,5	–	–	26,1	11,9	38,0
19 ans	16,4	19,3	23,4	–	–	8,7	16,2	24,9
20 ans	11,7	12,7	15,1	–	–	1,2	15,4	16,6
21 ans	9,1	9,7	11,2	–	–	0,2	12,5	12,7
22 ans	6,7	7,1	9,2	–	–	0,1	10,2	10,3
23 ans	4,9	6,0	7,6	–	–	–	8,0	8,0
24 ans	3,7	5,0	6,7	–	–	–	6,8	6,8
25 ans	2,7	3,6	5,7	–	–	–	5,6	5,6

(1) Enseignement public et privé en France métropolitaine, y compris enseignement spécial. — (2) Age révolu au 1er janvier de l'année scolaire. — (3) Pour l'enseignement supérieur, sont prises en compte les universités, classes supérieures des établissements secondaires, écoles d'ingénieurs et écoles normales. — (4) L'existence de taux de scolarisation supérieurs à 100 s'explique par la divergence entre les sources statistiques fournissant les effectifs scolaires et la population totale par âge.

TABLEAU 2.03 - 2

Effectifs scolaires et universitaires par niveau : enseignement public et privé

(France métropolitaine)

Source : S.I.G.E.S. — *Unité :* millier d'élèves

Niveau d'enseignement	Année scolaire										
	1970-1971	1971-1972	1972-1973	1973-1974	1974-1975	1975-1976	1976-1977	1977-1978	1978-1979	1979-1980	1980-1981
Enseignement préélémentaire	2.214	2.298	2.371	2.455	2.540	2.591	2.599	2.576	2.503	2.412	2.383
Enseignements élémentaire et spéciaux (1)	5.147	5.042	5.038	5.013	4.976	4.964	4.971	5.034	5.074	5.077	5.017
Enseignement secondaire :											
1er cycle (2)	2.771	2.916	2.977	2.984	2.968	2.989	3.014	2.980	2.958	2.964	2.950
Classes nouvelles (3)	///	///	57	111	157	173	180	186	195	188	187
2e cycle court	658	669	687	695	713	746	752	756	761	764	773
2e cycle long	840	886	940	941	946	961	997	1.025	1.062	r 1.090	1.102
Total	4.269	4.471	4.661	4.731	4.784	4.869	4.943	4.947	4.976	r 5.006	5.012
Écoles normales d'instituteurs (4)	27	24	28	28	26	25	21	28	21	18	15
Classes supérieures (5)	59	58	62	68	72	81	88	95	99	104	108
Universités	661	697	682	745	765	806	826	844	863	861	864
Grandes écoles (6)	62	85	89	96	115	142	133	137	•	•	89

(1) Enseignement spécial relevant de l'éducation nationale (y compris sections d'éducation spécialisée, classes-ateliers et écoles nationales de perfectionnement), ainsi que de la santé et de la solidarité nationale. — (2) Y compris enseignements de transition et pratique. — (3) Classes préprofessionnelles de niveau et classes préparatoires à l'apprentissage. — (4) Formation professionnelle et préparations diverses des écoles nationales d'instituteurs, des écoles normales nationales d'apprentissage et des centres de formation des professeurs d'enseignement général de collège, non compris les élèves-maîtres scolarisés dans les lycées et les instituteurs en recyclage. — (5) Classes préparatoires aux grandes écoles, sections de techniciens supérieurs et préparations diverses au-delà du baccalauréat. — (6) En principe, il s'agit des élèves des grandes écoles non inscrits en faculté (en réalité, il existe des doubles comptes mais, en sens inverse, le champ des grandes écoles est mal couvert, ce que reflète l'irrégularité de la série).

TABLEAU 2.03 - 3

Effectifs scolaires des départements d'outre-mer

Source : S.I.G.E.S. *Unité :* élève

Département d'outre-mer	Année scolaire											
	1979-1970				1980-1981							
	Enseignement préscolaire	Enseignement du premier degré	Enseignement spécial (1)	Enseignement du second degré	Enseignement préscolaire		Enseignement du premier degré (2)		Enseignement spécial (1)		Enseignement du second degré	
	public et privé	public et privé	public et privé	public et privé	public	privé	public	privé	public	privé	public	privé
Guadeloupe	17.158	54.703	1.500	48.827	15.041	1.834	50.174	3.407	1.743	54	45.125	4.273
Guyane	3.746	8.947	568	6.906	3.405	474	8.002	1.274	574	–	6.726	695
Martinique	18.931	50.142	2.183	48.632	17.035	643	45.310	2.072	2.320	8	44.383	3.362
Réunion	32.947	87.892	2.457	61.594	31.185	2.631	79.143	5.144	2.719	20	59.764	2.849
Saint-Pierre-et-Miquelon	346	770	–	673	80	276	255	484	8	–	383	330
Total	**73.128**	**202.454**	**6.708**	**166.632**	**66.746**	**5.858**	**182.884**	**12.381**	**7.364**	**82**	**156.381**	**11.509**

(1) Établissements du 1er et du 2e degré, relevant de l'éducation nationale, de la santé et de la solidarité nationale. — (2) Y compris classes d'initiation, à partir de 1980-1981.

TABLEAU 2.03 - 4

Effectifs universitaires des départements d'outre-mer : enseignement public

(Antilles, Guyane, Réunion)

Source : S.I.G.E.S. *Unité :* étudiant

Disciplines	Année scolaire					
	1975-1976	1976-1977	1977-1978	1978-1979	1979-1980	1980-1981
Droit	2.805	2.933	3.138	2.917	2.956	2.872
Sciences économiques	467	514	622	604	672	707
Sciences	503	502	505	498	608	566
Lettres	1.215	1.313	1.313	1.238	1.105	1.325
Médecine	–	–	–	106	66	46
Ensemble	**4.990**	**5.262**	**5.578**	**5.363**	**5.407**	**5.516**

TABLEAU 2.03 - 5

Effectifs scolaires et universitaires par niveau et filière

(France métropolitaine)

Sources : S.I.G.E.S. — *Unité :* millier d'élèves

Niveau d'enseignement	Année scolaire 1978-1979			1979-1980			1980-1981		
	Public	Privé	Ensemble	Public	Privé	Ensemble	Public	Privé	Ensemble
Enseignement préélémentaire	*2.172*	*331*	*2.503*	*2.093*	*319*	*2.412*	*2.070*	*313*	*2.383*
Enseignement élémentaire (1)	*4.000*	*659*	*4.659*	*3.997*	*666*	*4.663*	*3.952*	*669*	*4.621*
Enseignement spécial (2)	•	•	*415*	*236*	*178*	*414*	*222*	*174*	*396*
Enseignement du second degré :									
Premier cycle	2.386	572	2.958	2.383	581	2.964	2.362	588	2.950
Classes nouvelles (3)	180	15	195	172	16	188	170	17	187
Second cycle court									
L.E.P.	559	106	665	559	107	666	563	120	683
Lycées, collèges	39	57	96	39	59	98	38	52	90
Total second cycle court	598	163	761	598	166	764	601	172	773
Second cycle long									
Préparation bac, A, B, C, D, E	621	203	824	639	207	846	588	199	787
Préparation bac de technicien (séries F, G, H) brevet de technicien et préparations diverses	197	41	238	203	41	244	263	54	317
Total second cycle long	818	244	1.062	842	248	1.090	851	253	1.104
Total second degré	*3.982*	*994*	*4.976*	*3.995*	*1.011*	*5.006*	*3.984*	*1.030*	*5.014*
Enseignement supérieur :									
Écoles normales d'instituteurs (4)	21	–	21	18	–	18	16	–	16
Classes supérieures (5)	74	25	99	76	28	104	79	28	107
Universités	850	13	863	847	14	861	848	16	864
Grandes écoles (6)	•	•	•	•	•	•	62	27	89

(1) Classes élémentaires, classes d'adaptation et classes d'initiation. — (2) Public : écoles et classes spécialisées relevant du Ministère de l'éducation nationale (y compris sections d'éducation spécialisée et écoles nationales de perfectionnement). Privé : écoles et classes spécialisées relevant du Ministère de l'éducation nationale, plus tous établissements médico- et socio-pédagogiques relevant des Ministères de la santé et de la solidarité nationale. — (3) Classes pré-professionnelles de niveau et classes préparatoires à l'apprentissage. — (4) Formation professionnelle et préparations diverses des écoles nationales d'instituteurs, des écoles normales nationales d'apprentissage et des centres de formation des professeurs d'enseignement général de collège, non compris les élèves-maîtres scolarisés dans les lycées et les instituteurs en recyclage. — (5) Classes préparatoires aux grandes écoles, sections de techniciens supérieurs et préparations diverses au-delà du baccalauréat. — (6) Résultats incomplets, de nombreuses écoles ne répondant pas à l'enquête.

N.B. : L.E.P. lycée d'enseignement professionnel.

TABLEAU 2.03 - 6

Sorties des enseignements secondaire et supérieur *(tous systèmes éducatifs)* [1]

(France métropolitaine)

Source : S.I.G.E.S. — *Unité :* élève

Niveau	Année scolaire									
	1977–1978					1978–1979				
	Sorties nettes (2)		Sorties nettes (2) par ministère			Sorties nettes (2)		Sorties nettes (2) par ministère		
	effectifs	%	éducation et universités	autres ministères	apprentissage	effectifs	%	éducation et universités	autres ministères	apprentissage
VI	32.151	4,2	32.151	–	–	25.946	3,3	25.946	–	–
V *bis*	76.516	10,1	54.420	10.129	11.967	73.232	9,3	48.369	7.488	17.375
V	372.206	48,9	265.214	26.193	80.799	389.005	49,6	268.875	27.452	92.678
IV Secondaire	63.842	8,4	54.426	9.416	–	64.718	8,3	57.044	7.674	–
IV Supérieur	56.286	7,4	50.195	6.091	–	71.586	9,1	63.900	7.686	–
IV TOTAL	120.128	15,8	104.621	15.507	–	136.304	17,4	120.944	15.360	–
III	82.053	10,8	48.794	33.259	–	81.422	10,4	49.700	31.722	–
II + I	77.800	10,2	76.350	1.450	–	78.000	10,0	76.490	1.510	–
Total	**760.854**	**100,0**	**581.550**	**86.538**	**92.766**	**783.909**	**100,0**	**590.324**	**83.532**	**110.053**

(1) Éducation, universités, agriculture, santé, solidarité nationale, apprentissage. — (2) Compte tenu des flux de passage entre les différents systèmes éducatifs.

NB. — Nomenclature des niveaux de formation :

— *niveau VI :* effectifs sortant du premier cycle du second degré (6e à 3e pratique et classes préprofessionnelles de niveau) et des formations préprofessionnelles en 1 an (Certificat d'éducation professionnelle et classes préparatoires à l'apprentissage);

— *niveau V* bis : effectifs sortant de 3e I-II-IIA et des classes de second cycle court professionnel avant l'année terminale, et effectifs abandonnant en cours d'apprentissage;

— *niveau V :* effectifs sortant de l'année terminale des cycles courts professionnels, effectifs abandonnant la scolarité du second cycle long avant la classe terminale et effectifs terminant leur apprentissage;

— *niveau IV :* effectifs sortant des classes terminales et effectifs abandonnant des scolarisations post-baccalauréat avant d'atteindre le niveau III;

— *niveau III :* effectifs d'étudiants sortant avec un diplôme de type bac. + 2 ans (diplôme universitaire de technologie, brevet de technicien supérieur, instituteurs, diplôme d'études universitaires générales, écoles de santé...);

— *niveau II et I :* effectifs d'étudiants sortant avec un diplôme de second et troisième cycles d'études universitaires ou des grandes écoles.

TABLEAU 2.03 - 7

Enseignants à temps complet : enseignement public (1)

(France métropolitaine)

Source : S.I.G.E.S. — *Unité :* enseignant

Catégorie d'établissement	Année scolaire					
	1975-1976	1976-1977	1977-1978	1978-1979	1979-1980	1980-1981
Classes maternelles des écoles maternelles	49.500	53.856	56.193	58.012	58.617	58.751
Classes maternelles des écoles primaires	8.158	8.414	8.483	8.378	8.355	8.197
Écoles primaires	173.493	173.059	172.969	169.154	169.331	169.416
Enseignement spécial	17.461	18.287	18.908	19.697	21.616	22.258
Non ventilés (remplaçants et suppléants éventuels)	17.782	13.210	11.380	9.946	7.811	3.466
C.E.G. (2)	19.610	18.944	143.572	145.628	147.183	159.200
C.E.S. (2)	109.877	112.288				
C.E.T. (3)	41.742	44.753	44.624	44.876	45.750	48.816
Lycées classiques, modernes et techniques	68.147	68.875	65.797	66.061	65.576	72.956
Écoles normales d'instituteurs	2.309	•	2.375	2.582	2.133	...
Universités (4)	38.342	38.498	38.812	38.966	39.273	38.031
Instituts universitaires de technologie	4.848	4.695	4.777	4.765	4.678	4.473
Total	**551.269**	•	**567.890**	**568.065**	**570.323**	...

(1) Non compris les professeurs d'éducation physique et sportive. — (2) C.E.G. et C.E.S. sont réunis en collège à partir de 1977-1978. — (3) L.E.P. à partir de 1977-1978. — (4) Y compris écoles d'ingénieurs sous tutelle des universités. Il s'agit, pour les universités comme pour les I.U.T., de postes budgétaires sauf en 1976-1977, année pour laquelle les chiffres proviennent d'une autre source.

TABLEAU 2.03 - 8

Effectifs de l'enseignement préélémentaire, élémentaire et spécial

(France métropolitaine)

Source : S.I.G.E.S. — *Unité :* élève

Niveau d'enseignement et classes	Année scolaire 1979-1980 Public	1979-1980 Privé	1980-1981 Public	1980-1981 Privé
Enseignement préélémentaire :				
Classes maternelles	1.762.920	31.497	1.747.969	31.640
Classes et sections enfantines	330.365	287.929	322.097	281.746
Total	*2.093.285*	*319.426*	*2.070.066*	*313.386*
Enseignement élémentaire :				
Cours préparatoire	854.422	130.140	804.183	125.708
Cours élémentaire 1re année	805.002	127.978	791.569	127.920
Cours élémentaire 2e année	792.046	130.694	790.021	131.219
Cours moyen 1re année	773.502	133.233	790.269	138.122
Cours moyen 2e année	760.350	143.587	764.740	145.671
Total	*3.985.322*	*665.632*	*3.940.782*	*668.640*
Classes d'initiation	*11.707*	*166*	*11.155*	*154*
Classes d'enseignement spécial (1)	*116.423*	*7.522*	*111.612*	*7.645*
Total général	**6.206.737**	**992.736**	**6.133.615**	**989.825**

(1) Il s'agit des classes de perfectionnement rattachées aux établissements préélémentaires ou élémentaires ou des classes de même type appartenant à des établissements spécialisés du Ministère de l'éducation nationale.

TABLEAU 2.03 - 9

Établissements de l'enseignement préélémentaire, élémentaire et spécial

(France métropolitaine)

Source : S.I.G.E.S. — *Unité :* établissement

Type d'établissement	Année scolaire 1979-1980 Public	1979-1980 Privé	1979-1980 Total	1980-1981 Public	1980-1981 Privé	1980-1981 Total
Écoles maternelles et jardins d'enfants	15.398	347	15.745	15.721	359	16.080
Écoles primaires élémentaires :						
— à classe unique	11.816	377	12.193	11.431	343	11.774
— à plusieurs classes	33.707	6.372	40.079	33.409	6.257	39.666
Écoles d'enseignement spécial (1)	141	18	159	133	19	152
Ensemble	**61.062**	**7.114**	**68.176**	**60.694**	**6.978**	**67.672**

(1) Écoles ne donnant que des enseignements spéciaux.

TABLEAU 2.03 - 10

Classes de l'enseignement préélémentaire, élémentaire et spécial

(France métropolitaine)

Source : S.I.G.E.S. — *Unité :* classe

Type de classe	Année scolaire 1979-1980 Public	1979-1980 Privé	1979-1980 Total	1980-1981 Public	1980-1981 Privé	1980-1981 Total
Classes maternelles des écoles maternelles	58.403	1.036	59.439	58.262	1.061	59.323
Classes des écoles primaires	7.584	8.566	16.150	7.960	8.688	16.648
Classes élémentaires :						
— d'écoles à classe unique	11.816	377	12.193	11.431	343	11.774
— d'écoles à plusieurs classes	159.187	26.984	186.171	158.371	26.940	185.311
Classes d'enseignement spécial (1)	9.398	593	9.991	9.067	643	9.710
Ensemble	**246.388**	**37.556**	**283.944**	**245.091**	**37.675**	**282.766**

(1) Ici sont rassemblées les classes dispensant un enseignement spécial, quel que soit le type d'établissement auquel elles appartiennent.

TABLEAU 2.03 - 11

Effectifs du 1er cycle de l'enseignement du second degré. Année scolaire 1980-1981

(France métropolitaine)

Source : S.I.G.E.S. — *Unité :* élève

Classe et section	Enseignement public								
	Collèges		Lycées		L.E.P.		Total		
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Total
6e :									
Programme normal (1)	368.223	353.779	120	156	–	–	368.343	353.935	722.278
Classes d'adaptation (2)	662	494	15	12	–	–	677	506	1.183
Total 6e	*368.885*	*354.273*	*135*	*168*	–	–	*369.020*	*354.441*	*723.461*
5e :									
Programme normal (1)	336.506	340.969	121	157	–	–	336.627	341.126	677.753
Classes d'adaptation (2)	379	318	10	18	–	–	389	336	725
Total 5e	*336.885*	*341.287*	*131*	*175*	–	–	*337.016*	*341.462*	*678.478*
4e (1)	*219.815*	*262.347*	*132*	*188*	–	–	*219.947*	*262.535*	*482.482*
3e (1)	*217.199*	*260.219*	*154*	*223*	–	–	*217.353*	*260.442*	*477.795*
Classes préprofessionnelles de niveau	58.184	43.263	135	30	6.219	2.959	64.538	46.252	110.790
Classes préparatoires à l'apprentissage	36.197	15.764	38	41	5.450	1.950	41.685	17.755	59.440
Ensemble	**1.237.165**	**1.277.153**	**725**	**825**	**11.669**	**4.909**	**1.249.559**	**1.282.887**	**2.532.446**

	Enseignement privé										
	Cours complémentaires		Établissements secondaires de 1er cycle		Établissements secondaires de 2e cycle long		Établissements techniques de 2e cycle court		Total		
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Total
6e :											
Programme normal (1)	4.927	4.384	70.301	66.410	8.832	7.515	–	–	84.060	78.309	162.369
Classes d'adaptation (2)	–	–	12	8	4	1	–	–	16	9	25
Total 6e	*4.927*	*4.384*	*70.313*	*66.418*	*8.836*	*7.516*	–	–	*84.076*	*78.318*	*162.394*
5e :											
Programme normal (1)	4.595	4.268	67.196	65.335	9.062	7.324	–	–	80.853	76.927	157.780
Classes d'adaptation (2)	–	–	15	3	2	2	–	–	17	5	22
Total 5e	*4.595*	*4.268*	*67.211*	*65.338*	*9.064*	*7.326*	–	–	*80.870*	*76.932*	*157.802*
4e	*3.667*	*3.573*	*53.063*	*57.312*	*9.093*	*7.071*	–	–	*65.823*	*67.956*	*133.779*
3e	*3.201*	*3.308*	*51.106*	*58.152*	*10.725*	*7.761*	–	–	*65.032*	*69.221*	*134.253*
Classes préprofessionnelles de niveau	282	108	4.727	2.190	1.221	812	1.646	2.806	7.876	5.916	13.792
Classes préparatoires à l'apprentissage	90	28	1.683	581	166	74	537	225	2.476	908	3.384
Ensemble	**16.762**	**15.669**	**248.103**	**249.991**	**39.105**	**30.560**	**2.183**	**3.031**	**306.153**	**299.251**	**605.404**

(1) Y compris classes musicales à horaire aménagé. — (2) Pour élèves étrangers.

N.B. — L.E.P. : lycée d'enseignement professionnel.

TABLEAU 2.03 - **12**

Effectifs du 2e cycle court de l'enseignement du second degré. Année scolaire 1980-1981

(France métropolitaine)

Source : S.I.G.E.S. *Unité :* élève

Enseignement et année d'études	Enseignement public								
	L.E.P.		Collèges		Lycées		Total		
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Total
ENSEIGNEMENT INDUSTRIEL ET AUTRES									
C.A.P. scolarité en 3 ans :									
1re année	73.420	16.021	705	126	2.295	260	76.420	16.407	92.827
2e année	60.977	12.976	569	103	1.914	218	63.460	13.297	76.757
3e année	59.335	11.113	621	103	1.846	156	61.802	11.372	73.174
Total C.A.P. 3 ans	193.732	40.110	1.895	332	6.055	634	201.682	41.076	242.758
C.A.P. scolarité en 2 ans :									
1re année	3.959	1.246	24	–	88	1	4.071	1.247	5.318
2e année	3.441	1.027	48	–	65	4	3.554	1.031	4.585
Total C.A.P. 2 ans	7.400	2.273	72	–	153	5	7.625	2.278	9.903
Total C.A.P.	*201.132*	*42.383*	*1.967*	*332*	*6.208*	*639*	*209.307*	*43.354*	*252.661*
B.E.P :									
1re année	40.413	10.176	266	576	2.999	453	43.678	11.205	54.883
2e année	34.775	8.332	208	548	2.602	369	37.585	9.249	46.834
Total B.E.P.	*75.188*	*18.508*	*474*	*1.124*	*5.601*	*822*	*81.263*	*20.454*	*101.717*
ENSEIGNEMENT ÉCONOMIQUE, ADMINISTRATIF ET HÔTELIER									
C.A.P. scolarité en 3 ans :									
1re année	6.306	31.309	250	1.222	213	985	6.769	33.516	40.285
2e année	5.414	25.520	227	971	168	791	5.809	27.282	33.091
3e année	4.908	23.424	192	959	123	753	5.223	25.136	30.359
Total C.A.P. 3 ans	16.628	80.253	669	3.152	504	2.529	17.801	85.934	103.735
C.A.P. scolarité en 2 ans :									
1re année	132	280	–	–	–	–	132	280	412
2e année	94	206	–	–	–	–	94	206	300
Total C.A.P. 2 ans	226	486	–	–	–	–	226	486	712
Total C.A.P.	*16.854*	*80.739*	*669*	*3.152*	*504*	*2.529*	*18.027*	*86.420*	*104.447*
B.E.P. :									
1re année	14.411	53.010	318	276	1.672	5.210	16.401	58.496	74.897
2e année	11.980	42.536	300	253	1.330	4.069	13.610	46.858	60.468
Total B.E.P.	*26.391*	*95.546*	*618*	*529*	*3.002*	*9.279*	*30.011*	*105.354*	*135.365*
Préparation C.E.P. 1 an	2.464	3.785	66	152	58	73	2.588	4.010	6.598
Ensemble	**322.029**	**240.961**	**3.794**	**5.289**	**15.373**	**13.342**	**341.196**	**259.592**	**600.788**

N.B. — L.E.P. : Lycée d'enseignement professionnel; C.A.P. : Certificat d'aptitude professionnelle; B.E.P. : Brevet d'études professionnelles; C.E.P. : Certificat d'éducation professionnelle.

TABLEAU 2.03 - **12** (*suite et fin*)

Effectifs du 2e cycle court de l'enseignement du second degré. Année scolaire 1980-1981

(France métropolitaine)

Source : S.I.G.E.S. *Unité :* élève

Enseignement et année d'études	Enseignement privé								
	Écoles techniques de 2e cycle court		Cours complémentaire et écoles secondaires de 1er cycle		Écoles secondaires et techniques de 2e cycle long		Total		
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Total
ENSEIGNEMENT INDUSTRIEL ET AUTRES									
C.A.P. scolarité en 3 ans :									
1re année	6.386	3.155	44	103	3.119	810	9.549	4.068	13.617
2e année	5.587	2.673	25	53	2.831	671	8.443	3.397	11.840
3e année	5.542	2.468	20	22	2.778	606	8.340	3.096	11.436
Total C.A.P. 3 ans	17.515	8.296	89	178	8.728	2.087	26.332	10.561	36.893
C.A.P. scolarité en 2 ans :									
1re année	2.099	2.739	42	–	472	193	2.613	2.932	5.545
2e année	2.157	2.034	37	–	474	81	2.668	2.115	4.783
Total C.A.P. 2 ans	4.256	4.773	79	–	946	274	5.281	5.047	10.328
Total C.A.P.	*21.771*	*13.069*	*168*	*178*	*9.674*	*2.361*	*31.613*	*15.608*	*47.221*
B.E.P. :									
1re année	3.206	3.237	48	–	4.603	1.889	7.857	5.126	12.983
2e année	2.656	2.466	40	–	3.654	1.444	6.350	3.910	10.260
Total B.E.P.	*5.862*	*5.703*	*88*	–	*8.257*	*3.333*	*14.207*	*9.036*	*23.243*
ENSEIGNEMENT ÉCONOMIQUE ADMINISTRATIF ET HÔTELIER									
C.A.P. scolarité en 3 ans :									
1re année	1.493	12.222	36	130	492	2.862	2.021	15.214	17.235
2e année	1.191	10.121	36	91	384	2.435	1.611	12.647	14.258
3e année	970	10,045	10	98	342	2.441	1.322	12.584	13.906
Total C.A.P. 3 ans	3.654	32.388	82	319	1.218	7.738	4.954	40.445	45.399
C.A.P. scolarité en 2 ans :									
1re année	559	2.456	3	2	47	201	609	2.659	3.268
2e année	657	3.402	3	–	67	266	727	3.668	4.395
Total C.A.P. 2 ans	1.216	5.858	6	2	114	467	1.336	6.327	7.663
Total C.A.P.	*4.870*	*38.246*	*88*	*321*	*1.332*	*8.205*	*6.290*	*46.772*	*53.062*
B.E.P. :									
1re année	3.286	12.506	75	148	2.440	7.160	5.801	19.814	25.615
2e année	2.478	10.548	78	102	1.923	5.838	4.479	16.488	20.967
Total B.E.P.	*5.764*	*23.054*	*153*	*250*	*4.363*	*12.998*	*10.280*	*36.302*	*46.582*
Préparation C.E.P. 1 an	323	1.083	–	–	188	189	511	1.272	1.783
Ensemble	**38.590**	**81.155**	**497**	**749**	**23.814**	**27.086**	**62.901**	**108.990**	**171.891**

N.B. — C.A.P. : certificat d'aptitude professionnelle; B.E.P. : brevet d'études professionnelles; C.E.P. : certificat d'éducation professionnelle.

TABLEAU 2.03 - **13**

Effectifs du 2e cycle long de l'enseignement du second degré. Année scolaire 1980-1981

(France métropolitaine)

Source : S.I.G.E.S. *Unité :* élève

Classe et option	Enseignement public			Enseignement privé			Total général		
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Ensemble
SECONDES									
A	8.824	40.020	48.844	3.229	10.556	13.785	12.053	50.576	62.629
A (B)	27.492	70.670	98.162	11.140	17.953	29.093	38.632	88.623	127.255
C	47.120	52.120	99.240	19.340	16.856	36.196	66.460	68.976	135.436
T	41.526	13.240	54.766	4.696	4.327	9.023	46.222	17.567	63.789
Seconde spéciale	2.635	437	3.072	104	118	222	2.739	555	3.294
Autres préparations (1)	4.150	1.645	5.795	535	607	1.142	4.685	2.252	6.937
Total secondes	*131.747*	*178.132*	*309.879*	*39.044*	*50.417*	*89.461*	*170.791*	*228.549*	*399.340*
PREMIÈRES									
A	7.482	34.331	41.813	3.195	9.767	12.962	10.677	44.098	54.775
B	11.701	24.810	36.511	6.488	8.514	15.002	18.189	33.324	51.513
C	23.482	16.979	40.461	7.946	4.799	12.745	31.428	21.778	53.206
D	16.309	24.093	40.402	7.264	8.265	15.529	23.573	32.358	55.931
E	7.492	369	7.861	537	12	549	8.029	381	8.410
F	24.020	10.148	34.168	3.299	3.607	6.906	27.319	13.755	41.074
G	12.837	40.447	53.284	4.249	8.946	13.195	17.086	49.393	66.479
H	483	389	872	94	30	124	577	419	996
Première adaptation	5.549	3.514	9.063	898	1.343	2.241	6.447	4.857	11.304
Autres préparations (1)	4.980	1.589	6.569	491	477	968	5.471	2.066	7.537
Total premières	*114.335*	*156.669*	*271.004*	*34.461*	*45.760*	*80.221*	*148.796*	*202.429*	*351.225*
TERMINALES									
A	7.983	36.066	44.049	4.223	12.209	16.432	12.206	48.275	60.481
B	11.387	25.458	36.845	6.700	8.042	14.742	18.087	33.500	51.587
C	20.998	14.137	35.125	6.433	3.668	10.101	27.421	17.805	45.226
D	21.272	29.618	50.890	10.595	10.882	21.477	31.867	40.500	72.367
E	7.349	360	7.709	546	9	555	7.895	369	8.264
F	26.245	10.412	36.657	3.164	3.657	6.821	29.409	14.069	43.478
G	11.153	39.253	50.406	3.707	8.163	11.870	14.860	47.416	62.276
H	416	307	723	56	11	67	472	318	790
Autres préparations (1)	5.276	1.459	6.735	437	2	439	5.713	1.461	7.174
Total terminales	*112.069*	*157.070*	*269.139*	*35.861*	*46.643*	*82.504*	*147.930*	*203.713*	*351.643*
Total 2e cycle long	**358.151**	**491.871**	**850.022**	**109.366**	**142.820**	**252.186**	**467.517**	**634.691**	**1.102.208**
Classes TI' (2)	204	200	404	452	793	1.245	656	993	1.649
Ensemble	**358.355**	**492.071**	**850.426**	**109.818**	**143.613**	**253.431**	**468.173**	**635.684**	**1.103.857**

(1) Enseignement professionnel long (brevets de technicien essentiellement). — (2) Les classes TI' ne font pas à proprement parler partie du 2e cycle long mais ont été ajoutées ici par souci de cohérence avec les tableaux récapitulatifs 2 et 5.

TABLEAU 2.03 - 14

Établissements et classes de l'enseignement du second degré. Année scolaire 1980-1981

(France métropolitaine)

Source : S.I.G.E.S.

Unités { établissement / classe

Type d'établissement	Nombre d'établissements	Nombre de classes
Établissements publics :		
Lycées	1.119	31.046
Collèges	4.751	107.602
Lycées d'enseignement professionnel (L.E.P.)	1.311	23.924
Total	*7.181*	*162.572*
Établissements privés :		
Établissements secondaires (niveau lycée)	1.181	16.015
Établissements secondaires (niveau collège)	1.562	20.625
Cours complémentaires	181	1.401
Établissements techniques (niveau L.E.P.)	958	6.301
Total	*3.882*	*44.342*
Ensemble	**11.063**	**206.914**

TABLEAU 2.03 - 15

Diplômes de l'enseignement du second cycle du second degré

(France métropolitaine)

Source : S.I.G.E.S.

Unité : diplôme

Diplômes	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Diplômes du 2e cycle court (1)									
Certificats d'aptitude professionnelle	185.820	197.432	200.589	205.897	221.494	229.647	235.677	235.046	...
Brevets d'études professionnelles	45.083	55.756	58.854	65.089	69.784	75.447	79.046	78.905	...
Diplômes du 2e cycle long									
Brevets d'enseignement industriel	114	8	10	–	–	–	–	–	...
Brevets de technicien	3.454	3.385	3.441	3.993	4.163	4.430	4.585	4.521	...
Certificat de fin d'études secondaires :									
— enseignement général (A à E)	21.033	19.932	20.760	17.757	17.988	18.125	20.013	21.102	22.488
— enseignement technique (F, G, H)	6.192	6.457	7.646	7.922	8.433	9.038	9.423	10.001	10.053
Baccalauréat : Série A	56.181	54.533	50.436	45.593	42.010	39.902	39.828	40.391	42.609
Série B	18.036	19.487	20.946	21.563	24.646	28.317	30.591	31.521	34.237
Série C	28.344	29.900	30.396	32.738	33.321	32.101	31.427	32.658	32.321
Série D et D'	42.644	44.436	46.710	46.017	47.459	49.430	46.719	48.545	46.579
Série E	5.098	5.094	5.197	5.333	5.191	5.663	5.869	5.823	5.643
Baccalauréat expérimental (2)	–	–	–	–	–	–	724	831	836
Baccalauréat de technicien :									
— secteur industriel (F)	15.608	17.168	19.113	19.656	22.451	24.300	25.552	26.612	26.189
— secteur économique (G)	24.794	27.591	31.272	30.749	33.313	35.324	35.085	35.605	36.436
— secteur informatique (H)	537	515	419	451	452	426	372	443	491

(1) A ce niveau, l'addition pure et simple des C.A.P. et B.E.P. produit d'importants doubles comptes qui ne permettent pas de considérer le total de ces diplômes comme une mesure exacte du nombre réel d'individus diplômés; celui-ci devrait être ramené aux environs de 234.000 en 1977. — (2) Baccalauréat préparé dans quatre académies seulement. Les séries sont au nombre de sept et se rattachent pour quatre d'entre elles aux séries A, C et D du baccalauréat d'enseignement général.

TABLEAU 2.03 - 16

Candidats présentés et admis au baccalauréat général (séries A, B, C, D, D' et E)

(France métropolitaine)

Source : S.I.G.E.S. — *Unité* : candidat

Année	Présentés (P)	Admis (A)	%
1935	17.822	11.939	67,0
1950	50.696	32.362	63,8
1955	62.376	41.433	66,4
1960	80.710	59.287	73,4
1961	101.644	61.498	60,5
1962	106.692	66.225	62,0
1963	121.972	75.474	61,9
1964	138.430	86.729	62,5
1965	159.186	96.924	60,9
1966	212.420	105.839	49,8
1967	223.410	133.257	59,6
1968	208.460	169.422	81,2
1969	181.466	122.673	67,6
1970	200.722	138.707	69,1
1971	217.298	143.729	66,1
1972	222.497	147.352	66,2
1973	230.110	150.300	68,4
1974	226.101	153.450	67,9
1975	228.833	153.685	67,2
1976	225.470	151.244	67,1
1977	224.332	142.627	68,0
1978	229.103	155.413	67,8
1979	234.498	154.434	65,9
1980	240.667	158.938	66,0
1981	246.393	161.389	65,5

N.B. — $\% = \frac{A}{P} \times 100$.

TABLEAU 2.03 - 16 *(suite et fin)*

Candidats présentés (P) et admis (A) au baccalauréat général

Source : S.I.G.E.S. — *Unité* : candidat

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
A. Philo. :											
P	86.709	83.800	81.278	75.655	72.109	64.632	59.143	58.595	60.131	61.950	64.798
A	60.719	59.404	56.181	54.533	50.436	45.593	42.010	39.902	39.828	40.391	42.609
%	70,0	70,9	69,1	72,0	69,9	70,5	71,0	68,1	66,2	65,2	65,8
B. Techn. écon. :											
P	20.980	23.856	26.953	28.098	30.517	31.481	35.388	40.463	44.570	48.325	52.857
A	14.261	15.494	18.033	19.487	20.946	21.563	24.646	28.317	30.591	31.521	34.237
%	68,0	64,9	66,7	69,4	68,6	68,5	69,6	70,0	68,6	65,2	64,8
C. Math. élém. :											
P	36.296	39.627	42.125	41.736	42.676	44.704	44.980	44.985	45.213	45.136	44.334
A	23.935	26.861	28.344	29.900	30.396	32.738	33.321	32.101	31.427	32.658	32.321
%	65,9	67,8	67,2	71,6	71,2	73,2	74,1	71,4	69,5	72,4	72,9
D. Sciences ex. :											
P	62.021	64.244	68.502	69.727	72.804	74.133	74.586	74.247	73.691	74.608	73.924
A	38.233	39.333	41.406	43.294	45.304	44.837	46.259	47.947	45.506	47.325	45.356
%	61,6	61,2	60,4	62,1	62,2	60,5	62,0	64,6	61,8	63,4	61,4
D' Sciences agron. et techn. :											
P	1.769	2.014	2.227	2.250	2.428	2.182	2.195	2.368	2.103	2.072	2.088
A	943	1.038	1.238	1.142	1.406	1.180	1.200	1.483	1.213	1.220	1.223
%	53,3	51,5	55,6	50,7	57,9	54,1	54,6	62,6	57,7	58,9	58,6
E. Math. techn. :											
P	9.523	8.956	9.025	8.635	8.299	8.338	8.040	8.445	8.790	8.576	8.392
A	5.638	5.222	5.098	5.094	5.197	5.333	5.191	5.663	5.869	5.823	5.643
%	59,2	58,3	56,5	59,0	62,6	64,0	64,6	67,1	66,8	67,9	67,2
Total :											
P	217.298	222.497	230.110	226.101	228.833	225.470	224.332	229.103	234.498	240.667	246.393
A	143.729	147.352	150.300	153.450	153.685	151.244	142.627	155.413	154.434	158.938	161.389
%	66,1	66,2	68,4	67,9	67,2	67,1	68,0	67,8	65,9	66,0	65,5

N.B. — $\% = \frac{A}{P} \times 100$.

TABLEAU 2.03 - 17

Effectifs de l'enseignement supérieur : enseignement public et privé

(France métropolitaine)

Source : S.I.G.E.S. — *Unité :* millier d'étudiants

Établissement et discipline	Année scolaire 1972-1973 (1)	1973-1974	1974-1975	1975-1976	1976-1977	1977-1978	1978-1979	1979-1980	1980-1981
Universités :									
Droit et sciences économiques	170,0	169,2	178,2	183,6	184,1	185,8	185,5	189,0	190,4
Sciences	117,3	118,1	117,4	121,0	122,7	126,5	130,0	130,1	129,8
Lettres et sciences humaines	254,0	236,7	233,9	251,4	259,3	262,3	269,8	271,7	273,2
Médecine et chirurgie dentaire	133,0	140,8	143,4	154,7	160,7	161,7	161,7	155,5	152,5
Pharmacie	25,5	28,0	31,6	33,5	33,5	34,8	36,0	36,5	37,1
Divers (2)	///	10,3	14,1	18,6	21,8	25,5	30,0	25,8	27,4
Total	*699,8*	*703,1*	*718,6*	*762,8*	*782,1*	*796,6*	*813,0*	*808,6*	*810,4*
Instituts universitaires de technologie	*35,4*	*38,9*	*41,7*	*43,5*	*44,2*	*47,4*	*50,2*	*52,3*	*53,8*
Sections de techniciens supérieurs	*32,2*	*35,3*	*41,5*	*46,2*	*48,4*	*52,7*	*56,1*	*61,4*	*67,2*
Classes préparatoires aux grandes écoles	*32,8*	*33,7*	*33,8*	*35,2*	*36,8*	*39,1*	*39,9*	*39,1*	*39,4*
Préparations diverses (3)	*25,7*	*20,2*	*28,6*	*27,6*	*23,9*	*30,7*	*24,1*	*20,5*	*16,1*
Grandes écoles (4) :									
Écoles d'ingénieurs (5)	e 31,9	31,7	29,0	29,2	27,7	27,7	28,4	36,0	36,9
Autres écoles	...	e 47,7	86,3	112,9	105,4	109,0	...	...	52,4
Total	...	e *79,4*	*115,3*	*142,1*	*133,1*	*136,6*	...	...	89,3
Ensemble	...	e **910,6**	**979,6**	**1.057,3**	**1.068,5**	**1.103,2**	...	...	**1.076,2**

(1) Jusqu'en 1972-1973, les centres pluridisciplinaires de Vincennes et Dauphine sont regroupés, le premier avec les lettres et sciences humaines, le second avec le droit et les sciences économiques. — (2) Jusqu'en 1978-1979 : E.N.S.I., I.N.P., U.E.R., d'E.P.S. et D.E.U.G. pluri-disciplinaires (M.A.S.S. et A.E.S.) (cf. tableau 18, N.B.). A partir de 1979-1980, les E.N.S.I. et I.N.P. sont comptés avec les écoles d'ingénieurs. — (3) Essentiellement les classes des écoles normales d'instituteurs et centres régionaux de formation. — (4) Données incomplètes : non compris, notamment, les élèves inscrits par ailleurs en faculté (les effectifs totaux des grandes écoles sont donnés au tableau 22). — (5) Y compris E.N.S.I., I.N.P., Compiègne et les U.E.R. technologiques à partir de 1979-1980.

TABLEAU 2.03 - 18

Effectifs universitaires par académie et discipline (enseignement public). Année scolaire 1980-1981

(France métropolitaine)

Source : S.I.G.E.S. — *Unité :* étudiant

Académie	Droit	Sciences économiques	Lettres	Sciences	Médecine	Pharmacie	Dentaire	U.E.R. d'E.P.S.	M.A.S.S. et A.E.S.	I.U.T.	Total général
Aix-Marseille	7.300	2.974	12.363	8.168	10.253	2.709	719	636	1.538	1.791	48.451
Amiens	1.682	721	2.613	1.235	1.917	693	–	–	–	1.049	9.910
Besançon	1.278	328	3.128	1.460	2.296	523	–	239	199	1.535	10.986
Bordeaux	8.560	3.314	12.220	6.596	7.223	2.117	874	357	63	2.239	43.563
Caen	1.420	848	3.762	1.775	1.580	998	–	271	202	813	11.669
Clermont	2.643	1.051	3.383	2.632	2.110	1.062	377	408	–	1.204	14.870
Corse	327	–	47	–	–	–	–	–	–	–	374
Créteil	4.547	2.253	5.871	2.573	5.083	–	–	–	1.085	3.045	24.457
Dijon	2.798	782	3.543	2.028	1.846	566	–	372	525	1.113	13.573
Grenoble	4.945	2.630	8.079	5.321	2.946	1.173	–	455	836	3.418	29.803
Lille	5.261	2.086	10.387	7.925	7.051	2.053	698	509	705	3.515	40.190
Limoges	1.418	362	1.389	1.186	1.553	586	–	–	219	1.040	7.753
Lyon	7.310	3.165	15.310	6.999	10.921	2.720	887	395	2.085	3.111	52.903
Montpellier	5.468	2.365	7.931	5.939	6.266	3.376	784	395	1.199	2.062	35.785
Nancy-Metz	3.302	1.605	6.363	4.712	5.601	1.291	433	274	573	2.950	27.104
Nantes	3.939	1.685	6.763	3.730	4.445	1.596	751	–	693	2.636	26.238
Nice	4.600	1.697	5.155	2.974	2.366	–	304	–	175	1.908	19.179
Orléans-Tours	2.977	982	5.373	2.937	3.161	1.062	–	–	661	2.142	19.295
Paris	28.223	15.682	93.501	28.554	38.260	3.530	3.367	893	3.660	1.342	217.032
Poitiers	2.501	901	3.421	2.296	1.409	602	–	319	560	1.481	13.490
Reims	2.628	725	2.326	1.153	2.088	1.000	499	–	–	1.969	12.388
Rennes	4.274	1.626	8.960	6.170	4.661	1.113	609	279	2.524	4.013	34.229
Rouen	2.540	679	3.678	1.960	2.489	604	–	–	226	1.331	13.507
Strasbourg	4.543	1.561	9.795	3.816	5.072	1.234	570	287	65	1.699	28.642
Toulouse	6.130	3.686	12.125	8.233	6.653	2.158	750	553	1.259	3.178	44.725
Versailles	10.411	3.072	13.586	9.117	2.783	4.315	–	354	1.020	3.242	47.900
Ensemble	**131.025**	**56.780**	**261.072**	**129.489**	**140.053**	**37.081**	**11.622**	**6.996**	**20.072**	**53.826**	**848.016**
Année scolaire 1979-1980.	*131.363*	*55.609*	*261.312*	*129.443*	*142.724*	*36.494*	*11.995*	*7.420*	*18.157*	*52.335*	*846.852*

N.B. — E.N.S.I. : Écoles nationales supérieures d'ingénieurs; I.N.P. : Institut nationaux polytechniques; U.E.R. d'E.P.S. : Unités d'enseignement et de recherche d'éducation physique et sportive; D.E.U.G. : Diplôme d'études universitaires générales; M.A.S.S. : Mathématiques appliquées aux sciences humaines; A.E.S. : Administration économique et sociale.

TABLEAU 2.03 - 19

Effectifs universitaires par catégorie socio-professionnelle des parents *(étudiants français)*

(France métropolitaine)

Source : S.I.G.E.S.

Discipline	Catégorie socio-professionnelle des parents											Effectifs concernés (1)
	Agriculteurs exploitants	Salariés agricoles	Patrons du commerce et de l'industrie	Professions libérales et cadres supérieurs	Cadres moyens	Employés	Ouvriers	Personnels de service	Autres catégories	Sans profession	Totaux	
ANNÉE SCOLAIRE 1980-1981												
Effectifs	35.912	2.612	69.352	231.901	124.345	61.097	91.236	7.170	46.149	23.488	693.262	///
Pourcentage												
Droit	4,7	0,4	9,7	32,4	17,5	9,9	12,5	1,1	7,4	4,4	100	112.003
Sciences économiques	6,2	0,5	11,0	28,8	18,8	10,0	14,6	1,2	6,2	2,7	100	53.924
Lettres	4,6	0,4	10,0	29,0	18,2	9,6	14,7	1,2	8,7	3,6	100	196.604
Sciences	6,3	0,4	9,0	32,7	19,7	8,5	13,7	0,9	6,4	2,4	100	108.415
Médecine	3,4	0,2	9,8	47,3	16,2	6,5	7,5	0,5	4,6	4,0	100	118.560
Pharmacie	6,3	0,2	11,6	45,5	15,3	6,2	7,1	0,5	4,2	3,1	100	32.459
Chirurgie dentaire	2,9	0,2	12,1	48,5	15,2	7,1	6,4	0,4	3,5	3,7	100	70.451
Pluridisciplinaire	3,8	0,4	9,7	27,9	21,7	10,5	15,9	1,0	5,4	3,7	100	11.399
I.U.T.	9,0	0,6	11,1	17,0	18,7	10,1	24,1	1,8	5,9	1,7	100	49.447
Ensemble	**5,2**	**0,4**	**10,0**	**33,4**	**17,9**	**8,8**	**13,2**	**1,0**	**6,7**	**3,4**	**100**	**693.262**
ANNÉE SCOLAIRE 1967-1968												
Effectifs	25.741	3.084	63.587	143.016	72.232	38.660	46.034	3.432	12.428	5.669	413.883	///
Pourcentage	6,2	0,7	15,4	34,6	17,5	9,3	11,1	0,8	3,0	1,4	100	///

(1) Ne sont pris en compte que les étudiants ayant fourni une indication utilisable de leur origine.

TABLEAU 2.03 - 20

Enseignants des universités par statut

(France métropolitaine)

Source : S.I.G.E.S. — *Unité* : enseignant

Statut	Année scolaire 1979-1980	Année scolaire 1980-1981
Professeurs et maîtres de conférence	10.341	10.430
Maîtres assistants et chefs de travaux (1)	14.433	14.839
Assistants	13.898	13.503
Autres (2)	3.557	3.732
Ensemble	**42.229**	**42.504**

(1) Y compris chargés d'enseignement et chargés de cours. — (2) Fonctions de type 2e degré, fonctions spécifiques des grands établissements et des établissements français à l'étranger, lecteurs étrangers en lettres.

TABLEAU 2.03 - 21

Effectifs des classes préparatoires aux grandes écoles et des sections de techniciens supérieurs

(France métropolitaine)

Source : S.I.G.E.S. — *Unité :* élève

Classe et établissement	Année scolaire 1979-1980			1980-1981		
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total
Classes préparatoires aux grandes écoles						
Établissements publics dépendant du Ministère de l'éducation nationale :						
— préparations scientifiques	20.455	6.030	26.485	20.643	6.374	27.017
— préparations littéraires	1.882	4.436	6.318	1.910	4.586	6.496
— préparations diverses	r 51	r 317	r 368	28	65	93
Total	r 22.388	r 10.783	r 33.171	22.581	11.025	33.606
Établissements publics dépendant d'autres ministères	1.440	73	1.513	1.634	145	1.779
Établissements privés	3.677	692	4.369	3.306	741	4.047
Total général	**27.505**	**11.548**	**39.053**	**27.521**	**11.911**	**39.432**
Sections de techniciens supérieurs						
Établissements publics (éducation nationale) :						
— 1re année	...	...	19.677	...	...	21.253
— 2e année	...	...	17.214	...	...	18.535
— 3e année	...	...	237	...	...	279
Total	...	...	37.128	...	...	40.067
Établissements publics (agriculture)	...	...	3.188	...	...	3.037
Établissements privés	...	...	20.857	...	...	24.211
Total général	...	...	**61.173**	...	...	**67.315**

TABLEAU 2.03 - 22

Effectifs des grandes écoles

(France métropolitaine)

Source : S.I.G.E.S. — *Unité :* élève

Spécialité	1976-1977				1977-1978			
	Écoles publiques		Écoles privées	Total	Écoles publiques		Écoles privées	Total
	dépendant de l'éducation et des universités	dépendant d'autres ministères			dépendant de l'éducation et des universités	dépendant d'autres ministères		
Agriculture (non compris ingénieurs)	–	1.797	63	1.860	–	1.673	60	1.733
Beaux-Arts	–	21.943	970	22.913	–	23.222	970	24.192
Commerce, sciences économiques et financières	–	195	10.570	10.765	80	–	11.119	11.199
Défense nationale (non compris ingénieurs)	–	1.018	–	1.018	–	1.213	–	1.213
Enseignement	7.430	–	219	7.649	6.098	(1) 1.243	186	7.527
Lettres, écoles à caractère littéraire	4.990	–	608	5.598	5.130	–	710	5.840
Sciences juridiques et administratives	2.564	3.644	1.405	7.613	2.604	4.220	1.431	8.255
Sciences et techniques industrielles : écoles d'ingénieurs (non compris les U.E.R.)	18.611	7.592	8.549	34.752	18.838	7.881	8.297	35.016
Spécialisations diverses	1.578	1.108	646	3.332	1.729	1.798	801	4.328
Total	**35.173**	**37.297**	**23.030**	**95.500**	**34.479**	**41.250**	**23.574**	**99.303**

(1) Les C.R.E.P.S. (Centres régionaux d'éducation physique et sportive), antérieurement rattachés au Ministère des universités, dépendent maintenant du Ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs.

TABLEAU 2.03 - 23

Principaux diplômes universitaires délivrés dans l'enseignement supérieur *(France + DOM)*

Sources : S.I.G.E.S. — *Unité :* diplôme

Nature du diplôme	1977	1978
Diplômes de premier cycle :		
Droit et sciences économiques :		
Capacité	1.498	...
D.E.U.G. droit	9.117	8.938
D.E.U.G. économie	4.530	4.733
D.E.U.G. sciences	7.466	8.048
D.E.U.G. lettres	15.946	15.397
I.U.T. : diplôme universitaire de technologie (D.U.T.)	16.153	17.113
Brevet de technicien supérieur (B.T.S.)	14.198	16.220
Diplômes de deuxième cycle :		
Droit et sciences économiques :		
Droit :		
Licence	8.575	8.270
Maîtrise	7.436	6.127
Sciences économiques :		
Licence	3.590	2.778
Maîtrise	3.791	3.936
Sciences :		
Licence (1)	6.821	4.630
Maîtrise	6.679	6.732
Lettres :		
Licence	18.237	17.881
Maîtrise	10.074	9.733
Pharmacie :		
Diplôme d'État de pharmacien (2)	3.126	3.421
Diplômes de troisième cycle :		
Droit :		
Doctorat de 3e cycle	113	...
Doctorat d'État	289	96
Sciences économiques :		
Doctorat de 3e cycle	304	...
Doctorat d'État	152	239
Sciences :		
Doctorat de 3e cycle	1.710	...
Doctorat d'État	1.066	1.848
Diplôme de docteur ingénieur	466	...
Lettres :		
Doctorat de 3e cycle	1.273	...
Doctorat d'État	290	744
Médecine :		
Doctorat d'État et d'université en médecine	9.186	9.327
Doctorat d'État en chirurgie dentaire	2.333	1.777
Doctorat vétérinaire	315	...
Pharmacie : doctorat d'État (2)	116	...
Concours de recrutement des professeurs de l'enseignement du second degré :		
Agrégation	1.481	1.169
C.A.P.E.S. (partie théorique) (y compris disciplines artistiques)	3.268	2.624

(1) Résultats incomplets, en 1978. — (2) Diplôme d'État et doctorat d'État non ventilés en 1978.

TABLEAU 2.03 - 24

Diplômes d'ingénieurs délivrés (1) *(France métropolitaine)*

Source : S.I.G.E.S. — *Unité :* diplôme

Spécialité dominante	1974	1975	1976	1977	1978 (4)	1979	1980
ÉCOLES A PLEIN TEMPS							
Sans spécialité dominante (2)	2.933	2.869	2.952	2.970	2.645	3.229	3.408
Agriculture et industries alimentaires	1.134	1.152	1.220	1.327	1.060	1.316	1.369
Aéronautique	92	114	78	107	108	111	111
Construction, travaux publics, mines et géologie	319	654	730	305	608	697	678
Défense (3)	283	305	276	249	282	322	290
Électricité, électronique	1.472	1.503	1.638	1.587	1.001	1.694	1.661
Mécanique, métallurgie	1.233	1.360	1.297	1.351	1.143	1.429	1.466
Chimie, physique	1.034	902	966	772	413	818	841
Textiles	73	76	69	51	55	74	80
Diverses spécialités	137	152	157	160	146	187	202
Total écoles à plein temps	*8.710*	*9.087*	*9.383*	*8.879*	*7.461*	*9.877*	*10.106*
C.N.A.M. Paris et centres associés	421	381	395	395	468	425	477
Ensemble	**9.131**	**9.468**	**9.778**	**9.274**	**7.929**	**10.302**	**10.583**

(1) Diplômes délivrés uniquement aux élèves français. — (2) Y compris les U.E.R. non dérogatoires. — (3) Non compris l'école spéciale militaire de Saint-Cyr en 1977 (pas de commission d'attribution). — (4) Non compris les diplômes d'ingénieurs des formations universitaires, dont le total avait atteint, en 1977, 1936 unités.

TABLEAU 2.03 - 25

Établissements et effectifs de l'enseignement technique agricole *(France métropolitaine)*

Source : Ministère de l'agriculture

Nature des établissements	Nombre d'établissements — Année scolaire						Effectifs — Année scolaire					
	1975-1976	1976-1977	1977-1978	1978-1979	1979-1980	1980-1981	1975-1976	1976-1977	1977-1978	1978-1979	1979-1980	1980-1981
Unité :	établissement						élève					
Enseignement public :												
Lycées agricoles	79	78	83	84	86	90	20.818	21.092	26.700	27.566	28.624	30.22
Collèges agricoles-L.E.P.A. (1)	109	106	97	100	96	98	15.276	15.571	13.472	13.728	13.584	14.19
Écoles spécialisées	9	9	8	8	8	(3)	659	686	697	742	774	(3
Centre de formation professionnelle agricole pour jeunes	156	141	89	84	77	73	7.824	8.571	5.636	4.915	4.449	4.44
Techniciens supérieurs (2)	•	4	4	4	4	4	360	350	361	370	381	36
Total	•	338	281	280	271	265	44.937	46.270	46.866	47.321	47.812	49.22
Enseignement privé	923	889	877	857	833	810	73.554	73.896	73.175	73.622	74.289	73.87
Ensemble	•	**1.227**	**1.158**	**1.137**	**1.104**	**1.075**	**118.491**	**120.166**	**120.041**	**120.943**	**122.101**	**123.09**

(1) Les collèges agricoles sont devenus lycées d'enseignement professionnel agricole (L.E.P.A.) en 1979. — (2) Dans les établissements d'enseignement supérieur uniquement (il existe également des classes préparant au B.T.S.A. dans les lycées agricoles). — (3) A partir de 1980-1981, ces établissements sont comptés parmi les lycées agricoles et les L.E.P.A.

TABLEAU 2.03 - 26

Écoles dépendant des Ministère de la santé et de la solidarité nationale
Nombre d'écoles, effectifs et diplômes *(France métropolitaine)*

Source : Ministères de la santé et de la solidarité nationale.

Formations	Année scolaire 1978-1979 — Nombre d'écoles	Effectifs	Diplômes 1978	Année scolaire 1979-1980 — Nombre d'écoles	Effectifs	Diplômes 1979
Unité :	établissement	élève	diplôme	établissement	élève	diplôme
NIVEAU V						
Auxiliaires de puériculture	83	3.470	3.084	82	3.450	3.114
NIVEAU IV						
Moniteurs-éducateurs	43	3.270	1.452	41	2.916	1.328
NIVEAU III						
• *Formations en deux ans :*						
Pédicures	10	864	299	10	870	342
Manipulateurs en électro-radiologie médicale	19	1.361	604	20	1.525	638
Laborantins d'analyses médicales	17	1.115	461	17	1.159	512
Éducateurs de jeunes enfants (1)	24	1965	937	24	2.026	969
Techniciens supérieurs en économie familiale et sociale (2)	14	729	725	■ 45	2.457	668
• *Formations en trois ans :*						
Sages-femmes	31	1.966	561	31	2.018	597
Infirmiers et infirmières diplômés d'État	346	53.316	17.858	347	50.985	16.503
Infirmiers psychiatriques	147	11.398	4.345	142	9.659	4.004
Masseurs-kinésithérapeuthes	37	7.096	1.806	36	7.133	1.646
Ergothérapeutes	8	608	198	8	622	174
Assistants et assistantes de service social (1)	49	5.803	1.967	52	6.125	2.006
Éducateurs spécialisés (1)	49	8.210	2.404	48	7.986	2.705
Psycho-rééducateurs	10	2.594	407	9	2.639	425
Éducateurs techniques spécialisés	23	810	206	25	948	374
• *Formations complémentaires :*						
Infirmières spécialisées puéricultrices	34	1.003	944	34	964	878
Infirmiers cadres	26	1.057	904	28	1.026	...
Infirmiers aide-anesthésistes	23	663	331	24	722	293
Conseillers en économie familiale et sociale (2)	16	297	...	29	498	108

(1) Seuls sont pris en compte les établissements subventionnés par le ministère. — (2) Seules sont prises en compte les écoles privées en 1978-1979, écoles publiques et privées en 1979-1980.

TABLEAU 2.03 - 27

Évolution des effectifs d'apprentis (1)

(France métropolitaine)

Source : S.I.G.E.S. — *Unité :* millier

Année scolaire	Garçons	Filles	Total
1969-1970	179	50	229
1970-1971	181	51	232
1971-1972	178	49	227
1972-1973	141	40	181
1973-1974	128	34	162
1974-1975	121	33	154
1975-1976	132	36	168
1976-1977	141	40	181
1977-1978	151	43	194
1978-1979	159	48	208
1979-1980	165	50	215
1980-1981	171	54	225

(1) Cours professionnels et centres de formation d'apprentis, cours oraux ou cours par correspondance.

TABLEAU 2.03 - 28

Effectifs d'apprentis (1) *(année scolaire 1980-1981)*

(France métropolitaine)

Source : S.I.G.E.S. — *Unité :* apprenti

Catégorie de centre	Garçons	Filles	Total
Cours gérés par une municipalité	8.801	4.931	13.732
Cours des chambres de commerce et d'industrie	8.631	5.780	14.411
Cours des chambres de métiers	59.752	16.711	76.463
Cours privés	79.177	19.517	98.694
Cours d'établissements publics d'enseignement	13.177	6.702	19.879
Cours gérés au niveau national	2.079	136	2.215
Total	**171.617**	**53.777**	**225.394**

(1) Centres de formation d'apprentis, cours oraux ou cours par correspondance. La transformation des cours professionnels en Centres de formation des apprentis est terminée.

TABLEAU 2.03 - 29

Formation professionnelle continue : bilan global des formations (1)
(France métropolitaine)

Source : Délégation à la formation professionnelle

	Unité	Source de financement	1975	1976	(7) 1977	(7) 1978	(7) 1979	(7) 1980
Stagiaires en formation (2)	millier	État	877	805	894	993	1.041	1.022
		Entreprises	1.840	1.814	1.856	1.831	1.862	1.836
		F.A.F. (3)	120	–	164	195	201	225
		Ensemble (4)	**2.720**	**2.770**	**2.880**	**3.020**	**3.104**	**3.083**
Heures-stagiaires	million	État	180	189	206	250	242	226
		Entreprises	110	107	107	104	102	100
		F.A.F. (3)	8	15	12	18	15	15
		Ensemble (4)	**291**	**309**	**317**	**370**	**359**	**341**
Budget	milliard F	État (5)	2,7	3,1	5,1	6,8	6,3	7,0
		Entreprises (6)	5,8	6,5	8,0	8,7	10,2	11,4

(1) L'apprentissage n'est pas compris dans ces données. — (2) Stagiaires ayant suivi un stage ou une partie de stage au cours de l'année civile. — (3) Fonds d'assurance-formation. — (4) L'État et les entreprises assurent conjointement le financement de la formation de certains stagiaires, ce qui explique que les effectifs totaux soient inférieurs à la somme des lignes précédentes. — (5) Il s'agit des dotations initiales et des lois de finances rectificatives. — (6) Y compris F.A.F. — (7) Y compris les jeunes suivant les actions du Pacte national pour l'emploi.

TABLEAU 2.03 - 30

Formation professionnelle continue : effectifs en formation par catégorie professionnelle et sexe *(État et entreprises. — France métropolitaine)*

Source : Délégation à la formation professionnelle — *Unité :* millier de stagiaires

Catégorie professionnelle		1975	1976	(2) 1977	(2) 1978	(2) 1979	(2) 1980
Ingénieurs et cadres (1)	nombre	356	345	357	365	384	385
	%	13	13	13	13	13	13
Techniciens (1)	nombre	701	675	666	711	734	749
	%	26	24	24	25	25	26
Ouvriers et employés (1)	nombre	1.663	1.730	1.757	1.750	1.793	1.765
	%	61	63	63	62	62	61
Ensemble	nombre	**2.720**	**2.750**	**2.780**	**2.826**	**2.911**	**2.899**
	%	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**
soit : Hommes	nombre	2.016	2.013	2.031	2.041	2.082	2.065
	%	74	73	73	72	72	71
Femmes	nombre	704	737	749	785	829	834
	%	26	27	27	28	28	29

(1) Y compris les travailleurs indépendants de qualification équivalente. — (2) Non compris les actions du Pacte national pour l'emploi.

SOURCES DE DOCUMENTATION

Service de l'informatique de gestion et des statistiques (S.I.G.E.S.). Sous-direction des enquêtes statistiques et des études, 58, boulevard du Lycée, 92170 Vanves. Tél. : 554.95.25.

Office national d'information sur les enseignements et les professions (O.N.I.S.E.P.), 46-52, rue Albert, 75013 Paris. Tél. : 583.32.21.

— Publications annuelles du Ministère de l'éducation nationale (1) : *Tableaux des enseignements et de la formation* (dernier paru, édition 1981); *Statistiques des enseignements,* année 1979-1980 (fascicules bleus); Notes d'information.

— Publication annuelle du Ministère de l'agriculture :
Statistique agricole, tome I, partie « enseignement ».

— Publication du Ministère du travail :
Supplément au bulletin mensuel des *Statistiques du travail, statistiques de formation professionnelle.*

— *Étude statistique sur l'apprentissage,* publiée dans *Études et Documents* (*S.E.I.S.*) n° 79-3, et dans *Statistiques du travail,* supplément au bulletin mensuel n° 59 (Ministère du travail et de la participation).

— Publications de « La documentation française » :
La formation professionnelle continue et la promotion sociale en France, Notes et études documentaires, n° 3 de mars 1972; *Les centres de formation et de perfectionnement de l'administration,* direction générale de l'administration et de la fonction publique, 1972.
Vivre à l'école aujourd'hui, Notes et études documentaires, nos 4.024 à 4.026 du 20 septembre 1973.
Les écoles d'ingénieurs en France, Notes et études documentaires, nos 4.045 à 4.047 du 3 décembre 1973.

— *Éducation permanente,* revue bimestrielle éditée par l'Université Paris Dauphine. Place du Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny. Paris 16e. Tél. : 505.14.10.

— *Actualité de la formation permanente,* revue du Centre INFFO. Tour Europe, La Défense.

— Documents budgétaires : *Formation professionnelle et promotion sociale,* document annexe au projet de loi de finances.

— *La formation continue financée par les entreprises,* note d'information du CEREQ n° 46 - CEREQ, 9, rue Sextius-Michel, 75015 Paris.

— *La formation professionnelle continue financée par les entreprises. Année 1974,* dossier du CEREQ, n° 17.

— *Statistique de la formation professionnelle continue financée par les entreprises - Années 1976 à 1979,* CEREQ, revue *Formation-Qualification-Emploi,* « La documentation française », oct. 1978.

— Conseil économique et social : *La formation professionnelle continue,* avis des 12 et 13 octobre 1976 (*J.O.-R.F.,* Avis et rapports du C.E.S., n° 20 du 10 novembre 1976).

(1) En vente : dans tous le réseau de vente du C.N.D.P.; au point de vente du S.I.G.E.S. à Vanves; au Service d'édition et de vente des publications de l'Éducation nationale (S.E.V.P.E.N.), 13, rue du Four, 75006 Paris.

Chapitre 2.04

Justice

1. Les institutions judiciaires

2. L'éducation surveillée

3. La prison

1. *Les institutions judiciaires*

L'organisation judiciaire de la France modifiée par l'ordonnance du 22 décembre 1958 est construite autour de trois grands principes : hiérarchisation des juridictions, différenciation des juridictions de droit commun et d'exception, enfin, séparation des pouvoirs.

La hiérarchie des juridictions permet aux justiciables d'attaquer devant les tribunaux hiérarchiquement supérieurs les décisions rendues en premier ressort. Tribunal suprême de l'ordre judiciaire, la Cour de cassation exerce un contrôle de légalité en examinant des décisions rendues en dernier ressort par des juridictions inférieures, tandis que les cours d'appel examinent à nouveau les faits relatifs à des affaires jugées par des tribunaux du premier degré et portées devant elles par voie d'appel.

Dans l'ordre judiciaire, l'action des juridictions de droit commun : Cour de cassation, cours d'appel, tribunaux de grande instance et d'instance, est complétée par celle de juridictions spécialisées (dites juridictions d'exception) de nature civile : tribunaux de commerce, commissions de sécurité sociale, juges de l'expropriation, conseils de prud'hommes, tribunaux paritaires de baux ruraux, ou de nature pénale : tribunaux pour enfants, tribunaux permanents des forces armées, tribunaux maritimes commerciaux.

Le Ministère public exerce des attributions administratives et judiciaires. En matière pénale, il reçoit les plaintes, dénonciations et procès-verbaux et apprécie la suite à leur donner; il exerce l'action publique, procède ou fait procéder à tous les actes nécessaires à la recherche et à la poursuite des infractions à la loi pénale; il requiert l'application de la loi et assure l'exécution des décisions de justice. En matière civile, il doit représenter autrui dans les cas que la loi détermine, en dehors de ces cas, il peut agir pour la défense de l'ordre public à l'occasion des faits qui portent atteinte à celui-ci, ou présenter ses observations sur l'application de la loi dans des affaires dans lesquelles il estime devoir intervenir.

Sources et méthodes.

Les statistiques judiciaires, traditionnellement établies par l'exploitation d'états statistiques annuels annexés aux rapports d'activité des services de la Justice, sont désormais obtenues en sous-produit de l'activité ordinaire de ces services, parallèlement à l'effort entrepris pour rationaliser l'organisation du travail judiciaire.

— En matière civile, les statistiques sont ainsi établies par l'exploitation des registres d'audience et répertoires généraux standardisés.

— En matière pénale, le traitement de duplicata anonymes de la nouvelle fiche de condamnation, conçue pour la gestion automatisée du casier judiciaire, permet l'établissement de la majorité des statistiques criminelles (statistiques des condamnés et des condamnations). La rationalisation des instruments de gestion des affaires pénales (registre des plaintes et procès-verbaux, fichier des affaires poursuivies, notice d'instruction...), actuellement au stade de l'expérimentation, sera généralisée au cours des années 1983 et 1984.

2. *L'éducation surveillée*

Une des missions du Ministère de la justice est d'assurer la prise en charge sous mandat judiciaire des mineurs délinquants (ordonnance du 2 février 1945) et en danger (art. 375 du Code civil). La Direction de l'éducation surveillée dispose pour remplir cette mission de deux grands secteurs d'activité :

— le secteur public, composé d'établissements et services en régie directe;

— le secteur privé, constitué d'établissements et services habilités par le Ministère de la justice à recevoir des jeunes confiés par décision judiciaire et gérés par des associations relevant de la loi de 1901.

Ces différentes structures assurent d'une part les fonctions d'accueil, d'orientation et de consultation, en liaison étroite avec les juges des enfants, et mènent d'autre part l'action éducative avec pour objectif principal d'aider les mineurs qui leurs sont confiés par décision judiciaire à devenir des adultes autonomes et responsables.

La priorité est donnée pour ce faire au maintien des mineurs dans leur milieu naturel et par conséquent à l'action éducative en milieu ouvert, dans le cadre de la liberté surveillée et des services d'observation et d'action éducative en milieu ouvert; enfin, des structures plus lourdes permettent d'assurer, principalement sous le régime de l'internat, la nécessaire continuité de l'action éducative et une formation scolaire ou professionnelle aux mineurs qui en expriment le besoin.

● Ce chapitre a été établi avec la collaboration de la division de la statistique du Ministère de la justice.

Les établissements et services de l'Éducation surveillée menant l'action éducative sont en 1980 :

● *Dans le secteur public :*

— 38 institutions spéciales d'éducation surveillée assurant les fonctions d'observation, d'orientation, d'hébergement, de formation scolaire et professionnelle et d'action éducative;

— 35 foyers d'action éducative menant l'action éducative à l'égard des jeunes pour lesquels le milieu naturel de vie n'offre pas de conditions d'évolution favorable. Les jeunes y sont hébergés et aidés sur le plan matériel et psychologique et travaillent ou suivent des cours à l'extérieur;

— 67 consultations d'orientation éducative menant l'action éducative en milieu ouvert;

— 46 centres d'orientation et d'action éducative groupant dans une même mesure d'observation les prestations fournies par les foyers d'action éducative et les consultations d'orientation éducative;

— 109 services de liberté surveillée menant l'action éducative en milieu ouvert, notamment à l'égard des mineurs délinquants soumis au régime du sursis avec mise à l'épreuve;

● *Dans le secteur privé :*

— 604 internats et foyers;
— 14 services d'observation en milieu ouvert;
— 129 services d'action éducative en milieu ouvert;
— 19 services d'orientation et d'action éducative;
— 50 services de placements familiaux.

Le contrôle exercé sur ces institutions tend à l'harmonisation de l'action éducatrice en faveur des jeunes pris en charge par l'un ou l'autre des secteurs de l'éducation surveillée.

Sources et méthodes.

Les statistiques de l'éducation surveillée sont établies à partir de cadres statistiques renseignés annuellement par les établissements et services assurant la prise en charge sous mandat judiciaire de mineurs délinquants et en danger.

3. *La prison*

L'administration pénitentiaire est chargée essentiellement d'assurer l'exécution des décisions judiciaires ordonnant la mise en détention (condamnés définitivement jugés ou prévenus en attente d'un jugement définitif, détenus dans les établissements pénitentiaires) ou soumettant à des mesures de surveillance, d'assistance et à des obligations particulières (condamnés traités en milieu ouvert). Elle a également vocation à préparer la réinsertion sociale de la population pénale au sein de la société.

Les maisons centrales et les centres de détention ne reçoivent généralement que des condamnés à de longues peines (peines supérieures à un an); les maisons d'arrêt reçoivent les prévenus et les condamnés à de courtes peines d'emprisonnement. Le régime de détention est modulé selon la personnalité des détenus : certains condamnés sont admis au régime de semi-liberté pour exercer une activité professionnelle, recevoir un enseignement ou subir un traitement médical; en revanche, des quartiers de sécurité renforcée permettent, au sein des maisons centrales, d'isoler des détenus particulièrement dangereux.

Enfin, des établissements spécialisés permettent d'assurer à certains détenus un traitement approfondi des déficiences physiques ou psychiques, et reçoivent des condamnés à la tutelle pénale, peine complémentaire remplaçant l'ancienne relégation, qui a pour objet de protéger la société contre les agissements des multirécidivistes en offrant à ceux-ci la possibilité de se reclasser au sein de la collectivité. La tutelle pénale peut en outre être subie sous le régime de la semi-liberté ou de la libération conditionnelle.

Sont principalement traités en milieu ouvert, sous le contrôle du juge de l'application des peines et des « comités de probation et d'assistance aux libérés », d'une part les probationnaires, c'est-à-dire des condamnés à une peine assortie d'un sursis avec mise à l'épreuve qui doivent pendant une période allant de trois à cinq ans se soumettre à un ensemble d'obligations ayant pour but d'individualiser la sanction et de lutter contre les causes qui ont conduit le sujet à la délinquance, et d'autre part les libérés conditionnels, condamnés présentant des gages sérieux de réadaptation sociale leur permettant d'obtenir une libération anticipée tout en étant soumis à des mesures destinées à favoriser et à contrôler leur réinsertion.

Le nombre d'établissements pénitentiaires se décompose comme suit pour l'année 1980 :

— maisons centrales	6
— centres de détention	14
— maisons d'arrêt	144
— établissements spécialisés	6
Établissements sanitaires	*5*
Établissements pour condamnés à la tutelle pénale	*1*
— centres de semi-liberté	9
Ensemble des établissements pénitentiaires	179

Sources et méthodes.

Les statistiques pénitentiaires sont établies à partir d'états de gestion des établissements pénitentiaires.

Avertissement

Sauf indication contraire, les statistiques présentées concernent la France métropolitaine et les départements d'outre-mer.

ORGANISATION JUDICIAIRE (1)

Les juridictions de droit commun

Cour de cassation

99. Cours d'assises

Connaissent des crimes définis par la loi.

35. Cours d'appel

181. Tribunaux de grande instance

Connaissent en matière civile de toutes les affaires ne relevant pas expressément d'une autre juridiction.
Au plan pénal, statuant en matière correctionnelle, connaissent des infractions qualifiées délits.

469. Tribunaux d'instance

Connaissent notamment, en matière civile, de toutes les actions personnelles ou mobilières, en dernier ressort jusqu'à la valeur de 3.500 F et à charge d'appel jusqu'à 10.000 F.
Au plan pénal, siégeant en matière de police, connaissent des infractions qualifiées contraventions.

Les juridictions d'exception

8. Tribunaux permanents des Forces armées

Jugent les infractions d'ordre militaire et les infractions de droit commun commises par des militaires ou des membres des Forces armées.

14. Tribunaux maritimes commerciaux

Jugent certaines infractions relatives à la marine marchande.

125. Tribunaux pour enfants

Juridictions de la jeunesse, à la fois de nature pénale lorsqu'elles jugent les infractions commises par des mineurs, et de nature civile lorsqu'elles prennent des mesures judiciaires de protection de la jeunesse.

228. Tribunaux de Commerce

Connaissent des différends commerciaux; à défaut de ces juridictions, les affaires viennent devant les tribunaux de grande instance.

110. Commissions de sécurité sociale

Connaissent des différends auxquels donne lieu l'application des législations et réglementations de sécurité sociale et de mutualité agricole.

99. Juges de l'expropriation

Fixent, à défaut d'accord amiable, les indemnités dues à la suite d'une expropriation pour cause d'utilité publique.

293. Conseils de prud'hommes

Statuent sur les différends individuels nés à l'occasion d'un conflit de travail.

409. Tribunaux paritaires de baux ruraux

Connaissent des différends nés de l'exécution de baux ruraux.

(1) Les nombres de juridictions, relatifs à l'année 1981, concernent la métropole et les départements d'outre-mer.

TABLEAU 2.04 - 1

Activité des juridictions civiles et commerciales

Source : Ministère de la justice.

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
COUR DE CASSATION (1)											
Affaires anciennes	7.860	7.115	6.989	7.124	6.926	8.177	9.285	9.920	10.978	11.967	13.301
Affaires nouvelles	5.902	6.203	6.175	6.320	6.931	7.633	7.739	9.077	9.766	11.836	10.668
Ensemble des affaires à juger	**13.762**	**13.318**	**13.164**	**13.444**	**13.857**	**15.810**	**17.024**	**18.997**	**20.744**	**3.803**	**23.969**
Affaires terminées	6.614	6.329	6.040	6.518	6.154	6.525	7.104	8.019	8.777	10.502	10.085
COURS D'APPEL											
Affaires anciennes	48.487	48.226	47.434	48.651	55.992	60.931	71.390	76.588	85.760	101.578	122.955
Affaires nouvelles	56.480	55.719	56.311	62.045	63.257	71.380	73.540	80.389	91.372	103.606	107.948
Ensemble des affaires à juger	**104.967**	**103.945**	**103.745**	**110.696**	**119.249**	**132.311**	**144.930**	**156.977**	**177.132**	**205.184**	**230.903**
Affaires terminées	56.741	56.511	55.094	54.704	58.318	60.921	68.342	71.217	75.554	82.229	92.203
TRIBUNAUX DE GRANDE INSTANCE (2)											
Affaires anciennes	153.516	159.064	166.810	173.194	182.701	189.281	199.542	205.954	219.759	245.609	278.527
Affaires nouvelles	174.050	187.801	190.638	189.276	203.343	219.596	222.822	237.170	270.978	300.723	357.741
Ensemble des affaires à juger	**327.566**	**346.865**	**357.448**	**362.470**	**386.044**	**408.877**	**422.364**	**443.124**	**490.737**	**546.332**	**636.268**
Affaires terminées	168.833	180.350	183.906	181.913	196.845	212.525	218.944	222.552	247.353	269.358	297.290
TRIBUNAUX D'INSTANCE (3)											
Affaires anciennes	42.792	44.768	47.796	46.788	49.600	54.824	60.158	67.280	69.728	77.816	89.710
Affaires nouvelles	203.245	201.037	199.519	225.040	241.928	238.152	233.067	243.153	270.612	317.238	296.298
Ensemble des affaires à juger	**246.037**	**245.805**	**247.315**	**271.828**	**291.528**	**292.976**	**293.225**	**310.433**	**340.340**	**395.054**	**386.008**
Affaires terminées	205.317	201.551	200.988	219.984	239.284	235.004	227.619	241.245	264.842	308.087	298.336
JURIDICTIONS COMMERCIALES (4)											
Affaires anciennes	76.290	83.004	84.834	e 80.924	80.847	87.627	98.897	102.382	106.857	105.817	112.107
Affaires nouvelles	176.661	174.234	168.224	e 170.000	175.865	202.934	189.631	193.587	209.697	217.879	239.794
Ensemble des affaires à juger	**252.951**	**257.238**	**253.058**	**e 250.924**	**256.712**	**290.561**	**288.528**	**295.969**	**316.554**	**323.696**	**351.901**
Affaires terminées	170.127	172.208	172.134	e 170.077	169.064	192.739	183.879	189.785	209.861	211.687	237.358
CONSEILS DE PRUD'HOMMES (5)											
Affaires anciennes	9.493	10.289	10.962	11.229	13.135	16.045	20.758	21.903	26.874	32.002	41.953
Affaires nouvelles	38.908	40.654	41.395	43.446	45.027	48.249	47.148	51.371	54.679	69.896	72.821
Ensemble des affaires à juger	**48.401**	**50.943**	**52.357**	**54.675**	**58.162**	**64.294**	**67.906**	**73.274**	**81.553**	**101.898**	**114.774**
Affaires terminées	38.043	40.202	41.072	41.230	42.639	43.626	45.814	46.753	51.500	64.055	49.172
TRIBUNAUX PARITAIRES DE BAUX RURAUX (5)											
Affaires anciennes	1.748	1.753	1.818	2.010	1.932	1.860	2.200	2.237	2.239	2.476	2.941
Affaires nouvelles	4.934	5.272	5.082	5.837	4.980	5.118	5.841	5.128	5.129	5.509	5.357
Ensemble des affaires à juger	**6.682**	**7.025**	**6.900**	**7.847**	**6.912**	**6.978**	**8.041**	**7.365**	**7.368**	**7.979**	**8.298**
Affaires terminées	4.926	5.196	5.095	5.779	5.055	5.109	5.579	5.145	4.995	5.107	5.345
COMMISSIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE											
Affaires anciennes	•	•	51.578	43.333	42.534	38.915	37.047	47.943	53.146	61.515	65.130
Affaires nouvelles	•	•	92.188	82.120	79.787	80.983	81.576	87.016	88.830	90.484	87.846
Ensemble des affaires à juger	•	•	**143.766**	**125.453**	**122.321**	**119.898**	**118.623**	**134.959**	**141.976**	**151.999**	**152.976**
Affaires terminées	•	•	100.742	84.824	83.823	77.912	74.490	81.919	81.723	86.084	82.504
ENSEMBLE DES JURIDICTIONS											
Affaires anciennes	•	•	418.221	e 413.253	433.667	457.660	499.277	534.207	575.341	638.774	726.624
dont : *outre-mer*	•	•	...	...	*7.620*	*7.699*	*8.047*	*7.566*	*9.341*	*11.979*	*14.859*
Affaires nouvelles	•	•	759.532	e 784.084	820.938	874.045	861.364	906.891	1.001.063	1.117.171	1.178.473
dont : *outre-mer*	•	•	...	...	*12.403*	*12.187*	*10.784*	*14.182*	*17.255*	*19.760*	*20.668*
Ensemble des affaires à juger	•	•	**1.177.753**	**e1.197.337**	**1.254.605**	**1.331.705**	**1.360.641**	**1.441.098**	**1.576.404**	**1.755.945**	**1.905.097**
dont : *outre-mer*	•	•	...	...	*20.023*	*19.886*	*18.831*	*21.748*	*26.596*	*31.739*	*35.527*
Affaires terminées	•	•	765.071	e 765.029	801.182	834.361	831.771	866.635	944.605	1.037.109	1.072.293
dont : *outre-mer*	•	•	...	...	*12.448*	*11.978*	*11.371*	*12.332*	*14.396*	*16.958*	*18.544*

(1) Du 1er août de l'année précédente au 31 juillet de l'année indiquée jusqu'en 1974; année civile depuis 1975. — (2) Les affaires commerciales traitées par les tribunaux de grande instance compétents en cette matière ne sont pas comprises ici. Elles sont ajoutées à l'activité spécifique des tribunaux de commerce sous le titre « Juridictions commerciales ». — (3) Attributions judiciaires uniquement. — (4) Tribunaux de commerce et tribunaux de grande instance statuant en matière commerciale. Cf. note 2. — (5) Bureau de jugement uniquement.

TABLEAU 2.04 - 2

Principales affaires civiles et commerciales

Source : Ministère de la justice.

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
TRIBUNAUX DE GRANDE INSTANCE											
• Divorces et séparations de corps (1) :											
Divorces prononcés (2)	40.625	50.276	50.917	50.976	59.528	62.332	64.707	74.922	83.483	90.182	91.805
Séparations de corps prononcées	4.404	4.415	4.450	4.136	4.499	4.724	3.517	3.566	3.469	3.893	4.088
• Filiation adoptive :											
Adoptions simples prononcées	1.655	1.638	1.547	1.493	1.485	1.726	1.593	2.020	2.131	2.265	2.457
Adoptions plénières prononcées	2.801	3.029	3.138	2.966	3.326	3.522	3.583	4.806	4.362	4.474	3.850
• Déclaration d'abandon :											
Déclarations d'abandon prononcées	534	629	717	766	940	1.176	1.407	1.516	1.412	1.042	916
• Autorité parentale :											
Déchéances ou retraits prononcés	336	364	382	350	480	509	580	702	529	437	460
• Responsabilité civile :											
Ensemble des actions engagées	26.855	28.428	33.291	34.635	40.395	39.919	42.466	44.180	48.686	50.304	•
TRIBUNAUX D'INSTANCE											
• Attributions conciliatoires :											
Affaires appelées en conciliation en dehors de l'audience	270.837	242.200	237.393	225.707	209.716	214.408	128.481	93.565	89.406	82.063	65.165
Affaires dans lesquelles les parties ont comparu	134.848	133.870	127.501	123.105	110.913	115.037	66.036	50.875	55.669	47.519	37.708
dont : *Affaires conciliées*	*25.608*	*23.581*	*25.172*	*22.758*	*21.616*	*20.066*	*14.821*	*12.195*	*11.904*	*10.994*	*9.529*
• Attributions diverses :											
dont : appositions de scellés	13.001	12.137	12.128	11.907	10.827	12.298	11.177	10.885	10.787	11.577	11.961
saisies-arrêts sur les salaires	158.264	157.656	161.546	164.585	167.431	185.650	185.593	195.290	216.633	238.055	239.276
injonctions de payer	268.888	288.808	290.166	306.425	317.739	350.284	343.360	327.752	414.462	467.594	539.255
• Tutelle des mineurs :											
Administrations légales et tutelles prononcées	38.981	40.068	40.722	41.076	44.336	39.740	40.317	41.109	42.225	43.249	44.492
• Incapables majeurs :											
Administrations légales et tutelles prononcées	8.355	10.356	13.333	20.321	18.630	16.137	15.177	16.583	19.206	20.481	20.531
Curatelles prononcées	600	675	788	995	669	886	945	1.113	1.527	2.103	2.674
Sauvegardes de justice enregistrées	32.312	33.319	32.193	36.612	34.859	34.141	28.709	28.068	31.511	29.497	31.050
JURIDICTIONS COMMERCIALES											
• Règlements judiciaires et liquidations des biens en matière commerciale (3) :											
Affaires à juger	38.528	40.819	42.399	40.377	35.289	51.173	54.161	58.913	63.869	67.334	75.082
concernant : *les règlements judiciaires*	*15.130*	*15.393*	*15.217*	*14.053*	*13.276*	*16.943*	*17.552*	*18.994*	*20.466*	*21.558*	*23.564*
les conversions de règlements judiciaires en liquidation des biens (3)	*3.692*	*4.196*	*4.706*	*4.214*	*3.910*	*5.752*	*6.107*	*6.671*	*7.549*	*7.953*	8.980
les liquidations des biens (3)	*19.706*	*21.230*	*22.476*	*22.110*	*18.103*	*28.478*	*30.502*	*33.248*	*35.854*	*37.823*	42.538
Affaires terminées	9.807	10.487	11.456	10.446	7.996	12.323	12.405	13.190	14.420	15.021	16.241
concernant : *les règlements judiciaires*	*3.428*	*3.772*	*3.894*	*3.263*	*2.952*	*3.673*	*3.386*	*4.098*	*3.854*	*4.203*	*4.546*
les conversions de règlements judiciaires en liquidations des biens (3)	*1.008*	*1.223*	*1.173*	*1.316*	*1.033*	*1.527*	*1.614*	*1.528*	*1.920*	*1.824*	*1.852*
les liquidations des biens (3)	*5.371*	*5.492*	*6.389*	*5.867*	*4.011*	*7.123*	*7.405*	*7.564*	*8.646*	*8.994*	*9.843*
• Actes de sociétés commerciales :											
Actes de constitution	18.836	21.725	26.540	•	27.842	27.646	34.276	36.530	35.662	40.850	45.101
dont : *S.A.R.L.*	*13.145*	*15.503*	*19.279*	•	*20.620*	*21.098*	*27.054*	*28.984*	*28.805*	*32.593*	*36.174*
sociétés anonymes	*4.454*	*5.041*	*6.060*	•	*6.104*	*5.309*	*6.051*	*5.886*	*5.520*	*5.980*	*6.260*
Actes de dissolution	10.437	8.443	8.871	•	9.409	10.647	8.569	10.616	12.003	12.238	12.032
Actes de modification aux statuts	156.275	107.764	126.218	•	104.900	114.513	117.620	124.067	130.200	136.373	139.414
CONSEILS DE PRUD'HOMMES											
Bureau de conciliation :											
Affaires à concilier	68.411	71.716	73.524	75.344	76.673	83.094	80.785	82.515	88.630	106.210	121.952
Affaires terminées	66.569	69.685	71.403	73.163	73.469	78.969	75.749	77.395	81.201	98.751	103.884
dont : *conciliées*	*15.334*	*15.295*	*15.473*	*14.931*	*13.163*	*13.466*	*12.635*	*12.127*	*11.290*	*13.289*	*12.060*
non conciliées transmises au bureau de jugement	*37.907*	*39.200*	*40.811*	*42.531*	*44.101*	*43.671*	*44.241*	*44.062*	*48.299*	*62.524*	*71.245*
TRIBUNAUX PARITAIRES DE BAUX RURAUX											
Bureau de conciliation :											
Affaires à concilier	7.482	7.765	7.465	9.789	6.962	7.318	7.639	6.848	6.910	7.138	6.913
Affaires terminées	7.177	7.416	7.153	9.396	6.602	6.964	7.198	6.399	6.491	6.639	6.383
dont : *conciliées*	*1.051*	*1.087*	*1.047*	*967*	*897*	*940*	*1.015*	*974*	*1.005*	*1.038*	*964*
non conciliées transmises au bureau de jugement	*4.690*	*4.954*	*4.674*	*6.986*	*4.570*	*4.787*	*5.220*	*4.567*	*4.661*	*4.959*	*4.704*

(1) *Source :* Compte général de la justice. — (2) Divorces directs et divorces prononcés par conversion de séparation de corps. — (3) La liquidation des biens, instituée en 1968, remplace la faillite pour les jugements prononcés à partir de 1970.

TABLEAU 2.04 - 3

Les infractions constatées (1)

Source : Ministère de l'intérieur. *Unité :* millier

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Ensemble des infractions constatées (2)	**11.897**	**12.369**	**14.817**	**13.931**	**13.890**	**14.852**	**13.924**	**14.460**	**14.705**	**16.139**	**16.579**
Infractions contre les personnes	•	•	81	84	85	87	85	91	90	95	101
Infractions contre les biens	•	•	1.358	1.419	1.469	1.570	1.540	1.762	1.808	1.960	2.231
Infractions contre la paix publique et l'État	•	•	36	37	41	48	50	56	58	67	70
Infractions économiques et financières	•	•	38	49	50	54	36	40	54	76	71
Infractions contre la santé publique	2	3	3	3	3	4	4	5	8	11	11
Infractions aux règles de la circulation routière	10.749	11.067	12.511	12.168	12.063	12.940	12.100	12.362	12.557	13.808	13.952
Infractions diverses	•	•	160	171	178	150	109	144	131	122	143

(1) Les statistiques de police judiciaire comprennent toutes les infractions constatées sur le territoire métropolitain et diffèrent donc des statistiques des juridictions pénales portant soit sur les jugements prononcés, soit sur les personnes condamnées. On rappelle que la qualification définitive de l'infraction est énoncée par le jugement. — (2) Un nouveau système statistique a été mis en place en 1972 par le service central d'études de la délinquance; l'amélioration ainsi réalisée explique l'importance exceptionnelle de la variation que l'on observe à partir de 1972.

TABLEAU 2.04 - 4

Activité des parquets

Source : Ministère de la justice. *Unité :* millier

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Procès-verbaux reçus dans l'année	10.606	9.649	10.789	9.987	12.969	13.391	12.935	13.489	13.825	15.402
Procès-verbaux restant à orienter de l'année précédente	443	521	563	662	720	846	879	978	1.019	1.166
Ensemble des procès-verbaux à orienter	**11 049**	**10 170**	**11 352**	**10 649**	**13 689**	**14 237**	**13 814**	**14 467**	**14 844**	**16 568**
Procès-verbaux orientés dans l'année	10.528	9.607	10.690	9.929	12.843	13.358	12.836	13.448	13.678	15.243
soit :										
Classés sans suite	2.510	2.652	2.749	3.310	3.387	3.339	3.292	3.532	3.887	4.164
Communiqués aux juges d'instruction	70	71	71	72	72	67	67	65	65	67
Communiqués aux juges des enfants	42	44	44	45	48	50	53	52	61	62
Portés directement à l'audience des tribunaux correctionnels par le ministère public	410	422	444	452	505	499	527	542	528	557
Renvoyés devant le tribunal de police	7.496	6.418	7.382	6.050	8.830	9.403	8.897	9.257	9.137	10.393

(1) Par rapport à la dernière édition de l'Annuaire, une nouvelle présentation a été retenue pour l'activité des parquets et des juridictions d'instruction. On met ainsi notamment en évidence le nombre de plaintes, dénonciations et procès-verbaux parvenus à l'ensemble des parquets ou juridictions d'instruction une année donnée.

TABLEAU 2.04 - 5

Activité des juridictions d'instruction

Source : Ministère de la justice.

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Affaires anciennes	39.566	44.792	47.119	49.398	50.459	50.365	48.019	46.303	46.563	48.568
Affaires nouvelles	69.887	71.045	71.092	72.379	72.401	67.081	66.817	64.755	65.628	66.168
Ensemble des affaires à étudier	**109 453**	**115 837**	**118 211**	**121 777**	**122 860**	**117 446**	**114 836**	**111 058**	**112 191**	**114 736**
Ensemble des affaires terminées	63.668	67.445	68.825	68.575	72.501	69.261	66.506	64.493	63.623	64.786
dont :										
Ordonnances de non lieu	14.253	15.031	16.038	17.546	16.277	14.749	13.589	12.888	12.814	12.905
Jonctions, dessaisissements, incompétence	///	///	///	///	///	2.722	3.663	3.870	3.752	3.899
Ordonnances de renvoi	48.861	51.522	51.854	50.446	55.050	51.442	49.174	47.579	46.920	47.874
soit :										
Devant la chambre d'accusation	989	1.176	1.269	1.303	1.491	1.510	1.535	1.621	1.814	1.863
Devant le tribunal correctionnel	42.837	44.058	44.244	43.019	47.478	45.675	43.674	42.366	41.718	42.398
Devant le tribunal pour enfants	2.352	2.681	2.711	2.834	2.962	2.990	3.168	2.846	2.605	2.893
Devant une autre juridiction	2.683	3.607	3.630	3.290	3.119	1.267	797	746	783	720

(1) Voir note tableau 4.

TABLEAU 2.04 - 6

Cour de cassation : activité de la Chambre criminelle (1)

Source : Ministère de la justice.

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Affaires anciennes	1.522	1.299	1.448	1.773	1.786	2.021	1.989	2.181	2.370	2.663	3.011
Affaires nouvelles	3.211	3.587	4.101	3.910	3.768	3.443	3.686	3.917	4.476	5.042	5.383
Ensemble des affaires à juger	**4.733**	**4.886**	**5.549**	**5.683**	**5.554**	**5.464**	**5.675**	**6.098**	**6.846**	**7.705**	**8.394**
Affaires jugées dans l'année	3.434	3.438	3.776	3.897	3.611	3.475	3.494	3.728	4.183	4.694	5.132
Arrêts rendus dans l'année	3.770	3.576	3.968	4.157	3.775	3.628	3.635	3.868	4.343	4.864	5.308
dont : *cassation*	*275*	*302*	*315*	*406*	*478*	*370*	*373*	*468*	*480*	*519*	*512*
rejet	*2.146*	*2.127*	*2.543*	*2.514*	*2.151*	*1.922*	*1.933*	*2.114*	*2.403*	*2.702*	*3.025*
irrecevabilité ou déchéance	*365*	*368*	*411*	*447*	*458*	*515*	*529*	*569*	*598*	*587*	*613*
désistement	*506*	*448*	*359*	*471*	*446*	*458*	*464*	*374*	*492*	*512*	*586*

(1) Jusqu'en 1974, les statistiques correspondent à la période du 1er août de l'année précédente au 31 juillet de l'année indiquée. A partir de 1975, l'année judiciaire correspond à l'année civile.

TABLEAU 2.04 - 7

Cours d'assises

Source : Ministère de la justice.

	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
Ensemble des condamnés	**1 339**	**1 172**	**1 209**	**1 390**	**1 463**	**1 378**	**2 076**	**1 764**	**1 867**	**2 180**
dont : *outre-mer*	*91*	*74*	*95*	*89*	*77*	*77*	*84*	*84*	*100*	*52*
• Répartition des condamnés selon la nature du crime :										
Ensemble	1.339	1.172	1.209	1.390	1.463	1.378	2.076	1.764	1.867	2.180
Infractions contre les personnes	803	735	712	766	706	707	946	922	954	1.022
dont : *meurtre, assassinat*	*239*	*229*	*222*	*270*	*263*	*257*	*357*	*344*	*353*	*351*
viol	*357*	*270*	*272*	*299*	*312*	*236*	*305*	*285*	*272*	*346*
Infractions contre les biens	507	406	480	605	740	620	1.053	799	846	1.054
dont : *vol*	*405*	*337*	*400*	*513*	*629*	*499*	*914*	*659*	*695*	*851*
Infractions contre la paix publique et l'État	29	30	17	19	17	51	77	25	36	45
Autres crimes	–	1	–	–	–	–	–	18	31	59
• Répartition des condamnés selon la nature de la peine :										
Condamnation à mort (1)	14	4	21	11	11	12	17	4	2	–
Réclusion et détention criminelle à perpétuité	22	22	26	45	46	35	55	54	53	48
Réclusion et détention criminelle à temps	592	498	546	653	697	646	1.057	929	1.034	1.132
Emprisonnement	711	648	616	681	707	679	939	770	778	1.000
Amende seulement				–	2	6	8	7	–	–
Ensemble	1.339	1.172	1.209	1.390	1.463	1.378	2.076	1.764	1.867	2.180
Peines fermes	1.087	947	912	1.221	1.133	1.219	1.874	1.588	1.649	1.915
Peines avec sursis	252	225	297	169	330	159	202	176	218	265
• Répartition des condamnés selon le sexe :										
Ensemble	1.339	1.172	1.209	1.390	1.463	1.378	2.076	1.764	1.867	2.180
Hommes	1.263	1.081	1.120	1.304	1.379	1.268	1.942	1.638	1.715	2.033
Femmes	76	91	89	86	84	110	134	126	152	147
• Répartition des condamnés selon l'âge :										
Ensemble	1.339	1.172	1.209	1.390	1.463	1.378	2.076	1.764	1.867	2.180
De 18 à moins de 25 ans	470	423	463	569	662	579	903	737	774	955
De 25 à moins de 40 ans	593	487	495	556	570	565	851	753	794	906
De 40 à moins de 60 ans	257	240	224	233	211	221	293	248	266	288
60 ans et plus	19	22	27	32	20	13	29	26	33	31
• Délinquants primaires et récidivistes :										
Ensemble	1.339	1.172	1.209	1.390	1.463	1.378	2.076	1.764	1.867	2.180
Délinquants primaires	917	834	845	906	862	749	1.290	1.076	1.062	1.098
Récidivistes	422	338	364	484	601	629	786	688	805	1.082

(1) Jugements contradictoires et par contumace jusqu'en 1975; en 1976 et 1977, jugements contradictoires uniquement.

TABLEAU 2.04 - 8

Tribunaux correctionnels (1)

Source : Ministère de la justice.

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
Ensemble des condamnés	**358.092**	**382.458**	**376.228**	**240.674**	**387.242**	**412.336**	**405.372**	**439.537**
dont : *outre-mer*	*7.850*	*10.251*	*9.122*	*4.497*	*8.216*	*8.347*	*9.070*	*10.083*
• Répartition des condamnés selon la nature du délit:								
Ensemble	358.092	382.458	376.228	240.674	387.242	412.336	405.372	439.537
Infractions contre les personnes	61.730	67.968	68.364	44.501	60.314	64.984	63.392	64.402
dont : *coups et blessures volontaires*	*17.464*	*19.220*	*19.597*	*12.920*	*19.550*	*22.381*	*22.026*	*23.247*
homicides et blessures involontaires (circulation)	*14.781*	*17.161*	*18.412*	*10.029*	*14.293*	*16.482*	*17.775*	*16.633*
attentats aux mœurs	*6.148*	*6.086*	*5.885*	*4.102*	*5.351*	*5.143*	*4.469*	*4.470*
Infractions contre les biens	152.154	153.761	141.000	98.150	152.983	153.545	*155.605*	*170,366*
dont : *vols*	*74.514*	*80.890*	*77.895*	*59.298*	*91.008*	*87.375*	*87.128*	*91.272*
escroqueries, abus de confiance	*7.599*	*8.635*	*8.409*	*5.980*	*7.891*	*9.928*	*9.604*	*10.298*
chèques sans provision	*55.517*	*49.880*	*41.229*	*23.174*	*37.284*	*37.612*	*38.713*	*45.133*
Infractions contre la paix publique et l'État	16.770	17.946	17.875	13.269	19.324	20.914	21.173	23.384
dont : *outrage envers dépositaire de l'autorité publique*	*3.294*	*4.286*	*4.302*	*2.929*	*4.768*	*5.761*	*5.917*	*6.626*
port d'armes, infraction à la réglementation des armes et explosifs	*2.519*	*2.647*	*2.618*	*2.457*	*3.326*	*3.478*	*3.376*	*3.859*
Infractions économiques et financières	5.776	6.621	6.584	5.072	6.604	7.438	8.384	9.665
dont : *banqueroutes*	*1.191*	*1.492*	*1.514*	*1.496*	*2.074*	*2.389*	*2.884*	*2.895*
fraudes commerciales	*2.642*	*2.868*	*2.670*	*1.304*	*1.525*	*1.994*	*1.847*	*2.273*
infractions fiscales	*494*	*427*	*406*	*585*	*922*	*754*	*746*	*839*
Infractions contre la santé publique, le travail, la sécurité sociale	2.156	3.165	3.563	3.118	4.712	5.406	6.569	8.077
dont : *usage et trafic de stupéfiants*	*814*	*1.507*	*1.464*	*1.192*	*1.263*	*2.425*	*3.124*	*3.968*
Infractions contre la circulation et la coordination des transports	114.586	125.391	131.029	71.369	135.840	150.792	137.984	143.306
dont : *conduite d'un véhicule sans permis*	*9.386*	*14.854*	*16.663*	*10.796*	*22.082*	*23.879*	*23.954*	*26.971*
défaut d'assurance	*31.613*	*26.217*	*25.914*	*12.738*	*24.547*	*26.751*	*23.998*	*24.814*
conduite en état d'ivresse	*26.658*	*31.071*	*35.267*	*19.455*	*38.059*	*40.471*	*40.169*	*41.218*
Infractions diverses	4.920	7.606	7.813	5.195	7.465	9.257	12.265	18.337
• Répartition des condamnés selon la nature de la peine (2) :								
Emprisonnement	188.139	202.003	191.111	136.532	210.930	211.865	■ 80.038	89.442
Moins de 3 mois	*134.844*	*146.853*	*142.912*	*84.740*	*142.832*	*146.630*	■ *35.177*	*41.420*
De 3 mois à moins de 1 an	*40.838*	*42.666*	*37.531*	*39.595*	*52.695*	*50.464*	■ *34.825*	*36.748*
De 1 an à moins de 3 ans	*11.559*	*11.398*	*9.704*	*11.006*	*14.012*	*13.404*	■ *8.914*	*9.958*
De 3 ans à moins de 5 ans	*743*	*872*	*810*	*942*	*1.081*	*1.067*	■ *952*	*1.080*
5 ans et plus	*155*	*214*	*154*	*249*	*310*	*300*	■ *170*	*236*
Amende seulement	169.953	180.455	185.117	104.142	176.312	200.471	■ 187.214	196.427
Peine de substitution	///	///	///	///	///	•	■ 3.895	14.446
Ensemble	358.092	382.458	376.228	240.674	387.242	412.336	405.372	439.537
Peines fermes	*244.518*	*263.941*	*257.913*	*166.753*	*257.729*	*275.968*	271.147	300.315
Peines avec sursis	*113.574*	*118.517*	*118.315*	*73.921*	*129.513*	*136.368*	131.381	134.948
Dispenses de peine	///	///	///	///	•	•	*2.844*	*4.274*
• Répartition des condamnés selon le sexe :								
Ensemble	358.092	382.458	376.228	240.674	387.242	412.336	405.372	439.537
Hommes	*310.603*	*334.021*	*333.069*	*214.400*	*345.935*	*367.313*	*356.113*	*384.855*
Femmes	*47.489*	*48.437*	*43.159*	*26.274*	*41.307*	*45.023*	*49.259*	*54.682*
• Répartition des condamnés selon l'âge :								
Ensemble	358.092	382.458	376.228	240.674	387.242	412.336	405.372	439.537
De 18 à moins de 25 ans	*111.518*	*121.288*	*117.894*	*78.468*	*129.390*	*138.435*	*142.952*	*158.312*
De 25 à moins de 40 ans	*152.424*	*160.149*	*157.641*	*100.693*	*162.020*	*172.827*	*169.727*	*186.749*
De 40 à moins de 60 ans	*83.335*	*89.346*	*89.012*	*54.689*	*85.630*	*90.205*	*83.284*	*85.595*
60 ans et plus	*10.815*	*11.675*	*11.681*	*6.824*	*10.202*	*10.869*	*9.409*	*8.881*
• Délinquants primaires et récidivistes :								
Ensemble	358.092	382.458	376.228	240.674	387.242	412.336	405.372	439.537
Délinquants primaires	*266.833*	*264.614*	*247.152*	*161.713*	*310.977*	*308.517*	*275.486*	*279.639*
Récidivistes	*91.259*	*117.844*	*129.076*	*78.961*	*76.265*	*103.819*	*129.886*	*159.898*

(1) On présente sous le titre « tribunaux correctionnels » les condamnations définitives prononcées par les tribunaux correctionnels ou par les cours d'appel, en appel d'un jugement de tribunal correctionnel. — (2) A compter de 1977, la répartition selon la nature de la peine (emprisonnement ou amende) est établie par les seuls condamnés à une peine ferme.

TABLEAU 2.04 - 9

Tribunaux de police (1)

Source : Ministère de la justice.

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
Condamnés par contravention de 1re à 4e classe	1.189.402	2.435.407	2.575.080	2.059.708	579.285	579.038	341.053	403.024	401.535
Condamnés pour contravention de 5e classe	77.347	94.510	126.986	168.049	71.567	144.517	146.538	135.006	114.462
Amendes pénales fixes	///	///	•	3.528.750	2.536.235	5.750.402	5.128.346	5.515.056	5.664.236
Ordonnances pénales	///	///	•	1.490.763	1.238.370	1.527.853	1.535.323	1.749.055	1.563.383
Amendes de composition	3.100.366	4.112.026	3.850.213	966.952	173.662	///	///	///	///
Ensemble (2)	**4.367.115**	**6.641.943**	**6.652.279**	**8.214.222**	**4.599.119**	**8.001.810**	**7.151.260**	**7.802.141**	**7.743.616**
dont : *outre-mer*	*26.387*	*29.620*	*42.125*	*41.898*	*27.958*	*49.179*	*37.351*	*26.517*	*36.649*
Condamnés pour contravention de 5e classe :									
• Répartition des condamnés selon la nature de la contravention :									
Ensemble	77.347	94.510	126.986	168.049	71.567	144.517	146.538	135.006	114.462
Infractions contre les personnes	51.348	61.859	66.841	65.586	34.518	52.302	49.685	57.933	49.970
dont : *violences et voies de fait*	*9.398*	*11.803*	*13.016*	*12.587*	*6.863*	*11.052*	*11.040*	*13.056*	*11.203*
blessures involontaires	*39.418*	*47.602*	*52.334*	*50.467*	*25.620*	*37.130*	*35.777*	*40.554*	*35.047*
racolage	*2.440*	*2.385*	*1.468*	*2.502*	*2.010*	*4.097*	*2.848*	*4.304*	*3.708*
Infractions contre les biens	159	187	26.132	67.014	20.524	54.055	54.380	15.491	2.143
dont : *chèques sans provision*	///	///	*25.941*	*66.788*	*20.396*	*53.894*	*54.199*	*15.268*	*1.945*
Infractions contre la paix publique et l'État	8.027	10.925	13.245	10.731	3.001	12.943	17.162	30.392	28.822
dont : *police des chemins de fer*	*2.748*	*5.271*	*6.747*	*5.592*	*1.473*	*8.265*	*13.229*	*26.517*	*25.096*
Infractions économiques et financières	400	370	469	286	109	235	169	207	87
Infractions contre la santé publique, le travail, la sécurité sociale	8.642	8.340	7.964	8.560	4.533	8.042	8.630	9.001	8.483
Infractions contre la circulation routière et la coordination des transports	323	1.129	1.540	1.815	776	2.109	2.682	5.500	6.379
Infractions diverses	8.448	11.700	10.781	14.057	8.106	14.831	13.830	16.482	18.578
• Répartition des condamnés selon la nature de la peine (3) :									
Emprisonnement	2.175	2.483	4.027	6.485	1.948	4.329	5.661	1.786	1.421
Amende seulement	75.172	92.027	122.959	161.564	69.619	140.188	140.877	128.817	109.489
Peine de substitution	///	///	///	///	///	///	•	108	150
Ensemble	77.347	94.510	126.986	168.049	71.567	144.517	146.538	135.006	114.462
Peines fermes	*74.487*	*91.272*	*122.792*	*162.716*	*69.136*	*140.296*	*142.525*	*130.711*	*111.060*
Peines avec sursis	*2.860*	*3.238*	*4.194*	*5.333*	*2.431*	*4.221*	*4.013*	*3.991*	*3.057*
Dispenses de peine	///	///	///	///	///	•	•	*304*	*345*
• Répartition des condamnés selon le sexe :									
Ensemble	77.347	94.510	126.986	168.049	71.567	144.517	146.538	135.006	114.462
Hommes	65.893	80.582	104.687	130.199	56.720	110.989	113.386	109.764	95.495
Femmes	11.454	13.928	22.299	37.850	14.847	33.528	33.152	25.242	18.967
• Répartition des condamnés selon l'âge :									
Ensemble	77.347	94.510	126.986	168.049	71.567	144.517	146.538	135.006	114.462
De 18 à moins de 25 ans	21.653	27.109	36.425	46.799	19.777	40.887	43.355	42.889	35.863
De 25 à moins de 40 ans	29.718	36.064	51.859	75.164	30.642	65.442	65.910	54.754	45.292
De 40 à moins de 60 ans	20.537	25.070	31.436	38.782	17.419	32.276	31.386	31.040	27.974
60 ans et plus	5.439	6.267	7.266	7.304	3.729	5.912	5.887	6.323	5.333
• Délinquants primaires et récidivistes :									
Ensemble	77.347	94.510	126.986	168.049	71.567	144.517	146.538	135.006	114.462
Délinquants primaires	71.192	83.146	103.490	131.703	57.917	130.381	120.084	109.569	87.429
Récidivistes	6.155	11.364	23.496	36.346	13.650	14.136	26.454	25.437	27.033

(1) On présente sous le titre « tribunaux de police », les condamnations définitives prononcées par les tribunaux de police ou par les cours d'appel, en appel d'un jugement de tribunal de police. — (2) En 1973 les statistiques des amendes pénales fixes et des ordonnances pénales correspondent à la période du 30 juin 1972 au 31 décembre 1973 (mise en application des procédures simplifiées prévues par la loi du 3 janvier 1972, pour les contraventions commises après le 30 juin 1972). Ceci explique les variations observées en 1972 et 1973 dans l'évolution du nombre de condamnés devant les tribunaux de police. — (3) A compter de 1977, la répartition selon la nature de la peine (emprisonnement ou amende) est établie pour les seuls condamnés à une peine ferme.

TABLEAU 2.04 - 10

Juridictions de la jeunesse : mineurs délinquants (1)

Source : Ministère de la justice.

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	■ 1976	1977	e 1978	1979	1980
Ensemble des jeunes ayant fait l'objet d'une décision (2)	**46.779**	**45.462**	**50.420**	**50.916**	**53.645**	**58.625**	*r* **58.349**	*r* **63.290**	*r* **63.700**	*r* **65.760**	**68.109**
• Répartition selon la nature de l'infraction :											
Ensemble	46.779	45.462	50.420	50.916	53.645	58.625	*r* 58.349	*r* 63.290	*r* 63.700	*r* 65.760	68.109
Crimes	50	47	63	125	61	111	75	*r* 85	92	79	139
Délits	45.444	43.959	48.700	49.051	51.687	56.982	*r* 56.681	*r* 61.295	*r* 61.957	*r* 63.815	65.573
dont : *contre les personnes*	*5.127*	*5.216*	*5.257*	*5.289*	*5.353*	*5.272*	*r 5.398*	*r 5.599*	*5.732*	*r 6.125*	*6.468*
contre les biens	*34.461*	*32.514*	*36.450*	*36.582*	*38.795*	*43.720*	*r 42.266*	*r 46.331*	*46.397*	*r 47.307*	*47.635*
Contraventions	1.285	1.456	1.657	1.740	1.897	1.532	*r* 1.593	*r* 1.910	1.651	*r* 1.866	2.397
• Répartition selon la nature de la décision :											
Ensemble	46.779	45.462	50.420	50.916	53.645	58.625	*r* 58.349	*r* 63.290	63.700	*r* 65.760	68.109
Acquittement ou relaxe	2.053	1.961	2.273	2.498	2.923	3.242	3.222	3.489	3.855	3.765	4.047
Mesures	32.991	31.141	33.979	33.549	34.152	37.161	*r* 36.978	*r* 39.220	40.219	*r* 41.888	42.079
Admonestation, remise aux parents, tuteur	31.061	29.329	32.184	31.729	32.499	35.463	35.263	37.380	38.654	40.265	40.756
Remise à un établissement d'éducation, de rééducation ou de soins	1.645	1.538	1.553	1.525	1.444	1.527	1.415	1.505	1.217	1.252	953
Remise à l'aide sociale à l'enfance	285	274	242	295	209	171	277	188	148	155	137
Protection judiciaire	///	///	///	///	///	///	23	147	200	216	233
Peines	11.735	12.360	14.168	14.869	16.570	18.222	18.149	20.581	19.626	20.107	21.983
Emprisonnement	7.805	8.638	9.653	9.893	11.559	13.860	13.416	14.620	14.201	14.387	15.078
dont : *sans sursis*	*2.068*	*2.168*	*2.639*	*2.648*	*3.159*	*3.719*	*3.765*	*4.031*	*3.933*	*4.251*	*5.349*
Amende seulement	3.930	3.722	4.515	4.976	5.011	4.362	4.733	5.961	5.425	5.720	6.384
Autres peines	///	///	///	///	///	///	●	●	●	●	521
Mesures complémentaires :											
Ensemble des mineurs mis en liberté surveillée	7.926	7.707	7.652	7.004	6.716	5.911	5.566	5.702	5.398	5.100	4.532
• Répartition selon le sexe :											
Ensemble	46.779	45.462	50.420	50.916	53.645	58.625	*r* 58.349	*r* 63.290	63.700	*r* 65.760	68.109
Garçons	41.926	40.826	45.353	46.359	48.639	53.013	*r* 52.486	*r* 57.217	57.266	*r* 59.516	61.300
Filles	4.853	4.636	5.067	4.557	5.006	5.612	*r* 5.863	*r* 6.073	6.434	*r* 6.244	6.809
• Répartition selon l'âge :											
Ensemble	46.779	45.462	50.420	50.916	53.645	58.625	*r* 58.349	*r* 63.290	63.700	*r* 65.760	68.109
De 6 à moins de 13 ans	3.681	3.547	3.975	3.845	3.561	3.781	3.593	3.586	3.655	3.156	2.951
De 13 à moins de 16 ans	16.919	16.153	17.937	18.261	18.940	20.006	20.177	21.173	20.792	21.305	22.101
De 16 à moins de 18 ans	26.179	25.762	28.508	28.810	31.144	34.838	*r* 34.579	*r* 38.531	39.253	*r* 41.299	43.057

(1) A partir de 1976, il a été tenu compte de la loi du 11 juillet 1975 modifiant et complétant l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante. — (2) Il s'agit ici, non pas de mineurs condamnés, mais de mineurs poursuivis pour présomption de crime, délit ou contravention. Jusqu'en 1975, les chiffres concernent la métropole; depuis 1976, ils concernent la métropole et l'outre-mer.

TABLEAU 2.04 - 11

Juridictions de la jeunesse : mineurs protégés (1)

Source : Ministère de la justice.

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	■ 1976	1977	e 1978	1979	1980
Ensemble des jeunes ayant fait l'objet d'une décision (2)	**61.392**	**64.790**	**64.081**	**62.919**	**63.002**	**65.310**	**63.117**	**64.239**	**68.488**	**68.165**	**67.321**
• Répartition selon la mesure prise :											
Ensemble	61.392	64.790	64.081	62.919	63.002	65.310	63.117	64.239	68.488	68.165	67.321
Aucune mesure	16.130	14.708	16.233	17.006	18.036	17.890	16.311	18.596	20.980	22.864	22.665
Remise aux parents, tuteur	28.246	29.834	28.726	28.570	28.613	29.101	28.362	27.643	30.017	28.688	29.020
Remise à un établissement d'éducation, de rééducation ou de soins	5.228	6.105	5.916	5.383	5.148	6.345	5.818	5.812	5.543	5.351	5.379
Remise à l'aide sociale à l'enfance	11.788	14.143	13.206	11.960	11.205	11.974	12.626	12.188	11.948	11.272	10.257
• Répartition selon le sexe :											
Ensemble	61.392	64.790	64.081	62.919	63.002	65.310	63.117	64.239	68.488	68.165	67.321
Garçons	31.616	32.971	32.511	31.953	32.340	33.951	33.024	33.843	36.099	36.220	35.442
Filles	29.776	31.819	31.570	30.966	30.662	31.359	30.093	30.396	32.389	31.945	31.879
• Répartition selon l'âge :											
Ensemble	61.392	64.790	64.081	62.919	63.002	65.310	63.117	64.239	68.488	68.165	67.321
Moins de 6 ans	15.021	15.898	15.375	14.721	14.373	15.516	15.804	16.726	17.045	15.623	15.060
De 6 à moins de 13 ans	18.158	20.385	19.411	19.235	18.947	20.640	21.006	20.832	22.767	21.845	21.537
De 13 à moins de 16 ans	12.291	12.658	12.440	12.447	12.894	13.857	14.444	14.272	15.520	16.176	16.212
De 16 à moins de 18 ans	9.661	9.704	10.145	10.089	10.363	10.868	11.863	12.409	13.156	14.521	14.512
De 18 à moins de 21 ans	6.261	6.145	6.710	6.427	6.425	4.429	///	///	///	///	///

(1) Cf. loi du 4 juin 1970 relative à la protection de l'enfance et de l'adolescence en danger et article 375 du code civil. — (2) Jusqu'en 1975, les chiffres concernent la métropole; depuis 1976, ils concernent la métropole et l'outre mer.

TABLEAU 2.04 - 12

Juridictions de la jeunesse : majeurs protégés (1)

Source : Ministère de la justice.

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	e 1978	1979	1980
Ensemble des majeurs protégés (2).....	///	///	///	///	///	///	**2.240**	**2.453**	**2.512**	**2.814**	**2.919**
• Répartition selon la nature de la protection judiciaire :											
Ensemble.....	///	///	///	///	///	///	2.240	2.453	2.512	2.814	2.919
Mesure faisant suite à une prise en charge éducative antérieure.....	///	///	///	///	///	///	1.863	1.854	...	1.900	2.300
Mesure nouvelle.....	///	///	///	///	///	///	377	599	...	914	619
• Répartition selon la nature de la mesure éducative :											
Ensemble.....	///	///	///	///	///	///	2.240	2.453	2.512	2.814	2.919
Remise à un service de milieu ouvert....	///	///	///	///	///	///	537	577	...	854	778
Remise à un établissement d'éducation, de rééducation ou de soins.....	///	///	///	///	///	///	1.703	1.876	...	1.960	2.141
• Répartition selon le sexe :											
Ensemble.....	///	///	///	///	///	///	2.240	2.453	2.512	2.814	2.919
Hommes.....	///	///	///	///	///	///	1.272	1.385	...	1.606	1.622
Femmes.....	///	///	///	///	///	///	968	1.068	...	1.208	1.297

(1) Cf. décret du 18 février 1975 relatif à la protection des jeunes majeurs. — (2) Ces chiffres concernent la métropole.

TABLEAU 2.04 - 13

Éducation surveillée : jeunes suivis en action éducative sur décision des juridictions de la jeunesse (1)

Source : Ministère de la justice.

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	r1979	p 1980
Ensemble des jeunes suivis au 31 décembre	...	...	**117.414**	**117.641**	**121.910**	**119.099**	**122.037**	**127.199**	**125.096**	**121.031**	**119.300**
• Répartition selon le secteur de prise en charge :											
Ensemble.....	...	...	117.414	117.641	121.910	119.099	122.037	127.199	125.096	121.031	119.300
Secteur public.....	34.759	34.584	35.827	35.584	33.467	31.236	31.580	32.656	34.051	33.866	33.675
Secteur privé.....	...	...	81.587	82.057	88.443	87.863	90.457	94.543	91.045	87.165	85.625
• Répartition selon la nature juridique de la mesure :											
Ensemble.....	...	...	117.414	117.641	121.910	119.099	122.037	127.199	125.096	121.031	119.300
Mineurs délinquants.....	...	...	26.928	25.798	24.037	20.357	19.445	18.207	17.936	16.976	16.450
Mineurs et majeurs protégés.....	...	...	90.486	91.843	97.873	98.742	102.592	108.992	107.160	104.055	102.850
• Répartition selon l'âge :											
Ensemble.....	...	...	117.414	117.641	121.910	119.099	122.037	127.199	125.096	121.031	119.300
Moins de 10 ans.....	...	...	...	...	...	...	40.978	44.474	41.950	39.779	35.350
De 10 à moins de 16 ans.....	...	...	...	...	...	...	51.458	53.476	53.155	51.227	51.600
De 16 à moins de 18 ans.....	...	...	...	...	...	...	23.561	23.869	24.284	24.496	26.600
18 ans et plus.....	...	...	...	...	...	...	6.040	5.380	5.707	5.529	5.750
• Répartition selon le sexe :											
Ensemble.....	...	...	117.414	117.641	121.910	119.099	122.037	127.199	125.096	121.031	119.300
Garçons.....	...	...	...	...	...	71.531	72.872	75.671	72.596	71.459	70.650
Filles.....	...	...	...	...	...	47.568	49.165	51.528	52.500	49.572	48.650
• Répartition selon la structure de prise en charge :											
Ensemble.....	...	...	117.414	117.641	121.910	119.099	122.037	127.199	125.096	121.031	119.300
Établissements.....	...	...	19.978	19.916	19.314	18.094	17.043	18.049	17.844	17.004	17.900
Services de milieu ouvert.....	...	...	97.436	97.725	102.596	101.005	104.994	109.150	107.252	104.027	101.400

(1) Les établissements et services de l'éducation surveillée menant l'action éducative à l'égard des jeunes qui leur sont confiés, par décision judiciaire notamment, sont : les institutions spéciales d'éducation surveillée, les foyers d'action éducative, les consultations d'orientation éducative (activité du service d'observation et d'éducation en milieu ouvert), les centres d'orientation et d'action éducative et les services de liberté surveillée du secteur public, les internats, les foyers, les services d'observation en milieu ouvert, d'action éducative en milieu ouvert, d'orientation et d'action éducative et de placement familial du secteur privé.

TABLEAU 2.04 - 14

Situation de la population pénale

Source : Ministère de la justice.

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
• Milieu fermé :											
Population pénale en milieu fermé au 1er janvier (1)	**30.098**	**30.737**	**32.890**	**31.512**	**28.276**	**27.165**	**30.715**	**31.657**	**33.484**	**34.580**	**36.918**
Métropole :											
Population pénale en milieu fermé au 1er janvier	29.026	29.549	31.668	30.306	27.100	26.032	29.482	30.511	32.259	33.315	35.655
Nombre d'entrées au cours de l'année	72.100	75.292	78.121	76.030	73.526	77.709	73.698	79.415	84.407	88.903	96.955
Nombre de personnes concernées dans l'année.	101.126	104.841	109.789	106.336	100.626	103.741	103.180	109.926	116.666	122.218	132.610
Nombre de sorties au cours de l'année	71.577	73.173	79.483	79.236	74.594	74.259	72.669	77.667	83.351	86.563	93.653
• Milieu ouvert :											
Population pénale en milieu ouvert au 1er janvier	**16.860**	**20.994**	**25.113**	**32.670**	**39.921**	**37.644**	**44.461**	**53.481**	**62.193**	**67.972**	**71.262**
Probationnaires sous contrôle des comités au 1er janvier	12.972	17.742	22.069	29.430	35.365	32.950	39.762	48.685	57.297	63.147	66.327
Probationnaires pris en charge dans l'année	*9.277*	*9.529*	*11.667*	*13.598*	*15.967*	*14.512*	*18.705*	*20.023*	*20.608*	*21.520*	*21.670*
Total des fins de probation pour l'année	*4.507*	*5.202*	*4.306*	*7.663*	*18.382*	*7.700*	*9.782*	*11.411*	*14.758*	*18.340*	*19.192*
Libérés conditionnels	3.211	2.559	2.382	2.582	3.947	4.235	4.276	4.497	4.700	4.700	4.833
Interdits de séjour (2)	677	693	662	658	609	459	423	299	196	125	102

(1) Ensemble des détenus (prévenus et condamnés) en métropole et départements d'outre-mer. — (2) Il ne s'agit pas de l'ensemble des interdits de séjour mais uniquement de ceux pris en charge par l'administration pénitentiaire.

TABLEAU 2.04 - 15

Caractéristiques de la population pénale en milieu fermé
(situation au 1er janvier de l'année considérée)

Source : Ministère de la justice.

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Ensemble de la population pénale en milieu fermé	**30.098**	**30.737**	**32.890**	**31.512**	**28.276**	**27.165**	**30.715**	**31.657**	**33.484**	**34.580**	**36.918**
Métropole	29.026	29.549	31.668	30.306	27.100	26.032	29.482	30.511	32.259	33.315	36.655
Départements d'outre-mer	1.072	1.188	1.222	1.206	1.176	1.133	1.233	1.146	1.225	1.265	1.263
• Répartition entre prévenus et condamnés :											
Ensemble	30.098	30.737	32.890	31.512	28.276	27.165	30.715	31.657	33.484	34.580	36.918
Prévenus	11.211	11.221	13.145	12.552	12.339	13.236	13.188	13.388	14.133	14.583	16.278
Détenus soumis à la contrainte par corps	155	236	292	285	294	174	299	354	409	410	434
Condamnés	18.732	19.280	19.453	18.675	15.643	13.755	17.228	17.915	18.942	19.587	20.206
• Répartition selon le sexe :											
Ensemble	30.098	30.737	32.890	31.512	28.276	27.165	30.715	31.657	33.484	34.580	36.918
Hommes	29.119	29.773	31.907	30.621	27.530	26.436	29.961	30.782	32.493	33.562	35.759
Femmes	979	964	983	891	746	729	754	875	991	1.018	1.159
Ensemble de la population pénale métropolitaine en milieu fermé	**29.026**	**29.549**	**31.668**	**30.306**	**27.100**	**26.032**	**29.482**	**30.511**	**32.259**	**33.315**	**35.655**
• Répartition entre prévenus et condamnés :											
Ensemble	29.026	29.549	31.668	30.306	27.100	26.032	29.482	30.511	32.259	33.315	35.655
Prévenus	10.899	10.905	12.813	12.258	12.023	12.889	12.825	13.065	13.820	14.167	15.849
Détenus soumis à la contrainte par corps	153	232	272	273	269	171	293	350	387	401	390
Condamnés	17.974	18.412	18.583	17.775	14.808	12.972	16.364	17.096	18.052	18.747	19.416
• Répartition selon l'âge :											
Ensemble	29.026	29.549	31.668	30.306	27.100	26.032	29.482	30.511	32.259	33.315	35.655
Moins de 18 ans	576	494	713	611	614	721	594	714	697	727	757
De 18 à moins de 25 ans	9.858	10.633	11.667	11.235	10.547	10.480	11.816	12.111	12.580	12.366	13.367
De 25 à moins de 40 ans	12.739	12.967	13.926	13.440	11.747	11.108	12.800	13.474	14.251	15.173	16.073
De 40 à moins de 60 ans	5.398	5.094	5.017	4.716	3.938	3.509	4.044	3.961	4.477	4.724	5.114
60 ans et plus	455	361	345	304	254	214	228	251	254	325	344
• Répartition des condamnés selon l'infraction :											
Ensemble	17.974	18.412	18.583	17.775	14.808	12.972	16.364	17.096	18.052	18.747	19.416
Infractions contre les personnes	4.557	4.512	4.418	4.057	3.419	3.104	3.666	3.847	4.270	4.944	5.256
Infractions contre les biens	11.736	12.030	12.161	11.666	9.728	8.476	11.047	11.316	11.768	11.630	11.844
Infractions contre la paix publique et l'État	666	764	713	731	610	572	667	775	728	820	707
Autres infractions	1.015	1.106	1.291	1.321	1.051	820	984	1.158	1.286	1.353	1.609
• Répartition des condamnés selon la peine :											
Ensemble	17.974	18.412	18.583	17.775	14.808	12.972	16.364	17.096	18.052	18.747	19.416
Condamnation à mort	–	–	1	2	1	1	–	2	1	–	–
Réclusion et détention criminelle à perpétuité	263	255	242	223	200	185	201	226	266	308	333
Réclusion et détention criminelle à temps	3.503	3.428	3.402	3.030	2.793	2.755	2.976	3.322	3.588	3.797	4.213
5 ans d'emprisonnement et plus	137	153	148	189	243	246	317	419	467	554	610
De 3 ans à moins de 5 ans d'emprisonnement	1.660	1.536	1.428	1.300	1.170	1.159	1.284	1.474	1.615	1.638	1.713
De 1 an à moins de 3 ans d'emprisonnement	5.459	5.342	5.142	5.073	3.972	3.588	4.586	5.163	5.145	5.328	5.169
De 3 mois à moins d'un an d'emprisonnement	5.773	6.545	6.638	6.273	4.817	4.155	5.684	5.241	5.439	5.425	5.451
Moins de 3 mois d'emprisonnement	466	1.050	1.491	1.580	1.491	738	1.133	1.088	1.392	1.550	1.759
Tutelle pénale	713	103	91	105	121	145	183	161	139	147	168

SOURCES DE DOCUMENTATION

• Ministère de la justice

13, place Vendôme, 75042 Paris Cedex 01. Tél. : 261.80.22.

— Division de la statistique;
— Direction des affaires criminelles et des grâces : Service d'études pénales et criminologiques;
— Direction de l'administration pénitentiaire : Service des études de la documentation et des statistiques;
— Direction de l'éducation surveillée : Centre de formation et de recherche de l'éducation surveillée;
— Service de coordination et de la recherche.

• Publications

— Annuaire statistique de la justice, édité par la Documentation française;
— Compte général de l'administration de la justice criminelle et de la justice civile et commerciale, annuel, édité par la Documentation française;
— Rapport annuel de l'éducation surveillée;
— « Annales de Vaucresson », édition Cujas;
— Rapport annuel de l'administration pénitentiaire;
— Rapport annuel de la Cour de cassation;
— La criminalité en France d'après les statistiques de police judiciaire, annuel (Ministère de l'intérieur);
— L'organisation judiciaire en France, de H. Pinsseau et A. Sierens (« Notes et études documentaries », nº 4453, 1978, édité par la Documentation française);
— Rapport « Le divorce en France », *Collections de l'I.N.S.E.E.*, série D.
— Études et recherches du Centre de formation et de recherche de l'éducation surveillée et du Centre national d'études et de recherches pénitentiaires.

Chapitre 2.05

Logement

1. Les enquêtes logement
2. Définitions générales
3. Définitions particulières aux enquêtes logement

Les tableaux présentés dans ce chapitre sont tous issus de l'exploitation des enquêtes logement de 1973 et 1978. Des données issues du recensement de 1975 ont été publiées dans les précédentes éditions de l'annuaire. La date médiane des deux enquêtes est respectivement : 1er novembre 1973 et 1er juin 1978.

1. *Les enquêtes logement*

Effectuées au 4e trimestre 1973 et au 2e trimestre 1978 elles font suite à une série d'enquêtes analogues réalisées par l'I.N.S.E.E. en 1955, 1961, 1963, 1967 et 1970.

Toutes ces enquêtes ont été réalisées par interview, auprès d'un échantillon représentatif de l'ensemble des logements existant en France à la date de l'enquête.

Cet échantillon a été constitué à partir de deux bases de sondage :

— le recensement précédent de la population pour les logements achevés à la date de ce recensement;

— le fichier des logements neufs géré par le Ministère de l'environnement et du cadre de vie pour les logements achevés entre le recensement et la date de l'enquête.

La taille de l'échantillon était en 1973 de 58.395 logements, en 1978 de 31.093 logements; l'échantillon de la région Ile-de-France a été augmenté en vue d'études locales, toutes les autres régions ont les mêmes taux de sondage (1).

Ces enquêtes comportent :

— d'une part, des questions sur les caractéristiques physiques du parc (taille, confort) et sur les caractéristiques démographiques du ménage occupant (catégorie socioprofessionnelle, statut d'occupation, nombre de personnes);

— d'autre part, des questions détaillées axées sur les dépenses de logement (loyers, prix d'acquisition, modalités de financement utilisées par les accédants à la propriété).

2. *Définitions générales*

Les définitions des concepts les plus importants sont données ci-après.

21. LOGEMENTS D'HABITATION

Tout local séparé indépendant et fixe utilisé pour l'habitation constitue un logement d'habitation. Si ces logements sont occupés de manière permanente, ce sont des résidences principales; sinon, ce sont des résidences secondaires ou des logements vacants.

22. RÉSIDENCES PRINCIPALES

Elles comprennent les logements ordinaires conçus pour l'habitation dans des conditions normales mais aussi les pièces indépendantes louées, sous-louées ou prêtées à des particuliers, les chambres meublées dans un hôtel ou une pension de famille, occupées par des personnes qui y vivent la plus grande partie de l'année ou qui n'ont pas d'autre résidence, les constructions provisoires à usage d'habitation et les habitations de fortune.

23. RÉSIDENCES SECONDAIRES

Ce sont des logements qui ne sont occupés qu'une faible partie de l'année; les logements de vacances, en particulier les maisons et logements meublés loués pour des séjours touristiques, sont également recensés comme résidences secondaires.

24. LOGEMENTS VACANTS

Ce sont des logements sans occupant à l'époque du recensement ou de l'enquête et qui ne sont pas utilisés comme résidences secondaires.

25. MÉNAGES ORDINAIRES

On appelle ménage ordinaire l'ensemble des personnes qui occupent une résidence principale, y compris, le cas échéant, certaines personnes recensées ailleurs au titre de la population comptée à part (élèves internes, militaires du contingent en particulier). Par définition, il y a ainsi identité entre le nombre de résidences principales et le nombre de ménages ordinaires.

La population totale comprend : la population des *ménages ordinaires*, celle des *ménages collectifs* (vieillards en hospice, communautés religieuses, etc.), celle vivant en *habitations mobiles* (roulottes ou bateaux) ainsi que la population *comptée à part* non réintégrée dans des ménages ordinaires.

26. INDICE DE PEUPLEMENT

Pour calculer l'indice de peuplement, on définit un nombre de pièces normatif de la façon suivante :

On compte :

1 pièce pour chaque personne mariée, veuve ou divorcée dont le conjoint n'habite pas le logement;
1 pièce pour chaque couple vivant dans le logement;
1 pièce pour chaque personne célibataire de plus de 18 ans;
1 pièce pour chaque groupe de deux enfants de 7 à 18 ans de même sexe;
1 pièce pour chaque groupe de deux enfants de moins de 7 ans;
plus une unité pour la salle de séjour.

L'indice de peuplement est alors ainsi calculé :

— surpeuplement accentué : le nombre de pièces du logement est inférieur d'au moins deux unités au nombre de pièces normatif;

— surpeuplement modéré : le nombre de pièces du logement est inférieur d'une unité au nombre de pièces normatif;

---

(1) Pour plus de précisions : cf. les volumes des Collections de l'I.N.S.E.E., M 42 et M 85.

— peuplement normal : le nombre de pièces du logement est égal au nombre de pièces normatif;

— sous-peuplement modéré : le nombre de pièces du logement dépasse d'une unité le nombre de pièces normatif;

— sous-peuplement prononcé : le nombre de pièces du logement dépasse de deux unités le nombre de pièces normatif;

— sous-peuplement très accentué : le nombre de pièces du logement dépasse d'au moins trois unités le nombre de pièces normatif.

27. CATÉGORIE DE COMMUNE

Les communes sont classées selon l'appartenance à une unité urbaine et la population de cette unité urbaine. Il s'agit de la population recensée en 1968 (respectivement en 1975) selon la définition de l'agglomération au recensement de 1968 (respectivement 1975) pour les résultats issus de l'enquête de 1973 (respectivement 1978).

3. *Définitions particulières aux enquêtes logement*

31. PROPRIÉTAIRES

• Propriétaire accédant à la propriété :

Est considéré comme accédant à la propriété tout ménage ayant effectué, au cours de l'année précédent l'enquête, au moins un versement pour le remboursement (ou le paiement des intérêts) d'un (ou plusieurs) prêt(s) contracté(s) pour l'achat ou la construction du logement qu'il occupe.

• Accédant à la propriété H.L.M. :

Le ménage rembourse un prêt d'un organisme H.L.M. (Office public d'H.L.M., Société anonyme d'H.L.M., Société coopérative d'H.L.M., Société de crédit immobilier).

• Accédant à la propriété d'un logement aidé par le Crédit foncier :

Pour l'achat de son logement, le ménage rembourse un prêt du Crédit foncier (prêt spécial immédiat ou prêt spécial différé) ou a obtenu une prime à la construction; celle-ci peut soit être perçue par le ménage, soit venir en déduction d'échéances de remboursement, soit prendre la forme de bonification d'intérêt.

• Accédant à la propriété d'un logement non aidé de première main :

Le ménage accédant n'a pas obtenu de prêt HLM, ni d'aide du Crédit foncier. Il est le premier propriétaire de son logement.

• Accédant à la propriété d'un logement non aidé de seconde main :

Ménage accédant à la propriété d'un logement acquis d'un autre ménage et ne bénéficiant pas d'une aide de l'État (ni H.L.M., ni Crédit foncier).

32. LOCATAIRES, FERMIERS, MÉTAYERS, LOGÉS GRATUITEMENT

Sont classés dans la catégorie locataires, les ménages qui paient un loyer, y compris ceux qui sont logés par l'employeur (convention contraire à celle retenue pour le recensement), les locataires-coopérateurs, les ménages en location-vente (s'ils ne sont pas juridiquement propriétaires).

32.1. *Sont étudiés plus particulièrement les locataires d'un local loué vide*

dont :

• H.L.M. :

Y compris les I.L.M. (Immeubles à loyer moyen), I.L.N. (Immeubles à loyer normal), P.S.R. (Programme social de relogement), P.L.R. (Programme à loyer réduit).

• Logements soumis à la loi de 1948 :

La loi du 1er septembre 1948 réglemente les loyers des logements achevés avant sa promulgation. Le loyer peut être fixé d'après la « *surface corrigée* » (surface réelle modifiée pour tenir compte de la qualité du logement) ou selon le système « *forfaitaire* » qui prend pour base de calcul le loyer payé effectivement le 1er juillet 1948.

32.2. *Autres locataires*

Ce sont, d'une part, les logés en meublés, garni ou hôtel, et, d'autre part, les sous-locataires.

32.3. *Fermiers, métayers*

Ce sont les agriculteurs dont le logement fait partie du bail à ferme ou du contrat de métayage.

32.4. *Logés gratuitement*

Y compris les usufruitiers, les ménages qui ont vendu leur logement en viager et les ménages logés gratuitement par l'employeur.

33. CHARGE FINANCIÈRE BRUTE

C'est le montant annuel des dépenses de loyer (charges locatives exclues) ou de remboursement(s) d'emprunt(s) [capital et intérêt(s)] contracté(s) pour l'achat ou la construction du logement occupé par le ménage accédant à la propriété.

34. CHARGE FINANCIÈRE NETTE

Elle est définie comme la charge financière brute déduction faite du montant de l'allocation de logement éventuellement perçue.

35. TAUX D'EFFORT NET

C'est le rapport entre la charge financière nette et le revenu du ménage déclaré à l'enquête, calculé comme rapport de la charge moyenne au revenu moyen et non comme moyenne des taux d'effort individuels.

36. PRIX DU LOGEMENT

C'est le prix d'achat du logement y compris celui du terrain, à la date de l'acquisition du logement.

37. NOMBRE D'UNITÉS DE CONSOMMATION.

On compte :

1 pour le premier adulte du ménage ;
0,7 pour chacun des adultes suivants ;
0,5 pour chaque enfant du ménage.

Adulte : toute personne âgée de plus de 13 ans ;
Enfant : toute personne âgée de moins de 14 ans.

AVERTISSEMENT. — Dans les tableaux relatifs aux enquêtes logement de 1973 et 1978, la cohérence comptable des chiffres n'est pas toujours assurée à la décimale ou à l'unité près en raison d'arrondis effectués indépendamment sur chaque résultat par l'ordinateur.

TABLEAU 2.05 - 1

Résidences principales, logements vacants et résidences secondaires selon la catégorie de commune.

Source : I.N.S.E.E. (enquêtes logement de 1973 et 1978). *Unité :* millier

Catégorie de commune	Résidences principales		Logements vacants		Résidences secondaires		Ensemble	
	1973	1978	1973	1978	1973	1978	1973	1978
Communes rurales	4.682	4.735	635	663	968	1.120	6.285	6.518
%	*74,5*	*72,6*	*10,1*	*10,2*	*15,4*	*17,2*	*100,0*	*100,0*
Unités urbaines de moins de 100.000 habitants	4.902	5.241	432	451	383	452	5.717	6.144
%	*85,7*	*85,3*	*7,6*	*7,3*	*6,7*	*7,4*	*100,0*	*100,0*
Unités urbaines de plus de 100.000 habitants	4.379	5.276	325	395	146	188	4.850	5.859
%	*90,3*	*90,1*	*6,7*	*6,7*	*3,0*	*3,2*	*100,0*	*100,0*
Agglomération parisienne (y compris Paris)	3.161	3.389	214	242	95	84	3.470	3.715
%	*91,1*	*91,2*	*6,2*	*6,5*	*2,7*	*2,3*	*100,0*	*100,0*
Ensemble	**17.124**	**18.641**	**1.606**	**1.751**	**1.592**	**1.844**	**20.322**	**22.236**
%	*84,3*	*83,8*	*7,9*	*7,9*	*7,8*	*8,3*	*100,0*	*100,0*

TABLEAU 2.05 - 2

Répartition du nombre de logements par statut d'occupation et catégorie de commune

Source : I.N.S.E.E. (enquêtes logement de 1973 et 1978). *Unité :* %

Statut d'occupation		Nombre de logements (en milliers)	Communes rurales	Unités urbaines de moins de 100 000 h	Unités urbaines de plus de 100 000 h	Agglom. parisienne hors Paris	Paris	Ensemble
I. Propriétaires non accédants	1973	4.822	45,8	25,2	19,6	19,5	16,5	28,2
	1978	4.993	43,4	24,6	19,4	19,2	16,6	26,8
Accédants H.L.M.	1973	476	2,8	3,9	2,5	1,9	–	2,8
	1978	646	4,6	4,5	3,0	1,2	0,2	3,5
Accédants crédit foncier ou P.I.C.	1973	1.480	8,3	9,4	9,2	10,3	1,5	8,6
	1978	1.377	7,3	7,9	8,2	8,0	0,6	7,4
Accédants non aidés logement 2e main	1973	729	5,7	3,5	3,1	5,1	4,8	4,3
	1978	1.014	6,8	4,7	4,5	6,7	5,2	5,4
Accédants non aidés logement 1re main	1973	291	2,0	1,7	1,6	1,5	1,3	1,7
	1978	666	4,5	3,6	3,2	3,2	2,1	3,6
II. Propriétaires accédants	1973	2.976	18,8	18,5	16,4	18,8	7,6	17,4
	1978	3.703	23,2	20,7	18,9	19,1	8,1	19,9
Locataires local loué vide H.L.M.	1973	1.933	1,0	14,1	15,7	20,6	7,5	11,3
	1978	2.481	1,6	16,7	17,7	22,9	6,7	13,3
Locataires local loué vide, loi de 1948	1973	1.137	0,6	4,1	8,8	9,8	29,1	6,6
	1978	934	0,7	3,4	5,9	6,7	23,1	5,0
Locataires local loué vide, libre avant 1949	1973	2.340	13,5	16,2	13,7	7,7	14,6	13,6
	1978	2.329	12,3	14,5	11,5	7,9	17,5	12,5
Locataires local loué vide, libre après 1948	1973	1.552	2,4	9,8	13,3	14,5	6,6	9,1
	1978	1908	2,4	9,8	15,4	15,1	11,6	10,2
III. Locataires local loué vide	1973	6.962	17,5	44,2	51,5	52,6	57,8	40,6
	1978	7.652	17,0	44,4	50,5	52,6	58,9	41,0
IV. Autres locataires	1973	402	0,5	1,8	2,9	2,4	10,6	2,3
	1978	372	0,5	1,5	2,7	2,5	6,6	2,0
V. Fermiers, métayers	1973	215	4,1	0,3	0,1	–	–	1,3
	1978	165	2,9	0,4	0,1	–	–	0,9
VI. Logés gratuitement	1973	1.747	13,3	10,0	9,5	6,7	7,5	10,2
	1978	1.756	13,0	8,4	8,4	6,6	9,8	9,4
Ensemble	**1973**	///	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**
	1978	///	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**
Effectif total (en milliers)	1973	17.124	4.682	4.902	4.379	2.089	1.072	17.124
	1978	18.641	4.736	5.242	5.276	2.267	1.122	18.641

TABLEAU 2.05 - 3

Surface des logements par statut d'occupation et catégorie de commune

Source : I.N.S.E.E. (enquêtes logement de 1973 et 1978). *Unité :* m²

Statut d'occupation		Surface par catégorie de commune					
		Communes rurales	Unités urbaines de moins de 100.000 habitants	Unités urbaines de plus de 100.000 habitants	Agglomération parisienne hors Paris	Paris	Ensemble
I. Propriétaires non accédants	1973	82	82	81	69	62	80
	1978	88	91	86	74	69	86
Accédants H.L.M.	1973	91	89	89	80	–*	89
	1978	96	93	95	82	63*	94
Accédants crédit foncier ou P.I.C.	1973	97	92	84	80	69	89
	1978	103	100	94	82	74*	96
Accédants non aidés logement 2e main	1973	95	91	91	72	59	87
	1978	103	101	101	86	65	97
Accédants non aidés logement 1re main	1973	107	108	98	90	83	102
	1978	109	112	102	86	77	105
II. Propriétaires accédants	1973	97	93	88	79	65	90
	1978	103	101	97	84	69	98
Locataires local loué vide H.L.M.	1973	72	69	69	65	57	68
	1978	72	69	69	66	57	68
Locataires local loué vide loi de 1948	1973	62	59	57	45	47	53
	1978	67	61	60	48	47	55
Locataires local loué vide libre avant 1949	1973	63	59	56	46	52	58
	1978	69	65	59	48	53	62
Locataires local loué vide libre après 1948	1973	77	71	67	61	57	67
	1978	80	76	69	63	55	69
III. Locataires local loué vide	1973	65	65	63	57	51	62
	1978	71	68	66	60	52	65
IV. Autres locataires	1973	58	39	30	28	22	31
	1978	47	35	33	31	24	32
V. Fermiers, métayers	1973	88	82	105*	–*	–*	88
	1978	83	90	100*	–*	–*	85
VI. Logés gratuitement	1973	72	72	67	56	39	68
	1978	75	73	70	62	48	70
Ensemble	**1973**	**80**	**75**	**70**	**63**	**50**	**72**
	1978	**87**	**81**	**75**	**67**	**54**	**77**

(*) Résultats affectés d'une erreur aléatoire particulièrement importante.

TABLEAU 2.05 - 4

Résidences principales selon le nombre de pièces et la surface moyenne

Source : I.N.S.E.E. (enquêtes logement de 1973 et 1978). *Unité :* %

Nombre de pièces	Répartition des résidences principales		Surface moyenne en m²	
	1973	1978	1973	1978
1 pièce	7,6	7,0	26	27
2 pièces	16,5	15,4	44	45
3 pièces	26,8	25,1	62	64
4 pièces	25,3	26,0	79	82
5 pièces	13,9	15,3	96	100
6 pièces et plus	9,9	11,2	130	141
Ensemble	**100**	**100**	**72**	**77**

TABLEAU 2.05 - 5

Nombre de ménages par catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage, selon le confort pour les emménagés récents

Source : I.N.S.E.E. (enquêtes logement de 1973 et 1978). *Unité :* %

Confort		Agriculteurs exploitants	Salariés agricoles	Patrons industrie commerce	Professions libérales et cadres supérieurs	Cadres moyens	Employés	Ouvriers	Personnels de service	Autres catégories	Personnes non actives	Ensemble
Sans eau	1973	5,5*	10,0*	0,3*	0,1*	0,1*	0,8*	1,6	3,5*	–*	2,9	1,4
	1978	–*	3,9*	0,8*	0,1*	–*	0,1*	0,5*	–*	0,7*	1,0*	0,5*
Eau seulement	1973	17,7	30,3	8,9	2,3	4,8	12,9	20,9	22,7	6,0	21,7	15,0
	1978	22,4	28,6	5,3*	0,9*	3,3	8,0	12,7	13,6	2,6*	13,6	9,6
Eau, w.-c. sans installation sanitaire	1973	3,6*	5,5*	4,7	0,6*	2,3	4,4	7,6	7,4	5,7	8,2	5,6
	1978	5,1*	3,9*	2,6*	0,6*	1,0*	2,6	3,6	4,8*	0,9*	5,5	3,1
Installations sanitaires sans w.-c.	1973	9,5*	2,8*	4,4	1,2*	2,3	3,0	3,4	2,5*	2,4*	3,1	3,0
	1978	2,4*	8,2*	4,0*	1,0*	2,0	3,2	3,0	4,4*	1,1*	2,3	2,6
W.-C. installations sanitaires sommaires sans chauffage central	1973	13,4	25,0	9,3	3,1	8,1	11,0	13,0	13,3	11,8	12,5	11,0
	1978	9,5*	25,6	13,3	4,9	7,8	11,0	12,0	11,6	11,7	13,0	10,9
W.-C. installations sanitaires sommaires avec chauffage central	1973	10,1*	10,4*	14,1	13,9	22,8	21,6	16,4	20,7	28,0	17,2	18,0
	1978	7,6*	–*	12,7	10,3	19,1	21,5	19,7	22,5	21,3	21,8	18,8
W.-C., grande baignoire sans chauffage central	1973	9,3*	6,0*	6,9	1,4*	4,3	4,6	5,3	4,3*	4,2*	3,2	4,5
	1978	16,0	4,3*	6,1*	1,7*	3,8	3,6	5,5	3,6*	4,6*	4,7	4,6
W.-C., grande baignoire avec chauffage central	1973	30,9	10,0	51,4	77,4	55,3	41,7	31,8	25,6	41,9	31,2	41,5
	1978	37,0	25,5	55,2	80,5	63,0	50,0	43,0	39,5	57,1	38,1	49,9
Ensemble	1973	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
	1978	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Nombre de ménages (en milliers)	1973	75	65	287	508	814	589	2.000	167	192	823	5.521
	1978	79	54	228	518	801	594	1.987	214	211	927	5.612

(*) Résultats affectés d'une erreur aléatoire particulièrement importante.

TABLEAU 2.05 - 6

Charge financière brute par statut d'occupation

Source : I.N.S.E.E. (enquêtes logement de 1973 et 1978).

Statut d'occupation	Ensemble des ménages				dont : emménagés récents			
	Charge financière brute (En F/an)		Charge financière brute /m² (En F/an/m²)		Charge financière brute (En F/an)		Charge financière brute /m² (En F/an/m²)	
	1973	1978	1973	1978	1973	1978	1973	1978
Accédants H.L.M.	4.495	8.106	51	86	6.537	12.757	72	132
Accédants crédit foncier ou P.I.C.	5.562	8.746	62	91	8.977	14.439	96	149
Accédants non aidés logement 2e main	6.082	10.446	70	107	8.159	15.569	93	153
Accédants non aidés logement 1re main	8.795	12.831	86	123	11.444	17.439	105	162
I. Propriétaires accédants	5.835	9.835	65	101	8.738	15.023	93	150
Locataires local loué vide H.L.M.	2.907	4.231	43	62	3.051	4.449	44	66
Locataires local loué vide loi de 1948	2.426	4.025	46	73	2.983	5.191	55	93
Locataires local loué vide, libre, avant 1949	2.820	4.875	49	78	3.592	5.950	62	99
Locataires local loué vide libre après 1948	5.089	7.909	76	114	5.526	8.636	83	129
II. Locataires local loué vide	3.286	5.319	53	82	3.990	6.291	63	97
III. Autres locataires	3.240	4.706	105	146	3.581	4.888	114	156

TABLEAU 2.05 - 7

Ménages bénéficiaires de l'allocation-logement par statut d'occupation

Source : I.N.S.E.E. (enquêtes logement de 1973 et 1978)

Statut d'occupation		Proportion de bénéficiaires de l'allocation-logement (en %)	Charge financière brute (en F/an)	Allocation moyenne des bénéficiaires (en F/an)	Taux d'effort net (en %)
Accédants H.L.M.	1973	33,1	5.674	1.818	12,2
	1978	26,9	9.188	2.548	12,2
Accédants crédit foncier ou P.I.C.	1973	19,5	5.395	1.837	11,2
	1978	15,3	8.873	2.504	12,2
Accédants non aidés logement 2e main	1973	9,3	5.029	1.717	10,8
	1978	11,3	7.755	2.405	10,4
Accédants non aidés logement 1re main	1973	11,0	6.623	1.762	14,9
	1978	9,4	9.029	2.301	12,3
I. Propriétaires accédants	1973	18,4	5.502	1.812	11,6
	1978	15,2	8.764	2.475	11,8
Locataires d'un local loué vide H.L.M.	1973	31,1	3.145	1.440	6,3
	1978	35,5	4.318	2.309	4,7
Locataires d'un local loué vide loi de 1948	1973	8,0	2.280	970	9,5
	1978	17,9	3.664	1.880	6,7
Locataires d'un local loué vide, libre avant 1949	1973	9,2	3.035	1.450	7,6
	1978	18,7	4.391	2.356	6,2
Locataires d'un local loué vide libre après 1948	1973	23,6	4.591	1.831	9,5
	1978	23,5	6.662	2.912	8,5
II. Locataires d'un local loué vide	1973	18,3	3.481	1.521	7,7
	1978	25,2	4.821	2.422	6,1
III. Autres locataires	1973	3,7	3.316	1.330	8,6
	1978	9,5	4.506	2.646	6,9

TABLEAU 2.05 - 8

Ménages bénéficiaires de l'allocation-logement par statut d'occupation pour les emménagés récents

Source : I.N.S.E.E. (enquêtes logement de 1973 et 1978)

Statut d'occupation		Proportion de bénéficiaires de l'allocation-logement (en %)	Charge financière brute (en F/an)	Allocation moyenne des bénéficiaires (en F/an)	Taux d'effort net (en %)
Accédants H.L.M.	1973	45,2	6.665	2.002	14,2
	1978	32,7	13.073	2.548	18,0
Accédants crédit foncier ou P.I.C.	1973	23,3	6.938	2.174	14,6
	1978	20,4	13.573	2.504	19,0
Accédants non aidés logement 2e main	1973	9,8	6.062	2.008	14,0
	1978	12,3	10.077	2.405	14,7
Accédants non aidés logement 1re main	1973	11,4	8.337	1.942	18,1
	1978	9,7	12.457	2.301	18,1
I. Propriétaires accédants	1973	20,9	6.844	2.145	14,6
	1978	17,6	12.584	2.475	17,7
Locataires d'un local loué vide H.L.M.	1973	35,2	3.239	1.502	6,6
	1978	39,6	4.534	2.308	5,1
Locataires d'un local loué vide loi de 1948	1973	9,8	4.029	1.457	12,1
	1978	22,1	5.885	1.887	9,0
Locataires d'un local loué vide, libre avant 1949	1973	11,0	3.630	1.669	8,8
	1978	19,8	5.245	2.356	7,2
Locataires d'un local loué vide libre après 1948	1973	22,4	4.835	1.937	10,0
	1978	24,1	6.998	2.912	9,2
II. Locataires d'un local loué vide	1973	21,6	3.836	1.668	8,2
	1978	27,7	5.434	2.422	6,9
III. Autres locataires	1973	3,4	3.603	1.513	8,5
	1978	10,4	4.681	2.645	6,8

TABLEAU 2.05 - 9

Ménages bénéficiaires de l'allocation-logement suivant l'âge du chef de ménage

Source : I.N.S.E.E. (enquêtes logement de 1973 et 1978).

Age du chef de ménage		Propriétaires accédants		Locataires d'un local loué vide		Autres locataires	
		1973	1978	1973	1978	1973	1978
Moins de 30 ans	% de bénéficiaires	17,4	18,5	18,0	27,2	3,2	9,7
	Taux d'effort net	16,0	19,3	8,3	6,6	8,1	5,1
De 30 à 39 ans	% de bénéficiaires	28,5	19,8	29,9	27,1	4,7	2,2
	Taux d'effort net	12,6	14,5	7,7	6,0	5,7	8,9
De 40 à 49 ans	% de bénéficiaires	20,8	19,3	22,1	24,4	4,0	4,6
	Taux d'effort net	10,6	8,9	6,7	5,4	10,8	8,9
De 50 à 64 ans	% de bénéficiaires	5,5	4,4	7,4	11,9	–	10,1
	Taux d'effort net	7,3	7,1	6,9	4,9	–	9,0
65 ans et plus	% de bénéficiaires	1,7	5,3	14,8	34,4	13,7	42,1
	Taux d'effort net	8,9	4,6	11,4	6,9	14,8	9,6
Ensemble	% de bénéficiaires	**18,4**	**15,2**	**18,3**	**25,3**	**3,7**	**9,5**
	Taux d'effort net	**11,6**	**11,8**	**7,7**	**6,1**	**8,6**	**6,9**

TABLEAU 2.05 - 10

Conditions de logement des ménages ordinaires des départements d'outre-mer

Source : I.N.S.E.E.

Département		Ensemble des logements résidences principales	Conditions de logement (1)					
			Logements ayant l'eau courante à l'intérieur	Logements ayant l'électricité	Logements ayant les w.c. à l'intérieur	Source d'énergie utilisée principalement		Logements occupés par leurs propriétaires
						Pétrole	Gaz butane	
Guadeloupe								
1967.	Nombre	70.505	13.082	28.084	15.669	34.402	17.094	46.458
	%	100	18,5	39,8	22,2	48,8	24,2	65,9
1974.	Nombre	76.752	24.405	42.108	26.684	18.085	45.754	49.589
	%	100	31,8	54,9	34,8	23,6	59,6	64,6
Guyane								
1967.	Nombre	12.015	4.342	7.706	3.317	3.107	4.715	5.225
	%	100	36,1	64,1	27,6	25,9	39,2	43,5
1974.	Nombre	15.647	7.386	11.237	7.446	632	11.223	5.933
	%	100	47,2	71,8	47,6	4,0	71,7	37,9
Martinique								
1967.	Nombre	71.093	24.084	22.603	17.886	34.094	21.259	43.494
	%	100	33,9	31,8	25,2	48,0	29,9	61,2
1974.	Nombre	76.135	30.545	34.501	28.083	22.984	39.056	49.381
	%	100	40,1	45,3	36,9	30,2	51,3	64,8
Réunion								
1967.	Nombre	81.874	23.313	23.969	14.477	17.409	12.022	51.449
	%	100	28,5	29,3	17,7	21,3	14,7	62,8
1974.	Nombre	103.962	33.719	48.570	33.534	23.718	37.050	59.955
	%	100	32,4	46,7	32,2	22,8	35,6	57,7

(1) Quand on ne savait pas si un logement était ou non doté de tel élément de confort, on a admis, pour établir ce tableau, qu'il n'en était pas doté.

TABLEAU 2.05 - 11

Résidences principales des départements d'outre-mer par catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage et indice de peuplement. Année 1974

Source : I.N.S.E.E.

Catégories socioprofessionnelles	Ensemble des résidences principales	Indice de peuplement					
		Non déterminé	Sous peuplement accentué	Sous peuplement modéré	Peuplement normal	Surpeuplement modéré	Surpeuplement accentué
GUADELOUPE							
Non déterminé	4.492	831	533	490	904	777	957
Agriculteurs exploitants	8.119	131	1.268	957	1.932	1.598	2.233
Salariés agricoles	4.047	87	437	413	883	986	1.241
Patrons industrie-commerce	8.338	204	2.000	1.336	1.845	1.354	1.599
Professions libérales et cadres supérieurs	2.120	51	846	614	357	171	81
Cadres moyens	3.402	83	880	848	841	474	276
Employés	5.003	117	939	1.110	1.170	864	803
Ouvriers	12.847	241	1.719	1.826	2.971	2.718	3.372
Personnels de service	3.879	95	390	553	923	808	1.110
Autres catégories	1.367	33	318	379	343	178	116
Personnes non actives	23.138	521	5.001	3.690	6.476	4.223	3.227
Total	**76.752**	**2.394**	**14.331**	**12.216**	**18.645**	**14.151**	**15.015**
GUYANE							
Non déterminé	2.196	707	69	143	300	485	492
Agriculteurs exploitants	1.266	100	60	121	342	273	370
Salariés agricoles	163	8	4	11	44	50	46
Patrons industrie-commerce	1.700	52	227	283	436	408	294
Professions libérales et cadres supérieurs	601	11	182	184	128	66	30
Cadres moyens	936	24	156	242	286	148	80
Employés	1.666	25	159	342	519	369	252
Ouvriers	3.363	81	198	442	912	963	767
Personnels de service	672	21	40	79	168	202	162
Autres catégories	588	12	100	181	155	106	34
Personnes non actives	2.496	78	266	391	806	620	335
Total	**15.647**	**1.119**	**1.461**	**2.419**	**4.096**	**3.690**	**2.862**
MARTINIQUE							
Non déterminé	5.681	3.232	244	352	599	547	707
Agriculteurs exploitants	3.617	44	582	616	948	592	835
Salariés agricoles	4.716	56	356	519	1.137	964	1.684
Patrons industrie-commerce	8.062	166	1.437	1.435	1.704	1.448	1.872
Professions libérales et cadres supérieurs	1.692	34	629	448	363	138	80
Cadres moyens	3.979	133	970	1.097	920	539	320
Employés	4.602	202	730	1.053	1.056	785	776
Ouvriers	13.222	311	1.174	1.907	2.959	2.801	4.070
Personnels de service	3.907	120	311	538	831	832	1.275
Autres catégories	1.186	27	207	317	334	187	114
Personnes non actives	25.471	754	4.313	5.052	7.218	4.426	3.708
Total	**76.135**	**5.079**	**10.953**	**13.334**	**18.069**	**13.259**	**15.441**
RÉUNION							
Non déterminé	9.755	3.847	536	623	1.289	1.356	2.104
Agriculteurs exploitants	8.454	32	1.357	1.354	1.920	1.490	2.301
Salariés agricoles	7.948	55	538	722	1.584	1.729	3.320
Patrons industrie-commerce	5.333	60	1.190	1.026	1.137	908	1.012
Professions libérales et cadres supérieurs	2.966	21	1.288	893	484	192	88
Cadres moyens	4.464	49	1.423	1.195	968	541	288
Employés	6.587	46	1.267	1.498	1.555	1.171	1.050
Ouvriers	22.622	185	2.124	3.109	4.944	4.923	7.337
Personnels de service	4.886	58	463	668	1.080	1.228	1.389
Autres catégories	1.648	12	438	471	413	202	112
Personnes non actives	29.299	404	4.918	4.432	7.229	6.253	6.063
Total	**103.962**	**4.769**	**15.542**	**15.991**	**22.603**	**19.993**	**25.064**

SOURCES DE DOCUMENTATION

1. Ouvrages :

— Les conditions de logement des ménages en 1970 : *Les Collections de l'I.N.S.E.E.*, volume M 28.

— Les conditions de logement des ménages en 1973 :

  — résultats nationaux : *Les Collections de l'I.N.S.E.E.*, volume M 42;

  — résultats régionaux : *Les Collections de l'I.N.S.E.E.*, volume M 50.

— Les conditions de logement des ménages en 1978 : *Les Collections de l'I.N.S.E.E.*, volume M 85.

— Principaux résultats du recensement de 1975 :
Les Collections de l'I.N.S.E.E., volume D 52, chap. IV : « Immeubles, Logements »;

— Fascicules départementaux (résultats du sondage au 1/5 du R.P. 75);

— Volume « Logements-Immeubles » (résultats du sondage au 1/20 du R.P. 75).

— Volume « Ménages, Familles » (résultats du sondage au 1/20 du R.P. 75).

— Projection du nombre de ménages 1975-2000 : *Les Collections de l'I.N.S.E.E.*, volume D 64.

— Les mutations annuelles du parc de logements 1975-1980 : *Archives et Documents*, n° 40.

2. Articles parus dans Économie et statistique (I.N.S.E.E.) :

— Mars 1973, n° 43 : Fin 1970 1/5e des logements loués relèvent de la loi de 1948 (P. Durif).

— Juillet-août 1973, n° 47 : Souhaite-t-on être propriétaire ou locataire de son logement? (L. Stavridis).

— Avril 1974, n° 55 : Conditions de logement au centre des agglomérations (M. E. Hans).

— Mai 1974, n° 56 : Vie et mort des logements entre 1967 et 1970 (N. Seligmann).

— Décembre 1974, n° 62 : Le logement dans la région parisienne (enquête logement 1973, P. Baudry).

— Février 1975, n° 64 : Le parc de logements et son évolution depuis dix ans (N. Seligmann).

— Mars 1975, n° 65 : Les loyers en novembre 1973 (P. Durif).

— Avril 1975, n° 66 : L'accession à la propriété dans les pays de la Loire (Lemaitre).

— Décembre 1975, n° 73 : Les locataires des H.L.M. en 1973 (P. Durif et O. Marchand).

— Janvier 1976, n° 74 : Les Français voient-ils objectivement leur logement? (P. Durif).

— Juillet-août 1976, n° 80 : Recensement de 1975 : détente du marché du logement? (P. A. Audirac).

— Décembre 1976, n° 84 : Logement : qualité d'abord (G. Lattès).

— Avril 1977, n° 88 : Les nouveaux propriétaires (O. Marchand).

— Juin 1977, n° 90 : Le patrimoine en logements des Français en 1973 (O. Marchand).

— Septembre 1977, n° 92 : Recensement de 1975 : 1968-1975 : renouvellement accéléré du parc de logements (P. A. Audirac).

— Décembre 1978, n° 106 : Le nombre de ménages d'ici à l'an 2000 (P. A. Audirac).

— Janvier 1979, n° 107 : Les logements vacants ne sont pas tous disponibles (F. Fabre et C. Nicol).

— Décembre 1980, n° 128 : Les locataires et leur logement (F. Fabre).

— Décembre 1980, n° 128 : Les habitations à loyer modéré avant la réforme de 1978 (J. M. Rempp).

— Mai 1981, n° 133 : Qui a déménagé entre 1973 et 1978, et pourquoi ? (F. Fabre et C. Taffin).

— Février 1982, n° 141 : Le patrimoine de logements en 1978 (C. Taffin).

Une vision neuve et approfondie des communes françaises

Où peut-on trouver une poissonnerie dans le canton de Chagny ?

Quelles sont les zones d'activité existantes et les équipements en Aquitaine ?

Comment l'eau est-elle gérée et utilisée régionalement en France ?

Combien y a-t-il de ports fluviaux en Champagne-Ardenne ?

Comment se répartissent les centres de formation d'apprentis dans la région de Dijon ?

Quel est le nombre moyen d'habitants par médecin en Bourgogne rurale ?

Quelles sont les communes de Bretagne où l'on peut passer ses vacances en gîte rural ou en camping à la ferme ?

L'Inventaire communal répond à ces questions et à bien d'autres. Il dresse la liste des commerces, services et équipements, décrit l'attraction mutuelle des communes et mesure leur isolement.

L'Inventaire communal est une source d'informations variées, facile d'accès, sur toutes les communes de France.

De nombreux produits sont mis à votre disposition : les fiches communales, le fascicule « Cartes », les fascicules « indicateurs chiffrés » départementaux et nationaux, les listes communales et les exploitations spécifiques à la demande.

insee

Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques

INFORMATION, CONSULTATION, VENTE : P 399

Dans les Observatoires économiques régionaux de l'INSEE.

Chapitre 2.06

Environnement

1. Le territoire
2. La faune et la flore
3. L'air
4. Les eaux continentales
5. La mer
6. Les déchets
7. Les dépenses en faveur de l'environnement

Dans ce chapitre, la notion d'environnement est restreinte à l'environnement naturel, c'est-à-dire à l'ensemble des milieux physiques et des écosystèmes qui constituent la biosphère. En particulier sont exclus les aspects de l'environnement ayant trait au cadre et aux conditions de vie des Français, d'autant que certains d'entre eux sont traités dans d'autres chapitres de cet annuaire. Par contre une large place est accordée aux interactions entre les activités humaines et l'environnement. Ce sont en effet les prélèvements de ressources et les émissions de résidus, induits par les activités de production et de consommation, qui déterminent l'évolution des différents éléments de l'environnement naturel : biotopes et biocénoses, sol, air, eaux continentales et marines. Dans la mesure où elle touche à la fois l'ensemble des activités humaines et les conditions de vie des français, l'appréciation de l'état de l'environnement apporte une dimension horizontale et qualitative à la compréhension de l'évolution économique et sociale du pays, même si l'appareil statistique sur lequel elle s'appuie reste encore dans certains domaines très rudimentaire. Les données de ce chapitre sont principalement extraites du « Rapport annuel sur l'état de l'environnement » publié par le Ministère de l'environnement.

1. *Le territoire*

11. UTILISATION DU TERRITOIRE

La connaissance de l'occupation du sol, autrefois axée exclusivement sur le territoire agricole, s'étend aujourd'hui aux utilisations non agricoles de l'espace.

Les données fournies proviennent de l'enquête « Utilisation du territoire », réalisée annuellement par le Service central des enquêtes et études statistiques (S.C.E.E.S.) du Ministère de l'agriculture, à partir d'un échantillon permanent de 300.000 points. Ces points sont affectés selon une double nomenclature physico-fonctionnelle : ainsi le tableau 1 ci-après fournit la répartition physique du territoire, en fonction notamment de la nature du couvert végétal; le tableau 2 fournit la répartition du territoire en fonction de l'activité dominante à laquelle il est affecté (seule la fonction principale est prise en compte; ainsi la forêt est classée en général en production sylvicole même si elle remplit par ailleurs des fonctions de protection du milieu et de récréation des citadins).

Cette répartition du territoire varie toutefois sensiblement selon les zones : l'urbanisation est particulièrement faible dans les zones de montagne; elle est particulièrement forte sur le littoral. Les données concernant l'urbanisation du linéaire côtier fournies au tableau 3 ont été élaborées par le Service d'études et d'aménagement touristique du littoral (Ministère du temps libre); elles ont été établies à partir de documents cartographiques, et ont une valeur indicative.

12. PROTECTION DE L'ESPACE

La protection de l'espace répond à des objectifs variés : gestion de l'occupation du sol, aménagement de l'espace, maîtrise de l'urbanisation, conservation des terrains agricoles et des milieux naturels. Les procédures mises en place afin de répondre à ces différents objectifs sont nombreuses et complémentaires. Leur vocation est soit générale (documents d'urbanisme), soit spécifique (réserves naturelles). Leur intérêt est soit national (parcs nationaux), soit local (zones naturelles des plans d'occupation des sols). Enfin le degré de protection est variable selon les procédures. Ainsi le tableau 4 distingue les protections fortes (zones totalement inconstructibles) des protections légères ou spécifiques.

Parmi les différents types d'instrument de protection de l'espace, on retiendra en particulier :

● Ce chapitre a été établi avec la collaboration du Ministère de l'environnement (Division des statistiques).

12.1. *Les documents d'urbanisme*

Sans reprendre ici l'ensemble des documents et procédures d'urbanisme, il convient de citer :

— le Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (S.D.A.U.) qui fixe les orientations fondamentales de l'aménagement pour des groupes de communes;

— le Plan d'occupation des sols (P.O.S.), document d'urbanisme opposable aux tiers, qui fixe les règles d'utilisation des sols pour l'ensemble d'un territoire communal.

Le territoire couvert par le P.O.S. est divisé en zones traduisant les affectations dominantes du sol prévues par le plan. On distingue les zones U (urbaines) et les zones N (naturelles). En particulier, pour assurer la conservation d'un espace non aménagé, on peut utiliser la classification suivante : (tableau 5)

— les zones NC, où, en raison de leur valeur agronomique ou économique du sol ou du sous-sol, les constructions sont interdites, à l'exception de celles liées et nécessaires à l'activité agricole ou à la richesse exploitée;

— les zones ND, où les constructions sont interdites en raison de la qualité du site et en vue de sa préservation contre d'éventuels risques de nuisances.

En l'absence de Plan d'occupation des sols, les communes ont la possibilité d'établir, en accord avec la Direction départementale de l'urbanisme et du logement, des cartes communales qui représentent l'application pour la commune du règlement national d'urbanisme. Contrairement aux Plans d'occupation des sols, les cartes communales ne sont pas opposables aux tiers.

La procédure de Z.E.P. (Zone d'environnement protégé) permet de contrôler l'affectation de l'espace en tenant compte de l'agriculture, des équilibres écologiques et des paysages. Elle n'est appliquée qu'en l'absence de P.O.S.

12.2. *Les périmètres sensibles*

Les périmètres sensibles (procédure créée par le décret nº 59-768 du 26 juin 1959) sont délimités dans les départements nécessitant une protection spéciale en raison de l'intérêt de leurs sites et paysages (littoral, montagne, secteurs fragiles) et permettent :

— la perception d'une taxe départementale d'espaces verts;

— l'acquisition d'espaces naturels en vue de leur ouverture au public (notamment grâce à la délimitation de zones de préemption à l'intérieur des périmètres sensibles);

— la délimitation de zones de protection également incluses dans les périmètres sensibles où l'utilisation du sol est réglementée. Elle concerne les territoires non couverts par un document d'urbanisme.

12.3. *Les parcs naturels régionaux (tableau 6)*

Créés par la loi du 22 juillet 1960, les parcs naturels régionaux ont pour objectif :

— de préserver et de mettre en valeur un patrimoine naturel et culturel;

— de favoriser une activité économique et sociale suffisante, notamment par des actions concertées d'aménagement et de développement;

— de développer l'accueil, les activités de détente et d'initiation à la nature.

Le parc est créé à l'initiative de la région qui élabore la Charte constitutive du parc et la soumet ensuite à l'agrément du Ministre chargé de l'environnement. La Charte doit définir : l'organisme de gestion et de réalisation, le plan du parc et ses limites, les dispositions juridiques à mettre en œuvre, le programme des équipements à réaliser, le plan de financement des équipements et de la gestion.

12.4. *Les sites (tableau 7)*

Certains sites, dont la conservation ou la préservation présente, d'un point de vue artistique, historique ou autre, un intérêt général, font l'objet d'une protection particulière organisée par la loi du 2 mai 1930 modifiée par la loi du 28 décembre 1967.

On distingue deux niveaux de protection :

— le classement est une procédure de protection stricte qui soumet toute intervention (construction, modification ou destruction) sur le site à l'autorisation préalable expresse du Ministre de l'urbanisme et du logement. Le classement est institué par arrêté ministériel (1), ou, en cas de litige avec les personnes concernées, par décret en Conseil d'État;

— l'inscription sur l'inventaire des sites est un mode de protection atténué des sites qui intervient à l'initiative de la Commission départementale des sites après avis du Conseil municipal. L'inscription comporte essentiellement obligation pour les propriétaires de faire la déclaration préalable de leurs travaux autres qu'agricoles auprès du Préfet, quatre mois à l'avance.

12.5. *Le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres*

Le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (C.E.L.R.L.) créé par la loi du 10 juillet 1975 est un établissement public chargé de mener une politique d'acquisitions foncières et de sauvegarder les espaces naturels dans les cantons du littoral et les communes bordant les grands lacs. Les terrains acquis par le Conservatoire sont voués à être maintenus dans leur état naturel.

12.6. *Les Parcs nationaux (tableau 8)*

Créés par la loi du 22 juillet 1960, les Parcs nationaux sont de grandes étendues rurales et naturelles (en particulier de montagne) qui méritent une protection rigou-

(1) Ministère de l'environnement pour les sites naturels.

reuse. Ils assurent pour la vie et l'agrément de générations actuelles et futures, la préservation de certains éléments majeurs du patrimoine naturel de la Nation. Les mesures de protection peuvent concerner trois types de zones :

— le parc proprement dit : dans lequel est interdite « toute action susceptible de nuire au développement naturel de la faune, de la flore et plus généralement d'altérer le caractère naturel du parc »;

— les réserves intégrales : protection encore renforcée dans une zone particulière dans un but scientifique;

— la zone périphérique où le développement des activités (en particulier le tourisme) est possible dans le cadre d'un programme d'ensemble à caractère social, économique et culturel.

12.7. *Les réserves naturelles* (tableau 9)

Instituées par les lois du 1er juillet 1957 et du 10 juillet 1976, les réserves naturelles ont pour but d'assurer la protection d'espaces naturels de haute valeur écologique, et en particulier la protection d'espèces animales ou végétales remarquables, souvent menacées de disparition. Les mesures de protection très strictes sont adaptées à chaque cas particulier : elles visent à permettre une gestion du milieu naturel en fonction d'un objectif de sauvegarde, mais sans pour autant éliminer les activités traditionnelles compatibles avec cette protection.

2. *La faune et la flore*

On ne dispose pas d'appareil statistique permanent pour recenser les populations de 120.000 espèces animales et plus de 4.200 espèces végétales présentes en France. La prise de conscience récente des menaces qui pèsent sur bon nombre d'espèces animales et végétales a toutefois conduit à entamer la réalisation d'inventaires de faune et de flore dont la plupart sont encore inachevés. Généralement, les inventaires sont dits qualitatifs, c'est-à-dire relatifs à l'existence d'espèces par sources géographiques; mais quelques-uns comportent également des quantifications approximatives. La centralisation des données est en cours au Secrétariat de la faune et de la flore (Muséum national d'histoire naturelle), où une banque de données informatisées a été créée. D'ores et déjà sont disponibles des résultats pour un grand nombre d'espèces. Des éléments plus synthétiques ont déjà été élaborés en ce qui concerne les vertébrés supérieurs (tableau 10) et les espèces végétales (tableau 11).

La conservation de la faune et de la flore passe également par la protection des espèces menacées et des milieux naturels.

En ce qui concerne la protection des espèces, la plus grande partie des espèces animales sauvages rares ou menacées est aujourd'hui intégralement protégée par un certain nombre d'arrêtés publiés entre 1978 et 1981. La réglementation de la chasse, de la pêche, de la cueillette et de la commercialisation concourent également à cet objectif.

En matière de protection des biotopes, outre les parcs nationaux et les réserves naturelles, il convient de citer les réserves de chasse (tableau 12), les réserves de pêche (tableau 13) ainsi que les réserves maritimes, approuvées ou libres.

3. *L'air*

La pollution atmosphérique est un phénomène complexe qui peut se manifester par de fortes variations dans l'espace et dans le temps. En ce qui concerne les résultats de mesures, les différences de situations existant entre les diverses agglomérations sont difficiles à apprécier parfaitement en raison d'une certaine hétérogénéité inévitable des réseaux de mesures. La présentation de moyennes annuelles par ville, qui ne rend compte ni de ces disparités, ni des variations saisonnières ou géographiques, a toutefois l'intérêt de permettre des comparaisons entre des années successives, et donc de déterminer les tendances d'évolution pour chaque ville.

Les tableaux fournis ci-après concernent les deux pollutions les plus importantes : l'acidité forte, indicateur de la pollution par le SO^2, produit par les foyers domestiques ou industriels et les fumées noires, imputables également aux combustions. Il convient toutefois de se rappeler qu'il existe d'autres formes de pollution dont il n'est pas rendu compte ici, notamment le monoxyde de carbone, produit par les moteurs à explosion, les poussières spécifiques et les polluants gazeux divers, produits par les procédés industriels.

Les moyennes annuelles de pollution atmosphérique sont établies à partir des relevés journaliers des appareils de mesures de la pollution atmosphérique qui sont centralisés dans une banque de données gérée par la sous-direction des problèmes de l'atmosphère du Ministère de l'environnement. A la suite des résultats de mesure sont présentées des données concernant les émissions de polluants (tableau 15). Il convient de souligner que ces résultats ne proviennent pas de mesures mais d'estimations par excès en fonction des valeurs de consommation énergétique, et des teneurs en soufre des combustibles utilisés, réalisées annuellement par le C.I.T.E.P.A. (Centre interprofessionnel technique d'étude de la pollution atmosphérique).

Le programme de surveillance établi en 1973 par le ministère chargé de l'environnement et réactualisé en 1976 comprend quatre types de dispositifs essentiels, à savoir :

— les réseaux d'alerte, qui permettent de réduire les pointes de forte pollution dans les zones concernées;

— les zones de protection spéciales qui permettent d'agir sur la pollution de fond dans les zones concernées, en rendant localement plus sévère la teneur en soufre admise dans les combustibles;

— les dispositions « installations classées » prises sous forme d'arrêtés préfectoraux;

— les hautes cheminées pour la dispersion des polluants, conformément à l'arrêté ministériel du 20 juin 1975.

Ces actions sont suivies en permanence au moyen de reseaux de surveillance et de mesure au nombre de 120 environ, qui couvrent les principales zones urbanisées du territoire, d'un réseau national de référence progressivement mis en place depuis 1977, d'une banque de données sur la pollution atmosphérique qui fonctionne depuis 1975. Le tableau 16 indique le nombre de villes de plus de 100.000 habitants équipées d'un réseau de surveillance ou d'alerte.

4. *Les eaux continentales*

41. LA QUALITÉ DES EAUX SUPERFICIELLES

La connaissance de l'état de la qualité des eaux en France résulte de nombreux travaux effectués localement par les Services de l'État et les Agences financières de bassin. En outre, en application de la loi nº 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, des campagnes ont lieu tous les 5 ans sur l'ensemble du pays pour caractériser les niveaux de qualité des eaux des rivières et des canaux. Ces campagnes se sont déroulées en 1971 et 1976. Une nouvelle campagne a eu lieu en 1981. Entre ces périodes quinquennales, la qualité des eaux est suivie d'une manière quasi-permanente sur une centaine de points, qui ne sont pas représentatifs de la qualité de l'ensemble des eaux de rivières et des canaux de France, mais qui constituent un réseau de surveillance de lieux caractéristiques d'une dégradation de la qualité.

Ce sont les résultats de ces points de mesure qui sont présentés (tableau 17). Ils ont fait l'objet d'un traitement statistique, par application de la circulaire du 29 juillet 1971 relative à la préparation des décrets d'objectifs de qualité des cours d'eau qui distingue 5 classes de qualité selon les usages que doivent satisfaire les rivières.

Classe 1 A.

Elle caractérise les eaux exemptes de pollution.

Classe 1 B.

D'une qualité légèrement moindre, ces eaux peuvent néanmoins satisfaire tous les usages.

Classe 2.

La qualité est passable : suffisante pour l'irrigation, les usages industriels, la production d'eau potable après un traitement poussé. L'abreuvage des animaux est généralement toléré. Le poisson y vit normalement mais sa reproduction peut être aléatoire. Les loisirs liés à l'eau y sont possibles lorsqu'ils ne nécessitent que des contacts exceptionnels avec elle.

Classe 3.

La qualité est médiocre : juste apte à l'irrigation, au refroidissement et à la navigation. La vie piscicole peut subsister dans ces eaux, mais cela est aléatoire en période de faibles débits ou de fortes températures.

Hors classe.

Eaux dépassant la valeur maximale tolérée en classe 3 pour un ou plusieurs paramètres. Elles sont considérées comme inaptes à la plupart des usages et peuvent constituer une menace pour la santé publique et l'environnement.

En conséquence, pour chacune des classes, des valeurs maximales sont fixées à chacun des paramètres. On admet qu'on attribue à une eau la classe qui est donnée par le (ou les) paramètre(s) le (les) plus défavorable(s). Cette classe est celle qui, d'après les valeurs, est atteinte par au moins 10 % des plus mauvaises mesures de ce paramètre.

Le tableau 17 qui distingue d'une part, la qualité des eaux du point de vue des matières oxydables et d'autre part, la qualité des eaux du point de vue de la minéralisation et des toxiques, donne l'évolution du nombre de points de mesure dans chacune des classes de qualité indiquées ci-dessus.

42. LES PRÉLÈVEMENTS D'EAU

Le tableau 18 donne une estimation des prélèvements et des consommations nettes d'eau par les différents secteurs économiques.

Les grands barrages français (tableau 19), d'abord réalisés à des fins purement hydroélectriques, sont conçus aujourd'hui dans le cadre plus général de l'aménagement des ressources en eau.

43. LA LUTTE CONTRE LA POLLUTION

La politique de gestion et d'amélioration de la qualité des eaux se développe à partir de trois principaux modes d'intervention.

43.1. *Surveillance des milieux*

L'Administration assure la gestion et l'exploitation de nombreux réseaux de mesure tant pour la quantité que la qualité des eaux.

43.2. *Contrôle des activités*

L'action réglementaire s'exerce par le biais de la police des eaux et des installations classées. La police des eaux permet de définir les autorisations de prises ou rejets d'eau compte tenu des débits nécessaires et des objectifs de qualité fixés par les pouvoirs publics.

Le contrôle des installations classées vise les installations dont l'exploitation peut présenter des dangers ou des inconvénients pour l'homme, la nature, les sites et monuments. Cette mesure a pour objectif d'imposer la mise en œuvre des techniques disponibles de prévention ou de réduction des pollutions en fonction de l'installation considérée.

43.3. *L'incitation économique*

Elle s'exerce par le biais des aides de l'État (subventions aux collectivités locales, contrats de branche) et l'activité des six agences financières de bassin, organismes origi-

naux de coordination et concertation des usagers de l'eau et des pouvoirs publics. Le cadre territorial est celui des six grands bassins hydrographiques : Adour-Garonne, Artois-Picardie, Loire-Bretagne, Rhin-Meuse, Rhône-Méditerranée-Corse, Seine-Normandie.

Les programmes pluriannuels d'intervention des agences, qui doivent être approuvés par le Ministère de l'environnement, sont financés par les redevances qu'elles perçoivent.

Les montants de ces redevances sont calculés en fonction des quantités de pollution déversées par les industries et les collectivités locales; à cette fin elles procèdent soit à des mesures de pollutions produites, déversées et retirées, soit à des estimations de celles-ci.

Trois paramètres sont retenus pour apprécier les émissions de pollution dans l'eau :

1. Poids de matières en suspension (M.E.S.) en kilogramme;

2. Poids d'oxygène nécessaire à la décomposition des matières oxydables (MO) contenues dans l'eau. Les quantités sont calculées en tenant compte de la demande chimique en oxygène (DCO) et de la demande biochimique en oxygène pendant cinq jours (DBO^5) en appliquant la formule suivante :

$$\text{pollution (kg)} = \frac{DCO + 2\ DBO_5}{3}$$

Pour la pollution domestique (pollution des collectivités locales), les quantités de pollution (MES et MO) sont souvent données en équivalents habitants :

Un équivalent habitant correspond à 90 g/jour de matières en suspension et 57 g/jour de matières oxydables, soit en tout 147 g de ces matières.

3. Quantités de substances inhibitrices ou toxiques, mesurées par des tests de toxicité sur la daphnie ou puce d'eau. La toxicité est exprimée en kilo équitox/jour de matières inhibitrices. Une eau contient un équitox par mètre cube si, dans les conditions de l'essai, elle immobilise 50 % d'une population de daphnies.

Le tableau 20 indique la pollution nette rejetée et la pollution retirée par les industries pour chacun de ces paramètres. Les données sont établies chaque année par le Service de l'environnement industriel (Ministère de l'environnement, Direction de la prévention des pollutions), à partir des assiettes de redevances des Agences financières de bassin.

Le tableau 21 indique le poids relatif des émissions nettes des différentes branches d'activités par rapport à la pollution industrielle des eaux.

La pollution domestique, qui fait également l'objet d'une redevance, est traitée et éliminée par les collectivités locales au moyen de stations d'épuration.

Le tableau 22 rend compte de l'évolution des capacités de traitement à la disposition des collectivités locales, et de la pollution éliminée par les installations de traitement.

5. *La mer*

La surveillance de la qualité du milieu marin se heurte à plusieurs difficultés inhérentes à la nature du domaine étudié :

— difficulté de réaliser des mesures dans un milieu aux caractéristiques biochimiques complexes;

— difficulté d'apprécier les flux de pollution en provenance de la terre (pollution tellurique);

— difficulté enfin de gérer un patrimoine commun à l'ensemble des nations.

51. LA QUALITÉ DES EAUX MARINES

La mesure de la qualité des eaux s'effectue à partir de deux types d'opérations continues de surveillance :

— une surveillance générale des différents composants du milieu (eau, sédiments, matière vivante) dans le cadre du Réseau national d'observation de la qualité du milieu marin (R.N.O.);

— une surveillance particulière de la qualité des eaux de baignade sur l'ensemble des plages françaises.

51.1. *Le Réseau national d'observation (tableau 23)*

Mis en place en 1974 par le Ministère de l'environnement, avec l'appui scientifique et technique du C.N.E.X.O., le Réseau national d'observation s'articule en 1979 autour de 18 zones de surveillance comportant chacune plusieurs stations hydrographiques sur lesquelles sont effectués des prélèvements selon des fréquences variables en fonction des paramètres étudiés. Ils donnent lieu à la réalisation, par des laboratoires spécialisés et sous la direction scientifique du C.N.E.X.O., d'analyses sur l'eau, la matière vivante et les sédiments.

L'hétérogénéité du milieu marin et la diversité des usages actuels ou potentiels conduisent à faire porter les efforts sur trois types de zones :

— les zones manifestement soumises à des apports importants d'agents exogènes (grands estuaires, zones industrialo-portuaires);

— les zones représentant un intérêt biologique ou hydrographique particulier (zones conchylicoles, baies, rades);

— des zones *a priori* indemnes de toute pollution, servant de zones témoins.

Parmi les nombreux paramètres mesurés (50 environ), le tableau 23 indique les moyennes (sur la période 1975-1979) des résultats de mesure pour les hydrocarbures totaux, les diphényls polychlorés (PCB), le mercure et le cadmium, ainsi que les concentrations admissibles correspondantes.

51.2. *La salubrité des plages (tableau 24)*

La surveillance de la qualité des eaux de baignade s'effectue à partir du réseau de surveillance de la qualité bactériologique des plages du littoral français mis en

place en 1972 par le Ministère de la santé en liaison avec le Ministère de l'environnement.

Conformément à une directive du 8 décembre 1975 du Conseil des communautés européennes, le principe du contrôle sanitaire repose principalement sur la réalisation d'analyses d'eau comprenant la recherche de germes-tests.

Les résultats de mesure sont présentés au tableau 24 selon quatre classes de qualité, correspondant aux normes européennes en la matière.

52. LES SOURCES DE POLLUTION

La pollution du milieu marin provient de sources multiples :

— les déversements volontaires ou accidentels de navires (en particulier hydrocarbures);

— les pollutions transportées par les fleuves, très importantes, mais difficilement quantifiables;

— les pollutions en provenance du littoral : pollution domestique des communes littorales et pollution industrielle en provenance des complexes industrialo-portuaires.

52.1. *La pollution des communes littorales* (tableaux 25, 26)

Les chiffres indiqués proviennent de la Direction de la prévention des pollutions (Ministère de l'environnement)

La pollution brute est calculée à partir de la population des communes littorales : en hiver, population sédentaire; en été, population de pointe en période estivale.

La pollution nette est la pollution qui n'est pas éliminée par les stations d'épuration. Elle est obtenue par la formule suivante :

Pollution nette = pollution brute — 80 % de la pollution traitée en station (on estime que le rendement des installations de traitement est de 80 %).

Le tableau 26 donne l'évolution des capacités de traitement des stations d'épuration et du nombre d'habitants raccordés.

52.2. *La pollution industrielle* (tableau 27)

Les chiffres proviennent du dépouillement des redevances de pollution pour les entreprises des communes littorales (voir définitions dans le paragraphe consacré à la pollution de l'eau). Ils correspondent à la pollution nette, c'est-à-dire à la pollution effectivement rejetée dans le milieu (environ 70 % des rejets) et les rejets dans les réseaux d'assainissements collectifs.

6. *Les déchets*

61. LES DÉCHETS DES MÉNAGES (tableaux 28 et 29)

14 millions de tonnes d'ordures ménagères doivent être éliminées en France chaque année (soit en moyenne 270 kg/habitant/an).

Elles sont constituées par 50 % d'emballages environ (cartons, bouteilles, boîtes de conserves...) (tableau 28). A ce tonnage viennent s'ajouter environ 1.500.000 tonnes de déchets encombrants.

En matière de traitement des déchets des ménages, plusieurs procédés sont habituellement utilisés (tableau 29) :

— la décharge contrôlée dans laquelle les ordures sont mises en couches successives sur un terrain dont les caractéristiques évitent tout risque de pollution. Les déchets peuvent être compactés ou non, et éventuellement broyés au préalable;

— le compostage a pour but de transformer une partie des ordures en compost utilisable pour l'amendement des sols agricoles;

— l'incinération sans récupération d'énergie consiste à brûler les ordures dans des fours spéciaux adaptés à leurs caractéristiques;

— l'incinération avec récupération d'énergie permet, pour les usines de grande capacité et lorsqu'il existe des débouchés suffisants, de récupérer de la chaleur qui peut être vendue à une compagnie de chauffage urbain ou à des industries proches. Dans certains cas, on produit simultanément de l'électricité;

— le traitement mixte combine le procédé de compostage et celui de l'incinération des produits non compostables.

62. LES DÉCHETS INDUSTRIELS (tableaux 30 et 31)

Les déchets industriels peuvent être schématiquement classés en deux groupes :

— les déchets industriels « banals » assimilables aux ordures ménagères;

— les déchets industriels « spéciaux » qui peuvent être à l'origine d'atteintes particulières à l'environnement en cas de mauvaise élimination. Au sein de cette catégorie, il convient de distinguer :

- les déchets ne nécessitant pas un traitement spécifique et dont la mise en décharge, moyennant certaines conditions, constitue pour certains d'entre eux une solution acceptable;
- les déchets toxiques et dangereux dont l'élimination doit être assurée grâce à la mise en œuvre de moyens adaptés.

Les données indiquées au tableau 30 constituent la synthèse des résultats de l'inventaire des déchets industriels réalisés par le Ministère de l'environnement entre 1974 et 1978.

Les principales filières d'élimination des déchets industriels spéciaux toxiques sont actuellement : l'incinération, les traitements physico-chimiques et la mise en décharge contrôlée. Les installations collectives de traitement ont été créées pour les établissements industriels ne disposant pas de capacité interne de traitement. On distingue (tableau 31) :

— les centres collectifs polyvalents pour l'incinération ou les traitements physico-chimiques;

— les centres collectifs spécialisés adaptés au traitement et à la revalorisation de déchets industriels spécifiques (huiles, fluides d'usinage, solvants, acides, bains métalliques, etc.).

63. LA RÉCUPÉRATION DES DÉCHETS *(tableau 32)*

Dans le contexte général de lutte contre le gaspillage des matières premières et de protection de l'environnement contre les pollutions, un des objectifs des pouvoirs publics est de développer l'utilisation de technologies propres, et la récupération.

Les déchets solides constituent en fait un important gisement de matériaux, ils doivent donc être considérés comme une ressource qui peut trouver plusieurs types d'utilisation :

— le recyclage proprement dit, par réincorporation dans le processus de fabrication permettant de générer le même produit;

— la réutilisation, par réincorporation dans un autre processus de fabrication afin d'obtenir un nouveau produit;

— le réemploi, qui consiste à prolonger la période d'utilisation du produit destiné à l'abandon par son détenteur.

Bien qu'encore trop peu développée, la récupération est organisée pour certains produits et matériaux contenus dans les déchets en vue du recyclage ou de la réutilisation par l'industrie (tableau 32).

7. *Les dépenses en faveur de l'environnement*

Le tableau 33, tiré du Rapport sur l'état de l'environnement (édition 1982) a été réalisé par la Mission des études, des statistiques et du plan du Ministère de l'environnement. Il constitue un essai d'établissement d'un bilan des dépenses environnement réalisées par l'ensemble des agents en France, en 1978, complétant par des estimations les postes n'ayant pas encore, à ce jour, fait l'objet d'un chiffrement précis. Ce bilan doit, par conséquent, être utilisé avec la plus grande précaution.

Les dépenses sont ventilées en dépenses d'investissement et de fonctionnement; certaines dépenses de renouvellement de matériels ont été comptabilisées en investissements.

Les programmes « environnement ».

Les dépenses en faveur de l'environnement sont présentées en distinguant les postes suivants correspondant aux programmes de l'environnement :

— gestion des milieux naturels : alimentation en eau potable, drainage, irrigation, défense contre les crues et la mer, restauration des terrains en montagne...;
— protection du patrimoine écologique : parcs nationaux, protection de la faune et de la flore, réserves naturelles...;
— amélioration du cadre de vie : parcs régionaux, espaces verts, aménagement de forêts...;
— lutte contre les pollutions et nuisances provenant du système de production-consommation : eau, air, déchets...

TABLEAU 2.06 - **1**

Répartition du territoire métropolitain

Source : Ministère de l'agriculture — S.C.E.E.S. (Statistique annuelle et enquête utilisation du territoire). Ministère de l'environnement; État de l'environnement 1982

Catégories	1948		1980	
	Millier d'hectares	%	Millier d'hectares	%
Terres labourables	18.368	33,3	17.219	31,3
Superficies toujours en herbe	12.302	22,3	12.884	23,5
Autres superficies agricoles utilisées (1)	2.712	4,9	1.740	3,2
Peupleraies et bois et forêts(2)	11.100	20,1	14.582	26,6
Territoire agricole non cultivé	6.036	11,0	2.864	5,2
Territoire non agricole	4.586	8,4	5.630	10,2
Total	**55.104**	**100**	**54.919**	**100**

(1) Vignes, vergers, etc. — (2) Progression en partie apparente.

TABLEAU 2.06 - 2

Répartition du territoire selon l'utilisation fonctionnelle principale (1)

Source : Ministère de l'agriculture — S.C.E.E.S. — (Enquête utilisation du territoire)
Ministère de l'environnement — État de l'environnement 1982 *Unité :* millier d'hectares

Utilisation fonctionnelle principale	1980	
	Superficie	%
Mines et carrières	64	0,1
Agriculture	32.929	60,0
Sylviculture	14.820	27,0
Pêche	124	0,2
Industrie	139	0,3
Énergie	72	0,1
Réseaux de transport et de stationnement	1.185	2,2
Commerce, artisanat, bureaux, administration	75	0,1
Armée	201	0,4
Enseignement, recherche, culture, culte, équipements sociaux et sanitaires	82	0,1
Sport et loisirs de plein air	258	0,5
Habitat individuel	1.222	2,2
Habitat collectif	107	0,2
Dépôts décharges	31	0,1
Protection du milieu	130	0,2
Absence d'usage	3.480	6,3
Total	**54.919**	**100**

(1) Résultats provisoires.

TABLEAU 2.06 - 3

Linéaire des côtes de France. — Part de l'espace littoral libre de toute urbanisation en 1977

Source : Ministère du temps libre : Service d'étude et d'aménagement touristique du littoral
Ministère de l'environnement : État de l'environnement 1980 *Unité :* kilomètre

	Façades maritimes		Estuaires	Total linéaire côtier	% de la longueur de côte libre de toute urbanisation (1)
	Continent	Iles			
Côte d'Opale	220	–	12	232	32
Haute-Normandie	126	–	41	167	54
Basse-Normandie	367	3	101	471	29
Bretagne	1.105	225	442	1.772	7
Centre - Ouest Atlantique	431	244	57	732	22
Aquitaine	343	–	113	456	52
Languedoc - Roussillon	214	–	–	214	18
Provence - Côte d'Azur	592	95	–	687	12
Corse	787	15	–	802	44
France	**4.185**	**582**	**766**	**5.533**	**23**

(1) Espaces naturels continus sur des sections de 2 km au moins et sur des profondeurs de 500 m au moins.

TABLEAU 2.06 - 4

Estimation de la superficie des espaces protégés en 1981 (France métropolitaine)

Source : Ministère de l'environnement. État de l'environnement 1982 (Mission des études, des statistiques et du Plan), et Ministère de l'urbanisme et du logement.

	Superficie en km²	% du total des espaces non aménagés
Espaces naturels et boisés(1)	197.266	38,1
Surfaces agricoles (1)	320.345	61,9
Total des espaces non aménagés (1)	*517.611*	*100,0*
dont : espaces protégés :		
Réserves naturelles	543	0,1
Forêts publiques	17.368	3,4
Acquisitions du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (C.E.L.R.L.)	172	ε
Parcs nationaux (zones centrale)	3.409	0,7
Zones N.D. des P.O.S. (2)	33.682	6,5
Sites classés (3)	2.030	0,4
Acquisitions dans les périmètres sensibles	53	ε
Total brut des protections fortes	*57.257*	*11,1*
Zone N.C. des P.O.S. (2)	51.291	9,9
Forêts communales, sectionnales, affectées et soumises à l'article L. 224.6	25.173	4,9
Total brut des zones agricoles ou forestières protégées	*76.464*	*14,8*
Sites inscrits (3) [données 1980]	10.816	2,1
Périmètres de protection des monuments historiques (4)	4.928	0,9
Total brut des autres protections	*15.738*	*3,0*
Total brut toutes protections	*149.459*	*28,9*
Recouvrement entre protections (5)	e 11.170	e 2,2
Total net des surfaces protégées	**e 138.289**	**e 26,7**

(1) *Source :* enquête UTISOL 1978. — (2) P.O.S. : plans d'occupation des sols rendus publics ou approuvés; N.D. : zones naturelles protégées; N.C. : zones naturelles agricoles. — (3) Les surfaces données pour les sites inscrits et classés sont sous-estimées, en effet, une partie seulement de ces sites a pu être planimétrée, faute de documents cartographiques (sites très anciens). — (4) Les surfaces des périmètres de protection des monuments historiques comptabilisés dans ce tableau ne concernent que les zones non urbanisées, déduction faite des doubles comptes avec les autres mesures de protection, les P.O.S. notamment. ce qui explique une légère diminution par rapport à une précédente estimation faite en 1978. — (5) On a estimé que le taux de recouvrement n'avait pas varié entre 1980 et 1981. En réalité, il a sans doute augmenté.

TABLEAU 2.06 - 5

Superficies des zones naturelles protégées (N.D.) et des zones naturelles agricoles (N.C.) (France métropolitaine et D.O.M.)

Situation au 1er octobre

Source : Ministère de l'urbanisme et du logement (Direction de l'urbanisme et des paysages). État de l'environnement 1982

Unité : km²

	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Zones naturelles protégées (N.D.)	7.706	12.755	18.575	23.710	29.130	34.382
Zones naturelles agricoles (N.C.)	10.747	18.256	26.769	33.840	42.870	52.165

TABLEAU 2.06 - 6

Parcs naturels régionaux. Situation au 31 décembre

Source : Ministère de l'environnement (Direction de la protection de la nature); État de l'environnement 1982

Unité : superficie en km²

	1970	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Nombre de parcs	8	14	17	20	20	21	21	21
Nombre de communes concernées	241	762	926	1.089	1.138	1.253	r 1.259	1.259
Superficie	7.710	14.390	16.690	21.260	r 22.384	r 24.384	r 24.384	24.384

TABLEAU 2.06 - 7

Nombre cumulé de sites inscrits et classés

Source : Ministère de l'urbanisme et du logement; Direction de l'urbanisme et des paysages; État de l'environnement 1982

	1976	1977	1978	1979	1980	p 1981
Nombre de sites inscrits	4.413	4.508	4.546	4.616	4.675	4.733
Nombre de sites classés	2.168	2.195	2.221	2.233	2.260	2.280

(1) Nombre cumulé depuis 1930.

TABLEAU 2.06 - 8

Parcs nationaux (situation au 1er janvier)

Source : Ministère de l'environnement (Direction de la protection de la nature); État de l'environnement 1982

Unité : superficies en km²

	1968	1971	1974	1980	1981	1982
Nombre de parcs	3	4	5	6	6	3
Zone centrale :						
Superficie (1)	992,4	1.836,5	2.754,5	3.439,5	3.439,5	3.439,5
Nombre d'habitants	30	510	510	510	510	510
Zone périphérique :						
Superficie	3.499,9	5.779,9	7.565,9	9.027,9	9.027,9	9.027,9
Nombre d'habitants	47.700	88.700	115.100	131.600	131.600	131.600
Ensemble :						
Superficie	4.492,3	7.616,4	10.320,4	12.467,4	12.467,4	12.467,4
Nombre d'habitants	47.730	89.210	115.610	132.110	132.110	132.110

(1) Plus 1,8 km² de zone maritime.

TABLEAU 2.06 - 9

Réserves naturelles officiellement créées (situation en fin d'année)

Source : Ministère de l'environnement (Direction de la protection de la nature); état de l'environnement 1982

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Nombre de réserves	4	5	8	21	27	31	36	36	40	50	58
Superficies (en km²) [1]	48,3	48,3	74,2	122,6	273,2	308,7	401,4	401,4	459,9	532,0	543,2

(1) Non compris à partir de 1972, la réserve de Banc d'Arguin dont la superficie varie de 1,5 à 5 km², et y compris à partir de 1976 la réserve de la presqu'île de la Caravelle (Martinique) de 5,2 km².

TABLEAU 2.06 - 10

Nombre d'espèces de vertébrés de France métropolitaine (y compris Corse) disparues, en voie de disparition, menacées ou en régression (Inventaire préliminaire 1981).

Source : Muséum national d'histoire naturelle (secrétariat de la faune et de la flore).
Ministère de l'environnement (État de l'environnement 1982)

Unité : espèce.

	Classe de vertébrés					
	Poissons	Amphibiens	Reptiles	Oiseaux (nicheurs)	Mammifères	Total
Nombre d'espèces prises en compte (1)	73	34	49	266	101	523
Espèces disparues de France	–	–	1	15	10	26
Espèces amenées par leur régression à un niveau critique d'effectifs	6	1	2	42	8	59
Espèces affectées d'une régression forte et continue et qui ont déjà disparu de nombreuses régions	7	5	2	37	2	53
Espèces dont la population n'a pas sensiblement diminué, mais dont les effectifs sont faibles	–	9	12	45	19	85
Autres espèces en régression nette	7	3	2	16	30	58
Total des espèces disparues, en voie de disparition, menacées ou en régression	**20**	**18**	**19**	**155**	**69**	**281**
En pourcentage du nombre d'espèces	*27*	*53*	*39*	*58*	*68*	*54*

(1) Espèces terrestres et d'eau douce de la France métropolitaine (y compris Corse) et espèces marines lorsqu'une part du cycle de leur vie se passe à terre. Dans le cas particulier des poissons, amphibiens (urodèles) et reptiles, il est tenu compte des sous-espèces et d'un hybride naturel.

TABLEAU 2.06 - 11

Nombre d'espèces végétales de France métropolitaine (y compris Corse) considérées comme disparues, en voie de disparition ou en régression en 1974

Source : Ministère de l'environnement (Direction de la protection de la nature); État de l'environnement 1982

Niveau de régression	Nombre total d'espèces	*dont :* endémiques (1)	Répartition par type d'habitat (2)						
			R	A	S	F	O	L	H
Espèces considérées comme disparues (depuis 1900 environ)	40	(9)	13	10	21	1	2	2	2
Espèces menacées :									
Extrêmement raréfiées (peut-être éteintes)	61	(15)	10	11	20	1	8	8	16
En très forte régression	81	(9)	9	22	10	3	3	10	27
En régression	261	(43)	19	51	67	15	10	25	77
Total	**403**	**(67)**	**38**	**84**	**97**	**19**	**21**	**43**	**120**

(1) Espèces spéciales à la France. — (2) Une espèce peut être présente dans plusieurs types.

R = Plante rupestre (falaises, rocher,...); A = Plante arvicole (champs, moissons,...); S = Plante des groupements naturels à dominance d'herbacées (haies, prés, landes,...); F = Plante des milieux forestiers ; O = Plante Orophile (des montagnes élevées); L = Plante vivant sur le ou près du littoral; H = Plante des zones humides (étangs, rivières, marais,...).

TABLEAU 2.06 - 12

Réserves de chasse (1)

Source : Ministère de l'environnement (Direction de la protection de la nature, état de l'environnement 1982)

Texte réglementaire de base	Type de réserve	1976		1er janvier 1982	
		Nombre de réserves	Surface (en hectares)	Nombre de réserves	Surface (en hectares)
Arrêté du 2 octobre 1951	Réserve de chasse approuvée (terrains privés)	1.312	261.152	1.276	257.657
Arrêté du 2 octobre 1951	Réserve de chasse approuvée (forêt domaniale)	1.435	141.876	200	146.700
Arrêté du 20 juin 1968	Réserve nationale de chasse	9	43.000	8	24.128
Loi du 10 juillet 1964 et décret du 6 octobre 1966	Réserve des associations communales de chasse approuvée (2)	8.411	1.234.948	■ 2.685	1.380.342
Décret du 18 octobre 1968 et arrêté du 2 octobre 1951	Réserve de chasse fluviale (3)	261	•	313	11.445
Loi du 24 octobre 1968	Réserve de chasse maritime (4)	90	(5)	91	(5)
	Total	**11.518**	**1.680.976**	**4.573**	**1.820.272**

(1) Non compris les réserves naturelles où la chasse est interdite. — (2) En 1976 : nombre de réserves; en 1982 : nombre d'associations (il y a au minimum, une réserve par association). — (3) Surface en eau; longueur de cours d'eau : 2.420 km en 1982. — (4) Nombre de réserves : dont 71 îles ou archipels. — (5) Longueur de côte des réserves continentales : 1976, 351 km; 1982, 877 km.

TABLEAU 2.06 - 13

Chasse et pêche fluviale

Sources : Office national de la chasse; Conseil supérieur de la pêche

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
CHASSE											
Permis délivrés (en milliers)	1.943,0	1.999,2	2.065,4	2.318,7	2.418,1	2.225,0	2.222,3	2.165,7	2.125,9	2.064,0	2.016,5
Réserves particulières approuvées (surface en milliers d'ha)	311,4	298,3	298,3	298,3	298,3	(1) 247,2	249,6	261,8	261,2	261,2	261,2
PÊCHE FLUVIALE											
1. *Pêcheurs professionnels* (pêcheurs aux filets et aux engins) :											
Permis délivrés	19.313	19.347	19.712	19.450	19.806	20.285	19.988	15.686	15.252	15.199	15.045
dont : *permissionnaires de petites pêches et compagnons*	*15.397*	*15.378*	*15.471*	*15.192*	*15.613*	*15.625*	*15.521*	*12.577*	*12.533*	*12.505*	*12.762*
2. *Pêcheurs à la ligne :*											
Associations agréées	4.026	4.032	4.043	4.056	4.062	4.074	4.078	4.080	4.084	4.095	4.110
Permis délivrés (en milliers)	2.712,7	2.673,6	2.569,1	2.537,8	2.565,8	2.585,8	2.485,9	2.580,6	2.530,3	2.434,6	2.359,4
dont : *pêcheurs au lancer* (en milliers)	*1.936,6*	*1.956,2*	*1.888,5*	*1.862,4*	*1.880,7*	*1.906,0*	*1.844,6*	*1.935,1*	*1.951,4*	*1.903,8*	*1.877,5*

(1) Au 1er novembre 1975.

TABLEAU 2.06 - 14

Évolution des moyennes annuelles de pollution atmosphérique dans les principales villes de France

Source : Ministère de l'environnement (Direction de la prévention des pollutions, État de l'environnement 1982)

Unité : microgramme de polluant par mètre cube d'air

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	p 1980
					Acidité forte					
					(principalement dioxyde de soufre (SO^2) produit par les chauffages domestiques et industriels)					
Ville de Paris	122	139	149	110	115	116	97	109	104	89
Petite Couronne de Paris	•	•	•	•	93	99	82	88	85	76
Agglomération lyonnaise	110	108	100	82	74	76	61	67	70	66
Ville de Marseille	130	117	119	86	91	105	101	•	77	72
Agglomération lilloise	110	109	108	77	72	69	61	58	69	57
Agglomération de Rouen	110	111	•	84	63	53	72	85	83	70
Ville de Strasbourg	•	87	89	84	65	65	47	59	63	58
Ville de Bordeaux	42	53	60	49	52	55	42	32	28	29
Ville de Nantes	33	36	45	35	34	41	37	39	38	30
Ville de Caen (1)	52	50	55	49	74	77	39	31	20	27
Zone du Havre	•	•	•	•	66	65	70	70	72	76
Agglomération de Clermont-Ferrand	75	75	92	53	53	50	39	40	42	38
Ville de Montpellier	21	28	16	26	28	25	25	18	25	28
Ville de Reims	•	•	60	44	51	51	44	47	46	30
Ville de Toulouse	•	•	•	23	27	28	21	21	•	•
Zone de Martigues	•	89	81	75	72	63	63	83	55	54
Zone de Fos	•	68	70	52	57	43	34	41		
Zone de Berre	•	57	52	42	35	47	39	53	•	•
Ville de Rennes	•	33	49	42	48	42	28	28	•	•
Ville de Nîmes	•	•	•	•	67	74	50	43	•	38
Agglomération de Saint-Étienne	•	62	74	71	49	57	47	•	•	•
Agglomération de Grenoble	•	71	71	66	71	73	77	67	71	69
Ville de Dunkerque	•	•	•	•	42	45	58	41	46	32
					Fumées noires					
					(= résidus de combustion industriels et domestiques)					
Ville de Paris	73	69	64	52	57	57	47	52	60	51
Petite Couronne de Paris	•	•	•	•	42	43	35	37	39	38
Agglomération lyonnaise	67	57	51	52	55	45	42	48	44	•
Agglomération lilloise	61	58	57	45	46	42	35	27	26	25
Ville de Strasbourg	•	67	53	48	50	48	42	41	•	•
Ville de Bordeaux	69	56	51	54	51	45	41	34	34	34
Ville de Nantes	32	32	35	30	36	34	22	27	20	14
Ville de Caen	27	28	27	19	22	21	15	13	17	•
Agglomération de Clermont-Ferrand	51	44	48	27	30	23	21	18	15	14
Ville de Reims	•	•	22	25	33	30	29	27	24	22
Ville de Toulouse	•	•	•	•	95	71	79	73	•	•
Ville de Marseille	111	104	118	100	79	113	83	•	48	55
Ville de Rennes	•	28	34	25	26	26	17	21	•	•
Agglomération de Saint-Étienne	•	56	50	38	37	44	42	45	•	•
Agglomération de Grenoble	•	52	47	39	45	42	42	36	33	•
Agglomération de Rouen	•	•	•	•	•	•	•	•	36	25

(1) A partir de 1979: nouveau réseau de Caen E.S.P.A.C.

TABLEAU 2.06 - 15

Émissions de dioxyde de soufre (SO^2) par secteur d'activité

Source : Ministère de l'environnement (État de l'environnement 1982)
Centre interprofessionnel technique d'étude de la pollution atmosphérique

Unité : millier de tonnes

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	r 1978	r 1979	1980
Ensemble	2.192	2.659	3.043	3.334	3.324	2.967	3.418	3.097	3.229	3.309	3.088
dont :											
Électricité et gaz de France	385	509	746	981	1.015	911	1.284	976	1.095	1.180	1.062
Raffineries	180	280	330	366	335	298	322	320	321	312	335
Sidérurgie et industries	990	1.207	1.289	1.390	1.449	1.270	1.294	1.295	1.289	1.294	1.214
Domestique et tertiaire	463	484	494	535	461	423	447	429	442	435	386

TABLEAU 2.06 - 16

Nombre de villes de plus de 100.000 habitants équipées d'un réseau de surveillance ou d'alerte

Source : Ministère de l'environnement (Sous-Direction des problèmes de l'atmosphère)

	1977	1978	1979	1980	1981
Ville de plus de 100.000 habitants (1) équipée d'un réseau de surveillance ou d'alerte.....	30	30	31	34	34

(1) R.G.P. 1975.

TABLEAU 2.06 - 17

Évolution de la qualité des eaux superficielles

(nombre de points et % dans chaque catégorie)

Source : Ministère de l'environnement (Direction de la prévention des pollutions); État de l'environnement 1982

Qualité	1971		1973		1975		r 1977		r 1979		1980	
	Points	%	Points	%	Points	%	Points	%	Points	%	Points	%
Du point de vue des matières oxydables												
1A Eaux exemptes de pollution.....	7	7	3	3	2	2	6	5	8	7	18	15
1B Qualité légèrement moindre.....	17	18	19	20	26	27	26	21	30	25	41	34
2 Qualité passable.....	43	45	49	51	48	50	55	45	59	48	42	34
3 Qualité médiocre.....	23	24	19	20	14	14	24	20	19	16	15	12
Hors classe (eaux inaptes à la plupart des usages)...	5	6	6	6	7	7	10	9	6	4	6	5
Total.....	**95**	**100**	**96**	**100**	**97**	**100**	**121**	**100**	**122**	**100**	**122**	**100**
Du point de vue de la minéralisation et des toxiques												
1A Eaux exemptes de pollution.....	7	7	5	5	2	2	2	2	5	4	13	11
1B Qualité légèrement moindre.....	9	9	8	8	8	8	8	7	11	9	23	19
2 Qualité passable.....	28	29	25	26	24	24	13	11	31	25	40	33
3 Qualité médiocre.....	30	32	23	24	32	33	61	50	67	55	43	35
Hors classes (eaux inaptes à la plupart des usages)..	21	23	35	37	31	33	37	30	8	7	3	2
Total.....	**95**	**100**	**96**	**100**	**97**	**100**	**121**	**100**	**122**	**100**	**122**	**100**

TABLEAU 2.06 - 18

Bilan annuel : ressources, prélèvements, consommation d'eau

Moyenne annuelle 1975-1978

Source : Ministère de l'environnement (Direction de la prévention des pollutions); État de l'environnement — *Unité :* million de m³

Bassin hydrographique	Ressources	Prélèvements					Consommations				
		Agricoles	Urbains	Industriels	Refroidissement	Total	Agricoles	Urbains	Industriels	Refroidissement	Total
Adour-Garonne	40.000	300	400	800	600	2.100	120	100	70	6	296
Artois-Picardie	4.000	100	300	600	–	1.000	50	80	50	11	191
Loire-Bretagne	35.000	500	550	300	2.100	3.450	200	120	30	19	369
Rhin-Meuse	13.000	30	450	1.300	1.100	2.880	10	100	130	7	247
Rhône-Méditerranée-Corse	55.000	3.800	950	500	1.400	6.650	1.700	200	50	11	1.961
Seine-Normandie	18.000	300	1.300	1.100	4.200	6.900	100	350	100	26	576
France entière	**165.000**	**5.030**	**3.950**	**4.600**	**9.400**	**22.980**	**2.180**	**950**	**430**	**80**	**3.640**

TABLEAU 2.06 - 19

Barrages de plus de 100 millions de mètres cubes de capacité totale de réserve

Au 1er janvier 1982

Source : Électricité de France; Ministère de l'environnement (État de l'environnement 1982)

Nom des barrages	Capacité totale (millions m³)	Année d'achèvement
Serre-Ponçon (Hautes-Alpes et Alpes-de-Haute-Provence)	1.270	1960
Sainte-Croix (Alpes-de-Haute-Provence)	767	1974
Vouglans (Jura)	605	1968
Bort-les-Orgues (Corrèze)	477	1952
Marne	350	1974
Mont-Cenis (Savoie)	322,5	1968
Sarrans (Aveyron)	296	1933
Grandval (Cantal)	292	1960
Monteynard (Isère)	270	1962
Tignes (Savoie)	235	1953
L'Aigle (Cantal)	230	1946
Seine	205	1966
Roselend (Savoie)	188	1962
Le Chastang (Corrèze)	180	1951
Parreloup (Aveyron)	169	1951
Castillon (Alpes-de-Haute-Provence)	149	1948
Saint-Étienne-Cantalès (Cantal)	133,5	1945
Naussac (Haute-Loire)	128	1981
Salagou (Hérault)	125	1972
Le Sautet (Isère)	107,7	1935
Vassivières (Creuse et Haute-Vienne)	107	1951
Total	**6.606,7**	
Barrages en cours de réalisation		
Aube	175	
Villerest	190	

TABLEAU 2.06 - 20

Pollution industrielle de l'eau

Source : Ministère de l'environnement (Direction de la prévention des pollutions — Service de l'environnement industriel); État de l'environnement 1982

Unité { Matières en suspension et matières oxydables : tonne/jour; Matières toxiques : Kilo équitox/jour

	1974	1975	1976	1977	1978	1979
Pollution nette (1) rejetée par les industries :						
— matières en suspension	2.754	2.525	2.637	2.577	2.481	2.424
— matières oxydables	3.621	3.409	3.278	3.215	3.068	2.847
— matières toxiques	•	86.016	85.443	71.561	70.987	65.567
Pollution retirée par les industries :						
— matières en suspension	2.890	3.796	4.762	6.982	6.065	8.498
— matières oxydables	1.038	1.196	1.418	1.739	1.905	2.523
— matières toxiques	27.248	33.624	37.071	51.031	56.365	69.783

(1) Pollution après traitement.

TABLEAU 2.06 - 21

Contribution des grands secteurs d'activité à la pollution industrielle des eaux

Source : Ministère de l'environnement (Direction de la prévention des pollutions, service de l'environnement industriel); État de l'environnement 1982.

en %

Secteurs d'activité	Matières en suspension			Matières oxydables			Matières toxiques		
	1977	1978	1979	1977	1978	1979	1977	1978	1979
Industrie chimique	32,2	31,9	31,8	25,4	24,6	22,8	48,6	47,7	47,7
Industrie agro-alimentaire	19,2	19,4	19,8	35,1	35,0	37,2	0,2	0,2	0,1
Industries des métaux	15,0	15,5	15,9	6,0	8,7	9,9	42,8	41,8	42,8
Bois, papiers, cartons	13,0	12,9	10,6	19,4	17,5	14,3	1,9	1,8	1,4
Industries textiles	4,8	4,5	5,5	7,7	7,5	8,4	3,3	4,7	4,0
Commerces et services	5,2	5,4	5,5	2,8	2,9	3,1	–	–	–
Industries extractives	4,4	4,2	3,8	0,9	0,9	0,9	1,2	1,1	1,3
Cuirs et peaux	1,6	1,4	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,1
Production d'énergie	0,9	1,0	1,0	1,0	1,1	1,5	0,4	0,8	0,9
Industries minérales	1,5	1,5	1,6	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,6
Indéterminés + divers	1,7	2,2	3,2	–	0,2	0,3	–	–	0,1
Imprimerie, plastiques, tabacs	0,5			0,2			–		
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

TABLEAU 20.6 - 22

Évolution de la capacité de traitement et de la pollution éliminée (collectivités locales)

Source : Ministère de l'environnement (Statistiques des Agences financières de bassin) ; État de l'environnement 1982

Unité : Million d'équivalents/habitants

	1970	1973	1976	1978	1979
Capacité de traitement	13,0	21,4	37,3	44,7	46,6
Pollution éliminée	6,0	11,2	20,3	21,1	23,3

TABLEAU 2.06 - 23

Qualité des eaux marines (1) : **Teneurs en hydrocarbures totaux, diphényls-polychlorés, cadmium et mercure**
(Résultats 1975-1979 par façade maritime) - Valeur moyenne sur la période.

Source : Ministère de l'environnement (Direction de la prévention des pollutions); Réseau national d'observation de la qualité du milieu marin; C.N.X.O. État de l'environnement 1982

Unités { Hydrocarbures : milligramme /litre; Diphényls-polychlorés : nanogramme /litre; Cadmium et mercure : microgramme par litre d'eau filtrée

Façade matitime	Hydrocarbures totaux (2)		Diphényls polychlorés (3)		Cadmium (4)		Mercure (5)	
	Côte	Large	Côte	Large	Côte	Large	Côte	Large
Nord - Pas-de-Calais - Somme	0,04	0,04	21,6	24,6	0,2	0,4	0,02	0,03
Normandie	0,05	0,02	22,3	(6)	0,64	1,84	0,03	0,06
Ouest-Cotentin - Bretagne-Nord	0,02	0,02	3,7	3,8	0,2	0,1	0,02	0,03
Bretagne-Sud	•	•	23,5	20,0	0,16	0,16	0,15	0,21
Pays de la Loire - Charentes	•	•	17,6	12,4	0,32	0,25	0,16	0,20
Aquitaine	0,39	0,43	(6)	(6)	0,83	0,58	0,16	0,13
Languedoc - Provence rhodanienne	0,05	0,05	(6)	(6)	0,3	0,3	0,04	0,04
Côte d'Azur - Corse	•	•	(6)	5,3	0,02	0,03	(6)	(6)

(1) Ces résultats de mesure doivent être interprétés avec prudence du fait des difficultés de mesure et des différences de méthode existant entre les laboratoires d'analyses. — (2) Seuil à ne pas dépasser : 3 mg/litre. — (3) Seuil à ne pas dépasser : 5.000 ng/litre. — (4) Seuil de sécurité : 0,8; seuil à ne pas dépasser : 10,0. — (5) Seuil de sécurité : 0,3; seuil à ne pas dépasser : 3,0. — (6) ⩽ seuil.

TABLEAU 2.06 - 24

État de la salubrité des plages

Source : Ministère de la santé; Ministère de l'environnement;

	Catégories (1)	1979		1980	
		Nombre de points	%	Nombre de points	%
A	Eau de bonne qualité	170	14,0	273	20,2
B	Eau de moyenne qualité	334	27,4	306	22,7
C	Eau pouvant être momentanément polluée	261	21,4	315	23,3
D	Eau de mauvaise qualité	58	4,8	67	5,0
AB	Eau de bonne ou moyenne qualité	346	28,4	340	25,2
CD	Eau de mauvaise qualité ou pouvant être momentanément polluée	49	4,0	49	3,6
	Total	**1.218**	**100**	**1.350**	**100**

(1) Ces catégories sont déterminées en fonction de la quantité de coliformes et streptocoques fécaux présents dans les échantillons prélevés.

TABLEAU 2.06 - 25

Pollution brute et nette (1) des communes littorales en 1980

Source : Ministère de l'environnement (Direction de la prévention des pollutions); état de l'environnement 1982

Unité : Millier d'équivalents/habitants

Zone côtière	Hiver			Été		
	Pollution brute	Pollution nette	Pollution réellement éliminée (en %)	Pollution brute	Pollution nette	Pollution réellement éliminée (en %)
Zone Nord	406	144	65	656	375	43
Zone Normandie	672	200	70	962	379	61
Zone Bretagne - Vendée	1.396	771	45	3.167	2.039	36
Zone Charente - Aquitaine	503	255	49	1.509	984	35
Zone Méditerranée - Ouest	622	165	77	1.490	472	68
Zone Méditerranée - Est	2.255	1.901	16	3.501	2.867	18
Zone Corse	168	152	10	261	219	16
Ensemble des communes littorales	**6.022**	**3.588**	**40**	**11.546**	**7.335**	**36**

(1) Pollution nette = pollution brute — pollution réellement éliminée.
= pollution brute — 80 % de la pollution traitée en station (on estime que le rendement moyen des stations d'épuration est de 80 %).

TABLEAU 2.06 - 26

Capacité d'épuration des communes littorales et nombre d'habitants raccordés

Source : Ministère de l'environnement (Direction de la prévention des pollutions); État de l'environnement 1981

Unité : million d'équivalents /habitants

	1978 (1er juin)	1979 (1er juin)	1980 (1er janvier)	1981 (1er janvier)
Capacité d'épuration	6,09	7,01	7,54	8,09
Habitants raccordés (été)	3,95	4,35	4,88	5,26
Taux de raccordement (%)	39,0	39,7	44,4	45,6
Habitants raccordés (hiver)	2,79	2,87	2,99	3,04
Taux de raccordement (%)	46,1	47,6	50,1	50,5

TABLEAU 2.06 - 27

Pollution nette (1) du milieu marin en provenance des industries des communes littorales en 1979

Source : Ministère de l'environnement (Direction de la prévention des pollutions); État de l'environnement 1982

Unités { Matières en suspension et matières oxydables : tonne /jour
Matières toxiques : million d'équitox jour

Zone côtière	Matières en suspension	Matières oxydables	Matières toxiques
Zone Nord	35,8	22,3	4,4
Zone Normandie	18,1	18,3	0,7
Zone Bretagne-Vendée	31,9	51,0	0,5
Zone Charente-Aquitaine	69,1	39,1	0,7
Zone Méditerranée-Ouest	33,5	11,2	0,3
Zone Méditerranée-Est	70,0	58,9	2,9
Zone Corse	1,1	0,9	–
Ensemble du littoral	**259,3**	**201,6**	**9,5**

(1) Il s'agit d'une estimation du maximum de pollution rejetée en un jour. Cette estimation permet d'établir l'assiette de la redevance. Les chiffres indiqués comprennent à la fois la pollution rejetée dans le milieu (environ 70 % des rejets) et les rejets dans les réserves d'assainissement collectif.

TABLEAU 2.06 - 28

Composition moyenne des ordures ménagères collectées (1)

(estimation 1980)

Source : Ministère de l'environnement (Direction de la prévention des pollutions — Service des déchets); État de l'environnement 1982

	%
Papiers cartons	28
Matières fermentescibles	24
Éléments fins (0 < 20 mm)	17
Verre	11
Matières plastiques	6
Métaux	5
Chiffons	4
Divers	5
dont : bois	1
Total	100

(1) Total annuel : 14 millions de tonnes.

TABLEAU 2.06 - 29

Installations de traitement des ordures ménagères : nombre d'unités, capacité de traitement et population

Situation au 1er janvier

Source : Ministère de l'environnement (Direction de la Prévention des pollutions. — Service des déchets); État de l'environnement 1982

Unités { Capacité : tonne/jour; Population : millier d'habitants

Type de traitement	Nombre d'unités		Capacité de traitement		Population desservie		Part de la population desservie (%)	
	1975	1982	1975	1982	1975	1982	1975	1982
Incinération sans récupération d'énergie	126	184	5.796	7.337	6.247	7.622	12	15
Incinération avec récupération d'énergie	20	34	8.149	11.337	9.381	11.565	18	22
Compostage	86	94	4.154	4.671	4.585	4.951	9	9
Broyage	52	139	1.629	4.735	1.565	4.952	3	9
Décharges contrôlées	10	264	5.938	17.634	5.273	18.060	8	35
Total	**294**	**715**	**25.666**	**45.714**	**27.051**	**47.150**	**50**	**90**

TABLEAU 2.06 - 30

Bilan de l'inventaire des déchets industriels 1974-1978

Source : Ministère de l'environnement (Direction de la prévention des pollutions. — Service des déchets); État de l'environnement 1982

Unité : Millier de tonnes/an

Origine	Déchets inertes	Déchets spéciaux		Déchets banals assimilables aux ordures ménagères	Total
		Contenant des toxiques	Toxiques et dangereux		
Industries agricoles alimentaires	4.200	1.175	1.435	11.940	18.750
Combustible et énergie	25.300	712	250	6.080	32.342
Industries extractives	49.075	3.245	333	7.507	60.160
Matériaux de construction et verre	16.720	451	11	1.203	18.385
Chimie et parachimie	1.035	870	123	945	2.973
Industrie méca-électrique	2.960	1.735	168	1.160	6.023
Industrie papier, carton	35	12	15	651	713
Textile, habillement, chaussures	51	6.505	463	713	7.732
Industrie bois et ameublement	123	20	42	1.860	2.045
Imprimerie, presse	21	5	23	285	334
Total	**99.520**	**14.730**	**2.863**	**32.344**	**149.457**

TABLEAU 2.06 - 31

Capacité des installations de traitement des déchets industriels spéciaux

Source : Ministère de l'environnement (Direction de la prévention des pollutions); État de l'environnement 1982

Unité : millier de tonnes/an

Centres de traitement	Nombre de centres		Capacité	
	1980	1981	1980	1981
Centres collectifs polyvalents :				
— incinération	15	17	309	371
— traitements physico-chimiques			173	220
Centres collectifs spécialisés :				
— huiles solubles	7	7	70	80

TABLEAU 2.06 - 32

Quantités annuelles de matières recyclées ou produites à partir des déchets de consommation (estimation 1981)

Sources : Ministère de l'environnement (Direction de la prévention des pollutions — Service des déchets)
Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets (A.N.R.E.D.)
État de l'environnement 1982

	Unités	Quantité recyclée ou produite	%
Ferrailles	million de tonnes/an	8	35 (1)
Plomb	millier de tonnes/an	135	57 (2)
Cuivre	»	215	27 (2)
Aluminium	»	200	28 (2)
Zinc	»	70	30 (2)
Papier	million de tonnes/an	1,86	36 (1)
Verre (3)	millier de tonnes/an	300	•
Bouteilles (4)	million de cols	100	•
Plastiques	tonnes/an	50.000	•
dont : Polychlorure de vinyle (PVC)		1.500	•
Textiles	millier de tonnes	120	•
Pneumatiques récupérés (8)	million	10	•
Compost (5)	millier de tonnes/an	400	•
Boues d'épuration (6)	»	150	•
Huiles (7)	»	110	•

(1) De la production. — (2) De la consommation. (3) dont 180 milliers de tonnes collectées auprès de 21 millions d'habitants. — (4) Réemployés. — (5) Production à partir des ordures ménagères. — (6) Matières sèches utilisables en agriculture. — (7) Huiles récupérées dont 99 milliers de tonnes régénérées. — (8) Dont 2 millions rechapés.

TABLEAU 2.06 - 33

Évaluation des dépenses en faveur de l'environnement en 1978

Source : Ministère de l'environnement (État de l'environnement 1982) — *Unité :* milliard de francs 1978

	Investissements (1)				Fonctionnement				Total			
	Administration	Industrie	Ménages	Total	Administration	Industrie	Ménages	Total	Administration	Industrie	Ménages	Total
Gestion des milieux naturels	5,0	–	–	5,0	5,2	–	–	5,2	10,2	–	–	10,2
Protection du patrimoine écologique.	0,1	–	–	0,1	0,1	–	–	0,1	0,2	–	–	0,2
Amélioration du cadre de vie	0,5	–	1,4	1,9	1,4	–	2,2	3,6	1,9	–	3,6	5,5
Lutte contre les pollutions et les nuisances.....	5,0	2,4	1,0	8,4	4,9	2,8	0,4	8,1	9,9	5,2	1,4	16,5
dont :												
Eau-assainissement.....	(2,7)	(–)	(–) (2)	(2,7)								
Épuration.....	(1,1)	(0,8) (3)	(–)	(1,9)								
Air.....	(–)	(1,1)	(–)	(1,1)								
Bruit	(0,3)	(0,2)	(0,9)	(1,4)								
Déchets solides.....	(0,9)	(0,3)	(0,1)	(1,3)								
Total.....	**10,6**	**2,4**	**2,4**	**15,4**	**11,6**	**2,8**	**2,6**	**17**	**22,2**	**5,2**	**5,0**	**32,4**

(1) Pour l'industrie et les ménages, l'investissement est considéré comme tel, alors que pour l'Administration (mis à part pour le bruit), il comprend aussi la valeur des terrains. — (2) Les travaux correspondants aux investissements privés de raccordement à l'égout ne sont pas comptabilisés. — (3) Montant sous-estimé : une partie des investissements échappent aux statistiques.

SOURCES DE DOCUMENTATION

Ministère de l'environnement

— Direction de la prévention des pollutions.
Mission des études, des statistiques et du plan, 14, bd du Général-Leclerc, 92521 Neuilly-sur-Seine Cedex. Tél. : 758.12.12.

— Direction de la protection de la nature (même adresse).

— Service de l'information (même adresse).

Ministère de l'urbanisme et du logement

— Service technique de l'urbanisme, 64, rue de la Fédération, 75015 Paris.

Muséum national d'histoire naturelle

Secrétariat de la faune et de la flore, 57, rue Cuvier, 75321 Paris Cedex 05. Tél. : 336.54.32.

Principales publications

— *L'État de l'environnement,* rapports annuels (1980, 1981 et 1982) Ministère de l'environnement, Direction de la prévention des pollutions, mission des études, des statistiques et du plan.

— *Environnement et cadre de vie,* dossiers statistiques (1978), Ministère de l'environnement, Direction de la prévention des pollutions, mission des études, des statistiques et du plan.

— *Processor* (Procédures et institutions d'aménagement et d'urbanisme), Ministère de l'urbanisme et du logement, D.U.P., service technique de l'urbanisme (1979).

— *Recueil d'informations statistiques sur l'urbanisme* (R.I.S.U., publication annuelle), Ministère de l'urbanisme et du logement D.U.P.

— *La pollution de l'air en France* (Résultats de mesures, publication annuelle), Ministère de l'environnement, Direction de la prévention des pollutions, mission des études statistiques, Sous-direction des problèmes de l'atmosphère.

— *Annuaire de la qualité des eaux* (publication annuelle), Ministère de l'environnement, Direction de la prévention des pollutions, service de l'eau.

— Réseau national d'observations de la qualité du milieu marin (Synthèse des travaux de surveillance 1975-1979), Ministère de l'environnement, C.N.E.X.O.

Chapitre 2.07

Temps libre
Jeunesse et sports

1. Loisir social, éducation populaire et activités de pleine nature
2. Jeunesse
3. Sports
4. Équipements sportifs de jeunesse, de tourisme et de loisir

1. *Loisir social, éducation populaire et activités de pleine nature*

11. PROMOTION DU LOISIR SOCIAL, DE L'ÉDUCATION POPULAIRE ET DES ACTIVITÉS DE PLEINE NATURE *(tableau 1)*

Cette action s'effectue soit directement par les services du ministère, soit par une aide aux associations, aux collectivités et aux organismes concernés. Plusieurs axes d'action sont retenus, dont :

— aide aux actions d'animation engagées par les associations et les collectivités locales;

— aide au développement de la vie associative par la reconnaissance de l'utilité sociale des associations;

— aide aux personnes par l'institution de chèque-vacances dont les modalités restent à définir.

12. FORMATION DE CADRES *(tableaux 2 et 3)*

12.1 *Formation d'animateurs diplômés (B.A.S.E., D.E.F.A.)*

Cette formation a principalement pour objet de valoriser les fonctions d'animateurs professionnels (D.E.F.A. : diplôme d'État relatif à la formation des animateurs) mais aussi des bénévoles (B.A.S.E. : brevet d'aptitude à l'animation socio-éducative). L'animateur intervient dans le domaine éducatif ou social, pour encadrer un groupe, gérer un établissement ou un équipement, ou animer un secteur géographique particulier.

La préparation du D.E.F.A. comprend 5 unités de formation :

— technique d'animation;
— environnement social de l'animation;
— gestion, administration, organisation;
— pédagogie, relations humaines;
— une unité de formation à option (une deuxième technique d'animation ou l'approfondissement d'une des quatre autres unités de formation).

Les candidats doivent ensuite effectuer un stage pratique en situation de quatre à huit mois, puis une session d'animation de neuf mois, comportant un stage d'adaptation à la fonction à l'issue duquel le D.E.F.A. est attribué.

12.2 *Formation professionnelle continue*

● *Formation professionnelle continue de longue durée.*

Les animateurs professionnels peuvent suivre des stages de promotion de longue durée variant de un à deux ans, soit dans des centres privés dépendant d'associations ayant passé des conventions de formation professionnelle avec le ministère, soit dans des centres publics de formation.

● *Loi « Congé-Cadre-Jeunesse ».*

Cette loi vise à favoriser le recrutement, la formation et le perfectionnement de cadres et d'animateurs bénévoles. Elle accorde un congé non rémunéré de six jours ouvrables par an aux jeunes travailleurs salariés et apprentis agés de 18 à 25 ans désireux d'assumer des responsabilités au sein d'organismes qualifiés.

2. *Jeunesse*

21. LOISIRS DE VACANCES — LOISIRS QUOTIDIENS *(tableaux 1, 4 et 5)*

L'objectif est de développer les activités de loisirs socio-éducatifs sur les lieux de vie et pendant les vacances en faveur des jeunes. Cette intervention s'effectue soit directement par les services du ministère, soit en apportant une aide aux associations nationales ou locales agréées et subventionnées, aux collectivités locales et aux établissements scolaires.

Les grands axes d'action sont :

— la promotion des activités de loisirs quotidiens en faveur des enfants et des adolescents;
— l'accroissement de l'aide en faveur des centres de vacances;
— le développement de l'aide à la vie associative;
— le développement des actions favorisant une meilleure protection et une meilleure insertion des jeunes;
— l'aide à l'initiative des jeunes;
— l'accroissement des échanges internationaux.

● Ce chapitre a été établi avec la collaboration du Ministère du temps libre (Bureau des études et de la statistique).

22. FORMATION DES CADRES DE CENTRES DE VACANCES *(tableau 6)*

Une habilitation est accordée par le ministère à des associations pour l'organisation de sessions de formation d'animateurs et de directeurs.

Le B.A.F.A. (brevet d'aptitude aux fonctions d'animateurs en centres de vacances) comporte 3 étapes :

— une session de formation théorique de huit jours;

— un stage pratique dans un centre de vacances de quinze à vingt-quatre jours suivant le type de centres;

— une session de perfectionnement, de conversion ou de spécialisation de cinquante heures de travail en six jours.

Le B.A.F.A. peut être suivi du B.A.F.D. (brevet d'aptitude aux fonctions de directeur de centres de vacances). Il prévoit :

— une session de formation de dix jours;

— un stage pratique effectué en qualité de directeur de centre de vacances ou de loisirs en situation de responsabilité totale;

— une session de perfectionnement de six jours;

— un deuxième stage qui permet d'établir un bilan d'ensemble de la formation.

3. *Sports*

31. PRATIQUE SPORTIVE POUR LE PLUS GRAND NOMBRE *(tableaux 7 à 10)*

Une des actions engagées par le ministère en matière de sport est de développer la pratique sportive pour le plus grand nombre en faisant connaître les bienfaits de la pratique sportive et en donnant les moyens de pratiquer sans chercher à atteindre le haut niveau. Dans ce but le Ministère délégué à la jeunesse et aux sports auprès du Ministre du temps libre apporte :

— des moyens en personnel (conseillers techniques, collaborateurs saisonniers, moniteurs itinérants, assistants sportifs);

— des moyens en matériel technique et pédagogique;

et verse des subventions sous des formes diverses, en provenance du budget du temps libre, ou du fonds national pour le développement du sport (section sport de masse).

32. SPORT DE HAUTE COMPÉTITION *(tableaux 7 à 11)*

La promotion du sport de haute compétition est un objectif reconnu pour la force d'attraction que les champions sportifs exercent sur la masse et donc sur le développement d'une pratique sportive pour tous. Elle est en outre nécessaire à la bonne représentation du sport français dans les grandes compétitions internationales.

Les fédérations sportives organisent les compétitions, sélectionnent les athlètes et établissent les programmes d'entraînement. L'aide de l'État dans ce domaine prend la forme de subventions versées aux fédérations à partir du budget du temps libre — section jeunesse et sport — et des ressources du fonds national pour le développement du sport (section sport de haut niveau). De plus le ministère recrute du personnel technique hautement qualifié (directeurs techniques nationaux et entraîneurs nationaux et conseillers techniques) qu'il met à la disposition des fédérations sportives.

Afin d'offrir à des espoirs sportifs des conditions de scolarisation leur permettant une poursuite normale de leurs études secondaires et supérieures, en même temps qu'un entraînement physique adapté à la pratique sportive de haut niveau et la participation aux compétitions, une action en faveur des sections « sport-études » est poursuivie, en coordination avec plusieurs administrations et organismes.

33. FORMATION DE CADRES : LES BREVETS D'ÉTAT A 3 DEGRÉS D'ÉDUCATEUR SPORTIF *(tableau 12)*

Le brevet d'État à 3 degrés permet d'exercer la profession d'éducateur physique ou sportif. Les examens pour l'obtention de ce brevet intéressent la plupart des activités sportives et sanctionnent une formation commune à tous les sports et une formation spécifique à la discipline intéressée. Cette formation doit permettre de donner ainsi à tous les groupements sportifs un personnel d'encadrement qualifié.

34. MÉDECINE DU SPORT *(tableau 13)*

La médecine du sport a pour but de favoriser les effets bénéfiques de la pratique des activités physiques et sportives à tous les stades du développement de l'homme et de protéger les pratiquants contre les nuisances dues à une activité sportive insuffisante, excessive ou inadaptée.

Les deux axes de cette politique sont :

— d'une part, des actions de recherche, d'enseignement et de formation;

— d'autre part, un accroissement de l'effort en faveur de l'exercice de la médecine du sport, c'est-à-dire les actions s'inscrivant :

- *dans le cadre des activités sportives générales:*
  - — contrôle médical sportif : médecine préventive;
  - — médecine de soin : traumatologie et réadaptation.
- *Surveillance médicale de l'élite :*
  - — surveillance médicale de l'entraînement des athlètes de haut niveau, hygiène sportive et psychologie du sport;
- — lutte antidopage.

4. *Équipements sportifs, de jeunesse, de tourisme et de loisir* *(tableaux 14 et 15)*

41. ÉQUIPEMENTS DE JEUNESSE, DE TOURISME ET DE LOISIR

Les moyens en équipements de jeunesse, de tourisme et de loisir qui peuvent être subventionnés par le Minis-

tère du temps libre comprennent les installations suivantes:
— locaux d'activités socio-éducatives;
— centres de vacances et de loisirs;
— bases de plein air et de loisirs;
— locaux d'accueil;
— centres d'information jeunesse;
— établissements de la jeunesse, des sports et des loisirs.

42. ÉQUIPEMENTS SPORTIFS

L'État ne construit pour son propre compte que dans quelques cas particuliers, notamment pour les établissements de formation des cadres. Dans les autres cas, il subventionne les opérations entreprises au bénéfice des collectivités intéressées.

Les installations sportives comprennent :
— les terrains de plein air;
— les installations sportives couvertes;
— les piscines;
— les équipements sportifs particuliers : patinoires, frontons de pelote basque, tremplins de saut à ski, stands de tir...

A ces installations s'ajoutent les établissements régionaux de formation de cadres (U.E.R.E.P.S., C.R.E.P.S.) et des établissements nationaux (I.N.S.E.P., écoles nationales de ski et d'alpinisme, de ski de fond et de saut, de voile, d'équitation).

TABLEAU 2.07-1

Associations de jeunesse et d'éducation populaire

Source : Ministère du temps libre

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Associations agréées :											
Nationales	192	189	210	219	221	227	239	263	271	277	295
Régionales et locales	10.872	11.368	12.041	12.508	12.852	13.395	13.899	14.507	r17.874	18.876	...

TABLEAU 2.07-2

Diplômes d'animateurs socio-éducatifs

Source: Ministère du temps libre

Nature du diplôme	Année scolaire										
	1970-71	1971-72	1972-73	1973-74	1974-75	1975-76	1976-77	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81
B.A.S.E. (1) [diplômes délivrés]	2.207	1.874	1.600	1.341	1.221	1.326	1.386	1.619	1.842	1.799	1.921
C.A.P.A.S.E. (2) (3) :											
— admis à la session d'ouverture	1.010	948	872	720	772	822	825	890	1.074	632	•
— diplômes délivrés	///	29	24	46	99	249	395	416	296	334	•

(1) Brevet d'aptitude à l'animation socio-éducative. — (2) Certificat d'aptitude à la promotion des activités socio-éducatives et à l'exercice des professions socio-éducatives. — (3) La formation d'animateurs C.A.P.A.S.E a été supprimée en 1980 et remplacée par le D.E.F.A. (diplôme d'État relatif aux fonctions d'animateur).

TABLEAU 2.07-3

Formation professionnelle continue de longue durée d'animateurs

Source: Ministère du temps libre

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Stagiaires pris en charge	343	420	425	520	697	797	1.088	•	1.211
Nombre de conventions passées	–	–	14	23	26	28	31	•	32
Centres publics organisant des stages de formation professionnelle continue de longue durée (I.N.E.P., C.R.E.P.S.)	2	3	4	5	5	5	5	•	5
Centres privés de formation (fonctionnant avec convention depuis 1971)	4	9	12	18	13	11	13	•	18

TABLEAU 2.07-4

Centres de vacances d'été : effectifs déclarés à l'accueil (1)

Source : Ministère du temps libre

Unité : millier d'enfants

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Centres de vacances maternels (4-6 ans)	18,9	19,1	16,7	17,3	19,3	20,3	21,6	22,0	20,6	21,5	27,8
Centres de vacances (6-12 ans)	831,5	838,8	827,0	811,3	774,9	754,5	727,2	683,7	659,9	674,3	660,3
Centres de vacances (12-18 ans)	226,3	251,3	212,6	212,8	247,7	262,7	279,5	307,1	291,6	280,9	284,4
Camps de scoutisme (6-12, 12-18 ans)	101,4	102,0	100,3	102,2	104,1	100,5	98,3	93,9	98,1	98,2	107,4
Ensemble	**1.178,1**	**1.211,2**	**1.156,6**	**1.143,6**	**1.146,0**	**1.138,0**	**1.126,6**	**1.106,7**	**1.070,2**	**1.074,9**	**1.079,9**

(1) Statistique établie à partir des effectifs présents et contrôlés dans les départements d'accueil. Non compris les placements familiaux, ces derniers n'appartenant pas aux centres de vacances.

TABLEAU 2.07-5

Centres de loisirs sans hébergement

Source : Ministère du temps libre

	Unité	1973	1974	1975	1976	1977	■ 1978		1979		■ 1980		
							Été	Autres	Été	Autres	Été	Petites vacances	Mercredi week-end
Centres	nombre	5.237	5.500	6.141	6.497	7.893	6.812	3.860	8.115	5.078	8.419	4.801	4.931
Enfants	millier	651	717	785	799	1.035	773	678	774	564	787,5	351,9	322,3
Journées	»	19.135	20.242	21.738	19.853	25.641	17.763	12.600	•	•	32.143,1	4.574,4	9.548,1

TABLEAU 2.07-6

Diplômes de directeurs et d'animateurs de centres de vacances

Source : Ministère du temps libre

Nature du diplôme	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
B.A.F.A. (1) [animateurs]	30.970	29.329	29.682	29.931	•	•	17.763	26.350	26.953	27.503	29.000
B.A.F.D. (2) [directeurs]	1.037	939	993	944	•	•	1.409	1.306	1.486	1.722	1.800

(1) Brevet d'aptitude aux fonctions d'animation. — (2) Brevet d'aptitude aux fonctions de directeur.

TABLEAU 2.07 - 7

Licences sportives par type de fédération

Source : Fédérations sportives

Année	Fédérations olympiques	Fédérations non olympiques (1)	Groupements nationaux multisports (2)	Groupements nationaux scolaires et universitaires	Total
1949	869.641	398.841	409.177	186.859	1.864.518
1950	909.391	400.112	440.756	331.102	2.081.361
1951	1.129.132	414.941	338.529	338.024	2.220.626
1952	1.131.421	441.461	336.167	382.005	2.291.054
1953	951.962	440.977	386.234	400.832	2.180.005
1954	980.360	449.984	384.360	425.835	2.240.539
1955	932.551	466.708	394.982	469.879	2.264.120
1956	923.690	490.909	393.327	494.271	2.302.197
1957	858.226	519.883	401.708	554.212	2.334.029
1958	907.677	600.460	401.464	589.293	2.498.894
1959	987.854	603.351	446.635	659.819	2.697.659
1960	1.035.552	601.677	505.751	729.901	2.872.881
1961	1.106.552	659.816	549.466	838.082	3.153.916
1962	1.186.826	671.363	575.849	892.185	3.326.223
1963	1.228.336	659.420	585.446	853.575	3.326.777
1964	1.319.999	723.003	619.198	922.556	3.584.756
1965	1.468.901	755.788	581.110	1.013.317	3.819.116
1966	1.606.399	717.248	620.766	1.079.241	4.023.654
1967	1.759.683	861.900	737.533	1.140.481	4.499.597
1968	1.864.420	921.232	778.682	1.156.873	4.721.207
1969	2.084.683	944.250	683.124	1.192.047	4.904.104
1970	2.252.655	989.221	696.770	1.297.452	5.236.098
1971	2.409.958	1.053.705	741.132	1.443.644	5.648.439
1972	2.668.271	1.176.153	884.922	1.681.894	6.411.240
1973	2.754.151	1.266.148	921.892	1.734.605	6.676.796
1974	2.877.938	1.371.155	946.642	1.865.746	7.061.481
1975	2.994.693	1.463.819	1.061.285	1.861.857	7.381.654
1976	3.087.003	1.704.476	1.104.303	1.950.081	7.845.863
1977	3.347.569	1.871.283	1.175.495	2.117.637	8.511.984
1978 (1) (2)	3.567.163	1.892.585	945.297	2.163.570	8.568.615
1979	3.750.190	2.269.404	1.054.416	2.035.564	9.109.574
1980	3.824.608	2.478.802	1.100.461	2.089.673	9.493.544

(1) En 1978, non compris les licences de la F.F. twirling-bâton, de la F.F. de montagne, de la F.F. des pêcheurs en mer, de la F.F. de sauvetage et secourisme. — (2) En 1978, non compris les licences de l'Union sportive des travailleurs.

TABLEAU 2.07 - 8

Sports olympiques : nombre de sections de clubs et de licences
(France métropolitaine, départements et territoires d'outre-mer)

Source : Fédérations sportives — *Unités :* section de club; licence

Sports olympiques	Sections de clubs		Licences				
					1980		
	1979	1980	1978	1979	Hommes	Femmes	Total
Fédération française d'athlétisme	1.545	1.555	93.911	97.850	68.058	32.951	101.009
Fédération française de basket	4.354	4.586	276.060	279.092	157.244	147.131	304.375
Fédération française de boxe	475	479	13.189	12.640	12.949	277	13.226
Fédération française de canoë-kayak	506	547	12.021	16.295	15.027	5.063	20.090
Fédération française de cyclisme	2.083	2.099	94.958	95.172	97.484	1.826	99.310
Fédération française d'escrime	619	632	25.095	23.717	19.429	6.256	25.685
Fédération française de football	19.898	20.411	1.437.091	1.546.421	1.535.754	18.315	1.554.069
Fédération française de gymnastique	1.376	1.125	101.621	103.081	37.063	66.126	103.189
Fédération française d'haltérophilie et musculation	506	524	17.309	17.411	18.859	–	18.859
Fédération française de hand-ball	2.359	2.363	128.731	141.596	100.588	48.521	149.109
Fédération française de hockey	116	110	6.723	6.355	5.854	1.636	7.490
Fédération française de judo	4.473	4.672	322.339	341.999	285.549	66.339	351.888
Fédération française de lutte	265	274	9.065	8.549	8.341	378	8.719
Fédération française de natation	1.206	1.197	84.576	87.055	53.313	40.397	93.710
Fédération française de pentathlon moderne	9	7	235	245	94	36	130
Fédération française de ski	2.336	2.373	554.944	543.267	307.147	237.123	544.270
Fédération française des sociétés d'aviron	189	195	13.995	14.964	13.560	2.933	16.493
Fédération française des sports équestres	1.041	1.055	120.628	133.675	57.938	75.802	133.740
Fédération française des sports de glace	194	196	20.485	21.366	11.278	11.916	23.194
Fédération française de tir	1.434	1.701	73.489	84.819	84.784	6.492	91.276
Fédération française de tir à l'arc	728	798	12.875	14.372	12.335	3.031	15.366
Fédération française de volley-ball	1.652	1.670	60.904	64.028	38.263	25.765	64.028
Fédération française de voile	1.141	1.169	86.919	96.221	66.346	19.037	85.383
Totaux	**46.505**	**49.738**	**3.567.163**	**3.750.190**	**3.007.257**	**817.351**	**3.824.608**

TABLEAU 2.07 - **9**

Sports dits non olympiques : nombre de sections de clubs et de licences

(France métropolitaine, départements et territoires d'outre-mer)

Source : Fédérations sportives — *Unités :* section de club; licence

Sports non olympiques	Sections de clubs		Licences				
					1980		
	1979	1980	1978	1979	Hommes	Femmes	Total
Fédération française sports automobiles	207	208	19.833	20.157	19.803	1.518	21.321
Fédération française badminton	57	75	•	2.576	1.904	1.311	3.215
Fédération française ballon au poing	36	37	283	623	580	24	604
Fédération française base-ball	19	21	690	751	579	81	660
Fédération française de billard	342	358	7.400	7.543	8.214	51	8.265
Fédération française de boules	3.692	3.554	160.393	163.358	161.616	788	162.404
Fédération française de boxe française	*r* 252	362	8.022	8.567	10.487	986	11.473
Fédération française de char à voile	30	32	784	967	844	147	991
Fédération française de course d'orientation	136	169	2.030	2.277	2.209	457	2.666
Fédération française de cyclotourisme	1.970	2.196	63.966	71.513	69.522	9.969	79.491
Fédération française de danse, art chorégraphique	195	261	17.007	18.886	•	•	22.404
Fédération française d'études et sports sous-marins	976	1.005	63.396	62.078	56.050	9.168	65.218
Fédération française de golf	147	151	38.007	34.381	24.389	14.329	38.718
Fédération française d'éducation physique, gymnastique volontaire	3.958	4.093	203.489	223.280	18.363	220.087	238.450
Fédération française de jeu de balle au tambourin	19	20	609	634	671	–	671
Fédération française de jeu à XIII	212	303	22.140	21.739	24.288	104	24.392
Fédération française de jeu de paume	18	16	•	297	221	–	221
Fédération française de joutes et sauvetage nautique	74	75	3.129	3.038	2.590	245	2.835
Fédération française de karaté et arts martiaux	1.570	1.752	62.011	62.219	60.129	9.340	69.469
Fédération française de longue paume	39	40	1.404	1.454	1.428	115	1.543
Fédération française de montagne	162	174	•	106.002	•	•	110.296
Fédération française de motocyclisme	692	765	13.561	14.060	14.324	257	14.581
Fédération française de motonautique	40	35	2.513	2.621	2.562	3	2.565
Fédération française de parachutisme	259	283	9.686	10.114	7.923	1.656	9.579
Fédération française des pêcheurs en mer	111	135	•	5.666	6.410	656	7.066
Fédération française de pelote basque	156	163	6.633	7.594	7.411	236	7.647
Fédération française de pétanque et jeu provençal	6.665	6.773	374.589	405.130	406.084	20.198	426.282
Fédération française des sports de quilles	384	461	14.785	14.785	13.519	1.880	15.399
Fédération française de roller skating	91	97	4.895	4.871	3.188	2.135	5.323
Fédération française de rugby	1.713	1.730	160.263	173.650	208.913	–	208.913
Fédération française de sauvetage et secourisme	•	•	•	44.112	•	•	•
Fédération française de ski nautique	132	133	5.335	5.949	4.701	1.585	6.286
Fédération française de spéléologie	389	429	4.899	4.886	5.131	–	5.131
Fédération française de surf riding	191	154	5.783	2.477	1.213	89	1.302
Fédération française de tennis	4.164	4.889	533.662	649.057	482.653	304.158	786.811
Fédération français de tennis de table	3.659	3.821	75.681	80.090	73.689	10.108	83.797
Fédération française de trampoline	33	37	2.640	1.521	1.652	1.799	3.451
Fédération française de twirling-bâton	733	718	•	27.465	–	25.647	25.647
Fédération française de vol libre	130	120	3.067	3.016	3.388	327	3.715
Totaux	**33.653**	**35.645**	**1.892.585**	**2.269.404**	**1.706.648**	**639.454**	**2.478.802**

TABLEAU 2.07 - 10

Fédérations multisports affinitaires : nombre de sections de clubs et de licences

(France métropolitaine, départements et territoires d'outre-mer)

Source : Fédérations sportives — Unités : section de club; licence

Fédérations et groupements multisports affinitaires	Sections de clubs		Licences				
					1980		
	1979	1980	1978	1979	Hommes	Femmes	Total
Fédération française d'entraînement physique dans le monde moderne	1.452	1.673	108.865	116.065	28.691	100.131	128.822
Éducation par le sport des handicapés mentaux	33	39	1.421	1.359	1.183	580	1.763
Fédération des sourds de France	61	61	2.013	2.626	2.310	415	2.725
Fédération de handisport	169	188	4.953	5.004	4.442	1.755	6.197
Fédération sportive et culturelle de France	2.106	2.148	141.717	176.826	•	•	178.711
Fédération sportive et gymnique du travail	3.656	3.760	298.924	304.984	•	•	317.888
Union française des œuvres laïques d'éducation physique	8.720	9.360	387.404	400.416	315.814	111.926	427.740
Union sportive des travailleurs	1.315	1.297	•	42.956	26.168	10.447	36.615
Totaux	**17.512**	**18.526**	•	**1.050.416**	**378.608**	**225.254**	**1.100.461**

TABLEAU 1.07 - 11

Sections « sports-études »

Source : Ministère du temps libre

	Année scolaire							
	1974-1975	1975-1976	1976-1977	1977-1978	1978-1979	1979-1980	1980-1981	1981-1982
Nombre de sections ouvertes	55	101	124	127	136	145	151	162
Effectif	1.180	2.204	2.437	2.726	3.059	3.204	3.208	3 633
Nombre de spécialités enseignées	14	22	22	22	22	22	23	25

TABLEAU 2.07 - 12

Formation des cadres sportifs : brevet d'État d'éducateur sportif

Source : Ministère du temps libre — Unité : candidat

	Réussite à la formation commune	Réussite à la formation spécifique	Nombre de brevets d'État ou diplômes d'État délivrés
1977	2.300	2.790	5.484
1978	3.119	4.060	4.260
1979	4.037	3.641	3.192
1980	2.329	5.165	4.681

TABLEAU 2.07 - 13

Médecine du sport

Source : Ministère du temps libre

	1976	1977	1978	1979	1980	1981 (e)
Candidats reçus aux certificats d'études spécialisées de biologie et de médecine du sport	430	600	673	1.161	1.455	1.700
Centres médico-sportifs	262	287	331	364	390	400
Commissions médicales fédérales	36	36	42	43	44	44
Instituts régionaux de médecine du sport	•	•	3	6	6	9
Sujets examinés en médecine préventive sportive	453.368	475.021	516.700	562.588	597.280	620.000
Sportifs de haut niveau examinés	2.334	1.470	3.058	3.694	3.200	3.200
Examens pratiqués dans les sections sport-études	2.288	2.415	2.512	2.891	3.098	3.200
Contrôles antidopage effectués	1.152	1.252	1.247	1.473	894	1.800

TABLEAU 2.07 - 14

Création d'équipements sportifs, de jeunesse, de tourisme et de loisir financés par le Ministère du temps libre

Source : Ministère du temps libre (fichier des équipements)

Type d'installation	1977	1978	1979	1980	1981 (e)
Terrains de plein air	545	596	885	797	680
Installations sportives couvertes	439	337	425	383	323
Piscines	100	53	31	28	23
Équipements sportifs particuliers	36	36	35	31	26
U.E.R.E.P.S-C.R.E.P.S.	1	1	1	2	1
Locaux d'activité socio-éducatifs	156	143	165	148	175
Centres de vacances	6	7	5	4	3
Centres de loisir sans hébergement	–	9	11	10	25
Locaux d'accueil	18	10	13	11	9

TABLEAU 2.07 - 15

Équipements sportifs, de jeunesse, de tourisme et de loisir (stock)

Source : Ministère du temps libre (fichier des équipements)

Type d'installation	1977	1978	1979	1980	1981 (e)
Terrains de plein air	52.318	53.735	54.978	56.178	57.678
Installations sportives couvertes	12.912	13.405	14.091	14.499	14.810
Piscines	3.079	3.152	3.204	3.272	3.312
Équipements sportifs particuliers	•	2.817	2.846	2.980	3.085
Locaux d'activités socio-éducatifs	7.490	7.734	7.991	8.221	8.431
Centres de vacances	5.997	6.034	6.077	6.120	6.150
Centres de loisir sans hébergement	1.506	1.548	1.588	2.120	2.220
Locaux d'accueil	773	788	816	870	880

SOURCES DE DOCUMENTATION

- **Ministère du temps libre.**

(Bureau des études et de la statistique), 118, avenue du Président-Kennedy, 75775 Paris Cedex 16. Tél. : 524.19.60.

- **Publications « Temps libre » :**

— Annuaire 1980, publié par le Ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs (Division des études et de la statistique);

— Licences 1980, document réalisé par le Ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs (Division des études et de la statistique).

Une nouvelle série de l'INSEE

Archives & Documents

Pour permettre à des utilisateurs spécialisés de disposer aisément et rapidement de résultats d'études qui n'entraient pas dans le champ général d'édition des « **Collections de l'INSEE** », l'INSEE a créé, en 1980, la série « **Archives et Documents** ». Elle regroupe, dans des ouvrages à tirage limité, de présentation modeste, des informations chiffrées allant à un plus grand niveau de détail que celles publiées dans les « Collections », des études particulières réservées à un public de spécialistes, des résultats de travaux spécifiques...

Derniers numéros parus :

Les comptes nationaux trimestriels en base 1971 du premier trimestre 1963 au premier trimestre 1981.

Liste par secteur des principales concentrations réalisées dans l'industrie française.

Le travail domestique - Essai de quantification.

L'indice des prix des produits agricoles à la production. Méthodologie base 1975.

Les agents de l'État au 31 décembre 1976.

Mini-DMS, modèle macroéconomique de simulation.

A la différence des *Collection de l'INSEE,* il n'est pas prévu d'abonnement à cette série.

CONSULTATIONS, VENTES : P 368

Dans les Observatoires économiques régionaux de l'INSEE.

insee Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques.

Chapitre 2.08

Culture

1. Archives
2. Monuments historiques
3. Archéologie
4. Musées
5. Musique, art lyrique et chorégraphique
6. Art dramatique
7. Cinéma
8. Livres
9. Enseignement artistique

Les données statistiques du présent chapitre émanent du Ministère de la culture.

Seules des données globales ont été retenues. Par ailleurs le champ couvert qui ne prétend pas à l'exhaustivité, déborde largement du domaine d'action de l'Administration de la culture.

• Ce chapitre a été établi par le Service des études et de la recherche du Ministère de la culture.

Il englobe, outre les activités liées à la conservation du patrimoine national, des activités spécifiquement culturelles comme par exemple la musique ou le théâtre dramatique, ainsi que des activités relevant du domaine industriel telle l'édition de livre ou de disques, l'activité cinématographique.

Les principales sources d'information sont les directions du département ministériel responsable de la culture, les sociétés de protection du droit d'auteurs, ainsi que des fédérations nationales d'organismes professionnels ou sociaux qui participent du domaine culturel.

Dans de nombreux domaines, les données sont incomplètes, en particulier en ce qui concerne les activités non contrôlées par le Ministère de la culture. Elles sont également de fiabilité inégale, et sont progressivement améliorées.

1. *Archives* (*tableaux 1 à 3*)

Les archives sont tous les documents produits par l'administration et la gestion des affaires publiques ou privées, et conservés en raison de leur utilité administrative ou historique. Leur conservation et leur utilisation font l'objet de la loi du 3 janvier 1979, et des décrets promulgués le 3 décembre 1979.

Un fonds n'a de valeur et d'intérêt que si les documents qui le composent restent groupés ensemble, sans être mélangés à d'autres. Ce principe du respect des fonds est fondamental pour le traitement des archives, alors qu'il n'intervient pas dans celui des bibliothèques ou des centres de documentation.

Les archives publiques proviennent des activités de l'État, des collectivités locales des établissements et entreprises publics, des organismes de droit privé chargés de la gestion des services publics ou d'une mission de service public. Les minutes et répertoires des notaires et des autres officiers publics ou ministériels sont également des archives publiques.

En dehors du dépôt légal mis sous la responsabilité de la Bibliothèque nationale, l'ensemble des archives de France relève (à l'exception des archives des Affaires étrangères et des Armées) de la Direction des archives de France. Sur le total des documents conservés, les 9/10 datent de l'époque contemporaine.

La Direction des archives de France gère également la conservation des bandes magnétiques fournies par l'Administration.

Outre leur mission de conservation du patrimoine archivistique, les Archives de France ont en charge de le communiquer aux administrations, aux chercheurs et aux citoyens. Aux termes de la loi du 3 janvier 1979, les archives étant la propriété commune des citoyens, leur sont accessibles.

2. *Monuments historiques* (*tableaux 4 à 8*)

21. PROTECTION DES MONUMENTS HISTORIQUES

En un siècle et demi, l'État a mené une action importante afin de constituer pour la nation un patrimoine monumental légal. La loi du 31 décembre 1913 plusieurs fois modifiée et complétée, a posé les règles essentielles qui aujourd'hui encore s'appliquent à la catégorie prestigieuse des « monuments classés », c'est-à-dire aux « immeubles dont la conservation présente au point de vue de l'histoire ou de l'art un intérêt public ». Elle a également prévu la création d'un « inventaire supplémentaire » sur lequel sont « inscrits » les immeubles « qui sans justifier une demande de classement immédiat, présentent un intérêt suffisant pour en rendre désirable la préservation ».

Le nombre global, depuis l'origine, des arrêtés de classement et d'inscription a dépassé 12.000 pour les premiers et 20.000 pour les seconds.

La progression annuelle du parc classé est d'environ cent vingt édifices par an dans la dernière décennie.

Afin de mieux suivre l'état des monuments pour lesquels il a une responsabilité particulière, le Ministère de la culture a mis en place depuis 1975, un fichier informatique pour ces monuments. Les architectes en chef des Monuments historiques et les architectes des Bâtiments de France y formulent leur diagnostic sur les besoins en travaux et sur le degré d'urgence de ces besoins : état de conservation du monument, risque de dégradation au cours des cinq années à venir, menace de disparition d'éléments précieux, enfin danger encouru par le public.

22. FRÉQUENTATION DES MONUMENTS HISTORIQUES

Il n'existe pas de source unique d'information sur la fréquentation des Monuments historiques. Les visites gratuites donnent seulement lieu à des estimations, et les visites payantes sont comptabilisées par les divers organes ou associations qui les organisent.

Les palais nationaux du Louvre et de Versailles, monuments les plus visités, ont reçu en 1981 plus de 6 millions de visiteurs, dont près de 3 millions en visites gratuites.

La Caisse nationale des monuments historiques et des sites (C.N.M.H.S.), établissement public à caractère administratif, placé sous la tutelle du Ministère de la culture, assure l'accueil du public dans un ensemble de 81 monuments publics, dont les plus célèbres sont le Mont-Saint-Michel, l'Arc de Triomphe, les tours de Notre-Dame de Paris et de la Cathédrale de Chartres, et Chambord. Cet ensemble de monuments a reçu en 1981 près de 7 millions de visiteurs payants.

3. *Archéologie* (*tableau 9*)

On distingue plusieurs types d'opérations de fouilles terrestres.

Un sondage est une opération, limitée en étendue, destinée uniquement à reconnaître l'existence et la nature

d'un site archéologique en vue d'en assurer la protection ou l'exploitation ultérieure.

Les fouilles de sauvetage s'effectuent lorsque des travaux (urbanisme, équipements, agriculture,...) mettent au jour ou menacent de destruction des vestiges archéologiques.

Un sauvetage urgent est décidé par le directeur régional des antiquités lorsque la destruction imminente et imprévue d'un gisement nécessite une intervention immédiate.

Les sauvetages programmés sont des opérations préventives décidées par le ministre, après avis du Conseil supérieur de la recherche archéologique, en raison de l'existence d'une menace à moyen terme pesant sur des sites d'importance scientifique reconnue. Dirigés par le personnel des circonscriptions ou confiés à des chercheurs extérieurs, ils représentent le 1/5 de l'ensemble des sauvetages terrestres.

Les fouilles programmées sont poursuivies, sur des sites non menacés, par des chercheurs qui en ont fait la demande et obtenu l'autorisation du Ministre de la culture après avis du Conseil supérieur de la recherche archéologique. Le nombre de ces fouilles, qui s'inscrivent dans de grands programmes de recherche, est volontairement limité pour permettre la concentration des moyens sur des chantiers d'intérêt national ou régional.

Les prospections (terrestres et aériennes) contribuent aux actions de prévention mais ne comportent ni fouilles ni sondages.

4. *Musées* *(tableaux 10 à 12)*

Le nombre de musées en France est estimé à 2.100 environ. A côté des musées relevant du droit public, de nombreux musées « privés », appartenant à des particuliers, des associations, des entreprises sont difficiles à recenser, et l'utilisation du terme musée n'est pas réglementée.

Les musées gérés ou contrôlés par l'État, environ 1.500, relèvent de structures complexes : ils appartiennent à l'État ou aux collectivités locales ou encore à des établissements publics ou à des associations.

Les musées français offrent des collections infiniment variées. Les créations de musées expriment les préoccupations de la société. La multiplication, au cours de ces dernières années, des musées ethnographiques et archéologiques témoignent d'un intérêt pour la redécouverte d'un passé local, de même que l'apparition des écomusées s'inscrit dans les préoccupations concernant l'environnement.

Mais les musées sont aussi largement tributaires de conditions historiques et le nombre et l'importance des musées, le prestige de leurs collections, leur fréquentation par le public ne vont pas toujours de pair avec l'importance actuelle des villes qui en sont propriétaires.

A côté de leur mission traditionnelle et fondamentale de conservation des collections nationales, les musées tendent depuis plusieurs années à développer leur fonction éducative et à s'intégrer dans la vie quotidienne comme lieux d'accueil et de loisirs culturels.

5. *Musique, art lyrique et chorégraphique* *(tableaux 13 à 18)*

51. ACTIVITÉS MUSICALES, LYRIQUES ET CHORÉGRAPHIQUES

La vie musicale française est animée par un grand nombre de formations musicales professionnelles ou amateurs de taille et de vocation très diverses. Une idée du nombre de ces formations est donnée par la Confédération musicale de France qui regroupe près de 6.000 associations musicales, auxquelles il faut ajouter les compagnies lyriques, plusieurs milliers d'orchestres de bals et un nombre difficile à estimer de formations de variétés.

Les statistiques établies par la S.A.C.E.M. (Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique) constituent une information globale et unique sur les différents canaux de diffusion de la musique. C'est auprès d'elle que les « entrepreneurs de spectacle » doivent s'adresser pour obtenir l'autorisation de diffuser des morceaux de musique du répertoire qu'elle protège aussi bien pour la musique vivante que pour la musique enregistrée en contrepartie du versement du « droit d'auteur » dont le montant est déterminé par contrat préalable.

Les spectacles lyriques et chorégraphiques sont montés et présentés dans des lieux très divers (Opéra de Paris, maisons de la Culture, théâtres lyriques de province, salles des fêtes municipales...).

L'État prend en charge une partie des activités lyriques et chorégraphiques grâce notamment au financement du théâtre national de l'Opéra de Paris et aux subventions accordées aux 13 théâtres lyriques municipaux adhérant à la Réunion des théâtres lyriques municipaux de France (R.T.L.M.F.) et à des compagnies lyriques et chorégraphiques indépendantes.

52. ÉDITION MUSICALE

La France a été le premier pays (1925) à inclure dans sa législation, le dépôt légal des œuvres phonographiques.

Ce dépôt s'applique « aux enregistrements sonores de toute nature quel que soit le genre (musique, diction, éditions publicitaires) quel que soit le support matériel (disque, bande gravée, bande magnétique, cassette) et quel que soit le procédé technique utilisé ».

En 1938, une Phonothèque nationale est créée pour recevoir le dépôt légal des phonogrammes. En 1975, elle devient le département de la Phonothèque nationale et de l'audiovisuel de la Bibliothèque nationale.

Les données du dépôt légal reprises ici constituent une approche partielle de l'édition musicale dans la mesure où elles donnent une information sur le nombre de titres musicaux édités chaque année.

L'édition de disques, bandes, cassettes et cartouches est une activité industrielle qui relève du Ministère de l'industrie.

Les statistiques présentées dans ce chapitre proviennent donc essentiellement de l'enquête annuelle d'entreprise auprès des maisons d'édition assurée par la Fédération nationale de la musique (F.N.M.) pour le compte du Mi-

nistère de l'industrie. Elles doivent être interprétées avec prudence dans la mesure où le champ couvert par l'enquête (nombre d'entreprises et d'établissements) diffère d'une année à l'autre.

L'évolution du nombre d'entreprises interrogées de 1974 à 1980 correspond à une extension du champ de l'enquête aux petits éditeurs. Les entreprises répondant à l'enquête (soit pour 1980, le 1/3 environ des entreprises interrogées) assurent la presque totalité de la production et du chiffre d'affaires.

6. *Art dramatique* (tableau 19)

Les systèmes d'exploitation des théâtres sont variés : ils vont de l'entreprise subventionnée à l'entreprise commerciale ou à des formes nouvelles qui ne veulent se réclamer ni de l'État ni du commerce.

Parallèlement aux théâtres nationaux, aux entreprises relevant du secteur privé ou de la décentralisation dramatique, il existe un grand nombre d'animateurs indépendants, amateurs ou professionnels, metteurs en scène de compagnies théâtrales fixes ou itinérantes se produisant dans des lieux très divers.

Le lieu théâtral où sont présentés les spectacles est souvent indépendant de l'entreprise théâtrale qui les produit. De nombreuses entreprises théâtrales n'ont en effet pas de salles à leur disposition pour présenter leurs productions et de nombreuses salles de théâtre restent vides ou ne sont que partiellement occupées. On ne peut parler du lieu théâtral sans noter enfin que l'une des tendances actuelles de l'expression théâtrale est de sortir des théâtres traditionnels pour investir des lieux non théatraux.

7. *Cinéma* (tableaux 20 à 26)

L'ensemble de l'activité cinématographique relève en France d'un établissement public placé sous l'autorité du ministre de la Culture : le Centre national de la cinématographie (C.N.C.) créé en 1946.

On peut regrouper les différentes attributions du Centre national de la cinématographie, en trois catégories principales : développement, réglementation et contrôle, enfin coordination des activités cinématographiques.

71. DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE CINÉMATOGRAPHIQUE

Les attributions du C.N.C. dans ce domaine se concrétisent :

● par l'étude des projets de lois, décrets, arrêtés relatifs à l'industrie cinématographique et, particulièrement ceux destinés à doter cette industrie d'un statut juridique adapté à son évolution;

● par l'application des mesures de nature à favoriser la modernisation des activités cinématographiques et la diffusion des films en France et à l'étranger;

● par la gestion des crédits du compte de soutien à l'industrie cinématographique qui permettent de verser les aides suivantes :

— aux entreprises de la production cinématographique : soit des subventions, soit des avances sur recettes contribuant au financement des films;

— aux entreprises de la distribution cinématographique: des subventions destinées au financement des films ou à leur diffusion;

— aux entreprises de l'exploitation : des subventions destinées soit à financer partiellement des travaux d'équipement et de modernisation des salles, soit à aider plus particulièrement l'effort de promotion des films par les salles d'art et essai et d'animation, par les salles des petites villes de zones rurales;

— à diverses institutions, organismes ou entreprises cinématographiques des aides répondant à des objectifs particuliers : modernisation des équipements des industries techniques, fonds de garantie de prêts bancaires aux entreprises auprès d'établissements financiers spécialisés.

72. RÉGLEMENTATION ET CONTRÔLE DE L'INDUSTRIE CINÉMATOGRAPHIQUE

L'exercice d'un pouvoir réglementaire autonome, par délégation législative, permet l'intervention la plus large dans l'organisation de la profession et la réglementation de son économie.

Les interventions du Centre national de la cinématographie à ce titre concernent le financement et les recettes des films :

— délivrance des autorisations d'exercice de la profession;

— contrôle des plans de financement des films avant octroi d'une autorisation ou d'un agrément de tournage;

— contrôle de la sincérité des recettes effectuées et déclarées par les exploitants de théâtres cinématographiques;

— surveillance de la répartition de la recette entre les différents ayants droit;

— centralisation des paiements concernant tous les crédits destinés à la production et à la diffusion des films cinématographiques et qui sont ouverts au budget des ministères civils, des établissements publics de l'État placés sous la tutelle ou le contrôle d'un ministère civil.

Le Centre national de la cinématographie assure, par ailleurs, le secrétariat de la Commission de contrôle des films qui relève directement de l'autorité du ministre chargé du cinéma.

73. COORDINATION DES ACTIVITÉS CINÉMATOGRAPHIQUES

Les attributions de coordination, ont pour objet de veiller à l'accomplissement des tâches présentant un intérêt commun à l'ensemble des activités cinématographiques et notamment :

— la promotion et la diffusion culturelle des films par l'organisation, avec le concours des groupements professionnels, des manifestations nationales et internationales

contribuant au rayonnement des films français, de même que par le développement d'un secteur non commercial du cinéma en collaboration avec les ministères intéressés;

— la formation professionnelle et technique pour les professions présentant un caractère artistique ou les professions techniques spéciales du cinéma;

— la conservation des films cinématograhiques qui sont confiés au centre (Service des archives du film installé à Bois-d'Arcy) ou dont celui-ci acquiert la propriété.

Le Centre national de la cinématographie contrôle les associations et organismes subventionnés (Institut des hautes études cinématographiques, Commission supérieure technique du cinéma, Unifrance Film, Festival international du film...).

Enfin, c'est auprès du Centre national de la cinématographie que fonctionne le registre public de la cinématographie intervenant à l'occasion de la production et de la diffusion des films cinématographiques.

8. *Livres (tableaux 27 à 33)*

81. ÉDITION DE LIVRES

Depuis 1958, le Syndicat national de l'édition effectue pour le compte du Ministère de l'industrie une enquête statistique annuelle auprès des maisons d'édition de livres du secteur privé, membres ou non du Syndicat, quels que soient leur importance et leur mode de distribution. Les organismes publics, les centres de recherche, etc., sont également inclus dans l'enquête, chaque fois qu'ils mettent en vente publique des ouvrages qu'ils éditent. Sans méconnaître les difficultés d'aboutir à des données certaines, cette enquête annuelle permet néanmoins de dégager des indications serrant d'assez près la réalité.

Les statistiques présentées ne concernent que les maisons d'édition ayant répondu à l'enquête et dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur à 100.000 F jusqu'en 1975 et 200.000 à partir de 1976.

Il y a lieu de préciser que le taux de réponse des maisons d'édition peut varier d'une année sur l'autre.

Des réajustements effectués, compte tenu des maisons qui n'ont pas répondu, soit à l'enquête 1980, soit à celle de 1979 laissent apparaître des taux de variation 1980-1979 peu favorables notamment en terme de chiffre d'affaires.

En 1980, les 396 éditeurs de livres ayant déclaré un chiffre d'affaires (hors taxes) d'au moins 200.000 F ont été retenus à l'exploitation de l'enquête.

Depuis 1974, les statistiques sont établies selon une nouvelle nomenclature de branches; les données antérieures à 1974 ont été raccordées à cette nouvelle nomenclature.

A côté de ces maisons d'édition qui éditent de façon régulière, de très nombreuses personnes physiques ou morales font plus ou moins occasionnellement *acte d'édition* mais ne représentent, en marge de l'édition, qu'un chiffre d'affaires très faible (moins de 1 % de l'ensemble).

82. BIBLIOTHÈQUES CENTRALES DE PRÊT

Les bibliothèques centrales de prêt sont des bibliothèques de lecture publique.

A partir d'un dépôt central situé généralement au chef-lieu du département, les bibliothèques centrales de prêt diffusent dans les communes de moins de 20.000 habitants, livres, disques, revues et matériel audio-visuel.

Deux modes de prêts existent : le prêt par dépôts et le prêt direct dans les communes à partir de bibliobus. Les dépôts se font pour les 2/3 dans les écoles.

Les données statistiques proviennent de la Direction du livre du Ministère de la culture qui procède à une enquête annuelle auprès des bibliothèques centrales de prêt.

Les données relatives aux bibliothèques municipales n'ont pas été reprises ici.

9. *Enseignement artistique (tableaux 34 et 35)*

Des formations existent dans tous les domaines artistiques et culturels. Elles sont parfois délicates à identifier, étant donné les finalités de culture générale ou de formation professionnelle, l'enchevêtrement des techniques, la disparité et la dispersion des lieux d'enseignement.

Ceux-ci sont de quatre types :

a. Les établissements publics relevant complètement de l'État (Ministère de la culture et de l'éducation nationale essentiellement);

b. Les établissements publics subventionnés ou contrôlés par l'État;

c. Les établissements publics dépendant uniquement des collectivités locales;

d. Les établissements privés dont certains sont subventionnés et contrôlés par l'État.

L'information donnée ici se limite, pour l'instant, à deux domaines : musique d'une part, arts plastiques et histoire de l'art d'autre part.

L'enseignement artistique non spécialisé n'est pas repris ici. Il se limite jusqu'à la fin du 1er cycle du second degré à une heure de dessin et de musique par semaine, mis à part les établissements possédant des classes à horaires aménagés, classes créées en 1973 en collaboration avec le Ministère de la culture dans lesquelles l'emploi du temps permet la poursuite d'études générales et musicales approfondies.

Dans le second cycle, l'enseignement artistique devient facultatif pour tous les élèves qui n'optent pas pour les baccalauréats A 6 (option « Musique ») et A 7 (option « Arts plastiques »).

Les chiffres figurant ici ne concernent que les établissements relevant de l'État ou contrôlés par lui. Par ailleurs, la formation continue n'est pas évoquée.

91. MUSIQUE

91.1. *Établissements relevant du Ministère de la culture*

Cet enseignement comporte des établissements de plusieurs niveaux :

— deux établissements publics : les conservatoires nationaux supérieurs de musique (C.N.S.M.) de Paris et de Lyon (créé en 1979) dispensent un enseignement de haut niveau à finalité professionnelle;

— les écoles de musique contrôlées par l'État sont toutes des établissements municipaux; elles reçoivent (sauf les écoles agréées) une subvention d'État dont le montant s'est notablement accru au cours des dernières années. Ces établissements comprennent : les conservatoires nationaux de région (C.N.R.), les écoles nationales de musique (E.N.M.) et les écoles de musique agréées (E.M.A.).

S'il existe au moins un conservatoire national de région par région, les écoles nationales de musique et les écoles de musique agréées sont distribuées plus irrégulièrement sur le territoire puisqu'il subsiste 22 départements (contre 37 en 1978) dépourvus d'établissements agréés. Ils possèdent cependant des écoles de musique puisque 4.000 communes déclarent en posséder au moins une.

Toutes ces écoles municipales forment essentiellement des amateurs, et s'adressent en général à une population d'âge scolaire.

91.2. *Établissements relevant du Ministère de l'éducation nationale*

Huit universités dispensent un enseignement musical : le premier cycle délivre un diplôme d'études universitaires générales (D.E.U.G.) de lettres et musique. Le second cycle est sanctionné par une licence d'éducation musicale à laquelle fait suite une maîtrise d'éducation musicale. Il délivre aussi une maîtrise de musicologie et une maîtrise spéciale de sciences et techniques (M.S.T.) en histoire de la musique. Le troisième cycle est sanctionné par un diplôme d'études approfondies (D.E.A.) et un doctorat.

Parallèlement sont préparés les concours de recrutement des enseignants en éducation musicale : certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement secondaire (C.A.P.E.S.) et agrégation.

L'enseignement technique du second degré est dispensé dans des sections spécialisées des lycées menant au baccalauréat de technicien F 11, en collaboration avec le Ministère de la culture (la partie musicale de l'enseignement est assurée par les C.N.R. ou les E.N.M.). D'autre part, il existe deux brevets de techniciens (B.T.) et plusieurs certificats d'aptitude professionnelle (C.A.P.) musicaux, préparant aux métiers de la musique, à la facture instrumentale, à la lutherie (1).

92. ARTS PLASTIQUES ET HISTOIRE DE L'ART

92.1. *Établissements relevant du Ministère de la culture*

L'enseignement des arts plastiques est dispensé, au plus haut niveau, par deux écoles ayant le statut d'établissement public : l'École nationale supérieure des beaux-arts (E.N.S.B.A.) qui délivre le diplôme supérieur des arts plastiques (D.S.A.P.) et l'École nationale supérieure des arts décoratifs (E.N.S.A.D.).

Par ailleurs, des écoles publiques d'art dispensent à la fois un enseignement supérieur à temps plein sur lequel le Ministère de la culture exerce un contrôle pédagogique, un enseignement péri et postscolaire à temps partiel et, dans certains cas, des formations spécifiques.

Ces établissements sont les écoles nationales d'art gérées par le Ministère de la culture (Aubusson, Bourges, Cergy-Pontoise, Dijon, Limoges, Nancy et Nice) et 71 écoles régionales et municipales réparties en trois classes.

En outre, plus de 400 communes possèdent une école d'art non habilitée par l'État.

L'enseignement contrôlé par le Ministère de la culture comporte deux filières : un cycle long de préparation au diplôme national supérieur d'expression plastique (D.N.S.E.P.) et un cycle court conduisant au diplôme national d'arts et techniques (D.N.A.T.). La plupart des élèves sont des bacheliers.

L'école du Louvre est un établissement public qui dispense un enseignement d'histoire de l'art, d'archéologie et de muséologie original et de haut niveau. Outre les élèves suivant la scolarité à temps plein, l'école accueille un très grand nombre d'auditeurs.

92.2. *Établissements relevant du Ministère de l'éducation nationale*

Sept universités délivrent un enseignement d'arts plastiques, conduisant au D.E.U.G. (lettres et arts, mention « arts plastiques »), à la licence, à la maîtrise, au D.E.A. et au doctorat d'arts plastiques, ainsi qu'au C.A.P.E.S. et à l'agrégation.

Seize universités comportent tout ou partie des trois cycles d'histoire de l'art et archéologie.

En outre, il existe une maîtrise des sciences et techniques de « Conservation et restauration des œuvres d'art, sites et objets archéologiques et ethnologiques ».

L'enseignement technique supérieur est dispensé essentiellement dans les quatre écoles nationales supérieures d'arts appliqués (E.N.S.A.A.) : Boulle, Duperré, Estienne, Olivier-de-Serres, qui délivrent à la fois leurs diplômes spécifiques et des brevets de techniciens supérieurs (10 spécialités).

L'enseignement professionnel du second degré conduit à des brevets de techniciens (20 spécialités environ) et à de très nombreux C.A.P. de métiers d'art et d'arts (tailleur de pierre, graveur, tailleur sur cristaux, dessinateur en art graphique, sculpteur sur bois, relieur, bronzier, serrurier d'art...).

En outre, une préparation au baccalauréat de technicien F 12, option « Arts appliqués », sera organisée à partir de l'année scolaire 1982-1983.

(1) Proposé dans les lycées d'enseignement professionnel (L.E.P.).

TABLEAU 2.08 - 1

Fonds conservés dans les archives nationales et départementales

Source : Ministère de la culture — *Unité :* km de rayonnages occupés

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Archives nationales	355	373	377	387	403	403	417	420	441	457	454
Archives départementales	961	997	1.002	1.049	1.066	1.082	1.114	1.135	1.163	1.207	1.208
Ensemble	**1.316**	**1.370**	**1.379**	**1.436**	**1.469**	**1.485**	**1.531**	**1.555**	**1.604**	**1.664**	**1.662**

TABLEAU 2.08 - 2

Collection de microfilms (originaux et copies) des archives nationales et départementales (1)

Source : Ministère de la culture — *Unité :* km de films

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Archives nationales :											
soit : Dépôt principal (2)	379	400	420	440	460	485	511	559	591	622	656
Section Outre-Mer (3)	•	•	•	•	•	•	•	•	11	12	13
Espeyran (4)	///	///	491	661	859	1.018	1.434	1.552	1.679	1.795	1.885
Aix (5)	29	41	52	61	70	77	78	82	88	93	102
Archives départementales	1.871	1.917	1.966	2 013	2.059	2.102	2.139	2.196	2.251	2.304	2.392
Ensemble	**2.279**	**2.358**	**2.929**	**3.175**	**3.448**	**3.682**	**4.162**	**4.389**	**4.620**	**4.826**	**5.048**

(1) En 1949, un service photographique a été créé aux Archives nationales, qui dispose actuellement à Paris (rue des Francs-Bourgeois) de plus de 600.000 mètres de microfilms originaux, soit quelques 15 millions de vues. Parallèlement, les Archives départementales, dont la moitié dispose d'ateliers bien équipés, ont accumulé plus de deux millions de mètres de microfilms, équivalant à environ 50 millions de pages d'archives. — (2) A Paris, rue des Francs-Bourgeois. Chiffre correspondant à l'unique exemplaire des microfilms réalisés, conservé sur place. Des exemplaires de sécurité sont systématiquement réalisés et envoyés à Espeyran. — (3) A Paris, rue Oudinot. Dépôt créé en 1960. Chiffres non disponibles avant 1979. — (4) Dépôt créé en 1973. Il reçoit un exemplaire de sécurité de tout microfilm exécuté par les services d'archives nationales et départementales. — (5) Dépôt créé en 1966.

TABLEAU 2.08 - 3

Lecteurs des services d'archives nationales et départementales

Source : Ministère de la culture — *Unité :* lecteur

	1970	1975	1976	1977	1978	1979	r 1980	1981
Archives nationales	7.730	9.693	7.953	11.614	13.088	12.084	10.377	11.447
Archives départementales	39.201	49.665	49.326	52.563	57.535	66.595	80.804	89.300
Ensemble	**46.931**	**59.358**	**57.279**	**64.177**	**70.623**	**78.679**	**91.181**	**100.747**

TABLEAU 2.08 - 4

Arrêtés de protection des monuments historiques
(nombres cumulés en fin d'année)

Source : Ministère de la culture — *Unité :* arrêté

	1970	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Classements (1)	10.986	11.465	11.590	11.724	11.857	12.021	12.180	12.239
Inscriptions	16.574	18.769	19.047	19.503	19.824	20.145	20.467	20.737
Ensemble	**27.560**	**30.234**	**30.637**	**31.227**	**31.681**	**32.166**	**32.647**	**32.976**

(1) Le nombre des arrêtés de classement à la fin de 1981 (12.239) est supérieur au nombre des édifices classés comptabilisés à la même date pour le fichier informatique (11.499). La différence s'explique par des extensions de classements d'édifices déjà protégés.

TABLEAU 2.08 - 5

Monuments historiques classés suivant le propriétaire et la catégorie

Année 1981

Source : Ministère de la culture

Catégorie de monuments	Type de propriétaire (en %)							Nombre
	Commune	Propriétaire privé	État	Département	Établissement public	Non ventilé	Ensemble	
Antiquités préhistoriques	19	58	8	–	1	14	100	1.282
Antiquités historiques	49	31	8	3	1	8	100	444
Châteaux	19	66	8	4	2	1	100	1.209
Architecture militaire	70	16	12	1	–	1	100	476
Cathédrales	–	–	100	–	–	–	100	87
Églises	98	1	1	–	–	–	100	4.156
Chapelles	77	18	2	1	1	1	100	565
Monastères	39	43	9	7	2	–	100	447
Édifices civils publics	60	13	15	4	8	–	100	498
Édifices civils privés	21	69	6	2	1	1	100	1.311
Divers	80	9	8	1	1	1	100	1.024
Ensemble	**62**	**28**	**6**	**1**	**1**	**2**	**100**	**11.499**
Nombre de monuments	7.092	3.177	684	171	119	256	**11.499**	

TABLEAU 2.08 - 6

Monuments historiques classés suivant la catégorie et la région

Année 1981

Source : Ministère de la culture — *Unité* : monument

	Ensemble	Antiquités	Châteaux	Édifices religieux	Édifices civils, publics et privés	Divers (1)
Alsace	290	12	48	100	78	52
Aquitaine	601	119	73	277	68	64
Auvergne	560	44	75	281	72	88
Bourgogne	677	72	65	320	117	103
Bretagne	997	439	47	299	98	114
Centre	730	91	113	343	132	51
Champagne - Ardenne	559	34	24	353	95	53
Corse	88	13	1	61	3	10
Franche-Comté	193	28	16	52	33	64
Ile-de-France	905	66	108	330	270	131
Languedoc-Roussillon	478	93	38	220	53	74
Limousin	240	40	24	114	18	44
Lorraine	471	26	36	180	97	132
Midi - Pyrénées	646	88	61	295	123	79
Nord	221	16	13	90	56	46
Basse-Normandie	480	54	98	249	47	32
Haute-Normandie	310	26	48	157	42	37
Pays de la Loire	529	121	94	222	69	23
Picardie	625	33	52	441	53	46
Poitou - Charentes	650	98	55	374	50	73
Provence - Côte d'Azur	623	108	42	269	100	104
Rhône - Alpes	606	104	77	219	130	76
Outre-mer	20	1	1	9	5	4
Ensemble	**11.499**	**1.726**	**1.209**	**5.255**	**1.809**	**1.500**

(1) Y compris les éléments d'architecture militaire.

TABLEAU 2.08 - 7

Entrées payantes dans les monuments les plus visités de la Caisse nationale des monuments historiques et des sites

Source : Caisse nationale des monuments historiques et des sites — *Unité :* millier de visiteurs

	1970	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Ensemble	**4.529**	**4.997**	**5.594**	**5.734**	**6.352**	**6.577**	**6.452**	**6.591**	**7.018**
dont :									
Arc de Triomphe	439	566	511	516	529	560	507	503	630
Abbaye du Mont-Saint-Michel	401	475	539	565	587	584	582	594	623
Notre-Dame (tours)	252	341	350	427	482	482	458	437	578
Sainte-Chapelle	414	423	419	452	508	546	508	514	565
Chambord	241	300	350	388	443	449	473	491	502
Haut-Kœnigsbourg	280	385	390	518	548	548	534	521	497
Azay-le-Rideau	195	248	270	283	314	329	322	345	335
Panthéon	146	158	146	132	165	175	161	167	210
Cité de Carcassonne	113	128	138	142	154	154	182	193	209
Conciergerie	138	89	154	153	168	188	168	159	190
Aigues-Mortes	103	121	123	131	169	177	191	179	184
Crypte Notre-Dame	–	–	–	–	–	–	–	96	170
Château d'Angers	96	111	124	136	154	156	155	152	167
Château d'If	147	144	124	139	125	128	121	121	130
Pierrefonds	62	59	60	115	110	111	111	135	120
Chaumont	83	99	105	108	121	117	117	156	117
Saint-Denis	56	53	58	89	106	101	104	112	115
Fontevraud	53	59	73	82	86	95	93	102	106
Cluny	65	82	75	81	90	96	90	98	101
Église de Brou	105	113	109	110	119	118	108	104	98
Abbaye du Thoronet	31	46	53	55	68	77	74	79	78
Salses	16	21	27	33	42	53	59	63	67
Glanum	91	82	77	95	103	103	95	81	67
La Turbie	76	64	61	48	49	51	51	57	64

TABLEAU 2.08 - 8

Fréquentation des palais nationaux. Entrées payantes (1)

Source : Ministère de la culture — *Unité :* millier de visiteurs

	1960	1965	1970	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Louvre	841	1.113	1.207	1.450	1.466	1.597	1.881	1.752	1.610	1.612
Versailles (château)	1.031	1.166	1.224	1.712	1.438	1.601	1.671	1.741	1.699	1.648
Fontainebleau	287	292	269	300	290	301	312	300	318	330
La Malmaison	128	125	95	110	102	107	100	101	119	104
Compiègne	91	95	72	70	71	82	85	81	94	94
Pau	154	109	109	100	100	112	114	117	109	106
Saint-Germain-en-Laye	37	35	28	37	54	50	55	52	50	43
Ensemble	**2.569**	**2.935**	**3.004**	**3.779**	**3.521**	**3.850**	**4.218**	**4.144**	**3.999**	**3.937**

(1) Il s'agit des visites payantes des musées installés dans les palais nationaux.

TABLEAU 2.08 - 9

Opérations de fouilles terrestres (Archéologie)

Source : Ministère de la culture — *Unité :* opération de fouille

	1970	1974	1975	1976	1977	1978	1979	*r* 1980	1981
Sauvetages	346	461	577	548	597	654	740	662	845
Sondages	191	287	230	207	184	200	236	176	191
Fouilles programmées	352	346	354	368	327	348	390	390	375
Ensemble	**889**	**1.094**	**1.161**	**1.123**	**1.108**	**1.202**	**1.366**	**1.228**	**1.411**

TABLEAU 2.08 - 10

Fréquentation des musées nationaux (entrées payantes)

Source : Ministère de la culture — *Unité :* millier

	1970	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Ensemble	**4.173**	**5.371**	**5.125**	**6.964**	**7.761**	**7.366**	**7.045**	**7.008**
Musées de Paris								
Palais de Tokyo (1)	89	117	89	53	84	82	64	...
Arts africains et océaniens	77	77	76	87	95	94	89	81
Arts et traditions populaires	///	27	37	41	42	41	38	37
Cluny	66	82	85	126	128	106	105	107
Delacroix	2	5	11	10	12	9	13	14
Guimet	18	25	25	45	36	32	61	45
Hébert	–	–	–	–	–	5	6	10
J.-J. Henner	0,5	1	1	1	1	1	2	1
Jeu de Paume	373	505	518	562	605	616	564	639
Louvre	1.207	1.450	1.466	1.597	1.881	1.752	1.610	1.612
Monuments français	17	19	19	25	25	30	25	27
Moreau	3	7	8	9	9	12	14	12
Orangerie (2)	3	5	10	7	31	–	13	–
Rodin	132	169	169	179	206	220	221	239
Musée national d'art moderne (1)	///	///	///	1.344	1.586	1.306	1.200	1.190
Musées de la région parisienne								
Antiquités nationales (Saint-Germain-en-Laye)	28	37	54	50	55	52	50	43
Écouen	///	///	///	22	73	38	29	35
Fontainebleau	269	300	290	301	312	300	318	330
Malmaison	95	110	102	107	100	101	119	104
Port-Royal	5	6	5	6	5	5	5	4
Sèvres	17	24	19	18	19	21	23	21
Versailles	1.491	1.962	1.689	1.918	1.965	2.017	1.940	1.892
Château	1.224	1.713	1.438	1.601	1.671	1.741	1.699	1.648
Grand Trianon	177	156	158	209	215	207	204	192
Petit Trianon	90	54	54	63	75	69	37	52
Musée des voitures	(3)	39	39	45	4	–	–	–
Musées de province								
Adrien Dubouché (Limoges)	7	10	9	12	16	15	13	19
Blérancourt	2	2	1	2	2	2	2	2
Chagall (Nice)	///	36	40	47	49	53	50	59
Compiègne	72	70	71	82	85	81	94	94
Les Eyzies	///	90	93	102	120	105	114	118
Fernand-Léger (Biot)	///	24	38	25	22	25	21	28
Ile d'Aix (musée napoléonien)	11	20	18	21	24	20	18	20
Ile d'Aix (musée africain)	11	13	12	14	13	11	10	9
Magnin (Dijon)	0,5	1	1	2	1	2	3	2
Maison Bonaparte (Ajaccio)	48	53	45	13	16	69	70	72
Mouilleron-en-Pareds	1	2	3	4	5	4	5	9
Pau	109	100	100	112	114	117	109	106
Vallauris	19	22	21	20	24	22	27	27

(1) En 1977, le Musée national d'art moderne a été transféré au Centre Georges Pompidou; le palais de Tokyo continue de présenter des collections permanentes et des expositions. — (2) Seules sont comptées les entrées aux Nymphéas en dehors des expositions. — (3) Entrées comprises dans celles du Petit Trianon.

TABLEAU 2.08 - 11

Fréquentation des musées de la ville de Paris (présentations permanentes et expositions temporaires)

Source : Ville de Paris — *Unité :* millier

	1970	1975	1978	1979	1980	1981
Art moderne (5)	79,6	228,4	206,1	182,0	99,4	455,7
Balzac	6,4	11,2	11,0	17,1	8,2	8,6
Bourdelle	8,4	6,9	14,0	10,3	9,8	7,6
Carnavalet	72,7	97,1	96,7	128,2	65,5	60,8
Cernuschi	15,7	12,1	14,7	24,1	15,1	22,6
Cognac-Jay	5,2	12,3	10,7	12,9	7,5	9,0
Costume	22,7	/// (2)	32,7	55,1	36,0	32,1
Galliera (1)	44,6	41,7	/// (3)	/// (3)	/// (3)	/// (3)
Petit Palais	206,3	135,8	219,5	194,2	67,5	272,1
Victor-Hugo (4)	32,8	76,8	70,6	67,7	28,6	27,3
Ensemble	**494,4**	**622,3**	**676,0**	**691,6**	**337,6**	**895,8**

(1) Expositions temporaires seulement. — (2) Musée fermé. — (3) Musée fermé, les locaux ont été affectés au Musée de la mode et du costume. — (4) En 1980 et 1981 fermeture pour travaux de certaines salles. — (5) En 1981 chiffre très important dû essentiellement à l'exposition Modigliani.

TABLEAU 2.08 - 12

Grandes expositions organisées par la réunion des musées nationaux ayant reçu plus de 100.000 visiteurs

(entrées payantes)

Source : Ministère de la culture — *Unité* : entrée

	Nombre d'entrées payantes
1967	
Toutankhamon (Petit Palais)	1.240.975
Picasso (Grand et Petit Palais)	337.687
Collections suisses (Orangerie)	256.168
Bonnard (Orangerie)	204.963
L'art russe (Grand Palais)	191.318
Ingres (Petit Palais)	191.114
Chagall [Message biblique] (Louvre)	107.480
1970	
Matisse (Grand Palais)	347.136
Goya (Orangerie)	311.636
Chagall (Grand Palais)	253.930
Paul Klee (Art moderne)	101.819
1971	
Le siècle de Rembrandt (Petit Palais)	130.148
Rouault (Art moderne)	104.770
1972	
Van Gogh (Orangerie)	494.233
La Tour (Orangerie)	348.235
École de Fontainebleau (Grand Palais)	160.960
1973	
Tapisseries médiévales (Grand Palais)	201.068
Georges Braque (Orangerie)	165.339
Soutine (Orangerie)	159.419
1974	
Centenaire de l'impressionisme (Grand Palais)	505.929
Cézanne (Orangerie)	289.263
Joan Miro (Grand Palais)	142.478
Fondation Guggenheim (Orangerie)	113.862
De David à Delacroix (Grand Palais)	108.349
1975	
L'or des Scythes (Grand Palais)	359.596
Corot (Orangerie)	220.178
Max Ernst (C.N.A.C.)	179.435
Millet (Grand Palais)	148.750
1976	
Ramsès le Grand (Grand Palais)	966.012
Peinture romantique allemande (Grand Palais)	157.612
1977	
Courbet (Grand Palais)	255.792
Art de l'Islam (Grand Palais)	141.628
Henri Moore (Orangerie)	113.477
Dieux et démons de l'Himalaya (Grand Palais)	100.369
1978	
Cézanne, les dernières années (Grand Palais)	385.740
Les frères Le Nain (Grand Palais)	296.690
De Renoir à Matisse (Grand Palais)	252.242
1979	
Picasso [œuvres reçues en paiement des droits de succession] (Grand Palais)	457.326
Chardin (Grand Palais)	341.479
Trésors du Kremlin (Grand Palais)	243.974
1980	
Monet (Grand Palais)	504.422
Science et patrimoine (Grand Palais)	187.352
Mucha (Grand Palais)	118.659
1981	
Pissaro (Grand Palais)	369.462
Gainsborough (Grand Palais)	261.135
Les fastes du Gothique (Grand Palais)	246.039
Les chevaux de Saint-Marc (Grand Palais)	107.512

TABLEAU 2.08 - 13

Entreprises ayant des contrats d'abonnés avec la S.A.C.E.M.

Source : Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (S.A.C.E.M.) *Unité :* entreprise

	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Spectacles avec danse (1) (3)...	r 4.623	12.455	12.817	13.204	12.893	12.987
Spectacles sans danse (2).....	r 556	r 614	694	772	815	892
Cinémas (4).....	4.429	4.997	5.006	4.964	4.992	5.956
Entreprises diverses.....	167.475	179.546	180.063	188.466	189.029	192.760
Ensemble.....	**r 177.083**	**r 197.612**	**198.580**	**207.406**	**207.729**	**212.595**

(1) Bals sous tente et autres bals, cabarets, casinos, etc. — (2) Concerts, galas de variétés, cirques, spectacles divers. — (3) Y compris, à partir de 1977, les municipalités qui organisent des spectacles. — (4) Le fichier a été mis à jour en 1981.

TABLEAU 2.08 - 14

Séances occasionnelles déclarées à la S.A.C.E.M.

Source : Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (S.A.C.E.M.) *Unité :* séance

	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Spectacles avec danse (1).....	143.238	153.885	167.303	179.619	182.464	175.259
Spectacles sans danse (2).....	69.476	75.603	82.595	88.985	92.228	91.860
Cinémas.....	6.679	6.498	5.594	5.586	5.387	5.122
Divers.....	3.940	4.083	4.187	3.524	3.490	3.806
Ensemble.....	**223.333**	**240.069**	**259.679**	**277.714**	**283.569**	**276.047**

(1) Bals sous tente et autres bals, cabarets, casinos, etc... — (2) Concerts, galas de variétés, cirques, spectacles divers..

TABLEAU 2.08 - 15

Droits d'auteur perçus par la S.A.C.E.M. pour la diffusion publique du répertoire protégé

Source : Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (S.A.C.E.M.) *Unité :* millier de francs

	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Spectacles avec danse (1).....	122.951,6	145.174,1	155.934,7	174.498,8	194.531,1	219.202,7
Spectacles sans danse (2).....	40.187,8	48.658,5	50.665,7	59.299,5	67.712,3	79.044,3
Cinémas.....	23.544,5	24.242,8	28.364,9	30.364,4	35.976,8	43.185,2
Entreprises diverses.....	74.121,7	81.925,1	99.546,3	106.705,4	123.648,0	135.325,1
Ensemble.....	**260.805,6**	**300.000,5**	**334.511,6**	**370.868,1**	**421.868,2**	**476.757,3**

(1) Bals sous tentes et autres bals, cabarets, casinos, etc. — (2) Concerts, galas de variétés, cirques, spectacles divers.

TABLEAU 2.08 - 16

Activités musicales

Source : Ministère de la culture

	1974/75	1975/76	1976/77	1977/78	1978/79	r 1979/80	1980/81
Orchestres subventionnés par le Ministère de la culture							
Orchestre de Paris :							
Concerts (4)	84	80	80	104	93	98	84
Auditeurs (en milliers)	181	182	226	221	181	117	145
Orchestres régionaux :							
Concerts	800	1.000	820	860	970	1.100	1.200
Auditeurs (en milliers)	550	560	590	517	574	602	...
Associations symphoniques parisiennes :							
Auditeurs (1) [en milliers]	98	69	84,5	80	81,5	69,5	71
Formations conventionnées :							
Concerts (1)	535	620	645	635	710	765	800
Théâtre national de l'Opéra de Paris							
Représentations lyriques et chorégraphiques (2)	266	237	r 243	248	r 259	350	263
Spectateurs (2) [en milliers]	547	484	r 434	r 391	r 342	516	385
Théâtres lyriques municipaux (3)							
Spectacles	307	250	293	214	283	235	208
Représentations	1.034	952	987	958	913	956	875
Spectateurs (en milliers)	r 851	772	985	852	834	857	900

(1) Uniquement pour les concerts donnés dans le cadre de la convention passée entre ces associations et le Ministère de la culture. — (2) Non compris les concerts et les tournées en province et à l'étranger. Y compris les spectacles de l'Opéra donnés à la salle Favart, au Palais des congrès, au théâtre des Champs-Élysées, dans la Cour carrée du Louvre. — (3) Appartenant à la réunion des théâtres lyriques et municipaux de France (R.T.L.M.F.). (4) En 1981, non compris deux festivals.

TABLEAU 2.08 - 17

Dépôts au département de l'audio-visuel de la Bibliothèque nationale en 1980

Source : Bibliothèque nationale

	Nombre de supports (1)	Nombre de titres
Disques	10.860	9.135
30 cm	8.652	6.944
25 cm	31	31
17 cm	2.177	2.160
Livres-disques	–	–
Cassettes	3.449	3.215
Cartouches	–	–
Ensemble	**14.309**	**12.350**

(1) Un support correspond à un document (une unité), disque ou cassette. Un titre peut nécessiter plusieurs supports et plusieurs titres peuvent se trouver sur un même support.

TABLEAU 2.08 - 18

Édition de disques

Source : Fédération nationale de la musique (enquête annuelle d'entreprise)

Unités { Personnel en unité / Production : million de disques et cassettes / Sommes en millions de F

	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Nombre d'entreprises interrogées	329	297	320	332	313	350
Nombre d'entreprises ayant répondu	98	108	89	82	83	90
Nombre d'établissements correspondants	108	117	96	92	92	100
Fabrication de phonogrammes par les entreprises de pressage :						
Disques	143,1	154,5	166,9	186,5	(1) 151,3	107,5
Cassettes	9,3	12,8	18,6	21,4	27,1	17,3
Chiffre d'affaires (toutes taxes comprises)	1.996,5	2.321,1	r 2.744,4	3.357,7	3.504,2	3.836,0
Taxes (T.V.A.)	466,3	542,6	640,5	781,6	824,5	886,9
Chiffre d'affaires (hors taxes)	1.530,2	1.778,5	2.103,9	2.576,2	2.679,7	2.949,1
Droits versés par les maisons d'édition de disques	188,2	228,1	282,7	349,7	416,7	529,6
soit : Droits d'auteur	102,9	122,3	138,9	174,6	218,5	236,1
Royalties payées aux artistes	85,3	105,8	143,8	175,1	198,2	293,5
Personnel employé :						
Effectif du personnel permanent	6.266	6.296	6.177	6.336	6.191	5.161
Nombre de journées de travail du personnel intermittent (2) et à domicile (3)	36.067	30.025	28.745	26.842	21.927	16.764
Salaires distribués :						
Personnel permanent	210,9	258,5	281,2	325,7	334,9	360,1
Personnel intermittent et à domicile	12,5	11,4	12,0	12,7	16,8	16,1

(1) Non compris 34,7 millions de microdisques souples pour l'exportation. — (2) Artistes musiciens. — (3) Musiciens copistes.

TABLEAU 2.08 - 19

Activités théâtrales

Source : Ministère de la culture

	1975/76	1976/77	1977/78	1978/79	1979/80	1980/81
Théâtres nationaux						
Comédie française (1) :						
Représentations	328	r 320	381	391	388	386
Spectateurs (en milliers)	r 244	r 247	271	296	298	289
Théâtre national de l'Odéon (2) :						
Représentations	346	338	426	405	505	382
Spectateurs (en milliers)	122	126	136	136	187	157
Théâtre national de Chaillot :						
Représentations	248	250	304	285	232	242
Spectateurs (en milliers)	57	74	r 134	107	93	46
Théâtre de l'Est parisien :						
Représentations	288	253	362	262	278	296
Spectateurs (en milliers)	71	75	81	88	87	102
Théâtre national de Strasbourg (3) :						
Représentations	r 198	r 191	r 202	r 283	150	160
Spectateurs (en milliers)	r 94	r 78	r 63	r 72	51	80
Centres dramatiques nationaux (4)						
Représentations	2.841	3.525	r 2.548	r 2.342	r 2.837	3.221
Spectateurs (en milliers)	923	1.030	r 686	r 662	r 798	874
Théâtres privés (5)						
Représentations	13.150	11.203	10.816	11.504	(6)	11.535
Spectateurs (en milliers)	3.411	2.470	2.560	3.363	(6)	3.384

(1) Pour les seules représentations de la salle Richelieu; non compris les représentations données à l'Odéon, dans d'autres salles parisiennes, en province ou à l'étranger. — (2) Y compris les représentations à l'Odéon de la Comédie française. — (3) Spectacles à Strasbourg et hors Strasbourg. — (4) Activités dramatiques uniquement; sont exclues les autres activités (danse, cinéma, variétés, animations scolaires) des centres dramatiques nationaux ainsi que les spectacles en tournées. — (5) Résultats donnés pour l'ensemble de l'année. Théâtres privés proprement dits, théâtres municipaux parisiens non subventionnés, spectacles donnés dans des salles ou espaces (Palais des congrès...) accueillant occasionnellement des spectacles vivants. — (6) Par suite du réaménagement des programmes informatiques des sociétés d'auteurs qui sont la source des statistiques habituellement communiquées, les données pour 1979 ne sont pas disponibles.

TABLEAU 2.08 - 20

Le service des archives du film

Source : Centre national de la cinématographie

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Nombre de déposants (1)	195	300	335	500	533	585	637	689	739	804	865
Nombre de bobines déposées (1)	•	90.000	115.000	200.000	218.657	250.273	282.252	309.105	353.808	401.157	441.642
Nombre de films déposés (1)	7.700	8.800	12.000	15.000	21.516	24.784	28.265	33.763	42.354	49.880	57.007

(1) Estimation pour les années 1970 à 1973 incluse.

TABLEAU 2.08 - 21

Production française de films

Source : Centre national de la cinématographie — En unités

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Sociétés de production de long métrage (1) :											
Autorisées	310	331	365	389	435	486	517	535	574	616	657
Actives (2)	136	135	137	169	190	185	164	162	162	188	174
Sociétés de production de court métrage :											
Autorisées	797	812	865	891	903	990	1.037	*r* 1.014	1.135	1.232	1.337
Actives (2)	138	153	152	150	152	204	180	198	208	203	329
Réalisateurs actifs de long métrage	107	94	118	137	150	148	135	141	129	134	12
soit : Ayant participé à la réalisation :											
D'un film	100	91	113	121	126	120	116	110	118	119	114
De 2 films	7	3	5	15	17	16	6	15	9	13	8
De 3 films	–	–	–	1	5	8	6	5	2	1	4
De plus de 3 films	–	–	–	–	2	4	7	11	–	1	2
Réalisateurs actifs de court métrage	–	–	–	150	240	310	276	331	326	282	282
Production de films de long métrage (3)	138	127	169	181	191	162	156	144	160	174	189
Films intégralement français	66	67	71	85	101	101	112	112	116	126	144
Films de coproduction	72	60	98	96	90	61	44	32	44	48	45
A majorité française	44	35	49	54	41	36	20	19	19	26	16
A majorité étrangère	28	25	49	42	49	25	24	13	25	22	29
Production de films de court métrage (4)	265	354	279	254	320	461	432	484	509	355	429

(1) Long métrage : film de plus de 1.600 mètres. — (2) Ayant effectivement participé à la production d'au moins un film au cours de l'année. — (3) Ne sont pris en considération que les longs métrages ayant accès au soutien de l'État, à l'exclusion des films pornographiques et d'incitation à la violence. — (4) Commerciaux exclusivement.

TABLEAU 2.08 - 22

Activité des studios français de films

Source : Centre national de la cinématographie

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Plateaux (en unités)	17	17	17	15	14	13	13	12
Superficie (en m²)	10.096	10.096	10.096	10.021	9.696	9.696	9.696	9.696
Journées-plateaux disponibles (1)	4.986	4.322	4.747	3.847	3.625	3.416	3.284	3.284
Journées-plateaux utilisées (2)	2.894	2.116	2.841	1.897	1.759	2.181	1.769	2.023
Pour films français et coproductions	1.775	1.325	1.787	1.143	1.002	1.701	626	781
Pour films étrangers	–	101	110	273	69	57	263	259
Pour télévision	508	16	35	30	172,5	58	69	41
Pour publicité	///	///	///	///	///	354	657	666
Divers (3)	611	674	909	451	515,5	11	154	276
Journées-plateaux libres	2.092	2.206	1.906	1.950	1.866	1.235	1.515	1.261

(1) Nombre de plateaux × nombre de jours ouvrables. — (2) Nombre de plateaux × nombre de jours d'utilisation (jour d'immobilisation pour le montage et le démontage et jours de tournage). (3) Utilisation pour des films non commerciaux, des films de court métrage commerciaux, des films de fiction nécessitant l'établissement de décors, des films de publicité et d'entracte produits par des sociétés autres que celles disposant de studios spécialisés.

TABLEAU 2.08 - 23

Activités des sociétés de distribution de films

Source : Centre national de la cinématographie

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Sociétés autorisées (en unités)	183	193	192	206	216	243	253	254
dont : Ayant enregistré des résultats d'exploitation	131	133	138	151	159	177	184	179
Distributeurs spécialisés « Art et essai »	30	35	40	45	49	63	63	58
Nombre de films distribués (1)	7.829	7.961	8.303	8.552	8.578	8.577	8.523	8.417
Chiffre d'affaires des sociétés de distribution (en millions de F)	467,3	549,6	643,5	720,8	757,3	886,2	984,8	1.061,9
soit : Distributeurs diffusant en majorité des films français	304,4	332,9	396,8	436,3	492,5	554,8	664,9	740,2
dont : Spécialisés « Art et essai »	16,8	21,6	31,5	29,1	31,8	33,6	47,7	47,
Distributeurs diffusant en majorité des films américains	162,9	216,7	246,7	284,5	264,8	331,4	319,9	321,7

(1) Certains films sont comptabilisés plusieurs fois car ils peuvent être distribués par plusieurs distributeurs régionaux.

TABLEAU 2.08 - 24

Exploitation cinématographique (format standard 35 mm et format substandard)

Source : Centre national de la cinématographie

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Format standard (35 mm)											
Équipement :											
Nombre de salles (1) [en unités]	4.381	4.237	4.206	4.250	4.286	4.328	4.443	4.448	4.464	4.523	4.540
Nombre de fauteuils (en milliers)	2.115,9	2.012,0	1.936,9	1.870,8	1.817,0	1.775,6	1.684,7	1.601,4	1.522,8	1.472,4	1.408,8
Programmation :											
Films projetés (en unités)	4.265	4.283	4.414	4.449	4.710	4.715	4.866	5.064	5.084	5.189	5.256
Français	1.338	1.330	1.326	1.365	1.390	1.454	1.507	1.637	1.701	1.753	1.763
Étrangers	2.927	2.953	3.088	3.084	3.320	3.261	3.359	3.427	3.383	3.436	3.493
dont : Américains	1.289	1.223	1.256	1.224	1.275	1.209	1.281	1.277	1.255	1.338	1.344
Spectateurs (en millions)	184,4	177,0	184,4	176,0	179,4	181,7	177,3	170,3	178,5	178,1	173,7
Recettes (en milions de francs)	882,1	932,9	1.078,2	1.174,8	1.359,2	1.572,7	1.756,7	1.838,6	2.110,8	2.308,9	2.460,5
% films français dans la recette	52,6	56,1	55,9	61,8	56,1	52,4	52,5	47,3	46,5	51,1	47,7
Format substandard (16 mm)											
Nombre total de points de projection autorisés [en unités] (2)	3.412	2.480	1.920	1.589	1.558	1.438	1.100	938	858	811	807
soit : Autorisations d'ouverture d'un premier point	1.189	940	783	721	715	651	337	275	230	203	185
Autorisations d'extension	2.223	1.540	1.137	868	843	787	763	663	628	608	622
Résultats d'exploitation :											
Nombre de spectateurs (en millions)	2,5	2,0	1,6	1,4	1,3	1,2	1,1	0,8	0,7	0,7	0,6
Recettes (en millions de francs)	7,06	6,11	5,55	5,63	6,17	6,43	6,37	5,26	4,81	5,22	4,62

(1) Y compris « les patronages » (séances gratuites) 39 établissements en 1979, 40 établissements en 1980. — (2) Y compris « les patronages » (séances gratuites) 299 établissements en 1980.

TABLEAU 2.08 - 25

Décomposition de la recette des exploitants de cinéma (format standard)

Source : Centre national de la cinématographie — En %

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.) [1] (2)	14,4	14,4	14,3	15,0	14,9	15,0	■ 13,3	6,9
Exploitation	49,4	49,1	49,2	48,2	48,1	47,5	47,8	50,7
Production-distribution (3)	34,4	34,8	34,9	35,3	35,5	36,1	37,5	40,9
Droits d'auteur	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,4
Presse filmée	0,5	0,4	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1

(1) La diminution de la T.V.A. par rapport à l'année 1978 s'explique par la modification du taux de la taxe sur la valeur ajoutée, ramené de 17,6 % à 7 % à compter du 1er novembre 1979. — (2) En 1980, compte tenu de la perception au taux majoré de la T.V.A. s'appliquant aux programmes pornographiques ou d'incitation à la violence. — (3) En 1980, la T.V.A. affectant le film est exclue. La part brute « production - distribution (les actualités et la T.V.A. affectant le film incluses) est de 1.082,5 millions de francs.

TABLEAU 2.08 - 26

Recettes globales des films français à l'étranger (long et court métrage)

Source : Centre national de la cinématographie

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Nombre de contrats (en unités)	1.679	1.848	1.687	1.921	2.039	2.041	2.199	2.032	2.018	1.908	2.280
Recettes (en millions de francs)	53,2	61,1	54,7	96,6	94,1	122,4	128,5	92,5	87,1	91,2	(1)

(1) Non disponible (non communiqué par le CNC).

TABLEAU 2.08 - 27

Chiffre d'affaires (hors taxe) des éditeurs de livres (1) : résultats d'ensemble

Source : Syndicat national de l'édition — *Unité :* million de francs

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Marché intérieur:											
Vente de livres	1.576,4	1.867,4	2.121,7	2.276,7	2.531,8	3.066,1	3.418,9	3.887,3	4.243,1	4.742,9	5.272,5
Cession de droits	21,1	21,5	31,9	30,8	41,8	46,3	43,9	49,4	72,6	64,6	145,0
Total	*1.597,5*	*1.888,9*	*2.153,6*	*2.307,5*	*2.573,6*	*3.112,4*	*3.462,8*	*3.936,7*	*4.315,7*	*4.807,5*	*5.417,5*
Exportations :											
Vente de livres	309,8	331,6	345,2	350,0	386,6	447,4	491,4	534,7	592,6	633,4	706,5
Cession de droits	25,6	28,9	32,2	39,9	40,6	35,5	49,2	51,8	57,5	58,4	69,4
Total	*335,4*	*360,5*	*377,4*	*389,9*	*427,2*	*482,9*	*540,6*	*586,5*	*650,1*	*691,8*	*775,9*
Ensemble (2)	**1.934,8**	**2.249,4**	**2.531,0**	**2.697,4**	**3.000,8**	**3.595,3**	**4.003,4**	**4.523,2**	**4.965,8**	**5.499,3**	**6.193,4**

N.B. — Il convient de signaler qu'une partie non négligeable des exportations passe par les diffuseurs et les grossistes et de ce fait se trouve reprise dans le marché intérieur.

(1) Maisons d'édition qui ont répondu à l'enquête et dont le chiffre d'affaires annuel (hors taxes à partir de 1970) est supérieur à 100.000 F jusqu'en 1975 à 200.000 F à partir de 1976. — (2) Y compris le chiffre d'affaires non réparti en 1970.

TABLEAU 2.08 - 28

Ventes de livres par les éditeurs (1) par branche

(vente de livres et cession de droits — marché intérieur et exportations)

Source : Syndicat national de l'édition — *Unité :* million de francs

Branche (2)	1970	1971	1972	1973	1974	1975 (3)	1976	1977	1978	1979	1980
Livres scolaires	297,8	354,1	340,0	337,3	397,3	429,9	464,9	531,8	577,6	632,8	700,2
Livres scientifiques professionnels et techniques	230,3	277,6	296,4	325,4	454,0	227,2	248,7	261,7	297,9	330,2	341,7
Livres pratiques						442,5	490,7	566,2	522,5	613,1	661,7
Livres de sciences humaines	145,9	178,8	193,9	210,8	245,7	261,3	307,9	338,5	385,7	409,5	448,4
Littérature	599,4	700,3	730,7	755,5	780,3	883,7	947,3	1.045,8	1.195,7	1.337,4	1.462,0
Encyclopédies et dictionnaires	305,2	397,5	588,5	629,5	619,4	671,8	796,6	908,9	1.011,1	1.059,2	1.249,7
Beaux-arts et beaux livres	108,4	138,4	153,1	187,1	201,1	240,3	267,8	288,4	305,2	362,1	437,6
Livres pour la jeunesse	152,4	172,4	201,6	208,9	256,7	304,7	323,7	372,0	455,7	522,5	551,0
Divers non ventilés	95,4	30,4	26,8	42,9	46,3	52,2	62,6	108,7	84,3	109,5	126,7
Total	**1.934,8**	**2.249,5**	**2.531,0**	**2.697,4**	**3.000,8**	**3.513,6**	**3.910,4**	**4.422,0**	**4.835,7**	**5.376,3**	**5.979,0**

(1) Maisons d'édition qui ont répondu à l'enquête et dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur à 100.000 F (hors taxes) jusqu'en 1975 ; à 200.000 F à partir de 1976. — (2) Nouvelle nomenclature adoptée à compter de 1974 avec raccordement des données antérieures. — (3) Les cessions de droits ne sont comprises dans le chiffre d'affaires que jusqu'en 1975 (voir tableau 27).

TABLEAU 2.08 - **29**

Maisons d'édition suivant le chiffre d'affaires

Source : Syndicat national de l'édition — *Unité :* Maison d'édition

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
100 millions et plus	37	40	43	49	50	11	13
De 50 à moins de 100 millions						11	10
De 20 à moins de 50 millions						32	36
De 10 à moins de 20 millions	12	18	27	28	34	43	40
De 5 à moins de 10 millions	33	42	48	52	53	58	51
De 2 à moins de 5 millions	88	83	74	88	80	76	77
De 1 à moins de 2 millions	54	63	70	67	62	52	48
De 0,5 à moins de 1 million	61	62	61	66	57	71	72
De 0,2 à moins de 0,5 million	73	72	63	66	64	50	49
Ensemble (1)	**358**	**380**	**386**	**416**	**400**	**404**	**396**

(1) Ensemble des maisons ayant répondu à l'enquête et ayant un chiffre d'affaires supérieur à 0,2 million de F

TABLEAU 2.08 - **30**

Chiffre d'affaires de l'édition par circuits de distribution

Source : Syndicat national de l'édition — En %

	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Vente aux libraires, grossistes, commissionnaires et grandes surfaces	37,6	37,5	37,5	37,9	36,8	36,4
Vente aux diffuseurs	31,8	33,4	34,7	33,9	35,5	37,4
Vente directe au consommateur par correspondance	15,8	15,4	14,0	15,0	15,2	13,7
Vente directe au consommateur par courtier	11,0	10,4	10,1	9,5	9,0	8,9
Vente aux clubs	1,6	1,3	1,1	1,2	1,0	1,1
Vente aux collectivités et administrations	2,2	1,0	1,3	1,3	1,0	1,1
Autres circuits	–	1,0	1,3	1,2	1,5	1,4
Ensemble	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

TABLEAU 2.08 - 31

Production de livres par branche : nombre de titres produits (1)

Source : Syndicat national de l'édition — *Unité* : titre

Branche (2)	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980 Nouveautés	1980 Nouvelles éditions (3)	1980 Réimpressions (4)	1980 Total
Livres scolaires	2.941	2.964	3.181	3.147	3.281	3.325	3.207	772	119	2.259	3.150
Livres scientifiques, professionnels et techniques	2.887	2.969	1.599	1.496	1.752	1.831	1.823	1.005	229	613	1.847
Livres pratiques			1.607	1.895	2.180	1.905	2.022	946	141	1.028	2.115
Sciences humaines	3.402	3.191	2.991	3.362	3.735	3.440	3.550	1.943	244	1.414	3.601
Littérature générale	8.597	6.977	7.843	8.558	8.934	9.603	9.367	4.650	382	3.828	8.860
Encyclopédies et dictionnaires	716	462	406	488	477	667	673	97	13	348	458
Beaux-Arts	1.094	636	734	764	1.000	1.018	1.106	673	50	459	1.182
Livres pour la jeunesse	3.376	3.072	3.481	3.653	4.464	4.795	4.939	1.805	52	2.692	4.549
Divers non ventilés	–	103	127	–	–	–	–	–	–	–	–
Total	**23.013**	**20.374**	**21.969**	**23.363**	**25.823**	**26.584**	**26.687**	**11.891**	**1.230**	**12.641**	**25.762**

(1) Maisons d'édition qui ont répondu à l'enquête et dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur à 100.000 F (hors taxes) jusqu'en 1975; à 200.000 F à partir de 1976. — (2) Nouvelle nomenclature adoptée à compter de 1974 avec raccordement des données antérieures. — (3) Ouvrages comportant des modifications par rapport à la première édition ou publiés dans une autre collection. — (4) Ouvrages réimprimés sans modification par rapport à la précédente édition.

TABLEAU 2.08 - 32

Production de livres par branche : nombre d'exemplaires produits (1)

Source : Syndicat national de l'édition — *Unité* : millier d'exemplaires

Branche (2)	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980 Nouveautés	1980 Nouvelles éditions (3)	1980 Réimpressions (4)	1980 Total
Livres scolaires	53.536	57.564	50.321	50.699	58.114	59.513	59.856	18.401	1.739	35.210	55.350
Livres scientifiques, professionnels et techniques	23.617	30.708	7.559	5.854	6.665	7.465	7.538	3.492	1.012	2.151	6.655
Livres pratiques			28.068	37.621	41.236	40.507	41.610	11.631	1.967	26.937	40.535
Sciences humaines	22.367	18.383	17.486	20.477	21.918	20.883	19.619	8.757	1.501	7.822	18.080
Littérature générale	138.989	126.705	132.713	136.068	138.277	148.880	157.763	100.730	11.584	55.722	168.036
Encyclopédies et dictionnaires	13.540	10.160	9.848	11.137	12.772	12.556	11.021	2.558	847	8.500	11.905
Beaux-Arts	5.404	5.610	6.148	5.607	7.582	8.792	8.230	4.780	371	3.490	8.641
Livres pour la jeunesse	51.474	51.442	57.423	57.599	64.747	75.992	74.951	28.223	580	40.755	69.558
Divers non ventilés	–	371	85	–	–	–	–	–	–	–	–
Total	**308.927**	**300.943**	**309.651**	**325.062**	**351.311**	**374.588**	**380.588**	**178.572**	**19.601**	**180.587**	**378.760**

(1) Maisons d'édition qui ont répondu à l'enquête et dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur à 100.000 F (hors taxes) jusqu'en 1975; à 200.000 F à partir de 1976. — (2) Nouvelle nomenclature adoptée à compter de 1974 avec raccordement des données antérieures. — (3) Ouvrages comportant des modifications par rapport à la première édition ou publiés dans une autre collection. — (4) Ouvrages réimprimés sans modification par rapport à la précédente édition.

TABLEAU 2.08 - 33

Bibliothèques centrales de prêt

Source : Ministère de la culture — En unités

	1974	1975	1976	1977	1978	1979
Nombre de bibliothèques centrales de prêt (en unités)	69	70	71	71	72	73
Nombre de communes desservies (en unités)	16.512	17.171	17.476	17.893	18.347	18.875
Population desservie (en milliers)	16.070	18.090	18.256	18.578	18.945	19.451
Personnel (en unités)	●	737	753	762	805	843
dont : Personnel scientifique (en unités)	90	90	92	92	95	99
Collections :						
Nombre de disques et cassettes (en milliers d'unités)	26,4	30,0	34,5	39,2	42,0	51,2
Nombre de volumes (en milliers)	6.042	6.632	7.113	7.636	8.213	8.884
Nombre de bibliobus (en unités)	156	174	181	186	195	204
Prêt par dépôt :						
Nombre de lieux desservis (1) [en unités]	22.415	24.044	24.596	25.392	26.240	26.935
Nombre de dépôts effectués (en unités)	57.907	63.551	67.504	70.902	72.649	75.936
Nombre de livres déposés (2) [en milliers de volumes]	5.986	6.865	7.404	7.849	8.223	8.942
Prêt direct :						
Nombre de communes desservies (en unités)	618	786	849	920	1.019	1.131
Nombre de livres prêtés dans les communes (en milliers de volumes)	1.676	1.947	2.095	2.363	2.496	2.475
Nombre de classes desservies dans les établissements scolaires (en unités)	9.225	9.598	11.979	10.094	10.635	9.524
Nombre de livres prêtés dans les établissements scolaires (en milliers de volumes)	1.595	1.814	1.755	1.594	1.703	1.587

(1) Il s'agit essentiellement de mairies, écoles, foyers éducatifs. Les dépôts effectués et renouvelés régulièrement sont gérés en général de manière bénévole par des secrétaires de mairie, des instituteurs. — (2) On estime le nombre de livres prêtés à 2,5 fois le nombre de livres déposés.

TABLEAU 2.08 - 34

Enseignement de la musique

Élèves des établissements relevant des ministères de la Culture et de l'Éducation nationale

Sources : Ministère de la Culture, Ministère de l'éducation nationale — En unités

	Année scolaire					
	1975/76	1976/77	1977/78	1978/79	1979/80	1980/81
Établissements controlés par le Ministère de la culture						
Conservatoires nationaux supérieurs de musique (1)	1.140	1.119	1.137	1.174	1.204	1.238
Conservatoires nationaux de région (C.N.R.) (2)	26.966	30.014	36.078	36.093	39.332	*p* 35.210
Écoles nationales de musique (E.N.M.) (2)	31.668	31.458	32.140	37.864	39.431	*p* 46.494
Écoles de musique agréées (2) :						
Second degré (3)	11.272	11.396	11.628	14.595	*p* 12.084	*p* 31.818
Premier degré	13.386	18.238	18.105	12.570	*p* 24.349	
Établissements relevant du Ministère de l'éducation nationale						
Université (4) :						
1er cycle	...	2.252	2.985	3.261	3.284	3.229
2e et 3e cycles (5)	...	...	964	722	1.307	1.386
Enseignement du second degré (second cycle professionnel long) :						
BTn F11	928	906	1.120	1.181	1.278	1.282
BT (6)	62	60	...	66	119	59

(1) Y compris années préparatoires et cycle de spécialisation (C.N.S.M. de Paris). A partir de 1979 création d'un deuxième établissement à Lyon. — (2) Il y avait en 1975/76 : 21 C.N.R., 39 E.N.M., 18 écoles agréées du second degré, 29 écoles agréées du 1er degré; en 1980/81 : 30 C.N.R., 62 E.N.M., 83 écoles agréées. *N.B.* : Chaque établissement a été classé dans la catégorie à laquelle il appartenait à une date donnée. — (3) A compter de 1981, il n'y a plus qu'une seule catégorie d'écoles agréées, la majeure partie des écoles du second degré ayant été promues E.N.M. — (4) Ces chiffres sont sous-estimés : certaines unités d'enseignement et de recherche (U.E.R.) n'ayant pas fourni leurs effectifs. — (5) Ces effectifs ne comprennent pas les candidats inscrits à la préparation du certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement secondaire (C.A.P.E.S.) et à l'agrégation; ceux-ci étant parfois inscrits en 3e cycle par ailleurs. — (6) Brevets de techniciens des métiers de la musique et de la facture instrumentale.

TABLEAU 2.08 - 35

Enseignement des arts plastiques et de l'histoire de l'art

Élèves des établissements relevant des ministères de la Culture et de l'Éducation nationale

Sources : Ministère de la Culture, Ministère de l'éducation nationale — En unités

	Année scolaire					
	1975/76	1976/77	1977/78	1978/79	1979/80	1980/81
Établissements relevant du Ministère de la culture						
École nationale supérieure des beaux-arts (E.N.S.B.A.)	2.746	2.655	2.651	2.292	2.158	2.165
École nationale supérieure des arts décoratifs (E.N.S.A.D.)	738	637	673	...	764	839
Écoles d'art (1) :						
Nationales	1.074	1.055	1.102	1.079	1.119	1.113
Régionales et municipales (2)	6.804	6.228	7.417	7.580	7.762	7.740
École du Louvre (élèves et auditeurs)	...	8.644	12.031	14.107	15.148	14.836
Établissements relevant du Ministère de l'éducation nationale						
Universités (3)						
Arts plastiques :						
1er cycle	...	2.488	3.047	3.199	3.017	2.759
2e et 3e cycles (4)	...	...	...	2.146	2.315	2.295
Histoire de l'art et archéologie :						
1er cycle	...	...	3.033	3.325	3.784	4.181
2e et 3e cycles	...	...	...	3.025	2.598	2.781
Sections de techniciens supérieurs (5,)	457	480	516	546	538	663
Enseignement du second degré (second cycle professionnel long)	1.147	2.147	2.202	2.247	2.168	2.187

(1) Élèves suivant les cours à temps plein. — (2) Écoles de 1re et de 2e classes uniquement. — (3) Ces chiffres sont sous-estimés : certaines unités d'enseignement et de recherche (U.E.R,) n'ayant pas fourni leurs effectifs. — (4) Ces effectifs ne comprennent pas les candidats inscrits à la préparation du certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement secondaire (C.A.P.E.S.) et à l'agrégation; ceux-ci étant parfois inscrits en 3e cycle par ailleurs. — (5) Ces B.T.S. sont préparés principalement à Paris dans les quatre Écoles nationales supérieures d'art appliquées : Boulle, Duperré, Estienne et Olivier de Serres. *Remarque :* On évalue pour l'année 1980/1981 à environ 6.000 le nombre d'élèves préparant un C.A.P. en arts appliqués et métiers d'art (avec une acception extensive du terme).

SOURCES DE DOCUMENTATION

Ministère de la culture.

— Service des études et de la recherche, 4, rue d'Aboukir, 75002 Paris. Tél. : 296.10.40.

Publications :

Annuaire statistique de la culture :

— Données 1960 à 1970, La documentation française, 1977;
— Données 1970 à 1974, La documentation française, 1978.
— Données 1974 à 1980, Fascicules : cinéma; livre; musique, art lyrique et danse de l'*Annuaire statistique de la Culture,* Ministère de la culture, 1982.

Des chiffres pour la culture, La documentation française, 1980.
Des chiffres pour le patrimoine, La documentation française, 1981.
Atlas culturel 1977, La documentation française, 1977.

— Direction des archives de France, 60, rue des Francs-Bourgeois, et 87, rue Vieille-du-Temple, 75141 Paris Cedex 03.

Publication :

La Gazette des archives (trimestriel), Association des archivistes français.

— Direction du patrimoine, 3, rue de Valois, 75042 Paris Cedex 01.

Publications :

Fichier informatique des monuments historiques (immeubles classés).

— Direction des musées de France, Palais du Louvre, pavillon Mollien, 75041 Paris Cedex 01.

Publication :

Musées et collections publiques de France (bulletin trimestriel de l'association générale des conservateurs des collections publiques de France).

— Direction du livre, 1, rue de la Banque, 75002 Paris.

Publications :

Bulletin des bibliothèques de France (mensuel) publié par la direction du livre et le service des bibliothèques du ministère des universités.

Statistiques annuelles des bibliothèques municipales, bibliothèques centrales de prêt, bibliothèques universitaires.

Bibliothèques municipales. Statistiques 1974-1975; Statistiques 1977.

— Direction de la musique de l'art lyrique et de la danse, 53, rue Saint-Dominique, 75007 Paris.

Caisse nationale des monuments historiques et des sites, hôtel Béthune Sully, 62, rue Saint-Antoine, 75004 Paris.

Réunion des musées nationaux, pavillon Mollien, Palais du Louvre, 75041 Paris Cedex 01 et 10, rue de l'Abbaye.

Mairie de Paris, Direction des affaires culturelles.

Service technique des bibliothèques de la ville de Paris, 57-57 *bis*, rue du Théâtre, 75015 Paris.

Publications :

Les bibliothèques de la ville de Paris en 1976, 1977, 1978.

Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique, 225, avenue Charles-de-Gaulle, 92521 Neuilly-sur-Seine, Cedex.

Confédération musicale de France, 121, rue Lafayette, 75010 Paris

Fédération nationale de la musique, 57, avenue de Villiers, 75017 Paris.

Centre national de la cinématographie, 12, rue de Lubeck, 75784 Paris Cedex 16.

Publications :

Bulletin d'information du C.N.C. (trimestriel) avec une annexe statistique annuelle.

Bibliothèque nationale, département de la phonothèque et de l'audio visuel, 58, rue de Richelieu, 75002 Paris.

Syndicat national des éditeurs, 117, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris.

Publication :

Données statistiques sur l'édition de livres en France (annuel).

Chapitre 2.09

Communication

1. Presse

2. Radio-télévision

1. *Presse* (tableaux 1 à 9)

Les statistiques présentées ont été établies, d'une part, à partir des résultats de l'enquête statistique annuelle effectuée par le Service juridique et technique de l'information (S.J.T.I.) et, d'autre part, à partir des déclarations de tirage envoyées à ce service par les imprimeurs en application de l'arrêté ministériel du 9 août 1950.

L'enquête statistique annuelle est une enquête exhaustive réalisée auprès des directeurs de journaux et périodiques. Le nombre de titres a fortement augmenté entre 1977 et 1978, l'enquête du S.J.T.I. enregistre ainsi la création de 1943 titres nouveaux et la disparition de 1.120 titres mais cela est dû, en partie à la prise en compte par l'enquête d'environ 600 publications supplémentaires à périodicité essentiellement mensuelle ou moindre ou encore irrégulière.

Les données sur le chiffre d'affaires de la presse et les charges ne concernent que les titres inscrits à la Commission paritaire des publications et agences de presse (C.P.P.A.P.), au contraire des données sur les titres et les tirages qui portent sur tous les titres recensés par le S.J.T.I.

Les journaux et publications sont obligés de passer par la C.P.P.A.P. pour bénéficier des aides publiques en faveur de la presse, en particulier des tarifs postaux préférentiels.

Les publications inscrites représentent environ 70 % du nombre total de titres recensés par le S.J.T.I. En 1978, 10.733 titres sont inscrits à la C.P.P.A.P. pour 15.329 titres recensés par le S.J.T.I.

2. *Radio-télévision* (tableaux 10 à 21)

La loi nº 74-696 du 7 août 1974 a supprimé l'Office de radiodiffusion télévision française (O.R.T.F.) à dater du 1er janvier 1975; le service public de radio-télévision est désormais assuré par 7 organismes :

— la société nationale de radiodiffusion (Radio-France) assure la production et la programmation des émissions diffusées en France métropolitaine et à l'étranger;

— les 3 sociétés nationales de télévision (Télévision française 1, Antenne 2, France Régions 3) assurent la programmation et une partie de la production des émissions diffusées sur leurs réseaux nationaux, FR 3 assurant de plus un service de radiodiffusion et de télévision dans les régions métropolitaines et dans les départements et territoires d'outre-mer;

— la société française de production (S.F.P.), héritière des moyens de production lourde de l'O.R.T.F., produit des émissions, sur commande des sociétés de programmes ou de tout autre client;

— l'établissement public de diffusion (T.D.F.) gère l'ensemble des réseaux nécessaires à l'acheminement des émissions de Radio-France, TF 1, A 2, FR 3;

— l'Institut national de l'audio-visuel (I.N.A.) est chargé notamment de la conservation des archives, de la formation professionnelle et de la recherche.

• Ce chapitre a été établi avec la collaboration du Service juridique et technique de l'information du Ministère de la communication.

TABLEAU 2.09 - 1

Titres (1) de la presse française par périodicité

Source : Service juridique et technique de l'information — *Unité :* titre

Périodicité	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
Quotidiens et quadricadaires	155	152	155	163	164	156	164	156	156	157
Tri - hebdomadaires, bi - hebdomadaires, hebdomadaires	1.300	1.260	1.302	1.291	1.070	1.253	1.213	1.198	1.196	1.199
Tri-mensuels, bi-mensuels, mensuels	6.029	5.463	5.491	4.974	4.842	5.081	4.909	4.962	5.120	5.386
Bimestriels, trimestriels, semestriels	6.300	6.287	6.253	6.401	6.914	7.018	6.775	7.158	7.128	7.589
Saisonniers, irréguliers, annuels	1.893	2.041	1.833	1.985	1.535	1.544	1.331	938	906	998
Ensemble	**15.677**	**15.203**	**15.034**	**14.814**	**14.525**	**15.052**	**14.392**	**14.412**	**14.506**	**15.329**

(1) Les nombres de titres de ce tableau comprennent également les fonds communs et les éditions à titre secondaire.

TABLEAU 2.09 - 2

Tirage (1) de la presse française par périodicité

Source : Service juridique et technique de l'information — *Unité :* tirage en millions d'exemplaires

Périodicité	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
Quotidiens et quadricadaires	3.908,0	3.954,5	3.996,2	3.809,6	3.823,2	3.735,9	3.515,2	3.536,3	3.639,8	3.630,6
Tri - hebdomadaires, bi - hebdomadaires, hebdomadaires	2.038,0	2.052,9	2.152,3	2.151,9	2.132,1	2.026,8	2.054,0	2.191,2	2.266,2	2.329,7
Tri-mensuels, bi-mensuels, mensuels	1.003,1	952,1	928,2	963,8	1.032,1	937,9	930,5	963,4	972,0	1.032,2
Bimestriels, trimestriels, semestriels	242,3	264,6	268,8	288,5	373,7	287,6	275,7	283,4	302,3	327,7
Saisonniers, irréguliers, annuels	57,8	58,7	55,1	52,3	56,5	55,9	51,0	46,3	24,0	28,1
Ensemble	**7.249,3**	**7.282,8**	**7.400,6**	**7.266,1**	**7.417,6**	**7.044,1**	**6.826,4**	**7.020,6**	**7.204,3**	**7.348,3**

(1) Tirage annuel.

TABLEAU 2.09 - 3

Titres de quotidiens et périodiques par grandes catégories de publications

Source : Service juridique et technique de l'information — *Unité :* titre

	1974	1975	1976	1977	1978
Presse d'information générale et politique (sauf magazines)	973	995	1.010	1.007	1.066
soit : *Paris*	*176*	*186*	*180*	*184*	*198*
soit : *Quotidiens du matin*	*6*	*7*	*7*	*7*	*7*
Quotidiens du soir	*3*	*4*	*4*	*4*	*4*
Hebdomadaires	*28*	*22*	*20*	*21*	*20*
Mensuels	*56*	*56*	*74*	*82*	*89*
Autres périodicités (1)	*83*	*97*	*75*	*70*	*78*
Province	*797*	*809*	*830*	*823*	*868*
soit : *Quotidiens du matin*	*71*	*75*	*69*	*72*	*70*
Quotidiens du soir	*12*	*9*	*8*	*9*	*9*
Journaux du septième jour	*21*	*22*	*22*	*22*	*21*
Hebdomadaires	*361*	*369*	*358*	*339*	*333*
Mensuels	*107*	*120*	*121*	*130*	*157*
Autres périodicités	*225*	*214*	*252*	*251*	*278*
Magazines illustrés d'information et de reportage (2)	83	70	73	70	78
Presse féminine	132	121	119	117	118
Presse pour la jeunesse et l'enfance	516	377	338	337	343
Presse technique et spécialisée	7.488	7.133	7.095	7.434	7.889
Journaux d'annonces judiciaires et légales	51	58	52	60	59
Bulletins et périodiques divers	5.596	5.436	5.508	5.257	5.540
Journaux étrangers ou à caractère international édités en France	213	202	217	224	236
Ensemble	**15.052**	**14.392**	**14.412**	**14.506**	**15.329**

(1) Y compris les journaux du septième jour (1 en 1974 et 1975). — (2) Y compris les revues de variétés et de radio-T.V.

TABLEAU 2.09 - 4

Tirage annuel total (1) par grandes catégories de publications

Source : Service juridique et technique de l'information — *Unité :* million d'exemplaires

	1974	1975	1976	1977	1978
Presse d'information générale et politique (sauf magazines)	3.876,8	3.672,7	3.684,8	3.714,8	3.744,9
soit : *Paris*	1.206,9	897,1	832,3	845,7	840,1
soit : *Quotidiens du matin*	619,1	353,3	344,9	375,6	377,8
Quotidiens du soir	503,0	463,3	429,1	422,3	418,4
Hebdomadaires	37,9	37,2	34,3	24,7	20,3
Mensuels	13,9	12,0	14,5	14,9	15,9
Autres périodicités	(2) 33,0	(2) 31,3	9,5	8,2	7,7
Province	2.669,9	2.775,6	2.852,5	2.869,1	2.904,8
soit : *Quotidiens du matin*	2.252,0	2.338,0	2.375,9	2.420,2	2.416,0
Quotidiens du soir	47,1	43,6	39,3	40,5	39,9
Journaux du septième jour	169,3	182,3	202,5	183,0	184,0
Hebdomadaires	177,8	189,1	209,5	202,0	237,8
Mensuels	14,3	15,2	16,5	14,5	15,6
Autres périodicités	9,4	7,4	8,8	8,9	11,5
Magazines illustrés d'information et de reportage (3)	571,9	572,9	553,5	487,4	497,0
Presse féminine	420,1	405,3	422,7	407,6	408,4
Presse pour la jeunesse et l'enfance	264,9	214,1	224,6	213,2	224,2
Presse technique et spécialisée	1.712,8	1.764,0	1.918,6	2.159,8	2.242,3
Journaux d'annonces judiciaires et légales	20,6	23,4	29,6	23,3	23,6
Bulletins et périodiques divers	109,4	107,3	116,2	120,1	129,8
Journaux étrangers ou à caractère international édités en France	67,2	66,2	70,2	77,7	78,0
Ensemble	**7.043,7**	**6.825,9**	**7.020,2**	**7.203,9**	**7.348,2**

(1) Somme des tirages annuels des titres appartenant à la catégorie ou à la périodicité étudiée. — (2) Y compris les journaux du septième jour : 24,4 et 23,8 millions d'exemplaires en 1974 et 1975. — (3) Y compris les revues de variétés et de radio-T.V.

TABLEAU 2.09 - 5

Tirage moyen au numéro par grandes catégories de publications

Source : Service juridique et technique de l'information — *Unité :* millier d'exemplaires

	1974	1975	1976	1977	1978
Presse d'information générale et politique (sauf magazines)	26.852,0	25.443,2	26.524,6	25.206,8	26.851,2
soit : *Paris*	8.964,7	6.796,1	6.967,4	6.439,1	6.472,2
soit : *Quotidiens du matin*	2.019,1	1.177,3	1.132,8	1.245,5	1.252,4
Quotidiens du soir	1.624,7	1.534,7	1.429,5	1.374,6	1.359,3
Hebdomadaires	763,7	731,4	683,9	496,3	408,7
Mensuels	1.316,7	1.101,8	1.330,4	1.335,8	1.393,7
Autres périodicités	(1) 3.240,5	(1) 2.250,9	2.390,8	1.986,9	2.058,1
Province	17.887,3	18.647,1	19.557,2	18.767,7	20.379,0
soit : *Quotidiens du matin*	7.347,5	7.704,1	7.744,3	7.929,8	7.873,9
Quotidiens du soir	156,1	147,9	130,1	135,1	133,5
Journaux du septième jour	3.270,0	3.492,3	3.924,1	3.530,7	3.548,8
Hebdomadaires	3.305,7	3.551,3	3.901,7	3.755,3	4.488,8
Mensuels	1.272,5	1.585,8	1.413,7	1.185,3	1.392,3
Autres périodicités	2.535,5	2.165,7	2.443,3	2.231,5	2.941,7
Magazines illustrés d'information et de reportage (2)	18.760,8	17.717,4	17.162,1	15.964,0	16.445,6
Presse féminine	16.176,4	15.141,7	16.071,9	15.484,5	15.752,0
Presse pour la jeunesse et l'enfance	23.190,6	17.012,7	15.231,7	15.179,4	16.234,5
Presse technique et spécialisée	109.683,6	111.238,4	113.904,0	122.017,7	128.863,6
Journaux d'annonces judiciaires et légales	257,7	283,7	422,7	295,4	299,8
Bulletins et périodiques divers	13.973,1	13.604,5	14.412,0	14.115,8	14.468,7
Journaux étrangers ou à caractère international édités en France	1.260,4	1.150,9	1.369,2	1.429,4	1.412,1
Ensemble	**210.154,6**	**201.592,5**	**205.098,2**	**209.693,0**	**220.327,5**

(1) Y compris les journaux du septième jour (468,5 et 458,2 milliers d'exemplaires en 1974 et 1975). — (2) Y compris les revues de variétés et de radio-T.V.

TABLEAU 2.09 - 6

Périodiques (1) de diffusion nationale suivant le tirage moyen au numéro (2)

Source : Service juridique et technique de l'information

Unité : titre

Tirage moyen au numéro (nombre d'exemplaires)	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
Hebdomadaires et bi-mensuels:											
Moins de 50.000	60	55	63	57	51	51	50	48	47	44	45
50.000 à moins de 100.000	16	14	11	12	7	6	6	7	8	9	8
100.000 à moins de 200.000	14	11	12	16	17	16	17	15	15	14	12
200.000 à moins de 500.000	15	16	16	18	19	21	22	20	20	24	25
500.000 à moins de un million	8	7	12	7	11	9	9	12	11	9	10
Plus de un million	8	7	5	6	5	5	4	2	3	4	4
Total	**121**	**110**	**119**	**116**	**110**	**108**	**108**	**104**	**104**	**104**	**104**
Mensuels:											
Moins de 50.000	62	59	58	60	54	44	42	38	37	33	27
50.000 à moins de 100.000	27	28	35	40	35	29	28	21	21	18	21
100.000 à moins de 200.000	20	17	23	17	14	18	17	22	22	24	25
200.000 à moins de 500.000	11	11	13	12	14	12	13	10	13	11	14
500.000 à moins de un million	6	6	5	7	6	7	7	7	6	8	8
Plus de un million	4	3	3	3	3	2	2	3	3	3	3
Total	**130**	**124**	**137**	**139**	**126**	**112**	**109**	**101**	**102**	**97**	**98**

(1) D'information générale et autres. — (2) Le classement a été effectué d'après le tirage moyen du deuxième trimestre de l'année.

TABLEAU 2.09 - 7

Consommation de papier de presse

Source : Service juridique et technique de l'information

Unité : tonne

Critères de ventilation	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
Ensemble de la consommation (1)	**962.615**	**972.535**	**987.547**	**1.063.811**	**954.988**	**918.993**	**952.485**	**1.000.534**	**1.033.504**
Soit:									
— par qualité de papier:									
Afnor 1/1	658.741	682.703	670.377	665.125	571.212	531.680	533.228	555.951	566.661
Supérieur	94.220	69.355	86.887	123.738	127.362	165.720	201.259	223.694	394.581
Couché	151.037	154.476	154.632	191.438	168.929	153.445	148.406	153.048	
Offset	57.694	64.969	74.625	82.804	85.553	66.777	68.453	66.581	70.930
Duplicateur	923	1.032	1.026	706	1.932	1.371	1.139	1.260	1.332
— par périodicité :									
Quotidiens et quadricadaires	457.274	456.378	478.704	505.897	452.257	414.948	423.933	443.738	446.651
Hebdomadaires, bi-hebdo, tri-hebdo	344.765	346.601	330.646	358.131	313.301	328.435	350.331	364.382	381.452
Mensuel, bi-mensuels, tri-mensuels	132.173	139.959	146.583	168.077	152.398	141.513	147.131	156.440	166.186
Autres	28.403	29.597	31.614	31.706	37.032	34.097	31.090	35.974	39.215

(1) Y compris la consommation de papier pour les titres imprimés à l'étranger.

TABLEAU 2.09 - 8

Diffusion de la presse

Source : Service juridique et technique de l'information — En %

	1974	1975	1976	1977	1978
Vente au numéro	52,8	52,7	51,8	51,2	51,1
Abonnés	23,9	24,1	24,5	24,1	23,5
Gratuits	8,3	8,2	8,7	9,9	10,8
Invendus	15,0	15,0	15,0	14,8	14,6
Ensemble de a presse	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

TABLEAU 2.09 - 9

Dépenses d'exploitation de la presse (1)

Source : Service juridique et technique de l'information — *Unité :* million de F

	1974	1975	1976	1977	1978
Frais d'achat de papier	1.718,6	1.845,2	1.938,8	2.261,5	2.534,0
Frais d'impression	2.704,3	2.867,4	3.307,0	3.723,8	4.283,3
Autres frais (2)	4.203,4	4.657,3	5.531,4	6.332,5	6.880,6
Ensemble	**8.626,3**	**9.369,9**	**10.777,2**	**12.317,8**	**13.697,9**

(1) Ne concernent que les journaux et publications inscrits à la C.P.P.A.P. — (2) Frais d'administration, de rédaction, de messagerie, de routage et d'entretien.

TABLEAU 2.09 - 10

Recettes de la radio-télévision nationale (1)

Source : Service juridique et technique de l'information — *Unité :* million de F

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Redevance	2.137,4	2.367,8	2.665,4	3.142,8	3.624,8	4.090,5	5.073,6
Publicité	876,8	1.003,4	1.134,7	1.319,6	1.529,4	1.754,3	2.206,6
soit :							
Publicité de marque	*820,0*	*940,3*	*1.065,2*	*1.255,0*	*1.434,0*	*1.613,0*	*2.025,0*
Publicité collective	*56,8*	*63,1*	*69,5*	*64,6*	*95,4*	*141,3*	*181,6*
Services rendus aux administrations	98,5	105,9	114,8	113,6	126,0	(2)	152,3
Recettes commerciales	108,2	123,4	60,8	148,7	173,7	107,0	128,6
Divers			162,0	47,9	94,1	320,1	302,8
Ensemble	**3.220,9**	**3.600,5**	**4.137,7**	*r* **4.772,6**	**5.548,0**	**6.271,9**	**7.863,9**

(1) Prévisions de financement. — (2) Inclus dans le poste divers.

TABLEAU 2.09 - 11

Effectifs de la radio-télévision nationale (1)

Source : Service juridique et technique de l'information

	1976	1977	1978	1979	1980	1981
T.F. 1	1.112	1.256	1.169	1.208	1.204	1.209
A 2	948	1.082	1.112	1.179	1.209	1.207
F.R. 3	3.466	3.486	3.500	3.567	3.602	3.677
Radio-France	2.172	2.247	2.293	2.335	2.344	2.387
T.D.F.	3.079	3.183	3.313	3.365	3.465	3.436
I.N.A	621	834	1.020	946	912	882
S.F.P.	3.045	2.995	2.964	2.665	2.448	2.339
Ensemble	**14.443**	**15.083**	**15.371**	**15.265**	**15.184**	**15.137**

(1) Il s'agit du seul personnel permanent. Des dizaines de milliers de « cachetiers » participent chaque année, pour des durées variables à la réalisation des programmes de radio et télévision; les effectifs sont donnés au 30 juin.

TABLEAU 2.09 - 12

Émetteurs de radiodiffusion. Situation au 1er janvier

Source : Télédiffusion de France

	Nombre d'émetteurs (1)				Puissance en KW (4)			
	1979	1980	1981	1982	1979	1980	1981	1982
Émetteurs à modulation d'amplitude (2)	**38**	**39**	**59**	**58**	**6.270,10**	**6.293,00**	**11.511,10**	**10.911,10**
France-Inter	13	13	14	13	3.291,00	3.310,00	3.431,00	3.231,00
France-Culture	20	20	20	20	2.957,00	2.960,00	2.957,00	2.957,00
Divers et FIP	5	6	6	6	22,10	23,00	23,10	23,10
Ondes décamétriques	–	–	19	19	–	–	5.100	4.700
Émetteurs à modulation de fréquence (3)	**260**	**281**	**297**	**306**	**961,60**	**986,68**	**1.000,41**	**1.059,31**
France-Inter	79	86	87	90	315,10	323,55	313,00	329,75
France-Culture	78	85	89	92	312,90	321,35	325,25	342,20
France-Musique	79	86	90	93	315,10	323,55	327,25	344,00
Divers et FIP	24	24	23	23	18,50	18,23	18,45	18,70
Radios locales de service public	–	–	8	8	–	–	16,46	24,66

(1) A ces réseaux s'ajoutent 20 émetteurs à modulation d'amplitude sur ondes décamétriques, diffusant les programmes de Radio-France internationale. — (2) Sur ondes kilométriques (« ondes longues ») ou sur ondes hectométriques (« ondes moyennes »). — (3) Sur ondes métriques. — (4) Le principe du rayonnement des émetteurs de fréquence est différent de celui des émetteurs à modulation d'amplitude; les puissances mises en jeu avec l'un et l'autre des deux procédés pour desservir une même zone ne sont pas comparables.

TABLEAU 2.09 - 13

Réémetteurs de radiodiffusion. Situation au 1er janvier

Source : Télédiffusion de France

	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Réémetteurs à modulation de fréquence	**60**	**69**	**129**	**147**	**173**	**239**
France-Inter	19	22	42	48	57	79
France-Culture	19	22	42	48	57	79
France-Musique	21	24	44	50	58	80
FIP et divers	1	1	1	1	1	1

TABLEAU 2.09 - 14

Émetteurs et réémetteurs de télévision. Situation au 1er janvier

Source : Télédiffusion de France

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Réseau 1 (Programme TF 1 noir et blanc)							
Émetteurs :							
Nombre	69	70	71	71	70	69	65
Puissance crête image totale [en kW] (1)	391,69	402,94	404,74	404,74	402,49	401,34	389.34
Réémetteurs : nombre	1.660	1.773	1.794	1.877	1.928	1.859	1.558
Réseau 1 *bis* (Programme TF 1 couleur)							
Émetteurs :							
Nombre	4	8	20	35	53	85	112
Puissance crête image totale [en kW] (1)	10,75	91	335,50	622,0	1.021,25	1.297,50	1.476,50
Réémetteurs : nombre	1	23	145	323	582	957	1.777
Réseau II (Programme A 2)							
Émetteurs :							
Nombre	106	108	109	109	110	113	112
Puissance crête image totale [en kW] (1)	1.519,00	1.519,75	1.519,75	1.519,75	1.477,75	1.478,50	1.476,50
Réémetteurs : nombre	1.171	1.310	1.428	1.587	1.809	1.989	2.230
Réseau III (Programme FR 3)							
Émetteurs :							
Nombre	74	95	108	110	112	115	116
Puissance crête image totale [en kW] (1)	1.339,75	1.431,75	1.513,75	1.537,75	1.497,75	1.498,50	1.500,50
Réémetteurs : nombre	213	386	553	874	1.160	1.437	1.758
Total :							
Nombre d'émetteurs	253	281	308	325	345	382	405
Nombre de réémetteurs	3.045	3.492	3.920	4.661	5.479	6.242	7.323

(1) La puissance porteuse de l'émetteur son est égale au huitième de la puissance crête de l'émetteur image.

TABLEAU 2.09 - 15

Volume annuel de programmes de radiodiffusion produits et diffusés par les chaînes nationales (1)

Source : Radio-France — *Unité :* heure

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
France-Inter GO (2)	8.554	8.625	8.760	8.760	8.760	•	8.552
France-Inter MF (3) (2)	286	359	385	372	318	•	624
France-Culture MF (4)	6.194	6.222	6.201	6.609	6.208	6.224	6.207
France-Musique	6.877	6.901	6.897	6.886	6.916	6.954	6.935
Ensemble	**21.911**	**22.107**	**22.243**	**22.627**	**22.202**	•	**22.318**

(1) Non compris : les productions de Radio-France internationale, la radio scolaire, les émissions universitaires et de Radio-Sorbonne. — (2) Au 1er juillet pour l'année 1981. — (3) Le volume total de programmes diffusé par France-Inter MF est supérieur à ce chiffre puisque ce canal diffuse la plus grande partie du temps des programmes repris de France Inter GO. — (4) Le réseau B en ondes moyennes relaye France-Culture de façon fragmentée et en volume variable, assujetti au rythme de l'activité scolaire et universitaire.

TABLEAU 2.09 - 16

Durée annuelle des émissions de radiodiffusion sonore de la chaîne Radio-France internationale

Source : Radio-France internationale — *Unité :* heure

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
1. Émissions destinées aux étrangers résidant en France							
Durée totale des émissions (1)	419	455	545	551	545	602	562
soit : en arabe	72	84	115	117	115	120	120
en espagnol	48	48	46	47	46	48	48
en italien	41	41	38	39	38	40	40
en polonais (2)	130	130	130	130	130	130	130
en portugais	72	84	115	117	115	120	120
en turc	8	12	24	23	24	48	24
en serbo-croate	48	48	46	47	46	48	48
pour Africains francophones (3)	///	4	15	15	15	24	16
pour Cambodgiens (3)	///	2	8	8	8	8	8
pour Laotiens (3)	///	1	4	4	4	8	4
pour Vietnamiens (3)	///	1	4	4	4	8	4
2. Émissions destinées aux auditeurs de l'étranger							
Durée totale des émissions (4)	7.118	8.722	13.368	14.826	15.125	15.207	15.207
soit : émissions spécifiques en français vers l'Afrique	2.600	2.600	2.600	2.600	3.192	2.830	2.737
émissions de service pour les stations africaines (coopération)	•	•	•	•	300	425	425
programmes nationaux vers l'Afrique	3.423	3.423	3.423	3.423	2.830	3.192	3.285
émissions en anglais vers l'Afrique	365	365	365	365	365	365	365
émissions en allemand	365	365	365	365	365	365	365
émissions en espagnol	365	365	365	365	365	365	365
émissions vers l'Amérique du Nord (5)	///	1.604	1.825	1.868	1.868	1.825	1.825
émissions en portugais (6)	///	///	300	365	365	365	365
émissions spécifiques en français vers l'Est (7).	///	///	275	365	365	730	365
programmes nationaux vers l'Est	///	///	3.850	5.110	5.110	4.745	5.110
Heures-fréquences (8) des émissions	70.205	75.392	93.450	103.782	105.282	105.282	105.282

(1) En ondes hectométriques. — (2) Émission régionale diffusée par l'émetteur de Lille. — (3) Depuis octobre 1976. — (4) En ondes décamétriques. — (5) Depuis le 16 février 1976. — (6) Depuis le 7 mars 1977. — (7) Depuis le 1er avril 1977. — (8) Afin de faciliter leur réception, les émissions sur ondes décamétriques sont fréquemment diffusées simultanément sur plusieurs émetteurs; lorsqu'une heure de programme est diffusée par un seul émetteur, une concordance en durée existe entre programme et émission, laquelle s'exprime par une heure-fréquence, si par contre, un même programme d'une heure est diffusé par deux, trois émetteurs, on obtient deux, trois heures-fréquences.

TABLEAU 2.09 - 17

Durée annuelle des émissions de radiodiffusion sonore enregistrées distribuées à l'étranger

Source : Radio-France internationale — *Unité :* heure

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
1. Émissions enregistrées distribuées par les ambassades de France aux stations étrangères							
Productions spécifiques	299	294	312	252	197	231	239
soit : en français	91	111	117	84	66	77	84
en anglais	65	59	65	71	56	64	71
en espagnol	78	98	104	97	75	90	84
en brésilien	65	26	26	–	–	–	–
Volume annuel de programmes	29.000	20.630	21.350	22.850	12.940	13.035	15.208
Programmes nationaux enregistrés (1)	6.000	6.000	6.000	6.000	5.516	5.521	5.420
2. Émissions enregistrées distribuées dans le cadre de la coopération							
Émissions spécifiques destinées aux stations africaines et de l'océan Indien	450	450	450	430	424	422	435
Heures d'antennes des émissions spécifiques et programmes nationaux	17.500	17.500	17.500	18.900	19.000	18.805	19.573

(1) Non compris dans le volume annuel des programmes.

TABLEAU 2.09 - 18

Films long métrage diffusés annuellement par la télévision nationale (1)

ource : Service juridique et technique de l'information. — *Unité :* film

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Ensemble	**463** (2)	**605**	**526**	**524**	**537**	**527**	**500**
TF 1	131	153	146	146	157	150	129
Français	69	84	76	73	•	86	82
Étrangers	62	69	70	73	•	64	47
A 2	126	169	130	131	133	129	132
Français	48	73	54	57	•	70	77
Étrangers	78	96	76	74	•	59	55
FR 3	206	283	250	247	247	248	239
Français	103	123	126	114	•	136	124
Étrangers	103	160	124	133	•	112	115

(1) Ces chiffres concernent l'ensemble des films diffusés. Les sociétés de programme sont soumises à un quota de nationalité (50 % de films français), mais les films de ciné-clubs et les films diffusés au titre des programmes minimum ne sont pas pris en compte dans ce calcul. — (2) Non compris les 6 films diffusés entre le 1er et le 6 janvier 1975, au moment de la mise en place des nouvelles sociétés de programme.

TABLEAU 2.09 - 19

Comptes de redevance

Source : Service de la redevance

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Nombre de comptes (en milliers) (1) :											
Radiodiffusion	3.841,3	3.473,7	3.180,5	2.952,8	2.660,3	2.366,0	///	///	///	///	///
Télévision noir et blanc	12.279,1	12.954,5	11.937,0	11.822,4	11.478,9	10.867,2	10.002,2	9.197,9	8.347,9	7.781	...
Télévision couleur	///	///	1.621,5	2.255,7	3.115,6	4.035,6	5.217,1	6.264,2	7.474,5	8.814	...
Taux de redevance de la télévision (en francs) (2) :											
Télévision noir et blanc	///	///	140	155	155	162	178	207	221	238	280
Télévision couleur	///	///	210	210	235	243	267	310	331	358	424

(1) Situation au 31 décembre. — (2) Situation au 1er janvier.

TABLEAU 2.09 - 20

Habitudes d'écoute en semaine

Source : Centre d'études des supports de publicité — En %

	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Radio						
Tous les jours	57,1	58,2	56,3	57,9	56,6	59,6
Presque tous les jours	18,5	17,2	19,0	18,3	19,7	18,5
1 à 2 fois par semaine	7,9	8,8	8,9	8,8	8,7	8,8
1 à 2 fois par mois (1)	1,9	1,8	1,7	1,8	2,0	3,3
Presque jamais (1)	2,1	1,7	2,2	2,2	2,2	
Absolument jamais	12,5	12,3	11,9	11,0	10,8	9,8
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Télévision						
Tous les jours	63,1	64,0	63,1	64,5	62,5	64,2
Presque tous les jours	19,1	18,3	20,2	19,5	21,8	20,3
1 à 2 fois par semaine	8,4	8,8	8,7	8,6	8,7	8,7
1 à 2 fois par mois (1)	2,2	2,4	2,0	1,9	2,1	3,3
Presque jamais (1)	1,5	1,1	1,5	1,8	1,6	
Absolument jamais	5,7	5,4	4,5	3,7	3,3	3,6
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

(1) A partir de 1980 : « moins souvent ».

TABLEAU 2.09 - 21

Audience radiophonique et télévisée

Source : Centre d'études des supports de publicité — En %

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Radiodiffusion							
Audience moyenne totale (1)	**65,7**	**65,6**	**65,5**	**66,6**	**66,1**	**69,9**	**71,1**
Audience par station (2) :							
France Inter	21,3	18,8	19,0	18,4	16,8	19,2	20,8
Europe n° 1	22,6	22,6	24,0	23,4	25,0	23,9	25,5
Radio Luxembourg (R.T.L.)	26,8	24,8	23,5	24,5	24,4	25,5	25,8
Radio Monte-Carlo (R.M.C.)	8,2	10,8	11,7	11,5	11,0	10,3	10,3
Télévision							
Audience moyenne totale (3)	**75,7**	**76,8**	**76,7**	**76,8**	**75,9**	**77,7**	**79,3**
Audience par station (4) :							
T.F. 1	55,3	57,8	58,5	57,7	51,9	53,1	55,9
A 2	43,7	44,4	39,8	40,8	44,4	46,1	46,1
F.R. 3	20,2	23,4	26,5	27,9	31,8	33,5	28,9

(1) L'audience moyenne d'un jour de semaine est la proportion de personnes ayant écouté la radio à un moment ou à un autre de la journée. — (2) Le total de l'audience des différentes stations est supérieur à l'audience moyenne globale de la radio, certaines personnes écoutent dans la même journée des programmes de plusieurs stations. — (3) Audience moyenne : pourcentage de personnes ayant regardé la télévision à un moment ou à un autre de la journée. — (4) Le total de l'audience des différentes stations est supérieur à l'audience moyenne, certaines personnes regardent dans la même journée des programmes de plusieurs chaînes.

SOURCES DE DOCUMENTATION

— Ministère de la communication, Service juridique et technique de l'information, 69, rue de Varenne, 75007 Paris. Tél. : 556.87.09.

Publication :

Presse et statistiques.

— Fédération française de l'imprimerie et des industries graphiques, 115, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris.

Publications diverses :

La presse française, par Pierre ALBERT; *Notes et études documentaires,* nº 4469, 29 mai 1978, La documentation française.

— Télédiffusion de France, 21-27, rue Barbès, 92120 Montrouge.

— Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, 75786 Paris Cedex 16.

— Radio-France internationale, 116, avenue du Président-Kennedy, 75016 Paris.

— Télévision française 1, 17, rue de l'Arrivée, 75737 Paris Cedex 15.

— Antenne 2, 5-7, rue de Monttessuy, 75341 Paris Cedex 07.

— France-Région 3, 5, avenue du Recteur-Poincaré, Paris Cedex 16.

— Service de la redevance radio-télévision, 46, rue d'Amsterdam, 75008 Paris.

— Centre d'études des supports de publicité (C.E.S.P.), 32, avenue Georges-Mandel, 75016 Paris.

Publications:

Rapports de l'Assemblée nationale et du Sénat relatifs à la radiodiffusion et à la télévision 1978, 1979, 1980, 1981.

Chapitre 2.10

Loisirs divers

1. Courses de chevaux pari mutuel

2. Loterie nationale

1. *Courses de chevaux pari mutuel*

11. ORGANISATION DES COURSES

Les paris et les jeux d'argent ne peuvent être organisés collectivement qu'avec l'autorisation de la loi.

Les paris sur les courses de chevaux ont été institués sur les hippodromes (P.M.H.) par la loi du 2 juin 1891 modifiée par la loi du 16 avril 1930 relative à l'extension du pari mutuel hors des hippodromes (pari mutuel urbain ou P.M.U.).

Seul le pari mutuel est licite en France.

Les courses de chevaux ont pour but exclusif l'amélioration de la race chevaline. Elles sont organisées par l'intermédiaire de 288 sociétés, dont 5 sociétés parisiennes, qui prennent obligatoirement la forme d'associations sans but lucratif.

Placées sous la tutelle de l'État (Ministère de l'agriculture) elles doivent pour fonctionner obtenir annuellement une autorisation d'ouverture de leurs hippodromes et d'organisation du pari mutuel.

Elles sont régies par le décret nº 74-954 du 14 novembre 1974 et les différentes formes de pari par l'arrêté du 29 avril 1979, modifié.

12. ENJEUX ET PRÉLÈVEMENTS

En remplacement de l'ancienne taxe sur les spectacles, les sociétés sont assujetties depuis 1971 à la T.V.A. sur le produit des billets d'entrée (au taux de 17,60 %).

Les sommes engagées en paris sur les courses font l'objet :

— d'un prélèvement de base, d'une T.V.A. répartie entre les sociétés et les parieurs;

— d'un droit de timbre de 3 %.

Les prélèvements supplémentaires progressifs sont opérés sur les rapports dépassant 10 fois la mise. Leurs taux sont fixés par le décret nº 78-1292 du 29 décembre 1978.

En outre, le produit de l'arrondissement des rapports au décime inférieur sur les réunions des sociétés parisiennes est versé au Trésor.

L'article 15 de la loi de finances pour 1965, modifié par l'article 7 de la loi de finances pour 1979, autorise le Gouvernement à faire verser par chaque société parisienne la moitié de l'excédent de ses recettes nettes par rapport aux recettes nettes de l'exercice précédent.

2. *Loterie nationale*

21. MODALITÉS GÉNÉRALES DE FONCTIONNEMENT

La Loterie nationale a été instituée par l'article 136 de la loi de Finances du 31 mai 1933. Sa forme et son mode de fonctionnement ont été arrêtés par décrets. Depuis le 1er janvier 1979, l'organisation et l'exploitation de la Loterie nationale et des tirages supplémentaires de la Loterie nationale dénommés Loto national sont confiés à une société d'économie mixte, la Société de la Loterie nationale et du Loto national.

Les billets sont vendus par l'intermédiaire des Comptables publics et de douze organismes émetteurs de dixièmes de billets agréés par la Loterie nationale.

Avant le tirage de chaque tranche, les billets et dixièmes de billets en excédent peuvent être repris dans certaines conditions par la Société de la Loterie nationale et du Loto national.

Conformément à l'article 2 du décret du 8 septembre 1933, le droit au paiement des lots d'une tranche se prescrit dans un délai de six mois à compter du jour du tirage. Pour ce qui est des dixièmes de billets, le délai de prescription est de douze mois.

22. TIRAGES ET RÉSULTATS

La Loterie nationale a procédé au tirage de 68 tranches en 1980 et de 84 tranches en 1981 se répartissant ainsi :

1980	1981	
—	—	
11	26	tranches à 44 F le billet
48	48	tranches à 65 F le billet
6	7	tranches à 92 F le billet
3	3	tranches à 230 F le billet

Pendant cette période, le montant du gros lot a varié, selon la tranche, de 2 à 5 millions de F.

Le tableau 4 fait apparaître, pour chacune des années, 1971 à 1981 le nombre de tranches, le nombre de billets placés, le placement brut correspondant aux billets vendus par la Loterie nationale sans déduction du montant des billets rachetés, le placement net et le montant global des lots payés.

23. TIRAGES SUPPLÉMENTAIRES (LOTO NATIONAL)

Depuis mai 1976, un tirage supplémentaire est effectué chaque semaine, à l'occasion du tirage d'une tranche de la Loterie nationale, par extraction au hasard de 6 boules plus une 7e d'un appareil contenant 49 boules numérotées de 1 à 49.

Pour participer à ces tirages supplémentaires, le joueur choisit 6 numéros qu'il coche sur un bulletin. Il fait valider ce bulletin dans un centre agréé par la Société de la Loterie nationale et du Loto national contre versement d'une mise s'élevant à 1 F pour chaque ensemble de 6 numéros.

Tout ensemble comportant au moins 3 numéros sur les 6 sortis au tirage est gagnant.

TABLEAU 2.10 - 1

Prélèvements de base sur les sommes engagées sur les courses de chevaux
Répartition valable depuis le 8 juin 1975 (4)

Source : Ministère de l'agriculture — En %

Bénéficiaire	Hippodromes de la région parisienne				Hippodromes de province (3)	
	P.M.H.		P.M.U.			
	Paris (1)	Paris-Banlieue (2)	Paris (1)	Paris-Banlieue (2)	P.M.H.	P.M.U.
1. Prélèvements fixes et plafonnés par décret						
Sociétés hors taxes	7,521	7,521	8,691	8,691	8,97	8,737
T.V.A.	0,433	0,433	0,505	0,505	0,53	0,513
Ville de Paris	1,500	–	1,500	–	–	–
Fonds de concours :						
Élevage	1,488	1,488	1,488	1,488	1,00	1,500
Protection de la nature	0,430	0,430	0,430	0,430	–	–
Jeunesse et sports	0,300	0,300	0,300	0,300	0,300	0,300
Trésor :						
Budget général	0,607	0,982	0,2965	0,6715	0,8625	0,800
Adduction d'eau	1,821	2,946	0,8895	2,0145	2,5875	2,400
Total	14,10	14,10	14,10	14,10	14,25	14,25
2. Prélèvements fiscaux						
T.V.A. parieurs	0,890	0,890	1,024	1,024	1,05	1,024
Timbre	3,000	3,000	3,000	3,000	3,00	3,000
Ensemble	**17,99**	**17,99**	**18,124**	**18,124**	**18,30**	**18,274**

(1) Auteuil, Longchamp, Vincennes. — (2) Enghien, Evry, Maisons-Laffitte, Saint-Cloud. — (3) Y compris les courses organisées à Caen, Chantilly, Deauville, Pau et Vichy par les sociétés parisiennes. — (4) Pour le prélèvement antérieur, voir l'annuaire 1975.

TABLEAU 2.10 - 2

Produit des prélèvements supplémentaires progressifs sur les courses de chevaux

Barèmes des décrets n° 60-227 du 2 mars 1960 pour le P.S.P. ordinaire et n° 67-421 du 12 janvier 1967 pour le P.S.P. sur le tiercé, n° 78-1292 du 29 décembre 1978 à partir du 1er janvier 1979

Source : Ministère de l'agriculture (service des haras) — *Unité :* million de francs

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Montant total des prélèvements supplémentaires progressifs	739,6	799,3	884,9	1.026,0	1.226,8	1.232,7	1.407,2	1.435,5	1.794,5	1.957,1	2.091,8

TABLEAU 2.10 - 3

Recettes des hippodromes et montant des paris engagés

Source : Ministère de l'agriculture (service des haras — *Unité :* million de francs

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Montant des entrées	22,97	24,37	23,68	28,09	28,97	30,21	32,92	35,97	42,00	46,00	53,23
Sommes engagées au pari mutuel (sur l'hippodrome)	1.211	1.377	1.498	1.712	1.913	2.095	2.363	2.481	2.689	2.939	3.171
Sommes engagées au pari mutuel urbain	7.543	7.992	8.495	10.090	11.825	12.157	13.562	15.186	16.686	18.954	19.902
dont : *tiercé et quarté* (1)	*4.592*	*4.778*	*5.004*	*6.108*	*7.132*	*6.845*	*7.139*	*7.792*	*9.182*	*10.636*	*11.413*

(1) A partir de 1980 tiercé et quarté, antérieurement tiercé seul.

TABLEAU 2.10 - 4

Loterie nationale : billets placés, placement brut, placement net, lots payés et produit net

Source : Ministère du budget; Société de la Loterie nationale et du Loto national.

Année	Nombre de tranches	Nombre de billets placés	Placement brut	Placement net	Montant global des lots payés (1)
			(En milliers de francs)		
1971	61	17.902.986	593.594	515.954	389.212
1972	59	17.053.628	580.562	502.189	381.889
1973	60	17.406.715	613.700	535.558	384.522
1974	61	17.334.535	659.823	587.871	372.092
1975	61	16.003.576	739.700	638.264	466.307
1976	61	14.900.584	760.307	658.081	561.952
1977	60	12.301.471	698.922	568.196	448.555
1978	59	10.097.826	615.947	494.021	421.019
1979	59	8.272.568	586.297	440.003	405.014
1980	68	8.775.444	576.041	445.299	323.172
1981	84	10.499.280	655.930	497.172	346.878

(1) Ces résultats correspondent aux sommes effectivement versées au cours de l'année civile.

TABLEAU 2.10 - 5

Loto national : montant des mises et prélèvement de l'État

Source : Ministère du budget; Société de la Loterie nationale et du Loto national

Unité : Millier de francs

Année	Montant des mises	Prélèvement au profit de l'État (1)
1976	134.630	31.503
1977	2.154.812	504.226
1978	3.578.259	855.039
1979	4.539.908	1.130.437
1980	6.146.290	1.538.474
1981	7.234.497	1.816.427

(1) T.V.A. non comprise.

SOURCES DE DOCUMENTATION

— Ministère de l'agriculture, Services des haras et de l'équitation, 14, avenue de la Grande-Armée, 75017 Paris. Tél. : 380.49.37

— Ministère du budget, Société de la loterie nationale et du loto national, 20, rue de la Boétie, 75008 Paris. Tél. : 265.74.50.

TITRE 3

Données économiques générales

Chapitre 3.01

Comptabilité nationale

1. Introduction
2. France métropolitaine

1. *Introduction*

La comptabilité nationale vise à donner une représentation statistique complète, quantitative et cohérente de tous les flux économiques qui se sont établis pendant l'année à l'intérieur de l'économie nationale ou entre l'économie nationale et le reste du monde. Cette représentation prend la forme d'un ensemble de tableaux plus ou moins détaillés, dont la totalité est publiée chaque année dans le « Rapport sur les comptes de la nation » (*Collections de l'I.N.S.E.E.*, série C). Il ne s'agit pas dans ce chapitre de fournir à nouveau la totalité de ces tableaux, mais seulement d'en extraire quelques-uns relatifs aux grandeurs synthétiques des comptes nationaux.

Pour interpréter correctement les chiffres contenus dans les tableaux du présent chapitre, il est indispensable de bien comprendre ce que recouvre chacun des termes utilisés et comment il s'insère dans un cadre cohérent. Pour cela, le lecteur est invité à compléter les notes et indications nécessairement trop sommaires données ci-dessous en se reportant aux ouvrages spécialisés, notamment à :

— « Système élargi de comptabilité nationale - Méthodes », *Collections de l'I.N.S.E.E.*, n° C 44-45, septembre 1979)
— « Présentation de la comptabilité nationale française », *Collections de l'I.N.S.E.E.*, n° C 51, décembre 1976.

Il faut signaler que la comptabilité nationale française a changé sensiblement de visage au cours des dernières années. Ses sources et méthodes d'évaluation ont été remises à jour, sur la base de l'année 1971 (1); de plus, les cadres de présentation ont été modifiés pour s'aligner sur les cadres standards recommandés par les organismes internationaux (Bureau de statistiques de l'O.N.U. et Office statistique des communautés européennes). De ce fait, il n'est plus nécessaire de doubler tous les tableaux tirés des comptes nationaux français par des tableaux conformes aux normes internationales, puisque les comptes français s'en inspirent désormais directement.

Le concept principal qui sous-tend toute la description de l'activité économique faite par la comptabilité nationale est le concept de *production*. C'est en effet la production qui, pour l'essentiel, permet de satisfaire la demande de biens et de services sous toutes ses formes (consommation, investissements, exportation,...). C'est elle aussi qui est la source principale du revenu réparti à l'intérieur de l'économie. Dans le nouveau système français de comptabilité nationale, cette notion couvre un champ assez large : on y trouve aussi bien les activités qui aboutissent à la création de biens ou de services destinés à être mis sur le marché à un certain prix (c'est ce qu'on appelle la *production marchande*) que les activités des administrations publiques ou privées qui consistent à fournir des services à la collectivité nationale de manière gratuite ou quasi-gratuite (c'est ce qu'on appelle la *production non marchande*).

La mesure synthétique de l'activité productrice réalisée au cours de l'année dans l'économie nationale est fournie, en comptabilité nationale, par le *produit intérieur brut*. Ce dernier est égal à la valeur de tous les biens et services qui sont finalement sortis de l'appareil de production national pour être consommés, investis, stockés ou exportés; il ne tient pas compte de la valeur des produits intermédiaires qui ont été consommés au cours du processus de production, évitant ainsi de les compter deux fois puisque la valeur des produits finis incorpore évidemment la valeur des produits intermédiaires qui ont concouru à leur élaboration. Il en résulte que le produit intérieur brut est plus faible que la valeur totale de tous les produits (intermédiaires ou finis) élaborés au cours de l'année dans l'économie nationale, mais est plus significatif puisque

(1) Les anciennes séries de comptes correspondaient à l'année de base 1962. La comparaison entre l'ancienne et la nouvelle base a fait l'objet d'une publication : « L'ancien et le nouveau système de comptabilité nationale », *Collections de l'I.N.S.E.E.*, n° C 60, avril 1978.

sans double compte. Ceci impose de prendre quelques précautions lorsqu'on veut situer une unité de production (ou un groupe d'unités) dans l'ensemble de l'activité productrice nationale en utilisant comme référence le produit intérieur brut : il ne saurait être question d'y rapporter la production totale, voire le chiffre d'affaires, de l'unité concernée; il est indispensable d'utiliser alors la contribution de cette unité au produit intérieur brut, c'est-à-dire sa *valeur ajoutée* (différence entre la valeur des produits fabriqués et la valeur des produits consommés au cours de la fabrication).

La *consommation de capital fixe* (c'est-à-dire les amortissements économiques) mesure la contribution de l'équipement (capital fixe) à l'activité productrice. On pourrait donc concevoir de retenir, comme mesure synthétique du résultat de l'activité productrice, le produit intérieur *net*, c'est-à-dire après déduction des amortissements. Toutefois, le calcul des amortissements économiques totaux de la nation n'est pas simple et son résultat est inévitablement entaché d'incertitude. C'est pourquoi on utilise le plus souvent la notion de produit intérieur *brut*, la déduction des amortissements économiques n'intervenant que pour passer à des mesures du revenu tiré de la production, telles que le *revenu national* (aux prix du marché).

Les quelques indications sommaires qui précèdent concernent ce qu'on appelle désormais le *cadre central* des comptes nationaux. A côté de ce cadre central et le complétant, le Système élargi de comptabilité nationale prévoit des *comptes satellites* et des *systèmes intermédiaires*. Ceux-ci fournissent une information plus détaillée et mieux adaptée aux besoins d'analyse spécifiques, sur certains domaines socio-économiques ou sur certains types d'unités économiques. Ils font l'objet de publications séparées, lorsque leur construction est achevée, et leurs résultats sont éventuellement utilisés dans les chapitres du présent annuaire qui traitent des domaines concernés. Les éléments des comptes nationaux qui ont été repris ici sont tous tirés du *cadre central*.

2. *France métropolitaine*

Les tableaux qui suivent présentent des séries établies sur la base 1971.

Le tableau 1 donne, aux prix courants, la contribution des grandes branches d'activité au produit intérieur brut. Le tableau 2 donne la même décomposition, mais cette fois aux prix de 1970; de cette manière, on dispose des évolutions après correction de l'effet des fluctuations de prix.

Le tableau 3 donne l'équilibre général des flux de biens et services qui ont été produits ou échangés, au cours de l'année, dans l'économie nationale ou entre l'économie nationale et le reste du monde. Cet équilibre est fourni aux prix courants. Le tableau 4 fournit le même équilibre mais aux prix de 1970, c'est-à-dire après correction de l'effet des fluctuations de prix.

Le produit intérieur brut ne représente pas seulement la valeur totale des biens et des services que l'appareil de production national a mis à la disposition de la demande finale; il peut aussi être interprété comme la somme de revenus tirés de la production nationale. Il est donc asse facile de passer de cet agrégat à une mesure synthétiqu du revenu national aux prix du marché. On trouvera l raccord entre revenu national et produit intérieur bru dans le tableau 5, qui fournit également la répartitio primaire du revenu national entre les divers secteurs d l'économie.

L'un des secteurs de l'économie où l'analyse du reven est traditionnellement la plus fouillée est le secteur de *ménages* (1). Le tableau 6 permet ce genre d'analyse, e détaillant les deux étapes de la formation du reven disponible brut des ménages : la répartition primaire et l redistribution.

Les tableaux 7 et 8 montrent comment s'est formé et a été utilisée l'épargne nationale, c'est-à-dire la par du revenu consacrée à l'accumulation d'actifs physique ou financiers. Le tableau 7 montre la part des diver secteurs de l'économie dans l'épargne nationale brut et la relation qui existe entre celle-ci et le produi intérieur brut. Le tableau 8 montre les emplois de l'épargn nationale : investissements (formation brute de capita fixe), variation des stocks et transferts en capital (pa exemple des aides à l'investissement) versés au reste d monde. Selon que ces emplois sont ou non supérieurs l'épargne nationale augmentée des transferts en capita reçus du reste du monde, on voit apparaître un besoin o une capacité de financement de la nation vis-à-vis du rest du monde.

Enfin, le tableau 9 donne le produit intérieur brut, l revenu national et la consommation finale des ménage par habitant, en francs courants. Pour le produit intérieu brut et la consommation finale des ménages, les chiffre sont également donnés aux prix de 1970.

---

(1) Dans le nouveau système français de comptabilité nationale, le sec teur « Ménages » regroupe *toutes* les activités économiques des personne physiques résidentes, y compris les activités de l'entreprise individuelle.

TABLEAU 3.01 - 1

Contribution des grandes branches d'activité au produit intérieur brut : aux prix courants (*sur base 1971*)

Source : I.N.S.E.E.

Unité : million de francs aux prix courants

Branche d'activité	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	r 1978	r 1979	r 1980	1981
U 01 Agriculture, sylviculture, pêche..	53.188	63.352	74.853	72.903	73.247	80.558	88.647	98.475	113.715	112.943	118.244
U 02 Industries agricoles et alimentaires	34.751	39.611	45.559	50.463	61.054	67.928	74.595	88.463	96.149	112.521	135.631
U 03 Production et distribution d'énergie	39.427	43.419	47.704	46.520	56.292	59.629	74.806	90.678	107.912	114.980	119.564
U 04 Industries de biens intermédiaires	72.716	80.012	94.500	124.686	118.519	141.113	155.908	170.123	199.217	220.424	224.522
U 05 A Industrie des biens d'équipement professionnels	51.541	55.522	64.655	71.871	88.048	99.297	113.471	124.175	137.127	155.156	174.377
U 05 B Industrie des biens d'équipement ménagers	3.255	3.728	4.350	4.973	5.046	6.141	6.504	6.840	7.802	8.616	8.037
U 05 C Construction de véhicules automobiles et autre matériel de transport terrestre	18.544	22.531	24.786	24.432	31.130	44.903	50.460	56.180	65.422	71.948	77.376
U 06 Industries des biens de consommation courante	50.685	57.347	62.278	65.850	76.424	83.304	91.927	102.630	110.799	121.994	135.218
U 07 Bâtiment, génie civil et agricole	64.272	72.831	80.687	93.757	110.558	123.583	136.325	146.458	160.587	182.028	204.151
U 08 Commerce	92.210	100.817	114.638	139.198	154.010	165.385	186.408	205.548	228.005	260.532	291.773
U 09 Transports et télécommunications	47.745	51.629	58.561	65.032	74.161	87.772	98.253	114.388	134.274	149.656	164.486
U 10 Services marchands	113.153	130.728	151.982	179.033	211.966	251.079	291.076	341.760	396.430	460.471	532.167
U 11 Location et crédit bail immobiliers	51.905	58.129	66.823	75.206	87.847	102.139	118.484	135.362	156.701	184.541	219.829
U 12 Assurances	4.047	4.757	6.246	6.082	5.212	5.585	7.647	7.942	5.690	5.471	6.841
U 13 Organismes financiers	22.696	24.400	31.160	41.701	43.326	49.535	57.499	65.935	77.455	99.737	136.023
U 14 Services non marchands	95.167	105.956	120.406	143.912	173.820	204.507	235.226	270.329	305.197	351.240	406.458
U 99 Services bancaires imputés (1)	– 24.838	– 26.314	– 33.377	– 44.918	– 46.755	– 52.990	– 62.518	– 69.496	– 82.021	– 104.362	– 143.462
Valeur ajoutée des branches	**790.464**	**888.455**	**1.015.811**	**1.160.701**	**1.323.905**	**1.519.468**	**1.724.718**	**1.955.790**	**2.220.461**	**2.507.896**	**2.811.235**
T.V.A. et droits de douane	81.969	92.660	98.389	117.601	128.414	158.505	159.867	185.289	219.135	250.759	283.184
Produit intérieur brut	**872.433**	**981.115**	**1.114.200**	**1.278.302**	**1.452.319**	**1.677.973**	**1.884.585**	**2.141 079**	**2.439.596**	**2.758.655**	**3.094.419**

(1) Les services rendus par les banques et les autres institutions de crédit dans leur activité de collecte et de distribution de moyens de financement sont considérés comme des produits *intermédiaires*, c'est-à-dire des produits consommés à l'intérieur de l'appareil de production national, c'est pourquoi leur valeur (mesurée conventionnellement par le revenu net que les institutions de crédit tirent de leur activité financière) est retranchée globalement de la valeur ajoutée des branches de l'économie nationale.

TABLEAU 3.01 - 2

Contribution des grandes branches d'activité au produit intérieur brut : aux prix constants (*sur base 1971*)

Source : I.N.S.E.E.

Unité : million de francs aux prix 1970

Branche d'activité	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	r 1978	r 1979	r 1980	1981
U 01 Agriculture, sylviculture, pêche...	51.487	51.669	54.546	54.419	50.474	48.458	48.584	51.885	56.695	57.163	53.885
U 02 Industries agricoles et alimentaires	34.192	35.910	37.554	38.987	41.613	42.368	43.809	44.939	45.579	46.085	47.477
U 03 Production et distribution d'énergie	36.982	39.024	42.500	43.167	42.977	46.116	47.820	49.354	51.022	51.339	50.853
U 04 Industries de biens intermédiaires	70.984	75.181	82.443	84.528	74.326	82.925	85.827	87.919	92.075	92.647	87.488
U 05 A Industrie des biens d'équipement professionnels	50.129	52.536	57.267	60.593	66.367	68.305	72.434	77.956	79.481	78.615	78.526
U 05 B Industrie des biens d'équipement ménager	3.200	3.585	4.240	4.781	4.277	5.575	5.523	5.594	5.960	6.070	5.659
U 05 C Construction de véhicules automobiles et autres matériels de transport terrestre	16.162	18.620	20.170	19.941	18.982	22.322	23.483	23.970	24.598	24.380	22.849
U 06 Industries des biens de consommation courante	48.670	51.901	52.151	54.210	52.364	53.992	55.445	55.807	55.724	56.602	55.512
U 07 Industrie de mise en œuvre du bâtiment et du génie civil agricole	59.829	63.092	61.756	64.077	65.277	63.370	62.632	60.000	58.672	57.942	58.529
U 08 Commerce	85.963	90.244	94.548	97.760	96.708	102.393	103.628	107.228	111.542	112.944	112.810
U 09 Transports et télécommunications	44.170	48.047	51.070	52.258	51.856	55.649	58.136	61.444	65.952	67.858	69.085
U 10 Services marchands	106.273	114.844	122.284	128.869	132.008	139.167	144.855	151.857	158.688	163.362	166.254
U 11 Location et crédit bail immobiliers	48.687	51.605	55.007	57.678	61.035	64.556	68.814	72.733	76.076	79.651	84.295
U 12 Assurances	4.154	4.828	5.650	6.825	8.200	9.126	10.568	11.889	12.116	9.897	10.788
U 13 Organismes financiers	20.885	20.511	23.619	27.031	24.293	24.768	25.739	26.582	27.519	31.240	37.604
U 14 Services non marchands	87.814	90.435	92.067	93.128	95.070	100.652	102.564	105.542	106.542	107.259	109.028
U 99 Services bancaires imputés (1)	– 23.143	– 22.701	– 26.327	– 30.592	– 27.896	– 28.283	– 30.098	– 30.384	– 32.083	– 36.071	– 42.978
Valeur ajoutée des branches	**746.438**	**789.331**	**830.545**	**857.660**	**857.931**	**901.459**	**929.763**	**964.315**	**996.158**	**1.006.983**	**1.007.664**
T.V.A. et droits de douanes	78.442	84.219	89.881	92.516	94.015	99.708	101.977	106.475	110.150	111.901	112.996
Produit intérieur brut	**824.880**	**873.550**	**920.426**	**950.176**	**951.946**	**1.001.167**	**1.031.740**	**1.070.790**	**1.106.308**	**1.118.884**	**1.120.660**

(1) Les services rendus par les banques et les autres institutions de crédit dans leur activité de collecte et de distribution de moyens de financement sont considérés comme des produits *intermédiaires*, c'est-à-dire des produits consommés à l'intérieur de l'appareil de production national, c'est pourquoi leur valeur (mesurée conventionnellement par le revenu net que les institutions de crédit tirent de leur activité financière) est retranchée globalement de la valeur ajoutée des branches de l'économie nationale.

TABLEAU 3.01 - 3

Ressources et emplois de biens et services : aux prix courants (*sur base 1971*)

Source : I.N.S.E.E. — *Unité :* million de francs aux prix courant

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	r 1978	r 1979	r 1980	1981
RESSOURCES											
Produit intérieur brut	872.433	981.115	1.114.200	1.278.302	1.452.319	1.677.973	1.884.585	2.141.079	2.439.596	2.758.655	3.094.41
Importations	131.423	150.494	185.497	280.780	259.165	339.880	384.667	412.725	507.156	635.795	743.90
Total ressources	**1.003.856**	**1.131.609**	**1.299.697**	**1.559.082**	**1.711.484**	**2.017.853**	**2.269.252**	**2.553.804**	**2.946.752**	**3.394.450**	**3.838.31**
EMPLOIS											
Consommation finale :											
— des ménages (1)	526.004	590.761	666.191	778.369	895.011	1.037.169	1.166.308	1.328.806	1.517.801	1.745.854	2.008.02
— des administrations publiques (2)	117.326	129.094	146.713	173.905	209.142	245.023	277.711	320.292	362.733	419.321	488.23
— des administrations privées (3)	2.373	2.663	3.046	3.483	3.953	4.503	5.080	5.700	6.395	7.322	8.24
Total consommation finale	*645.703*	*722.518*	*815.950*	*955.757*	*1.108.106*	*1.286.695*	*1.449.099*	*1.654.798*	*1.886.929*	*2.172.497*	*2.504.50*
Formation brute de capital fixe :											
— des sociétés et quasi-sociétés non financières et des entreprises individuelles	117.767	130.820	146.697	168.261	179.424	211.230	229.683	254.877	284.686	334.600	364.02
— des administrations publiques (4)	29.984	31.881	35.644	42.028	51.761	56.985	57.842	60.530	68.399	79.180	88.87
— des administrations privées	616	698	813	984	1.117	1.272	1.435	1.610	1.806	2.068	2.32
— des institutions de crédit et entreprises d'assurance (5)	7.876	11.562	14.334	16.217	15.265	18.518	20.775	21.304	24.396	25.559	28.43
— des ménages [hors E.I.] (6)	49.686	57.087	67.493	83.412	90.322	102.666	110.164	120.562	141.738	155.673	170.96
Total formation brute de capital fixe	*205.929*	*232.048*	*264.981*	*310.902*	*337.889*	*390.671*	*419.899*	*458.883*	*521.025*	*597.080*	*654.62*
Variation des stocks	12.772	18.379	26.878	30.536	– 3.640	19.730	20.815	13.125	34.347	44.810	– 9.15
Exportations	139.452	158.664	191.888	261.887	269.129	320.757	379.439	426.998	504.451	580.063	688.34
Total emplois	**1.003.856**	**1.131.609**	**1.299.697**	**1.559.082**	**1.711.484**	**2.017.853**	**2.269.252**	**2.553.804**	**2.946.752**	**3.394.450**	**3.838.31**

(1) Consommation des ménages sur le territoire métropolitain français, y compris l'autoconsommation des agriculteurs (mesurée au prix de productior et des ménages propriétaires de leur logement, y compris aussi les achats des touristes étrangers. — (2) Les administrations publiques comprennent l'État, le collectivités locales, les organismes de sécurité sociale, ainsi que divers établissements à compétence générale ou spécifique qui sont l'émanation directe de l'Éta ou des collectivités locales. A la différence du précédent système français de comptabilité nationale, leur consommation finale ne correspond pas à leurs achats effec tifs de biens ou de services (qui sont considérés comme des consommations *intermédiaires*); elle mesure le coût total que représente pour les administrations publ ques, la fourniture gratuite de services à la collectivité nationale. — (3) Les administrations privées comprennent pour l'essentiel les comités d'entreprise, les culte les partis politiques, les syndicats de travailleurs, les associations privées d'entraide et de bienfaisance. Comme pour les administrations publiques, leur consommatio finale mesure le coût que représente pour elles la fourniture gratuite de services à la collectivité (ou à des groupes particuliers au sein de cette collectivité). — (4) Les achats de biens durables à usage militaire par les administrations publiques sont par convention traités en consommation intermédiaire de ces administrations ils ne figurent donc pas dans leur formation brute de capital fixe. — (5) Les institutions de crédit comprennent les institutions de crédit *monétaires* (Banque d France, banques, Crédit agricole, Crédit populaire, pour l'essentiel) et les institutions de crédit *non monétaires* (Caisse des dépôts et consignations) caisses d'épar gne, établissements financiers de vente à tempérament, Crédit foncier, Crédit national et les autres organismes financiers spécialisés; leur formation brute d capital fixe comprend les achats de biens d'équipement destinés à des contrats de crédit-bail. Les entreprises d'assurance comprennent les organismes d'assurance dommages, d'assurance-vie et de capitalisation, ainsi que les sociétés mutualistes. — (6) La formation brute de capital fixe des ménages (hors entreprises individuelles correspond à leurs investissements en logements.

TABLEAU 3.01 - 4

Ressources et emplois de biens et services : aux prix constants (*sur base 1971*)

Source : I.N.S.E.E. — *Unité :* million de francs aux prix 197

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	r 1978	r 1979	r 1980	1981
RESSOURCES											
Produit intérieur brut	824.880	873.550	920.426	950.176	951.946	1.001.167	1.031.740	1.070.790	1.106.308	1.118.884	1.120.66
Importations	126.725	147.828	170.598	181.272	167.754	202.552	206.967	219.711	244.766	262.683	265.36
Total ressources	**951.605**	**1.021.378**	**1.091.024**	**1.131.448**	**1.119.700**	**1.203.719**	**1.238 707**	**1.290.501**	**1.351.074**	**1.381.567**	**1.386.02**
EMPLOIS											
Consommation finale :											
— des ménages (1)	498.500	528.858	558.377	576.304	594.842	627.683	647.588	677.953	701.633	713.633	729.56
— des administrations publiques (2)	108.777	111.669	115.234	116.560	122.071	129.658	131.492	137.158	139.622	141.474	144.81
— des administrations privées (3)	2.226	2.272	2.423	2.458	2.477	2.651	2.709	2.803	2.860	2.913	2.91
Total consommation finale	*609.503*	*642.799*	*676.034*	*695.322*	*719.390*	*759.992*	*781.789*	*817.914*	*844.115*	*858.020*	*877.28*
Formation brute de capital fixe :											
— des sociétés et quasi-sociétés non financières et des entreprises individuelles	112.306	118.998	125.123	123.761	116.351	123.128	123.525	127.541	131.018	139.046	135.89
— des administrations publiques (4)	27.939	28.159	28.845	28.936	31.951	31.681	29.699	28.796	29.211	29.617	29.39
— des administrations privées	599	681	749	742	761	782	825	853	873	891	90
— des institutions de crédit et entreprises d'assurance (5)	7.682	10.980	13.391	13.678	12.157	13.422	14.296	14.514	15.376	14.734	14.29
— des ménages [hors E.I.] (6)	47.529	51.417	55.016	58.086	56.754	57.102	55.963	55.923	58.532	56.305	55.65
Total formation brute de capital fixe	*196.055*	*210.235*	*223.124*	*225.203*	*217.974*	*226.115*	*224.308*	*227.627*	*235.010*	*240.593*	*236.14*
Variation des stocks	12.943	17.403	22.069	22.820	– 2.876	12.606	10.144	8.995	18.469	22.224	– 1.54
Exportations	133.104	150.941	169.797	188.103	185.212	205.006	222.466	235.965	253.480	260.730	274.13
Total emplois	**951.605**	**1.021.378**	**1.091.024**	**1.131.448**	**1.119.700**	**1.203.719**	**1.238.707**	**1.290.501**	**1.351.074**	**1.381.567**	**1.386.02**

(1) à (6) Voir notes correspondantes du tableau 3.

TABLEAU 3.01 - 5

Répartition du revenu primaire et passage au produit intérieur brut (*sur base 1971*)

Source : I.N.S.E.E.

Unité : million de francs courants

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	r 1978	r 1979	r 1980	1981
Revenus nets d'activité des ménages...	598.371	669.858	762.855	878.208	1.019.590	1.170.376	1.322.573	1.495.097	1.687.156	1.913.048	2.164.770
Revenus de la propriété reçus par les ménages.....	34.664	39.008	42.588	59.068	67.356	76.160	84.960	95.645	112.733	139.456	167.728
A. Revenu primaire net des ménages (1).....	**633.035**	**708.866**	**805.443**	**937.276**	**1.086.946**	**1.246.536**	**1.407.533**	**1.590.742**	**1.799.889**	**2.052.504**	**2.332.498**
Revenus d'entreprise des sociétés et quasi-sociétés non financières (2)....	57.688	65.357	71.918	64.317	57.536	55.701	82.182	98.062	121.687	110.991	78.856
Moins :											
Revenus distribués des sociétés et quasi-sociétés non financières (3).....	– 20.409	– 22.921	– 27.732	– 33.645	– 36.806	– 40.513	– 48.336	– 55.760	– 68.102	– 81.182	– 92.464
B. Revenu primaire des sociétés et quasi-sociétés non financières.....	**37.279**	**42.436**	**44.186**	**30.672**	**20.730**	**15.188**	**33.846**	**42.302**	**53.585**	**29.809**	**– 13.608**
Revenus d'entreprise des institutions de crédit (2).....	13.087	13.827	18.762	25.769	23.057	25.509	29.656	34.273	40.312	54.947	84.005
Moins :											
Revenus distribués des institutions de crédit (3).....	– 4.035	– 4.444	– 5.074	– 8.166	– 7.889	– 8.767	– 9.363	– 10.271	– 12.435	– 13.512	– 15.869
C. Revenu primaire des institutions de crédit.....	**9.052**	**9.383**	**13.688**	**17.603**	**15.168**	**16.742**	**20.293**	**24.002**	**27.877**	**41.435**	**68.136**
Revenus d'entreprise des entreprises d'assurances (2).....	1.233	2.177	3.336	3.943	2.749	3.625	4.838	4.191	3.799	2.543	4.475
Moins :											
Revenus distribués des entreprises d'assurances (3).....	– 291	– 422	– 555	– 856	– 767	– 773	– 638	– 769	– 901	– 929	– 824
D. Revenu primaire des entreprises d'assurances.....	**942**	**1.755**	**2.781**	**3.087**	**1.982**	**2.852**	**4.200**	**3.422**	**2.898**	**1.614**	**3.651**
Revenus de la propriété et de l'entreprise des administrations publiques (4)	– 116	505	1.679	2.348	– 2.813	– 3.179	– 5.514	– 9.420	– 13.534	– 19.328	– 35.051
Impôts liés à la production et à l'importation nets des subventions d'exploitation reçues par les administrations publiques.....	116.265	131.381	146.781	160.890	175.128	207.541	219.652	256.729	305.989	352.319	385.902
E. Revenu primaire des administrations publiques.....	**116.149**	**131.886**	**148.460**	**163.238**	**172.315**	**204.362**	**214.138**	**247.309**	**292.455**	**332.991**	**350.851**
F. Revenu primaire des administrations privées (5).....	**215**	**246**	**291**	**351**	**422**	**478**	**540**	**604**	**677**	**775**	**850**
Revenu national au prix du marché (total A à F).....	**796.672**	**894.572**	**1.014.849**	**1.152.227**	**1.297.563**	**1.486.158**	**1.680.550**	**1.908.381**	**2.177.381**	**2.459.128**	**2.742.378**
Plus :											
Solde des impôts liés à la production et à l'importation versés au reste du monde nets des subventions d'exploitation reçues du reste du monde (6)	– 2.208	– 2.734	– 4.111	– 1.191	995	218	191	2.773	3.576	1.051	3.124
Moins :											
Revenus nets du travail, de la propriété et de l'entreprise en provenance du reste du monde.....	– 5.202	– 4.014	– 3.028	– 4.932	– 3.872	– 6.265	– 7.735	– 9.661	– 13.465	– 18.193	– 17.529
Produit intérieur net au prix du marché.....	**789.262**	**887.824**	**1.007.710**	**1.146.104**	**1.294.686**	**1.480.111**	**1.673.006**	**1.901.493**	**2.167.492**	**2.441.986**	**2.727.973**
Plus :											
Consommation de capital fixe.....	83.171	93.291	106.490	132.198	157.633	197.862	211.579	239.586	272.104	316.669	366.446
Produit intérieur brut.....	**872.433**	**981.115**	**1.114.200**	**1 278.302**	**1.452.319**	**1.677.973**	**1.884.585**	**2.141.079**	**2.439.596**	**2.758.655**	**3.094.419**

(1) Sur le détail du revenu primaire des ménages, voir notes correspondantes du tableau 6. — (2) Excédent net d'exploitation + intérêts, dividendes et autres revenus de la propriété reçus — intérêts, redevances d'utilisation de terrains et d'actifs incorporels et bénéfices de quasi-sociétés versés; le « revenu d'entreprise » est très proche de la notion de bénéfice net avant impôt. — (3) Dividendes et autres revenus distribués des sociétés + participation des salariés aux fruits de l'expansion. — (4) Intérêts nets, dividendes et droits d'occupation du domaine public perçus par les administrations publiques. — (5) Les revenus distribués des administrations privées étant nuls, leur revenu primaire est égal aux revenus de leur portefeuille (intérêts et dividendes) diminués des intérêts qu'elles versent sur emprunts. — (6) Les impôts liés à la production et à l'importation, versés au reste du monde correspondent aux ressources propres des communautés européennes; les subventions d'exploitation reçues du reste du monde correspondent aux aides communautaires (essentiellement dans le cadre du Marché commun agricole).

TABLEAU 3.01 - 6

Analyse du revenu disponible brut des ménages en termes de distribution et de redistribution (*sur base 1971*)

Source : I.N.S.E.E. — *Unité :* million de francs courants

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	r 1978	r 1979	r 1980	1981
I. Distribution primaire											
Revenu du travail perçu par les salariés (1)	433.155	484.541	559.484	667.047	784.774	910.527	1.038.003	1.174.169	1.329.046	1.527.287	1.734.769
Plus :											
Revenu brut de la production hors entreprises individuelles (2)	43.938	48.494	52.942	54.495	62.454	70.825	78.069	88.581	98.695	110.008	127.481
Plus :											
Revenu brut d'entreprise individuelle (3)	144.854	162.961	180.368	193.383	215.154	238.597	262.216	294.441	329.825	357.072	393.603
Sous-total 1 : Revenu brut d'activité (1)	**621.947**	**695.996**	**792.794**	**914.925**	**1.062.382**	**1.219.949**	**1.378.288**	**1.557.191**	**1.757.566**	**1.994.367**	**2.255.853**
Plus :											
Revenus de la propriété (4)	34.664	39.008	42.588	59.068	67.356	76.160	84.960	95.645	112.733	139.456	167.728
Sous-total 2 : Revenu primaire	**656.611**	**735.004**	**835.382**	**973.993**	**1.129.738**	**1.296.109**	**1.463.248**	**1.652.836**	**1.870.299**	**2.133.823**	**2.423.581**
II. Redistribution											
Moins :											
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine (5)	– 39.299	– 45.064	– 52.027	– 56.988	– 73.890	– 96.357	– 110.233	– 124.263	– 140.858	– 172.067	– 196.724
Cotisations sociales (effectives et fictives) versées (6)	– 138.007	– 155.858	– 179.468	– 215.095	– 264.584	– 315.822	– 368.612	– 422.272	– 502.016	– 590.831	– 663.242
Plus :											
Prestations sociales reçues (7)	155.443	176.646	203.814	241.854	307.295	357.964	415.371	491.479	569.420	658.129	778.296
Opérations nettes d'assurance - dommages (8)	2.722	2.869	3.254	3.675	4.074	4.193	5.087	7.170	7.846	8.916	10.433
Moins :											
Autres transferts courants nets versés (9)	– 6.101	– 4.523	– 5.300	– 5.602	– 3.614	– 4.796	– 5.817	– 2.599	– 4.820	– 3.404	– 2.655
Sous-total 3 : Transferts nets de redistribution	**– 25.242**	**– 25.930**	**– 29.727**	**– 32.156**	**– 30.719**	**– 54.818**	**– 64.204**	**– 50.485**	**– 70.428**	**– 99.257**	**– 73.892**
III. Total (2 + 3) : Revenu disponible brut	**631.369**	**709.074**	**805.655**	**941.837**	**1.099.019**	**1.241.291**	**1.399.044**	**1.602.351**	**1.799.871**	**2.034.566**	**2.349.689**
dont : Consommation de capital fixe	23.576	26.138	29.939	36.717	42.792	49.573	55.715	62.094	70.410	81.319	91.083
Revenu net d'activité	598.371	669.858	762.855	878.208	1.019.590	1.170.376	1.322.573	1.495.097	1.687.156	1.913.048	2.164.770

(1) Salaires, cotisations sociales (y compris la part patronale), prestations sociales versées directement par les employeurs et participation des salariés aux fruits de l'expansion des entreprises. — (2) Bénéfice, net des intérêts versés, tiré de la production de service de logement (y compris la production autoconsommée par les ménages propriétaires de leur logement) et, accessoirement, de la production des jardins familiaux. — (3) Il s'agit du revenu brut, avant impôt, que les ménages d'entrepreneurs individuels tirent de leur activité. — (4) Intérêts, dividendes et loyers de terres agricoles reçus, moins les intérêts sur crédit à la consommation. — (5) Pour l'essentiel, il s'agit de l'impôt sur le revenu, des retenues à la source et autres prélèvements sur revenus de capitaux mobiliers, de la taxe d'habitation et des impôts fonciers. — (6) Ensemble des cotisations sociales (y compris la part patronale) + contrepartie des prestations sociales directes d'employeurs incluses ci-dessus dans le revenu du travail. — (7) Prestations sociales versées par la Sécurité sociale et les sociétés mutualistes + prestations sociales directes des employeurs à leurs salariés + prestations sociales d'assistance non liées à un circuit d'assurance sociale ou à un lien de travail. — (8) Différence entre les indemnités d'assurances-dommages reçues et les primes d'assurances-dommages (nettes de la consommation de service d'assurances) versées; les opérations d'assurance-vie n'apparaissent pas dans les transferts de revenus : elles sont traitées pour partie en consommation de service d'assurance et pour partie en opérations financières. — (9) Versements bénévoles aux administrations privées, versements des travailleurs immigrés à leur famille restée au pays, solde des transferts courants divers avec les administrations publiques.

TABLEAU 3.01 - 7

Évolution et répartition de l'épargne nationale brute (*sur base 1971*)

Source : I.N.S.E.E. — *Unité :* million de francs courants

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	r 1978	r 1979	r 1980	1981
Grandes entreprises nationales (1)	11.905	11.223	12.988	11.080	12.340	16.632	21.705	26.110	30.601	34.086	31.172
Autres sociétés et quasi-sociétés non financières	55.884	64.647	66.396	62.610	69.834	82.747	92.891	114.476	136.491	131.421	114.590
Ménages et entreprises individuelles	105.870	119.494	139.721	163.986	204.221	203.893	232.660	280.222	288.226	296.319	347.296
Administrations publiques et privées	42.280	48.398	52.824	58.439	31.492	65.742	52.307	30.480	64.539	104.580	54.244
Institutions de crédit et entreprises d'assurance	7.773	11.185	18.246	16.462	15.949	16.343	28.025	33.180	35.387	38.028	53.411
Épargne nationale brute (2)	**223.712**	**254.947**	**290.175**	**312.577**	**333.836**	**385.357**	**427.588**	**484.468**	**555.244**	**604.434**	**600.713**
Consommation finale nationale (3)	645.198	721.337	815.693	955.239	1.107.893	1.286.924	1.449.175	1.648.121	1.880.773	2.164.890	2.498.870
Solde des opérations courantes de répartition avec le reste du monde	3.523	4.831	8.332	10.486	10.590	5.692	7.822	8.490	3.579	– 10.669	– 5.164
Produit intérieur brut	**872.433**	**981.115**	**1.114.200**	**1.278.302**	**1.452.319**	**1.677.973**	**1.884.585**	**2.141.079**	**2.439.596**	**2.758.655**	**3.094.419**

(1) Charbonnages de France, E.D.F., G.D.F., S.N.C.F., R.A.T.P., Air France, Air Inter, P.T.T. — (2) D'une manière générale, l'épargne des comptes nationaux (qu'elle soit brute ou nette des amortissements économiques) est calculée *avant* prise en compte des transferts en capital (en particulier les aides à l'investissement reçus ou versés; ces derniers interviennent dans le passage de l'épargne à la capacité (ou au besoin) de financement, qui est retracé au compte de capital (voir tableau suivant). — (3) La consommation finale nationale comprend la consommation finale des administrations publiques et privées (voir note correspondante du tableau 3) ainsi que la consommation finale des ménages résidents; cette dernière diffère de la consommation finale des ménages sur le territoire qui apparaît dans l'équilibre général des biens et des services (tableau 3) : elle comprend en plus les achats des touristes français à l'étranger et en moins les achats des touristes étrangers en France métropolitaine.

TABLEAU 3.01 - 8

Compte de capital consolidé de l'ensemble des secteurs institutionnels (*sur base 1971*)

Source : I.N.S.E.E. — *Unité :* million de francs courants

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	r 1978	r 1979	r 1980	1981
RESSOURCES											
Épargne nette	*140.541*	*161.656*	*183.685*	*180.379*	*176.203*	*187.495*	*216.009*	*244.882*	*283.140*	*287.765*	*234.267*
dont :											
Sociétés et quasi-sociétés non financières	17.980	19.999	16.063	– 4.934	– 12.033	– 23.776	– 12.228	– 3.400	5.088	– 22.338	– 73.419
Institutions de crédit	4.879	6.813	12.196	8.638	7.904	5.665	14.659	19.667	20.486	21.997	32.982
Entreprises d'assurance	215	1.069	1.928	2.405	1.432	2.481	3.854	2.577	1.821	416	1.630
Administrations publiques	34.293	39.443	42.543	45.433	15.733	46.934	30.617	5.457	35.184	69.421	12.778
Administrations privées	880	976	1.173	1.568	1.738	1.871	2.162	2.453	2.745	3.269	4.083
Ménages	82.294	93.356	109.782	127.269	161.429	154.320	176.945	218.128	217.816	215.000	256.213
Consommation de capital fixe	*83.171*	*93.291*	*106.490*	*132.198*	*157.633*	*197.862*	*211.579*	*239.586*	*272.104*	*316.669*	*366.446*
dont :											
Sociétés et quasi-sociétés non financières	49.809	55.871	63.321	78.624	94.207	123.155	126.824	143.986	162.004	187.845	219.181
Institutions de crédit	2.183	2.752	3.518	4.707	5.795	7.255	8.448	9.724	11.555	13.828	16.752
Entreprises d'assurance	496	551	604	712	818	942	1.064	1.212	1.525	1.787	2.047
Administrations publiques	7.017	7.877	8.990	11.294	13.858	16.751	19.318	22.334	26.345	31.587	37.042
Administrations privées	90	102	118	144	163	186	210	236	265	303	341
Ménages	23.576	26.138	29.939	36.717	42.792	49.573	55.715	62.094	70.410	81.319	91.083
Transferts en capital en provenance du reste du monde	*35*	*71*	*132*	*150*	*224*	*176*	*226*	*168*	*169*	*272*	*282*
Total des ressources	**223.747**	**255.018**	**290.307**	**312.727**	**334.060**	**385.533**	**427.814**	**484.636**	**555.413**	**604.706**	**600.995**
EMPLOIS											
Formation brute de capital fixe	205.929	232.048	264.981	310.902	337.889	390.671	419.899	458.883	521.025	597.080	654.625
Variation des stocks	12.772	18.379	26.878	30.536	– 3.640	19.730	20.815	13.125	34.347	44.810	– 9.152
Transferts en capital au reste du monde	1.123	905	1.049	1.921	1.451	2.322	1.334	1.272	1.674	1.659	1.689
Capacité (+) ou besoin (—) de financement de la nation	3.923	3.686	– 2.601	– 30.632	– 1.640	– 27.190	– 14.234	11.356	– 1.633	– 38.843	– 46.167
Total des emplois	**223.747**	**255.018**	**290.307**	**312.727**	**334.060**	**385.533**	**427.814**	**484.636**	**555.413**	**604.706**	**600.995**

TABLEAU 3.01 - 9

Principaux agrégats par habitant (sur base 1971). Années 1959 à 1981

Source : I.N.S.E.E.

Année	Produit intérieur brut (en francs courants)	Produit intérieur brut (en francs aux prix de 1970)	Revenu national aux prix du marché (en francs courants)	Consommation finale des ménages (en francs courants)	Consommation finale des ménages (en francs aux prix de 1970)	Année	Produit intérieur brut (en francs courants)	Produit intérieur brut (en francs aux prix de 1970)	Revenu national aux prix du marché (en francs courants)	Consommation finale des ménages (en francs courants)	Consommation finale des ménages (en francs aux prix de 1970)
1959	5.907	9.390	5.331	3.721	5.869	1970	15.413	15.413	14.031	9.203	9.203
1960	6.491	9.966	5.889	3.999	6.078	1971	17.023	16.095	15.545	10.253	9.719
1961	7.007	10.405	6.353	4.333	6.372	1972	18.977	16.896	17.303	11.404	10.209
1962	7.684	10.901	6.993	4.755	6.697	1973	21.378	17.660	19.472	12.777	10.723
1963	8.467	11.287	7.704	5.279	7.029	1974	24.367	18.112	21.964	14.828	10.964
1964	9.297	11.901	8.471	5.709	7.357	1975	27.556	18.062	24.619	16.977	11.285
1965	9.916	12.354	9.025	6.034	7.580	1976	31.725	18.929	28.099	19.614	11.874
1966	10.647	12.893	9.672	6.472	7.874	1977	35.507	19.439	31.662	21.975	12.205
1967	11.410	13.391	10.363	6.953	8.209	1978 r	40.188	20.099	35.820	24.816	12.674
1968	12.313	13.861	11.215	7.531	8.462	1979 r	45.617	20.686	40.714	28.266	13.080
1969	13.925	14.709	12.705	8.479	8.897	1980 r	51.358	20.830	45.782	32.361	13.239
						1981	57.344	20.768	50.821	37.107	13.490

TABLEAU 3.01 - 10

Ressources et emplois de biens et services
(Départements d'outre-mer)

Source : I.N.S.E.E.

Unité : millier de francs

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
					GUADELOUPE				
RESSOURCES									
Produit intérieur brut	1.329.978	1.545.699	1.725.312	2.051.518	2.456.777	2.825.775	3.271.274	3.730.500	4.262.965
Importations de biens et services	717.699	702.999	758.770	908.711	1.120.165	1.335.103	1.537.756	1.869.761	1.940.901
Total	**2.047.677**	**2.248.698**	**2.484.082**	**2.960.229**	**3.576.942**	**4.160.878**	**4.809.030**	**5.600.261**	**6.203.866**
EMPLOIS									
Consommation finale	*1.564.023*	*1.726.751*	*1.929.575*	*2.282.859*	*2.743.522*	*3.263.166*	*3.790.864*	*4.447.538*	*4.939.180*
dont : Ménages	1.206.957	1.294.450	1.430.573	1.702.069	2.048.254	2.450.961	2.823.919	3.278.506	3.547.418
Administrations publiques	355.240	429.670	495.336	576.113	690.251	804.283	959.130	1.155.882	1.378.072
Administrations privées	1.826	2.631	3.666	4.677	5.017	7.922	7.815	13.150	13.690
Formation brute de capital fixe	*264.233*	*281.169*	*348.026*	*390.542*	*522.419*	*543.833*	*520.646*	*674.529*	*746.273*
dont : Ménages (hors entreprises individuelles)	46.722	43.240	74.753	69.396	98.587	106.818	76.572	64.010	74.416
Sociétés, quasi-sociétés non financières et entreprises individuelles	102.737	126.021	158.329	163.432	293.320	270.689	301.752	340.752	362.366
Administrations publiques	110.605	110.548	124.343	155.578	132.623	162.769	133.785	260.970	289.014
Administrations privées									
Institutions de crédit et entreprises d'assurances	4.169	1.360	– 9.399	2.136	– 2.111	3.557	8.537	8.797	20.477
Variations de stocks	*10.424*	*8.360*	*3.120*	*– 1.140*	*28.474*	*– 5.927*	*58.101*	*73.272*	*– 1.177*
Exportations de biens et services	*208.997*	*232.418*	*203.361*	*287.968*	*282.527*	*359.806*	*439.419*	*404.922*	*519.590*
Total	**2.047.677**	**2.248.698**	**2.484.082**	**2.960.229**	**3.576.942**	**4.160.878**	**4.809.030**	**5.600.261**	**6.203.866**
					MARTINIQUE				
RESSOURCES									
Produit intérieur brut	1.600.463	1.825.634	2.073.727	2.389.866	2.608.584	3.357.470	3.737.746	4.396.492	5.057.987
Importations de biens et services	817.738	870.041	882.349	1.096.537	1.420.333	1.472.898	1.987.659	2.072.908	2.319.660
Total	**2.418.201**	**2.695.675**	**2.956.076**	**3.486.403**	**4.028.917**	**4.830.368**	**5.725.405**	**6.469.400**	**7.377.647**
EMPLOIS									
Consommation finale	*1.884.923*	*2.028.095*	*2.310.874*	*2.697.425*	*3.145.724*	*3.855.012*	*4.491.943*	*5.118.862*	*5.925.084*
dont : Ménages	1.393.727	1.474.639	1.689.971	1.958.611	2.259.036	2.708.666	3.194.802	3.621.354	4.172.044
Administrations publiques	489.588	551.632	619.056	736.615	882.040	1.140.553	1.287.854	1.481.749	1.736.565
Administrations privées	1.608	1.824	1.847	2.199	4.648	5.793	9.287	15.759	16.475
Formation brute de capital fixe	*376.696*	*467.326*	*426.674*	*490.951*	*476.833*	*612.091*	*593.702*	*675.578*	*731.092*
dont : Ménages (hors entreprises individuelles)	64.641	60.349	61.945	68.099	83.004	89.120	100.293	81.480	81.149
Sociétés, quasi-sociétés non financières et entreprises individuelles	142.383	223.033	168.969	239.585	197.681	269.924	226.968	266.742	294.587
Administrations publiques	164.939	171.012	187.164	174.222	191.632	244.385	267.327	320.540	367.172
Administrations privées									
Institutions de crédit et entreprises d'assurances	4.733	12.932	8.596	9.046	4.516	8.662	– 886	6.816	– 11.816
Variations de stocks	*– 10.247*	*11.352*	*– 40.006*	*53.718*	*59.257*	*– 44.433*	*45.717*	*44.617*	*22.471*
Exportations de biens et services	*166.829*	*188.902*	*258.534*	*244.309*	*347.103*	*407.698*	*594.043*	*630.343*	*699.000*
Total	**2.418.201**	**2.695.675**	**2.956.076**	**3.486.403**	**4.028.917**	**4.830.368**	**5.725.405**	**6.469.400**	**7.377.647**
					RÉUNION				
RESSOURCES									
Produit intérieur brut	2.013.414	2.331.095	2.719.105	3.028.983	3.791.060	4.539.886	5.198.671	5.887.647	6.345.890
Importations de biens et services	902.813	964.995	1.012.769	1.285.050	1.612.093	1.780.787	2.179.965	2.497.342	.696.6302
Total	**2.916.227**	**3.296.090**	**3.731.874**	**4.314.033**	**5.403.153**	**6.320.673**	**7.378.636**	**8.384.989**	**9.042.520**
EMPLOIS									
Consommation finale	*2.094.315*	*2.445.832*	*2.792.388*	*3.287.943*	*4.123.471*	*4.942.520*	*5.901.913*	*6.699.465*	*7.398.722*
dont : Ménages	1.428.499	1.670.199	1.854.759	2.219.047	2.812.170	3.386.329	4.126.386	4.665.083	5.100.830
Administrations publiques	657.717	767.054	927.727	1.059.795	1.298.533	1.542.705	1.760.600	2.017.873	2.273.347
Administrations privées	8.099	8.579	9.902	8.301	12.768	13.486	14.927	16.509	24.545
Formation brute de capital fixe	*572.305*	*588.578*	*603.125*	*644.729*	*865.620*	*969.127*	*991.276*	*1.079.855*	*1.139.660*
dont : Ménages (hors entreprises individuelles)	133.440	140.241	149.469	186.161	189.610	190.672	193.380	166.133	167.460
Sociétés, quasi-sociétés non financières et entreprises individuelles	251.977	245.080	269.005	221.529	351.624	423.873	436.316	492.233	536.158
Administrations publiques	185.378	201.245	201.343	229.330	325.272	353.217	352.449	411.117	413.550
Administrations privées									
Institutions de crédit et entreprises d'assurances	1.510	2.012	– 16.692	7.709	– 886	1.365	9.131	10.372	22.492
Variations de stocks	*– 32.480*	*19.847*	*81.882*	*14.528*	*87.279*	*140.547*	*35.169*	*44.935*	*– 15.320*
Exportations de biens et services	*282.087*	*241.833*	*254.479*	*366.833*	*326.783*	*268.479*	*450.278*	*560.734*	*519.458*
Total	**2.916.227**	**3.296.090**	**3.731.874**	**4.314.033**	**5.403.153**	**6.320.673**	**7.378.636**	**8.384.989**	**9.042.520**

TABLEAU 3.01 - 11

Indices des ressources et emplois de biens et services

(Départements d'outre-mer)

Source : I.N.S.E.E.

Base 100 année précédente

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
RESSOURCES				**GUADELOUPE**				
Produit intérieur brut	116,2	111,6	118,9	119,7	115,0	115,8	114,0	114,3
Importations de biens et services	98,0	107,9	119,8	123,3	119,2	115,2	121,6	103,8
Total	**109,8**	**110,5**	**119,2**	**120,8**	**116,3**	**115,6**	**116,5**	**110,8**
EMPLOIS								
Consommation finale	110,4	111,8	118,3	120,2	118,9	116,2	117,3	111,1
dont : Ménages	107,3	110,5	119,0	120,3	120,0	115,2	116,1	108,2
Administrations publiques	121,0	115,3	116,3	119,9	116,5	119,3	120,5	119,2
Administrations privées	144,1	139,3	127,6	107,3	157,9	98,7	160,3	104,1
Formation brute de capital fixe	106,4	123,8	112,2	133,8	104,1	95,7	129,9	110,6
dont : Ménages (hors entreprises individuelles)	92,6	172,9	92,8	142,1	108,4	71,7	83,6	116,3
Sociétés, quasi-sociétés non financières et entreprises individuelles	122,7	125,6	103,2	179,5	92,3	111,5	112,9	106,4
Administrations publiques	99,9	112,5	125,1	85,3	122,7	82,2	195,1	110,8
Administrations privées	•	•	•	•	•	•	•	•
Institutions de crédit et entreprises d'assurances	•	•	•	•	•	•	•	•
Exportations de biens et services	111,2	87,5	141,6	98,1	127,4	122,1	92,2	128,3
Total	**109,8**	**110,5**	**119,2**	**120,8**	**116,3**	**115,6**	**116,5**	**110,8**
RESSOURCES				**MARTINIQUE**				
Produit intérieur brut	114,1	113,6	115,2	109,2	128,7	111,3	117,6	115,0
Importations de biens et services	106,4	101,4	124,3	129,5	103,7	134,9	104,3	111,9
Total	**111,5**	**109,7**	**117,9**	**115,6**	**119,9**	**118,5**	**113,0**	**114,0**
EMPLOIS								
Consommation finale	107,6	113,9	116,7	116,6	122,5	116,5	114,0	115,8
dont : Ménages	105,8	114,6	115,9	115,3	119,9	117,9	113,4	115,2
Administrations publiques	112,7	112,2	119,0	119,7	129,3	112,9	115,1	117,2
Administrations privées	113,4	101,3	119,1	211,4	124,6	160,3	169,7	104,5
Formation brute de capital fixe	124,1	91,3	115,1	97,1	128,4	97,0	113,8	108,2
dont : Ménages (hors entreprises individuelles)	93,4	102,6	109,9	121,9	107,4	112,5	81,2	99,6
Sociétés, quasi-sociétés non financières et entreprises individuelles	156,6	75,8	141,8	82,5	136,5	84,1	117,5	110,4
Administrations publiques	103,7	109,4	93,1	110,0	127,5	109,4	120,0	114,5
Administrations privées	•	•	•	•	•	•	•	•
Institutions de crédit et entreprises d'assurances	273,2	66,5	105,2	49,9	191,8	–	–	–
Exportations de biens et services	113,2	136,9	94,5	142,1	117,5	145,7	106,1	110,9
Total	**111,5**	**109,7**	**117,9**	**115,6**	**119,9**	**118,5**	**113,0**	**114,0**
RESSOURCES				**RÉUNION**				
Produit intérieur brut	115,8	116,7	111,4	125,2	119,8	114,5	113,3	107,8
Importations de biens et services	106,9	105,0	126,9	125,5	110,5	122,4	114,6	108,0
Total	**113,0**	**113,2**	**115,6**	**125,3**	**117,0**	**116,7**	**113,6**	**107,9**
EMPLOIS								
Consommation finale	116,8	114,2	117,8	125,4	119,9	119,4	113,5	110,4
dont : Ménages	116,9	111,1	119,7	126,7	120,4	121,9	113,1	109,3
Administrations publiques	116,6	121,0	114,2	122,5	118,8	114,1	114,6	112,7
Administrations privées	105,9	115,4	83,8	153,8	105,6	110,7	110,6	148,7
Formation brute de capital fixe	102,9	102,5	106,9	134,3	112,0	102,2	108,9	105,5
dont : Ménages (hors entreprises individuelles)	105,1	106,6	124,6	101,9	100,6	101,4	85,9	100,8
Sociétés, quasi-sociétés non financières et entreprises individuelles	97,3	109,8	82,4	158,7	120,6	102,9	112,8	108,9
Administrations publiques	108,6	100,1	113,9	141,8	108,6	99,8	116,7	100,6
Administrations privées	•	•	•	•	•	•	•	•
Institutions de crédit et entreprises d'assurances	133,3	•	•	•	•	668,9	113,6	216,9
Exportations de biens et services	85,7	105,2	144,2	89,1	82,2	167,7	124,5	92,6
Total	**133,0**	**113,2**	**115,6**	**125,3**	**117,0**	**116,7**	**113,6**	**107,9**

TABLEAU 3.01 - 12

Ressources et emplois de biens et services marchands et non marchands (Départements d'outre-mer)

Source : I.N.S.E.E.

Unité : millier de francs

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
Services marchands									
RESSOURCES					GUADELOUPE				
Produit intérieur brut marchand	998.926	1.152.289	1.251.967	1.483.470	1.782.571	2.020.188	2.317.137	2.593.326	2.926.251
Ventes résiduelles	5.342	5.333	9.026	21.470	27.344	45.707	55.921	70.406	83.801
Importations	717.699	702.999	758.770	908.711	1.120.165	1.335.103	1.537.756	1.869.761	1.940.901
Total	**1.721.967**	**1.860.621**	**2.019.763**	**2.413.651**	**2.930.080**	**3.400.998**	**3.910.814**	**4.533.493**	**4.950.953**
EMPLOIS									
Consommation intermédiaire des branches non marchandes des administrations	57.783	73.570	67.585	72.573	92.535	104.463	131.209	175.089	222.439
Consommation finale des ménages	1.180.530	1.265.104	1.397.671	1.663.708	2.004.125	2.398.823	2.761.439	3.205.681	3.463.828
Formation brute de capital fixe	264.233	281.169	348.026	390.542	522.419	543.833	520.646	674.529	746.273
Variation de stocks	10.424	8.360	3.120	– 1.140	28.474	– 5.927	58.101	73.272	– 1.177
Exportations	208.997	232.418	203.361	287.968	282.527	359.806	439.419	404.922	519.590
Total	**1.721.967**	**1.860.621**	**2.019.763**	**2.413.651**	**2.930.080**	**3.400.998**	**3.910.814**	**4.533.493**	**4.950.953**
Services non marchands									
RESSOURCES									
Produit intérieur brut non marchand	331.052	393.410	473.345	568.048	674.206	805.587	954.137	1.137.174	1.336.714
Consommation intermédiaire des branches non marchandes des administrations	57.783	73.570	67.585	72.573	92.535	104.463	131.209	175.089	222.439
Moins : Ventes résiduelles	– 5.342	– 5.333	– 9.026	– 21.470	– 27.344	– 45.707	– 55.921	– 70.406	– 83.801
Total	**383.493**	**461.647**	**531.904**	**619.151**	**739.397**	**864.343**	**1.029.425**	**1.241.857**	**1.475.352**
EMPLOIS									
Consommation finale :									
— des ménages	26.427	29.346	32.902	38.361	44.129	52.138	62.480	72.825	83.590
— des administrations	357.066	432.301	499.002	580.790	695.268	812.205	966.945	1.169.032	1.391.762
Total	**383.493**	**461.647**	**531.904**	**619.151**	**739.397**	**864.343**	**1.029.425**	**1.241.857**	**1.475.352**
Services marchands									
RESSOURCES					MARTINIQUE				
Produit intérieur brut marchand	1.147.395	1.302.772	1.489.705	1.709.743	1.795.583	2.314.548	2.546.681	3.018.100	3.449.431
Ventes résiduelles	31.868	31.903	33.017	35.119	52.144	57.926	93.200	115.240	124.680
Importations	817.738	870.041	882.349	1.096.537	1.420.333	1.472.898	1.987.659	2.072.908	2.319.660
Total	**1.997.001**	**2.204.716**	**2.405.071**	**2.841.399**	**3.268.060**	**3.845.372**	**4.627.540**	**5.206.248**	**5.893.771**
EMPLOIS									
Consommation intermédiaire des branches non marchandes des administrations	90.415	85.210	95.528	125.432	163.678	208.474	256.943	301.492	344.439
Consommation finale des ménages	1.373.308	1.451.926	1.664.341	1.926.989	2.221.189	2.661.542	3.137.135	3.554.218	4.096.769
Formation brute de capital fixe	376.696	467.326	426.674	490.951	476.833	612.091	593.702	675.578	731.092
Variation de stocks	– 10.247	11.352	– 40.006	53.718	59.257	– 44.433	45.717	44.617	22.471
Exportations	166.829	188.902	258.534	244.309	347.103	407.698	594.043	630.343	699.000
Total	**1.997.001**	**2.204.716**	**2.405.071**	**2.841.399**	**3.268.060**	**3.845.372**	**4.627.540**	**5.206.248**	**5.893.771**
Services non marchands									
RESSOURCES									
Produit intérieur brut non marchand	453.068	522.862	584.022	680.123	813.001	1.042.922	1.191.065	1.378.392	1.608.556
Consommation intermédiaire des branches non marchandes des administrations	90.415	85.210	95.528	125.432	163.678	208.474	256.943	301.492	344.439
Moins : Ventes résiduelles	– 31.868	– 31.903	– 33.017	– 35.119	– 52.144	– 57.926	– 93.200	– 115.240	– 124.680
Total	**511.615**	**576.169**	**646.533**	**770.436**	**924.535**	**1.193.470**	**1.354.808**	**1.564.644**	**1.828.315**
EMPLOIS									
Consommation finale :									
— des ménages	20.419	22.713	25.630	31.622	37.847	47.124	57.667	67.136	75.275
— des administrations	491.196	553.456	620.903	738.814	886.688	1.146.346	1.297.141	1.497.508	1.753.040
Total	**511.615**	**576.169**	**646.533**	**770.436**	**924.535**	**1.193.470**	**1.354.808**	**1.564.644**	**1.828.315**
Services marchands									
RESSOURCES					RÉUNION				
Produit intérieur brut marchand	1.402.436	1.607.727	1.839.144	2.033.060	2.593.280	3.125.324	3.559.921	4.032.432	4.278.244
Ventes résiduelles	15.952	24.026	42.790	32.220	42.610	49.427	68.121	72.267	86.505
Importations	902.813	964.995	1.012.769	1.285.050	1.612.093	1.780.787	2.179.965	2.497.342	2.696.630
Total	**2.321.201**	**2.596.748**	**2.894.703**	**3.350.330**	**4.247.983**	**4.955.538**	**5.808.007**	**6.602.041**	**7.061.379**
EMPLOIS									
Consommation intermédiaire des branches non marchandes des administrations	96.518	108.426	137.211	154.284	215.963	253.010	276.593	327.632	398.919
Consommation finale des ménages	1.402.771	1.638.064	1.818.006	2.169.956	2.752.338	3.324.375	4.054.691	4.588.885	5.018.662
Formation brute de capital fixe	572.305	588.578	603.125	644.729	865.620	969.127	991.276	1.079.855	1.139.660
Variation de stocks	– 32.480	19.847	81.882	14.528	87.279	140.547	35.169	44.935	– 15.320
Exportations	282.087	241.833	254.479	366.833	326.783	268.479	450.278	560.734	519.458
Total	**2.321.201**	**2.596.748**	**2.894.703**	**3.350.330**	**4.247.983**	**4.955.538**	**5.808.007**	**6.602.041**	**7.061.379**
Services non marchands									
RESSOURCES									
Produit intérieur brut non marchand	610.978	723.368	879.961	995.923	1.197.780	1.414.562	1.638.750	1.855.215	2.067.646
Consommation intermédiaire des branches non marchandes des administrations	96.518	108.426	137.211	154.284	215.963	253.010	276.593	327.632	398.919
Moins : Ventes résiduelles	– 15.952	– 24.026	– 42.790	– 32.220	– 42.610	– 49.427	– 68.121	– 72.267	– 86.505
Total	**691.544**	**807.768**	**974.382**	**1.117.987**	**1.371.133**	**1.618.145**	**1.847.222**	**2.110.580**	**2.380.060**
EMPLOIS									
Consommation finale :									
— des ménages	25.728	32.135	36.753	49.891	59.832	61.954	71.695	76.198	82.168
— des administrations	665.816	775.633	937.629	1.068.096	1.311.301	1.556.191	1.775.527	2.034.382	2.297.892
Total	**691.544**	**807.768**	**974.382**	**1.117.987**	**1.371.133**	**1.618.145**	**1.847.222**	**2.110.580**	**2.380.060**

TABLEAU 3.01 - 13

Indices des ressources et emplois de biens et services marchands et non marchands (Départements d'outre-mer)

Source : I.N.S.E.E.

Base 100 année précédente

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
Services marchands				GUADELOUPE				
RESSOURCES								
Produit intérieur brut marchand	115,4	108,7	118,5	120,2	113,3	114,7	111,9	112,8
Ventes résiduelles	99,8	169,2	237,9	127,4	112,9	125,6	133,4	127,0
Importations	98,0	107,9	119,8	123,3	119,2	115,2	121,6	103,8
Total	**108,1**	**108,6**	**119,5**	**121,4**	**116,1**	**115,0**	**115,9**	**109,2**
EMPLOIS								
Consommation intermédiaire des branches non marchandes des administrations	127,3	91,9	107,4	127,5	112,9	125,6	133,4	127,0
Consommation finale des ménages	107,2	110,5	119,0	120,5	119,7	115,1	116,1	108,1
Formation brute de capital fixe	106,4	123,8	112,2	133,8	104,1	95,7	129,9	110,6
Exportations	111,2	87,5	141,6	98,1	127,4	122,1	92,2	128,3
Total	**108,1**	**108,6**	**119,5**	**121,4**	**116,1**	**115,0**	**115,9**	**109,2**
Services non marchands								
RESSOURCES								
Produit intérieur brut non marchand	118,8	120,3	120,0	118,7	119,5	118,4	119,2	117,5
Consommation intermédiaire des branches non marchandes des administrations	127,3	91,9	107,4	127,5	112,9	125,6	133,4	127,0
Ventes résiduelles	99,8	169,2	237,9	127,4	167,2	122,3	125,9	119,0
Total production des services non marchands	120,4	115,2	116,4	119,4	116,9	119,1	120,6	118,8
EMPLOIS								
Consommation finale :								
— des ménages	111,0	112,1	116,6	115,0	118,1	119,8	116,6	114,8
— des administrations	121,1	115,4	116,4	119,7	116,8	119,1	120,9	119,1
Total	**120,4**	**115,2**	**116,4**	**119,4**	**116,9**	**119,1**	**120,6**	**118,8**
Services marchands				MARTINIQUE				
RESSOURCES								
Produit intérieur brut marchand	113,5	114,3	114,8	105,0	128,9	110,0	118,5	114,3
Ventes résiduelles	100,1	103,5	106,4	148,5	111,1	160,9	123,6	108,2
Importations	106,4	101,4	124,3	129,5	103,7	134,9	104,3	111,9
Total	**110,4**	**109,1**	**118,1**	**115,0**	**117,7**	**120,3**	**112,5**	**113,2**
EMPLOIS								
Consommation intermédiaire des branches non marchandes des administrations	94,2	112,1	131,3	130,5	127,4	123,2	117,3	114,2
Consommation finale des ménages	105,7	114,6	115,8	115,3	119,8	117,9	113,3	115,3
Formation brute de capital fixe	124,1	91,3	115,1	97,1	128,4	97,0	113,8	108,2
Exportations	113,2	136,9	94,5	142,1	117,5	145,7	106,1	110,9
Total	**110,4**	**109,1**	**118,1**	**115,0**	**117,7**	**120,3**	**112,5**	**113,2**
Services non marchands								
RESSOURCES								
Produit intérieur brut non marchand	115,4	111,7	116,5	119,5	128,3	114,2	115,7	116,7
Consommation intermédiaire des branches non marchandes des administrations	94,2	112,1	131,3	130,5	127,4	123,2	117,3	114,2
Ventes résiduelles	100,1	103,5	106,4	148,5	111,1	160,9	123,6	108,2
Total production des services non marchands	112,6	112,2	119,2	120,0	129,1	113,5	115,5	116,8
EMPLOIS								
Consommation finale :								
— des ménages	111,2	112,8	123,4	119,7	124,5	122,4	116,4	112,1
— des administrations	112,7	112,2	119,0	120,0	129,3	113,2	115,4	117,1
Total	**112,6**	**112,2**	**119,2**	**120,0**	**129,1**	**113,5**	**115,5**	**116,8**
Services marchands				RÉUNION				
RESSOURCES								
Produit intérieur brut marchand	114,6	114,4	110,5	127,6	120,5	113,9	113,3	106,1
Ventes résiduelles	150,6	178,1	75,3	132,2	116,0	137,8	106,1	119,7
Importations	106,9	105,0	126,9	125,5	110,5	122,4	114,6	108,0
Total	**111,9**	**111,5**	**115,7**	**126,8**	**116,7**	**117,2**	**113,7**	**107,0**
EMPLOIS								
Consommation intermédiaire des branches non marchandes des administrations	112,3	126,5	112,4	140,0	117,2	109,3	118,5	121,0
Consommation finale des ménages	116,8	111,0	119,4	126,8	120,8	122,0	113,2	109,4
Formation brute de capital fixe	108,8	102,5	106,9	134,3	112,0	102,3	108,9	105,5
Exportations	85,7	105,2	144,2	89,1	82,2	167,7	124,5	92,6
Total	**111,9**	**111,5**	**115,7**	**126,8**	**116,7**	**117,2**	**113,7**	**107,0**
Services non marchands								
RESSOURCES								
Produit intérieur brut non marchand	118,4	121,6	113,2	120,3	118,1	115,8	113,2	111,5
Consommation intermédiaire des branches non marchandes des administrations	112,3	126,5	112,4	140,0	117,2	109,2	118,4	121,8
Ventes résiduelles	150,6	178,1	75,4	132,2	116,0	137,8	106,1	117,9
Total production de services non marchands	116,8	120,6	114,7	122,6	118,0	114,2	114,3	112,8
EMPLOIS								
Consommation finale :								
— des ménages	124,9	114,4	135,7	119,9	103,5	115,7	106,3	107,7
— des administrations	116,5	120,9	113,9	122,7	118,7	114,1	114,6	113,0
Total	**116,8**	**120,6**	**114,7**	**122,6**	**118,0**	**114,2**	**114,3**	**112,8**

SOURCES DE DOCUMENTATION

1. Sur les concepts :

— « Système élargi de comptabilité nationale - Méthodes », *Collections de l'INSEE,* série C, nº 44-45, septembre 1979;

— « L'ancien et le nouveau système de comptabilité nationale - comparaison chiffrée sur l'année 1971 », *Collections de l'INSEE,* série C, nº 160, avril 1978;

— « Présentation de la comptabilité nationale française », *Collections de l'INSEE,* série C, nº 51, décembre 1976 (épuisé).

2. Sur les sources et méthodes d'élaboration :

— « Les assurances », *Collections de l'INSEE,* série C, nº 75, juin 1979;

— « Les comptes des entreprises par secteur d'activité », *Collections de l'INSEE,* série C, nº 78, août 1979;

— « Les comptes du commerce », *Collections de l'INSEE,* série C, nº 83-84, décembre 1979;

— « Les biens et services », *Collections de l'INSEE,* série C, nº 99, novembre 1981.

3. Sur les comptes :

— « Les comptes nationaux de biens et services à prix constants de 1970 à 1976 », *Collections de l'INSEE,* série C, nº 59, mars 1978;

— «Rétropolation des comptes nationaux dans le nouveau système de comptabilité nationale française », séries 1959-1970, *Collections de l'INSEE,* série C, nº 67-68, 1978;

— « Les grandes entreprises nationales de 1959 à 1976 », *Collections de l'INSEE,* série E, nº 57, décembre 1978;

— « Rapport sur les comptes de la nation 1981 », *Collection de l'INSEE,* série C, nº 101-102, juin 1982;

— E.T.C. 81 — Extraits et tableaux des Comptes nationaux 1981.

— « Le mouvement économique en France 1949-1979 », séries longues macroéconomiques.

4. Départements d'outre-mer :

- Archives et documents. Comptes économiques, série 1970-1978 (SECN) :
  — Nº 11. Réunion;
  — Nº 14. Guadeloupe;
  — Nº 15. Martinique.

Chapitre 3.02

Entreprises et établissements

1. Le répertoire SIRENE
2. Le champ couvert par SIRENE
3. Les exploitations statistiques

1. *Le répertoire SIRENE*

Le décret nº 73-314 du 14 mars 1973 a créé un répertoire national des entreprises et de leurs établissements et en a confié la gestion à l'I.N.S.E.E. : ce répertoire dénommé SIRENE (1) a été construit à partir du fichier des établissements tenu par l'I.N.S.E.E. depuis 1948.

Le répertoire SIRENE est essentiellement un outil d'identification des entreprises et des établissements, il contient des identifiants destinés à améliorer la coordination interadministrative. L'I.N.S.E.E. attribue ainsi des numéros SIREN à 9 chiffres qui caractérisent les entreprises (2), des numéros SIRET à 14 chiffres (les neuf premiers chiffres reprenant le SIREN de l'entreprise) qui caractérisent les établissements (3) et des codes d'« activité principale exercée » à 4 chiffres (dits codes A.P.E.) qui sont déterminés par référence à la nomenclature officielle d'activités et de produits définie par le décret nº 73-1036 du 9 novembre 1973 (dite N.A.P. 73) et publiée par les journaux officiels sous la forme d'une brochure (nº 1402) : ces codes A.P.E. existent aux niveaux entreprise (A.P.E.N.) et établissement (A.P.E.T.).

Parmi les autres éléments d'identification portés au répertoire, on peut citer :

- pour les entreprises :
  - — leur nom ou raison sociale;
  - — leur catégorie juridique.
- pour les établissements :
  - — leur adresse complète;
  - — leur effectif salarié;
  - — leur état : actif (A), mis en location gérance (L), mort (M);
  - — leur statut qui est soit « siège ou établissement principal », soit « établissement secondaire ».

Le répertoire SIRENE est alimenté par des informations en provenance des associés du système qui sont actuellement(4) :

— les greffes des tribunaux de commerce;
— les chambres de métiers;
— la direction générale des Impôts;
— les U.R.S.S.A.F. (Unions pour le recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales);
— les C.R.A.M. (Caisses régionales d'assurance maladie);
— les directions régionales de l'I.N.S.E.E.

2. *Le champ couvert par SIRENE*

Ne sont immatriculés dans SIRENE que les établissements situés en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer (à l'exception de Saint-Pierre-et-Miquelon) [5].

Les établissements sis en France mais dépendant de sociétés étrangères sont par conséquent immatriculés dans SIRENE; par souci d'homogénéité avec le reste du répertoire, on crée dans ces cas des établissements « fictifs » situés à l'étranger et ayant le statut de siège (ou établissement principal).

Le champ couvert par le répertoire SIRENE est défini par les décrets et les arrêtés qui l'ont institutionnalisé : par exemple arrêté du 6 novembre 1974 (paru au *J.O.* du 14 novembre 1974) pour la direction générale des Impôts et arrêté du 13 janvier 1975 (paru au *J.O.* du 31 janvier 1975) pour le répertoire des Métiers.

Doivent en particulier être immatriculés :

— les employeurs (sauf de personnel de maison);
— les personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés;
— les unités assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée;
— les unités dont les revenus ressortissent à la catégorie des B.I.C. (bénéfices industriels et commerciaux) et des B.N.C. (bénéfices non commerciaux);
— les exploitants agricoles imposés au « bénéfice réel » (soit une très faible part des exploitations agricoles).

Globalement, on peut donc considérer que la couverture de SIRENE est excellente pour l'ensemble des activités non agricoles à l'exception des services administratifs et des services non marchands pour lesquels elle est partielle.

---

(1) SIRENE : Système Informatique pour le Répertoire des Entreprises et de leurs Établissements.
(2) On définit comme entreprise toute personne physique ou morale exerçant de manière autonome une activité professionnelle non salariée.
(3) On définit comme établissement tout lieu possédant un caractère topographique distinct où s'exerce l'activité d'une entreprise (pendant une durée minimale prévisible de six mois).
(4) Le décret nº 81-257 du 18 mars 1981 créant des centres de formalités des entreprises offre aux déclarants la possibilité de remplir en une seule fois toutes les formalités auprès des différents associés du système. Ces centres fonctionnent actuellement dans une vingtaine de départements.
(5) Le décret nº 78-1254 du 28 décembre 1978 a étendu à partir du 1er janvier 1979 le décret nº 73-314 du 14 mars 1973 aux D.O.M. de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion.

3. *Les exploitations statistiques*

31. HISTORIQUE

L'ancien fichier des établissements avait fait l'objet de plusieurs exploitations : celles de 1954, 1958 et 1962 avaient donné lieu à la publication d'un volume de résultats, celles de 1966 et 1971 à des publications en trois volumes.

La mise en place du nouveau répertoire SIRENE s'est effectuée dans des conditions difficiles de sorte qu'aucune exploitation statistique nouvelle n'a encore pu donner lieu à publication; depuis quelques années cependant l'Annuaire statistique de la France a publié quelques tableaux statistiques issus d'exploitations régulièrement effectuées au 1er janvier de chaque année.

L'amélioration relative de la qualité des effectifs salariés et la très nette progression dans le remplissage des codes juridiques et surtout A.P.E. (1) permettent désormais de développer quelque peu les tabulations statistiques effectuées sur le répertoire SIRENE.

32. CHAMP STATISTIQUE RETENU

Les tableaux statistiques qui suivent portent exclusivement sur les entreprises et établissements immatriculés dans SIRENE au 1er janvier 1982 et n'ayant pas fait connaître leur cessation d'activité à cette date. On a retenu toutes les unités dont le code A.P.E. est chiffré selon la N.A.P. 73 (2) à l'exception du poste 99 soit les établissements diplomatiques étrangers en France et les organismes internationaux.

Dans les tableaux dont l'unité statistique est l'établissement, on a exclu les établissements « sièges fictifs » situés à l'étranger : dans la ventilation régionale il y a donc un poste qui correspond aux établissements situés dans les D.O.M. où SIRENE est implanté.

Dans les tableaux statistiques dont l'unité statistique est l'entreprise, il y a un poste dans la ventilation régionale qui correspond aux sièges fictifs situés à l'étranger, dans les T.O.M. ou à Saint-Pierre et Miquelon; en effet si en tant qu'établissements ils sont purement fictifs (pas d'effectifs salariés), ils correspondent en tant que siège à une véritable entreprise (la restriction au territoire français de l'entreprise étrangère considérée).

33. VARIABLES UTILISÉES

Pour l'activité, on a utilisé le regroupement de la N.A.P. 73 plus un poste « non renseignée ».

Pour la catégorie juridique, on a retenu 5 postes :

— entreprises individuelles;

— S.A.R.L. (Sociétés à responsabilité limitée);

— sociétés anonymes;

— autres sociétés commerciales (sociétés en nom collectif et sociétés en commandite);

— un cinquième poste très hétérogène qui regroupe les 21 autres postes du code catégorie juridique utilisé dans SIRENE (3).

Pour les effectifs salariés, il faut savoir que dans SIRENE l'effectif d'une entreprise est par construction la somme des effectifs de ses établissements. Selon les tableaux on a utilisé 8 ou 9 tranches d'effectifs salariés : le premier poste « 0 » peut englober quelques unités pour lesquelles l'effectif n'a pas été déclaré.

34. MISES EN GARDE

Si les créations sont bien prises en compte, on peut en revanche penser que les radiations sont moins bien connues, ce qui explique une certaine surestimation du nombre d'entreprises et d'établissements et cela de façon différente selon les secteurs et les régions.

Les opérations de rattrapage (4) ainsi que les variations de champ (par exemple l'inscription des sociétés civiles auprès des greffes des tribunaux de commerce depuis 1978) ne permettent pas de mettre en évidence des évolutions significatives, même globalement entre 1981 et 1982.

Il est clair qu'*a fortiori* toute comparaison des chiffres actuels de SIRENE avec ceux des anciennes exploitations du fichier des établissements (66 et 71 par exemple) témoignerait plus des différences de gestion des deux fichiers que de réelles évolutions économiques.

*
* *

De plus amples renseignements, soit sur le fonctionnement du répertoire, soit sur le contenu de ces tableaux peuvent être obtenus en s'adressant à : I.N.S.E.E., département « Répertoires », division « Répertoires des entreprises et des établissements ».

Il faut par ailleurs savoir que toutes précisions concernant la diffusion de SIRENE (par exemple listes d'adresses d'établissements sélectionnés selon différents critères et livrables sur support papier, étiquette ou bande magnétique ainsi que tabulations statistiques plus fines) sont disponibles dans les Observatoires économiques régionaux de l'I.N.S.E.E.

---

(1) Au cours des cinq dernières années les taux de codes APE entreprise (respectivement établissement) non renseignés sont passés de 15,6 % à 0,55 % (respectivement de 11,5 % à 0,28 %).

(2) On exclut en effet des codes APE « fictifs » internes à l'I.N.S.E.E. qui caractérisent des activités hors champ statistique (par exemple les salariés employeurs occasionnels).

(3) Dont par exemple sur 457.865 environ :
126.000 Associations « Loi de 1901 »;
104.000 Sociétés civiles;
48.000 Sociétés de fait, etc.;
310 « Catégorie juridique non renseignée ».

(4) Depuis quatre ans le système SIRENE dispose d'une procédure de mise à jour *a posteriori* par voie d'enquête statistique qui permet entre autres de détecter bon nombre de cessations d'activité non signalées par les associés du système : elles ont pour l'instant été largement sectorielles ce qui explique par exemple le « dégraissage » du poste : Location, Crédit-Bail Immobilier.

TABLEAU 3.02 - 1

Nombre d'entreprises par taille et forme juridique. Situation au 1er janvier 1982

Source : I.N.S.E.E. (SIRENE) — *Unité :* Entreprise

Forme juridique	Nombre de salariés								
	0	1 à 5	6 à 9	10 à 19	20 à 49	50 à 99	100 à 199	200 et plus	Total
Entreprise individuelle	1.201.985	595.714	44.689	17.142	5.849	673	125	43	1.866.220
Société à responsabilité limitée	62.012	142.909	42.535	27.927	16.590	3.606	1.354	770	297.703
Société anonyme	18.810	22.948	16.450	21.083	26.076	10.387	5.584	5.626	126.964
Autres sociétés commerciales	6.754	6.344	1.569	1.012	739	204	106	99	16.827
Autres sociétés	234.253	156.436	23.911	17.442	13.149	5.753	3.161	3.353	457.458
Total	**1.523.814**	**924.351**	**129.154**	**84.606**	**62.403**	**20.623**	**10.330**	**9.891**	**2.765.172**

TABLEAU 3.02 - 2

Nombre d'entreprises par taille et activité principale. Situation au 1er janvier 1982

Source : I.N.S.E.E. (SIRENE) — *Unité :* Entreprise

Activité principale (NAP)	Nombre de salariés								
	0	1 à 5	6 à 9	10 à 19	20 à 49	50 à 99	100 à 199	200 et plus	Total
Non renseignée	4.797	1.501	399	473	431	193	126	154	8.074
Agriculture, sylviculture, pêche	85.715	21.972	2.656	1.631	913	200	67	43	113.197
Industries agricoles et alimentaires	24.915	34.683	4.682	2.447	1.897	638	414	380	70.056
Production et distribution d'énergie	1.711	2.794	146	131	112	58	23	56	5.031
Industries des biens intermédiaires	21.831	15.334	4.792	4.663	4.868	1.789	957	995	55.229
Industries des biens d'équipement	19.504	14.696	3.379	2.908	3.346	1.383	794	1.076	47.086
Industries des biens de consommation courante	69.201	34.323	7.630	6.716	6.564	2.459	1.394	1.253	129.540
Industrie de mise en œuvre du bâtiment et du génie civil et agricole	185.864	141.899	21.124	13.485	8.994	2.256	930	681	375.233
Commerce	383.863	221.017	30.004	17.950	11.286	2.804	1.106	863	668.893
Transports et télécommunications	54.122	19.267	4.339	3.412	2.727	885	455	504	85.711
Services marchands	533.046	328.010	35.231	20.283	13.034	3.910	1.856	1.672	937.042
Location et crédit-bail immobiliers	53.909	4.590	612	437	370	202	111	74	60.305
Assurances	997	802	124	136	160	90	66	84	2.459
Organismes financiers	4.184	2.918	539	466	378	169	87	277	9.018
Services non marchands	80.155	80.545	13.497	9.468	7.323	3.587	1.944	1.779	198.298
Total	**1.523.814**	**924.351**	**129.154**	**84.606**	**62.403**	**20.623**	**10.330**	**9.891**	**2.765.172**

TABLEAU 3.02 - 3

Nombre d'entreprises par activité et forme juridique. Situation au 1er janvier 1982

Source : I.N.S.E.E. (SIRENE) — *Unité :* Entreprise

Activité principale (NAP)	Forme juridique					
	Entreprise individuelle	Société à responsabilité limitée	Société anonyme	Autres sociétés commerciales	Autres sociétés	Total
Non renseignée	4.172	1.510	1.044	79	1.269	8.074
Agriculture, sylviculture, pêche	72.742	2.110	1.135	354	36.856	113.197
Industries agricoles et alimentaires	56.482	5.174	3.939	512	3.949	70.056
Production et distribution d'énergie	309	258	393	153	3.918	5.031
Industries des biens intermédiaires	28.281	14.038	10.334	389	2.187	55.229
Industries des biens d'équipement	25.806	11.153	7.815	306	2.006	47.086
Industries des biens de consommation courante	84.287	26.835	12.208	718	5.492	129.540
Industrie de mise en œuvre du bâtiment et du génie civil et agricole	303.809	40.148	10.581	1.470	19.225	375.233
Commerce	508.377	97.373	37.490	5.207	20.446	668.893
Transports et télécommunications	62.960	10.752	5.222	636	6.141	85.711
Services marchands	679.960	84.760	30.583	6.308	135.431	937.042
Location et crédit-bail immobiliers	35.997	1.912	2.805	363	19.228	60.305
Assurances	269	78	304	9	1.799	2.459
Organismes financiers	107	557	2.409	82	5.863	9.018
Services non marchands	2.662	1.045	702	241	193.648	198.298
Total	**1.866.220**	**297.703**	**126.964**	**16.827**	**457.458**	**2.765.172**

TABLEAU 3.02 - 4

Nombre d'entreprises par activité principale et nombre d'établissements de l'entreprise.

Situation au 1er janvier 1982

Source : I.N.S.E.E. (SIRENE) — *Unité* : Entreprise

Activité principale (NAP)	Nombre d'établissements								Total
	1	2	3	4	5 à 9	10 à 19	20 à 49	50 et plus	
Non renseignée	3.956	3.116	515	193	202	61	27	4	8.074
Agriculture, sylviculture, pêche	111.690	1.324	105	28	28	13	5	4	113.197
Industries agricoles et alimentaires	65.179	3.701	629	227	214	78	20	8	70.056
Production et distribution	4.707	209	45	18	28	9	6	9	5.031
Industries des biens intermédiaires	48.810	4.717	922	320	294	114	43	9	55.229
Industries des biens d'équipement	42.084	3.552	748	243	298	95	52	14	47.086
Industries des biens de consommation courante	118.120	8.880	1.568	446	380	97	38	11	129.540
Industrie de mise en œuvre du bâtiment et du génie civil et agricole	362.488	11.262	946	208	218	60	36	15	375.233
Commerce	619.632	38.374	6.196	1.932	1.940	493	208	118	668.893
Transports et télécommunications	80.172	4.112	670	229	335	128	48	17	85.711
Services marchands	899.145	31.972	3.380	975	1.099	271	139	61	937.042
Location et crédit-bail immobiliers	56.838	3.096	225	51	59	21	9	6	60.305
Assurances	2.053	235	53	27	42	17	12	20	2.459
Organismes financiers	7.991	575	102	38	89	69	96	58	9.018
Services non marchands	190.577	5.718	870	293	565	162	80	33	198.298
Total	**2.613.442**	**120.843**	**16.974**	**5.228**	**5.791**	**1.688**	**819**	**387**	**2.765.172**

TABLEAU 3.02 - 5

Nombre d'entreprises par forme juridique et nombre d'établissements de l'entreprise.

Situation au 1er janvier 1982

Source : I.N.S.E.E. (SIRENE) — *Unité* : Entreprise

Forme juridique	Nombre d'établissements								Total
	1	2	3	4	5 à 9	10 à 19	20 à 49	50 et plus	
Entreprise individuelle	1.807.294	53.940	4.006	642	311	20	5	2	1.866.220
Société à responsabilité limitée	262.692	28.247	4.365	1.176	961	200	50	12	297.703
Société anonyme	91.181	21.354	6.503	2.699	3.334	1.086	554	253	126.964
Autres sociétés commerciales	15.360	1.140	166	63	72	16	6	4	16.827
Autres sociétés	436.915	16.162	1.934	648	1.113	366	204	116	457.458
Total	**2.613.442**	**120.843**	**16.974**	**5.228**	**5.791**	**1.688**	**819**	**387**	**2.765.172**

TABLEAU 3.02 - 6

Nombre d'entreprises par région et nombre d'établissements de l'entreprise. Situation au 1er janvier 1982

Source : I.N.S.E.E. (SIRENE)

Unité : Entreprise

Région	Nombre d'établissements								Total
	1	2	3	4	5 à 9	10 à 19	20 à 49	50 et plus	
Ile-de-France	481.208	32.562	5.266	1.696	2.099	762	411	220	**524.224**
Champagne	61.895	2.513	371	116	123	26	15	7	65.066
Picardie	67.990	2.726	372	124	126	31	6	5	71.380
Haute-Normandie	62.404	2.594	349	123	132	32	27	8	65.669
Centre	110.184	3.733	533	128	163	50	25	14	114.830
Basse-Normandie	60.242	2.359	286	93	80	23	6	3	63.092
Bourgogne	73.391	2.279	332	115	125	,35	23	1	76.301
Nord – Pas-de-Calais	133.735	5.608	852	316	342	85	37	19	140.994
Lorraine	84.142	3.476	539	194	204	63	26	17	88.661
Alsace	57.926	2.188	315	112	123	41	16	7	60.728
Franche-Comté	49.032	1.599	220	69	94	16	10	1	51.041
Pays de la Loire	124.808	4.364	686	204	259	75	30	14	130.440
Bretagne	123.860	4.445	629	188	170	48	16	11	129.367
Poitou - Charentes	79.751	2.555	348	119	102	18	8	5	82.906
Aquitaine	144.820	5.347	733	193	229	35	11	4	151.372
Midi-Pyrénées	134.539	5.019	573	137	154	43	17	4	140.486
Limousin	37.697	1.378	192	58	45	14	10	1	39.395
Rhône - Alpes	264.566	12.933	1.726	541	548	127	60	24	280.525
Auvergne	68.391	2.992	425	94	110	19	10	3	72.044
Languedoc-Roussillon	111.252	4.598	544	165	141	41	12	6	116.759
Provence – Alpes – Côte d'Azur	219.474	10.172	1.147	315	313	80	36	9	231.546
Corse	15.479	654	64	20	6	–	–	–	16.223
Ensemble des départements d'outre-mer	45.493	2.293	259	58	42	5	2	–	48.152
Autre localisation (1)	1.163	2.456	213	50	61	19	5	4	3.971
France entière	**2.613.442**	**120.843**	**16.974**	**5.228**	**5.791**	**1.688**	**819**	**387**	**2.765.172**

(1) Étranger, territoires d'outre-mer ou Saint-Pierre et Miquelon.

TABLEAU 3.02 - 7

Nombre d'établissements par taille et région. Situation au 1er janvier 1982

Source : I.N.S.E.E. (SIRENE)

Unité : Etablissement

Région	Nombre de salariés								Total
	0	1 à 5	6 à 9	10 à 19	20 à 49	50 à 99	100 à 199	200 et plus	
Ile-de-France	291.129	206.986	37.546	25.599	20.168	6.563	3.352	2.983	594.326
Champagne	37.437	26.588	3.604	2.413	1.804	660	338	313	73.157
Picardie	38.584	30.975	4.077	2.786	2.095	724	418	364	80.023
Haute-Normandie	36.055	27.247	4.219	2.967	2.290	799	422	397	74.396
Centre	64.737	45.186	6.070	4.658	3.592	1.208	634	452	126.537
Basse-Normandie	34.523	26.445	3.666	2.116	1.726	529	288	222	69.515
Bourgogne	43.716	30.079	4.127	2.772	2.168	720	400	323	84.305
Nord – Pas-de-Calais	85.221	51.824	8.050	5.893	4.673	1.706	962	859	159.188
Lorraine	50.609	35.341	5.645	4.272	3.080	1.110	646	531	101.234
Alsace	29.887	25.776	4.880	3.275	2.314	777	390	384	67.683
Franche-Comté	29.572	19.131	2.816	1.933	1.480	524	257	196	55.909
Pays de la Loire	74.368	51.236	7.098	5.137	3.664	1.250	637	492	143.882
Bretagne	76.136	48.600	6.894	4.845	3.368	1.109	485	343	141.780
Poitou - Charentes	47.372	32.261	4.151	2.734	2.088	621	299	240	89.766
Aquitaine	95.809	51.571	7.044	5.050	3.543	1.043	459	373	164.892
Midi-Pyrénées	90.478	47.492	5.832	4.120	2.919	838	370	305	152.354
Limousin	23.280	15.206	1.865	1.319	938	322	180	115	43.225
Rhône - Alpes	178.425	96.518	14.285	10.317	7.909	2.530	1.245	1.040	312.269
Auvergne	45.165	26.495	3.420	2.329	1.630	520	257	197	80.013
Languedoc-Roussillon	76.618	40.823	4.760	3.298	2.186	625	315	214	128.839
Provence – Alpes – Côte d'Azur	141.186	88.554	10.816	7.661	5.199	1.551	732	564	256.263
Corse	10.707	5.499	474	412	265	70	26	15	17.468
Ensemble des départements d'outre-mer	38.035	11.170	1.159	664	567	176	84	56	51.911
France entière	**1.639.049**	**1.041.003**	**152.498**	**106.570**	**79.666**	**25.975**	**13.196**	**10.978**	**3.068.935**

TABLEAU 3.02. - 8

Nombre d'établissements par taille et activité principale. Situation au 1er janvier 1982

Source : I.N.S.E.E. (SIRENE) — *Unité :* Établissement

Activité principale	Nombre de salariés								
	0	1 à 5	6 à 9	10 à 19	20 à 49	50 à 99	100 à 199	200 et plus	Total
Non renseignée	5.972	1.395	303	297	204	71	41	30	8.313
Agriculture, sylviculture, pêche	86.881	22.773	2.805	1.776	1.055	278	115	44	115.727
Industries agricoles et alimentaires	27.345	36.928	5.061	2.854	2.416	893	583	440	76.520
Production et distribution d'énergie	2.393	3.580	485	733	630	331	191	268	8.611
Industries des biens intermédiaires	24.795	18.747	6.219	6.364	6.298	2.216	1.338	1.380	67.357
Industries des biens d'équipement	21.902	17.310	4.358	4.213	4.642	1.845	1.184	1.662	57.116
Industries des biens de consommation courante	74.454	39.098	9.102	8.136	8.007	3.013	1.742	1.265	144.817
Industrie de mise en œuvre du bâtiment et du génie civil et agricole	192.875	145.919	22.183	14.360	10.386	2.865	1.264	719	390.571
Commerce	424.304	275.667	37.501	23.576	14.578	3.281	1.266	724	780.897
Transports et télécommunications	58.707	24.468	5.674	4.872	4.034	1.308	703	630	100.396
Services marchands	562.557	353.231	40.290	24.834	16.530	5.090	2.339	1.606	1.006.477
Location et crédit-bail immobiliers	60.212	5.188	694	535	411	203	120	69	67.432
Assurances	2.271	2.045	427	515	455	168	113	131	6.125
Organismes financiers	8.944	8.883	2.760	2.726	1.563	571	282	366	26.095
Services non marchands	85.437	85.771	14.636	10.779	8.457	3.842	1.915	1.644	212.481
Total	**1.639.049**	**1.041.003**	**152.498**	**106.570**	**79.666**	**25.975**	**13.196**	**10.978**	**3.068.935**

SOURCES DE DOCUMENTATION

— « La concentration des établissements industriels français en 1962 et en 1972 », *Les Collections de l'I.N.S.E.E.*, série E, nº 43, novembre 1976.

— « Les statistiques d'entreprises, sources », *Les Collections de l'I.N.S.E.E.*, série E, nº 44, mars 1977;
— « L'opération SIRENE » par H. Coste, *Courrier des statistiques*, nº 5, janvier 1978, p. 21 à 29.

Chapitre 3.03

Production industrielle

1. Industrie : présentation générale
2. Indices de la production industrielle

1. *Industrie : présentation générale*

11. CONCEPTS DE SECTEUR ET DE BRANCHE

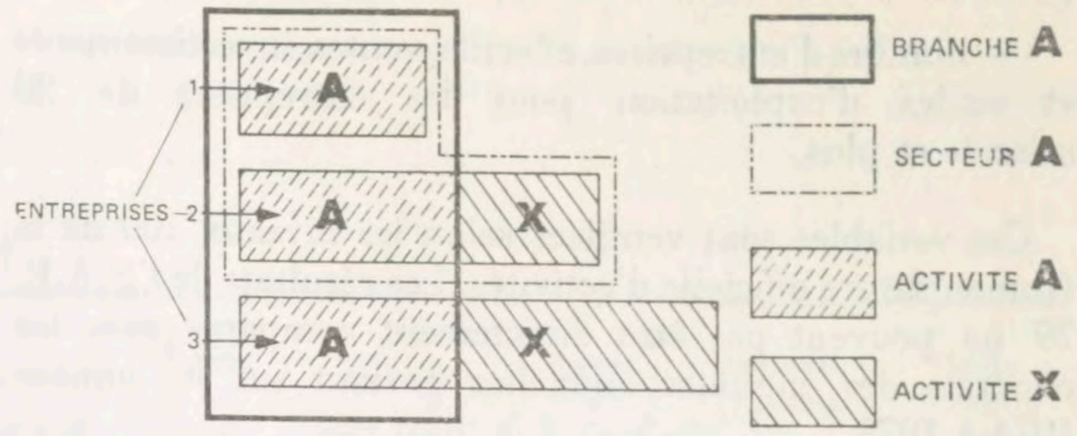
Secteur d'entreprise. — Sont classées dans un même secteur toutes les entreprises ayant la même activité principale.

Si on utilise le critère « effectif », l'activité principale d'une entreprise est celle qui fait appel au plus grand nombre de personnes.

Branche. — Font partie d'une même branche toutes les entreprises ou sections d'entreprises (dans le cas d'entreprises à activités multiples) qui concourent à l'exercice d'une même activité, que cette activité soit principale ou secondaire.

Compte tenu de ces définitions, on en déduit qu'une entreprise ayant plusieurs activités peut appartenir à plusieurs branches mais ne fait partie que d'un seul secteur.

Le graphique ci-dessous aide à mieux distinguer ces deux notions



Font partie de la même branche « A » :

— les entreprises «1» ayant comme activité unique l'activité «A»;

— la section de l'entreprise «2» consacrée à l'activité «A»;

— la section de l'entreprise «3» consacrée à l'activité «A».

Font partie du même secteur « A » :

— les entreprises «1» ayant comme activité unique l'activité «A»;

— les entreprises «2» classées en «A», en raison de leur activité principale «A».

Secteur d'établissement. — On sait qu'une entreprise (unité juridique) possède un ou plusieurs établissements (unités géographiques).

On définira le secteur d'établissement comme l'ensemble des établissements qui ont la même activité principale.

12. ANALYSE PAR SECTEUR

L'Enquête annuelle d'entreprise (E.A.E.) a pour rôle essentiel de permettre une meilleure connaissance des structures industrielles françaises.

Elle fournit des résultats d'ensemble sur les entreprises industrielles de plus de 9 salariés. Les entreprises occupant moins de 50 personnes ne répondent généralement qu'à un questionnaire simplifié portant sur les effectifs, les ventes, les achats et le total des investissements productifs.

Cette enquête permet d'étudier :

a. Au niveau du secteur d'entreprise :

— les structures de chaque secteur (concentration, diversification des activités);

— la production du secteur (ventes hors taxes par produit, valeur ajoutée);

— le compte d'exploitation du secteur;

— les facteurs de production du secteur (effectifs, investissements, achats).

b. Au niveau du secteur d'établissement :

— les effectifs et les investissements, sources d'exploitations régionales.

c. Au niveau de la branche :

— les effectifs et les ventes.

Le tableau 1 de ce chapitre rassemble, classés par secteurs d'entreprises, les principaux résultats de l'enquête pour l'année 1979 :

— nombre d'entreprises, effectifs, ventes, investissements et soldes d'exploitation pour les entreprises de 20 salariés et plus.

Ces variables sont ventilées selon les niveaux 100 de la Nomenclature officielle d'activités. Les résultats de l'E.A.E. 79 ne peuvent pas être directement comparés avec les résultats des enquêtes annuelles portant sur les années 1974 à 1978.

Le secteur Bâtiment et Travaux publics (B.T.P.), très différent du reste de l'industrie, a été exclu des tableaux de ce chapitre de présentation générale de l'industrie. Les enquêtes ont été adaptées au caractère spécifique de ce secteur pour tenir compte en particulier :

— de la très grande importance de l'artisanat (250.000 entreprises) et des petites entreprises (45.000 occupent de 6 à 19 salariés), importance qui est liée aux faibles possibilités de production en série dans ce domaine;

— de l'absence d'établissements de production comparables aux établissements du reste de l'industrie. Les investissements dans le B.T.P. sont effectués par le siège social car, à l'inverse du reste de l'industrie, les outils de travail se déplacent sur le lieu de l'ouvrage (chantiers);

— de la difficulté d'avoir un système de mesure pour une production très hétérogène et soumise à de forts aléas saisonniers.

13. ANALYSE PAR BRANCHE

L'enquête annuelle d'entreprise permet d'étudier :

— les ventes et les effectifs par branche;

— les effectifs et les investissements par secteur d'établissements (à défaut de pouvoir saisir les investissements au niveau de la branche *stricto sensu*).

Les enquêtes de branche ont pour but principal de fournir des données détaillées et rapides sur la production industrielle, mesurée en quantités physiques le plus souvent, données qui sont utilisées pour le calcul de l'indice de la production industrielle publié au tableau 2.

Elles ont été mises en place à partir de 1953 dans le cadre de la loi du 7 juin 1951 sur la statistique industrielle obligatoire. Elles sont généralement réalisées en collaboration avec des organisations professionnelles dites agréées, c'est-à-dire agissant par délégation et pour le compte de l'administration.

Les activités intégrées ne sont pas systématiquement recensées par les enquêtes. Par exemple, les entreprises intégrant la production de pâte à papier et de papier ne déclarent pas le tonnage de pâte à papier utilisé pour la production de leur papier. Ne sont recensées que les tonnes de pâte à papier commercialisées. Seules des activités dites de base sont recensées, même dans le cas d'intégration par l'aval.

2. *Indices de la production industrielle*

L'indice d'ensemble est un indice du volume physique de la production industrielle française mesurée à ses différents stades, établi selon la formule de Laspeyres.

Les indices annuels sont des indices bruts calculés directemement à partir des chiffres définitifs de la production annuelle totale rapportée à la même production totale de l'année de base.

Les pondérations des différentes branches de l'indice d'ensemble ont été établies proportionnellement aux valeurs ajoutées brutes au coût des facteurs de chaque branche en 1970.

Quelques secteurs industriels restent encore en dehors du champ couvert par l'indice général faute de statistiques suffisamment représentatives : l'habillement et le travail des étoffes, la pelleterie et la fourrure, l'eau et le chauffage urbain.

D'autres séries d'indices sont également calculées (1) :

1° Les séries mensuelles des indices des grandes branches, lesquels indices mensuels sont publiés sous trois dénominations :

Indices bruts correspondant aux rapports de la production du mois considéré à la production moyenne de l'année de base. On observera que les moyennes des douze indices bruts mensuels diffèrent généralement des indices annuels correspondants présentés ici. Ces différences sont dues, pour l'essentiel, à la prise en compte dans l'indice annuel de statistiques de base non disponibles à cadence mensuelle;

Indices par jour normalement ouvrable, corrigés en fonction du nombre variable de jours ouvrables contenus dans le mois du calendrier; sont déduits : les dimanches, les jours fériés et, pour certaines industries, les samedis, en totalité ou en partie;

Indices corrigés des variations saisonnières, calculés à partir des indices par jour normalement ouvrable; ils constituent le résultat le plus élaboré sur le plan de l'analyse statistique; en éliminant les mouvements purement saisonniers, c'est-à-dire les accidents affectant régulièrement, chaque année, tel mois particulier, on met en évidence l'évolution à court terme des industries considérées. En raison d'une évolution dans le temps des profils saisonniers, les coefficients de correction sont susceptibles de révisions assez fréquentes.

2° Les séries trimestrielles des indices des grandes branches; ces indices prennent en compte, outre les statistiques de base des indices mensuels, les statistiques disponibles selon la périodicité trimestrielle seulement.

(1 Ces séries sont publiées au *Bulletin mensuel de statistique* (*I.N.S.E.E.*). Les indices révisés (mensuels et trimestriels) paraissent une fois par an dans ce bulletin.

TABLEAU 3.03 - 1

Les structures industrielles françaises. Année 1980 (*)
(Entreprises de 20 salariés et plus)

Source : Ministère de l'industrie (S.T.I.S.I.)
Enquête annuelle d'entreprise (résultats « *secteur d'entreprise* ») (1)

Secteur d'activité	Nombre d'entreprises	Effectifs en fin d'année	Ventes hors taxes	Ventes à l'exportation	Investissements totaux	Solde d'exploitation
Unité :	entreprise	personne	million de francs	%	million de francs	
Production de combustibles minéraux solides et cokéfaction	5	62.669	9.294	5,8	1.541	156
Production de pétrole et de gaz naturel	48	44.865	244.601	6,2	4.457	9.567
Production et distribution d'électricité	35	115.824	68.772	1,6	29.784	411
Distribution de gaz	8	29.311	24.595	1,4	3.543	54
Total « énergie »	*96*	*252.669*	*347.262*	*4,9*	*39.325*	*10.188*
Extraction et préparation de minerai de fer	14	5.166	1.063	22,9	66	– 64
Sidérurgie	42	136.705	65.676	30,6	2.117	– 2.938
Première transformation de l'acier	144	45.411	17.870	31,1	454	– 97
Extraction et préparation de minerais non ferreux	7	865	229	12,2	21	27
Métallurgie et première transformation des métaux non ferreux	115	65.823	44.460	33,4	5.496	1.174
Production de minéraux divers	47	12.680	3.846	17,9	388	211
Production de matériaux de construction et de céramique	1.306	140.271	44.718	10,9	3.388	2.473
Fonderie	382	73.063	16.176	23,3	668	272
Travail des métaux	3.560	312.361	75.564	14,7	2.881	2.056
Industrie du verre	164	62.123	17.032	24,2	928	1.114
Industrie chimique de base	350	142.992	99.735	33,1	4.945	648
Parachimie	532	109.959	50.626	21,0	1.639	2.745
Industrie pharmaceutique	263	64.915	32.311	16,7	928	1.837
Industrie du caoutchouc	204	108.843	26.133	38,4	1.205	– 121
Transformation des matières plastiques	878	99.793	31.429	15,5	1.347	548
Fabrication de machines agricoles	254	37.213	12.302	29,5	459	– 306
Fabrication de machines-outils	436	53.057	13.457	26,7	440	271
Production d'équipement industriel	1.847	253.306	77.664	31,3	1.886	2.067
Fabrication de matériel de manutention, de matériel pour les mines, la sidérurgie, le génie civil	430	60.060	21.707	41,4	767	461
Fabrication d'instruments et de matériels de précision	513	63.178	14.312	33,4	543	335
Fabrication de machines de bureau et de matériel de traitement de l'information	29	48.850	21.706	39,4	3.399	568
Fabrication de matériel électrique	673	190.532	49.378	19,7	1.953	2.122
Fabrication de matériel électronique, ménager et professionnel	751	228.415	66.202	28,5	2.710	1.391
Fabrication d'équipement ménager	99	64.385	19.777	21,7	947	625
Construction navale	110	27.571	7.136	56,2	161	163
Construction aéronautique	75	106.581	39.686	48,7	2.590	1.853
Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre	686	515.819	181.959	34,3	9.438	– 301
Industrie des fils et fibres artificiels et synthétiques	8	11.138	3.427	46,0	509	– 1.028
Industrie textile	1.988	270.134	63.236	22,9	2.128	1.033
Industrie de l'habillement	2.254	190.453	31.926	17,1	661	758
Industrie du cuir	408	28.317	6.623	20,9	133	105
ndustrie de la chaussure	452	73.348	14.312	20,9	335	476
Industries diverses (2)	866	77.133	17.816	23,9	694	702
Travail mécanique du bois (3)	888	70.452	19.466	10,9	729	572
Ameublement	986	87.575	19.659	6,2	709	447
Industries du papier et du carton	669	109.522	40.827	16,0	2.076	254
Imprimerie. — Presse. — Édition	1.722	160.070	51.615	5,9	1.920	1.062
Ensemble (4)	**24.248**	**4.360.748**	**1.668.323**	**21,7**	**61.658**	**33.703**

(*) Résultats provisoires.
(1) Les résultats indiqués sont ici ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (E.A.E.) où l'entreprise est classée à son activité principale (secteur d'entreprise). L'enquête porte sur les entreprises dont les activités sont de la compétence du Ministère de l'industrie, du Ministère de la défense et du Ministère des transports. — (2) Non compris laboratoires de développement photographique. — (3) Non compris scieries.

TABLEAU 3.03 - 2

Indices annuels de la production industrielle

Source : I.N.S.E.E.

Base : 100 en 1970

	Pondération (1) (2)	1970	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	p 1981
GRANDES BRANCHES												
Industries agricoles et alimentaires	756	100	110	112	112	115	116	119	125	126	127	127
Combustibles minéraux solides	160	100	81	73	69	66	63	59	56	54	r 52	51
Émissions de gaz	40	100	146	174	182	198	219	234	254	281	r 292	305
Production d'électricité	310	100	116	124	129	127	138	144	155	164	r 175	189
Gaz naturel et produits pétroliers	390	100	115	129	123	106	117	114	114	122	110	95
Matériaux de construction et céramique	296	100	113	118	125	118	121	116	115	124	r 121	120
Verre	80	100	119	141	147	134	153	161	177	200	r 196	185
Minerai de fer et produits de la sidérurgie	280	100	100	106	114	91	98	95	98	101	99	80
Minerais et métaux non ferreux	50	100	106	107	112	103	106	113	111	116	r 121	111
Première transformation des métaux et travail des métaux	470	100	102	113	116	102	107	108	111	118	r 121	115
Machines et appareils mécaniques	790	100	115	123	133	130	131	133	136	141	r 143	150
Construction électrique	430	100	121	137	151	149	163	170	175	179	187	189
Construction automobile	450	100	122	126	116	110	138	145	146	151	r 146	136
Construction navale et aéronautique	129	100	117	115	123	124	123	116	111	107	r 109	113
Industries chimiques et caoutchouc	574	100	116	128	132	117	134	140	146	158	r 158	160
Industries textiles	410	100	116	117	114	103	111	108	105	107	r 100	95
Industries du cuir	76	100	119	110	112	108	106	110	102	103	r 96	92
Industrie du bois	195	100	110	120	123	116	125	131	139	154	148	104
Transformation des matières plastiques (3)	70	100	•	161	156	134	152	159	158	169	r 164	170
Papiers et cartons	130	100	110	115	121	101	111	114	119	124	122	121
Presse-édition	260	100	103	110	111	95	103	109	115	122	124	124
Bâtiment et travaux publics	2.210	100	99	99	101	96	96	94	90	90	92	92
Indice général [bâtiment et travaux publics exclus] (3)	6.346	100	111	120	123	115	124	126	129	135	134	133
Indice général [bâtiment et travaux publics] (3)	100	8.556	108	115	117	110	r 116	118	119	r 123	r 124	122
DÉTAIL DES SÉRIES												
Industries agricoles et alimentaires	**756**											
Poissons de fond ronds	9,5	100	100	106	106	99	107	106	103	108	113	120
Poissons de fond plats	2,9	100	100	108	98	101	102	101	99	94	100	119
Poissons saisonniers	4,7	100	100	95	91	82	76	66	71	68	67	70
Crustacés	2,9	100	102	122	123	130	128	134	121	120	123	115
Coquillages	1,7	100	136	153	151	154	151	177	176	187	r 208	170
Huîtres	6,3	100	95	153	194	200	233	243	238	291	r 271	265
Produits de la pêche	28	100	101	119	127	126	134	137	134	147	r 146	147
Gros bovins	17,8	100	95	97	124	121	124	112	112	125	127	130
Veaux	7,9	100	89	86	92	90	95	96	98	103	r 100	91
Ovins, caprins	2,3	100	112	112	117	117	130	130	133	143	r 155	156
Porcs	13,9	100	116	117	120	124	127	131	138	145	146	150
Chevaux	1,1	100	76	63	63	65	64	64	60	56	r 50	42
Abattages contrôlés	43	100	101	101	115	115	118	115	118	126	128	128
Écrasement de céréales	112	100	110	107	103	100	100	101	108	104	r 102	102
Semoules	11,5	100	100	103	102	98	102	96	97	99	101	104
Pâtes alimentaires	18,7	100	97	95	102	98	93	90	93	r 98	97	97
Biscuits et pains d'épices	45,4	100	121	119	121	127	130	137	138	r 131	135	139
Biscottes et pains de régime	14,8	100	116	119	98	99	102	110	128	r 141	r 128	127
Aliments diététiques et de régime	11,8	100	121	124	158	151	144	128	121	r 106	114	111
Entremets, desserts instantanés	8,0	100	107	105	134	155	158	156	165	175	161	174
Produits à base de céréales	249	100	113	112	113	112	112	115	121	r 120	r 120	122
Laits traités destinés à la consommation	25,2	100	105	105	117	118	123	121	126	r 134	138	140
Laits concentrés et en poudre	20,2	100	105	107	102	106	107	r 99	99	r 110	r 126	112
Poudres infantiles et alimentaires	2,1	100	119	130	136	143	139	155	222	r 260	255	267
Caséine, lactosérum, lactose et babeurre	1,9	100	130	142	112	106	118	130	142	r 139	153	144
Yoghourts, laits fermentés et laits gélifiés	11,2	100	110	115	116	122	120	123	128	r 131	114	125
Crème de consommation	4,6	100	114	123	130	134	133	155	163	r 181	r 307	203
Beurre	41,5	100	114	117	116	119	117	113	114	r 121	r 127	129
Fromages	47,3	100	111	113	115	118	122	127	133	r 140	139	141
Produits laitiers	100	104	110	113	115	118	119	120	124	r 132	r 139	136
Sucre raffiné	21	100	104	105	110	104	95	96	88	85	r 80	88
Sucre brut	22	100	119	113	109	120	110	158	151	r 161	158	...
Sucres	43	100	106	109	110	112	103	128	120	124	120	...
Composés minéraux	0,3	100	119	155	159	152	163	157	167	173	r 171	184
Composés azotés	0,5	100	47	70	52	43	41	37	28	30	r 34	32
Composés non mélassés	4,2	100	146	167	169	169	187	173	202	r 213	r 223	222
Aliments pour animaux	5	100	134	156	157	155	171	158	182	r 192	r 201	201

N.B. — Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU 3.03 - 2 *(suite 1)*

Indices annuels de la production industrielle

Source : I.N.S.E.E.

	Pondération (1) (2)	1970	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	p 1981
Industries agricoles et alimentaires (*suite*) :												
Chocolaterie	18,4	100	116	118	115	117	131	152	163	176	178	176
Confiserie	16,3	100	109	99	98	93	91	100	102	97	95	93
Bouillons et potages	4,3	100	119	116	125	115	132	128	110	97	97	94
Confitures et conserves de fruits	9,4	100	115	127	118	r 114	119	112	136	124	132	...
Conserves de légumes	24,3	100	109	95	108	108	108	108	115	r 111	95	...
Conserves de poissons	8,3	100	90	93	104	98	90	101	104	101	87	...
Produits alimentaires divers	81	100	110	106	109	107	110	117	124	123	117	...
Vins de Champagne	26,4	100	120	122	103	120	150	167	182	180	173	156
Cognac	25	100	120	116	95	101	118	113	132	147	r 140	145
Brasserie	36	100	101	109	106	109	118	113	114	109	r 102	105
Jus de fruit	8,6	100	98	82	76	85	94	92	92	99	112	144
Boissons et alcools	96	100	111	112	100	107	125	126	135	138*	r 132	133
Savonnerie	2,4	100	104	94	99	83	85	83	81	82	r 84	97
Huilerie	19,5	100	118	119	133	96	110	124	145	162	167	142
Margarinerie	5,1	100	100	100	97	99	101	103	106	101	107	104
Corps gras	27	100	113	113	123	95	106	117	132	143	148	131
Cigares	3	100	115	107	136	175	205	207	201	182	185	182
Cigarillos	2	100	102	96	92	100	101	80	65	62	55	51
Cigarettes	15,5	100	103	103	118	125	124	115	117	112	105	90
Scaferlatis	3,8	100	85	79	71	68	61	55	52	49	48	44
Poudres, rôles, carottes	0,2	100	84	72	60	64	55	54	44	42	35	29
Tabacs	24,5	100	101	99	110	120	122	114	112	106	101	90
Allumettes	5,5	100	97	92	107	100	90	75	71	58	59	157
Tabacs et allumettes	30	100	100	98	109	116	116	107	105	97	93	184
Combustibles minéraux solides	**160**											
Houille	110	100	80	69	61	60	59	57	53	50	r 49	50
Lignite	4,4	100	106	99	99	114	115	111	98	88	r 92	106
Houille et lignite	114,4	100	82	71	64	64	63	59	54	51	r 52	52
Agglomérés de houille et de lignite	32,3	100	78	76	79	65	59	52	51	50	41	37
Coke et semi-coke	13,3	100	82	84	87	81	80	76	76	82	79	76
Émissions de gaz	**40**											
Émissions de gaz par le Gaz de France	26,9	100	165	209	223	248	285	297	327	361	381	399
Gaz distribué par S.N.G.S.O. et C.E.F.E.M.	13,1	100	106	102	97	94	97	104	106	116	112	110
Gaz naturel et produits pétroliers	**390**											
Pétrole brut extrait du sol métropolitain	7	100	64	54	47	45	46	45	48	52	61	73
Gaz naturel extrait du sol métropolitain	25,3	100	107	107	108	113	102	108	110	108	106	99
Pétrole traité	357,7	100	117	132	125	106	119	116	115	125	111	96
Matériaux de construction et céramique	**296**											
Ardoises de couverture	2,3	100	85	82	83	80	76	76	76	74	r 82	...
Pierres calcaires :												
Blocs bruts équarris	0,6	100	81	7[illegible]	65	...	...	...	...	...	...	...
Tranches sciées	1,7	100	91	85	74	...	...	...	...	...	...	...
Marbre :												
Blocs bruts équarris	0,3	100	85	92	80	72	51	76	55	r 78	78	...
Tranches sciées	1,7	100	99	100	97	84	...	...	...	...	...	...
Granit :												
Blocs bruts équarris	0,3	100	97	117	118	114	123	125	121	r 136	137	...
Castine	1,2	100	125	126	161	141	159	154	140	r 143	r 142	...
Poudres à usage industriels	0,9	100	177	234	203	172	192	181	204	r 229	r 239	...
Sables et graviers d'alluvions	33,9	100	108	116	118	114	118	115	116	r 116	r 121	...
Sables industriels	2,0	100	117	122	183	171	132	143	133	r 142	137	...
Sables et graviers	35,9	100	109	116	121	117	119	117	117	r 117	r 122	...
Matériaux de construction et de laitier	19,7	100	110	120	129	129	138	134	142	r 150	r 162	...
Gypse cru extrait	0,9	100	107	111	113	106	105	109	109	r 110	r 117	...
Produits de carrières et de dragage	66,7	100	108	116	122	120	125	122	124	r 128	r 135	...
Béton prêt à l'emploi	27,0	100	143	165	185	175	183	179	180	r 183	r 185	...
Blocs en béton	13,6	100	120	132	145	134	147	156	162	r 172	r 174	...
Planchers préfabriqués	7,8	100	123	129	137	118	128	132	127	r 139	r 132	...
Produits en béton, ensemble des conduits	2,6	100	80	78	195	58	92	100	86	r 86	r 76	...
Tuyaux armés	3,2	100	130	147	162	146	154	138	135	r 143	163	...
Tuyaux non armés	3,5	100	99	104	107	93	97	90	83	r 86	r 86	...
Bordures et caniveaux	2,9	100	107	113	122	112	128	132	122	r 124	127	...
Carreaux de mosaïque, marbre et ciment	2,6	100	82	72	68	55	46	38	31	r 27	r 22	...
Amiante ciment	15,1	100	101	109	123	92	96	92	84	87	94	...
Produits en béton et amiante ciment	78,3	100	121	133	147	131	140	139	137	r 142	r 144	...
Plâtre	4,4	100	115	121	121	118	117	119	r 120	r 130	r 138	...
Produits en plâtre	4,4	100	195	201	206	247	283	...	...	...	...	...
Ciments	68,4	100	104	106	112	103	102	100	97	} 96	97	...
Chaux hydrauliques, liants et assimilés	2,8	100	96	102	91	103	81	70	83			...
Chaux grasses	6,0	100	115	118	125	106	113	110	114	r 119	r 111	102
Ciments et plâtres	86,0	100	110	112	118	111	112	101	99	99	100	96

TABLEAU 3.03 - 2 *(suite 2)*

Indices annuels de la production industrielle

Base : 100 en 1970

	Pondération (1) (2)	1970	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	p 1981
Matériaux de construction et céramique (*suite*) :												
Briques et tuiles	22,9	100	104	110	110	95	94	95	95	98	100	...
Produits réfractaires	14,5	100	92	98	106	99	90	86	99	101	93	...
Produits sanitaires	6,7	100	108	119	128	120	125	123	113	115	123	...
Grès de chimie	0,3	100	72	97	117	133	105	101	132	148	198	...
Tuyaux de grès	0,6	100	52	33	32	27	25	20	20	20	22	...
Carreaux et dalles de grès	7,0	100	98	101	106	97	77	74	72	72	65	...
Carreaux de faïence	4,6	100	115	121	133	122	137	132	113	126	150	...
Céramique de bâtiment	56,6	100	101	107	112	101	97	96	96	99	100	...
Porcelaine	4,6	100	113	119	130	128	133	136	141	153	159	...
Faïence ménagère	3,8	100	110	98	114	113	112	113	113	102	99	...
Porcelaine et faïence ménagères	8,4	100	112	110	123	121	124	125	128	130	132	...
Verre	80											
Glaces brutes	20,1	100	116	158	137	115	152	138	185	271	305	296
Verre à vitres	1,2	100	102	105	121	86	93	92	19	11	11	11
Verres coulés et moulages	2,2	100	94	100	92	69	78	87	76	51	53	39
Verre plat	23,5	100	113	150	132	109	142	131	167	237	267	257
Verre creux mécanique : bouteilles et bonbonnes	20,9	100	127	136	157	154	158	171	168	170	r 183	175
Gobeleterie et flaconnage mécanique	25,1	100	122	131	139	127	135	146	157	160	r 108	173
Verre creux mécanique	46,0	100	124	133	147	139	145	157	162	165	r 142	174
Gobeleterie à la main	0,5	100	98	100	93	84	78	80	74	69	54	51
Flaconnage à la main	0,1	100	125	123	116	136	134	104	59	48	47	35
Éclairage, signalisation	0,2	100	139	135	118	114	147	145	155	160	136	53
Optique — Lunetterie	0,2	100	101	94	109	78	81	88	63	73	62	54
Tubes de verre	0,2	100	93	101	109	96	77	73	83	50	42	65
Verre technique et verre à la main	1,6	100	103	106	109	96	93	98	93	89	79	63
Fibres de verres	8,9	100	112	162	198	179	230	271	297	304	r 307	276
Minerai de fer et produits de la sidérurgie	280											
Minerai de fer	20,9	100	96	96	96	87	80	65	59	56	51	38
Fonte	77,7	100	99	106	117	93	99	95	96	101	100	90
Acier	90,7	100	101	106	114	91	98	93	96	98	98	89
Produits finis laminés	90,7	100	102	108	116	91	103	103	110	113	111	103
Sidérurgie	259,1	100	101	107	116	92	100	97	101	104	103	94
Minerais et métaux non ferreux	50											
Bauxite	1,8	100	110	110	98	86	78	69	68	66	63	61
Minerai de plomb	1,3	100	94	87	82	77	89	105	111	102	r 99	66
Minerai de zinc	0,5	100	71	73	80	86	213	247	232	203	r 205	203
Alumine calcinée	9,8	100	111	111	111	109	102	108	105	107	117	109
Minerais non ferreux	18,4	100	104	103	105	100	98	105	103	105	112	103
Électrodes	5,0	100	93	92	103	95	90	98	97	106	114	106
Aluminium (première fusion)	11,0	100	103	94	103	100	101	105	103	104	113	114
Aluminium (deuxième fusion)	2,5	100	128	141	143	123	153	167	184	190	185	184
Aluminium	13,6	100	107	102	111	104	110	116	117	119	126	127
Cuivre raffiné	2,4	100	105	116	155	142	138	159	148	162	r 164	137
Cuivre (deuxième fusion)	1,4	100	81	92	92	56	80	98	80	84	89	82
Cuivre	3,8	100	96	107	132	111	117	137	123	134	r 136	117
Plomb raffiné	2,5	100	110	110	106	89	102	108	123	129	127	134
Plomb (deuxième fusion)	0,3	100	101	113	105	96	102	109	112	124	156	161
Plomb	2,8	100	109	110	105	90	102	109	122	129	131	137
Zinc raffiné	3,5	100	115	116	124	82	105	108	104	112	113	116
Zinc (deuxième fusion)	0,6	100	97	102	93	81	67	52	54	51	34	54
Zinc	4,1	100	113	114	118	82	99	100	97	103	r 102	106
Magnésium	0,3	100	149	152	142	163	174	188	184	196	r 202	160
Étain (deuxième fusion)	0,6	100	108	111	101	96	104	89	84	84	77	70
Métaux raffinés	19,4	100	107	103	114	101	106	113	111	116	r 122	120
Affinage	4,8	100	109	120	120	97	118	129	133	138	r 136	138
Ferro-alliages	6,3	100	110	124	125	123	122	127	115	136	r 132	91
Ferro-alliages haut fourneau	0,6	100	94	110	108	87	74	76	81	91	r 98	65
Ferro-alliages four électrique	5,7	100	111	126	127	127	127	132	119	141	r 135	94
Première transformation et travail des métaux	470											
Grosse forge	1,3	100	98	104	108	91	63	52				
Laminage à froid	4,9	100	100	100	101	73	85	84	81	81	r 80	67
Profilés : produits plats	6,1	100	110	125	149	87	106	139	144	153	r 161	112
Étirage de profilés pleins	4,7	100	99	117	116	87	102	r 113	107	113	113	87
Tréfilage	19,3	100	108	119	125	96	109	106	106	106	r 106	104
Tubes sans soudure	12,4	100	88	94	98	98	94	84	94	97	104	121
Tubes rejoints et soudés	23,2	100	103	117	122	102	117	111	130	131	125	121
Première transformation de l'acier	76	100	102	113	120	98	105	105	113	120	r 119	113

N.B. — Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU 3.03 - 2 *(suite 3)*

Indices annuels de la production industrielle

Source : I.N.S.E.E.

	Pondération (1) (2)	1970	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	p 1981
Première transformation et travail des métaux *(suite)* :												
Demi-produits en aluminium et alliages....	13,3	100	117	127	130	116	139	r 148	158	178	r 178	184
Demi-produits en cuivre et alliages.....	27,6	100	108	124	113	101	116	123	124	121	r 141	140
Demi-produits en plomb.....	0,7	100	96	88	87	79	76	r 74	72	70	r 77	76
Zinc laminé.....	1,6	100	119	128	134	123	134	134	148	162	163	152
Demi-produits en nickel et alliages.....	2,4	100	96	97	107	89	92	100	86	62	r 65	68
Première transformation des métaux non ferreux.....	45,6	100	110	123	118	105	122	r 129	132	140	r 147	148
Fonte sanitaire.....	2,2	100	102	108	116	97	90	94	85	88	78	71
Chauffage central.....	10,4	100	83	91	80	36	40	43	41	45	39	28
Fonte domestique.....	1,1	100	114	120	123	206	213	184	181	196	r 183	132
Fonte sur album.....	13,7	100	88	96	89	59	62	62	59	64	r 57	43
Chauffage domestique.....	10,9	100	74	64	64	77	63	54	58	65	78	63
Acier moulé.....	15,1	100	84	86	94	91	81	70	68	72	76	71
Fonte malléable.....	3,8	100	100	108	104	76	84	85	80	74	r 70	61
Fonte hydraulique.....	11,8	100	96	97	112	116	112	98	104	105	111	120
Fonte sur modèle.....	27,0	100	94	105	113	99	102	100	97	98	92	81
Fonderies des métaux ferreux.....	82,3	100	89	94	99	89	87	81	80	83	83	75
Fonderies de cuivre et alliages.....	7,9	100	91	96	97	84	83	80	72	71	r 73	65
Fonderies d'aluminium et alliages.....	7,8	100	111	120	116	99	115	119	119	114	r 112	102
Fonderies d'alliages moulés sous pression..	10,4	100	124	141	136	121	152	159	157	168	r 158	145
Fonderies des métaux non ferreux....	26,1	100	110	121	118	103	120	123	120	123	r 119	108
Fonderies.....	108,4	100	94	100	103	93	95	91	90	93	92	83
Première transformation des métaux..	230,0	100	100	109	112	97	103	103	106	111	111	106
Décolletage.....	32,8	100	87	97	97	75	83	86	84	r 107	104	92
Estampage et forge, matriçage laiton.....	45,2	100	97	109	113	103	101	98	99	105	106	97
Ferblanterie, tôlerie.....	8,4	100	112	112	128	149	141	150	139	r 150	r 154	156
Fûts et tonnelets, boîtes et emballages métalliques.....	32,2	100	100	110	114	101	105	109	115	r 119	121	116
Boulonnerie forgée.....	11,4	100	92	105	120	106	103	100	94	r 97	96	89
Ressorts.....	5,6	100	102	111	115	107	120	130	131	120	127	106
Chaînes mécaniques.....	3,4	100	101	116	130	98	87	86	90	89	97	83
Outillage à main, limes.....	15,2 { 12,7	100	128	152	152	145	165	178 }	167	r 185	r 186	184
Outils d'agriculture.....	15,2 { 2,5	100	84	103	125	108	112	148 }				
Quincaillerie.....	21,3	100	119	131	129	114	128	131	137	r 153	153	152
Mobilier métallique industriel et non industriel.....	38,4	100	103	122	118	100	108	99	110	r 111	123	128
Émaillerie sur tôle.....	2,5	100	132	144	142	111	124	107	118	r 132	158	135
Articles ménagers galvanisés.....	0,3	100	91	80	65	71	70	52	41	r 49	r 36	21
Articles ménagers étamés.....	0,3	100	105	106	78	42	29	31	35	r 39	r 35	20
Revêtements, traitements et décoration des métaux.....	23,2	100	121	128	134	129	147	144	162	180	194	186
Travail des métaux.....	240,0	100	104	116	119	106	112	113	116	r 126	130	125
Machines et appareils mécaniques..... **790**												
Matériel de manutention, de travaux publics, pour préparation mécanique des matériaux et industries sidérurgiques.....	101,0	100	111	122	128	120	133	114	123	126	r 133	154
Matériel fixe de chemin de fer.....	1,7	100	118	117	126	128	110	91	115	104	142	133
Appareils de levage et de manutention de série.....	24,0	100	106	120	135	123	136	147	159	163	r 158	167
Matériel de mines et de forages.....	7,0	100	99	81	99	114	97	91	98	172	r 172	116
Machines-outils travaillant par :												
Enlèvement du métal.....	25,0	100	93	92	98	87	79	66	69	76	r 71	76
Formage du métal.....	8,0	100	103	111	119	104	105	85	77	82	75	72
Outillage mécanique.....	45,0	100	111	106	94	145	104	111	114	120	r 138	137
Turbines.....	10,0	100	80	106	116	101	134	159	148	123	102	239
Matériel de soudage.....	14,0	100	102	99	102	92	81	74	68	67	60	62
Machines-outils à bois.....	4,0	100	98	126	147	132	155	168	159	r 163	179	152
Matériel pour les industries chimiques, alimentaires et de conditionnement.....	63,0	100	139	171	197	206	188	232	259	278	282	305

TABLEAU 3.03 - 2 *(suite 4)*

Indices annuels de la production industrielle

Base : 100 en 1970

	Pondération (1) (2)	1970	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	p 1981
Machines et appareils mécaniques (*suite*) :												
Matériel pour les industries textiles	25	100	90	126	106	77	79	61	42	27	25	30
Machines pour le papier-carton, l'imprimerie et les arts graphiques	9	100	106	123	119	138	113	116	113	94	r 114	106
Chaudronnerie et grosses chaudières	108	100	136	122	158	122	130	119	115	128	r 118	102
Robinetterie	25	100	131	142	153	171	182	174	181	r 186	211	230
Moteurs à combustion interne	10	100	202	170	221	217	225	228	215	r 260	233	237
Compresseurs	6	100	96	138	132	139	137	134	131	142	209	138
Pompes et transmissions hydrauliques	20	100	132	173	175	158	186	168	234	r 293	248	294
Fours et équipements thermiques	10	100	98	146	136	128	133	126	112	112	r 125	154
Matériel aéraulique et frigorifique	63	100	100	106	107	121	123	131	128	r 136	r 152	158
Appareils de production d'eau chaude par le gaz	4	100	127	139	117	112	133	131	127	152	140	142
Matériel ferroviaire	33	100	113	103	90	99	94	106	85	72	74	87
Matériel agricole	57	100	85	93	102	94	97	91	86	78	r 64	58
Gros matériel d'équipement	679	100	114	122	131	128	128	r 128	131	137	r 139	146
Distributeurs d'hydrocarbures	3,4	100	89	80	50	54	73	98	104	107	r 154	156
Compteurs de gaz	1,7	100	93	93	92	97	51	56	57	61	68	59
Compteurs d'eau	3,9	100	100	110	124	108	113	121	113	110	r 120	122
Appareils de pesage	6,4	100	129	137	138	137	153	170	169	r 175	r 200	190
Optique et instruments de précision	23,6	100	112	118	119	123	133	144	142	144	143	150
Horlogerie	28,1	100	128	128	162	165	151	175	192	192	172	165
Roulements	24,8	100	116	120	131	114	137	139	136	142	128	128
Matériel médico-chirurgical	19,1	100	135	155	161	178	213	248	237	245	r 254	282
Mécanique de précision	111	100	120	126	139	139	150	166	168	167	r 168	174
Construction électrique	430											
Équipements industriels d'automatisation	7,7	100	132	160	176	155	149	142	152	156	172	147
Matériels d'équipement électrique	86,0	100	108	119	128	126	134	r 139	r 133	r 135	140	145
Équipements industriels	9,5	100	143	156	157	161	158	180	175	178	184	186
Matériel électrique de grande puissance ou à H.T.	31,0	100	102	112	118	125	147	r 152	r 137	r 138	141	157
Appareillage industriel à basse tension et relais	19,8	100	106	120	138	122	127	136	138	143	156	155
Machines tournantes et transfo de petite et moyenne puissance	23,7	100	102	111	121	114	112	107	104	106	106	103
Isolateurs montés ou non et pièces isolantes	2,2	100	138	142	147	156	147	148	153	154	164	150
Matériel de signalisation électrique pour chemin de fer	1,7	100	94	92	91	105	139	144	130	111	134	180
Ascenseurs et monte-charge	13,3	100	129	139	146	145	142	r 145	144	146	152	158
Électronique médicale et radiologie	4,7	100	108	105	124	131	140	145	155	149	141	158
Mesures électrique et électronique	20,6	100	108	113	129	131	132	133	138	139	139	132
Matériel d'éclairage électrique	9,0	100	116	128	114	111	120	119	119	118	121	118
Fils et câbles électriques	52,9	100	119	130	137	135	147	160	163	151	151	156
Matériels télégraphiques, téléphoniques et apparentés	37,4	100	158	194	225	243	254	281	304	297	309	327
Matériel professionnel électronique et radioélectrique	42,1	100	119	124	132	141	155	155	150	176	199	203
Accumulateurs électriques non alcalins	9,0	100	118	127	122	127	140	138	138	140	138	125
Condensateurs de puissance	0,4	100	105	132	155	124	129	141	142	124	174	120
Produits isolants pour l'électricité	2,2	100	94	105	114	105	105	123	...	...	...	..
Composants électroniques passifs	21,9	100	125	154	175	157	173	182	205	228	248	244
Tubes électroniques et semi-conducteurs	21,5	100	112	128	160	133	158	186	r 219	244	276	269
Réparateurs de matériel électrique	3,0	100	119	122	136	144	133	129	116	113	117	125
Accumulateurs électriques alcalins	1,7	100	103	124	138	144	164	174	171	175	204	294
Appareillage électrique d'installation	9,0	100	123	133	149	150	170	174	174	181	188	173
Appareils frigorifiques domestiques, machines à laver le linge et la vaisselle	15,9	100	132	138	164	149	169	160	156	171	186	159
Autres appareils d'équipement ménager	22,4			172	200	208	236	230	228	239	232	238
Piles électriques	6,0	100	110	121	130	137	138	134	126	112	101	89
Lampes électriques	7,7	100	112	118	118	106	113	114	121	130	126	121
Appareils radiorécepteurs et téléviseurs	23,2	100	126	149	159	157	196	227	237	228	227	239
Appareils à bas voltage	1,3	100	138	157	179	167	182	177	187	196	213	215
Matériels électroniques de reproduction et d'enregistrement	6,5	100	124	120	128	113	125	125	135	138	102	109
Biens d'équipement	276,1	100	121	134	145	148	156	164	166	167	175	180
Biens intermédiaires	61,9	100	117	139	159	143	161	174	195	213	234	231
Biens de consommation	92,0	100	126	145	162	159	182	188	190	194	192	189

N.B. — Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU 3.03 - 2 *(suite 5)*

Indices annuels de la production industrielle

Source : I.N.S.E.E.

	Pondération (1) (2)	1970	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	p 1981
Construction automobile	**450**											
Construction de véhicules	251	100	124	134	126	125	159	163	166	175	r 167	152
Motocycles	5	100	105	111	126	97	90	88	76	68	59	44
Cycles	4,5	100	153	164	188	141	149	161	170	168	195	152
Pièces détachées	158,3	100	119	111	101	91	112	125	125	r 127	119	108
Carrosserie	31,2	100	126	131	94	92	104	108	109	r 117	119	160
Construction navale et aéronautique	**129**											
Construction navale	33	100	149	153	167	169	172	162	137	113	104	113
Construction aéronautique	96	100	106	102	108	108	108	100	102	105	110	113
Industries chimiques et caoutchouc	**574**											
Sel gemme et ignigène	2,5	100	97	111	113	100	108	113	128	148	138	124
Potasse	6,8	100	91	114	115	105	88	91	100	107	104	97
Talc en poudre	0,4	100	101	111	128	104	110	123	126	r 130	129	133
Soufre de désulfuration	7,6	100	100	101	107	103	100	110	110	112	106	98
Scories de déphosphoration moulues	4,3	100	104	101	105	96	90	85	82	77	81	71
Minéraux divers	21,6	100	98	106	110	102	95	100	103	108	104	96
Ammoniac primaire	26,3	100	109	119	131	120	110	126	125	133	131	141
Phosphates moulus et superphosphates	8,8	100	122	135	146	99	104	128	128	137	r 143	123
Engrais	35,1	100	112	123	134	115	109	126	126	134	134	137
Acide sulfurique	3,4	100	112	119	127	102	107	122	125	135	135	122
Sulfate de soude	0,2	100	105	112	112	100	89	81	86	104	102	92
Oxychlorure de cuivre	0,3	100	150	173	161	72	54	92	110	91	74	95
Soufre travaillé	0,3	100	137	160	166	145	137	139	133	141	137	144
Dérivés du soufre	5,6	100	113	116	120	90	94	106	111	117	r 111	105
Chlore gazeux	3,7	100	113	127	131	102	117	120	123	125	122	120
Carbonate de soude	4,0	100	103	108	110	90	93	96	95	109	110	91
Potasse caustique solide et liquide	0,4	100	103	136	150	102	113	118	117	133	122	135
Extrait de javel	1,0	100	114	124	126	121	135	132	129	133	128	100
Soufre, chlore, potasse	9,1	100	108	119	122	99	108	111	111	119	r 118	106
Carbonate de baryum	0,2	100	115	117	107	95	110	110	107	110	104	81
Acide phosphorique	3,1	100	59	114	116	79	101	95	r 96	108	115	103
Eau oxygénée	2,4	100	123	131	149	127	159	167	154	176	184	192
Silicate de soufre vitreux	2,1	100	95	105	125	92	109	112	105	112	r 105	114
Carbure de calcium	3,6	100	38	30	36	26	24	25	26	25	23	22
Acide fluorhydrique	2,1	100	142	137	151	142	134	146	130	148	r 153	185
Chimie minérale	81,3	100	104	114	122	101	105	114	r 113	121	121	121
Distillation des goudrons et benzols	1,9	100	95	94	91	97	87	r 84	r 84	85	r 86	82
Isocyanates	1,2	100	133	164	148	145	195	r 186	r 182	184	r 162	194
Éthylène	23,6	100	130	176	186	132	178	201	205	239	219	199
Anhydride phtalique distillé	5,0	100	104	119	109	90	114	118	121	119	105	103
Propylène	8,5	100	108	132	148	109	151	169	181	201	167	172
Acide acétique	1,7	100	106	114	117	82	104	114	122	112	110	142
Phénol synthétique	10,1	100	113	116	116	87	121	115	113	105	95	98
Acétone	2,1	100	102	106	113	74	95	105	103	105	84	90
Méthanol	3,7	100	112	134	176	135	163	177	164	167	162	164
Grands intermédiaires de la chimie organique	88,7	100	115	139	146	107	142	152	157	171	r 154	152
Matières colorantes	7,9	100	122	127	125	89	139	r 142	115	r 129	120	114
Dynamite	1,5	100	97	92	90	92	91	96	96	93	94	81
Explosifs nitratés	0,9	100	88	85	83	86	71	67	58	61	61	45
Détonateurs	0,7	100	61	40	53	46	26	23	28	11	24	29
Explosifs	3,3	100	87	79	80	80	72	72	71	67	70	60

TABLEAU 3.03 - 2 *(suite 6)*

Indices annuels de la production industrielle

Base : 100 en 1970

	Pondération (1) (2)	1970	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	p 1981
Industries chimiques et caoutchouc (*suite*) :												
Polyesters	10,9	100	128	133	128	106	122	117	124	119	r 126	116
Poudres phénoplastes	4,5	100	115	139	140	91	123	118	109	115	107	91
Polyéthylène	16,5	100	148	192	220	152	223	233	240	287	r 263	221
Polypropylène	1,4	100	197	244	358	257	330	457	733	1.042	r 1.064	1.467
Polychlorure de vinyle	18,6	100	131	159	151	115	150	157	163	190	176	174
Résines styréniques	9,7	100	138	145	144	123	185	177	182	204	193	209
Matières plastiques de base	61,5	100	136	161	168	126	172	177	188	219	r 208	206
Gélatines	3,1	100	114	115	129	109	96	127	137	145	138	159
Chimie organique	170,8	100	121	145	148	113	152	159	165	185	r 172	170
Abrasifs	6,0	100	98	103	111	99	109	111	122	r 117	120	91
Poudres à laver	28,3	100	112	112	121	113	115	115	115	r 123	128	130
Peintures à l'huile	3,5	100	91	83	67	60	54	52	47	40	36	
Peintures industrielles	15,2	100	114	121	110	106	112	101	99	95	95	82
Peintures à l'eau	5,3	100	101	109	104	105	114	122	119	114	112	120
Pigments broyés	0,6	100	83	73	50	42	43	38	37	31	27	
Mastics vitriers et industriels	0,7	100	129	147	143	143	144	147	138	127	133	134
Encres d'imprimerie	5,0	100	107	115	111	100	110	129	117	116	120	115
Vernis à alcool et résines synthétiques	12,9	100	125	134	131	128	156	164	175	182	202	286
Produits bitumineux	1,4	100	117	103	114	123	97	85	111	r 87	109	94
Peintures	44,6	100	114	119	112	108	119	120	122	120	r 126	...
Films professionnels	2,8	100	104	115	130	103	133	159	255	356	r 369	360
Films amateurs	9,5	100	117	121	121	102	121	117	126	137	122	140
Papier photographique	3,5	100	100	111	113	113	141	144	151	173	r 200	174
Surfaces sensibles	15,8	100	111	118	121	105	128	130	155	184	r 183	249
Huiles essentielles	7,9	100	109	148	148	124	222	228	249	304	249	...
Parachimie	116,6	100	110	118	121	112	129	r 134	144	159	r 162	173
Caoutchouc synthétique	10,8	100	121	150	152	115	144	158	162	178	r 168	121
Caoutchouc industriel	35,1	100	107	111	114	101	112	111	r 108	r 111	118	99
Pneumatiques	51,3	100	108	112	116	110	117	122	123	132	139	121
Ouvrages en caoutchouc	90,0	100	107	112	115	106	114	117	r 116	122	r 129	111
Industries textiles	**410**											
Rayonne	6,6	100	97	95	82	55	47	40	37	35	33	21
Fibranne	3,3	100	107	109	105	70	75	78	69	73	62	53
Fils synthétiques	18,9	100	127	137	121	105	129	124	112	96	80	81
Fibres synthétiques	34,1	100	140	165	149	133	163	160	174	166	149	151
Textiles artificiels et synthétiques	62,9	100	130	146	131	113	136	132	136	127	111	111
Délainage	5,3	100	120	114	73	74	90	91	80	75	75	67
Laine lavée à fond	2,1	100	126	110	95	102	106	104	91	103	90	98
Laine carbonisée	0,8	100	116	110	95	108	112	111	110	89	96	110
Peignage : laine peignée	18,9	100	111	89	76	75	91	85	74	75	76	74
Peignage : rubans de laine cardée	2,5	100	103	66	69	85	95	78	65	79	87	93
Peignés de rubansc ardés de TAS	5,3	100	134	124	129	87	98	94	99	112	108	106
Peignage de laine	26,7	100	114	79	86	78	93	86	78	83	83	82
Filature de la laine : filés cardés	6,6	100	108	109	102	100	98	101	99	102	103	93
Filature de la laine : filés peignés	39,5	100	109	105	99	92	103	98	94	95	90	85
Filature de la laine	46,1	100	109	106	100	93	102	99	95	96	92	86
Tissage de la laine	19,3	100	114	110	108	103	100	104	105	108	96	88
Tapis	6,6	100	179	196	187	172	188	191	228	244	r 241	229
Laine	106,9	100	116	106	102	95	104	102	100	103	r 92	94
Filterie de lin et coton	4,9	100	115	122	130	107	114	115	108	114	104	96
Filature de lin	1,6	100	77	76	77	62	61	53	50	60	53	53
Filature de coton	19,3	100	103	105	104	86	94	88	85	85	84	75
Tissage cotonnier et linier	49,8	100	103	104	103	88	96	92	89	89	86	78
Ouates et cotons	2,1	100	108	113	113	100	127	131	144	147	147	104
Pansements	2,1	100	80	85	105	103	101	102	108	109	117	91
Coton, lin	79,8	100	103	104	105	89	97	93	90	91	88	79
Filature de jute	2,4	100	75	71	72	55	56	45	34	30	27	20
Tissage de jute	2,9	100	73	73	64	48	41	38	33	34	31	30
Jute	5,3	100	74	72	67	52	48	41	34	32	29	25

N.B. — Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU 3.03 - 2 *(fin)*

Indices annuels de la production industrielle

Source : I.N.S.E.E.

Base : 100 en 1970

	Pondération (1) (2)	1970	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	p 1981
Industries textiles (*suite*) :												
Ficelle agricole	1,7	100	91	108	115	71	56	45	41	44	51	53
Filature dans les ficelleries-corderies	0,8	100	127	125	154	145	165	142	154	171	104	92
Ficelleries en fibres végétales	0,8	100	94	82	80	57	63	61	55	62	53	43
Ficelleries en T.A.S.	0,4	100	119	151	168	144	151	157	156	175	163	195
Ficellerie-corderie	3,7	100	103	110	121	92	92	82	81	90	r 75	75
Filature de schappe	3,7	100	146	146	135	103	131	117	105	83	70	53
Moulinage	11,5	100	110	130	114	91	107	104	101	102	74	70
Soierie : tissus et rubans	28,4	100	113	127	130	117	123	118	120	129	126	116
Soieries	43,6	100	115	129	127	109	120	115	114	118	108	98
Étoffes	9,6	100	137	138	131	129	138	127	126	155	r 137	132
Bas	10,2	100	126	111	99	85	81	87	93	106	98	95
Mi-bas et chaussettes	5,3	100	105	96	117	105	116	120	116	126	117	121
Bonneterie : sous-vêtements	16,3	100	113	112	113	93	112	114	122	127	r 124	114
Bonneterie : survêtements	30,8	100	130	121	142	153	120	109	98	99	103	97
Autres articles de bonneterie	4,1	100	134	127	137	139	134	146	57	52	r 57	58
Dentelles	0,7	100	116	96	110	...	66	83	85	87	68	49
Bonneterie	77	100	125	119	126	125	116	112	105	112	r 109	104
Teintures et apprêts	17,2	100	115	119	112	104	115	110	107	109	r 105	102
Enduction	13,6	100	103	112	108	93	95	104	100	101	r 88	79
Industrie du cuir	**76**											
Collecte des cuirs bruts de bovins	3,6	100	92	90	110	115	121	109	109	114	112	115
Collecte des cuirs bruts de veaux	3,3	100	91	89	96	105	114	119	123	129	124	120
Collecte des cuirs bruts d'équidés	0,3	100	65	68	66	65	77	67	64	58	53	45
Collecte des cuirs bruts d'ovins	0,7	100	95	95	103	102	132	146	157	173	185	185
Collecte des cuirs bruts de caprins	0,1	100	105	99	100	80	66	65	62	84	87	87
Peaux à dessus	8,8	100	108	92	87	87	89	87	r 78	63	r 57	53
Cuirs finis de bovins	1,0	100	111	100	103	96	104	113	106	99	r 92	86
Chaussures	39,8	100	104	113	117	112	107	110	100	105	r 94	94
Pantoufles	9,2	100	131	128	131	125	114	137	124	115	130	113
Mégisseries	9,2	100	140	134	108	93	99	102	100	106	r 88	80
Industries du bois	**195**											
Bois bruts	49	100	99	104	106	94	93	97	97	99	99	...
Bois sciés	40	107	101	113	106	90	94	96	96	100	100	...
Bois bruts et sciés	89	100	103	108	106	92	93	96	96	99	99	...
Placages	2,3	100	93	105	102	r 72	r 83	r 83	92	89	87	71
Panneaux contreplaqués multiplis et lattés bruts ou poncés	7,0	100	115	131	107	r 83	r 86	r 85	r 77	82	82	80
Panneaux de particules bruts ou poncés	4,7	100	119	133	146	r 151	r 154	r 153	r 150	160	172	170
Panneaux de fibres bruts	1,3	100	100	98	91	r 70	r 66	r 63	r 62	73	80	76
Transformation de panneaux	2,3	100	144	190	193	186	179	157	166	188	...	...
Parquets	3,0	100	102	101	96	84	85	86	86	89	...	...
Moulures et baguettes	1,4	100	116	114	105	103	92	92	89	80	...	...
Lattés armés en bois	0,1	100	84	95	67	56	46	39	46	37	...	...
Portes planes	2,9	100	103	123	111	95	r 90	r 87	r 88	r 94	r 90	100
Emballages légers	4,6	100	100	115	97	87	70	66	83	74	...	...
Caisserie	1,7	100	133	150	173	137	132	142	104	169	...	...
Tonnellerie	0,2	100	122	170	189	196	213	138	92	81	...	...
Matériel industriel, agricole, ménager	2,4	100	97	95	114	143	102	81	68	71	...	...
Injection de bois sous rail	0,5	100	101	97	95	86	66	70	55	49	...	...
Injection de poteaux de ligne	0,5	100	118	120	156	r 191	r 105	r 116	113	97	...	...
Bois protégés autres	0,4	100	135	125	100	75	76	52	26	27	...	...
Panneaux fibragglos ou béton de bois	0,2	100	289	296	288	286	362	461	464	440	...	...
Bois améliorés	0,3	100	118	133	147	112	128	103	124	143	...	...
Fibres de bois	0,2	100	89	86	83	72	92	88	64	51	...	...
Ameublement	60	100	120	135	150	157	182	199	222	267	...	...
Literie	10	100	103	115	...	...	...	...	...	...	...	...
Literie-ameublement	70	100	118	132	...	...	...	...	...	...	...	...
Transformation des matières plastiques (3).	**70**											
Mélanges, plaques, feuilles, films, profilés, stratifiés	22,4	100	•	172	171	144	174	176	r 176	r 192	r 192	186
Pièces et éléments pour l'industrie	16,1	100	•	150	134	118	134	132	r 140	r 163	r 171	157
Articles pour emballage, conditionnement et manutention	16,1	100	•	185	187	157	166	183	r 184	r 224	r 230	213
Pièces et éléments pour le bâtiment	4,2	100	•	144	143	143	168	172	r 155	r 166	r 166	159
Produits de consommation divers	11,2	100	•	123	123	100	110	123	r 102	104	r 100	97
Papiers et cartons	**130**											
Pâtes à papier	30,3	100	107	107	110	97	101	107	106	106	101	95
Papier journal, impression, écriture	44,5	100	104	108	116	90	103	109	119	126	124	124
Papier d'emballage	26,7	100	115	123	131	110	122	124	126	134	130	128
Papiers à usage industriel et domestique	17,8	100	123	134	140	128	135	132	141	149	153	163
Cartons	10,7	100	107	112	115	87	100	99	99	102	100	99
Presse-édition	**260**											
Imprimerie de labeur	165,7	100	101	108	107	96	104	109	113	118	120	120
Consommation apparente de papier journal	94,3	100	108	113	119	92	101	109	118	129	132	132

(1) Pondération des branches (nomenclature en 78 branches de la comptabilité nationale) dans l'indice d'ensemble. — (2) Pondération des séries élémentaires. — (3) Le secteur « Transformation des matières plastiques », pour lequel l'enquête n'existe que depuis 1973, a été ajouté en 1975 pour les années 1973 et 1974.

SOURCES DE DOCUMENTATION

● *Ministère de l'industrie :*

— *Annuaire de statistique industrielle.*
— *Bulletin mensuel de statistique industrielle.*
— *Les structures industrielles françaises* — enquête annuelle (jusqu'en 1973).
— *L'industrie française,* 1975. — *Les chiffres de l'industrie française* (édition 1978).— diffusé par La documentation française.
— *Les traits fondamentaux du système industriel* (E.A.E. 1974, résultats provisoires 1976, ...).

● *Ministère de l'agriculture :*

— *Statistique agricole* (annuaire, annuaire abrégé et bulletin bimestriel).
— *Étude sur la structure des entreprises agricoles et alimentaires,* enquête annuelle, supplément série « Études » à *Statistique agricole.*

● *Ministère de l'environnement et du cadre de vie :*

— *Statistique de la construction* (bulletin mensuel).
— *Les résultats de l'enquête annuelle auprès des entreprises du bâtiment et des travaux publics,* supplément « Études statistiques » au bulletin mensuel.

● *Commissariat général du Plan :*

— Rapport de la commission « industrie » pour la préparation du VII^e plan — édité par La documentation française (réf. : C.A. 3144/5).

● *I.N.S.E.E. :*

— Revue « Les collections de l'I.N.S.E.E. »,

Série E :

N° 31/32 de novembre 1975 — *La mutation industrielle de la France du traité de Rome à la crise pétrolière.*
N° 44 de mars 1977 — *Les statistiques d'entreprises, sources.*
N° 64 de juin 1979 — *Les entreprises françaises. Concentration et grandes entreprises des secteurs et des branches.*

Série C :

N° 55 de 1977 — *Situation de l'industrie française en 1976* (rapport annuel).
N° 76 de juillet 1979 — *Les comptes de l'industrie. La situation de l'industrie française en 1978* (rapport annuel).
N° 92 de 1980 — *Les comptes de l'industrie. La situation de l'industrie française en 1979* (rapport annuel).

— Documents rectangles, I.N.S.E.E. (Département « Entreprises »).

4 constats sectoriels ont été réalisés pour la préparation du VIII^e Plan : — *Biens intermédiaires — Biens d'équipement — Biens de consommation courante — Bâtiment, génie civil et agricole.*

— *Économie et statistique :*

N° 54 de mars 1974 : « Le nouvel indice de la production industrielle base 100 en 1970 ».
N° 91 de juillet-août 1977 : « Du bon usage de l'indice de la production industrielle ».

Chapitre 3.04

Bilan énergétique

L'année 1979 est marquée par une croissance de la consommation apparente primaire plus vive qu'en 1978.

La part de l'ensemble des produits progresse dans la consommation totale aux dépens des produits pétroliers. Cette progression est tout à fait sensible pour l'énergie primaire électrique.

La croissance de la consommation apparente est accompagnée d'une augmentation des ressources tant nationales qu'importées.

La production primaire nationale enregistre une progression en niveau. Ce mouvement est le résultat du développement nucléaire en France et du freinage du ralentissement de l'extraction de la houille.

Cette contribution de la production primaire à la satisfaction des besoins est cependant insuffisante et c'est par un développement important des importations que se réalise l'équilibre énergétique.

Ainsi c'est par un recours nettement accru aux ressources étrangères que sont satisfaits les besoins des centrales thermiques et des cokeries.

Par contre le développement notable observé des importations en produits pétroliers n'est pas, nous l'avons vu, lié à la reprise de la consommation pétrolière. Il est le fait du développement des exportations et du mouvement de reconstitution des stocks chez les raffineurs qui succède à l'important déstockage intervenu en 1978.

La part du secteur public est prépondérante dans les branches des combustibles minéraux solides, du gaz et de l'électricité, et importante dans les activités pétrolières (réglementation du marché public et contrôle de plus de la moitié de l'industrie pétrolière).

La dépendance vis-à-vis de l'extérieur du secteur énergétique n'a cessé de croître en raison de la diminution de la production d'énergie primaire : régression du charbon et insuffisance des ressources pétrolières nationales.

La structure du bilan et son évolution illustre assez bien la situation énergétique en France. Celle-ci est marquée par un développement continu des besoins nationaux. Ce mouvement est le fait du secteur des transports et des ménages; la demande industrielle demeure modeste par suite des effets de la crise. La croissance des besoins et leur nature place la France dans une situation de grande dépendance vis-à-vis de l'extérieur. Le recours aux ressources étrangères tend cependant à être contenu dans la mesure où la production primaire croît par suite de la progression de la production d'origine nucléaire ainsi que du freinage de la régression houillère.

N.B. — Les différentes énergies, pour être additionnées ou soustraites entre elles, sont converties, en une même unité énergétique, à savoir la tonne d'équivalent charbon (t.e.c.); les coefficients de conversion utilisés supposés constants dans le temps, sont les suivants :

Combustible solide	1 tonne = 1 t.e.c.
Pétrole brut	1 tonne = 1,4 t.e.c.
Produits pétroliers	1 tonne = 1,5 t.e.c.
Gaz	1 000 thermies = 0,15 t.e.c.
Électricité	1 000 KWh = 0,3333 t.e.c.

TABLEAU 3.04-1

« Énergie » Effectifs et ventes de la branche

Année 1979

Source : Ministère de l'industrie (S.T.I.S.I.). — Enquête annuelle d'entreprise (résultats « *branche* »)

Activité — N° de la NAP	Activité — Intitulé	Effectifs employés (1) (en nombre)	Ventes hors taxes (en millions de francs)
	Combustibles minéraux solides	44.720	5.692
04.11	Production de combustibles minéraux solides	44.720	5.692
04.21	Cokéfaction		
	Production de pétrole et de gaz naturels	*31.212*	*124.934*
05.11	Extraction de pétrole (y compris géophysique, forage)	3.830	3.578
05.21	Extraction de gaz naturel (y compris épuration)		
05.31	Raffinage de pétrole (y compris commercialisation par entreprises autorisées - loi de 1923)	27.382	121.355
	Production et distribution d'électricité	*118.911*	*57.166*
06.01	Production et distribution d'électricité	118.911	57.166
	Distribution de gaz	*29.279*	*16.832*
07.01	Distribution de gaz	29.279	16.832
	Ensemble	**224.122**	**204.624**

(1) Effectifs contribuant directement à l'activité considérée.

TABLEAU 3.04-2

« Énergie » Effectifs, rémunérations et investissements du secteur d'entreprise

Année 1979

Source : Ministère de l'industrie (S.T.I.S.I.). — Enquête annuelle d'entreprise (entreprises employant 20 personnes ou plus).

Activité — N° de la NAP	Activité — Intitulé	Effectifs employés (en nombre)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements — Total (en millions de francs)	Investissements — Par personne (en milliers de francs)
	Combustibles minéraux solides	*66.652*	*3.953*	*926*	*13,9*
04.11	Production de combustibles minéraux solides	66.652	3.953	926	13,9
04.21	Cokéfaction	–	–	–	–
	Production de pétrole et de gaz naturels	*42.815*	*4.484*	*3.043*	*71,1*
05.11	Extraction de pétrole (y compris géophysique, forage)	6.914	963	475	68,7
05.21	Extraction de gaz naturel (y compris épuration)				
05.31	Raffinage de pétrole (y compris commercialisation par entreprises autorisées — loi de 1923)	35.901	3.521	2.568	71,5
	Production et distribution d'électricité	*115.944*	*7.695*	*24.200*	*208,7*
06.01	Production et distribution d'électricité	115.944	7.695	24.200	208,7
	Distribution de gaz	*29.074*	*2.000*	*2.904*	*99,9*
07.01	Distribution de gaz	29.074	2.000	2.904	99,9
	Ensemble	**254.485**	**18.132**	**31.072**	**122,1**

TABLEAU 3.04-3

Bilan de l'énergie (ensemble). Année 1979

Source : Ministère de l'industrie — S.T.I.S.I. (Bureau statistique de l'énergie)

Unité : millier de t.e.c

Poste du bilan	Combustibles minéraux solides	Produits pétroliers énergétiques liquides	Gaz (2)	Électricité	Total (2)
Productions primaires nationales	22.754	2.121	10.544	42.265	77.684
En % du total	*29,3*	*2,7*	*13,6*	*54,4*	*100,0*
Importations	32.723	186.183	28.157	5.213	252.276
En % du total	*13,0*	*73,8*	*11,1*	*2,1*	*100,0*
Exportations	1.309	25.560	1.463	4.181	32.513
En % du total	*4,0*	*78,6*	*4,5*	*12,9*	*100,0*
Variations des stocks	+ 1.174	– 334	+ 1.403	–	+ 2.243
Ressources nettes (1)	52.934	163.078	35.835	43.297	295.204
En % du total	*18,0*	*55,2*	*12,1*	*14,7*	*100,0*
Livraisons aux consommateurs finals (2)	18.930	126.266	44.084	77.168	266.448
En % du total	*7,1*	*47,4*	*16,5*	*29,0*	*100,0*
Énergie non comptabilisée	• –	–	1.199	5.744	6.943

(1) Par ressources il faut entendre : Productions primaires nationales + Importations d'énergie (primaire ou non) — Exportations d'énergie (primaire ou non) — Variations des stocks d'énergie (primaire ou non) des producteurs et des importateurs. — (2) Livraisons aux consommateurs finals : à l'exclusion du gaz de haut fourneau mis à la disposition des utilisateurs finals (2.469 milliers de t.e.c.).

TABLEAU 3.04 - 4

Production nationale d'énergie primaire

Source : Ministère de l'industrie — S.T.I.S.I. (Bureau statistique de l'énergie)

Année	Combustibles minéraux solides		Pétrole brut			Gaz naturel (1)			Électricité hydraulique et nucléaire			Total (million de t.e.c.)	Indice de la production d'énergie primaire (1959 = 100)
	million de tonnes ou de t.e.c.	%	million de tonnes	million de t.e.c.	%	milliard de thermies (2)	million de t.e.c.	%	milliard de kWh	million de t.e.c.	%		
1970	40,6	54,6	2,3	3,2	4,3	66,5	10,0	13,5	61,6	20,5	27,6	74,3	98,2
1971	36,7	53,3	1,9	2,7	3,9	68,8	10,3	15,0	57,3	19,1	27,8	68,8	90,9
1972	33,5	50,0	1,5	2,1	3,1	70,9	10,6	15,8	62,3	20,8	31,1	67,0	88,5
1973	29,1	47,0	1,3	1,8	2,9	70,4	10,6	17,1	61,3	20,4	33,0	61,9	81,8
1974	26,8	43,1	1,1	1,5	2,4	70,8	10,6	17,0	70,1	23,3	37,5	62,2	82,2
1975	26,8	41,7	1,0	1,5	2,3	68,6	10,3	16,0	77,0	25,8	40,0	64,4	85,0
1976	26,5	45,0	1,0	1,5	2,5	76,9	9,9	16,8	63,0	21,0	35,7	58,9	77,8
1977	26,1	37,0	1,0	1,5	2,2	83,0	10,7	15,5	92,9	30,8	44,0	69,1	91,3
1978	23,9	34,7	1,1	1,7	2,4	85,3	11,0	16,0	96,8	32,3	46,9	68,9	91,0
1979	23,1	32,8	1,2	1,8	2,6	84,1	10,8	15,4	103,9	34,6	49,2	70,3	92,8
1980	22,8	29,3	1,4	2,1	2,7	81,7	10,5	13,6	126,8	42,3	54,4	77,7	102,6

(1) Y compris grisou et gaz incondensables vendus par les raffineries. — (2) A partir de 1976, milliard de kwh.

TABLEAU 3.04 - 5

Consommation apparente d'énergie primaire (1)

Source : Ministère de l'industrie — S.T.I.S.I. (Bureau statistique de l'énergie), d'après le Comité national français de la Conférence mondiale de l'énergie

Année	Combustibles minéraux solides		Produits pétroliers (2)			Gaz naturel (3)			Électricité hydraulique et nucléaire			Total (million de t.e.c.)	Indice de la consommation apparente d'énergie primaire (1959 = 100)
	million de tonnes ou de t.e.c.	%	million de tonnes	million de t.e.c.	%	milliard de thermies (4)	million de t.e.c.	%	milliard de kWh	million de t.e.c.	%		
1970	57,2	25,5	88,5	132,7	59,2	92,8	13,9	6,2	61,1	20,4	9,1	224,2	187,8
1971	52,3	22,6	95,9	143,9	62,3	109,0	16,4	7,1	55,8	18,6	8,0	231,2	193,7
1972	46,7	18,9	107,7	161,6	65,6	129,0	19,4	7,9	56,4	18,8	7,6	246,5	206,5
1973	45,7	17,3	117,3	175,9	66,8	149,6	22,4	8,5	58,3	19,4	7,4	263,4	220,7
1974	47,3	17,9	113,2	169,8	64,2	160,4	24,1	9,1	70,3	23,4	8,8	264,6	221,7
1975	41,2	16,6	102,7	154,0	62,1	174,7	26,2	10,6	79,6	26,5	10,7	247,9	207,7
1976	48,5	18,4	109,8	164,7	62,6	218,8	28,2	10,7	65,2	21,7	8,3	263,1	220,4
1977	47,1	17,5	106,5	159,8	59,3	233,8	30,2	11,2	97,3	32,4	12,0	269,5	225,8
1978	48,6	17,5	108,8	163,2	59,0	242,4	31,3	11,3	101,0	33,7	12,2	276,8	231,9
1979	52,5	18,3	108,9	163,4	56,8	272,0	35,1	12,2	109,5	36,5	12,7	287,5	240,9
1980	51,5	18,2	101,7	152,5	53,9	274,8	35,5	12,6	129,9	43,3	15,3	282,8	237,0

(1) Compte tenu des variations de stocks des producteurs, des transformateurs et des importateurs, ainsi que du solde net du commerce extérieur des produits énergétiques primaires et secondaires. — (2) Y compris les gaz de pétrole liquéfiés. — (3) Y compris grisou et gaz incondensables vendus par les raffineries. — (4) A partir de 1976, milliard de kwh.

TABLEAU 3.04-6

Consommation d'énergie des utilisateurs finals (ensemble) [1] *(avec correction de climat)*

Source : Ministère de l'industrie — S.T.I.S.I. (Bureau statistique de l'énergie), d'après le Comité national français de la Conférence mondiale de l'énergie

Année	Combustibles minéraux solides		Produits pétroliers (2)		Gaz		Électricité			Total brut (3)	Total net (3)	Indice de la consommation nette d'énergie des utilisateurs finals (1959 = 100)
	million de tonnes ou de t.e.c.	%	million de tonnes	million de t.e.c.	%	milliard de thermies (4)	million de t.e.c.	%	milliard de kWh	million de t.e.c.	%	(million de t.e.c.)	(million de t.e.c.)	
1970.....	34,2	17,4	72,0	108,0	55,1	90,1	13,5	6,9	121,2	40,4	20,6	196,1	191,6	191,1
1971.....	29,0	14,3	77,2	115,8	57,2	101,0	15,1	7,5	127,9	42,6	21,0	202,5	198,3	197,8
1972.....	27,2	12,5	84,2	126,3	58,3	115,6	17,3	8,0	137,7	45,9	21,2	216,7	212,3	211,8
1973.....	26,9	11,5	91,0	136,5	58,4	133,1	20,0	8,6	150,8	50,3	21,5	233,7	228,7	228,2
1974.....	28,9	12,2	88,8	133,2	56,1	146,5	22,0	9,3	159,4	53,1	22,4	237,2	232,1	231,6
1975.....	22,1	10,0	81,9	122,8	55,7	148,8	22,3	10,1	159,8	53,3	24,2	220,5	216,3	215,8
1976.....	21,9	9,5	86,3	129,5	56,2	197,8	25,5	11,0	174,1	58,0	25,1	234,9	230,4	229,9
1977.....	21,1	8,7	87,6	131,4	54,3	218,7	28,2	11,7	183,1	61,0	25,2	241,7	237,2	236,7
1978.....	20,2	8,1	88,1	132,2	53,4	234,8	30,3	12,2	195,9	65,3	26,3	248,0	243,5	243,0
1979.....	20,9	8,2	87,1	130,6	51,5	259,5	33,5	13,2	206,1	68,7	27,1	253,7	249,1	248,6
1980.....	20,5	8,3	81,8	122,7	49,5	262,6	33,9	13,7	211,8	70,6	28,5	247,7	243,1	242,6

(1) Consommation compte tenu des variations de stocks chez les utilisateurs (sauf variations des stocks du secteur domestique). — (2) Y compris les gaz de pétrole liquéfiés. — (3) La différence entre « total brut » et « total net » représente : pour la sidérurgie, le gaz de haut fourneau livré hors sidérurgie essentiellement à des transformateurs et, pour les industries autres, la production d'électricité des autoproducteurs (centrales industrielles). — (4) À partir de 1976 milliard de kwh.

TABLEAU 3.04-7

Taux de production nationale et consommation d'énergie par habitant

Source : Ministère de l'industrie — S.T.I.S.I. (Bureau statistique de l'énergie), d'après le Comité national français de la Conférence mondiale de l'énergie

Année	Taux de couverture (1) Production Nationale / Consommation totale	Consommation apparente d'énergie primaire par habitant (2)	Consommation nette des utilisateurs finals par habitant (3) (4)
Unité		t.e.c.	t e.c.
1970.....	33,1	4,43	3,77
1971.....	29,8	4,52	3,88
1972.....	27,2	4,75	4,09
1973.....	23,5	5,11	4,36
1974.....	26,0	4,93	4,44
1975.....	22,4	4,67	4,04
1976.....	25,6	4,92	4,30
1977.....	24,9	5,05	4,43
1978.....	24,5	5,17	4,58
1979.....	27,5	5,36	4,65
1980.....		5,25	4,51

(1) Quotient de la production primaire totale par la consommation apparente d'énergie primaire. — (2) Compte tenu des variations de stocks des producteurs, des transformateurs et des importateurs, ainsi que du solde net du commerce extérieur des produits énergétiques primaires et secondaires. — (3) Compte tenu des variations de stocks chez les utilisateurs (sauf variations des stocks du secteur domestique). — (4) Avec correction de climat.

TABLEAU 3.04 - 8

Consommation d'énergie des utilisateurs finals par secteur d'utilisation (1) [*avec correction de climat*]

Source : Ministère de l'industrie — S.T.I.S.I. (Bureau statistique de l'énergie), d'après le Comité national français de la conférence mondiale de l'énergie

Secteur d'utilisation	Combustibles minéraux solides (million de tonnes ou de t.e.c.)	Produits pétroliers (2)		Gaz		Électricité		Total brut (3) (million de t.e.c.)	Total net (3) (million de t.e.c.)
		million de tonnes	million de t.e.c.	milliard de thermies (4)	million de t.e.c.	milliard de kWh	million de t.e.c.		
Année 1975									
Sidérurgie	12,2	2,1	3,1	14,3	2,1	11,3	3,8	21,2	19,2
Industries autres	3,2	20,4	30,6	65,1	9,8	72,3	24,1	67,7	65,4
Secteur domestique	6,8	26,5	39,8	69,3	10,4	70,0	23,3	80,3	80,3
Transports et communications	ε	30,2	45,3	ε	ε	6,2	2,1	47,4	47,4
Carburants agricoles	///	2,7	4,0	///	///	///	///	4,0	4,0
Ensemble	**22,2**	**81,9**	**122,8**	**148,7**	**22,3**	**159,8**	**53,3**	**220,6**	**216,3**
Année 1976									
Sidérurgie	12,6	2,2	3,3	18,8	2,4	12,2	4,1	22,4	20,2
Industries autres	2,7	21,0	31,5	86,6	11,2	77,6	25,9	71,3	69,0
Secteur domestique	6,5	28,0	42,0	92,3	11,9	77,8	25,9	86,3	86,3
Transports et communications	///	32,3	48,5	–	–	6,5	2,2	50,7	50,7
Carburants agricoles	ε	2,8	4,2	///	///	///	///	4,2	4,2
Ensemble	**21,8**	**86,3**	**129,5**	**197,7**	**25,5**	**174,1**	**58,1**	**234,9**	**230,4**
Année 1977									
Sidérurgie	11,9	2,1	3,2	19,5	2,5	11,9	4,0	21,6	19,5
Industries autres	2,9	21,2	31,9	94,8	12,2	79,9	26,6	73,6	71,2
Secteur domestique	6,2	28,2	42,4	104,3	13,5	84,7	28,2	90,3	90,3
Transports et communications	ε	33,1	49,7	–	–	6,5	2,2	51,9	51,9
Carburants agricoles	///	2,8	4,3	///	///	///	///	4,3	4,3
Ensemble	**21,0**	**87,4**	**131,5**	**218,6**	**28,2**	**183,0**	**61,0**	**241,7**	**237,2**
Année 1978									
Sidérurgie	11,5	2,1	3,1	20,9	2,7	12,3	4,1	21,4	19,3
Industries autres	2,7	20,9	31,3	104,2	13,4	82,2	27,4	74,8	72,4
Secteur domestique	5,9	28,2	42,3	109,8	14,2	94,7	31,6	94,0	94,0
Transports et communications	ε	33,9	51,0	–	–	6,7	2,2	53,2	53,2
Carburants agricoles	///	3,0	4,5	///	///	///	///	4,5	4,5
Ensemble	**20,1**	**88,1**	**132,2**	**234,9**	**30,3**	**195,9**	**65,3**	**247,9**	**243,4**
Année 1979									
Sidérurgie	12,6	1,8	2,7	21,5	2,8	12,6	4,2	22,3	20,0
Industries autres	2,8	20,6	31,0	118,2	15,2	85,5	28,5	77,5	75,1
Secteur domestique	5,5	27,8	40,2	119,8	15,5	101,2	33,7	94,9	94,9
Transports et communications	ε	35,0	52,4	–	–	6,9	2,3	54,7	54,7
Carburants agricoles	///	2,9	4,4	///	///	///	///	4,4	4,4
Ensemble	**20,9**	**88,1**	**130,7**	**259,5**	**33,5**	**206,2**	**68,7**	**253,8**	**249,1**
Année 1980									
Sidérurgie	12,3	1,4	2,1	21,4	2,8	12,4	4,1	21,3	19,1
Industries autres	3,4	19,4	29,1	118,6	15,3	85,8	28,6	76,4	74,0
Secteur domestique	4,8	23,7	35,5	122,5	15,8	106,7	35,6	91,7	91,7
Transports et communications	ε	34,5	51,7	ε	ε	6,9	2,3	54,0	54,0
Carburants agricoles	///	2,9	4,3	///	///	///	///	4,3	4,3
Ensemble	**20,5**	**81,8**	**122,7**	**262,5**	**33,9**	**211,8**	**70,6**	**247,7**	**243,1**

(1) Consommation compte tenu des variations de stocks chez les utilisateurs (sauf variations de stocks du secteur domestique). — (2) Y compris les gaz de pétrole liquéfiés. — (3) La différence entre « total brut » et « total net » représente : pour la sidérurgie, le gaz de haut fourneau livré hors sidérurgie ,essentiellement à des transformateurs et, pour les industries autres, la production d'électricité des autoproducteurs (centrales industrielles). — (4) A partir de 1976, milliard de kwh.

SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes professionnels :

— Comité national français de la Conférence mondiale de l'énergie, 89, boulevard Haussmann, 75008 Paris.

— Centre d'études régionales sur l'économie de l'énergie (C.E.R.E.N.) 1, rue de Caumartin, 75009 Paris.

— Délégation générale à l'énergie, 35, rue Saint-Dominique, 75007 Paris.

— Délégation aux énergies nouvelles, 15, rue de Bourgogne, 75007 Paris.

— Comité consultatif de l'utilisation de l'énergie, 26-30, rue Cambronne, 75015 Paris.

— Agence pour les économies d'énergie, 26-30, rue Cámbronne, 75015 Paris.

Publications spécialisées :

● Ministère de l'industrie et de la recherche :
— S.T.I.S.I. : fascicule sectoriel *Énergie* de l'enquête annuelle d'entreprise.
— S.T.I.S.I. et Secrétariat général de l'énergie, bureau statistique de l'énergie : publications mensuelles, trimestrielles et annuelles (bilans énergétiques).
— Revue *Annales des Mines,* numéro d'août-septembre.

● Comité national français de la Conférence mondiale de l'énergie : synthèse des bilans énergétiques français.

● Centre d'études régionales sur l'économie de l'énergie (C.E.R.E.N.): bilan énergétique.

● Autres :
— *J.O.R.F.* nº 17 du 2 octobre 1981 (avis et rapports du conseil économique et social) : Les énergies en France. Les différentes énergies (dont le nucléaire) dans le bilan énergétique français. Rapport de M. René Le Guen.

Chapitre 3.05

Indices de prix à la production et indices de prix de gros

1. Agriculture

2. Industrie

1. *Agriculture*

11. INDICES DES PRIX AGRICOLES A LA PRODUCTION
(Base 100 en 1975)

Le champ de ces indices est délimité, en ce qui concerne les produits dont ils doivent tenir compte, sur la base de l'agriculture en tant que « branche » (au sens de la comptabilité nationale), c'est-à-dire « domaine produisant des biens agricoles », indépendamment de toute délimitation institutionnelle.

L'ensemble de la production agricole figure donc dans l'indice général.

Deux indices sont établis :

— un indice annuel par année civile (tableau 1);

— un indice mensuel corrigé des variations saisonnières (1).

Les pondérations afférentes à chaque produit ont été déterminées à partir des comptes nationaux de l'agriculture pour 1975.

Les pondérations sont fixes pour tous les produits sauf les indices des fleurs, des fruits et des légumes pour lesquels on utilise la méthode du « panier variable ».

12. INDICE SENSIBLE DES PRIX DE GROS DES PRODUITS ALIMENTAIRES SUR LES MARCHÉS PUBLICS PARISIENS
(Base 100 en 1962)

Les pondérations sont fixes (formule de Laspeyres) et proportionnelles à la valeur des ventes sur les marchés publics en 1962, année de base de l'indice. Dans le cas des fruits et légumes frais et des poissons, des « paniers » de référence de composition variable pour les différents mois de l'année ont été constitués, mais la pondération d'ensemble de ces groupes reste constante pour tous les mois de l'année. Les indices mensuels (1) représentent le niveau moyen des prix pendant l'ensemble du mois par rapport à la moyenne de l'année 1962 : ils sont corrigés des variations saisonnières. Les indices annuels publiés ici ne sont pas, en général, les moyennes arithmétiques simples des indices mensuels (2).

13. INDICES DES PRIX DES PRODUITS INDUSTRIELS NÉCESSAIRES AUX EXPLOITATIONS AGRICOLES
(Base 100 en 1975)

Cet indice décrit l'évolution des prix des produits industriels achetés par l'ensemble des exploitants agricoles pour les besoins de leurs exploitations. Les produits d'origine agricole (les céréales achetées pour l'alimentation des animaux, par exemple), ainsi que les services qui ne sont pas directement liés à la distribution du produit, sont exclus du champ de l'indice; en particulier — de l'ensemble des dépenses d'entretien et de réparation, ne sont retenus que les achats de pièces de rechange et de matériaux — et, pareillement, les frais de vétérinaire, de ferrage des animaux ne sont pas représentés, alors que les consommations de produits vétérinaires et de fers à cheval le sont.

Les pondérations sont fixes (formule de Laspeyres); elles ont été déterminées à partir des consommations de l'agriculture française au cours de l'année 1975.

Les prix utilisés dans le calcul de l'indice doivent être ceux effectivement payés par l'utilisateur, hors T.V.A.

---

(1) Les indices mensuels sont publiés au Bulletin mensuel de statistique.
(2) La présentation de cet indice a été faite dans le n° 4 d'*Études statistiques* de 1964.

Pour chaque article, on a défini un échantillon de points de vente témoins répartis sur l'ensemble du territoire: dans cet échantillon sont représentées les différentes sources d'approvisionnement (coopératives agricoles d'approvisionnement, négociants, etc.). Toutefois, il n'est pas procédé à des relevés de prix régionaux pour les matériels, dont les prix sont observés au stade « départ usine ».

2. *Industrie*

21. INDICES DES PRIX DE GROS DES PRODUITS ÉNERGÉTIQUES ET DES PRODUITS INDUSTRIELS
(Base 100 en 1962)

Le développement de la comptabilité nationale, la diversification de l'analyse économique exigent de plus en plus que soient calculés des indices saisissant les mouvements de prix à différents stades de commercialisation et pour des groupes de produits bien définis, leur regroupement en un ou plusieurs indices généraux ne devenant dès lors qu'un problème d'intérêt secondaire.

C'est pourquoi l'I.N.S.E.E., tenant compte des modifications survenues depuis 1949 dans la nature des marchés et dans les structures de la commercialisation, a mis au point, pour remplacer l'indice général base 100 en 1949, non pas un nouvel indice général des prix de gros, mais deux indices partiels relatifs l'un aux prix des produits énergétiques, l'autre à ceux des produits industriels. Ces deux nouveaux indices sont calculés sur la base 100 en 1962. Ils sont établis « hors taxes » et « toutes taxes comprises ». Les prix hors taxes intéressent plus particulièrement les producteurs puisque ce sont, en définitive, les prix qu'ils reçoivent. Les prix taxes comprises, au contraire, intéressent les acheteurs puisque ce sont les prix qu'ils payent (compte non tenu, évidemment, des déductions de taxes dont ils peuvent ensuite bénéficier).

Ces indices ne prennent en considération que la seule production écoulée sur le marché intérieur. Ils ne mesurent donc que des prix « intérieurs ».

L'observation des prix est faite au stade de la première commercialisation après la production. Les prix observés sont toujours des prix « fin de mois » et non des prix « moyenne du mois ».

Le nombre des articles de référence, dont les prix constituent des séries élémentaires, a été sensiblement augmenté par rapport à l'indice antérieurement calculé. C'est ainsi que le groupe des produits énergétiques qui dans l'indice de base 100 en 1949 faisait appel à l'observation de 58 séries élémentaires voit ce nombre porté à 129 dans le nouvel indice de base 100 en 1962. De même pour le groupe des produits industriels, ce nombre passe de 207 à 524.

Ces nouveaux indices sont établis suivant la formule de Laspeyres. Les prix observés à chaque fin de mois sont rapportés au prix moyen du même article constaté à l'époque de base (1962). Les coefficients de pondération représentent, dans la valeur totale des commercialisations observée en 1962, la part revenant à chaque article.

Les regroupements suivants sont effectués à l'intérieur du groupe des produits industriels :

— matières premières industrielles, ensemble;
— matières premières industrielles nationales;
— matières premières industrielles importées;
— produits semi-transformés, ensemble.

Le tableau 4 retrace l'évolution annuelle de ces indices; les indices mensuels sont publiés dans le Bulletin mensuel de statistique.

Raccordement des nouveaux indices de prix de gros des produits énergétiques et des produits industriels, de base 100 en 1962, aux anciennes séries publiées (*base* 100 en 1949).

• Dans le cas de l'abandon d'un indice et de son remplacement par un nouvel indice calculé sur une base plus récente, les utilisateurs peuvent être amenés à rechercher une réponse à la question générale suivante :

Comment estimer, comme c'est ici le cas, à partir des données d'un nouvel indice (élémentaire, partiel ou d'ensemble) calculé sur la base 100 en 1962, les niveaux qui auraient été atteints par l'indice correspondant anciennement calculé sur la base 100 en 1949 et dont la diffusion n'est plus assurée?

De tels problèmes se posent chaque fois que des contrats d'indexation ont été signés entre parties contractantes. Pour éviter les difficultés d'application de ces contrats on calcule des « coefficients de raccordement ».

Un coefficient de raccordement n'est que le rapport de l'ancien indice au nouveau : $R = \frac{i\ 1949}{i\ 1962}$

Ce rapport peut être fait sur les indices d'un seul mois :

$$\frac{\text{indice juillet 1970 (base 100 en 1949)}}{\text{indice juillet 1970 (base 100 en 1962)}}$$

ou sur la moyenne arithmétique simple des indices d'une même période P :

$$\frac{\text{indice moyen P (1949)}}{\text{indice moyen P (1962)}}$$

la période P pouvant être de trois mois, de six mois, d'un an, etc. Il est préférable d'éviter de calculer un coefficient de raccordement sur un seul mois, car ce mois peut avoir été affecté par des événements exceptionnels (grèves, grands froids, dévaluation, etc.). Il faut bien être conscient du fait que l'on obtiendra des coefficients de raccordement différents chaque fois que l'on changera de période de calcul. En effet, les deux séries d'indices sont différentes dans leur composition (les articles de référence ne sont plus les mêmes et ils sont généralement plus nombreux dans le nouvel indice) et dans leur structure (les pondérations ont été modifiées pour tenir compte des changements survenus dans les modes de commercialisation). Les deux séries ne peuvent donc pas évoluer de façon strictement parallèle et par suite tous les rapports $R = \frac{i\ 1949}{i\ 1962}$ sont différents.

Il en résulte que l'application du coefficient R aux valeurs de l'indice 100 en 1962 ne permettra d'obtenir que des valeurs approchées de celles qu'aurait atteint l'indice 100 en 1949 s'il avait continué d'être calculé.

Indice 100 en 1962 × R = valeur approchée de l'indice 100 en 1949.

Il convient de noter que les raccordements ne peuvent être faits que sur les indices « toutes taxes comprises », les indices « hors taxes » n'existant pas avec la base 100 en 1949.

• Un autre problème qui se pose fréquemment est celui du raccordement des nouveaux indices des prix de gros des produits énergétiques et des produits industriels de base 100 en 1962, à l'ancien indice général des prix de gros de base 100 en 1949.

L'I.N.S.E.E. ne calcule plus désormais d'indice général des prix de gros mais seulement trois indices de groupe :

— indice des prix de gros des produits alimentaires (base 100 en 1949);

— indice des prix de gros des produits énergétiques (base 100 en 1962);

— indice des prix de gros des produits industriels (base 100 en 1962).

Certains des lecteurs des publications de l'I.N.S.E.E. désireront pouvoir continuer à observer l'évolution de l'indice général, agrégation des indices de chacun des groupes précités.

Cette agrégation, pour pouvoir être réalisée, nécessite d'abord de ramener les indices des trois groupes à la même base. L'indice des prix alimentaires sera donc ramené à la base 100 en 1962. Pour cela il suffira de diviser cet indice par : 180,2, valeur moyenne de l'indice des prix de gros alimentaires (de base 100 en 1949) pour l'année 1962.

$$\text{Indice (100 en 1962) de juillet 1970 des prix alimentaires} = \frac{\text{indice (100 en 1949) de juillet 1970}}{180{,}2}$$

Au lieu d'être effectué sur un seul mois, ce calcul pourra être effectué sur une période P de trois, six, douze mois, etc. L'utilisateur disposera donc de trois indices de groupes : indices moyens (pour la période P) sur la base 100 en 1962, des groupes alimentaires, énergétiques et industriels.

Ces indices seront agrégés en utilisant les pondérations suivantes qui représentent les « poids respectifs » de chacun des groupes pour l'année 1962 :

Produits alimentaires.....	28
Produits énergétiques.....	15
Produits industriels.....	57
Ensemble.....	100

Pour une période P on aura donc :

indice moyen période P des produits alimentaires (100 en 1962) × 0,28
+ indice moyen période P des produits énergétiques (100 en 1962) × 0,15
+ indice moyen période P des produits industriels (100 en 1962) × 0,57
= indice moyen général 100 en 1962, période P, soit :

I_G^{1962} (période P).

Le coefficient de raccordement sera obtenu en divisant l'indice général (100 en 1949) de la même période P par la valeur de I_G^{1962} (période P) :

$$R = \frac{I_G^{1949}\ (\text{période P})}{I_G^{1962}\ (\text{période P})}$$

et l'on aura par suite :

indice général 100 en 1949 = indice général 100 en 1962 × R.

Mais ici encore, l'application du coefficient de raccordement R ne permettra d'obtenir qu'une valeur approchée de celle qui aurait été atteinte par l'indice général 100 en 1949 s'il avait continué d'être calculé.

22. INDICES DE PRIX A LA PRODUCTION

Pour équilibrer ressources et emplois de chaque branche, les comptables nationaux disposent le plus souvent d'informations en valeur, parfois en volume; ils manquent par contre d'informations fiables sur l'évolution des prix de vente à la production. De même, les entreprises, si elles recueillent parfois pour leurs études de marché des données sur la consommation, l'évolution de la production, celle du commerce extérieur, elles ont le plus souvent du mal à faire le partage entre ce qui relève d'un phénomène de prix et ce qui est évolution réelle. Elles ont également besoin de se faire une idée des prix pratiqués par leurs concurrents directs, d'avoir des données leur permettant de prévoir l'évolution du prix de leurs fournitures, etc. Enfin, bien entendu, des renseignements sur les prix, comme sur la production, des branches industrielles, sont indispensables aux administrations dans leurs missions de tutelle.

Les indices de prix de gros, décrits au paragraphe précédent, présentent un certain nombre d'inconvénients : ils ne couvrent qu'un champ restreint (celui des biens intermédiaires); la collecte de l'information se fait par des canaux très variés, ce qui en diminue la fiabilité et surtout provoque des *ruptures fréquentes de série;* enfin, les prix relevés sont presque toujours des prix de barème, lesquels, *même en évolution,* diffèrent souvent des prix réellement pratiqués.

Il devenait donc indispensable de dépasser le stade actuel des indices de prix de gros et d'élaborer des indices plus fiables. C'est pourquoi l'I.N.S.E.E. a été chargé de développer un système d'observation des prix de vente à la production destiné à combler au mieux ces lacunes.

La mise en place de ces nouveaux indices se heurte à deux difficultés majeures.

— D'une part, la stabilité des produits industriels est parfois de courte durée alors que le calcul d'indices impose de disposer d'informations comparables dans le temps. Comme lors de l'observation des prix à la consommation, on retrouve les phénomènes liés à la mode (industries de l'habillement, chaussures, etc.), phénomènes qui se répercutent très en amont. A cela, vient s'ajouter l'existence de produits fabriqués à la demande et vendus sur devis ou réservés à un acheteur unique. Tous les produits industriels ne sont pas catalogués.

— D'autre part, le prix d'un produit s'établit généralement en fonction de l'importance de la commande, de la fidélité du client, éventuellement de sa situation conjoncturelle. Même s'il existe un tarif, un prix industriel est quasiment toujours négociable et des écarts de prix de 1 à 2 entre acheteurs différents le même jour et pour un même produit ne sont pas des cas d'école : dans ce cadre, quel prix doit-on observer? Par ailleurs les systèmes comptables des entreprises ne permettent pas toujours d'observer les « bons » prix.

Les problèmes complexes posés par la réalisation de cette opération ont conduit à renoncer aux formules traditionnelles comme l'enquête par correspondance ou le recours aux enquêteurs habituels de l'I.NS.E.E. et à mettre au point une démarche tout à fait originale pour la statistique d'entreprise.

Les enquêtes sont lancées le plus souvent avec la collaboration active des organismes professionnels. Cette collaboration porte sur le choix d'un échantillon d'entreprises et sur l'analyse des produits de la branche et des pratiques commerciales dominantes.

La mise en place des indices se fait progressivement branche par branche professionnelle. Dans chacune d'elles un échantillon d'entreprises est choisi en fonction de leur importance sur les différents marchés intérieurs. Au terme de l'opération, 3.000 entreprises auront été concernées.

Chaque entreprise est visitée au départ par un ingénieur-enquêteur. Une discussion avec le directeur général ou le directeur commercial permet de cerner la diversité des fabrications, l'originalité des méthodes commerciales de l'entreprise. Le choix de produits témoins et d'indicateurs de prix adaptés s'effectue alors dans de bonnes conditions. On dispose ainsi des éléments essentiels pour l'élaboration des indices. Un long travail d'amélioration s'engage ensuite à partir des dossiers constitués lors de cette visite.

La phase de mise au point des indices d'une branche donnée tient compte généralement de l'avis des organisations professionnelles sur la liste des indices à diffuser et les destinataires de ces informations. On conçoit que les entreprises de la branche soient intéressées surtout par des données fines en échange de leur participation; on conçoit également qu'elles soient les plus réticentes à toute divulgation de ces informations. Aussi la diffusion se fait-elle à deux niveaux : le premier relativement agrégé (1, 2 ou 3 indices par N 600 de la N.A.P.), par le canal du *Bulletin mensuel de statistique;* le second plus détaillé, destiné aux entreprises de la branche et à leur organisme professionnel.

La technique statistique est tout à fait classique : le calcul des indices est fait selon la formule de Laspeyres (la comparaison dans le temps porte sur le prix d'un panier de produits représentatifs de la production l'année de référence); les pondérations sont en valeurs et restent fixes plusieurs années. Dans la mesure où ces indices sont en cours d'élaboration, l'année de référence choisie n'est pas uniforme pour le moment; l'harmonisation sera réalisée à la fin de l'opération.

Les indices sont calculés trimestriellement, sauf dans le cas où il paraît nécessaire de connaître l'évolution mensuelle des prix de certains produits (matières premières par exemple).

La mise en place de ces nouveaux indices a commencé en 1977 et devrait se terminer en 1983.

Ne sont publiés ici (tableau 5) que les indices concernant des branches pour lesquelles on dispose de résultats sur au moins 5 ans. Les caractéristiques de ces indices sont publiées en notes du tableau 5.

23. INDICE DU COÛT DE LA CONSTRUCTION DES IMMEUBLES A USAGE D'HABITATION

(Base 100 : 4e trimestre 1953)

Cet indice est calculé par l'I.N.S.E.E. en collaboration avec le Ministère de l'équipement. Il mesure l'évolution du prix global de la construction d'immeubles à usage d'habitation (depuis les fondations jusqu'à la finition) sur l'ensemble du territoire. Il fait appel à l'observation des prix réellement payés pour des immeubles réellement construits. Cette observation tient compte du genre de la construction (individuelle ou collective), du mode de financement (H.L.M.-location, H.L.M.-accession, avec prime, assortie ou non de prêt, construction non aidée) et de l'importance des chantiers.

Cet indice reflète non seulement les variations du coût des facteurs physiques (main-d'œuvre et matériaux) mais aussi celles des frais financiers qui sont susceptibles de les affecter (patentes et autres impôts, loyer de l'argent, etc.) de même que les variations des taxes diverses (dont T.V.A.) et des marges bénéficiaires des différents corps de métiers. C'est un instrument d'analyse économique applicable à l'ensemble du territoire national.

Il ne prend pas en considération le prix des terrains et les frais d'aménagement de ces derniers (frais de voierie, raccordements, etc.). Il ne tient pas compte non plus des frais d'étude (honoraires d'architecte). Enfin, il ne s'applique qu'à la construction des locaux à usage d'habitation et non à celle des bâtiments industriels, scolaires, hospitaliers, etc. Il ne peut être utilisé non plus pour mesurer le coût des réparations d'immeubles ou de leur entretien.

Pour mesurer les *seules* variations du coût des facteurs physiques (main-d'œuvre et matériaux) divers organismes, publics ou privés, calculent des indices particuliers. Tels sont les indices pondérés départementaux calculés par le Ministère de l'équipement. Tels sont également l'indice de l'Académie d'architecture (A.A.) [anciennement société centrale des architectes] ou l'indice de la Fédération nationale du bâtiment (F.N.B.) qui, d'une part, ne font pas appel à l'observation des prix réellement payés pour des constructions effectivement réalisées et qui, d'autre part, ne sont applicables que dans la Région parisienne. L'indice A.A. est utilisé pour la révision du prix des réparations d'immeubles. L'indice F.N.B., établi à la demande des compagnies d'assurances, est utilisé pour le règlement des primes ou des indemnités à la suite de sinistres.

TABLEAU 3.05 - 1

Indices annuels des prix agricoles à la production

Source : I.N.S.E.E.

Base 100 en 1975

	Pondération	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Indice général	**10.000**	**100,0**	**114,5**	**124,6**	*r* **129,0**	*r* **137,4**	*r* **145,5**	*r* **161,6**
INDICE SANS FRUITS ET LÉGUMES	**9.177**	**100,0**	**114,9**	**121,5**	*r* **128,6**	*r* **137,6**	*r* **145,7**	**160,8**
● **Produits végétaux sans fruits et légumes**	3.690	100,0	125,0	127,2	*r* 132,7	*r* 144,4	*r* 152,9	166,2
Céréales	1.682	100,0	115,4	125,0	*r* 131,4	*r* 137,0	*r* 146,7	164,2
Blé	819	100,0	116,0	125,3	*r* 133,7	*r* 138,6	*r* 147,5	164,0
Orge de mouture	249	100,0	116,2	122,0	*r* 125,4	*r* 137,5	*r* 143,5	159,3
Maïs	418	100,0	117,4	130,7	*r* 136,5	*r* 140,9	*r* 152,6	172,9
Orge de brasserie	70	100,0	119,5	123,9	*r* 134,5	*r* 137,6	*r* 141,8	170,7
Blé dur	78	100,0	90,1	103,4	*r* 102,5	*r* 102,5	*r* 121,5	130,3
Pommes de terre	197	100,0	296,6	143,0	68,8	125,7	92,2	123,9
Vins	907	100,0	120,0	141,9	162,2	177,8	184,1	195,5
Vins de consommation courante	541	100,0	110,6	121,2	136,2	146,3	133,8	151,2
Autres vins	366	100,0	133,8	172,6	200,6	224,5	258,6	261,0
Horticulture	226	100,0	105,6	117,2	128,4	125,5	141,1	155,0
Autres produits végétaux	652	100,0	112,9	111,4	115,8	129,3	*r* 147,6	147,3
Betterave	281	100,0	101,7	98,1	105,0	122,6	*r* 149,9	124,9
Colza	61	100,0	99,4	102,1	113,6	127,5	136,1	155,9
Tabac	63	100,0	110,9	120,7	134,9	147,2	161,2	177,8
Semences et plants	172	100,0	132,2	129,4	132,0	140,6	*r* 152,9	169,7
● **Produits animaux**	5.487	100,0	108,2	117,7	125,9	133,0	140,9	157,2
Bétail	2.897	100,0	106,6	116,3	123,1	129,5	135,7	153,6
Gros bovins	1.447	100,0	104,1	115,5	123,9	130,3	139,9	158,2
Veau de boucherie	452	100,0	108,2	119,9	133,9	137,9	139,0	159,8
Porc	764	100,0	111,8	116,1	115,3	123,5	128,3	145,7
Ovins	215	100,0	101,2	114,2	121,2	125,8	124,8	134,0
Lait	1.757	100,0	108,7	115,8	126,6	137,6	148,0	161,7
Volailles et lapins	512	100,0	106,3	117,8	126,0	129,1	138,4	152,8
Poulets	220	100,0	104,9	117,0	125,0	130,2	139,8	155,2
Autres volailles	154	100,0	104,8	114,1	120,4	125,7	130,2	143,6
Lapins	127	100,0	110,4	123,8	134,4	131,4	146,1	159,9
Œufs	229	100,0	123,8	142,7	144,5	140,9	153,7	172,6
Autres produits animaux	92	100,0	119,6	132,6	154,1	156,4	150,2	167,1
Veaux d'engraissement	78	100,0	120,4	133,8	159,0	160,7	153,5	170,5
FRUITS ET LÉGUMES	*823*	*100,0*	*109,2*	*159,6*	*132,8*	*134,9*	*142,7*	*171,4*
Légumes	526	100,0	117,8	138,2	129,8	145,2	146,0	167,4
Fruits	297	100,0	94,3	196,8	138,0	116,9	136,9	178,3

TABLEAU 3.05 - 2

Indice sensible annuel (1) des prix de gros des produits alimentaires sur les marchés publics parisiens

Source : I.N.S.E.E. — Base 100 en 1962

Groupe et sous-groupe	Pondération	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Indice général	**1.000**	**145,4**	**159,5**	**182,3**	**187,6**	**205,9**	**225,6**	**255,5**	**272,2**	**287,8**	r 289,8	**331,7**
Viandes et abats	318	146,4	168,2	187,4	183,3	208,7	225,4	247,3	263,6	277,4	r 287,3	334,8
dont : *Bœuf*	*121*	*155,0*	*185,4*	*204,3*	*195,4*	*227,6*	*252,3*	*275,5*	*298,7*	*312,6*	r *339,5*	*397,9*
Veau	*70*	*157,2*	*184,2*	*193,2*	*184,2*	*217,8*	*221,2*	*247,5*	*266,5*	*274,1*	r *268,7*	*335,3*
Mouton	*38*	*133,2*	*143,4*	*162,8*	*185,5*	*210,4*	*222,5*	*241,0*	*252,3*	*264,3*	r *265,5*	*289,9*
Porc	*67*	*119,9*	*129,2*	*162,1*	*151,7*	*166,4*	*184,2*	*194,7*	*192,7*	*211,0*	r *217,4*	*246,9*
Lapins et volailles	25	103,1	106,2	120,8	118,3	140,1	142,0	159,7	163,4	157,4	r 173,8	196,7
Œufs	17	115,1	107,0	126,4	123,4	111,8	150,4	163,5	149,4	149,0	r 168,6	192,9
Produits laitiers	147	152,6	163,6	170,3	188,6	210,9	228,2	248,7	272,0	296,4	r 320,1	356,4
Produits de la pêche	56	208,5	224,3	242,9	264,3	291,2	326,6	375,4	420,2	455,4	r 483,3	572.5
Fruits et légumes	190	133,5	143,3	158,4	169,7	203,1	217,2	256,7	242,0	247,2	r 261,9	312,2
soit : *Fruits et légumes frais*	*182*	*135,8*	*144,0*	*159,4*	*174,6*	*205,1*	*212,4*	*259,9*	*245,6*	*249,2*	r *265,8*	*315,6*
Pommes de terre	*8*	*85,6*	*103,7*	*149,0*	*130,3*	*155,4*	*332,4*	*214,7*	*154,7*	*200,2*	r *184,9*	*233,1*
Vins	247	141,0	152,8	197,5	200,0	195,4	221,6	257,0	292,4	(2)	(2)	(2)

(1) Les indices mensuels sont publiés dans le Bulletin mensuel de statistique. — (2) Série en cours de révision.

TABLEAU 3.05 - 3

Indice annuel des prix des produits industriels nécessaires aux exploitations agricoles

Source : I.N.S.E.E. — Base 100 en 1975

	Pondération	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Indice général	*1.000*	*100,0*	*105,9*	*114,9*	*121,6*	*134,0*	*154,4*	*175,0*
1. Biens de consommation courante	754	100,0	104,4	113,3	118,7	130,5	r 151,5	171,5
dont : Énergie	54	100,0	113,0	124,8	133,8	163,0	r 223,3	274,3
Produits chimiques à usage agricole	292	100,0	97,6	103,0	110,8	123,5	r 148,9	163,6
dont : Engrais	205	100,0	97,1	103,0	111,7	123,7	153,3	168,6
Engrais simples	64	100,0	101,0	107,9	116,6	134,3	r167,7	185,1
dont : Engrais azotés	46	100,0	101,9	109,8	119,8	138,4	176,4	191,6
Engrais phosphatés	14	100,0	96,3	99,5	103,3	118,8	r 140,8	163,1
Engrais composés	132	100,0	94,2	99,4	107,9	117,2	r 145,7	158,5
Engrais binaires	54	100,0	92,1	97,7	105,5	114,1	141,6	157,0
Engrais ternaires	78	100,0	95,7	100,7	109,7	119,4	148,6	159,6
Produits de protection des cultures	64	100,0	98,4	101,0	106,5	117,4	r 130,5	144,1
dont : Herbicides	33	100,0	98,4	98,8	102,9	112,7	122,4	133,0
Fongicides	15	100,0	96,2	101,6	108,8	122,7	r 136,1	147,7
Insecticides	12	100,0	101,3	106,6	113,6	123,7	r 143,9	165,7
Aliments des animaux	326	100,0	109,4	121,9	123,6	131,7	143,1	163,2
dont : Aliments pour porcins	103	100,0	110,3	123,8	123,3	130,6	142,8	161,2
Aliments pour bovins	79	100,0	105,7	118,1	120,7	129,8	r 142,4	163,9
Aliments pour volailles	99	100,0	109,0	124,5	125,5	132,4	r 143,9	165,0
2. Biens d'investissements	246	100,0	110,3	119,8	130,3	144,8	163,3	185,8
dont : Équipements	201	100,0	109,5	117,8	127,7	140,8	157,3	179,2
dont : Tracteurs	80	100,0	109,6	117,5	126,5	140,7	r 158,7	181,6
Matériel et installations à la ferme	20	100,0	105,8	113,0	122,2	134,4	149,5	168,6
Matériel de culture	42	100,0	109,3	118,0	129,4	142,8	r 160,1	185,2
Matériel de récolte	44	100,0	110,6	120,3	129,4	141,9	155,2	175,3

TABLEAU 3.05 - 4

Indices T.T.C. annuels des prix de gros des produits énergétiques et des produits industriels

Source : I.N.S.E.E. — Base 100 en 1962

Groupe et sous-groupe	Pondération	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Indices taxes comprises												
Produits énergétiques (usages industriels)	1.000	139,8	142,6	147,9	214,7	241,0	264,8	293,0	316,2	364,9	469,1	565,6
Charbons (ensemble)	188	180,6	184,3	190,3	279,3	330,3	364,2	388,7	415,6	459,0	565,1	662,3
dont : *Charbons crus français*	*87*	*166,1*	*168,9*	*175,7*	*256,3*	*292,4*	*317,7*	*340,2*	*376,1*	*447,4*	*604,0*	*704,4*
Produits pétroliers raffinés	584	122,3	122,5	126,8	198,9	214,1	233,5	266,6	287,8	342,4	453,0	566,1
Électricité (1)	174	136,0	142,4	148,6	174,1	201,5	225,5	242,4	■ 108,4	121,6	149,3	169,4
Gaz de France (1)	18	126,1	133,4	140,2	169,1	206,4	212,1	225,0	■ 113,6	122,9	180,9	234,1
Gaz distribué (1)	10	113,6	126,7	131,6	194,7	218,9	237,8	258,0	■ 115,0	124,2	183,8	240,3
Eau industrielle	26	282,3	306,9	324,2	431,8	495,5	561,2	595,9	660,2	763,7	870,6	971,2
Produits industriels	1.000	130,5	136,5	156,6	202,2	190,7	204,8	216,2	225,5	255,6	278,0	308,5
Produits métallurgiques (ensemble)	211	148,0	146,4	172,5	230,3	199,6	223,0	235,3	245,8	292,3	313,6	332,8
Métaux ferreux	110	133,4	136,6	153,8	205,9	212,4	225,6	237,8	259,5	289,1	306,6	310,6
dont : *Aciers ordinaires*	*73,7*	*134,2*	*138,3*	*155,6*	*201,9*	*208,2*	*221,0*	*238,7*	*259,7*	*285,3*	*299,6*	*309,2*
Aciers spéciaux	*14,9*	*135,7*	*139,7*	*153,4*	*206,2*	*218,4*	*244,0*	*258,0*	*289,5*	*327,0*	*340,8*	*351,8*
Métaux non ferreux	101	163,9	157,1	192,7	256,9	185,3	220,1	232,4	230,8	295,8	321,2	356,5
Matériaux de construction. Rendu chantier	97	142,0	148,4	152,6	182,7	207,8	230,6	242,0	264,4	305,7	362,7	423,1
Verre	24	119,9	123,7	125,9	142,7	158,8	173,2	192,6	207,3	228,3	265,3	298,9
Produits chimiques	197	108,8	112,6	120,2	158,2	171,3	179,2	188,0	195,8	226,0	269,3	307,5
dont : *Matières plastiques*	*33,6*	*91,4*	*92,5*	*101,4*	*155,2*	*153,7*	*159,7*	*168,7*	*177,9*	*216,0*	*246,2*	*267,4*
Corps gras industriels	69	130,6	124,6	177,3	275,1	195,4	209,1	247,7	254,2	262,7	249,7	308,8
Caoutchouc (ensemble)	78	119,4	126,6	138,9	162,3	170,7	188,0	198,5	214,4	248,7	275,0	313,9
Matières premières	14	79,3	79,8	106,3	136,8	120,6	146,7	155,1	169,9	204,1	235,2	255,2
Ouvrages en caoutchouc	64	128,2	136,9	146,1	167,9	184,7	197,1	208,0	224,2	258,4	283,7	326,8
Textiles (ensemble)	226	127,3	143,6	174,7	201,7	173,2	183,2	184,6	181,5	193,6	204,6	224,6
Matières premières	76	117,4	130,8	178,8	202,3	158,2	189,7	206,9	196,1	200,6	205,8	233,5
Fils et ouvrages en fil et filés	150	132,4	150,0	172,6	207,6	180,5	179,9	173,3	174,1	190,1	204,0	220,1
Cuirs tannés	19	131,5	178,7	188,5	202,7	181,0	239,5	284,0	301,9	409,6	314,8	318,2
Pâtes à papier et vieux papiers	18	142,1	136,1	147,9	261,3	257,2	268,7	265,1	244,2	274,2	342,7	395,3
Papiers et cartons	61	124,2	126,8	130,1	191,7	213,9	211,9	215,7	222,2	248,2	282,9	324,9
Groupements divers												
Matières premières industrielles	227	134,1	137,3	172,9	230,2	189,4	214,1	231,2	234,8	265,4	282,9	310,5
Nationales	113	130,3	133,4	152,3	211,5	192,3	207,6	223,2	237,2	273,5	297,2	313,7
Importées	114	139,0	142,2	199,0	253,8	185,9	222,3	241,4	231,8	255,0	264,9	306,3
Produits industriels semi-transformés (2)	773	129,3	136,3	151,3	193,1	191,0	201,7	211,3	222,5	252,4	276,7	307,8
Indices hors taxes												
Produits énergétiques (ensemble)	1.000	132,3	135,0	140,0	203,3	228,2	250,8	277,4	299,3	345,4	444,3	535,8
Produits industriels (ensemble)	1.000	132,3	138,4	161,7	208,6	197,0	211,6	225,6	235,1	266,4	290,5	322,1
Matières premières industrielles	227	135,1	138,2	176,0	234,4	193,3	218,4	237,8	241,5	273,1	291,8	320,4
Nationales	113	131,3	134,4	155,1	215,3	196,4	212,0	229,7	244,2	281,2	306,2	323,9
Importées	114	140,0	143,1	202,5	258,6	189,5	226,6	248,1	238,0	262,9	273,5	316,0
Produits industriels semi-transformés (2)	773	131,4	138,4	157,0	200,2	198,2	209,3	221,5	233,1	264,2	290,0	322,7

(1) A partir de 1978, ces indices sont publiés sur la base 100 en 1977. — (2) Produits issus de la première transformation des matières premières.

N.B. — Les indices mensuels sont publiés dans le *Bulletin mensuel de statistique*. — Les pondérations ont été recalculées par rapport à la publication de 1981 pour tenir compte de la suppression des postes « Cuirs verts » et « Bois » (les poids relatifs des autres postes n'étant pas modifiés). Ceci n'affecte pas la continuité des séries agrégées.

TABLEAU 3.05 - **5**

Indices de prix industriels à la production

Nature du produit		1976	1977	1978	1979	1980	p 1981
NAP 1711 à 1716 CHIMIE MINÉRALE							
Chimie minérale (1)		•	100	103,9	116,7	141,4	169,0
Soufre, acide sulfurique et dérivés		•	»	103,5	113,9	158,6	208,0
dont : acide sulfurique		•	»	103,0	113,1	149,6	187,8
Produits de l'électrolyse ou de l'électrothermie		•	»	103,7	116,5	138,5	163,9
Gaz comprimés		•	»	105,1	118,3	137,9	154,5
Opacifiants minéraux		•	»	97,7	120,5	130,3	147,4
Produits divers		•	»	106,8	116,8	138,3	162,2
NAP 1807 ENCRES ET PEINTURES							
Encres (2)		•	100	104,4	118,8	140,1	152,3
Offset et typorotatives		•	»	104,6	113,7	138,4	154,1
Offset et type MAF		•	»	105,1	119,4	138,8	150,6
Total peinture (3)		•	100	108,2	125,9	145,7	...
Ensemble industrie		•	»	107,6	122,1	139,1	...
Ensemble bâtiment		•	»	107,5	126,2	148,0	...
Ensemble grand public		•	»	110,3	129,7	147,1	...
Ensemble marine		•	»	104,8	121,6	148,0	...
Ensemble carrosserie		•	»	112,3	134,8	159,3	...
Couleurs fines pour l'art et l'enseignement (3)		•	100	110,5	127,2	145,2	...

(1) NAP 1711 à 16 CHIMIE MINÉRALE
Année de base : 1977. — *Périodicité :* trimestrielle.
Champ couvert : Production française vendue sur le marché intérieur.
Échantillon : 26 entreprises, 99 observations de prix.
Nature des prix relevés : Dans la presque totalité des cas, prix moyens par produit et par mode de conditionnement, tous acheteurs confondus.
Pondérations : Calculées à partir d'une estimation des ventes de la branche.

(2) NAP 1807 (partie de) ENCRES D'IMPRIMERIE
Année de base : 1977. — *Périodicité :* trimestrielle.
Champ couvert : Production française sur le marché intérieur.
Échantillon : 7 entreprises, 65 observations.
Nature des prix observés : Tarifs nets ou prix moyens tous acheteurs confondus. Ventes directes le plus souvent.
Pondérations : Elles sont calculées à partir des résultats en valeur de l'enquête de branche. Cette enquête ne recensant les facturations que depuis 1979, les calculs de pondération ont été faits sur cette année. Au niveau fin, les chiffres de l'enquête de branche sont éclatés à l'aide d'une clé de répartition fournie par les entreprises de l'échantillon. Pour les familles jugées insuffisamment représentées, la pondération n'a pas été redressée.

(3) NAP 1807 (partie de) PEINTURES, VERNIS, COULEURS FINES
Les encres d'imprimerie font l'objet d'une fiche spécifique.
Année de base : 1977 - *Périodicité :* trimestrielle.
Champ couvert : Production française sur le marché intérieur.
Échantillon : 27 entreprises, 274 observations.
Nature des prix observés : Dans la majorité des cas, c'est un tarif net qui est suivi. Pour les peintures industrielles, les entreprises communiquent un prix pour une transaction type ou un prix moyen.
Pondérations : Les pondérations sont calculées par sommation simple des chiffres d'affaires par produit des entreprises de l'échantillon. Elles ne sont pas redressées. Les cinq grandes branches sont pondérées entre elles par la valeur totale des facturations effectuées en métropole, importations non comprises.

TABLEAU 3.05 - 5 *(suite)*

Indices de prix industriels à la production

Nature du produit	1976	1977	1978	1979	1980	p 1981
NAP 2201-2202 MACHINES AGRICOLES FRANÇAISES (4)						
Machines agricoles	100	107,1	115,7	128,2	r 143,4	163,2
Motoculteurs et tracteurs	»	106,8	115,1	127,9	r 144,5	164,2
Autres matériels agricoles	»	107,3	116,1	128,3	142,6	162,4
Matériels de travail et de mise en état du sol	»	107,0	117,6	131,2	r 146,7	169,0
Matériels de semis, plantation et distribution d'engrais	»	106,5	116,6	130,3	145,6	169,9
Matériels de protection des cultures	»	106,7	115,6	124,5	140,3	159,5
Matériels de récolte du grain	»	108,5	115,9	124,9	r 137,5	154,9
Matériels de récolte du fourrage, de la paille et matériels bivalents	»	108,2	115,6	127,0	r 139,9	157,7
Matériels de récolte divers	»	107,5	113,7	122,7	r 132,8	149,3
Matériels d'élevage	»	106,9	115,0	128,4	144,7	163,0
Matériels de vinification et de cidrerie à la ferme	»	110,4	120,1	131,7	146,4	166,7
Matériels de transport et de manutention à la ferme	»	105,5	115,5	128,0	r 141,8	158,3
Matériels agricoles divers	»	107,0	113,6	127,9	141,4	159,9
NAP 2301 MACHINES-OUTILS A MÉTAUX						
Machines-outils à métaux françaises (5) (6)	154,4	165,7	184,9	207,4	235,6	■ 113,7
Machines par enlèvement	156,2	167,7	187,4	211,5	239,3	■ 113,9
Machines par formage	148,9	159,5	177,6	195,1	224,5	■ 113,0
Machines-outils à métaux importées (7) (8)	156,6	177,5	203,3	218,4	•	•
Machines par enlèvement (8)	152,7	176,2	201,0	216,7	•	•
Machines par formage (8)	167,6	180,9	209,4	222,9	•	•

(4) NAP 2201-2202 MACHINES AGRICOLES FRANÇAISES

Année de base : 1976. — *Périodicité :* trimestrielle.
Champ couvert : Production française vendue sur le marché intérieur.
Échantillon : 71 entreprises réalisant 73 % du chiffre d'affaires de la branche, 330 produits.
Nature des prix relevés : En règle générale, tarif le dernier jour du trimestre; remise moyenne aux concessionnaires dans le trimestre déduite. En cas de vente directe (cas rare), le tarif est généralement appliqué et retenu comme indicateur. Les remises de morte-saison ne sont en général pas prises en compte.
Pondération : Valeur des ventes en 1976. Calculées à partir des déclarations individuelles à l'enquête de branche.
Problèmes particuliers : Des indices sont également calculés à partir des prix de tarif comme indicateurs de l'évolution des prix aux agriculteurs. Ces indices sont intégrés dans l'indice des prix des produits nécessaires aux exploitations agricoles (I.P.I.N.E.A. : I.N.S.E.E., Division agriculture).

(5) NAP 2301 MACHINES-OUTILS A MÉTAUX FRANÇAISES (série jusqu'en 1980)

Année de base : 1973. — *Périodicité :* trimestrielle.
Échantillon : 39 entreprises, 117 observations.
Nature des prix observés : Prix réels pratiqués à la fin de la période courante et non des prix « catalogues »; en l'absence de transaction : prix auquel on aurait traité; prix hors taxes; remises déduites.
Pondération : Elles sont calculées en fonction des commercialisations observées en 1973 (facturations réalisées en cours d'année et non en valeur du carnet de commandes) et à partir des réponses faites par les constructeurs aux enquêtes statistiques trimestrielles obligatoires.

(6) NAP 2301 MACHINES-OUTILS A MÉTAUX FRANÇAISES (série à partir de 1981)

Année de base (pour les pondérations) : 1979. — *Périodicité :* trimestrielle.
Année de référence (moyenne des indices = 100) : 1980.
Champ couvert : Production française vendue sur le marché intérieur.
Échantillon : 52 entreprises, 176 observations.
Nature des prix observés : Prix de vente - hors taxes - départ usine. En général, prix tarif ou prix devis ou prix net. Pour quelques cas, un taux moyen de remise par entreprise ou par produit est retenu.
Pondérations : Entre entreprises : chiffres d'affaires 1979 (HT) par famille de produits. Entre produits agrégés : Résultats des enquêtes de branches 1979 défalqués des exportations (chiffres douanes), car l'enquête de branche ne donne pas le chiffre marché intérieur. Lorsque les chiffres d'exportations des douanes ont paru incompatibles avec la production française, on a pris en général le chiffre d'affaires de l'échantillon.
Observation : Remise à jour de ce même indice (base 100 en 1973). L'accroissement de l'échantillon permet de publier 5 nouvelles séries à partir du 1er trimestre 1981. Les coefficients de raccord des 3 séries antérieurement existantes ont été calculés au 1er trimestre 1981 où les calculs ont été faits simultanément dans les 2 bases. Pour prolonger les séries suivantes en base 100 en 1973, on multiplie ces mêmes séries en base 100 en 1980 par les coefficients suivants :
— Machines-outils à métaux travaillant par enlèvement : 2,3522.
— Machines-outils à métaux travaillant par formage : 2,1998.
— Machines-outils à métaux françaises, (ensemble) : 2,3129.

(7) NAP 2301 MACHINES-OUTILS A MÉTAUX IMPORTÉES

Année de base : 1973. — *Périodicité :* trimestrielle.
Échantillon : 10 entreprises, 69 observations.
Nature des prix observés : L'observation des prix se fait chaque trimestre auprès des importateurs, par l'intermédiaire de la Chambre Syndicale des Importateurs. Les prix, hors T.V.A., représentent les prix auxquels les importateurs auraient traités compte tenu des conditions du marché et du taux de change. En cas de monnaie flottante, c'est la parité officielle qui est retenue.
Pondération : Elles sont calculées en fonction des statistiques douanières d'importation des machines-outils de 1973. Les valeurs prises en considération sont les valeurs de déclaration en douane avant acquittement des droits.

(8) Série interrompue au 4e trimestre 1980 (changement de base et visites en cours).

TABLEAU 3.05 - **5** *(suite et fin)*

Indices de prix industriels à la production

Nature du produit	1976	1977	1978	1979	1980	p 1981
NAP 2302 MACHINES-OUTILS A BOIS (9) (10)						
Machines-outils à bois françaises	147,1	160,8	179,3	198,6	220,5	■ 111,6
NAP 2304 ORGANES DE TRANSMISSION (11)	100	107,4	116,4	125,8	140,6	158,4
NAP 2305 MATÉRIELS ET PRODUITS DE SOUDAGE (12)						
Matériel de soudage	100	108,3	116,4	126,3	137,4	157,3
dont :						
Matériel au gaz	»	109,1	116,3	128,6	143,8	163,1
Matériel à l'arc	»	107,7	115,8	123,3	132,3	150,4
Matériel par résistance	»	109,9	119,0	134,8	147,1	175,3
Produits d'apport	100	112,2	121,3	138,7	159,9	191,3
NAP 4410 PRODUITS DU PEIGNAGE DE LA LAINE (13)						
Rubans laine peignée « Mérinos »	•	100	97,8	102,1	120,8	163,6
Rubans laine peignée « Croise »	•	»	96,4	106,8	112,8	137,0
Rubans laine coudée	•	»	94,9	106,3	109,9	128,8
NAP 4901-4902-4903-4905 AMEUBLEMENT (14)						
Ameublement	130,9	140,4	150,1	165,5	*r* 185,6	207,6
Meubles meublants	131,0	140,2	149,8	163,0	*r* 186,6	212,4
Sièges	131,4	141,0	152,2	168,9	186,2	204,2
Meubles de cuisine	129,4	139,6	150,1	163,1	*r* 180,0	199,1
Mobilier fonctionnel non métallique	130,9	142,3	156,1	173,0	*r* 195,6	224,3

(9) NAP 2302 MACHINES-OUTILS A BOIS (série jusqu'en 1980)

Année de base : 1973. — *Périodicité :* trimestrielle.
Échantillon : 11 entreprises, 33 observations.
Nature des prix observés : Prix réels pratiqués à la fin de la période courante et non des prix « catalogues ». En l'absence de transaction : prix auquel on aurait traité. Prix hors taxes. Remises déduites.
Pondération : Elles sont calculées en fonction des commercialisations observées en 1973 (facturations réalisées en cours d'année et non en valeur du carnet de commandes) et à partir des réponses faites par les constructeurs aux enquêtes statistiques trimestrielles obligatoires.

(10) NAP 2302 MACHINES-OUTILS A BOIS (série à partir de 1981)

Année de base (pour les pondérations) : 1979. — *Périodicité :* trimestrielle.
Année de référence (moyenne des indices = 100) : 1980.
Champ ouvert : Production française vendue sur le marché intérieur.
Échantillon : 12 entreprises, 66 observations.
Nature des prix observés : Prix de vente hors taxes - départ usine. Prix tarif ou prix net. Prix tarif avec taux moyen de remise par entreprise ou produit.
Pondérations : Entre entreprises : chiffres d'affaires 1979 (HT) par famille de produits. Entre produits agrégés : Résultats des enquêtes de branches 1979 défalqués des exportations (chiffres douanes) car l'enquête de branche ne donne pas le chiffre marché intérieur. Lorsque les chiffres d'exportations des douanes ont paru incompatibles avec la production française, on a pris en général le chiffre d'affaires de l'échantillon.
Observation : Remise à jour de ce même indice (base 100 en 1973). L'accroissement de l'échantillon permet de publier une série supplémentaire (scies). Le coefficient de raccord pour l'indice d'ensemble a été calculé sur le 1er trimestre 1981 où l'indice a été calculé simultanément dans les 2 bases. La série « scies » n'est bien sûr pas reconstituable dans le passé. Pour prolonger la série « Machines-outils françaises à bois » base 100 en 1979 on multiplie la valeur de la même série base 100 en 1980 par 2,196.

NOTES DU TABLEAU 5 (*suite et fin*)

(11) NAP partie de 2304 ORGANES DE TRANSMISSION

Année de base (pour les pondérations) : 1976. — *Périodicité :* trimestrielle.

Année de référence (moyenne des indices = 100) : 1976.

Champ couvert : Prix des produits français sur le marché intérieur. Les indices ne retracent pas l'évolution des prix des engrenages ni des produits sur plan du client.

Échantillon : 28 entreprises (soit 33 % du CA de la branche), 87 observations.

Nature des prix observés : Prix de vente hors taxes des entreprises à leur premier acheteur. Prix de tarif (en général diminué du taux de remise moyen à une catégorie d'acheteurs) lorsque les produits sont catalogués. Devis calculé à partir de barèmes internes lorsque les produits ne sont pas catalogués. Dans le cas des chaînes mécaniques : prix moyens.

Pondérations : Entre produits élémentaires : chiffre d'affaires (HT) réalisé en 1976 sur la famille de produits que le produit représente dans les ventes de l'entreprise interrogée. Entre produits agrégés : résultats des enquêtes de branche 1976.

Observation : La branche travaille pour une grosse part de son activité sur plans des clients, qu'il s'agisse de travail à façon (engrenages) ou des matériels les plus importants (à destination de l'industrie telle que cimenterie, etc.). Ces produits ne peuvent être suivis au travers d'indices de prix. On a cependant donné comme pondération à l'indice « Réducteurs » le poids de l'ensemble des réducteurs dans la branche et non celui des seuls réducteurs catalogables.

(12) NAP 2305 MATÉRIELS ET PRODUITS DE SOUDAGE

Année de base : 1976. — *Périodicité :* trimestrielle.

Champ couvert : Production française vendue sur le marché intérieur.

Échantillon : 29 entreprises réalisant plus de 80 % du chiffre d'affaires de la branche (au 31/12/79 : 22 entreprises, 114 produits).

Nature des prix observés : La nature des prix observés dépend des pratiques commerciales de chacune des entreprises ainsi que de divers canaux de distribution des produits. Prix hors taxes en vigueur en fin de chaque trimestre. Il s'agit soit de prix moyens sur le dernier mois soit de prix nets de remises applicables le dernier jour du trimestre. Prix perçus par le producteur. Prix payés par les utilisateurs en cas de vente directe du producteur à l'utilisateur. Prix payés par des négociants techniques ou par des grandes surfaces lorsqu'il y a distributeurs intermédiaires. Franco chez les unes, départ chez les autres.

Pondération : Chaque produit témoin est pondéré par la valeur des ventes par l'entreprise de produits de la famille qu'il représente en 1976. Les indices agrégés sont pondérés selon l'importance des ventes de la branche recensées par les enquêtes de branche en 1976. Toutefois, on a aussi tenu compte du fait que les produits vendus sur devis sont moins bien représentés que les produits catalogables : ainsi la pondération retenue pour les matériels par résistance est inférieure à l'importance de ces matériels dans les facturations de la branche. De même les produits « flamme » sont sous représentés.

Problèmes particuliers : Deux indices sont calculés séparément selon qu'il s'agit de matériels ou de produits d'apport.

(13) NAP 44-10 PRODUITS DU PEIGNAGE DE LA LAINE

Année de base : 1977. — *Périodicité :* trimestrielle (collecte mensuelle).

Champ couvert : Production française vendue sur le marché intérieur.

Échantillon : 13 entreprises, 56 observations.

Nature des prix observés : Prix de transaction (ou d'offre, en l'absence de transactions) du 1er jour du mois où les ventes sont les plus importantes.

Pondérations : Montant des ventes hors-taxes sur le marché intérieur (enquête de branche 1977).

(14) NAP 4901-4902-4903-4905 AMEUBLEMENT

Année de base : 1973. — *Périodicité :* trimestrielle.

Champ couvert : Production française vendue sur le marché intérieur.

Échantillon : 98 entreprises, 382 produits.

Nature des prix observés : Les prix suivis par l'I.N.S.E.E. sont des prix réels, remises déduites. Ce sont les prix pratiqués à la fin de chaque trimestre. La majorité des industriels de l'ameublement utilisent des tarifs franco de port et d'emballage et hors taxes. Les indices sont provisoires pendant un an (beaucoup d'entreprises ne connaissant les remises accordées qu'annuellement, le taux de remise appliqué est celui de l'année précédente) et révisés lorsque le taux de l'année en cours sera connu.

Pondération : Chaque produit témoin est pondéré par la valeur des ventes par l'entreprise de produits de la famille qu'il représente en 1973. Les indices agrégés sont pondérés selon l'importance des ventes de la branche recensées par les enquêtes annuelles de 1973.

TABLEAU 3.05 - 6

Indice trimestriel du coût de la construction des immeubles à usage d'habitation

Source : I.N.S.E.E. Base 100 : 4e trimestre 1953

Année	Moyenne	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre
1971	236,3	231	235	238	241
1972	250,2	244	248	252	257
1973	271,0	260	268	274	280
1974	314,0	291	302	322	339
1975	354,8	345	353	357	364
1976	396,0	375	391	403	415
1977	433,3	416	430	438	449
1978	471,0	452	461	472	499
1979	521,2	502	510	525	548
1980	592,5	569	587	604	610
1981	647,7	630	636	652	673

SOURCES DE DOCUMENTATION

— Les indices des prix d'achat des moyens de production agricole. Méthodologie base 1975 (*Archives et Documents,* n° 39).

— L'indice des prix des produits agricoles à la production (*Archives et Documents*, n° 33).

— *Bulletin mensuel de statistique* - I.N.S.E.E.

— « Indice sensible des prix de gros des produits alimentaires sur les marchés publics parisiens, base 100 en 1962 ». *Études statistiques,* n° 4, octobre-décembre 1964.

— « Composition et mode de calcul du nouvel indice des prix des produits industriels nécessaires aux exploitations agricoles ». *Études statistiques*, n° 3, juillet-septembre 1961.

— « Les indices de prix de gros, base 100 en 1962 ». *Les collections de l'I.N.S.E.E.*, volume E6.

— « Indices des prix à la production : le cas de l'ameublement ». *Économie et Statistique,* n° 87, mars 1977.

Chapitre 3.06

Indices des prix de détail

1. Indice mensuel des prix à la consommation
2. Indice des prix des spécialités pharmaceutiques
3. Indice des prix des véhicules à moteur
4. Indice des prix dans les hôtels et les restaurants
5. Indice des prix de la S.N.C.F.
6. Départements d'outre-mer

1. *Indice mensuel des prix à la consommation* *(base 100 : année 1970)*

11. CARACTÈRES GÉNÉRAUX

Le budget de référence de l'indice mensuel des prix à la consommation (295 postes de dépense, base 100 en 1970) est celui des ménages urbains, de toutes tailles, dont le chef est employé ou ouvrier. L'observation des prix est effectuée dans un échantillon d'agglomérations urbaines de toutes tailles : chaque mois environ 160.000 relevés sont effectués dans 30.000 points de vente répartis dans 108 agglomérations.

Cet indice a succédé à l'indice national des prix à la consommation des familles de condition modeste — base 100 en 1962 — (dit des « 259 articles »).

La consommation prise en compte dans l'indice mensuel est désormais très voisine de celle qui a été adoptée par les comptables nationaux.

Ainsi :

— les dépenses de construction et le gros entretien du logement sont considérés comme investissements et par suite en sont exclus ;

— les impôts directs et les cotisations sociales sont exclus du champ de l'indice;

— il en est de même des impôts indirects concernant l'activité productrice des ménages; en revanche, les prix retenus incluent la T.V.A. et certaines taxes (municipales, départementales);

— les soins médicaux, les loyers, les dépenses de réparation de véhicules sont comptés en valeur brute;

— les autres achats sont évalués aux prix effectivement payés par les ménages, même lorsque ce prix est modifié par des mesures ne concernant qu'une partie des ménages.

Les consommations ne correspondant pas à des dépenses effectives ont été exclues de cet indice, à signification essentiellement conjoncturelle, notamment :

— l'autoconsommation (y compris les loyers fictifs);
— les salaires et l'assistance en nature.

Enfin, les dépenses d'hôpital et d'hospice ont été exclues, quoique figurant dans la consommation des ménages au sens des comptes.

Par rapport aux indices précédents, on note une large extension du champ couvert : crustacés et coquillages, alcools et apéritifs, fleurs et plantes, articles de jardinage, de sport, de camping, armes et munitions, cantines, consommations dans les cafés, voyages organisés, locations de terrain de camping...

12. STRUCTURE GÉNÉRALE DE L'INDICE MENSUEL

12.1 *Période de référence*

L'indice mensuel des prix à la consommation est calculé sur base 100 en 1970. C'est l'indice annuel de 1970 qui est pris pour base de l'indice; celui-ci est égal à la moyenne des 12 indices mensuels sauf pour les produits frais (pour lesquels c'est l'indice de décembre 1970 qui sert de référence).

12.2 *Les pondérations*

Les pondérations sont révisées une fois par an, après la publication de l'indice de décembre (de l'année précédente) et avant celle de l'indice de janvier; l'indice est donc un indice chaîne de Laspeyres. Ce point constitue une différence essentielle avec les indices précédents qui étaient à pondérations fixes.

Les pondérations n'ont aucun caractère normatif; elles sont proportionnelles à la valeur des achats des ménages de référence. Pour une année donnée n, on part des statistiques relatives à la consommation (enquêtes de consommation et comptes des ménages) de l'année n—2. En outre, on tiendra compte du mouvement de prix intervenu entre l'année n—2 et la fin de l'année n—1.

12.3 *Variétés*

Chaque poste de dépense est représenté par une ou plusieurs variétés; la liste des variétés peut être modifiée à tout instant. La représentativité de l'échantillon de

variétés est ainsi préservée et sa composition n'est jamais communiquée hors de l'I.N.S.E.E.

Il y a environ 1.000 variétés.

12.4 *Observation des prix*

L'observation est assurée par des enquêteurs spécialisés qui relèvent les prix dans un échantillon de points de vente. Cet échantillon est réparti sur l'ensemble du territoire dans l'échantillon d'agglomérations; il tient compte de toutes les formes de commerce. Les produits ou les services dont les prix sont relevés ne sont pas spécialement modestes. Ni l'échantillon de points de vente, ni même l'échantillon d'agglomérations ne sont communiqués à l'extérieur de l'I.N.S.E.E. Enfin, les relevés sont répartis de façon équitable sur l'ensemble du mois pour lequel est calculé l'indice.

12.5 *Règles de calcul*

Pour chaque ligne publiée, on calcule d'abord un indice pour le mois courant, sur base 100 du mois de décembre précédent; cet indice est égal à une moyenne arithmétique pondérée d'indices relatifs à une variété et une agglomération. Cet indice divisé par 100 est multiplié ensuite par l'indice correspondant du mois de décembre précédent, calculé sur base 100 en 1970. Seuls les indices base 100 en 1970 sont publiés.

12.6 *Règles particulières à certains postes*

12.61 Produits frais

Dans le cas des poissons frais, des crustacés et coquillages, des légumes frais, des fruits frais et des fleurs et plantes, l'indice tient compte du caractère fortement saisonnier de la commercialisation des produits; chaque mois, on définit un panier (ou un bouquet), de composition variable. Un indice, dit indice sensible, compare le coût de ce panier du mois en cours à celui du mois correspondant de l'année de base, l'indice sensible étant une moyenne arithmétique pondérée des indices élémentaires relatifs à chaque produit.

Enfin, pour atténuer les fluctuations accidentelles, l'indice des prix du poste est une moyenne arithmétique pondérée des indices relatifs aux 12 derniers mois écoulés.

L'indice relatif à une année donnée retient l'ensemble des paniers (ou bouquets) de l'année en cours; pour les produits frais, il est donc égal à l'indice de décembre. A cause des produits frais, la moyenne arithmétique simple des 12 indices mensuels d'ensemble diffère de l'indice annuel d'ensemble.

En dehors des produits frais, aucun indice n'est corrigé des variations saisonnières.

12.62 Loyers

L'enquête sur les loyers et charges est trimestrielle. L'échantillon total est composé d'environ 8.000 logements éclatés en deux sous-échantillons enquêtés alternativement chaque trimestre. L'échantillon est régulièrement mis à jour grâce à l'introduction de logements nouvellement construits. Les résultats relatifs au sous-échantillon des ménages urbains dont le chef est ouvrier ou employé permettent d'effectuer le calcul régulier de l'évolution des loyers de l'indice mensuel des prix à la consommation.

12.7 *Publication*

Chaque mois, le *Bulletin mensuel de statistique* publie :

— pour la France entière : la série d'ensemble, les principaux sous-groupes et les postes les plus intéressants;

— pour l'agglomération parisienne, les séries principales calculées dans le cadre de l'indice national.

13. RACCORDEMENT DES SÉRIES DE L'INDICE MENSUEL DES PRIX A LA CONSOMMATION DES MÉNAGES URBAINS DONT LE CHEF EST EMPLOYÉ OU OUVRIER (base 100 : année 1970) AUX ANCIENNES SÉRIES PUBLIÉES

Dans le cas où des contrats étaient indexés sur les séries des indices « des 213 articles », « des 250 articles » ou « des 259 articles », la question peut se poser de prolonger ces anciennes séries par les nouvelles désormais publiées. Cette prolongation pose quelques problèmes statistiques, en raison notamment des différences de composition entre les anciens et les nouveaux indices. Cependant, pour éviter les difficultés d'application de contrats se référant aux indices de prix, on peut calculer des « coefficients de raccordement ». Un coefficient de raccordement est défini par le rapport de l'ancien indice au nouveau pour une même période; la multiplication des valeurs de la série sur la nouvelle base par ce coefficient permet d'obtenir une série sur la base ancienne.

Dans le cas présent, deux sortes de problèmes se posent :

1. Par quelle série faut-il prolonger une série ancienne ?
2. Sur quelles périodes doit être effectué le raccordement ?

13.1 *Choix des séries permettant de prolonger les anciennes*

La série « France entière » de l'indice des « 259 articles » doit être raccordée à la série nationale de l'indice mensuel des prix à la consommation des ménages urbains dont le chef est employé ou ouvrier (295 postes de dépense). Dans la mesure où l'on désire reconstituer une série antérieure à 1962, il convient, en l'absence à cette époque de série nationale, de se raccorder aux séries parisiennes.

Les séries parisiennes des « 213 articles », des « 250 articles » et des « 259 articles » seront prolongées par la série parisienne de ce nouvel indice.

13.2 *Les périodes de raccordement*

Un raccordement est d'autant meilleur qu'il est effectué sur une plus longue période. Cependant, il est parfois commode de raccorder deux indices sur le dernier mois pour lequel ils ont été calculés simultanément, en l'occurrence février 1971; c'est le cas, en particulier, lorsqu'on désire avoir une série homogène de données mensuelles. En revanche, s'il s'agit de comparer des séries annuelles d'indices, on utilisera les coefficients correspondant à l'année 1970.

Les parties intéressées peuvent, toutefois, d'un commun accord, effectuer le transfert de série sur un mois quelconque de la période commune des calculs ou reconsidérer la rédaction de la clause d'échelle mobile en actualisant les valeurs mentionnées au contrat et en utilisant le niveau du nouvel indice de référence à la date de cette mise à jour.

Les règles de raccordement définies pour les indices d'ensemble sont également valables pour les indices des principaux groupes et groupements composant ces indices d'ensemble.

On trouvera ci-après les coefficients correspondant au raccordement sur 1970 et sur février 1971. Il est bien précisé que dans la définition des groupes et groupements, on a utilisé la nouvelle nomenclature de l'indice mensuel (voir tableau 3).

En outre, les indices des « 259 articles » (base 100 en 1962) et des « 250 articles » (base 100 : 1er juillet 1956-30 juin 1957) ayant été précédemment raccordés à l'indice des « 213 articles » (base 100 en 1949), des coefficients de raccordement permettent de transférer directement les séries de l'indice mensuel national des prix à la consommation des ménages urbains dont le chef est employé ou ouvrier, de la base 100 en 1970 à la base 100 en 1949. Ces coefficients ont été calculés au niveau des grands groupes de l'indice en effectuant le produit des trois coefficients successifs permettant de passer d'une base à l'autre (voir tableau 4).

Enfin, il a paru utile de rappeler les coefficients de raccordement permettant de ramener l'indice mensuel national des prix à la consommation des ménages urbains dont le chef est employé ou ouvrier ainsi que ses prédécesseurs sur des bases plus anciennes (1949-1938-1914) [voir tableau 5].

2. *Indice des prix des spécialités pharmaceutiques*

(base 100 au 1er janvier 1970)

L'I.N.S.E.E. calcule annuellement divers indices de prix des spécialités pharmaceutiques choisies parmi celles qui donnent lieu aux dépenses les plus importantes.

On a retenu les prix à l'officine, c'est-à-dire sans déduire les remboursements de la Sécurité sociale.

L'élaboration des nouveaux indices de prix à la consommation (1970 = 100) a donné lieu au tirage d'un nouvel échantillon de produits.

Cet échantillon est périodiquement mis à jour pour tenir compte de l'évolution du marché. En 1981, il se composait de 960 produits (grand public, remboursables à 100 %, 70 %, 40 % et non remboursables).

Le raccord avec les séries anciennement publiées sur la base 100 au 1er janvier 1962 s'effectuera en prenant pour coefficient 1,037 pour les spécialités remboursables et 1,346 pour les produits non remboursables. Ces séries peuvent être retrouvées dans l'*Annuaire statistique de la France* (édition 1972).

3. *Indices des prix des véhicules à moteur*

(base 100 en 1962)

31. VÉHICULES A MOTEUR NEUFS

L'I.N.S.E.E. a publié trimestriellement jusqu'en décembre 1965 (cf. *Bulletin mensuel de statistique*, nº 1 de janvier 1966) un indice des prix des véhicules à moteur sur base 100 en 1949 (cf. *Annuaire statistique de la France*, 1965, page 457 : résultats de 1964). L'évolution de la structure du marché des véhicules à moteur et le renouvellement des modèles des principales firmes ont conduit à calculer de nouvelles séries sur base 100 en 1962. Ces séries sont présentées ci-après en moyennes annuelles ainsi que les coefficients de raccord permettant de ramener ces indices sur la base 100 en 1949.

31.1 *Domaine couvert et prix retenus*

Pour les voitures particulières, l'observation couvre les ventes sur le marché intérieur des voitures de fabrication française et étrangère.

Pour les véhicules utilitaires, l'observation est limitée aux ventes sur le marché intérieur des véhicules de fabrication française.

Pour les motocycles, l'observation couvre la totalité des ventes sur le marché intérieur, fabrication étrangère comprise.

Les tarifs retenus sont, suivant les marques et les modèles, soit les prix client départ usine, soit les prix clés en mains. Tous ces prix sont relevés toutes taxes comprises.

31.2 *Composition et pondération des indices*

Quatre séries distinctes ont été établies :

1º Voitures particulières françaises : l'échantillon de véhicules constitué est représentatif de l'importance relative des constructeurs français et des divers modèles qu'ils vendent en France.

2º Voitures particulières étrangères : de même que pour les voitures particulières françaises, l'échantillon est représentatif des véhicules les plus fréquemment importés sur le marché français.

3º Véhicules utilitaires : étant donné les nombreuses variétés qui peuvent exister, on s'est efforcé de retenir les modèles les plus représentatifs de chaque constructeur; les charges utiles des modèles retenus vont de 250 kg à 18 tonnes.

4º Motocycles : sous cette rubrique, sont groupés les cyclomoteurs, vélomoteurs et motocycles de toutes cylindrées. Les modèles retenus correspondent à ceux les plus vendus dans les marques de grande diffusion.

Les coefficients de pondération de ces quatre séries sont donnés dans le tableau ci-dessus. Ils représentent les valeurs relatives des diverses productions aux prix du mois d'octobre 1963.

31.3 *Calcul de l'indice*

L'indice est calculé trimestriellement; la base de référence est définie par la moyenne des prix à la fin de dernier mois de chaque trimestre de 1962.

Un certain nombre de modèles ayant vu leur présentation modifiée depuis 1962, les raccords de prix de ces modèles ont été effectués en tenant compte du prix marginal des modifications qui leur ont été apportées depuis la période de base.

32. VOITURES AUTOMOBILES D'OCCASION
(Base 100 en 1973)

La population de référence est l'ensemble des ménages résidant sur le territoire français.

Dans la consommation couverte, on a éliminé les voitures de plus de huit ans d'âge et les voitures de l'année.

Les prix relevés sont les prix indicatifs publiés par la presse spécialisée.

L'indice est calculé sur un échantillon de modèles, chaque modèle recevant un coefficient de pondération proportionnel à la dépense des ménages pour les véhicules de type comparable dans l'ensemble des dépenses en voitures d'occasion effectuées en 1973 (année de base).

Cet indice est calculé trimestriellement. Pour chaque trimestre on commence par calculer un indice sur base 100 au trimestre correspondant de l'année de base 1973. L'indice publié ensuite pour le trimestre sur base 1973 est l'indice moyen pondéré des quatre derniers trimestres du calendrier par rapport à l'année 1973, chaque trimestre étant affecté d'une pondération correspondant à la part de la valeur consommée pendant le trimestre dans la valeur consommée pendant l'année 1973.

4. *Indice des prix dans les hôtels et les restaurants*

Depuis 1972, l'I.N.S.E.E. calcule un nouvel indice annuel des prix des nuitées, des pensions et des repas dans les hôtels et les restaurants, sur base 100 en 1970. Cet indice est obtenu à partir des observations des prix des hôtels, pensions et restaurants effectuées par des enquêteurs pour le calcul des indices des prix à la consommation; il remplace les indices calculés sur base 100 en 1949, 1962 et 1967 par exploitation des renseignements tirés d'un guide touristique. Des coefficients de raccordement avec les anciennes séries sont proposés à titre indicatif.

41. CHAMP ET STRUCTURE DES INDICES

Le champ géographique des indices calculés couvre l'ensemble de la France. Tous les hôtels et restaurants font, a priori, partie du champ de l'indice. Toutefois les locations au mois ont été exclues. Il convient de remarquer que celles-ci ne constituent en province qu'une activité très minoritaire des hôtels dits « de préfecture » (environ 10 %), contrairement à ce qui se passe dans l'agglomération parisienne où elles représentent environ 65 % du chiffre d'affaires de ces hôtels.

On a distingué six grandes régions constituées par les huit zones d'équipement et d'aménagement du territoire avec regroupement de l'agglomération parisienne, du bassin parisien et du Nord.

Quatre catégories d'agglomérations ou de communes ont été distinguées :

— l'agglomération parisienne;

— les autres agglomérations de plus de 100.000 habitants;

— les agglomérations ou communes rurales classées stations balnéaires, thermales ou de sports d'hiver (appelées stations de tourisme);

— toutes autres agglomérations et zones rurales.

La classification en catégories de confort a été légèrement différente pour les nuitées et les pensions d'une part et les repas d'autre part.

Pour les nuitées et les pensions, il a été tenu compte simultanément du confort de la chambre (voir paragraphe 42, *Échantillon et prix retenus*) et du confort général de l'établissement représenté par son classement.

Pour les repas, seul le deuxième critère a été retenu.

42. ÉCHANTILLON ET PRIX RETENUS

Des enquêteurs de l'I.N.S.E.E. visitent périodiquement l'échantillon d'hôtels et de restaurants qui a été retenu pour le calcul des indices particuliers — relatifs aux postes : nuitées, pension dans un hôtel et repas dans un restaurant — de l'indice trimestriel des prix à la consommation. Cet échantillon comprend environ cinq cents hôtels et cinq cents restaurants. Dans chaque hôtel visité, l'enquêteur fait choix d'une chambre bien précise (éventuellement désignée par son numéro) dont il note le confort et dont il relève régulièrement le prix. La même chambre est conservée dans le temps. Il peut y avoir deux chambres soumises à enquête par hôtel. S'il n'est plus possible de poursuivre l'observation d'une chambre échantillon, l'enquêteur s'efforce de remplacer celle-ci dans le même hôtel ou dans un hôtel de même catégorie. La même méthode d'enquête est utilisée pour les pensions. En ce qui concerne les repas, dans chaque restaurant l'enquêteur relève le prix du repas le plus demandé, le repas peut être « à la carte » ou « au menu » (prix forfaitaire).

Les prix retenus sont :

— nuitées : prix d'une chambre de deux personnes avec deux petits déjeuners;

— pension : prix d'une pension complète (nuit, petit déjeuner et deux repas) pour une personne;

— restaurant : prix du repas, pour une personne, au menu ou à la carte comme indiqué ci-dessus. Signalons que le repas comprend obligatoirement une boisson.

Tous ces prix sont retenus « toutes taxes et services compris ». Ce sont, bien entendu, les prix pratiqués le jour de l'enquête. Chaque établissement est soumis à l'enquête tous les mois ou tous les trimestres. Il est calculé une moyenne des prix relevés au cours de l'année pour établir l'indice annuel de l'établissement.

43. FORMULE DE CALCUL

L'indice sur base 1970 est calculé selon la méthode des indices-chaîne. Pour calculer l'indice de l'année courante, a_n, par exemple, sur base a_0, on procédera en deux phases :

- On calculera d'abord un indice de a_n sur base a_{n-1}.

1° Pour les nuitées et les pensions, on a calculé des prix moyens pour chaque niveau de calcul (France entière, grande région, catégorie de commune ou de confort).

Ce sont des moyennes pondérées de prix observés pour chaque chambre de l'échantillon, les pondérations étant proportionnelles aux nombres de nuitées. Chaque indice publié est alors un rapport, multiplié par 100, des prix moyens calculés pour les années a_n et a_{n-1}, les pondérations étant les mêmes pour les deux années.

2° Pour les repas, on a d'abord calculé, au niveau de chaque repas observé, un indice comme rapport des prix observés au cours des années a_n et a_{n-1}. On calcule ensuite des indices pour chaque strate élémentaire comme moyenne simple des indices des repas appartenant à la strate. Enfin, les différents indices publiés sont des moyennes pondérées d'indices de strates élémentaires, les pondérations étant proportionnelles aux chiffres d'affaires de restauration réalisés dans les strates correspondantes.

• Puis on multiplie les différents indices sur base a_{n-1} (France entière, grande région, catégorie de communes, catégorie de confort) par les indices correspondants de a_{n-1} sur base a_0.

44. COEFFICIENTS DE RACCORDEMENT

La définition des catégories d'établissements ou de confort étant différente entre le nouvel et l'ancien indice, nous conseillons de ne raccorder les deux indices que sur des séries portant sur toutes les catégories de confort réunies.

A titre indicatif, on pourra appliquer, dans ce cas, les coefficients de raccordement du tableau 13 pour des séries sur base 1967.

Pour raccorder l'indice avec les séries sur base 1962 ou 1949, on procédera de la façon suivante :

1° On procédera d'abord à un raccord sur base 1967, comme indiqué ci-avant;

2° Puis on multipliera l'indice ainsi obtenu sur base 1967 par le coefficient de raccordement qui permet de passer de l'indice sur base 1967 à l'indice sur base 1962 ou 1949 (1).

5. *Indices des prix de la S.N.C.F.* *(base 100 en 1962)*

La direction générale de la S.N.C.F. calcule un certain nombre d'indices concernant les variations des tarifs voyageurs et marchandises.

Le tableau 14 comporte les principaux résultats des indices du niveau tarifaire moyen annuel (base 100 en 1962).

A la date de chaque majoration est déterminé un indice moyen instantané de cette majoration. L'indice du niveau tarifaire moyen annuel est la moyenne pondérée *prorata temporis* des indices instantanés relatifs à chaque période de l'année.

6. *Départements d'outre-mer*

61. CARACTÈRES GÉNÉRAUX

Le budget de référence de chacun de ces indices est celui des ménages dont le chef est ouvrier, employé ou personnel de service, dans les chefs-lieux de ces départements.

62. STRUCTURE DES PONDÉRATIONS

Les pondérations ont été calculées à partir d'enquêtes par sondage portant sur les budgets des ménages.

63. RÈGLE DE CALCUL DE CES INDICES

Les mêmes règles de calcul qu'en métropole ont été transposées et adaptées dans la mesure du possible sur le plan local, en particulier en ce qui concerne :

— le choix des magasins témoins;
— l'observation des prix;
— les corrections saisonnières calculées pour les fruits et les légumes.

(Le lecteur se reportera au texte relatif à l'indice national des prix en métropole.)

---

(1) Ces coefficients ont été notamment donnés dans l'édition 1972 de l'*Annuaire statistique de la France.*

TABLEAU 3.06 - 1

Indice mensuel des prix à la consommation des ménages (1) — Série France entière (295 postes de dépense)
(Moyennes annuelles (2) et pondérations)

Source : I.N.S.E.E.

Base 100 en 1970

Groupe et sous-groupe	1976		1977		1978		1979		1980		1981	
	Pondération (3)	Indice	Pondération (3)	Indice	Pondération (3)	Indice	Pondération (3)	Indice	Pondération (3)	Indice	Pondération (3)	Indice
Indice d'ensemble (295 postes)	**10.000**	**167,5**	**10.000**	**183,2**	**10.000**	**199,8**	**10.000**	**221,3**	**10.000**	**251,3**	**10.000**	**285,0**
I. *Alimentation* (y compris boissons)	*2.863*	*174,5*	*2.801*	*196,5*	*2.774*	*212,5*	*2.700*	*231,5*	*2.614*	*254,0*	*2.493*	*289,5*
Alimentation (non compris boissons)	*2.433*	*178,0*	*2.349*	*198,1*	*2.311*	*215,2*	*2.265*	*234,4*	*2.202*	*257,3*	*2.105*	*294,4*
a. Produits à base de céréales	350	179,8	303	198,2	298	221,8	310	255,0	303	286,2	292	323,3
Boulangerie-pâtisserie	309	181,5	265	200,6	260	224,7	274	259,8	270	292,2	259	329,9
dont : Pain	123	183,7	119	201,6	112	231,6	116	276,8	116	314,8	109	355,7
Pâtisserie fraîche	119	199,1	92	226,5	96	250,6	102	284,5	102	317,5	98	357,5
Autres produits à base de céréales	41	166,8	38	179,5	38	200,1	36	219,6	33	241,8	33	274,6
dont : Pâtes alimentaires	19	180,9	16	185,8	15	203,7	16	233,8	14	261,8	14	301,3
Riz	5	165,2	5	197,7	6	216,0	6	210,0	5	215,8	5	239,8
b. Viandes et poissons	971	170,9	1.017	186,8	971	204,8	964	220,2	935	241,8	883	273,8
Viandes de boucherie	377	174,1	390	191,1	360	211,1	385	225,7	364	244,4	338	278,6
dont : Viandes de bœuf	241	174,1	255	192,6	236	215,1	246	229,3	229	248,1	214	282,9
Viandes de veau	69	172,0	66	183,7	58	194,5	69	206,0	68	223,7	63	260,7
Viandes de mouton	44	175,6	41	191,3	39	209,5	44	225,3	42	239,0	38	261,0
Viandes de cheval	23	174,4	28	192,2	27	213,5	26	236,1	25	262,9	23	302,0
Viandes de porc et charcuterie	255	163,2	289	172,4	277	187,5	252	201,5	257	222,2	243	248,8
dont : Porc frais, salé, fumé	94	167,1	91	172,9	84	186,5	84	193,4	84	212,6	79	236,1
Charcuterie	161	161,2	198	172,6	193	188,3	168	205,7	173	227,2	164	255,5
dont : Jambons	61	160,0	74	167,5	70	182.4	66	200,5	69	215,7	62	243,4
Volailles, lapins, gibiers	149	169,6	146	187,9	141	205,1	137	215,5	130	237,0	122	270,4
dont : Poulets	68	162,6	66	179,3	63	193,5	65	208,3	64	227,2	59	260,3
Lapins, gibiers	57	186,7	58	209,5	56	230,9	49	234,5	34	264,0	33	305,2
Autres produits contenant de la viande	61	162,1	67	174,9	66	190,9	64	208,8	62	232,3	58	256,0
dont : Triperie	31	160,6	36	172,7	33	191,6	31	211,8	31	232,9	27	252,0
Produits de la pêche	129	183,1	125	210,0	127	232,2	126	258,5	122	289,8	122	331,1
dont : Poissons frais et congelés (4)	50	194,4	53	228,0	52	248,1	55	274,9	59	309,6	64	349,6
c. Œufs, laits, corps gras	511	170,0	436	185,5	424	202,3	440	218,6	409	237,6	402	271,4
dont : Lait frais	77	177,9	58	190,9	55	206,7	55	229,0	52	253,8	51	290,2
Fromages	184	184,1	174	201,4	169	221,9	174	242,9	163	266,4	159	300,8
Œufs	46	165,4	47	184,3	43	189,2	39	190,7	37	209,3	36	232,9
Beurres	88	146,5	80	155,8	66	169,5	67	179,8	58	200,6	63	226,4
Huiles à bases d'arachides	35	188,0	20	221,9	30	255,1	33	264,4	25	237,0	19	325,7
d. Légumes et fruits	436	211,7	400	250,7	411	256,3	339	280,4	347	302,6	319	363,1
dont : Légumes frais (4)	182	256,4	207	289,7	171	277,0	146	325,8	165	342,8	137	431,8
Fruits frais (4)	166	187,2	120	248,2	165	265,8	133	273,8	125	303,5	122	351,2
e. Autres produits alimentaires	165	158,7	193	179,1	207	200,5	212	218,1	208	243,5	209	274,8
dont : Sucres	30	179,3	26	184,9	27	202,3	24	219,8	21	246,9	21	279,9
Chocolats en tablettes	15	146,8	16	207,7	22	226,5	17	227,4	18	250,8	19	277,0
Boissons	*430*	*157,6*	*452*	*187,7*	*463*	*198,1*	*435*	*215,9*	*412*	*236,2*	*388*	*263,4*
Boissons alcoolisées	322	158,1	303	171,9	295	190,8	300	212,8	279	231,8	264	264,9
dont : Vins	161	153,4	160	168,5	161	192,4	178	217,2	157	228,7	141	258,7
Boissons non alcoolisées	108	155,0	149	223,3	168	215,5	135	223,2	133	246,7	124	260,9
dont : Cafés en grains ou moulus	36	166,7	64	321,1	76	272,3	47	255,1	50	272,8	42	255,9
Eaux de boisson	39	155,0	32	167,6	31	181,2	28	206,1	28	243,3	30	279,1
II. *Produits manufacturés*	*4.363*	*159,5*	*4.404*	*171,0*	*4.460*	*186,7*	*4.493*	*207,8*	*4.534*	*241,6*	*4.619*	*272,5*
A. Habillement et articles textiles	1.028	164,2	1.013	177,4	950	195,5	945	216,7	906	241,1	856	263'8
a. Habillement	886	164,0	885	177,3	830	195,9	825	217,5	801	241,9	755	264,3
dont : Vêtements de dessus	336	159,1	387	170,5	363	186,7	335	206,3	314	224,3	285	240,9
Autres vêtements et accessoires	379	160,9	302	174,4	286	192,1	310	213,5	304	239,9	292	266,0
dont : lingerie, bonneterie, accessoires	335	160,2	251	173,7	238	191,3	268	213,1	266	239,6	256	266,4
Articles chaussants	171	181,8	196	199,9	181	225,1	180	251,5	183	286,5	178	313,9
b. Autres articles textiles	142	164,7	128	177,3	120	192,0	120	210,1	105	235,0	101	261,0
dont : Tissus, fils, mercerie	65	161,0	59	172,5	55	186,3	56	205,2	51	230,0	49	256,9
Linge de maison, textiles d'ameublement	77	167,6	69	181,1	65	196,8	64	213 9	54	239,0	52	263,9
B. Autres produits manufacturés	3.335	157,8	3.391	168,8	3.510	183,5	3.548	204,8	3.628	240,6	3.763	273,3
a. Meubles et tapis	340	150,8	439	161,5	447	176,3	442	194,9	433	219,1	466	243,3
b. Appareils ménagers électriques et à gaz	155	133,7	158	140,7	154	149,5	157	161,0	150	175,6	145	193,0
c. Autres articles d'équipement du ménage	161	168,2	185	180,7	195	196,3	211	220,8	202	253,1	199	288,0
dont : Articles de ménage	115	166,9	138	178,7	151	194,6	165	217,5	155	247,6	153	281,2
Électricité, quincaillerie	46	170,8	47	184,9	44	199,9	46	229,5	47	269,4	46	308,6
d. Savons de ménage et produits d'entretien	97	150,0	82	155,5	75	165,9	73	184,7	73	215,4	80	246,4
e. Articles de toilette et de soins	514	128,2	393	133,2	402	146,3	403	159,1	398	177,7	400	199,4
dont : Pharmacie	266	114,5	224	118,1	223	130,6	219	137,7	217	150,5	220	165,8

N.B. — Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU 3.06 - **1** *(suite et fin)*

Indice mensuel des prix à la consommation des ménages (1) — Série France entière (295 postes de dépense)

(Moyennes annuelles (2) et pondérations)

Source : I.N.S.E.E.

Base 100 en 1970

Groupe et sous-groupe	1976		1977		1978		1979		1980		1981	
	Pondération (3)	Indice	Pondération (3)	Indice	Pondération (3)	Indice	Pondération (3)	Indice	Pondération (3)	Indice	Pondération (3)	Indice
B. Autres produits manufacturés (*fin*) :												
f. Véhicules	362	183,0	372	195,0	438	210,0	413	232,6	444	263,3	446	293,1
dont : Automobiles	266	188,9	257	202,0	317	217,8	290	242,8	322	275,0	319	305,4
g. Papeterie, librairie, journaux	282	193,0	200	206,4	188	226,7	200	249,9	199	284,5	201	328,6
dont : Articles de papeterie	26	171,8	20	175,6	22	187,6	26	209,0	26	239,4	22	269,5
Livres et journaux	256	195,8	180	210,1	166	231,7	174	254,9	173	289,9	179	336,0
dont : Journaux	61	235,0	38	258,6	37	299,3	40	342,9	38	404,8	48	488,7
Revues	108	217,0	71	231,6	71	254,2	72	275,9	72	311,2	66	353,3
h. Photo, optique, électro-acoustique	183	116,3	159	119,2	182	123,8	174	128,6	168	133,7	158	137,5
dont : Photo, optique non médicale	33	127,8	23	134,9	32	143,4	26	151,7	25	165,5	25	179,8
Appareils électro-acoustiques	150	113,8	136	115,9	150	119,8	148	123,9	143	127,7	133	130,0
i. Autres articles de loisir	210	160,1	195	171,2	190	190,4	183	204,5	173	226,1	175	249,2
j. Combustibles, énergie	613	187,3	814	209,2	826	227,3	857	263,6	946	331,9	1.004	395,7
dont : Charbons	37	184,3	30	198,7	23	230,9	24	308,2	30	396,1	26	474,5
Essences	238	172,4	374	202,4	383	220,8	417	252,8	430	298,5	435	342,8
Gaz de ville	71	174,7	79	185,5	78	200,3	81	216,4	90	277,3	99	357,9
Électricité à usages domestiques	113	162,2	134	174,0	143	187,6	155	209,1	170	251,3	180	278,8
k. Tabacs et produits manufacturés divers	418	151,4	394	160,9	413	177,4	435	201,3	442	260,4	489	292,7
dont : Tabac	147	124,3	162	133,6	146	146,3	161	159,6	149	179,7	156	205,9
III. *Services*	*2.774*	*172,5*	*2.795*	*189,2*	*2.766*	*208,2*	*2.807*	*232,2*	*2.852*	*262,5*	*2.888*	*299,3*
a. Services relatifs aux logements	755	167,6	758	184,0	753	200,2	766	223,2	760	252,1	766	286,1
dont : Loyers	465	153,9	516	167,2	525	180,2	532	199,0	526	223,7	529	252,7
Entretien du logement, réparations d'appareils ménagers	193	189,4	136	210,0	123	232,4	120	260,4	120	296,0	122	340,7
b. Soins personnels, soins de l'habillement	118	172,4	102	187,9	103	212,9	107	236,2	121	268,1	124	324,2
dont : Ressemelage	9	175,5	8	190,3	7	210,2	6	233,4	6	267,8	7	327,4
Blanchissage, nettoyage	33	168,2	37	183,4	35	202,0	33	224,2	37	257,9	34	298,1
Coiffeurs	72	173,6	53	189,7	56	220,1	63	244,2	74	274,7	78	340,0
c. Services de santé	365	168,5	385	182,6	390	200,8	404	216,2	385	235,9	396	258,1
d. Transports publics	174	165,6	201	177,5	187	198,4	203	230,2	207	268,1	204	308,0
dont : Transports en commun urbains	42	148,6	52	162,2	49	180,4	51	209,8	56	249,8	57	288,9
Transports ferroviaires	48	144,5	69	152,2	65	171,5	75	197,1	72	224,0	66	252,1
e. Services d'utilisation de véhicules privés	291	172,5	273	186,7	264	211,6	252	239,5	250	276,4	252	320,5
dont : Réparations de véhicules privés	226	176,9	229	190,9	219	216,1	203	243,4	200	278,5	202	321,4
f. Hôtels, cafés, restaurants, cantines	821	180,3	799	200,6	787	220,1	794	246,4	816	281,2	830	325,9
dont : Hôtels	88	162,7	87	177,7	85	193,5	85	219,5	79	253,7	68	299,6
Repas dans les restaurants	220	190,8	186	214,5	183	239,5	185	269,8	229	308,1	275	353,2
Consommations dans les cafés	361	181,9	303	203,6	298	223,0	302	251,4	302	289,1	289	342,7
g. Autres services	250	168,1	277	182,8	282	200,1	281	222,2	313	247,0	316	275,5
dont : Postes et télécommunications	49	173,7	58	191,2	59	212,2	66	229,6	84	244,6	84	256,9
Spectacles	55	190,5	41	208,8	42	228,0	42	256,5	45	287,6	43	333,2
dont : Cinémas	28	191,0	28	209,4	27	229,9	25	256,6	26	282,4	24	327,4
Services de vacances, sport, camping	30	172,4	47	190,8	49	211,6	50	239,1	56	276,4	57	320,6
Regroupements divers :												
Alimentation (y compris restaurants, cantines, cafés)	3.570	176,3	3.499	198,0	3.462	214,8	3.396	235,3	3.339	260,2	3.244	297,5
Habitation	1.900	166,5	2.081	180,6	2.091	195,9	2.114	220,3	2.152	258,5	2.224	297,9
Hygiène, soins	1.094	147,2	962	155,9	970	171,6	987	186,7	977	207,7	1.000	233,3
Transports	1.065	174,5	1.220	191,2	1.272	210,2	1.285	238,1	1.331	275,6	1.337	313,9
Distractions, divers	1.343	157,9	1.225	168,0	1.255	183,5	1.273	202,2	1.295	235,9	1.339	262,3
Produits manufacturés (non compris chauffage, éclairage)	3.988	156,4	3.964	167,5	4.017	182,8	4.053	202,4	4.018	231,4	4.050	257,8
Chauffage, éclairage	375	196,7	440	213,4	443	230,9	440	271,1	516	360,1	569	441,7
Services moins restaurants, cantines, cafés	2.067	168,3	2.097	183,2	2.078	201,8	2.111	224,8	2.127	253,6	2.137	287,6
Services moins loyers, eau, restaurants, cantines, cafés	1.505	171,1	1.475	185,9	1.448	206,2	1.465	229,6	1.487	258,8	1.493	293,8
Services moins loyers	2.309	175,9	2.279	193,0	2.241	213,4	2.275	238,6	2.326	270,1	2.359	308,6
Ensemble des postes non alimentaires	7.137	164,5	7.199	177,8	7.226	194,8	7.300	216,8	7.386	249,6	7.507	282,7
Ensemble (y compris loyers fictifs)	///	166,8	///	182,4	///	198,9	///	220,1	///	249,9	///	283,3
Loyers (y compris fictifs), eau, chauffage, éclairage.	///	167,3	///	182,2	///	197,0	///	221,8	///	262,8	///	305,2
Indices sensibles :												
Poissons frais	50	195,1	53	228,8	52	249,4	55	276,4	59	311,1	64	350,8
Légumes frais	182	261,4	207	275,8	171	263,2	146	307,9	165	325,8	137	409,4
Fruits frais	166	187,3	120	246,7	165	261,4	133	270,2	125	299,3	122	345,6

(1) Ménages urbains dont le chef est employé ou ouvrier.
(2) Les indices mensuels sont publiés notamment dans le *Bulletin mensuel de statistique*.
(3) Les pondérations sont révisées une fois par an (voir § 12.2).
(4) Moyenne mobile des douze derniers indices sensibles mensuels, affectée au dernier mois.

TABLEAU 3.06 - 2

Indice mensuel des prix à la consommation des ménages (1) — Série parisienne (295 postes de dépense)

(*Moyennes annuelles* (2) *et pondérations*)

Source : I.N.S.E.E. — Base 100 en 1970

Groupe et sous-groupe	1976		1977		1978		1979		1980		1981	
	Pondération (3)	Indice	Pondération (3)	Indice	Pondération (3)	Indice	Pondération (3)	Indice	Pondération (3)	Indice	Pondération (3)	Indice
Indice d'ensemble (295 postes)	**10.000**	**168,0**	**10.000**	**183,7**	**10.000**	**200,3**	**10.000**	**221,8**	**10.000**	**251,8**	**10.000**	**285,2**
I. *Alimentation* (y compris boissons)	*2.671*	*172,3*	*2.608*	*193,6*	*2.581*	*208,2*	*2.506*	*226,2*	*2.430*	*247,5*	*2.322*	*281,2*
Alimentation (non compris boissons)	*2.263*	*175,3*	*2.191*	*195,2*	*2.157*	*210,9*	*2.107*	*228,8*	*2.051*	*250,3*	*1.961*	*285,3*
a. Produits à base de céréales	287	178,2	245	195,8	242	215,7	253	243,9	247	272,0	239	304,3
b. Viandes et poissons	966	168,0	1.008	184,5	964	201,0	954	216,5	924	237,5	873	268,5
dont : Viandes de boucherie	389	170,2	400	187,6	371	205,2	395	220,3	374	239,1	348	272,4
dont : Viande de bœuf	232	171,4	244	191,2	227	210,4	234	225,1	219	244,7	205	279,8
Viandes de veau	68	164,6	65	175,4	57	186,3	68	198,1	66	215,2	62	250,3
Viandes de mouton	60	174,0	56	190,3	53	207,5	60	223,4	57	236,5	51	257,8
Charcuterie, triperie	186	160,4	227	171,9	218	187,4	193	205,2	198	225,3	185	249,8
c Œufs, laits, corps gras	438	171,4	378	186,8	367	203,5	381	219,2	356	238,3	352	271,2
dont : Laits et fromages	287	178,7	250	194,4	241	213,4	256	234,0	244	257,1	241	290,9
Corps gras et beurres	111	154,9	87	169,0	88	183,7	91	193,5	80	202,5	80	236,8
d. Légumes et fruits	433	204,0	396	239,4	409	245,5	336	268,9	344	289,0	316	343,9
e. Autres produits alimentaires	139	151,3	164	171,4	175	189,9	183	206,3	180	227,9	181	255,8
Boissons	*408*	*157,3*	*417*	*185,0*	*424*	*194,8*	*399*	*212,4*	*379*	*232,5*	*361*	*259,8*
dont : Vins	149	155,7	148	171,7	148	192,8	164	217,5	145	228,6	131	258,6
II. *Produits manufacturés*	*4.265*	*161,8*	*4.271*	*173,7*	*4.334*	*189,9*	*4.357*	*211,6*	*4.414*	*246,6*	*4.515*	*278,3*
A. Habillement et articles textiles	988	171,2	967	186,3	907	205,2	900	228,4	861	252,7	815	273,4
dont : Vêtements de dessus	335	173,3	382	187,6	359	205,2	333	226,2	312	243,1	284	257,6
Lingerie, bonneterie, accessoires	331	166,8	247	182,1	235	201,5	262	226,7	262	254,5	253	280,5
Articles chaussants	148	180,8	171	198,6	157	223,6	155	249,8	157	283,6	153	306,0
B. Autres produits manufacturés	3.277	158,8	3.304	169,9	3.427	185,0	3.457	206,6	3.553	243,7	3.700	277,6
dont : Équipement et articles de ménage	578	148,8	688	159,4	699	173,3	707	191,2	688	214,0	712	237,8
Savons de ménage et produits d'entretien	93	151,4	78	156,8	72	168,2	69	188,4	69	221,1	76	252,6
Articles de toilette et de soins	491	130,4	364	135,3	373	148,9	373	163,4	367	182,9	370	205,6
Combustibles, énergie	645	186,8	849	209,1	862	227,3	904	264,7	1.007	336,6	1.081	403,9
dont : Chauffage, éclairage	404	195,5	472	212,7	476	230,4	485	272,5	576	366,2	643	452,7
III. *Services*	*3.064*	*171,7*	*3.121*	*187,9*	*3.085*	*206,7*	*3.137*	*229,9*	*3.156*	*259,6*	*3.163*	*294,8*
a. Services relatifs aux logements	773	168,7	764	184,5	760	200,4	761	222,7	755	250,2	762	280,1
dont : Loyers	490	162,6	542	176,6	552	191,2	551	211,9	546	237,7	550	264,5
b. Soins personnels, soins de l'habillement	136	171,0	121	185,4	122	207,8	124	228,7	139	258,6	142	310,0
c. Services de santé	370	168,2	386	182,2	391	200,0	402	215,4	385	235,0	349	256,1
d. Transports publics	261	155,8	307	167,4	286	188,2	324	220,3	269	257,6	265	294,0
e. Services d'utilisation de véhicules privés	292	165,7	257	179,5	249	204,0	238	229,4	238	264,1	239	306,6
f. Hôtels, cafés, restaurants, cantines	979	185,2	998	206,4	985	225,8	996	250,4	1.036	285.1	1.073	329,4
dont : Repas dans les restaurants	320	196,0	270	222,8	266	250,4	267	280,0	331	318,7	399	365,3
g. Autres services	253	163,5	288	175,9	292	192,6	292	213,1	334	235·0	333	260,8
dont : Spectacles	57	178,9	44	194,6	45	208,3	47	234,3	50	262,4	48	303,4
Regroupements divers :												
Alimentation (y compris restaurants, cantines, cafés)	3.593	176,2	3.556	197,6	3.517	213,4	3.451	233,1	3.418	257,9	3.352	294,3
Habitation	1.812	166,7	1.974	180,7	1.984	196,1	2.004	220,9	2.067	260,6	2.160	300,4
Hygiène, soins	1.090	149,4	949	158,2	958	174,0	968	189,8	960	211,2	937	237,2
Transports	1.148	169,8	1.307	186,0	1.357	205,0	1.388	232,7	1.378	269,7	1.382	306,8
Distractions, divers	1.369	157,7	1.247	166,6	1.277	182,6	1.289	200,0	1.316	231,5	1.354	257,3
Produits manufacturés (non compris chauffage, éclairage)	3.861	158,8	3.799	170,1	3.858	186,1	3.872	206,1	3.838	234,7	3.872	260,8
Services moins restaurants, cantines, cafés	2.142	164,9	2.173	178,9	2.149	197,2	2.192	219,6	2.168	247,2	2.133	278,6
Services moins loyers, eau, restaurants, cantines cafés	1.585	165,0	1.558	178,8	1.524	198,3	1.563	221,3	1.544	249,2	1.504	281,9
Ensemble des postes non alimentaires	7.329	166,1	7.392	179,8	7.419	197,0	7.494	219,5	7.570	252,3	7.678	285,4

(1) Ménages urbains dont le chef est employé ou ouvrier.
(2) Les indices mensuels sont publiés notamment dans le *Bulletin mensuel de statistique.*
(3) Les pondérations sont révisées une fois par an (voir § 12.2).

TABLEAU 3.06-3

Coefficients de raccordement de l'indice national et de l'indice parisien des prix à la consommation des ménages, 295 postes de dépense (*base 100 en 1970*), **à l'indice national et à l'indice parisien des «259 articles»** (*base 100 en 1962*)

Source : I.N.S.E.E.

	Indice national		Indice parisien	
	Année 1970	Février 1971	Année 1970	Février 1971
Indice d'ensemble	1,372	1,377	1,392	1,396
Alimentation, y compris restaurants, cantines, cafés (1)	1,351	1,350	1,345	1,341
Habitation	1,482	1,492	1,542	1,550
dont : Loyers (2)	1,971	1,997	2,109	2,115
Chauffage et éclairage	1,314	1,313	1,333	1,320
Habillement et articles textiles (3)	1,236	1,239	1,273	1,274
Produits manufacturés [non compris chauffage et éclairage] (4)	1,240	1,245	1,264	1,268
Services (5)	1,759	1,774	1,752	1,765
Services moins restaurants, cantines, cafés (6)	1,791	1,807	1,792	1,811

(1) Aliments et boissons dans l'ancienne nomenclature. — (2) Loyers et charges dans l'ancienne nomenclature. — (3) Habillement-linge dans l'ancienne nomenclature. — (4) Produits manufacturés dans l'ancienne nomenclature. — (5) Services plus restaurant dans l'ancienne nomenclature. — (6) Services dans l'ancienne nomenclature.

TABLEAU 3.06-4

Coefficients de raccordement de l'indice national des prix à la consommation des ménages, 295 postes de dépense (*base 100 en 1970*), **aux indices antérieurs**

Source : I.N.S.E.E.

Groupes et groupements	Coefficients de raccordement aux séries : « France entière » des 259 articles (base 100 en 1962) (1)	De l'indice parisien des « 250 articles » (base 100 : 1/7/1956 — 30/6/1957) (2)	De l'indice parisien des « 213 articles » (base 100 en 1949) (3)
Indice d'ensemble	1,372	1,943	2,852
Alimentation, y compris restaurants, cantines, cafés	1,351	1,925	2,614
Produits manufacturés (non compris chauffage et éclairage)	1,240	1,585	2,073
Chauffage, éclairage	1,314	1,829	3,093
Services moins restaurants, cantines, cafés	1,791	2,905	5,907

(1) Coefficients définis par les moyennes de l'année 1970 des principaux sous-groupes de l'indice des « 259 articles ». — (2) Coefficients obtenus en effectuant le produit suivant : moyenne de l'année 1970 en base 100 en 1962 × moyenne de l'année 1962 en base 100 1er juillet 1956-30 juin 1957. — (3) Coefficients obtenus en effectuant le produit suivant : moyenne 1970 en base 100 en 1962 × moyenne 1962 en base 100

$$1^{er}\text{ juillet 1956-30 juin 1957} \times \frac{\text{indice base 100 en 1949}}{\text{indice base 100 : 1er juillet 1956-30 juin 1957}}$$ pour le mois de juillet 1957.

TABLEAU 3.06 - 5

Coefficients de raccordement des différents indices généraux des prix à la consommation (base 100 en 1962, 1956-1957, 1949, 1938 et 1914)

Source : I.N.S.E.E.

Indices généraux des prix à la consommation	Base 100 en :				
	1962	1er juillet 1956-30 juin 1957	1949	1938	1914
Indice national des **295** *postes de dépense* (indice national des prix à la consommation des ménages urbains dont le chef est employé ou ouvrier, 1970 = 100).	(1) 1,372	(2) 1,943	(2) 2,852	(2) 47,80	(2) 337,5
Indice parisien des **295** *postes de dépense* (indice parisien des prix à la consommation des ménages urbains dont le chef est employé ou ouvrier, 1970 = 100).	1,392	1,971	2,894	48,50	342,4
Indice national et parisien des **259** *articles* (indice des prix à la consommation des familles de condition modeste, 1962 = 100).....		1,416	2,079	34,84	246,0
Indice parisien des **250** *articles* (indice des prix de détail dans l'agglomération parisienne, 1er juillet 1956-30 juin 1957 = 100).....			1,468	24,60	173,7
Indice parisien des **213** *articles* (indice des prix à la consommation familiale. 1949 = 100).....				16,76	118,3
Indice parisien des **34** *articles* (1938 = 100).....					7,06

(1) Série nationale (voir § 13.1). — (2) Séries parisiennes (voir § 13.1).

TABLEAU 3.06 - 6

Indices des prix de détail des spécialités pharmaceutiques

Source : I.N.S.E.E. Base 100 au 1er janvier 1970

Date	Remboursables par la Sécurité sociale (antibiotiques compris)	Non remboursables par la Sécurité sociale (grand public)
1er janvier 1972.....	100,1	104,7
1er janvier 1973 (1).....	99,3	107,0
1er janvier 1974.....	100,9	111,0
1er janvier 1975.....	107,7	118,4
1er janvier 1976	111,5	122,7
1er janvier 1977.....	109,1	126,9
1er janvier 1978.....	122,1	137,6
1er janvier 1979	129,9	155,4
1er janvier 1980	134,6	177,0
1er janvier 1981.....	150,1	208,9
1er janvier 1982.....	160,0	245,6

(1) Compte tenu de la baisse de la T.V.A.; le niveau des indices avant application de l'arrêté nº 72-58/P paru au B.O.S.P. du 29 décembre 1972 et fixant à 2,44 % la baisse du taux de T.V.A. se situait au 31 décembre 1972 à :

— remboursables par la Sécurité sociale : 101,5;
— non remboursables par la Sécurité sociale : 109,4.

TABLEAU 3.06-7

Indices des prix des véhicules à moteur
(*Moyennes annuelles*) (1)

Source : I.N.S.E.E. — Base 100 en 1962

Année	Ensemble	Voitures particulières		Véhicules utilitaires	Motocycles
		Françaises	Étrangères		
Pondération.....	100	62	6	28	4
1975	203,0	201,8	194,7	209,2	192,2
1976	229,3	228,0	223,0	235,7	214,9
1977	245,6	244,8	243,7	249,5	235,7
1978	266,2	262,9	268,8	275,1	250,7
1979	296,2	292,8	295,6	306,6	277,8
1980	337,8	334,8	326,4	349,9	317,0
1981	379,2	372,3	357,9	401,4	363,6

(1) Les indices trimestriels sont publiés notamment dans la partie mensuelle du *Bulletin mensuel de statistique.*

TABLEAU 3.06-8

Coefficients de raccordement des indices de prix des véhicules à moteur (*base 100 en 1962*), aux anciens indices (*base 100 en 1949*) (1)

Source : I.N.S.E.E.

Groupe	Coefficients
Ensemble.....	1,758
Voitures particulières.....	1,637
Véhicules utilitaires.....	2,121
Motocycles.....	1,483

(1) La multiplication des valeurs des séries base 100 en 1962 par les coefficients qui leur sont relatifs permet de prolonger les anciennes séries sur base 100 en 1949.

TABLEAU 3.06-9

Indice des prix des voitures automobiles d'occasion

Source : I.N.S.E.E. — Base 100 en 1973

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Indice.....	134,1	161,8	157,1	172,2	196,3	227,8	251,5

TABLEAU 3.06-10

Indice des prix des repas dans les restaurants

Source : I.N.S.E.E. — Base 100 en 1970

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Indice d'ensemble.....	**145,1**	**163,7**	**189,2**	**213,8**	**239,2**	**270,8**	**310,9**
Par catégorie d'établissements :							
Non classés et 1 étoile.....	145,2	163,4	186,8	209,2	232,6	261,4	299,6
2 étoiles et plus.....	145,3	164,8	195,1	225,9	256,8	296,3	341,9
Par catégorie d'établissements ou de communes :							
Agglomération de Paris.....	150,6	170,8	193,9	221,0	249,1	280,7	321,1
Autres agglomérations de plus de 100 000 habitants.....	144,3	162,0	190,4	215,9	240,7	272,0	311,2
Agglomérations de moins de 100 000 habitants ou communes rurales.....	140,2	157,7	183,1	205,4	228,6	259,9	299,7

TABLEAU 3.06 - 11

Indice des prix de pension complète dans les hôtels

Source : I.N.S.E.E.

Base 100 en 1970

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Indice d'ensemble	**138,2**	**155,5**	**170,6**	**192,8**	**214,2**	**238,8**	**267,5**
dont :							
Agglomérations de moins de 100 000 habitants ou communes rurales	140,5	158,5	173,9	196,0	218,7	243,4	272,9
dont : Stations de tourisme	140,9	162,7	175,7	203,5	230,2	256,2	279,3
dont :							
Ouest	141,7	159,7	178,2	203,5	220,4	244,2	265,7
Midi méditerranéen	140,5	163,3	178,5	206,7	224,7	255,0	291,7

TABLEAU 3.06 - 12

Indice des prix des nuitées dans les hôtels

Source : I.N.S.E.E.

Base 100 en 1970

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Indice d'ensemble	**132,0**	**147,2**	**161,6**	**174,4**	**187,5**	**216,4**	**250,4**
Par catégorie d'agglomérations ou de communes :							
Agglomération de Paris	132,6	148,2	162,9	174,5	185,5	214,8	250,5
Autres agglomérations de plus de 100 000 habitants	133,2	149,3	165,0	176,2	190,8	223,8	260,7
Agglomérations de moins de 100 000 habitants ou communes rurales	133,8	148,5	162,6	177,1	191,3	219,0	251,4
dont : Stations de tourisme	134,1	148,7	165,5	180,1	197,9	223,8	256,0
Par confort :							
Luxueux et très confortable	134,0	151,7	164,9	177,8	191,1	221,5	256,7
Bon confort	130,8	144,4	159,0	171,9	183,8	205,1	233,6
Confort moyen	130,3	142,3	159,1	171,7	185,6	221,0	259,0
Par grande région :							
Paris, Bassin parisien et Nord	133,5	148,3	162,5	174,0	186,9	216,1	251,5
Nord-Est	129,3	149,0	164,8	173,9	185,9	208,6	240,9
Ouest	141,0	153,8	168,3	183,6	200,7	235,6	270,5
Centre-Est	134,5	150,6	165,2	184,0	197,1	221,3	255,8
Sud-Ouest	131,9	146,3	161,2	174,7	189,5	222,5	258,8
Midi méditerranéen	133,6	150,2	165,8	176,1	190,0	221,9	252,7

TABLEAU 3.06 - 13

Coefficients de raccordement des indices des nuitées, des pensions et des repas (*base 100 en 1970*), aux indices antérieurs (*base 100 en 1967*)

Source : I.N.S.E.E.

Nuitées	Coefficient	Pensions	Coefficient	Repas	Coefficient
Indice d'ensemble	**1,212**	**Indice d'ensemble**	**1,174**	**Indice d'ensemble**	**1,215**
Par catégorie d'agglomérations ou de communes :		*dont :*		*Par catégorie d'agglomérations ou de communes :*	
Agglomération de Paris	1,164	Agglomérations de moins de 100 000 habitants ou communes rurales	1,199	Agglomération de Paris	1,341
Autres agglomérations de plus de 100 000 habitants	1,265	— *dont :* Stations de tourisme	1,174	Autres agglomérations de plus de 100 000 habitants	1,291
Agglomérations de moins de 100 000 habitants ou communes rurales	1,196			Agglomérations de moins de 100 000 habitants ou communes rurales	1,190
— *dont :* Stations de tourisme	1,201	*dont :*			
Par grande région :		Ouest	1,211		
Paris, Bassin parisien et Nord	1,219	Midi méditerranéen	1,151		
Nord-Est	1,216				
Ouest	1,263				
Centre-Est	1,197				
Sud-Ouest	1,265				
Midi méditerranéen	1,164				

TABLEAU 3.06 - 14

Indices du niveau tarifaire S.N.C.F.

Source : S.N.C.F.

Base 100 en 1962

Indices du niveau tarifaire moyen annuel	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Voyageurs :							
Réseau principal	189,7	209,2	219,0	246,5	280,5	314,1	350,6
Banlieue de Paris	192,4	210,6	230,1	258,9	308,7	371,3	425,3
Marchandises :							
Trafic wagon	187,5	206,9	217,1	248,2	(1) •	(1) •	(1) •

(1) A partir du 7 février 1979, les majorations des tarifs marchandises ne s'effectuent plus par application d'un taux unique à l'ensemble des tarifs mais sous la forme « d'aménagements tarifaires » utilisant des taux différents selon les marchandises, appliqués à des dates elles-mêmes variables (7 février 1979, taux de majoration variable selon les tarifs : 5,127 % à 10,517 %).

TABLEAU 3.06 - 15

Départements d'outre-mer : indice des prix à la consommation des ménages
(*Moyennes annuelles*)

Source : I.N.S.E.E.

Groupe	Basse-Terre (Guadeloupe) (Base 100 en 1967) (1) (2) (5)						Fort-de-France (Martinique) (Base 100 en 1966) (6)					
	1976	1977	1978	1979	■1980	1981	1976	1977	1978	1979	■1980	1981
Ensemble	**211,6**	**231,3**	**249,5**	**271,4**	**123,4**	**139,3**	**222,3**	**244,6**	**270,3**	**297,5**	**112,3**	**129,3**
dont :												
Aliments, boissons	224,6	246,2	265,9	290,9	126,8	141,8	223,5	245,9	264,9	288,8	111,6	127,3
Habillement	164,6	175,9	188,9	204,6	117,6	131,3	192,6	220,2	253,2	274,5	109,4	123,3
Habitation	193,7	211,9	225,7	241,3	121,0	137,2	215,5	234,5	255,9	284,0	110,7	128,1
Hygiène, santé	226,3	251,0	282,9	313,5	121,4	138,0	252,0	277,6	333,3	367,1	109,7	126,4
Transports, communications	230,7	250,7	267,9	301,7	127,4	145,6	243,2	267,8	293,2	333,5	119,1	141,3
Culture, loisirs	213,3	231,2	244,2	256,7	115,2	130,1	212,1	229,6	261,4	287,6	112,1	126,8

Groupe	Saint-Denis (Réunion) (Base 100 en 1971) (3) (7)						Cayenne (Guyane) (Base 100 en janvier 1969) (4)					
	1976	1977	1978	1979	■1980	1981	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Ensemble	**167,1**	**183,1**	**195,2**	**213,9**	**121,0**	**135,7**	**187,5**	**206,9**	**223,5**	**247,8**	**277,3**	**317,3**
dont :												
Aliments, boissons	181,5	210,5	224,5	249,4	118,9	131,0	191,4	216,8	232,6	250,9	276,5	314,5
Habillement	150,8	153,0	160,9	166,0	106,6	113,8	249,1	278,9	322,1	362,3	409,9	454,1
Habitation	153,9	•	•	•	•	•	156,7	164,4	173,7	201,2	224,3	265,9
Hygiène, santé	166,1	•	•	•	•	•	180,0	194,0	213,5	243,4	287,8	329,0
Transports, communications	165,6	•	•	•	•	•	221,3	233,9	247,1	286,3	329,4	382,3
Culture, loisirs	152,9	•	•	•	•	•	152,6	166,3	181,9	198,9	220,8	246,3

(1) Moyenne calculée sur 7 mois en 1976, l'éruption de la Soufrière ayant empêché les relevés de prix à Basse-Terre d'août 1976 à janvier 1977.
(2) Moyenne calculée sur 11 mois en 1977, l'éruption de la Soufrière ayant empêché les relevés de prix à Basse-Terre en janvier 1977.
(3) A partir de 1977, la répartition des groupes a été modifiée, et les indices autres que l'alimentation et l'habillement sont les suivants pour 1977: autres produits manufacturés : 155,6 et services : 186,4 — pour 1978 : autres produits manufacturés : 165,6 et services : 200,1 — pour 1979 : autres produits manufacturés : 181,6 et services : 217,6 — pour 1980 : autres produits manufacturés : 127,0 et services : 124,6. et pour 1981 : autres produits manufacturés : 145,2 et services : 143,5.
(4) Moyenne calculée sur 10 mois en 1978, les prix n'ayant pu être observés en juillet et août 1978.
(5) En 1980, nouvel indice, base 100 pour la période avril 1978-mai 1979.
Coefficients de raccordement : ensemble : 2,54 — Alimentation, boissons : 2,71 — Habillement, textiles : 1,93 — Habitation : 2,30 — Hygiène, santé : 2,89 — Transports, communications : 2,73 — Culture, loisirs : 2,46.
(6) En 1980, nouvel indice, base 100 en 1979.
Coefficients de raccordement : Ensemble : 2,97 — Alimentation, boissons : 2,89 — Habillement, textiles : 2,75 — Habitation : 2,84 — Hygiène, santé : 3,67 — Transports, communications : 3,34 — Culture, loisirs : 2,88.
(7) En 1980, nouvel indice, base 100 en 1978.
Coefficients de raccordement : Ensemble : 2,01 — Alimentation, boissons : 2,46 — Habillement, textiles : 1,62 — Autres produits manufacturés : 1,61 — Services : 1,94.

SOURCES DE DOCUMENTATION

— Pour comprendre l'indice des prix I.N.S.E.E.

— L'indice des prix à la consommation, réponses aux critiques, janvier 1976.

— Annuaire statistique de la France, 1975 (séries complètes de l'indice des « 259 articles »).

— Note méthodologique concernant l'indice mensuel des prix à la consommation des ménages urbains dont le chef est employé ou ouvrier. — Extrait de *Économie et statistique,* n° 2 de mars 1971. — *Bulletin mensuel de statistique* de mars 1971.

— Annuaire rétrospectif de la France, 1966.

— Note méthodologique concernant l'indice des « 259 articles ». — Extrait de *Études statistiques,* n° 2, avril-juin 1964 (supplément trimestriel au *Bulletin mensuel de statistique*). — Supplément méthodologique au *Bulletin mensuel de statistique,* édition de décembre 1965.

— Note méthodologique concernant l'indice des « 250 articles ». — Extrait de *Études statistiques,* n° 4, 1957. *Bulletin hebdomadaire de statistique* du 24 août 1957.

— Note méthodologique concernant l'indice des « 213 articles ». — Extrait du *Bulletin mensuel de statistique,* supplément octobre-décembre 1950.

— Les statistiques de prix en France et en divers pays étrangers (I.N.S.E.E. 1953).

Chapitre 3.07

Indice de la productivité nationale

1. Productivité totale restreinte

2. Productivités partielles

1. *Productivité totale restreinte*

L'indice de la productivité totale restreinte mesure le rapport entre l'évolution base 100 en 1970 de la production et celle des principaux facteurs de production utilisés pour l'obtention de ce résultat. Les facteurs de production retenus sont le capital, mesuré ici par la consommation de capital fixe, le travail mesuré par l'activité, produit des effectifs employés moyens d'une année et d'une durée hebdomadaire moyenne offerte corrigée de l'incidence des conflits du travail, les consommations intermédiaires. Ne sont donc pas pris en compte les impôts, intérêts et autres prélèvements qui interviennent dans le calcul d'une productivité totale exhaustive (compte de surplus).

La productivité totale restreinte est en fait obtenue par agrégation des productivités partielles de chacun des facteurs énumérés ci-dessus, pondérées à l'aide de coefficients fixes pour chaque branche et calculés pour l'année 1970 qui sont les parts relatives de chacun de ces trois facteurs, dans leur total : consommation de capital fixe, rémunération des salariés et rémunération conventionnelle des entrepreneurs individuels, consommations intermédiaires.

Cette méthode repose sur l'hypothèse d'une complémentarité des facteurs. Le calcul de cet indice n'a été fait que pour les branches marchandes non agricoles et non financières.

2. *Productivités partielles*

Les productivités partielles sont les indices d'évolution base 100 en 1970 des rapports entre la production et le facteur de production étudié, estimés aux prix de 1970. Les évolutions d'une année sur l'autre, retracées dans les tableaux ci-après, sont calculées à partir de ces indices base 100 en 1970 et peuvent différer à ce niveau d'agrégation des évolutions établies à partir des indices base 100 année précédente.

Ces séries sont conformes au cadre du système élargi de comptabilité nationale (S.E.C.N.). Les résultats de l'année 1978 et des années antérieures sont définitifs.